

BERNARD MENAGER

**LA VIE POLITIQUE
DANS LE DEPARTEMENT DU NORD
DE 1851 A 1877**

TOME III

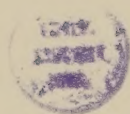
THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS IV

— LE 14 JUIN 1979 —

— 1983 —

ATELIER NATIONAL
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LES ÉDITIONS DES BEFFROIS
23 RUE VAUBAN
DUNKERQUE



BERNARD MENAGER

**LA VIE POLITIQUE
DANS LE DEPARTEMENT DU NORD
DE 1851 A 1877**

Volume 3

Les débuts de la III^e République

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS IV

— LE 14 JUIN 1979 —

— 1983 —

ATELIER NATIONAL
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LES ÉDITIONS DES BEFFROIS
23 RUE VAUBAN
DUNKERQUE

BERNARD WEISS

LA VIE POLITIQUE
DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD
DE 1861 À 1877

Volume 2

Les débuts de la III^e République

UNION DÉMOCRATIQUE ET RÉPUBLIQUE

— LA RÉPUBLIQUE —

I.S.B.N. : 2 - 9030 - 7782 - 7

© WESTHOEK - ÉDITIONS

LITTON
LES ÉDITIONS DES WESTHOEK
SARRELÉVY
DE SARRELÉVY

LES ÉDITIONS DES WESTHOEK
SARRELÉVY
DE SARRELÉVY

C I N Q U I E M E P A R T I E

LES DEBUTS DE LA TROISIEME REPUBLIQUE

La vie politique de 1870 à 1877 est riche d'affrontements aboutissant à une mutation décisive. Tandis que le régime impérial s'effondre et voit ses défenseurs se disperser, la droite monarchiste, maîtresse du terrain, et dont la victoire est amplifiée par la politique gambettiste, se voit à son tour contestée par la remontée extraordinaire du parti républicain qui tire un profit maximum de la politique de Thiers. La prise du pouvoir dans les circonstances dramatiques de 1870, la conduite des affaires dans les moments critiques, sa réorganisation dans le nouveau cadre de la vie politique et celle de ses rivaux seront au centre de nos préoccupations. Nous tenterons de suivre et d'expliquer les mouvements de l'opinion dont l'importance fut décisive sur les destinées futures de la France.

C H A P I T R E X V

L'ANNEE TERRIBLE : (JUILLET 1870-MAI 1871)

La guerre franco-allemande, les défaites, la chute de l'Empire, la poursuite des hostilités sous le gouvernement de la défense nationale, l'armistice et les élections de février 1871, la Commune de Paris constituent une trame d'événements intensément vécus par les contemporains bousculés dans leur vie quotidienne, dans leurs opinions, par l'effondrement du régime, la menace allemande, la révolution parisienne. Ils sont pour l'historien un champ précieux d'observation dans la mesure où l'actualité révèle des comportements moins discernables en d'autres circonstances. Le terrain de notre étude est à lui seul une autre source d'intérêt. Comment se comporta un département frontière que les circonstances éloignèrent de la capitale?

La région du Nord fut en effet la seule, parmi les zones non envahies, à avoir vu s'accroître la distance qui la séparait des nouveaux centres administratifs de l'Etat. Une telle situation engendrait inévitablement une plus grande autonomie des autorités administratives.

Les événements multiples de l'année terrible sont aussi riches de conséquences pour les années suivantes. Les circonstances dans lesquelles s'installa la République, l'attitude des administrateurs, devaient avoir des incidences sur l'avenir du nouveau régime. Le rôle des militaires, et plus particulièrement du général Faidherbe, ne sont pas à négliger non plus. La

compréhension générale de l'évolution politique de la région nécessite donc un examen attentif des situations vécues pendant cette période.

A. LE DECLENCHEMENT DE LA GUERRE ET SON EVOLUTION JUSQU'A SEDAN

1. La déclaration de guerre et l'attente des premiers combats

Le département du Nord ne fit pas exception à la règle quasi-générale. La guerre fut accueillie avec enthousiasme dans toutes les couches de la population. Les rapports officiels et la presse fournissent à ce sujet des résultats concordants. Les premiers ne fournissent que des renseignements fragmentaires (1). Seuls sont connues les réactions de l'opinion dans les arrondissements de Valenciennes et de Cambrai. Les rapports des sous-préfets concordent : bellicisme de la classe ouvrière pendant la première phase des négociations, volonté des milieux d'affaires de mettre fin à une situation incertaine et nuisible aux affaires, déception devant les perspectives d'un arrangement à l'annonce de la renonciation à la candidature Hohenzollern (2). A Valenciennes on va même jusqu'à accuser le ministère de faiblesse, et "on dit qu'il se laisse jouer par la Prusse". Ces dispositions étaient-elles partagées ailleurs? Dans l'Avesnois sans aucun

1. Le rapport préfectoral sur les réactions à la déclaration Grammont n'a pas été conservé dans les archives.

Lynn Case (French opinion on war and Diplomacy during the second Empire) classe à tort la région du Nord parmi les départements indifférents (DEULIN, *La région du Nord devant la guerre de 1870 et la Commune*, Mémoire de maîtrise, Lille, 1972).

2. A.D. 8 R 114. Rapports des 9 et 12 juillet (Valenciennes), des 12 et 13 juillet (Cambrai).

doute, mais il est possible que la Flandre ait été plus pacifique. L'enthousiasme à la déclaration de guerre laisse supposer que les populations n'avaient pas fondé de grands espoirs de paix pendant les brefs moments où celle-ci parut sauvegardée.

La presse a-t-elle contribué à cette exaltation? Plusieurs organes ont prêché la guerre à tout prix, notamment le *Mémorial de Lille*, porte-parole de la droite autoritaire qui insista sur l'antagonisme séculaire entre les deux nations et sur la situation intolérable créée par Sadowa (3). Il s'en prit violemment au gouvernement après la renonciation Hohenzollern, lui reprochant de tromper l'élan national (4). L'*Impartial du Nord* à Valenciennes reproduisit son article (5) tandis que le *Journal de Roubaix* prenait lui aussi position contre un arrangement diplomatique perpétuant la "situation précaire pleine d'inquiétudes et d'alarmes subie depuis Sadowa" (6). Ce point de vue rejoignait celui des hommes d'affaires du Valenciennois. Après avoir été ardemment pacifistes en 1866 l'industrie et le commerce local, attribuant en partie à l'état de paix armée la cause des difficultés économiques, étaient désireux d'en finir une bonne fois. Certains milieux légitimistes et cléricaux ardemment hostiles à la Prusse protestante partageaient cet état d'esprit (7).

Mais toute la presse locale ne se joignit pas à cette campagne. Le *Propagateur* ne cessa de prôner un règlement diplomatique et une médiation européenne pendant la durée de la crise.

3. *Mémorial de Lille*, 13 juillet.

4. *Idem*, 14 juillet.

5. *Impartial du Nord*, 15 juillet.

6. *Journal de Roubaix*, 14 juillet.

7. L'*Echo de la Frontière* se déclara insatisfait par la renonciation du prince Antoine de Hohenzollern et demanda une déclaration catégorique de la Prusse.

Il manifesta une vive satisfaction à l'annonce du retrait de la candidature Hohenzollern et déclara : "Il ne faut pas être plus susceptible que de raison" (8). Il fallut la publication de la dépêche d'Ems pour qu'il acceptât l'entrée en guerre, mais ce journal prit soin de préciser qu'il était hostile à l'annexion de la rive gauche du Rhin, l'érection d'un état neutre lui paraissant la meilleure des garanties pour la sécurité de la France (9). Le *Messenger du Nord* à Dunkerque était encore plus pacifiste. Il maintint son opposition à la guerre, même après la publication de la célèbre dépêche : "Faut-il provoquer une conflagration européenne parce que nos ambassadeurs n'ont pas su pénétrer les secrets d'une intrigue qui se déroulait sous leurs yeux? Un peuple qui se laisserait emporter par le dépit n'aboutirait qu'à se déconsidérer sans effacer le souvenir des mystifications qui leur auraient remis les armes à la main" (10). Un tel article allait évidemment à contre-courant de l'évolution de l'opinion publique. Le *Courrier du Nord* à Valenciennes se montra lui aussi un ferme partisan de l'acceptation de la renonciation Hohenzollern et son ralliement ultérieur à la guerre fut des plus résigné" (11). Ainsi tous les organes du bonapartisme libéral, à l'exception du *Journal de Roubaix*, souhaitaient une solution pacifique par crainte peut-être d'une guerre victorieuse, qui ramènerait la droite impérialiste au pouvoir. A ces journaux s'ajoutait la presse démocratique. Le *Progrès du Nord* se contenta de quelques lignes de reproches, accusant le gouvernement

8. *Propagateur*, 14 juillet.

9. *Idem*, 22 juillet.

10. *Messenger du Nord*, 16 juillet.

11. *Idem*, 15 et 17 juillet.

d'avoir voulu humilier la Prusse et recherché le conflit (11 bis). L'*Echo du Nord* fut plus véhément. Après avoir refusé de voir un casus belli dans l'installation d'un Hohenzollern à Madrid, il dénonça la conduite du ministère qui n'avait pas hésité à "divulguer le secret de la paix et conspiré la guerre en conseil secret à quelques heures d'intervalle" (12). La décision finale fut qualifiée de "grand malheur, de faute politique et de crime de lèse-humanité" (13).

Faut-il voir dans la différence de ton adopté entre les deux organes de la gauche lilloise une sensibilité différente de leur public, les ouvriers qui constituaient une part importante de la clientèle du *Progrès* se montrant plus favorables à la guerre que la petite bourgeoisie lilloise proche de l'*Echo*? Toujours est-il que la presse locale se montra nettement moins belliciste que l'opinion publique et sensiblement en retrait sur cette dernière (14). Les réactions locales s'expliquent aisément. Depuis Sadowa, le Nord se sentait menacé par la puissance prussienne. Au moment de la crise du Luxembourg en 1867, le sentiment national avait déjà vibré et une certaine déception s'était fait jour après le règlement du conflit (15). Les esprits, confiants dans la force de l'armée, voulaient cette fois en finir.

La déclaration de guerre suscita donc un enthousiasme frénétique. Les rapports officiels sont unanimes à souligner

11 bis. *Progrès du Nord*, 16 juillet.

12. *Echo du Nord*, 16 juillet.

13. Idem, 17 juillet.

14. Sur douze journaux consultés, sept étaient en faveur de l'acceptation de la renonciation Hohenzollern.

15. Cf. supra, chap. XII, pp. 630-631

l'élan patriotique et l'adhésion chaleureuse de la population (16). Seul l'arrondissement de Douai se distinguait, non pas par des sentiments contraires, mais par un calme plus grand des citoyens, allié à une ferme résolution (17). A Lille et à Roubaix, les milieux d'affaires étaient satisfaits de la levée de l'hypothèque prussienne qui pesait sur les transactions commerciales (18). Partout les mêmes scènes se reproduisaient : foules immenses dans les rues, cortèges et défilés accompagnés de chants patriotiques se prolongeant tard dans la nuit (19), illuminations, retraits aux flambeaux, atmosphère enfiévrée des cercles et des cafés-concerts de Lille; puis vinrent les manifestations lors du départ des troupes régulières ou des mobiles, la population accompagnant les soldats au son des fanfares locales (20). La palme de l'enthousiasme revint à Lille, point de convergence des gardes mobiles, dont la garnison était chère au coeur des foules. Son départ se déroula dans un climat de kermesse héroïque (21), les scènes qui se produisirent aux abords de la gare et de la citadelle frisant l'hystérie collective (22).

Il y eut donc l'union sacrée dans le Nord comme dans le

16. A.D. M 8 R 114. Rapports des sous-préfets de Valenciennes, Dunkerque, Cambrai, 16 juillet. Le préfet confirmait le 19 juillet l'enthousiasme général dans les campagnes, comme dans les villes (A.D. M 141-57).

17. Idem. Rapport du 19 juillet.

18. Idem. Rapports des commissaires de police de Lille et de Roubaix, 16 juillet.

19. La Marseillaise fut chantée dès la soirée du 15, ainsi que le Chant du départ, celui des Girondins. Consulté par le préfet le 16, le ministère avait donné, comme ailleurs, l'autorisation de chanter l'hymne jusque-là prohibé.

20. La presse les relate à Fourmies, Maubeuge, Cambrai, Armenvières, Dunkerque.

21. PIERRARD, *Lille et les Lillois*, Paris, pp. 178-179

22. *Mémorial de Lille*, 23 juillet.

reste de la France. Mais le caractère urbain du département, sa position frontalière le situent à la pointe des grandes démonstrations patriotiques de juillet 1870 (23). Elles imposèrent silence à la presse opposante. Le *Progrès du Nord* blâma les timides manifestations pacifiques de Paris et déclara ne plus songer qu'à remplir son devoir (24). L'*Echo du Nord* l'imita, se contentant de demander l'amnistie politique et le départ des troupes de Rome (25). Cette adhésion profonde des citoyens à la guerre (26) fut invoquée plus tard par les impérialistes lors des élections du 8 février 1871, en réponse aux attaques des républicains contre les responsables de la guerre (27). Le régime était momentanément renforcé.

Les événements qui suivirent immédiatement l'entrée en guerre confirmèrent cette évolution. L'atmosphère d'union nationale était maintenue par les souscriptions recueillies au profit des blessés et des familles des soldats. Tous les journaux, toutes les classes sociales contribuèrent à leur succès (28). Les patrons prenaient des mesures en faveur de leur personnel (29).

23. Le Pas-de-Calais, plus bonapartiste que le Nord, était pourtant moins enfiévré en raison de son caractère plus rural (DEULIN, *op. cit.*, p. 37).

24. *Progrès du Nord*, 14 juillet.

25. *Echo du Nord*, 17 juillet.

26. Le témoignage de Verly, qui parle d'un sourd malaise, de "guerre de l'Impératrice" (*Souvenirs d'une vieille barbe*, Lille, 1892, p.106.) est pour le moins suspect car, à la tête de la rédaction de l'*Echo du Nord*, il mena une vive campagne contre la guerre.

27. *Mémorial de Lille*, 8 février 1871.

28. Celle du *Mémorial* procura à elle seule 20 000 frs (n° du 28 juillet). Sur les efforts de la charité privée, cf. DEULIN, *op. cit.*, pp. 40-46.

29. A Roubaix les fabricants décidèrent de verser 15 francs par mois aux épouses des soldats occupés dans leurs ateliers et 10 francs aux parents de leurs ouvriers mobilisés (*Mémorial*, 23 juillet).

Les résultats des élections municipales des 6 et 7 août s'inscrivent dans ce contexte de concorde nationale. Elles déçurent les libéraux qui espéraient bien renverser les municipalités sortantes héritées de l'Empire autoritaire. Masson les qualifia d'excellentes (30). La plupart des maires furent, en effet, réélus (31). Dans les villes principales, les coalitions de républicains, de libéraux et de monarchistes échouèrent, notamment à Valenciennes où l'administration leur reprochait d'avoir fait la part trop belle à la Compagnie d'Anzin (32), à Dunkerque où le propriétaire du *Messenger du Nord* essuya une sévère défaite, et à Douai où le résultat fut plus serré, mais où la liste d'union libérale abandonna le combat après le premier tour, bien que neuf de ses candidats fussent en ballottage favorable (33). Un certain réflexe incitait les électeurs à faire bloc derrière les municipalités sortantes dont le thème de campagne, condamnation de la politisation des élections, se révéla payant. L'attention se portait sur le théâtre des opérations et les abstentions furent importantes.

Lille fit exception à la règle générale. Masson avait fait revivre le comité plébiscitaire qui se disposait à accorder son soutien à des opposants modérés appartenant à la gauche non irréconciliable (34). Mais les républicains déjouèrent la

30. A.D. M 85-20. Rapport du 1er août.

31. Les bouleversements dus à la guerre rendent assez incomplète la documentation conservée aux archives départementales. La statistique d'ensemble ne porte que sur l'arrondissement de Lille, où dix maires seulement échouent sur un total de 126. Dans l'arrondissement de Douai, les maires ont été presque tous réélus (A.D. M 85-20. Lettre du sous-préfet, 9 août).

32. Idem. Lettre du sous-préfet de Valenciennes, 2 août.

33. *Courrier douaisien*, 10 août.

34. A.D. M 85-20. Rapport du 1er août.

manoeuvre en exigeant de ses candidats l'engagement de ne pas se laisser porter sur d'autres listes. Le préfet pouvait passer outre mais il hésita à s'engager dans cette voie, par crainte d'un conflit et par souci de conserver la dignité de l'administration. Il regrettait la timidité du parti de l'ordre : "D'une part j'ai affaire à des hommes très honorables, très riches, très considérés mais peureux, habitués à s'en remettre au gouvernement du soin de les défendre. J'ai affaire de l'autre à des hommes actifs, déterminés, que la perspective de rester et de devenir de plus en plus les maîtres dans le conseil municipal excite encore davantage" (35).

Le comité plébiscitaire renonça dès lors à intervenir. Pressentant la défaite, le maire Crespel Tilloy se retira, provoquant la déroute des conservateurs (36) qui ne présentèrent que cinq candidats et eurent trois élus (dont deux non combattus). Les républicains maîtres du conseil municipal voyaient l'un des leurs, Catel Beghin, appartenant à l'aile modérée, accéder à la mairie à la veille de la révolution du 4 septembre.

La proclamation des résultats se fit dans l'indifférence. On venait d'apprendre les défaites de Froeschwiller et de Forbach.

2. Les revers et les derniers jours du régime impérial

L'annonce des premières défaites provoqua un effet de choc sur une opinion plongée dans une euphorie trompeuse, dont les éléments les plus exaltés avaient tendance à croire à une

35. A.D. M 85-20. Rapport du préfet, 1er août.

36. Le *Mémorial de Lille* lui reprocha vivement son attitude, 4 août.

promenade militaire des armées françaises. Au-delà du premier mouvement de stupeur, quelles furent les réactions profondes? Quel accueil a-t-on fait au nouveau ministère?

Il semble que les courages n'aient pas été abattus et que l'on ait gardé confiance dans le succès final. A Valenciennes, après la première impression, on envisageait les choses avec plus de sang-froid, en considérant que tout n'était pas perdu. "Vienne la nouvelle d'un succès et tout sera réparé" (37). On observait un retour au calme identique à Cambrai après les journées fiévreuses des 7 et 8 août (38). Les mesures décidées par le cabinet Palikao (39) redonnèrent confiance. La presse fit un effort unanime pour rassurer les populations. Les organes proches du gouvernement insistaient sur l'importance des réserves du pays. Les démocrates faisaient appel aux souvenirs des grandes heures de l'histoire de France (40). Les défaites étaient attribuées à l'impéritie des chefs, conséquence du pouvoir personnel et du favoritisme dans les nominations. La résurrection de la nation retournerait la situation; "dans quelques jours la France sera redoutable, dans quelques semaines elle sera invincible", déclarait le *Progrès du Nord* (41). Enfin la situation militaire était présentée d'une façon si optimiste qu'on peut parler d'un véritable bourrage de crâne (42). On peut toutefois s'interroger

37. A.D. M 8 R 115. Rapport du sous-préfet, 8 août.

38. Idem. Rapport du sous-préfet, 11 août.

39. Mobilisation des célibataires et des veufs âgés de 25 à 35 ans. Levée du contingent de 1870. Rétablissement de la Garde nationale. Cette décision, très sollicitée, fut particulièrement approuvée.

40. Le *Progrès du Nord* évoqua Valmy; n° du 9 août.

41. Idem, 20 août.

42. Les opérations devant Metz furent d'abord jugées satisfaisantes, la situation des armées prussiennes était jugée désespérée (*Mémorial de Lille*, 22, 23, 25 août).

sur la crédibilité des articles de presse. Les démocrates contestaient certaines nouvelles (43), la presse belge avait un effet d'antidote (44) et amoindri la confiance à l'égard des chefs militaires. Verly évoque dans ses souvenirs la foule anxieuse qui, chaque soir, emplissait la grande place de Lille à l'affût des nouvelles (45). Néanmoins, malgré ces réserves, l'espoir d'un rétablissement décisif ne fut jamais abandonné. Un contemporain reconnu plus tard : "Ni nos premières défaites, ni la marche rapide de l'invasion, ni la menace ou, mieux, la certitude du prochain siège de Paris, ne nous arrachaient à nos patriotiques illusions" (46). Le désastre de Sedan n'en sera que plus durement ressenti.

Cette confiance maintenue à nos armées s'étendait-elle au gouvernement et au régime?

Les sources consultées ne permettent pas de conclure à un mouvement de désaffection. La proclamation de l'Impératrice (47), la formation du nouveau gouvernement (48) paraissent avoir été accueillies favorablement. Les républicains du Nord demeurèrent circonspects et prêts à se joindre à une union nationale. Le *Progrès du Nord*, après avoir rappelé qu'il avait toujours combattu les opinions représentées au cabinet Palikao, demanda à l'opposition d'oublier ses griefs : "une seule pensée, la pensée du salut national, doit posséder les nouveaux ministres, diriger

43. Le sous-préfet de Cambrai se plaignait de l'attitude des républicains de Masnières qui chercheraient à alarmer plutôt qu'à rassurer la population.

44. Le sous-préfet de Valenciennes s'inquiétait de la "fatale influence" de l'*Indépendance belge*, très demandée à Quiévrain (A.D. 8 R 115. Rapport du 8 août).

45. VERLY, *op. cit.*, Lille, 1888.

46. BOUCHET et DURIAU, *L'année terrible à Dunkerque*, p. 60.

47. A.D. 8 R 115. Lettre du maire de Tourcoing.

48. Idem. Rapport du sous-préfet de Cambrai, 11 août.

et enflammer leur volonté. Tout le reste, y compris les préoccupations dynastiques ou antidynastiques, doit être abandonné" (49). Il donna sa complète approbation aux mesures militaires (50), à l'emprunt national (51). Il justifiait son attitude par les répercussions politiques qu'aurait l'armement de la nation (52).

Le ralliement était-il sincère? Le préfet en doutait, estimant que les démocrates se mettaient à la tête du mouvement patriotique pour le détourner ensuite à leur profit (53).

Peut-être ne tenait-il pas assez compte du patriotisme de frontière qui poussait les hommes de toute tendance à s'unir devant l'invasion. Le même réflexe joua après le 4 septembre en faveur des républicains. L'attitude des élus de la gauche à la Chambre était d'ailleurs sévèrement jugée (54). Dans le Valenciennois l'énervement se traduisait par une violente hostilité à l'égard de ceux qu'on qualifiait de "Prussiens de France" (55). Cet état d'esprit explique l'indifférence des organes du Tiers parti à la chute du ministère Ollivier et le retour de la droite impérialiste au pouvoir. Le Nord était, certes, représenté de nouveau en la personne de Brame, ministre de l'Instruction publique et seul membre du centre gauche au gouvernement. Il avait

49. *Progrès du Nord*, 12 août.

50. *Idem*, 13 et 14 août.

51. *Idem*, 24 août.

52. *Idem*, 20 août.

53. A.N. F 1 C III Nord 8. Rapport au ministre de l'Intérieur, 9 août.

54. A.D. 8 R 115. Rapport du sous-préfet de Cambrai, 11 août.

55. Le sous-préfet de Valenciennes signalait que quelques personnes "ne parlaient de rien moins que de marcher sur Paris pour les mettre à la raison" (A.D. 8 R 115. Rapport du 25 août).

par ses démarches contribué à la chute du cabinet Ollivier (56). Le *Journal de Roubaix* se borna à regretter qu'on ne lui ait pas confié les Travaux publics où il eût pu mieux défendre les intérêts locaux (57).

Les difficultés étaient-elles donc aplanies totalement pour l'administration? En réalité, celle-ci se trouvait confrontée à deux problèmes qui entretenaient un désaccord croissant : la défense de la région et la montée de la tension sociale.

On s'inquiétait de la défense des places fortes, notamment à Cambrai (58) et à Lille. Le *Progrès du Nord* fit remarquer que les remparts de la capitale des Flandres étaient démunis de canons (59) et que la Garde nationale sédentaire disposait en tout de 800 fusils (60). Le préfet avisait le gouvernement de la réunion et de l'armement des bataillons de la Garde mobile mais aussi de l'absence d'équipement et d'instruction militaire qui les rendait inaptes à la défense de Paris (61). Une pétition demanda la revue immédiate de la Garde nationale, l'armement de tous ses membres et la formation de corps francs chargés de harceler les armées prussiennes (62). Le ministère avait décidé

56. Brame faisait partie de la délégation des six parlementaires venus demander à l'impératrice le retrait du ministère Ollivier. Démarche curieuse de la part d'un partisan résolu du régime parlementaire. Il se défendit d'avoir cédé à des mobiles d'ambition personnelle (Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, déposition de Brame, tome III).

57. *Journal de Roubaix*, 12 août.

58. A.D. 8 R 115. Rapport du sous-préfet, 27 août.

59. *Progrès du Nord*, 2 septembre.

60. Idem, 28 août.

61. A.D. 8 R 115. Dépêche au ministre de l'Intérieur, 28 août. La situation était identique à Dunkerque (*Progrès du Nord*, 1er septembre). L'organe des républicains avait demandé l'envoi d'une partie des gardes nationaux au secours de Paris (n° du 28 août).

62. *Progrès du Nord*, 30 août.

l'envoi dans les départements de conseillers d'Etat chargés de régler sur place les problèmes les plus urgents (63). Goussart, conseiller général de Gravelines, remplit cet office et promit la livraison de fusils (64). Mais rien n'était réglé à la veille de Sedan et le sentiment d'insécurité s'accroissait.

La situation sociale avait tendance à se dégrader. Les commandes ayant immédiatement fléchi dès le début des hostilités, l'activité industrielle s'était ralentie dans les principaux centres textiles (65). L'extension du chômage irritait les ouvriers qui venaient de subir l'influence de l'Internationale. Des menaces de pillage furent proférées (66). Le manque de numéraire pour payer les ouvriers, conséquence du cours forcé des billets, aggrava la situation (67). Des appels à la révolte furent placardés où, curieusement, les fabricants étaient accusés de vouloir instaurer la République (68). A Armentières des menaces identiques furent formulées. Le ressentiment social se doublait d'une prise de conscience de l'inégalité des classes en faveur des obligations militaires (69). Le bonapartisme restait donc vivace au sein des classes populaires. Il se conciliait avec un antagonisme social de plus en plus virulent qui conduisait les masses à une

63. A.D. 8 R 115. Circulaire ministérielle, 22 août.

64. *Progrès du Nord*, 31 août.

65. A.N. F 1 C III Nord 16. Rapport du préfet, 27 juillet 1870.

66. A.D. 8 R 115. Rapport du commissaire de police de Roubaix, 11 août.

67. Idem. Rapport du 19 août.

68. Idem. Rapport du 23 août. L'appel suivant avait été placardé: "Aussitôt que la révolte commence, ralliez-vous à nous pour détruire les fabriques et les fabricants eux-mêmes, ceux qui tiennent pour la République et la République, c'est nous couper la gorge".

69. Idem. Rapport du commissaire de police, 5 septembre.

appréciation très éloignée de la réalité, mais très révélatrice de leur mentalité. A une république qui, pensaient-ils, serait dominée par la bourgeoisie industrielle, ils préféreraient un césarisme d'essence démocratique. Le comportement des ouvriers lillois était tout différent.

A la veille de l'effondrement du régime, on ne peut donc pas parler d'une agonie de ce dernier. Il gardait de solides atouts, mais sa survie était liée au rétablissement militaire. L'Empire cessait d'avoir une légitimité liée à ses origines. Il était au service de la France pour la sauver (70). En cas d'échec un autre gouvernement serait investi de la même mission et disposerait d'un soutien égal de la population.

B. LE GOUVERNEMENT DE LA DEFENSE NATIONALE (4 SEPTEMBRE 1870-30 JANVIER 1871)

1. La Révolution du 4 septembre et l'établissement de la République

La nouvelle du désastre de Sedan commença de filtrer par la Belgique dès la soirée du 1er septembre (71). Le reflux des blessés dans la journée du 3 ne laissait plus de doute sur le sort de l'armée française (72). Bien qu'informé directement par le sous-préfet d'Avesnes, Masson hésita à avertir le public. Il lança le même jour une proclamation qui laissait présager la catastrophe : "La guerre se rapproche de nous. La bravoure de

70. DEULIN, *op. cit.*, p. 67.

71. A.D. 8 R 116. Dépêche reçue à la préfecture.
Progrès du Nord, 2 et 3 septembre.

72. *Mémorial de Lille*, 3 septembre.

notre armée peut ne pas suffire à l'écarter de nos foyers...Que chacun s'arme : fusils de chasse, arquebuses à rouet, faux et fourches, lances, haliebardes, arcs, arbalètes, épées à une ou à deux mains, bûches, houes, pelles à feu, broches, pincettes, tessons de bouteilles, tout est une arme dans les mains des fils de 1792... Que les habitants des places fortes s'enferment dans leurs murailles, y amassent des vivres" (73). Ce message aggrava la panique, notamment dans les campagnes qui se sentaient sacrifiées. Les villageois, persuadés de voir surgir les avant-gardes prussiennes d'un instant à l'autre, se précipitèrent sur les routes avec leurs meubles et leurs provisions, gagnant les villes pour les abriter et quérir des nouvelles plus détaillées (74). Les habitants des cités n'étaient pas plus rassurés. A Valenciennes la population était démoralisée par le manque d'armes; la Garde nationale ne pourrait remplir son office (75). A Dunkerque, on craignait un coup de main contre le grenier à blé du département (76).

Les négociants lillois firent une démarche à la préfecture afin de déterminer Masson à donner des informations officielles (77). Le préfet, complètement effondré, ne s'y résolut que dans la matinée du 4. Encore s'abstint-il de reproduire la dépêche gouvernementale ce qui, dans la soirée, alimenta les bruits les plus fous notamment à Lille et à Dunkerque (78).

73. *Progrès du Nord*, 4 septembre.

74. Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale; dépêche du Nord, Testelin à Gambetta, 6 sept.

75. A.D. 8 R 116. Rapport du sous-préfet de Valenciennes, 4 sept.

76. Idem. Dépêche du 4 septembre.

77. PIERRARD, *op. cit.* Cette initiative se situe le 3 et non le 5 comme il est dit dans cet ouvrage, puisque la nouvelle du désastre fut confirmée le 4.

78. On mettait en doute la véracité des nouvelles officielles, fondée sur une dépêche du sous-préfet d'Avesnes et des informations venues de Belgique (DEULIN, *op. cit.*, pp. 72-73).

L'annonce de la révolution parisienne atteignit une population complètement désorientée. Masson la dissimula le plus longtemps possible. Lorsqu'elle fut connue du public (79), une manifestation de trois à quatre mille personnes se forma devant la préfecture. Testelin, usant de son ascendant sur les masses, obtint qu'elle se disperse pacifiquement (80) et que la passation des pouvoirs se fît régulièrement et sans violence (81).

Comment fut accueilli le nouveau régime? Testelin télégraphiait le 6 qu'il était accepté "partout sans réticence, sur beaucoup de points avec enthousiasme" (82). Cette affirmation mérite d'être nuancée. Avec l'adhésion quasi-générale les sous-préfets ont proclamé la République dans les divers chefs-lieux d'arrondissement, qu'il s'agisse des centres où la minorité républicaine était restée active (Douai, Cambrai), ou des villes où ils avaient disparu de la scène politique (83). Des contemporains ont confirmé l'acceptation du nouveau régime "comme un fait

79. Masson avisa le conseil municipal de Lille vers 22 heures, au moment où l'arrivée du train de Paris ne permettait plus de différer l'information. Testelin lui reprocha d'avoir ainsi temporisé (Enquête parlementaire, déposition de Testelin).

80. Verly laisse entendre dans ses *Souvenirs d'une vieille barbe* que le leader des républicains dut protéger le préfet impérial contre la fureur des manifestants. Cette assertion est peu vraisemblable car Masson n'était pas détesté par les démocrates comme son prédécesseur Saint-Paul. Dans un ouvrage plus proche des événements (*Tablettes d'un bourgeois de Lille*, Lille, 1874) Verly évoque une foule plus débonnaire et plus joyeuse qu'excitée.

Sur les événements lillois, cf. l'extrait de ce livre dans *Histoire des Pays-Bas français, Documents*, Privat, 1974, pp. 355-357.

81. Masson céda la place à Testelin le 6, ayant proposé la désignation de son successeur à la suite d'une démarche des conservateurs (Enquête parlementaire, déposition de Testelin).

82. Idem. Dépêches du Nord, Testelin à Gambetta.

83. Notamment à Hazebrouck où le sous-préfet fut escorté par le conseil municipal et la musique des pompiers, et où l'enthousiasme était grand. Ce fait est confirmé par le *Mémorial de Lille* dont le témoignage est peu suspect.

politique, sans discussion ni opposition" (84). L'immense désarroi des citoyens, la conscience du vide politique, incitaient les masses à se serrer autour de leurs nouveaux gouvernants. Elles y étaient encouragées par l'attitude des journaux conservateurs. Dès le 5, le *Mémorial de Lille* appelait à l'union nationale et confirmait le surlendemain son appui : "Que le gouvernement nous sauve, nous ne lui marchanderons pas notre salut. Toute opposition immédiate serait un crime de lèse-patrie". De même le *Propagateur* affirmait "ne vouloir se souvenir du passé que pour en réparer les faits, ne rêver à d'autre avenir qu'à celui d'une France victorieuse et libre"; il sollicitait le concours de tous les citoyens dans l'attente du jour où la nation se prononcerait définitivement (85).

La haine du bonapartisme n'était pas étrangère au comportement de la presse légitimiste. L'*Echo de la Frontière* fit l'éloge du peuple de Paris (86). Le *Courrier douaisien*, accusant Napoléon III de lâcheté, lui reprocha d'avoir "répandu le sang de ses soldats sans y avoir mêlé le sien" (87). Mais le mobile patriotique fut déterminant. Les conservateurs ne voulaient pas être accusés plus tard d'avoir fait obstacle au salut du pays. Le patriotisme frontalier leur inspirait le même comportement que celui des républicains au début de la guerre (88).

84. BOUCHET et DURIEU, *L'année terrible à Dunkerque*, p. 73.

85. *Propagateur du Nord et du Pas-de-Calais*, 6 septembre.

86. *Echo de la Frontière*, 8 septembre.

87. *Courrier douaisien*, 7 septembre.

88. Certains journaux qui avaient gardé initialement un silence hostile, tel le *Courrier du Nord*, adoptèrent ensuite la même attitude (n° du 25 septembre). D'autres prirent soin de préciser que leur adhésion au gouvernement de la Défense nationale réservait les droits du peuple français.

La République fut-elle acceptée partout sans résistance? Il nous semble que le nouveau préfet a tu certaines oppositions, les unes passives, d'autres plus ouvertes, qui se confirmèrent les jours suivants. Les premières émanaient surtout des notabilités; le personnel impérial lié au précédent régime ne pouvait qu'être hostile à la révolution du 4 septembre. A Cambrai, le conseil municipal se refusa à proclamer la République arguant que cela sortait de sa compétence (89). Il fut imité par celui de Roubaix où l'avènement du nouveau gouvernement se fit dans une indifférence glaciale (90). A Dunkerque le *Messenger du Nord*, franchement hostile, condamnait l'usurpation des députés de Paris et la dissolution du Corps Législatif (91). Le maire de la ville et ses adjoints démissionnèrent immédiatement. On signalait en Flandre un exode vers la Belgique des riches qui suivaient l'exemple de l'ex-préfet Masson (92).

L'hostilité fut plus ouverte quand elle était le fait des masses. L'animosité de certains ouvriers à l'égard de patrons accusés de républicanisme s'était exprimée dès la fin du mois d'août (93). A Tourcoing des démonstrations hostiles se produisirent dès l'annonce de la chute de l'Empire. Un voyageur en provenance d'Amiens fut molesté pour avoir crié "Vive la République", des voies de fait contre des personnes et des établissements publics se répétèrent et, en l'absence de la Garde nationale organisée, il fallut faire appel aux pompiers pour rétablir

89. Enquête parlementaire. Dépêches du Nord, sous-préfet Isoard à Gambetta, 5 septembre.

90. *Journal de Roubaix*, 14 septembre.

91. *Messenger du Nord*, 6 et 8 septembre.

92. A.D. M 143-1. Rapport du sous-préfet d'Hazebrouck, 8 septembre.

93. Cf. supra, p. 912.

l'ordre (94). Le commissaire de police de la ville dira plus tard : "La proclamation de la République trouva la grande majorité de nos ouvriers incrédules parce qu'à ce moment la République était synonyme de ruine publique" (95). A Armentières, une bande d'ouvriers en état d'ivresse poursuivit des patrons accusés de républicanisme en les invectivant (96). Dans l'arrondissement de Valenciennes des insultes, des menaces, et même des voies de fait, furent dirigées contre des républicains et suscitèrent une mise en garde du sous-préfet Louis Legrand (97). De même, dans le Cambrésis, les autorités se plaignaient qu'en certains points de l'arrondissement, "on rendait responsables de nos malheurs les citoyens énergiques qui ont cru devoir faire de l'opposition à l'ancien régime". Ces bruits calomnieux avaient été favorisés par l'ancien gouvernement qui "tolérait d'odieuses violences contre des citoyens honorables" (98). Par ailleurs une certaine incrédulité accueillait, comme à Tourcoing, l'annonce d'un changement de régime. Isoard, que Gambetta avait immédiatement placé à la sous-préfecture pour y remplacer le baron Hogen-dorp démissionnaire, demandait en effet s'il devait attendre sa nomination officielle pour adresser une proclamation indispensable dans les villages où on doutait de la République (99).

Ainsi le bonapartisme populaire, progressivement enraciné en milieu rural ou ouvrier, ne disparut pas du jour au lendemain.

94. A.D. 8 R 116. Rapport du commissaire de police de Tourcoing, 5 septembre. *Indicateur de Tourcoing*, 11 septembre.

95. A.N. C 2883. Enquête parlementaire sur la Commune. Rapport du commissaire de police de Tourcoing.

96. A.D. 8 R 116. Rapport du commissaire de police d'Armentières, 5 septembre.

97. *Progrès du Nord*, 14 septembre.

98. *Idem*, 12 septembre.

99. A.D. 8 R 116. Lettre du sous-préfet, 8 septembre.

Testelin confirmait quelques jours plus tard cet état d'esprit : "Les paysans disent que l'Empereur a été trahi par les riches et les républicains" (100). Les masses n'ont peut-être pas été insensibles aux reproches adressés à ces derniers d'avoir entravé la réorganisation militaire de la France.

Cette situation assez trouble incita les autorités à surveiller de près les agissements bonapartistes. Pinard fut expulsé de Cambrai où sa présence avait provoqué des démonstrations hostiles (101). On s'inquiétait des intrigues de ce parti en Belgique. Testelin demanda le changement (102) du vice-consul français de Mons.

Mais il fallait avant tout rassurer les populations. Le préfet déclara qu'il mettrait tout en oeuvre pour "établir la conciliation entre les citoyens, veiller au respect des personnes, des propriétés et de l'ordre public" (103). Guillemin, sous-préfet d'Avesnes, sollicitait le concours des opposants et la franchise de ses administrés (104). Louis Legrand à Valenciennes prônait la confiance et l'espoir, l'entente entre les citoyens, le pardon

100. Enquête parlementaire, dépêches du Nord, Testelin au ministre de l'Intérieur, 17 septembre, 21 h. 50. Il y a là peut-être une transposition des événements de 1814 due à la légende napoléonienne.

101. Il y aurait semé le découragement en disant que Paris ne se défendrait pas. Sa venue était considérée comme un défi, en raison de son attitude résolue le 4 septembre. Enquête parlementaire, dépêches du Nord, sous-préfet de Cambrai, 11 septembre.
Progrès du Nord, 12 septembre.

102. Il espérait, grâce à son successeur, faciliter le rapatriement des soldats français du camp de Beverloo (enquête parlementaire, dépêches du Nord, 13 septembre). *L'Etoile belge* avait publié un article où il était fait état d'un projet de restauration bonapartiste à partir des départements du Nord bénéficiaires de la prospérité impériale (*Progrès du Nord*, 23 septembre).

103. *Progrès du Nord*, 9 septembre. La circulaire adressée aux fonctionnaires précisait ces directives (A.D. M 143-1).

104. *Progrès du Nord*, 14 septembre.

des anciens griefs (105); il espérait grâce à une énergie alliée à la modération "changer la stupeur initiale des populations en confiance patriotique et active" (106). Le *Progrès du Nord* secondait les efforts des autorités dans ce sens : "La République ne menace personne", déclarait-il le 9 septembre; "au contraire, elle est l'ordre, la sécurité, le respect de la propriété, la protection de la famille". Et, dès le 8, il affirmait que les soucis de la politique devaient céder la place à ceux de la défense nationale.

Les nouveaux administrateurs bénéficiaient d'un certain crédit dans la mesure où, originaires de la région, ils étaient connus de tous. Le *Propagateur* se réjouissait qu'on ait confié les destinées du département à un homme du pays, ce qui n'était pas le cas en 1848 (107). Les sous-préfets furent choisis parmi les leaders des groupes républicains locaux. Ils étaient honorablement connus, avaient de nombreuses relations, y compris dans l'ancien personnel impérial (108), jouissaient de l'estime de leurs administrés (109) et étaient des modérés, à l'exception d'Isoard. Le sous-préfet de Cambrai était un républicain de 48, qui avait fait le coup de feu derrière les barricades lors du coup d'Etat. Généreux, ardent et idéaliste, "il avait préféré lutter obscurément contre l'Empire plutôt que d'arriver par la

105. *Progrès du Nord*, 14 septembre.

106. A.N. F 1 b 1 166-22. Dossier personnel.

107. *Propagateur*, 13 septembre. Bien qu'ayant séjourné six ans à Valenciennes, Delescluze n'a jamais été considéré comme un enfant du pays.

108. Guillemin était l'ami du maire de Soire-le-Château et tenta de s'opposer à sa révocation (A.D. 8 R 116. Lettre du 21 septembre).

109. Le *Courrier douaisien* fit un vibrant éloge de Mention, qui démissionna plus tard pour s'opposer aux décrets de Bordeaux sur les inéligibilités.

protection de ses frères" (110). Il n'était arrivé dans le Nord qu'en 1870 en prenant la direction du *Libéral de Cambrai*. C'était le seul sous-préfet vraiment gambettiste du département.

La question de l'épuration allait être un test des dispositions de la nouvelle équipe administrative. Par expérience elle voulait éviter les erreurs de 1848 (111) et ne pas heurter les forces conservatrices dont elle sollicitait le concours pour la défense nationale. Mais le mauvais vouloir de certains magistrats et de maires, le manque de sincérité de quelques ralliements posaient problème. Les sous-préfets subissaient, d'autre part, les pressions d'une base soucieuse de se débarrasser des fonctionnaires les plus impopulaires. Enfin, la décision gouvernementale de procéder rapidement à l'élection d'une assemblée constituante imposa des décisions. Les républicains étaient trop minoritaires dans le département pour abandonner à leurs adversaires les moyens d'influencer le suffrage universel. La dissolution des conseils municipaux, la nomination de commissions précipitèrent le mouvement.

Dans la magistrature, le problème principal fut le remplacement du procureur général Morcrette. Les républicains, victimes de son zèle, ne lui pardonnaient pas l'acharnement déployé contre le *Progrès du Nord* et le jugeaient dangereux car ils le considéraient comme une créature de Pinard (112). Mais Testelin, disposé à agir dès le 8 septembre (113), temporisa, ayant été mis en garde par Corne qui rappela l'indépendance dont avait fait

110. A.N. F 1 b 1 349. Dossier personnel.

111. Cf. supra, chap. I, p. 10.

112. Enquête parlementaire, dépêches du Nord. Testelin au ministre de la Justice, 15 septembre.

113. Idem.

preuve le procureur général en appuyant Lambrecht contre le candidat officiel en 1869. L'ancien magistrat profita de la circonstance pour attirer l'attention des autorités sur les dangers d'une politique d'épuration : "Je crois connaître le Nord. C'est à peine si un libéralisme très mesuré y est en faveur. Il faut une révolution pour lui donner quelques jours de vogue. Une démocratie ombrageuse et sévère pour les personnes courrait grand risque de provoquer plus tard une réaction triomphale, parce qu'elle aurait pour elle ce que nous devons respecter : le suffrage universel" (114).

Le premier président était favorable à une mutation et à la nomination d'un magistrat étranger au ressort (115). Le gouvernement nomma alors l'ancien procureur général Reybaud, sans donner une nouvelle affectation à Morcrette. Cette décision, vigoureusement contestée dans la presse conservatrice (116) eut, de l'aveu même de Testelin, un effet détestable et il demanda au ministère de revenir sur sa décision (117). Pour sauver la face, ce dernier obtint de Reybaud qu'il refusât le poste car, compte tenu des circonstances, ce désistement nous paraît avoir été téléguidé. Cette fausse manœuvre cumulait les inconvénients d'une mesure de révocation et du maintien en fonction d'un fonctionnaire peu sûr, qui ne saura aucun gré aux autorités de leur

114. A.N. BB 6 11. Dossier personnel de Morcrette.

Corne exagérait en parlant d'un appui ouvert donné à Lambrecht. Il est vrai néanmoins que les sympathies du procureur général pour le candidat de l'opposition libérale avaient suscité le courroux de Saint-Paul qui avait demandé son rappel.

115. Enquête parlementaire, dépêches du Nord. Testelin au ministre de la Justice, 1er 15 septembre.

116. *Courrier douaisien*, 4 octobre.

Propagateur du Nord et du Pas-de-Calais, 6 octobre.

117. Enquête parlementaire, dépêche du 9 octobre.

mansuétude et poursuivra les républicains de sa rancune à l'occasion des procès intentés au sujet des marchés de guerre (118).

Trois procureurs impériaux furent remplacés : Vente démissionnaire à Lille, Armand et Marion révoqués de leurs fonctions à Valenciennes et Avesnes, en raison de leur hostilité aux nouvelles institutions (119) et des inimitiés locales qu'ils avaient suscitées (120). L'administration n'eut pas toujours la main heureuse dans le choix de leurs successeurs : de la Gorce, substitut à Valenciennes, fut d'abord envoyé à Avesnes au risque de désorganiser le Parquet et au mépris des règles en usage (son beau-frère eût été son substitut). Après avoir tenté en vain de caser ce dernier à Lille, on nomma de la Gorce à Saint-Omer en remplacement de Bourdon promu à Lille. Ce magistrat, fidèle jusque-là au régime impérial, se rallia à la République dès le 5 septembre (121) et servit le gouvernement avec le zèle d'un converti cherchant à faire oublier son passé. Il fut l'auxiliaire indéfectible de la délégation de Bordeaux et joua le rôle de procureur général occulte, les dossiers de nomination passant entre ses mains.

Les juges de paix furent maintenus en place à l'exception de celui de Valenciennes-est qui avait porté des appréciations injurieuses sur les populations (122).

118. Cf. infra, p. 946.

119. Enquête parlementaire, dépêches du Nord. Testelin au ministre de la Justice, 26 septembre.

120. Surtout Marion en raison de son engagement dans la campagne plébiscitaire de 1870 (A.N. BB 6 II 279. Dossier personnel).

121. A.N. BB 6 II 57.

122. A.N. BB 8 1187. Trois juges de Lille furent mis à la retraite en raison de leur âge avancé, mais cette mesure ne peut être rangée parmi les sanctions prises contre l'ancien personnel impérial.

En dépit de la faible ampleur de cette épuration, l'opinion publique tint rigueur aux républicains de leurs initiatives peut-être parce qu'elle estimait qu'ils étaient sortis de leur mandat (123).

Le renouvellement des municipalités fut plus important. Les sous-préfets ne firent pas usage immédiatement de la latitude de révoquer les maires hostiles ou trop compromis dans l'opinion. Louis Legrand avait posé comme condition à son installation à Valenciennes l'absence d'épuration (124); Guillemin ne sanctionna que trois maires de l'Avesnois.

La dissolution des conseils municipaux, puis la nomination de commissions municipales après l'ajournement des élections obligèrent les autorités à aller plus loin. Testelin n'avait pas caché ses alarmes à l'annonce du scrutin : "A la campagne il n'y a pas d'opinion publique mais des coterie en-core toutes puissantes, et elles sont contre nous" (125).

Dans son désarroi, le préfet du Nord demandait des mesures exceptionnelles comme la mise en accusation des anciens ministres et l'inéligibilité des députés officiels (126). Les leaders de l'ancien Tiers parti ne lui pardonnèrent pas cette dépêche qui atteste la coupure radicale survenue entre la gauche et ses anciens alliés.

Le renouvellement général des municipalités fut donc l'occasion d'éliminer les plus hostiles.

123. Selon le préfet, l'effet des mesures prises fut "déplorable" (A.D. 8 R 117. Lettre du 11 octobre).

124. A.N. F 1 b 1 166-22. Dossier personnel.

125. Enquête parlementaire. Testelin au ministre de l'Intérieur, 17 septembre.

126. Idem. Dépêche du 17 septembre, 21 h. 30.

Arrondissements	: Nombre de maires renouvelés	% (127)
Avesnes	93	40
Cambrai	65	55
Douai	29	43
Dunkerque	27	27
Hazebrouck	19	34
Lille	47	35
Valenciennes	45	55
Total	325	49

Une municipalité sur deux a été renouvelée en un an, soit beaucoup plus qu'au début de l'Empire (24%). Il faut, certes, faire la part des démissions antérieures au 4 septembre, dont la plupart étaient consécutives au renouvellement d'août (128) et de celles qui survinrent ultérieurement pour des raisons diverses: protestations contre l'insuffisance de l'armement, difficultés de la vie quotidienne, et surtout désaccord sur la composition des commissions municipales (129). Dans l'arrondissement de Dunkerque la moitié des mutations sont imputables à des démissions (130); si cette proportion est la même ailleurs, les changements opérés par voie d'autorité ne seraient plus que de 20% environ. Il n'en demeure pas moins que le personnel des mairies a été plus profondément modifié qu'au début de l'Empire, surtout dans le sud du

127. Sources : Annuaire Statistique du Nord (comparaison de la situation au 1er janvier 1870 et 1871).

Il n'y a aucun renseignement dans les dossiers d'archives.

128. Dans l'arrondissement de Lille, 10% des maires avaient été battus aux élections ou étaient démissionnaires. L'administration n'avait pas eu le temps de les remplacer.

129. Exemple Bourbourg et Saint-Momelin (arrondissement de Dunkerque (A.D. 5 R 240).

130. A.D. 5 Z 240

département où le taux de renouvellement dépasse 70% dans plusieurs cantons (90% à Valenciennes-est, 80% à Condé et Marcoing). Les bonapartistes étaient plus redoutés que les royalistes de la Flandre qui coopéraient de meilleure grâce avec le nouveau régime. Cette discrimination explique l'absence de doléances dans la presse conservatrice.

La même politique prévalut dans la formation des commissions municipales :

Conseillers			
Villes	Éliminés	maintenus	nouveaux
Avesnes	19	1	21
Cambrai	22	5	21
Douai	26	1	16
Dunkerque	6	17	11 (5 sièges vacants)
Hazebrouck	8	21	2
Roubaix	22	5	13
Tourcoing	28	2	15
Valenciennes	21	6	9

Les villes flamandes sont moins touchées par les modifications. On a voulu respecter l'attachement plus vif des habitants à l'autonomie municipale et ne pas heurter de front les conservateurs. L'administration a utilisé la possibilité de réduire les effectifs. A Douai et Valenciennes l'intransigeance des anciennes équipes a déterminé l'ampleur du renouvellement. Les nouveaux conseillers ont été choisis au sein des listes d'opposition libérale où figuraient des monarchistes et des républicains. Ceux-ci s'assurèrent par contre le monopole à

Roubaix où tous les conservateurs faisaient bloc. La décision préfectorale suscita de multiples protestations (131), seul cas d'espèce connu.

Agissant plus habilement que dans la magistrature, l'administration était parvenue à républicaniser les conseils sans susciter de polémiques irritantes. D'une façon générale, elle a su se tirer à son avantage de la situation et éviter les procès rétrospectifs.

Préfets et sous-préfets furent enfin un moment accaparés par la préparation des élections législatives prévues le 16 octobre, avancées au 2, ajournées une première fois avant d'être de nouveau fixées au 16, et enfin définitivement remises à une date ultérieure. Comment cette consultation a-t-elle été préparée et quel fut l'écho dans l'opinion publique de ces décisions successives?

Les conservateurs avaient exprimé leur vive satisfaction à l'annonce du scrutin. Le *Propagateur* rendait hommage à la loyauté du gouvernement (132, le *Mémorial* faisait l'éloge de Testelin (133) et le *Messenger du Nord* déclarait abandonner ses critiques (134). Cette approbation se traduisit par des dispositions conciliantes. Le *Propagateur* prônait l'établissement de listes d'entente dont le programme serait l'ordre, le progrès, une sage liberté (135). Les légitimistes de Cambrai offrirent à Testelin

131. De l'ancien conseil, de la Chambre consultative des arts et manufactures et du Tribunal de commerce. Le *Journal de Roubaix* orchestra la campagne.

132. *Propagateur*, 11 septembre.

133. *Mémorial*, 18 septembre.

134. *Messenger du Nord*, 10 septembre.

135. *Propagateur*, 18 septembre.

leur soutien (136). Nous ne savons pas s'il y eut d'autres ouvertures, les journaux conservateurs n'ayant pas eu le temps de faire connaître leurs candidats (137). Il est probable que l'accord aurait pu se faire sur les noms des sous-préfets en exercice et sur quelques libéraux républicains modérés.

Comment les républicains répondirent-ils à ces appels? Testelin, dans sa circulaire d'adieu (se portant candidat il devait abandonner ses fonctions de préfet), acceptait le principe d'une république ouverte mais excluait les défenseurs du gouvernement personnel et les responsables de la guerre (138). S'il ne repoussait pas un accord électoral avec les monarchistes hostiles à l'Empire, il rejetait non seulement les anciens candidats officiels mais aussi les membres du Tiers parti qui avaient rejoint la majorité en 1870, notamment Plichon et Brame qui avaient été membres des deux derniers gouvernements. C'était un point de désaccord important. Les républicains étaient parfois réticents à l'égard d'une politique conciliante. Leurs désaccords à Valenciennes provoquèrent la démission de Louis Legrand et son remplacement par une commission administrative de cinq membres présidée par Regnard, appartenant à la génération de 1848, qui se montra plus répressive (139). La liste des candidats désignés

136. Le *Progrès du Nord* révéla la démarche lors de la campagne électorale précédant les élections du 2 juillet 1871 pour répondre aux attaques dont l'ancien préfet était l'objet.

137. Selon le *Propagateur*, leur liste était presque prête à la date du 24 septembre, excepté quelques sièges à pourvoir encore.

138. *Progrès du Nord*, 29 septembre.

139. Le *Progrès du Nord* contesta l'interprétation que le *Propagateur* avait donnée de ce changement, en rappelant que Regnard avait été l'adversaire de Delescluse (n° du 21 septembre). De son côté la commission se défendit de vouloir exercer des pressions sur le suffrage universel (circulaire publiée dans l'*Echo de la Frontière* le 24 septembre) (suite note p. 929).

par les comités d'arrondissement ne faisait place qu'à un seul monarchiste, Lambrecht, jugé pur de toute compromission avec l'Empire. Les libéraux et les ralliés avaient été écartés au profit de républicains de la veille (140). A Lille, l'aile radicale avait imposé ses candidats (141).

Dans ces conditions l'accord entre les deux camps eût été limité, mais la prolongation du conflit a creusé un fossé qui n'existait pas encore en septembre.

Cette fausse campagne électorale a permis aux états-majors de se tenir prêts à toute éventualité. La liste républicaine reprit la majorité des noms avancés en octobre (142). Elle eut comme conséquence immédiate la démission de trois sous-préfets qui se portaient candidats (Trystram, Salomé, Guillemain), ainsi que celle de Testelin. Les deux premiers reprirent leurs fonctions après avoir confié l'intérim à leurs secrétaires. Mais le double chassé croisé entre le sous-préfet de Dunkerque et son subordonné provoqua la révolte de ce dernier (143), l'armateur Herbart. Guillemain, qui avait demandé à plusieurs reprises d'être déchargé de ses responsabilités, fut remplacé tout d'abord par

139. (suite) ... L'infléchissement de la politique suivie jusqu'à là n'en est pas moins réel (révocation du procureur, épuration importante des municipalités, mise à la disposition du public des notes de la police impériale conservées à la sous-préfecture).

140. Le *Progrès du Nord* jeta une exclusive contre Boduin dont l'attitude n'avait pas été jugée assez nette au plébiscite (il avait prôné l'abstention, n° du 28 septembre). Certaines personnalités figurant dans la première liste de candidats en septembre disparurent dans la seconde en octobre, tel Dervaux, le maire de Wargnies-le-Grand.

141. Notamment Masure, Géry Legrand, Werquin, Dutilleul et Morisson.

142. 18 sur 28.

143. L'incident fut exploité par le *Messenger du Nord*, n° du 15 octobre.

un avocat de Valenciennes, Pillion, puis par un homme d'affaires lillois récemment naturalisé, Stiévenard. Ces péripéties illustrent la faiblesse des républicains en personnel qualifié. Testelin eut néanmoins un successeur de grande valeur en la personne de Pierre Legrand, fils de l'ancien député du Nord, dont l'ascension dans le parti avait été rapide (144). Le nouveau préfet déploya un zèle infatigable pour accélérer la défense de la région et sut garder de bonnes relations avec les notables conservateurs, n'hésitant pas à se dresser contre la politique gambettiste lorsqu'elle lui parut nuisible aux intérêts de son parti.

Le report sine die de l'élection de l'Assemblée constituante déçut les conservateurs (145), mais les réactions ne furent pas unanimes. Le *Courrier du Nord*, qui s'était montré satisfait de la date du 16 octobre, se rallia à la nécessité d'accorder la priorité à l'effort de guerre, ainsi (146) que l'*Indépendant*. Le *Courrier douaisien*, l'*Echo de la Frontière* s'abstinrent de toute critique et firent l'éloge de Gambetta lors de son arrivée à Tours. Le sentiment d'insécurité qui grandissait dans la région poussait les plus patriotes à ne songer qu'à la défense nationale. Cet état d'esprit allait être compris des journaux conservateurs. Désormais, c'est sur l'efficacité des mesures de défense et sur les résultats de l'effort militaire demandé à la nation qu'allaient être jugés le gouvernement et ses représentants locaux.

144. Cf. supra, chap. XIV, p. 763.

145. *Propagateur*, 10 octobre; *Mémorial de Lille*, 11 octobre; *Messager du Nord*, 12 octobre.

146. *Courrier du Nord*, 12 octobre; *Indépendant*, 11 octobre.

2. Les problèmes de la défense nationale et la mise en place de l'armée du Nord

La formation de l'armée du Nord n'est pas qu'un chapitre de l'histoire militaire. Les incidences politiques des décisions prises ont été très importantes, qu'il s'agisse de la personnalité du commandant en chef ou de la passation des marchés de guerre, objet des plus vives controverses.

Le 25 septembre, Testelin était nommé commissaire de la République pour les quatre départements du Nord de la France. La nature de ses pouvoirs ne fut pas précisée et fit l'objet de discussions (147). Les préfets concernés n'obtinrent pas que les autorités militaires lui soient subordonnées (148). Testelin insista sur le caractère moral de son autorité; il ne fit acte de ministre qu'en deux occasions (149). Malgré ces limites, il joua un rôle de coordinateur et d'animateur indispensable et concourut dans une grande mesure à la création de l'armée du Nord.

Il héritait d'une situation difficile. Si la menace d'une invasion n'était pas immédiate, le potentiel de la région déjà faible au début du mois de septembre n'avait cessé de se dégrader. Le Nord était victime de la priorité accordée à la défense de Paris et à la formation de l'armée de la Loire. On avait pris dans les dépôts les derniers hommes disponibles avec

147. Enquête parlementaire. Déposition de l'amiral Fourichon.

148. Idem. Dépêche adressée le 25 septembre.

149. Enquête parlementaire, dépositions (tome III, p. 540).

Il sanctionna l'emprunt du Conseil général du Nord et autorisa les caboteurs étrangers à effectuer les transports de marchandises. Selon l'intéressé Gambetta était hostile au principe des commissaires de la Défense, les mesures prises dans les villes du midi n'étant que circonstanciées.

ce qui restait de fusils. Les places fortes (150) étaient démantelées et le personnel préposé à leur défense avait été dirigé sur Paris. La garde mobile remise à l'autorité militaire demeurait mal équipée (151) et insuffisamment encadrée (152). La population se sentant abandonnée réclamait des armes, surtout dans le sud du département exposé en première ligne (153).

Les autorités militaires faisaient preuve d'une totale passivité; Legrand et Testelin n'hésitèrent pas à parler d'une conspiration de l'inertie (154). Le commissaire de la République demanda le rappel du général Espivent, commandant à Lille la troisième région militaire (155). Les autorités ne purent compter non plus sur un concours actif des citoyens. On ne saurait dire à propos du Nord que "l'esprit de 93 sembla ressusciter" comme dans l'Isère (156), excepté peut-être à Lille. Les manifestations patriotiques enregistrées dans quelques villes au lendemain de l'entrevue de Ferrières (157) ne doivent pas faire illusion. Leur importance fut grossie par la presse républicaine et la plupart des participants étaient acquis au régime. Une série

150. Enquête parlementaire. Déposition de Bourbaki. Selon Testelin celle de Lille était approvisionnée pour quarante coups.

151. A.D. 8 R 597.

152. FAIDHERBE, *La campagne de l'armée du Nord*, Paris, 1871.

153. Enquête parlementaire. Dépêche de Testelin au ministre de la Guerre, 7 octobre. A.D. 8 R 116. Dépêche du sous-préfet d'Avesnes.

154. Enquête parlementaire. Dépêches des 25 et 26 septembre.

155. Idem. Dépêche du 7 octobre.

156. BARRAL, *Le département de l'Isère sous la troisième République*, Paris, 1962, p. 363. On retrouve cette flamme en Haute-Garonne (ARMENGAUD, *Les populations de l'est aquitain au début de l'époque contemporaine*, Paris, 1961, p. 445).

157. A Douai, Cambrai et au Cateau. A.D. 8 R 116.
Progrès du Nord, 29 et 30 septembre.

d'indices convergents laisse supposer une répugnance à s'engager dans la guerre à outrance.

Le principal est l'attitude des conscrits face à la mobilisation. Loin de chercher à s'enrôler (158), ils s'efforcèrent d'échapper au recrutement tant dans la garde mobile que dans la garde nationale mobilisée (159). Dans la première la révision des dispenses, décidée par Testelin en raison des exemptions scandaleuses dont auraient bénéficié les fils de famille (160), suscita des protestations notamment dans la région roubaisienne et le Valenciennois (161), d'autant que la même jurisprudence n'était pas appliquée partout (162). Aux dires du sous-préfet de Valenciennes (163), les injustices constatées auparavant n'auraient pas disparu.

Le recensement de la garde nationale mobilisée donna lieu à un déluge de réclamations. Le remplacement n'y était pas admis. On contesta la légalité de certaines décisions préfectorales (164).

158. Sauf à Lille où l'on en signale 200 au début du mois d'octobre (*Messenger du Nord*, 1er octobre).

159. Le décret du 29 septembre mettait à la disposition du ministère de la Guerre les gardes nationaux célibataires ou veufs sans enfant, âgés de 21 à 40 ans.

160. *Progrès du Nord*, 15 septembre. Dans l'Avesnois, les maires avaient multiplié les certificats de complaisance. Le conseil de révision de Valenciennes, plus sévère, n'avait pas épuisé le contingent disponible (14% de l'effectif) (A.D. 8 R 609).

161. *Progrès du Nord*, 18 octobre.

162. Les pères de famille furent tantôt dispensés, tantôt pas. Ce n'était pas un droit dans la Mobile (A.D. 4 R 326. Dépêche du 31 octobre).

163. A.D. 8 5 169. Lettre du 25 octobre. "Nos populations rurales sont profondément troublées", concluait-il. Dans l'arrondissement de Douai il n'y eut pas de ré-examen au grand mécontentement du préfet (A.D. 4 R 328. Dépêche du 31 octobre).

164. Notamment le refus de dispenser ceux qui avaient un frère à l'armée conformément à la loi de 1831. Legrand concluait à la nécessité de l'abroger et de codifier par décret les cas d'exemption (Enquête parlementaire. Dépêche du 14 octobre).

et la partialité des médecins militaires (165). Excédé, Testelin déplora la situation dans un communiqué : "Si chacun mettait à me seconder la dixième partie de l'ardeur qu'on déploie généralement pour échapper au service de la Garde nationale mobilisée, les choses iraient vraiment mieux" (166).

Ainsi au lieu d'un consensus patriotique on enregistrerait des antagonismes sociaux, des jalousies individuelles (167), des demandes d'exemption, inspirés par un esprit corporatif (168). Tout cela ne témoigne guère d'un véritable élan patriotique.

On constate, par ailleurs, la faiblesse des crédits engagés par les municipalités pour la défense nationale. La plupart comptaient sur les pouvoirs publics pour assurer l'armement des gardes nationaux sédentaires (169). Les votes destinés à cet effet sont peu nombreux (170). Testelin jugeait déplorable la situation de la place de Maubeuge qu'il imputait à l'apathie (171)

165. A.D. 8 R 169. Lettre du sous-préfet de Valenciennes, 25 octobre.

166. *Progrès du Nord*, 18 octobre.

167. On dénonçait les admissions dans les corps de canonniers sédentaires, les affectations dans les services préfectoraux (A.D. 8 R 169) Lettre du sous-préfet de Valenciennes. L'enquête prescrite à ce sujet révéla qu'elles ne dépassaient pas la trentaine (A.D. 8 R 607). On jugeait anormale la situation des dispensés de la classe 70, trop jeunes encore pour être versés dans la Garde nationale mobilisée (A.D. 4 R 328).

168. Les ouvriers typographes de Douai et les employés aux moulins de la ville demandèrent successivement l'exemption (A.D. 4 R 190, dépêches du sous-préfet, 14 et 19 novembre).

169. Le maire de Douai, le conseiller général d'Arleux démissionnèrent pour protester contre les carences constatées (A.D. 8 R 116).

170. Signalons ceux de Valenciennes (crédit de 6 000 francs), Douai et Dunkerque (achat de chassepots). Seule Lille consentit d'importants sacrifices (150 000 francs).

171. A.D. 8 R 116. Dépêche adressée au sous-préfet d'Avesnes, non datée.

des autorités. Les municipalités ne répondirent pas à l'appel du préfet pour équiper elles-mêmes leurs gardes nationaux, selon les types fournis par la préfecture (172), et les initiatives locales furent rares (173).

Quelques maires refusèrent dès le mois d'octobre de collaborer à la défense nationale. Ceux de Millam et d'Ennevelin s'opposaient au démontage des moulins à l'approche de l'envahisseur (174). La municipalité de Prisches alla jusqu'à voter des crédits pour faire face aux éventuelles réquisitions (175) prussiennes.

Les autorités purent en revanche s'appuyer au début sur les notables. Rien n'est plus faux pour le Nord que la thèse de plusieurs historiens selon laquelle le peuple patriote aurait été trahi par ses dirigeants partisans de la paix à tout prix, pour des raisons d'ordre social ou économique (176). Le Conseil général du Nord, réuni le 30 septembre, vota un emprunt de quinze millions pour armer et équiper la Garde nationale mobilisée. Le rapporteur Maillet précisa bien qu'il s'agissait non pas seulement de défendre le département par la constitution d'une force susceptible de secourir les villes menacées, mais de délivrer

172. A.N. BB 30 459. Déposition de Legrand lors des procès sur les marchés de guerre. La ville de Valenciennes fit exception.

173. Le sous-préfet de Dunkerque citait en exemple le maire de Ledringhem qui avait formé et instruit une compagnie de la Garde nationale sans attendre les armes (A.D. 5 R 241. Lettre du 13 septembre).

174. A.D. 5 R 240. Lettre du maire de Millam, 21 octobre.
Progrès du Nord, 14 novembre.

175. Elle fut destituée. *Progrès du Nord*, 14 novembre.

176. GUILLEMIN, *L'héroïque défense de Paris*, Paris, 1959.

La capitulation, Paris, 1960.

CHOURY, *Les origines de la Commune. Paris livré*, Paris, 1960.

CHANAL, *La guerre de 1870*, Paris, 1972.

Paris (177). Les conseillers généraux adhéraient totalement à l'effort national et à la guerre à outrance, en même temps qu'ils affirmaient leurs responsabilités face à la défaillance de l'Etat (178). La collaboration avec les autorités administratives se poursuivit par la désignation d'une commission de cinq membres, chargée d'assister le préfet dans la réalisation de l'emprunt et l'exécution des dépenses (179). Elle fonctionna régulièrement jusqu'à la dissolution des conseils généraux, et le maintien de cette entente explique l'opposition catégorique de Legrand à cette mesure et sa démission (180).

L'administration put aussi compter sur le soutien de la presse conservatrice en dépit de ses critiques à l'égard des mesures d'épuration. Elle fut unanime (181) à repousser les exigences prussiennes tant à Ferrières qu'à Versailles au cours des négociations avec Thiers et manifesta sa volonté de voir l'armée du Nord secourir Paris. Sa confiance dans le renversement du cours de la guerre (182) ne se démentit pas jusqu'à la mi-janvier, et elle participa au bourrage des crânes dans le commentaire des nouvelles militaires. Une telle attitude suscitait l'étonnement des journalistes conservateurs parisiens. Le

177. Compte rendu dans le *Progrès du Nord*, 2 octobre.

178. Dès le 26 septembre, dans le *Propagateur*, Kolb Bernard avait demandé la convocation du Conseil.

179. Sa composition illustre le souci de conserver l'union nationale. Elle comprenait deux représentants du bonapartisme autoritaire (Kuhlmann et Goussart), un de l'aile libérale (Brame), un monarchiste (Lambrecht) et un républicain modéré (St-Léger).

180. Cf. infra, p. 937.

181. Excepté le *Messenger du Nord*. Cf. infra,

182. Le 12 janvier 1871, le *Propagateur* commentait en termes optimistes le succès de Bourbaki devant Héricourt. Le 1er janvier, le *Mémorial de Lille* allait jusqu'à dire : "La France entière a fait sien le slogan "Ni un pouce de notre terrain, ni une pierre de nos forteresses".

correspondant de la *Gazette de France* dénonçait la timidité du *Propagateur* et regrettait l'absence d'un journal "osant se jeter courageusement dans la lutte" (183). Était-elle inspirée par la crainte de la répression? La sanction brutale que Testelin infligea au *Mémorial de Lille* pour avoir divulgué des informations militaires (184) le laisserait supposer. Mais la mansuétude observée à l'égard du *Messenger du Nord*, dont l'opposition était systématique, infirme cette hypothèse. Elle s'explique, selon le sous-préfet de Dunkerque, par le discrédit que s'attirait ce journal par ses articles violents contre la guerre (185). Cette assertion confirmerait l'attitude patriotique de la bourgeoisie dunkerquoise.

L'administration agit dans plusieurs domaines : le choix du commandant de l'armée du Nord, la défense des places fortes, l'armement et l'équipement des gardes nationaux.

A Amiens Testelin, qui conféra avec Gambetta après son envol en ballon, obtint semble-t-il de ce dernier le rappel du général Espivent (186). Il souhaitait que son successeur ait pour adjoint le colonel Farre, directeur des fortifications (187) de Lille. Placé immédiatement auprès de lui ce dernier commença une oeuvre utile de recensement du matériel disponible et de

183. Article reproduit dans le *Progrès du Nord*, 12 octobre.

184. Il avait annoncé que les autorités avaient renoncé à défendre Saint-Quentin. Il fut suspendu pour un mois mais autorisé à reparaitre sous un autre titre, l'*Impartial de Lille*, à la suite d'une démarche de son confrère, le *Progrès du Nord*.

185. A.D. 5 R 240. Lettre du 15 novembre adressée au sous-préfet de Cambrai qui s'inquiétait de la situation. Selon Trystram, le nombre des abonnés aurait diminué et le *Messenger* cherchait à se faire suspendre pour des raisons "plus ou moins avouables".

186. Enquête parlementaire. Dépêche de Testelin à Gambetta, 9 octobre. "Conformément à notre conversation d'Amiens", commençait-il...

187. Idem.

recherche des cadres parmi les anciens militaires (188). Mais, n'ayant pas reçu sa nomination de général de brigade, il ne put imposer sa volonté (189). Gambetta, accaparé par les multiples tâches qui l'attendaient à Tours, ne répondit pas aux dépêches de rappel adressées par Testelin (190). Découragé il démissionna, imité par Legrand (191). Il fallut l'insistance de Gambetta (192) et de son collaborateur Masure, ami personnel de Legrand, pour que les deux hommes revinssent sur leur décision (193). La première crise entre Tours et Lille était conjurée. Elle illustre le malaise d'une région qui se sentait abandonnée par le pouvoir central.

La nomination de Bourbaki à la tête (194) de l'armée du Nord allait-elle rétablir la confiance? Les méfiances à l'égard de l'ancien familier des Tuileries devaient, au contraire, retarder la mise sur pied de l'armée du Nord.

La nouvelle ne fut peut-être pas étrangère au début

188. FAIDHERBE, *op. cit.*, p. 9.

189. Enquête parlementaire. Dépêche de Testelin à Gambetta, 17 octobre. Farre, nommé le 13, ne reçut son brevet que le 24 et fut sans doute victime de manoeuvres d'obstruction dans les bureaux.

190. Quinze demeurèrent sans réponse pendant dix jours (dépêche de Testelin datée du 22 octobre). La difficulté des communications est peut-être une explication complémentaire car Gambetta affirma n'avoir reçu ni la dépêche du 18, ni la lettre du 19 annonçant la démission du commissaire de la République.

191. Dépêches du 18 et du 21 octobre. Testelin invoqua des raisons de santé mais avoua ensuite que la faiblesse de ses pouvoirs était la vraie raison (dépêche du 21 octobre).

192. Dépêche du 21 octobre. Masure venait d'être nommé directeur adjoint du personnel au ministère de l'Intérieur.

193. Enquête parlementaire. Dépêche de Legrand, 22 octobre. Le préfet a sans doute entraîné le commissaire à la Défense, épuisé nerveusement : "Je suis complètement aplati et incapable du moindre travail", télégraphiait-il le même jour à 12 h. 15.

194. A.D. 8 R 117. Dépêche officielle du 18 octobre. Bourbaki arrive à Lille le 20.

d'émeute que connut Lille dans la soirée du 19 octobre. A l'appel de plusieurs personnalités d'extrême-gauche (195), une foule d'environ deux mille personnes se porta vers la préfecture, réclamant des armes (196). L'intervention rapide de la Garde nationale, la fermeté de Testelin, qui arrêta lui-même plusieurs manifestants et les remit à la police (197), permirent le rétablissement rapide de l'ordre. Selon le commissaire de la République, l'émotion aurait été provoquée par les bruits répandus par les agitateurs, selon lesquels la préfecture possédait des armes et refusait de les livrer (198). Les origines de cette échauffourée sont sans doute plus complexes. Une agitation révolutionnaire avait pris naissance depuis quelques semaines au sein d'un comité populaire créé à Wazemmes (199) par les leaders de l'extrême-gauche. On y réformait la société à longueur de soirée (200), on s'irritait des lenteurs de l'armement et on échafaudait des plans d'action. Il est possible, bien que l'intéressé s'en défende, qu'on ait fait pression sur lui pour l'adoption d'une nouvelle politique (201). Les événements de Marseille et de Lyon ont favorisé l'effervescence et l'annonce de la nomination de Bourbaki

195. Notamment Patrice, Losson, Wattreloot. Sur la formation de ce courant au sein du parti républicain, cf. supra, chap. XIII, pp. 768-769.

196. A.D. 8 R 117. Rapport de gendarmerie, 20 octobre.

197. DURAND (pseudonyme de Verly), *Tablettes d'un bourgeois de Lille*, p. 311.

198. Enquête parlementaire. Déposition de Testelin.

199. Figuraient parmi les animateurs, le saint-simonien Ravet-Anceau, Warin et les responsables de la manifestation.

200. DURAND, *op. cit.*, p. 307

201. Enquête parlementaire. Déposition de Testelin en réponse à une question sur les pressions du comité politique extrémiste. Le *Progrès* déclara pourtant, le 21 octobre, qu'on avait voulu contraindre le commissaire à la Défense à subir les volontés des manifestants. Il est possible que la politique de ménagement adoptée à l'égard des conservateurs ait été très critiquée.

a joué le rôle de détonateur. L'extrême-gauche ne pouvait être que farouchement hostile à l'ancien aide de camp de l'Empereur. On connaissait en outre son étrange démarche à Hastings auprès de l'Impératrice (202).

Cette manifestation, unanimement blâmée par la presse, permit de constater la faiblesse de l'extrême-gauche (203) lilloise. Elle fut désavouée par Ravet-Anceau qui démissionna du Cercle des travailleurs du Nord et par Bianchi qui appela à l'union nationale et renvoya à plus tard l'examen des questions sociales (204).

L'annonce de la reddition de Metz vint renforcer le courant d'hostilité à Bourbaki. On rapprocha sa démarche de celle des autres émissaires de Bazaine. Selon Legrand, l'émotion était grande dans le Nord (205); le préfet du Pas-de-Calais le suspectait de trahison (206). Pour dissiper les méfiances, le nouveau commandant de l'armée du Nord adressa une proclamation où il affirmait sa volonté de servir le gouvernement républicain. Sa publication fut trop tardive pour empêcher l'accueil très froid que lui manifestèrent les villes d'Amiens et d'Arras et les démonstrations d'hostilité à Douai (207). Atterré de surcroît par

202. Enquête parlementaire. Dépêche de P. Legrand, 22 octobre, qui signale le malaise suscité par le premier passage de Bourbaki; le général s'était rendu auprès de l'Impératrice pour recevoir des instructions; s'étant rendu compte qu'il avait été mystifié, il avait alors offert ses services au gouvernement de Tours.

203. Sur les 2 000 manifestants, on comptait de nombreux belges. D'autre part, beaucoup n'étaient mus que par le désir d'avoir des armes.

204. *Progrès du Nord*, 21 octobre.

205. Enquête parlementaire. Dépêche du 29 octobre.

206. A.D. 8 R 29. Lettre adressée au préfet du Nord, 29 octobre.

207. Enquête parlementaire. Dépêche de Legrand, 30 octobre. Sa voiture reçut des pierres dans cette dernière ville.

la situation militaire du Nord, Bourbaki demanda à repartir à Tours craignant qu'on taxât de trahison le moindre échec (208) local. Jugeant alors catastrophique un tel départ, Testelin couvrit le général contesté. Dans une proclamation datée du 2 novembre, il mit en garde l'opinion contre les dangers d'une "défiance exagérée, de soupçons paralysants". Revenant d'un rapide voyage à Tours, il avait sans doute l'aval de la délégation. D'ailleurs Freycinet lui confirma, le 4 novembre, les pleins pouvoirs pour lever des volontaires et commander des pièces d'artillerie (209). Faidherbe et Testelin reconnurent ultérieurement qu'il eut le mérite de créer l'armée du Nord (210). Il obtint du ministère de la Marine trois mille soldats et cinquante pièces pour l'armement des places fortes, réduisit les effectifs des bataillons de la Garde mobile pour en améliorer l'encadrement, organisa l'instruction des troupes grâce aux officiers évadés de Metz. A son départ, l'armée comptait trois brigades d'infanterie, sept batteries d'artillerie et une cavalerie de quatre cents chevaux (211).

Le 18 novembre Bourbaki était néanmoins rappelé. Cette décision fut prise par Gambetta à la suite de la réception d'une dépêche de Testelin décrivant Bourbaki en "état d'annihilation" et se refusant à prendre l'offensive comme le souhaitait le commissaire de la République, inquiet de la marche vers l'ouest de

208. Enquête parlementaire. Dépêche de Bourbaki, 31 octobre. Selon Legrand sa proclamation n'avait pas détruit les préventions populaires.

209. Idem. Dépêche du 4 novembre.

210. Idem. Dépôts devant la commission d'enquête.

211. Idem. Dépêches de Bourbaki et de Legrand, 19 novembre. 17 500 hommes étaient prêts à entrer en campagne, auxquels s'ajoutèrent ensuite les gardes nationaux mobilisés qui formèrent une quatrième brigade.

l'armée Manteuffel libérée par la reddition de Metz. Il posait en cette occasion la question du rôle dévolu à l'armée du Nord: défense des places fortes ou délivrance de Paris (212). Alarmé, Gambetta répondit : "Les impressions que vous me transmettez sont des plus graves; faites surveiller Bourbaki" (213). Pressé par Testelin ce dernier, qui voulait sans doute parfaire l'organisation de l'armée, se décida à quitter Lille le 14 novembre. Mais il voulait marcher en ligne droite sur Beauvais alors que Testelin et le préfet de la Somme étaient partisans d'un mouvement sur Rouen qui couvrirait Amiens et permettrait de faire la jonction avec les forces de la Seine-Inférieure et, peut-être, celles de Trochu en cas d'une sortie de l'armée de Paris vers la Basse-Seine (214). Après avoir reçu un rapport défavorable de Freycinet, qui mettait en cause non la loyauté mais l'apathie du général (215), Gambetta le rappela le 19 novembre. Les véritables raisons de cette mesure étaient politiques. Bourbaki se heurtait à l'hostilité croissante des militaires et, parmi eux, des officiers évadés de Metz (216). Il partit ulcéré, entraînant avec lui tout son état-major (217). Cette désorganisation, à la veille de l'offensive imminente de l'ennemi, fut blâmée par les

212. Enquête parlementaire. Dépêche du 9 novembre.

213. Idem. Dépêche datée du même jour.

214. Idem. Dépositions de Testelin et de Bourbaki qui concordent sur ce point. Le premier devait être au courant du plan Trochu car le 14 il télégraphiait : "Le messenger de Trochu n'est pas arrivé. Les troupes sont à Amiens. On attend quelque chose".

215. Idem. Rapport de Freycinet, 14 novembre. Ce point est en contradiction avec les témoignages ultérieurs. Il repose sur les plaintes de l'intendant Richard et s'explique sans doute par des préventions politiques.

216. Idem.

217. Idem. Dépêches de Legrand, 19 et 20 novembre.

conservateurs et les républicains modérés (218) Farre, investi temporairement du commandement, n'avait pas ses qualités de stratège. Le *Mémorial de Lille* déclara qu'on aurait pu éviter la défaite de Villers-Bretonneux et la perte d'Amiens (219).

Dès le 19 novembre, Legrand proposait Faidherbe pour sa succession (220), et se portait garant de ses sentiments politiques. Gambetta accepta immédiatement. Faidherbe, qui se trouvait à Oran, prit son commandement le 3 décembre; il arrivait à point pour redonner le moral à une armée éprouvée. Sa situation d'enfant du pays, son républicanisme, ses qualités de tacticien, allaient lui permettre de réussir. Legrand fut moins heureux en proposant pour le commandement de la Garde nationale mobilisée un capitaine de marine, mis en retraite d'emploi en 1869 et promu général à cette occasion (221). Dès le 5 décembre, le *Propagateur* faisait des réserves sur sa nomination et engageait le 18 une vive campagne contre lui. Le général Robin, objet de multiples plaintes à la préfecture, fut d'un médiocre secours sur les champs de bataille. Faidherbe le fit destituer après la défaite de Saint-Quentin. On accusa les responsables de la défense d'avoir sacrifié la compétence militaire à des considérations politiques (222).

En même temps qu'elle mettait en place les structures de l'armée du Nord, l'administration armait et équipait la Garde

218. BOUCHET, *La guerre dans le Nord*, Lille, 1873, p. 16.

Contre toute évidence Testelin affirma que son départ était volontaire et nia avoir reçu la dépêche de Gambetta datée du 9 novembre. (Enquête parlementaire. Dépôts).

219. *Mémorial*, 1er décembre.

220. Enquête parlementaire. Dépêche adressée à Gambetta.

221. Idem. Dépêche du 21 novembre.

222. Idem. Dépôts de Testelin, Faidherbe, Paulze d'Ivoy.

nationale. Les multiples marchés de guerre passés à cette époque firent l'objet d'interminables polémiques après la guerre et constituèrent le grand thème d'attaque des conservateurs contre leurs adversaires. L'opinion publique fut profondément troublée. Le souvenir des récits des mobilisés, combattant pieds nus et en guenilles dans la neige, est demeuré dans la mémoire collective; Testelin est resté pour beaucoup, malgré l'injustice du procès, l'homme des chaussures à semelles de carton (223).

Précisons tout d'abord les faits. Mobilisée le 29 novembre, la Garde nationale fut mise en campagne avec un équipement défectueux : chaussures à semelles de carton adroitement dissimulées, vareuses non doublées confectionnées dans des draps douteux ainsi que les pantalons, havresacs abîmés, fourreaux de baïonnettes rouillés, cartouchières mal conditionnées. L'armement fut même incriminé, et plus précisément les fusils défectueux qui auraient occasionné (224) des pertes supplémentaires à Villers-Bretonneux. Les fournisseurs qui profitèrent de la situation ne furent pas seuls incriminés; l'administration républicaine fut taxée de négligence et de corruption. On lui reprocha d'avoir institué trop tardivement la commission de vérification, d'avoir passé des marchés avec des étrangers sans l'accord du gouvernement, d'avoir consenti des prix supérieurs aux maxima prescrits, d'avoir omis toute adjudication et toute concurrence dans les offres afin de favoriser les amis politiques. L'enquête

223. DEULIN, *op. cit.*, p. 123.

224. Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale. Intervention du député Maurice lors de la déposition de Testelin. Sur l'ensemble de cette affaire, les documents les plus intéressants sont contenus dans la série BB 30 459 (marchés de guerre) et la série C (enquête parlementaire sur les marchés de guerre), c 3028 (rapports généraux), C 3092 (pièces justificatives).

révéla des complicités dans le personnel préfectoral pour la réception de produits refusés par la commission de vérification ou de surplus (225). Plusieurs détournements de fonds furent constatés.

L'administration fut compromise par la personnalité de plusieurs inculpés. Fontaine Delannoy, marchand de toile, était un actionnaire du *Progrès du Nord*, ex-candidat aux élections municipales de 1870. Son associé Guffroy et lui-même avaient collaboré étroitement au travail préfectoral au sein d'un comité de défense, ce qui leur permit d'avoir la haute main sur les marchés. Le secrétaire général de la préfecture, Baron, fut poursuivi pour abus de confiance à l'occasion d'achats d'armes en Belgique. Il fut acquitté en première instance et en appel, mais avec des considérants très sévères dans le premier cas, ce qui porta atteinte à son crédit.

Les républicains rejetèrent certaines accusations concernant la concurrence (226) et les prix (227). Les défauts de l'armement étaient dues à un manque d'entretien, voire à des actes délibérés de sabotage (228). Quant au reste, ils invoquèrent la nécessité. Le temps pressait et on ne pouvait pas respecter les règles bureaucratiques. L'impossibilité de recourir aux industriels de la région (229) les contraignit à

225. A.N. BB 30 429. Dossiers Verdier, Goube, Loher. Ce dernier était chef de division à la préfecture.

226. Selon Testelin on aurait fait appel à 150 fournisseurs et, parmi eux, à la maison Boutry (monarchiste). Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement. Déposition.

227. Selon P. Legrand, les écarts se justifiaient par des différences de qualité (Réponse à Jules Brame, *Progrès du Nord*, 10 octobre 1871).

228. Enquête parlementaire. Déposition de Testelin.

229. Sauf pour les tentes et la transformation de vieux fusils en chassepots.

recourir à des étrangers. La préfecture était débordée, l'inaction des communes l'obligeant à centraliser les opérations de vérification (230); elle manquait de techniciens compétents que lui assura ensuite l'Intendance militaire (231).

Que conclure de ces polémiques? Il est certain que les accusations ont été grossies et que le scandale a été exploité politiquement. Il éclate au moment où les conservateurs, déconcertés par la remontée de l'audience des républicains, tentent de discréditer leur principal leader Testelin, récemment élu et qui n'était pour rien dans la passation des marchés (232). Brame le fit en termes outranciers (233). Morcrette et le procureur de Lille, Robinet de Cléry, déployèrent un zèle infatigable, s'acharnant à discréditer les républicains (234).

Restent les faits constatés. L'irritation des conservateurs s'explique aussi par les conditions dans lesquelles la Garde nationale fut mobilisée dans le moment de panique qui suivit la défaite de Villers-Bretonneux. Elle séjourna inutilement à Lille pendant quinze jours dans des casernes glacées et des filatures abandonnées. Le premier contact des jeunes bourgeois avec la vie militaire fut rude. D'autre part, les notables qui

230. Cf. supra, p.935 . Elle prit l'allure d'une caserne (DURAND, *op. cit.*, p.306).

231. A.N. BB 30 459. Déposition de Legrand lors du procès Nuytens.

232. Le préfet était seul responsable juridiquement de l'armement des gardes nationaux.

233. "Vous avez mené au carnage les enfants du département, à peine armés; les mères et les épouses des victimes maudiront à jamais votre nom" (Lettre insérée dans le *Progrès du Nord* du 8 octobre 1871).

234. Ils furent en plusieurs occasions freinés par le ministre de la Guerre. Sur vingt informations judiciaires il n'y eut que cinq procès. Il est vrai que l'on ne retrouva pas souvent les fabricants et que les négociants qui avaient servi d'intermédiaires purent exciper de leur bonne foi.

avaient voté un emprunt de quinze millions s'indignaient qu'on dilapidât ainsi les deniers départementaux. Consultés sur les conditions de réalisation de l'emprunt, ils avaient été tenus à l'écart de la signature des contrats (235).

Les imprudences des républicains sont indéniables. Le-grand avoua être resté complètement étranger à la conclusion des marchés, s'en remettant à ses subordonnés, notamment au chef de division, Loher (236). Ce détachement lui fut durement reproché par la suite. Quant au secrétaire général Baron, il fit preuve d'une confiance aveugle envers des fournisseurs qui étaient des amis politiques. L'administration républicaine manquait d'hommes d'affaires compétents et intègres, capables de neutraliser la faune d'escrocs qui se développe en de telles circonstances. Son tort est de ne pas s'être appuyé suffisamment sur le Conseil général qui avait manifesté sa bonne volonté. Elle a voulu parer au plus pressé et assurer coûte que coûte la défense (237) de la région. Elle a réussi sur ce point. A la mi-décembre l'armée du Nord était au complet, prête à combattre sous la direction d'un chef compétent et estimé. Mais l'opinion publique croyait-elle encore à la victoire et voulait-elle maintenir l'effort de guerre?

235. La commission des cinq, instituée par le Conseil général continua d'être réunie, mais ne fut informée que de l'état de l'engagement des dépenses.

236. Ce dernier était un ancien fonctionnaire de l'Empire, mais cette justification parut insuffisante à l'opinion.

237. Testelin avoua dans sa déposition qu'il était prêt au début à acheter des armes à n'importe quel prix, pourvu qu'on les lui livrât rapidement. Enquête parlementaire, Tome III, p. 550).

3. L'évolution de l'opinion pendant la prolongation du conflit

Le 15 septembre Testelin avait télégraphié à Paris : "Si vous résistez avec succès aux Prussiens, tout ira bien" (238). Les esprits, très anxieux à cette date, ont-ils repris confiance par la suite? Il serait téméraire de l'affirmer (239). Le manque d'élan patriotique a déjà été constaté (240). Devant l'incertitude de la situation, la population demeure en réalité attentiste pendant le mois d'octobre. L'insuffisance des forces locales était une cause supplémentaire d'inquiétude.

Le grand tournant se situe lors de la capitulation de Metz. "Le désir de paix fait de grands progrès, même parmi nos amis", télégraphiait Legrand (241) dans la journée du 31 octobre. Si l'on croyait à la trahison de Bazaihe (242), le sursaut espéré par Gambetta ne se produisit pas. La commission municipale de Maubeuge émit le vœu que l'Assemblée constituante soit réunie à bref délai afin de décharger le gouvernement de ses responsabilités écrasantes (243). La réaction de la population était logique. Le Nord avait tout à craindre des forces allemandes libérées par la reddition de Metz. La psychose de l'invasion réapparaissait peu après (244). L'émeute parisienne du 31

238. Enquête parlementaire. Dépêches du Nord.

239. Notre opinion diffère sur ce point de celle de DEULIN, *op. cit.*, même en ce qui concerne les villes.

240. Cf. *supra*, pp. 933-934.

241. Enquête parlementaire. Dépêches du Nord.

242. *Idem*. Dépêche du 30 octobre.

243. A.D. 8 R 118. Selon le maire, ce vœu ne devait pas être interprété comme un refus de poursuivre la guerre. Il n'en témoigne pas moins d'un manque de confiance des républicains en l'opinion publique.

244. Le *Progrès du Nord* fit état de bruits persistants d'invasion dans l'Avesnois.

octobre eut des effets néfastes : "Nous considérons cela comme la fin", faisaient savoir Testelin et Legrand. "Nos populations, déjà si découragées, exigeront la paix à tout prix" (245). La crainte du désordre social et de l'anarchie s'ajoutait à la conviction que la guerre était perdue.

Les pourparlers d'armistice, engagés à Versailles entre Thiers et Bismark, énervèrent les esprits disposés à croire les nouvelles imprudentes données par les journaux (246). Le bruit se répandit que l'armistice était signé (247). Le réveil fut brutal et coïncida avec l'annonce de la levée en masse (248). Désormais la haute bourgeoisie, qui avait pu jusque-là obtenir des dispenses plus ou moins facilement, était résolument hostile à la guerre (249). Les classes moyennes du commerce et de l'administration n'étaient pas moins soucieuses et craignaient d'exposer leur famille à la ruine. L'opposition au décret fut si vive dans l'opinion que la presse conservatrice se sépara pour la première fois du gouvernement pour une question touchant à la défense nationale. Elle invoqua dans sa critique l'inefficacité de la mesure, faute d'armes, d'équipements, d'encadrement (250) et d'argent. Le maire de Bollezeele dut être rappelé à l'ordre pour avoir fait des commentaires jugés inconvenants (251).

245. Enquête parlementaire. Dépêche du 2 novembre.

246. Le *Propagateur*, l'*Impartial de Lille*, ex-Mémorial, 5 novembre, et même le *Progrès du Nord*, 6 novembre, affirmèrent que l'accord d'armistice était pratiquement fait.

247. Le sous-préfet de Cambrai et le maire d'Armentières demandèrent au préfet la confirmation de la nouvelle (A.D. 8 R 118).

248. Le décret du 5 novembre mobilisait tous les hommes valides de 20 à 40 ans et supprimait les dispenses.

249. Enquête parlementaire. Dépêche de Testelin, 1er décembre.

250. *Impartial de Lille*, 10 novembre; *Echo de la Frontière*, idem.

251. A.D. 5 R 243. Lettre du sous-préfet de Dunkerque, 22 novembre.

Les bonapartistes tentèrent d'exploiter le malaise de l'opinion dans le Cambrésis. Les gardes mobiles, dont les passages dans les cafés donnaient lieu à des scènes de désordre, étaient l'objet d'excitations auxquelles l'autorité s'efforça de mettre bon ordre (252).

La seconde étape du processus de la dégradation de la situation se situe au début du mois de décembre et coïncide avec les débuts de la campagne de l'armée du Nord, battue le 27 novembre à Villers-Bretonneux par l'armée de Manteuffel qui s'empara d'Amiens. Faidherbe jugea honorable le comportement d'une armée improvisée qui s'était heurtée à un adversaire supérieur en nombre (38.000 contre 25.000) et en munitions (253). Mais les mobiles, qui avaient cédé les premiers, firent retraite dans le désordre (254). L'issue de la bataille déçut l'opinion qui s'attendait à une victoire. Les pertes furent sévères (255) et elle en fut d'autant plus émue que, pour la première fois, les mobiles de la région lilloise avaient été engagés (256). Le repli sur Doullens et Albert fut interprété comme le prélude de l'invasion et ce sentiment fut accentué par certains commentaires de presse (257). L'avance de l'armée allemande, qui occupa Rouen le 5 décembre et menaça Le Havre, eut pour résultat

252. A Maurois, on dut fermer un cabaret où avaient été tenus des propos séditionnels et on révoqua les gardes-champêtres d'Avesnes-lez-Aubert et de Mazinghem (*Progrès du Nord*, 11 novembre).

253. FAIDHERBE, *op. cit.*, p. 29

254. Idem. Testelin jugea leur comportement "déplorable" (Enquête parlementaire. Dépêche du 29 novembre).

255. 266 tués et 1.117 blessés pour un combat de six heures (FAIDHERBE, *op. cit.*).

256. Un grand nombre de parents se rendirent à Albert pour prendre des nouvelles (*Mémorial de Lille*, 30 novembre).

257. Selon l'*Echo du Nord*, Lille constituait la seule place défendable derrière laquelle devait s'abriter l'armée; (30 novembre).

d'interrompre les communications terrestres, aggravant l'isolement de la région, ce qui entraîna des conséquences économiques et politiques (258). Le transfert de la délégation gouvernementale à Bordeaux aggrava ce phénomène.

Enfin l'échec de Villers-Bretonneux fut exploité par les milieux conservateurs qui n'hésitèrent pas à s'en prendre aux décisions de l'administration locale ou du gouvernement en matière de défense nationale : rappel de Bourbaki, mobilisation prématurée de la Garde nationale, choix du général Robin (259), destitution du général d'Aurelles de Paladines après l'échec de l'armée de la Loire (260), allusions aux défectuosités de l'équipement des soldats (261). Le consensus observé après la révolution de septembre se rompait progressivement.

Faidherbe engagea donc son action dans de mauvaises conditions psychologiques au moment où l'opinion venait d'apprendre de surcroît l'échec des armées de la Loire et de Paris pour débloquer la capitale.

Les milieux d'affaires étaient particulièrement désireux de voir mettre fin au conflit. Toutes les usines tournaient au ralenti. Aux difficultés de crédit, de transport, à la dispersion de la main-d'oeuvre s'ajoutait la perte de tous les marchés intérieurs coupés du département. Les conséquences les plus néfastes concernaient les filés de coton de Lille, les tulles

258. Cf. infra, p. 952.

259. Cf. supra, p. 943.

260. *Propagateur*, 8 décembre; *Mémorial de Lille*, 9 et 10 décembre. Les premières diatribes anti-gambettistes datent de là.

261. Le *Propagateur* affirma qu'on ne pouvait les obliger à porter des havresacs dont les courroies n'étaient pas réglementaires (n° du 19 décembre) et s'attira un communiqué de la préfecture lui reprochant d'inciter les militaires à la désobéissance.

du Cambrésis et les tissus mélangés de Roubaix. L'industrie linière se défendait mieux grâce aux commandes de l'armée, mais devait faire face à la concurrence belge et était encombrée de stocks d'avant-guerre. L'industrie chimique souffrait de la perte des approvisionnements en potasse d'Alsace. La métallurgie, la verrerie, l'industrie minière connaissaient une stagnation complète (262).

L'émigration des belges évita une montée trop rapide du chômage. Les autorités durent malgré tout faire face à la misère croissante. On rétablit les fourneaux économiques dans les principales villes. La charité publique et privée s'employa activement. Les dons hebdomadaires s'élevèrent de 5.750 francs à 40.000 francs, le nombre des familles secourues par le bureau de bienfaisance de Roubaix de 800 à 6.000 (263). Les industriels, soucieux d'éviter une explosion sociale, maintenaient une activité minimale (264), mais souhaitaient que ces sacrifices prennent fin au plus tôt.

Le problème du moratoire des échéances opposait les banquiers et les grands industriels aux négociants et petits manufacturiers. La loi du 13 août, confirmée par les décrets du 10 septembre et du 4 octobre avait prorogé chaque fois d'un mois les effets de commerce. La Chambre de commerce protesta contre l'absence de distinction entre les valeurs émises avant le 14 août et les autres dont les souscripteurs ne pouvaient prétendre

262. A.N. F 12 4523 A. Rapports des Chambres de commerce de Lille et Valenciennes (3 et 25 mars 1871).

263. Idem.

264. La valeur des dépôts de l'industrie textile au Magasin général de Lille était encore de 8,5 millions en novembre 1870 et permettait des emprunts sur garantie (A.N. F 12 4523 A).

avoir été surpris par les événements militaires (265). Le décret du 10 novembre tint compte de cette objection mais suscita les récrimination du petit commerce, qui dénonça l'influence des banquiers (266). Aussi le gouvernement revint-il sur sa décision (267), ce dont ne tint aucun compte le directeur de la Banque de France, qui lança à deux reprises des protets contre les débiteurs (268). Excédés, un groupe de manufacturiers et de négociants demanda l'ajournement sine die des échéances (269). Les membres de la Chambre de commerce, inquiets du gonflement du portefeuille de la Banque de France (270) interrogèrent Gambetta sur les intentions du gouvernement lors de sa venue à Lille, et ses réponses évasives suscitèrent un échange assez vif (271).

Les difficultés de transport, liées à la saturation du port de Dunkerque, firent naître d'autres polémiques. Testelin, inquiet des retards apportés aux livraisons militaires, décida de faire appel aux caboteurs étrangers mais se heurta aux armateurs défendus par Trystram (272) et le gouvernement céda devant cette pression (273).

L'interdiction d'exporter les matières premières et les

265. Lettre du 31 octobre reproduite dans la presse locale du 2 novembre.

266. *Mémorial de Lille*, 16 novembre.

267. Le décret du 12 décembre stipulait que seuls les effets souscrits après cette date seraient soumis à échéance normale (trois mois).

268. *Progrès du Nord*, 20 décembre et 22 janvier.

269. *Echo du Nord*, 12 janvier.

270. La valeur du papier escompté était passée de 20 à 57 millions de francs (A.N. F 12 4523 A).

271. *Mémorial de Lille*, 24 janvier.

272. A.D. 5 R 241 et 244 (lettres du 29 novembre et du 11 décembre).

273. Testelin évoqua le désaveu dans sa lettre de démission. Cf. infra, p.955.

denrées alimentaires était une gêne pour les négociants. Trystram signalait le préjudice causé aux armateurs de Dunkerque par le stockage des morues destinées aux départements intérieurs et qui ne pouvaient transiter par la Belgique (274). Les fabricants de sucre auraient souhaité mettre leur production à l'abri dans l'état voisin (275). Quelques-uns furent tentés par la collaboration économique. Le *Journal Officiel* fit état de renseignements selon lesquels des fabricants et négociants du département auraient, sous le couvert de commissionnaires belges, fait des fournitures à l'ennemi (276). Une maison de Lille était soupçonnée d'expédier ses sucres à l'armée allemande, via St-Valéry-en-Caux et Dieppe (277). De même, les paysans expédiaient frauduleusement leurs denrées en Belgique (278).

Le mois de janvier marqua la dernière étape du processus de la dégradation de la situation politique et s'ouvrit par une crise aiguë entre les autorités locales et Gambetta. Pierre Legendre s'opposa avec force au décret de dissolution des conseils généraux pour des considérations de principe et des raisons personnelles. Il ne voulait pas avoir l'air de se soustraire au contrôle de la gestion des fonds de l'emprunt départemental, estimant son honneur engagé (279). C'est pourquoi, après avoir proposé de nommer tous les conseillers sortants (280) sans exception, il préféra démissionner, malgré les vives instances de

274. A.D. 5 R 244. Lettre du 10 janvier.

275. *Echo de la Frontière*, 24 septembre 1870.

276. Cité dans le *Mémorial de Lille*, 29 novembre 1870.

277. A.D. 5 R 244. Lettre de Trystram, 18 janvier 1871.

278. A.D. M 240-13.

279. Enquête parlementaire. Dépêches des 26 et 27 décembre.

280. Idem. Dépêche du 27 décembre.

Gambetta (281). Testelin se solidarisa avec lui. La crise révéla un fossé d'incompréhension entre des hommes proches par leurs idéaux et leur passé commun de militants. Masure, à Tours, ne voyait que les nécessités d'une politique d'épuration (282) sans tenir compte des contingences locales. Jamais Bordeaux ne fut si loin de Lille. Le dévouement fut difficile. Legrand ne put se trouver de successeur (283), la place était peu convoitée! Gambetta fit appel à Paul Bert, qui était alors secrétaire départemental de la préfecture de l'Yonne (284). Le choix fut catastrophique pour les républicains. Le nouveau préfet, fidèle lieutenant de Gambetta, manifesta une totale incompréhension du tempérament des gens du Nord (285) et aggrava le désastre électoral de février.

La démission de Testelin risquait de mettre fin à la bonne entente entre les autorités civiles et militaires des quatre départements du Nord. Le commissaire de la Défense avait été un trait d'union indispensable (286).

La décision de Gambetta provoqua la vigoureuse réplique des conservateurs que Legrand redoutait. Le *Propagateur* ironisa sur le contrôle exercé sur le préfet par des gens nommés et insinua qu'on préparait ainsi les élections (287). Kolb Bernard protesta contre un décret qui rappelait "les pires pratiques

281. Enquête parlementaire. Dépêche du 28 décembre.

282. Idem. Dépêches des 27 et 28 décembre.

283. Morisson et Giroud se récuserent. Enquête parlementaire. Dépêches de Legrand des 3 et 14 janvier.

284. Legrand fut avisé le 14 janvier. Paul Bert prit ses fonctions le 20.

285. Cf. infra, p. 963.

286. Enquête parlementaire. Dépêche de Legrand.

287. *Propagateur*, 3 janvier 1871.

de l'Empire" (288). Les conseillers généraux réunis par leur président Danel rédigèrent une motion à laquelle adhérèrent 54 d'entre eux sur un effectif de 60 (289). La dissolution des conseils généraux consommait la rupture définitive des notables du Nord et du gouvernement au moment où les aspirations à la paix se généralisaient. Leur amertume était d'autant plus vive qu'ils avaient offert leur concours sans hésiter, au risque d'être désavoués par leurs électeurs. Bonapartistes majoritaires au sein du Conseil général et monarchistes défenseurs des corps intermédiaires se trouvèrent réunis dans une commune opposition.

Les événements militaires contribuèrent d'autre part à la dégradation du moral des civils et de l'armée malgré l'habileté manoeuvrière de Faidherbe. Le 23 décembre, il dut faire front à Pont-Noyelles contre l'armée allemande qui s'était retournée contre lui après sa marche en avant sur l'Oise. Resté maître du champ de bataille, il décida de se retirer sur la Scarpe jugeant son armée éprouvée par le froid, et insuffisamment aguerrie (290). Cette décision ôta au combat la signification d'une victoire qu'avait voulu lui donner la presse et suscita une immense panique (291); elle exposait le Cambrésis occidental aux incursions ennemies (292). La victoire de Bapaume n'eut pas l'effet psychologique escompté, car elle fut suivie d'un nouveau repli qui condamna la place de Péronne. Faidherbe n'avait pas confiance dans son armée, dont la moitié seulement

288. Lettre adressée aux journaux de Lille. *Propagateur*, 6 janv.

289. *Propagateur*, 15 janvier.

290. FAIDHERBE, *op. cit.*

291. Le *Progrès du Nord* lui-même en fit état le 30 décembre.

292. Les Prussiens pénétrèrent dans les cantons de Clary et de Marcoing (*Progrès du Nord*, 31 décembre).

disait-il, était composée de combattants sérieux (293). Il craignait toujours l'arrivée de renforts ennemis.

L'état d'esprit des gardes nationaux mobilisés justifiait ces inquiétudes. Deux légions se mutinèrent à Dunkerque et Hazebrouck, refusant de rejoindre l'armée du Nord et voulant s'enfermer entre les canaux et la mer (294). Testelin dut se rendre sur place et procéder à des arrestations (295).

Les désertions se multipliaient (296) de façon inquiétante, leur nombre venait grossir celui des réfractaires à l'appel et le 9 janvier Legrand ordonna l'affichage du noms des insoumis dans les mairies. Les enquêtes postérieures à l'armistice permettent de préciser l'ampleur du phénomène (297)

Tableau p. 958)

293. Ceux des régiments de ligne. Enquête parlementaire. Dépêche de Faïdherbe à Gambetta, 5 janvier. Testelin partageait cette opinion (dépêche du 14 janvier).

294. A.N. F 7 12677. Dépêche du général Farre à Gambetta, 3 janvier.

295. Enquête parlementaire. Déposition de Testelin.

296. Un millier après la bataille de Pont-Noyelles, 800 après celle de Bapaume (FAIDHERBE, *op. cit.*).

297. Sources : A.D. 8 R 217.

Arrondissements :	Garde mobile :	Garde nationale :	total
:	:	mobilisée :	:
Avesnes	: 37	: 114	: 151
Cambrai	: 15	: 39	: 54
Douai	: 2	: 10	: 12
Dunkerque	: 26	: 138	: 164
Hazebrouck	: 11	: 132	: 143
Lille	: 23	: 151	: 174
Valenciennes	: 14	: 133	: 147
Total	: 128	: 717	: 845

Nous avons laissé de côté les désertions négligeables dans l'armée de ligne (18); celles de la Garde nationale représentent une proportion élevée du contingent (7%).

Les différences entre arrondissements traduisent l'influence de la frontière. Ceux de Cambrai et de Douai, non limitrophes, sont peu concernés. Ce facteur joue au niveau des cantons et des communes (298). Une autre différence jalonne son parcours. La Flandre apparaît nettement en flèche, et à un moindre degré, le sud-est du département, tandis que l'arrondissement de Lille, compte tenu de sa population, se montre plus patriote.

Les paysans constituent 53% de la masse des réfractaires, ce qui confirme leur opposition à la guerre. Les artisans (16%) ont parfois calqué leur attitude sur la leur, tandis que les ouvriers (10%) sont sous-représentés. Le chômage facilitait

298. Dans quelques-unes on assista à une désobéissance collective : 25 insoumis à Boeschepe en Flandre, 50 à Mortagne dans le Hainaut.

la résignation. La petite bourgeoisie des commerçants et des employés (6%) paraît faire preuve de civisme ou de discipline. On trouve un certain nombre de fils de famille (6% environ), malgré l'opprobre que suscitait une telle conduite et l'atteinte à l'honorabilité des familles.

Les autorités locales et supérieures n'étaient pas d'accord sur les remèdes à apporter à la crise des effectifs. Freycinet proposa à Faidherbe d'incorporer les troupes de garnison des places fortes et de combler les vides par des mobilisés venus par mer (299). Or le commandant du Nord voulait s'appuyer sur les places fortes du département. Si les volontaires affluaient des départements envahis, on manquait d'officiers pour les encadrer (300). Testelin et Faidherbe s'opposaient au camp d'Helfaut, jugé inutile et nuisible à la mobilisation, que Freycinet voulait conserver (301).

A la mi-janvier "les courages étaient à bout", selon le préfet, qui faisait part de l'effet nuisible de la proclamation gouvernementale sur le bombardement de Paris (302). La défaite de Saint-Quentin, le 19 janvier, sonna le glas des dernières espérances. L'armée du Nord, accorchée par un ennemi très supérieur en nombre, très éprouvée (303) fit retraite dans le désordre sur Douai et Valenciennes et, hors d'état de reprendre campagne immédiatement, fut répartie dans les places fortes (304).

299. Enquête parlementaire. Dépêche du 8 janvier.

300. A.N. F 7 12677. Dépêche de Testelin, 9 janvier.

301. Enquête parlementaire. Dépêche du 31 décembre.

302. Idem. Dépêche du 14 janvier. Gambetta se déclara étonné et "affligé" par cette réaction (dépêche du 15 janvier).

303. Elle comptait 3.000 hommes hors de combat et 6.000 prisonniers (FAIDHERBE, *op. cit.*).

304. A.N. F 7 12677. Dépêche de Faidherbe, 21 janvier.

Le Cambrésis fut envahi, le chef-lieu assiégé et sommé (305) de se rendre. Testelin, qui la veille encore espérait un grand succès de Faidherbe (306), réagit immédiatement en demandant la fin des hostilités. Il sollicitait une manifestation "publique et formelle du gouvernement en faveur de la paix... La masse de la nation va rendre la République responsable des désastres matériels et se vautra au pied du premier venu" (307).

La presse conservatrice qui, malgré sa réprobation de la politique intérieure, avait soutenu jusqu'ici l'effort de guerre, demanda l'ouverture de négociations (308) et l'*Echo du Nord* se joignit au mouvement. Alarmé, Gambetta se précipita à Lille le 21 janvier, tentant de ranimer la flamme, et demanda à la population de tenir encore trois mois (309). Il est douteux qu'il soit parvenu à la convaincre malgré l'accueil sympathique que lui réserva la grande cité républicaine. Le contraste était trop grand entre la brutale réalité des faits - le spectacle d'une armée vaincue et déguenillée, les premières misères de l'occupation - et l'éloquence enflammée du tribun. Le département, dont l'invasion n'était plus qu'une question de jours, avait tout à perdre à la prolongation du conflit. L'opinion fut si peu convaincue que Paul Bert, à la demande de Testelin, conseillait à Gambetta, afin de dégager la responsabilité du

305. Le Nord fut miraculeusement sauvé par le rappel des troupes prussiennes autour de Paris. Les Allemands eurent le temps d'opérer des réquisitions, de lever des contributions de guerre, d'emmener des otages parmi lesquels les conseillers généraux du Cateau et de Carnières. Le montant des dommages de guerre fut fixé à 2.239.825 francs (A.D. 8 R 654).

306. Il le voyait déjà à Laon et à Reims marcher à la rencontre de Bourbaki (A.D. 8 R 120. Dépêche du 17 janvier).

307. Enquête parlementaire. Dépêche du 20 janvier.

308. *Propagateur du Nord* et *Mémorial de Lille*, 21 janvier.

309. *Progrès du Nord*, 24 janvier.

gouvernement, de sommer Bismarck de poser ses conditions et de préciser les concessions (310) que la France ne pourrait accepter.

Par ailleurs les notables se heurtèrent vivement à Gambetta et des discussions violentes (311) eurent lieu à la préfecture. Il est peu vraisemblable qu'on ait été séduit par les dernières propositions (312) du chef de la délégation de Bordeaux. Sa venue à la veille des élections a convaincu la population que les républicains voulaient la guerre à outrance. Aussi l'armistice trouva-t-il un accueil très favorable. L'histoire de la guerre sous la République n'est qu'un long processus de démoralisation et de découragements collectifs. N'ayant jamais été enthousiastes, les habitants du Nord glissèrent d'un attentisme prudent à un défaitisme généralisé.

On peut s'interroger sur les raisons du comportement d'un département si patriote et qui avait acclamé la guerre avec frénésie. L'éloignement du pouvoir central, le sentiment un peu injuste d'être abandonné ont joué leur rôle. Il en est de même du poids des intérêts économiques, car le Nord était un des départements les plus riches. Le défaut d'un consensus politique a freiné la mobilisation des esprits malgré le loyalisme de la presse. Lille, cité républicaine, est la seule ville où l'on note une certaine résolution lors des premières semaines. On peut se demander si les citoyens n'avaient pas une vue plus

310. Enquête parlementaire. Dépêche du 27 janvier.

311. A propos de la dissolution des conseils généraux et des propos de Testelin sur le comportement des mobilisés (il fut pris à partie par le banquier Decroix). Enquête parlementaire. Déposition de Faidherbe.

312. Il proposa à la Chambre de commerce que le département réserve le produit des contributions directes pour sa défense.

réaliste de la situation, grâce à leur esprit pratique. Le mythe de 92 ne les séduisait pas; ils pressentaient que les conditions des guerres nationales avaient évolué. Que pouvait faire la prose grandiloquente du *Progrès du Nord* et ses aphorismes tels que : "La paix c'est la mort, la guerre c'est la vie" (n° du 23 janvier)?

Comme partout ailleurs, mais plus encore, le problème de la paix devait peser sur le résultat des élections.

C. LES ELECTIONS DU 8 FEVRIER 1871

Les élections du 8 février furent lourdes de conséquences sur la vie politique nationale. Dans le Nord, elles constituèrent pour le parti républicain une hypothèque encore plus importante que dans la plupart des autres départements français.

1. La préparation de la consultation

La brièveté du délai de convocation ne permit pas l'ouverture d'une véritable campagne électorale. Mais il convient de préciser les réactions immédiates à l'annonce de l'armistice. Elles orientèrent le seul débat intéressant vraiment les électeurs : fallait-il ou non faire la paix? La publication des listes des candidats appellera des remarques sur la procédure utilisée, sur leur composition et leurs nuances politiques. Enfin, quelques précisions peuvent être apportées sur les principaux thèmes de la brève campagne électorale qui précéda le scrutin.

a. Les réactions immédiates après l'armistice

L'annonce de la suspension des hostilités fut accueillie avec un immense soulagement, d'autant plus que l'accord excluait les départements du Nord et du Pas-de-Calais de la zone d'occupation allemande. La lassitude croissante observée les mois précédents, le traumatisme provoqué par la défaite de St-Quentin, ne pouvaient que favoriser une telle attitude. Mais l'opinion alla au-delà de l'acceptation de l'armistice. Elle voulait la paix à n'importe quel prix : "Ici la population avilie applaudit la paix à tout prix", télégraphiait Paul Bert le 30 janvier (313), qui confirmait le surlendemain ses appréciations méprisantes : "Armistice trop bien reçu; pays archi-lâche" (314). La majorité des journaux conservateurs ne pouvait plus ignorer ses sentiments. "L'armistice c'est la paix", déclarait le *Propagateur* (315), ce qui impliquait l'acceptation par avance des conditions prussiennes. Avec plus de dignité le *Mémorial* allait dans le même sens. Aux partisans de la guerre à outrance il opposait le vrai patriotisme qui accepte les réalités et fait confiance à un avenir réparateur (316). Il justifiait l'arrêt définitif des combats par les sacrifices déjà consentis en hommes et en argent. La paix n'était pas la solution de facilité car elle exigerait de nou-

313. Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale. Dépêches du Nord.

314. Idem.

315. *Propagateur*, 30 janvier. Le journal alla même jusqu'à justifier sur le plan juridique l'abandon de l'Alsace-Lorraine en invoquant la rétrocession de la Vénétie à l'Italie en 1866! (n° du 31 janvier).

316. *Mémorial de Lille*, 31 janvier.

317. Idem, 2 février.

veaux efforts afin de tout réparer (317). Le thème de la revanche apparaît ici sous-entendu.

Quelques journaux conservateurs se montrèrent néanmoins plus prudents. Le *Journal de Roubaix* confiait à la future assemblée le soin de décider ou non la reprise des hostilités (318). L'*Echo de la Frontière* espérait une paix honorable et manifestait le désir de voir Gambetta rester au gouvernement (319).

Le préfet Paul Bert, inquiet devant ce débordement de pacifisme, tenta en vain de ranimer les courages. Dans une circulaire adressée au maire de Lille, il dénonça les partisans de la paix à tout prix et condamna tout sacrifice autre (320) que matériel. Le *Progrès du Nord* invoqua la solidarité nationale entre les provinces françaises et s'en prit à l'égoïsme des gens du Nord "tout joyeux de ne pas avoir été administrés par les Allemands et espérant que, grâce à l'abandon d'une partie de la France, ils seraient sauvés" (321). On peut douter de l'efficacité d'une telle admonestation traduisant plutôt un sentiment d'impuissance. Les habitants du Nord savaient que la reprise des hostilités amènerait inéluctablement l'occupation rapide de la région. A la question du gouvernement Thiers : "Peut-on continuer la guerre?", dans le cadre de son enquête nationale, Faïdherbe répondit qu'il ne pourrait opposer que 25.000 hommes (55.000 en y ajoutant les troupes de garnisons) aux 100.000 soldats ennemis. La guerre de siège ne se prolongerait pas longtemps en raison de l'opposition de la bourgeoisie et des gardes nationaux aux

317. *Mémorial*, 2 février.

318. *Journal de Roubaix*, 31 janvier.

319. *Echo de la Frontière*, 2 février.

320. *Progrès du Nord*, 3 février.

321. Idem.

destructions des cités. Dans ces conditions, mieux valait transférer les troupes sur un terrain plus favorable à la guérilla, l'ouest ou le sud (322). Le ministre de la Guerre devait sanctionner ce projet et le 22^e corps fut embarqué à destination de Cherbourg à partir du 21 février.

A la crainte de l'invasion s'ajoutait peut-être celle d'une annexion. La frontière avait été si remaniée au cours des siècles passés, l'appétit des Prussiens était si redouté que les esprits pouvaient concevoir des inquiétudes à ce sujet, bien qu'aucun fait ne soit venu les alimenter.

La question de la paix était donc tranchée dans l'opinion. Elle ne le fut pas dans les journaux et dans les circulaires électorales. Par pudeur, les monarchistes évitaient de préciser les concessions à faire. L'abandon de l'Alsace-Lorraine ne pouvait être admis que par prétérition. Testelin se prononça, lors d'un meeting républicain, pour la paix "la moins déshonorante possible", ce qui impliquait de larges concessions. Les républicains devaient admettre que la population ne voulait plus combattre pour sauver les provinces de l'Est.

b. La désignation des candidats

La liste du comité national paraît dans la presse le 5 février, celle des républicains le lendemain. Les deux camps disposaient d'une base de négociation : les candidatures arrêtées en septembre ou octobre (323). Mais les événements survenus

322. FAIDHERBE, *op. cit.*, note datée du 15 février. Paul Bert avait préconisé cette solution dès le 2 février en envisageant le transfert des gardes nationaux mobilisés qui se battaient mieux s'ils étaient "dépayés" (A.N. F 7 12.677).

323. Cf. *supra*, pp. 928-929.

depuis imposèrent des remaniements, suscitèrent des discussions et des mésententes, ce qui explique qu'il fallut environ une semaine pour que l'accord se fit entre les colistiers.

Chez les monarchistes, on peut deviner deux causes de friction. La première concerne l'ouverture aux républicains modérés qui, pendant l'automne précédent avaient manifesté des dispositions conciliantes (324). Or, en février, ils les exclurent tous, à l'exception de Corne et ne firent pas même place aux libéraux qui devaient former le futur centre-gauche (325). Ce sectarisme s'explique sans doute par l'exaspération des passions politiques, par une violente hostilité à l'égard de Gambetta que les républicains modérés hésitaient à désavouer. Mais il traduit surtout la perception d'un nouveau rapport de forces. L'affaiblissement de l'audience des républicains dans l'opinion ne nécessitait plus l'alliance avec leur aile modérée. Cette tactique fut néanmoins blâmée par le *Courrier douaisien* (326) et par un organe de publicité lillois, *Affiches et Annonces judiciaires*, qui regretta l'exclusion (327) de Testelin et de Legrand. Il y eut, d'autre part, des désaccords sur la répartition des candidats entre les différentes familles monarchistes. Les royalistes durent concéder quelques places aux notabilités du régime déchu, ce qui ne fut pas du goût de tout le monde (328).

Tout se passa en conciliabules secrets. Les conservateurs

324. Cf. supra, pp. 919-920.

325. Cf. infra, p. 973.

326. *Courrier douaisien*, 7 février.

327. *Progrès du Nord* (reproduction), 7 février.

328. L'*Echo de la Frontière*, le *Courrier du Nord* firent des réserves à ce sujet, 7 et 8 février, mais prêchèrent néanmoins la discipline.

utilisèrent peut-être les services du comité plébiscitaire fondé en 1870. Ainsi s'expliquerait la présence de plusieurs bonapartistes ou supposés tels.

Les républicains opérèrent plus ouvertement. A Lille, une réunion privée de trois cents personnes arrêta une première liste de candidats pour l'arrondissement, qui fut ratifiée le lendemain au cours d'une seconde réunion où prirent place les délégués des divers arrondissements.

Le parti eut surtout à surmonter le contrecoup de la crise qui opposa Gambetta au gouvernement de Paris. Catel-Beghin envisagea de se retirer par opposition aux décrets de Bordeaux (329). Merlin, maire de Douai, qui protesta au nom de la municipalité, s'est peut-être récusé pour cette raison ainsi que Charles Desmoutiers, beau-frère de Corne et républicain modéré (330). Par ailleurs, les républicains se divisèrent sur la présentation des membres du gouvernement; Testelin s'opposa à la candidature de Gambetta (331). Ils décidèrent finalement d'éliminer les ministres afin de ne pas préjuger de la question de la paix (332).

Les républicains modérés ne furent malgré tout pas satisfaits de la coloration jugée trop radicale de la liste républicaine. L'*Echo du Nord* proposa sa propre liste, qui excluait neuf candidats de celle du *Progrès* (333) au profit des

329. Enquête parlementaire. Dépêche de Bourdon à Masure, 3 février.

330. Ils figuraient tous deux, ainsi que Morisson, sur la liste arrêtée en octobre.

331. *Progrès du Nord*, 7 février.

332. Enquête parlementaire. Dépêche de Bourdon, 3 février.

333. Parmi lesquels son directeur Masure ainsi que Trystram et Isoard, sous-préfets de Dunkerque et Cambrai.

principaux ministres parisiens : Favre Picard, Simon et Trochu, et de notabilités libérales proches de l'orléanisme : Thiers, Lambrecht, Boduin, Descat, Roger du Nord, de Marcère, Jules Brame. Mais cette initiative ne fut pas soutenue par d'autres journaux et son influence sur les résultats (334) demeura limitée. Le choix des électeurs du Nord fut donc plus simple que dans beaucoup d'autres départements (335). Cette bipolarisation révèle l'âpreté des luttes politiques et l'importance de l'enjeu.

(Voir tableau p. 969)

334. Cf. *infra*, p. 990.

335. GOUAULT, *Comment la France est devenue républicaine*, Paris, 1954.

TABLEAU DES CANDIDATS DE LA LISTE DU COMITE NATIONAL

Noms	: Arrdt. origine	: Profession	: Mandat ou fonction exercée	: opinions polit. (1)
Baucarne-L.	: Lille	: Propriétaire	: Maire de Croix	: Bonap.-lg.
Boduin	: Valenciennes	: Anc. notaire	: Député (1869-70)	: Orléan.
Bottiau	: Avesnes	: Cons. à la Cour	-	: Orléan.
Brabant	: Cambrai	: Industriel	: Maire de Cambrai (1865-70)	: Bonap.-centr. dr.
de Brigode	: Lille	: Propriétaire	: Cons. général	: Lg.
Brame	: Lille	: Propriétaire	: Ministre (1870) Député (1857-70)	: Bonap.
Changarnier (2)	: Lille	: Général	: Député (1848-51)	: Lg.
de Corcelles	: Lille	: Propriétaire	: Député (1848-51) Anc. ambassadeur de France à Rome	: Lg.
Corne	: Cambrai	: Anc. magistrat	: Député (1837-46) (1848-51)	: Républ. mod.
Descat	: Lille	: Industriel	: Maire de Roubaix (1867-70)	: Orléan.
des Rotours	: Lille	: Propriétaire	: Député (1868-70)	: Bonap.-droite
d'Hespel	: Lille	: Propriétaire	: Député (1849-51)	: Lg.
Kolb Bernard	: Lille	: Industriel	: Député (1849-51) (1859-70)	: Lg.
de la Grange	: Hazebrouck	: Propriétaire	: Député (1852-57)	: Orléan.
Lambrecht	: Douai	: Propriétaire	: Député (1863-69)	: Orléan.
Leurent	: Lille	: Industriel	: Cons. général	: Lg.
de Marcère	: Avesnes	: Cons. à la Cour	: Cons. général	: Libéral

TABLEAU DES CANDIDATS DE LA LISTE DU COMITE NATIONAL

Noms	: Arrdt. origine	: Profession	: Mandat ou fonction : exercée	: opinions polit.
de Melun	: Lille	: Propriétaire	: Député (1846-48) (1849-51)	: Lg.
de Mérode	: Avesnes	: Propriétaire	: Député (1849-52)	: Orléan.
Maurice	: Douai	: Propriétaire	: Maire de Douai (1852-60)	: Bonap.-Lg.
Pajot	: Lille	: Anc. notaire		: Lg.
Plichon	: Hazebrouck	: Avocat	: Ministre 1870 Député (1846-48) (1849-51) (1857-70)	: Orléan.
Comte Roger	: Dunkerque	: Propriétaire	: Député (1834-38) (1849-51)	: Orléan.
de Staplande	: Dunkerque	: Propriétaire	: Député (1838-48) (1849-51)	: Lg.
Théry	: Lille	: Avocat		: Lg.
Thiers	:	: Homme de lettres: Ministre		: Orléan.
Vente	: Lille	: Magistrat		: Bonap.-centre dr.
Wallon	: Valenciennes	: Professeur	: Député (1849-50)	: Orléan.

1. Nous avons indiqué les opinions connues lors du scrutin en précisant, s'il le fallait, les évolutions ultérieures.

2. Changarnier fut substitué à Keller en dernière minute.

La notoriété constituait le principal atout des candidats. Dix-sept d'entre eux avaient déjà été députés, trois avaient exercé des responsabilités ministérielles; les autres étaient des conseillers généraux ou des maires, à l'exception de cinq. Conscients des lourdes responsabilités de la future assemblée, les monarchistes avaient voulu rassurer les populations en leur présentant des hommes d'expérience (336). Cette situation contrastait avec celle des autres départements (337) et compensait l'absence d'enracinement local de plusieurs candidats originaires du Nord mais qui n'y résidaient plus (Roger du Nord, Wallon), ou qui n'avaient que des attaches réduites (de Mérode, Thiers). La pratique parlementaire était un atout pour la députation du Nord.

La suprématie de l'arrondissement de Lille (12 candidats) s'explique sans doute par l'isolement des autres circonscriptions et la nécessité de prendre des décisions rapides. Il est encore plus accusé que dans la liste adverse. Le déséquilibre était aggravé par le fait que les non-résidents représentaient surtout les autres parties du département. Les conservateurs tentèrent de le corriger aux élections partielles ultérieures.

L'étude de l'origine professionnelle révèle assez curieusement une faible proportion d'industriels (11%), dans un département où les intérêts du secteur secondaire (338) étaient très

336. Le thème fut repris par plusieurs journaux : *Messager du Nord*, 7 février; *Courrier du Nord*, 1er février.

337. Il n'y avait que 25% d'anciens parlementaires à l'assemblée nationale (GOUAULT, *op. cit.*).

338. En France le pourcentage moyen est légèrement supérieur (13%), malgré le poids des départements ruraux (GOUAULT, *op. cit.*, p. 76).

grands. Certes Kolb Bernard et Descat étaient à la tête de grosses affaires et avaient des capitaux investis dans plusieurs firmes, mais les manufacturiers pouvaient cependant s'estimer sous-représentés. Les propriétaires fonciers occupaient, en revanche, une place considérable (46%) (339) et la richesse de certains d'entre eux était immense (340). La proportion de ceux qui tiraient leurs revenus de la terre était en réalité plus élevée, car il faudrait y ajouter les anciens membres des professions libérales vivant de leurs rentes, tels Plichon ou Bo-duin. L'origine aristocratique de certains est à remarquer; il y a dix noms à particule; de Staplande, d'Hespel, de Mérode, figurent parmi les grandes familles du département.

Cette prédominance de la terre sur l'industrie était-elle la conséquence de la présence des légitimistes? Les républicains devaient ultérieurement exploiter cette situation.

Les juristes et hommes de loi étaient assez nombreux (29%) et la Cour de Douai pouvait se flatter d'avoir vu désigner deux de ses conseillers. Il y a là un indice de l'attachement des monarchistes au parlementarisme et de leur volonté de réagir contre les pratiques de l'Empire qui tendaient à assurer avant tout la représentation des intérêts économiques.

Légitimistes et orléanistes occupaient une place égale (dix candidats), six peuvent être rattachés au régime impérial. Seul Brame siégea plus tard au groupe de l'*Appel au peuple*; les autres rejoignirent la droite ou le centre droit. Les

339. En France leur pourcentage ne dépasse pas 37% (GOUAULT, *op. cit.*).

340. De Mérode payait 6.188 francs d'impôt foncier; de Brigode 3.643 francs; d'Hespel 1.131 francs, de la Grange 1.608 francs (A.D. M 31-1).

légitimistes avaient malgré tout l'avantage, plusieurs orléanistes étant favorables à la fusion (de la Grange, Plichon, de Mérode, Lambrecht). Le clergé avait tout lieu d'être satisfait; la plupart des membres de cette famille politique étaient, en effet, des cléricaux : Werner de Mérode était le frère du cardinal ministre du gouvernement pontifical; le rôle d'hommes comme Kolb Bernard et de Melun, animateurs des oeuvres catholiques, n'est pas à rappeler, et la présence de Corcelles, ancien ambassadeur français auprès du Saint-Siège, ne passa pas inaperçue (341).

Libéraux et républicains modérés étaient les parents pauvres (deux). Corne avait déjà bénéficié du soutien du clergé et des monarchistes contre Seydoux en 1869 (342); de Marcère, conseiller à la Cour après avoir été procureur impérial et président du tribunal d'Avesnes, avait été un partisan de l'Empire libéral et avait publié en 1869 une brochure qui avait suscité l'attention du préfet Saint-Paul (343). La faiblesse du futur centre gauche au sein de la députation du Nord devait être un obstacle pour Thiers (344).

(Tableau p. 974)

341. *Progrès du Nord*, 6 février.

342. Cf. *supra*, chap. XIV, p. 822.

343. A.N. BB II 123. Dossier personnel. Il collaborait en outre au *Courrier douaisien*, ce qui atteste de ses bonnes relations avec les milieux monarchistes.

344. Cf. *infra*, chap. XVI. Il avait néanmoins des amis personnels tel Lambrecht, qui devait décéder bientôt, et Roger du Nord.

LISTE REPUBLICAINE

Noms	: Ardt. origine	: Profession	: Mandat ou fonction exercée	: opinions polit.
Catel Beghin	: Lille	: Négociant	: Maire de Lille	: centre-gauche
Chappellier	: Cambrai	: Industriel	:	: gauche
Corenwinder	: Lille	: Industriel	:	: centre-gauche
Corne	: Cambrai	: Anc. magistrat	: Député (1837-51)	: centre-gauche
Desurmont	: Lille	: Agriculteur	: Député 1848	: gauche
Deregnancourt	: Lille	: Industriel	:	: gauche
Dutilleul	: Lille	: Industriel	:	: extr.-gauche
Dupont	: Lille	: Publiciste	:	: extr.-gauche
Girard	: Valenciennes	: Avocat	:	: gauche
Giroux	: Douai	: Industriel	:	: gauche
Guillemin	: Avesnes	: Avocat	: Sous-préfet d'Avesnes 1870	: gauche
Horrie	: Avesnes	: Industriel	:	: gauche
Isoard	: Cambrai	: Journaliste	: Sous-préfet de Cambrai (1870-71)	: extrêm.-gauche
Lebleu	: Dunkerque	: Militaire en retraite	: Maire de Dunkerque	: gauche
Legrand Louis	: Valenciennes	: Avocat	: Sous-préfet de Valenciennes (1870)	: centre-gauche
Legrand Pierre	: Lille	: Avocat	: Préfet du Nord (1870-71)	: gauche
Masure	: Lille	: Journaliste	: Direct-adjoint du personnel du minist. de l'Intérieur.	: extr.-gauche

LISTE REPUBLICAINE

Nom	: Arrdt. origine	: Profession	: Mandat ou fonction exercée	: opinions polit.
Pilette	: Valenciennes	: Propriétaire:	Adjoint de Delescluze en 1848	: extr.-gauche
Potié	: Lille	: Agriculteur :		:
Regnard	: Valenciennes	: Avocat	: Député 1848 Sous-préfet de Valenciennes (1870-71)	: gauche
Salomé	: Hazebrouck	: Avocat	: Sous-préfet d'Hazebrouck (1870-71)	: gauche
Soins	: Lille	: Industriel :		: extr.-gauche
Testelin	: Lille	: Médecin	: Député (1849-51) Préfet du Nord Comm. de la Défense	: gauche-extr.-g.
Trystram	: Dunkerque	: Négociant	: Sous-préfet de Dunkerque	: gauche
Vandewynkèle	: Dunkerque	: Notaire		: extr.-gauche
Wattelle	: Douai	: Médecin		: gauche
Werquin	: Lille	: Avocat		: extr.-gauche
Wyart	: Avesnes	: Avocat		: centre-g.

Cinq candidats se recommandaient uniquement de leur ancien mandat de député (dont Corne, soutenu aussi par les monarchistes). La notoriété de huit autres était due aux fonctions administratives exercées depuis le 4 septembre, à l'exception de Pilette. Les républicains du Nord ont utilisé la possibilité que leur laissaient les décrets de Bordeaux de se présenter sans résigner leurs fonctions administratives (345). Ils escomptaient bénéficier de leur dévouement à la cause publique pendant les mois difficiles.

Les professions libérales comptaient onze membres, mais la prépondérance des avocats n'était pas aussi écrasante qu'on aurait pu le penser (huit). Sept industriels, deux négociants assuraient une juste représentation du monde des affaires. Ils dirigeaient pour la plupart leurs entreprises et étaient fils de leurs oeuvres. Le petit nombre d'agriculteurs ou de propriétaires témoigne de l'absence d'implantation du parti en milieu rural.

La répartition des tendances politiques est assez difficile à faire; nous ne pouvons nous appuyer sur leurs votes à l'Assemblée, hormis Testelin et Deregnancourt élus peu après. Les prises de position ultérieures, comme les antécédents de 1848, ne sont pas obligatoirement de justes critères sur leurs opinions politiques en 1871. Ces réserves faites, il apparaît que les radicaux gambettistes étaient peu nombreux

345. Le décret du gouvernement de Paris avait maintenu l'incompatibilité des fonctions administratives et des candidatures, mais Jules Simon avait concédé ce point à Gambetta. L'Assemblée lors des débats de validation n'en tint pas compte et prit, comme critère, la date de la démission des fonctionnaires préfectoraux, admettant ceux qui avaient résigné leurs fonctions lors du décret de convocation (GOUAULT, *op. cit.*).

(quatre à six). Le chef de file, Masure, était à Bordeaux. L'impopularité croissante de la guerre avait fait le vide parmi leurs partisans inconditionnels. Mais le retrait de plusieurs républicains, le rôle joué par le *Progrès du Nord* dans les investitures, marginalisèrent aussi le centre gauche, d'où le mécontentement de l'*Echo du Nord* (346). La majorité des candidats était donc nettement orientée à gauche. Neuf d'entre eux furent élus plus tard à la Chambre et siégèrent parmi les opportunistes.

Les deux générations de 1848 et de la fin de l'Empire se côtoyaient en nombre sensiblement égal. Testelin, Desurmont, Lebleu, Pilette ancien adjoint de Delescluze, représentaient bien la première, Pierre et Louis Legrand, Girard, Guillemin, Masure, Trystram et Werquin, futurs élus, la seconde.

c. La campagne électorale

La brièveté du délai qui sépara la date de la publication des listes de candidats de celle du scrutin ne permit pas l'ouverture d'une véritable campagne électorale. Dans les villes importantes, les journaux eurent toutefois le temps de mettre l'accent sur les thèmes jugés essentiels. Mais les circonstances dramatiques du moment, le rôle joué par le préfet Paul Bert, polarisèrent les discussions sur les décrets de Bordeaux et favorisèrent une confusion totale jusqu'à l'ouverture des opérations électorales.

Le 30 janvier, Gambetta avait obtenu de ses collègues de la délégation de Bordeaux un décret stipulant l'inéligibilité

346. Cf. supra, p p. 967-968.

de tous les anciens ministres, sénateurs, conseillers d'Etat, préfets et candidats officiels de l'Empire. Il était contraire aux dispositions arrêtées le 29 par les ministres parisiens. Jules Simon, envoyé en mission à Bordeaux, tenta en vain d'en obtenir le retrait et prit un arrêté annulant les décisions de la délégation. Gambetta en empêcha la publication et contesta la validité de ses pouvoirs. Le 4 février, le gouvernement de Paris confirmait son décret qu'il justifiait dans une circulaire. Le 6 Gambetta, mis en minorité au sein de la délégation par la venue de trois nouveaux ministres, démissionnait.

Ces péripéties, compte tenu des difficultés de communications, étaient de nature à entretenir la confusion. Paul Bert l'aggrava. Invité par Gambetta à appliquer les décrets de Bordeaux (347), il se rangea résolument à ses côtés, refusa de publier la circulaire gouvernementale du 4, adoptant la thèse de la dépendance des ministres parisiens à l'égard du quartier général allemand (348). Le *Mémorial de Lille*, ayant imprimé le 5 février le texte des décrets de Paris du 29 janvier, il adressa aux habitants du Nord une proclamation justifiant ceux de Bordeaux qui "écartaient des discussions sur l'issue de la guerre ceux-là même dont les votes serviles nous ont jeté dans cette guerre". Il affirmait d'autre part ne pas avoir eu communication officielle du décret de Paris daté du 4 annulant (349) celui de Bordeaux, précisant toutefois qu'il s'inclinerait en cas contraire. Le procureur Bourdon envoya une circulaire aux maires

347. Enquête parlementaire. Dépêche du 5 février, 19 h. 30.

348. Idem. Dépêche adressée à Gambetta, 5 février, 23 h.

349. A.D. M 31-1. L'avant-veille, à ceux qui lui demandaient des éclaircissements, il avait répondu que les décrets de Bordeaux plus récents avaient force de loi.

leur demandant de se conformer aux décisions de la délégation.

Les opérations électorales faillirent se ressentir de cette situation (350). L'annonce de la démission de Gambetta ne parut dans la presse que le 8 ou le 9 dans la rubrique "Dernières nouvelles" (351). Elle ôtait à Bert tout prétexte pour s'obstiner dans sa résistance. Favre voulut néanmoins s'assurer de la bonne exécution des ordres transmis (352), et envoya à cette fin son secrétaire Henlé (353). Celui-ci reçut la démission de Paul Bert et fut temporairement investi des fonctions (354) de préfet.

Quatre personnalités de la liste conservatrice se trouvaient visées : les anciens ministres Plichon et Brame et les ex-députés officiels Kolb Bernard et des Rotours. Par une ironie du sort, elle frappait des hommes qui, à l'exception du dernier, avaient tour à tour été victimes des pratiques de l'Empire autoritaire et avaient combattu pour sa libéralisation. Soucieux d'éviter l'invalidation de la liste conservatrice, Kolb Bernard, Brame et Plichon annoncèrent leur désistement, tout en justifiant leur conduite passée (355). Le comité national, informé des décisions de Paris, maintint leurs candidatures (356). Les

350. Les monarchistes prirent des dispositions pour surveiller le dépouillement et conserver les bulletins contestés (*Propagateur*, 8 février).

351. Ce jour là, le *Progrès* reproduisait la circulaire du préfet annonçant son intention de faire appliquer le décret de Bordeaux. La presse conservatrice lui reprocha d'avoir dissimulé la vérité.

352. Enquête parlementaire, dépêche du 7 février, 19 h. 30.

353. Hendlé l'assura que tout se passait bien, malgré des difficultés de détail; mais il regrettait qu'une affiche plus nette n'ait pas affirmé la liberté du scrutin (Enquête parlementaire. Dépêche datée de 13 h.).

354. Il quitta Lille le surlendemain, transmettant ses fonctions au secrétaire général Baron.

355. *Propagateur*, 5 et 6 février.

356. Idem, 7 février.

masses ont, semble-t-il, été peu touchées (357) par cette polémique.

La révolte de Gambetta et de son préfet alimenta les critiques de la presse conservatrice. Habilement elle exploita les décisions de ses adversaires en faisant oublier ses opinions. "Nous sommes avec le gouvernement de Paris, avec la loi, avec la justice contre la délégation de Bordeaux", déclarait le *Propagateur* (358) qui, ainsi que le *Mémorial* stigmatisa la conduite du préfet (359) auquel on opposait l'attitude de son collègue du Pas-de-Calais, Lenglet (360). Elle avait beau jeu de dénoncer ses actes les plus arbitraires, telle la révocation du maire de Roubaix Descat qui, au nom de la commission municipale (républicaine) avait annoncé son intention de refuser l'application des décrets de Bordeaux (361). L'indiscipline de Gambetta et de ses amis fut une pièce supplémentaire apportée au procès de la République (362).

Ses partisans furent désorientés. "Une partie de nos amis nous ont abandonné et démissionnent des présidences des bureaux électoraux", avouait le préfet (363). Les municipalités de Douai, de Roost-Warendin (364), d'autres encore sans doute, s'élevèrent contre l'illégalité des décrets de Bordeaux et annoncèrent qu'elles n'en tiendraient pas compte. Le sous-préfet de

357. LIBERT, *Les élections de 1871 dans le Nord*, Lille, 1960.
Cf. infra, p

358. *Propagateur*, 6 février.

359. *Propagateur*, 7 et 8 février; *Mémorial*, 6 et 7 février.

360. *Propagateur*, 8 février.

361. *Propagateur* et *Mémorial*, 9 février.

362. Idem.

363. Enquête parlementaire. Dépêche du 6 février.

364. *Courrier douaisien*, 4 février ; A.D. M 31-1.

Douai Mention donna sa démission. La composition de la liste républicaine fut remise en cause (365). Malgré tout, l'opposition s'exprima peu. L'*Echo du Nord* émit des réserves d'opportunité plutôt que de principe et parut accréditer la thèse du préfet en affirmant ne pas avoir eu connaissance des dernières décisions de Paris (366). Les républicains hésitaient à rompre ouvertement avec Gambetta, tant était grand le prestige du tribun. Ils se montraient soucieux d'éviter les désunions dans un département où ils étaient aussi minoritaires. Le problème des incompatibilités les paralysa plutôt et les empêcha de mener activement campagne contre les monarchistes (367). Ces carences, jointes aux effets désastreux des décrets de Bordeaux sur la partie éclairée des électeurs, contribuèrent à aggraver une défaite devenue inéluctable.

Les conservateurs s'en prirent également au vote au chef-lieu de canton. Il imposait aux populations rurales des déplacements pouvant atteindre dix kilomètres. Les républicains étaient accusés de vouloir "aristocratiser le suffrage universel" (368) et de favoriser l'abstention des campagnes. Le Conseil général du Nord avait demandé, lors de sa session extraordinaire, le sectionnement de tous les cantons. Paul Bert accepta la création de trente bureaux de vote supplémentaires dans vingt-deux d'entre eux (369). On lui opposa le grand libéralisme de

365. Cf. supra, p. 967.

366. *Echo du Nord*, 6 février. Cet article fut relevé par les journaux conservateurs qui en dénoncèrent l'ambiguïté (*Mémorial de Lille et Propagateur*, 7 février).

367. "La liste républicaine échouera. Nos amis insensés perdent du temps à des misères", télégraphiait Bourdon à Masure (Enquête parlementaire. Dépêche du 7 février).

368. *Propagateur*, 4 octobre 1870.

369. A.D. M 31-1.

Lenglet qui avait divisé en deux tous les cantons (370) du Pas-de-Calais. L'impartialité oblige à reconnaître que le préfet accéda à des demandes que Legrand avait rejetées en octobre (371). Mais il n'échappe pas à l'accusation d'avoir pris comme critère de ses décisions des considérations politiques (372). Les sectionnements accordés sont, en effet, plus nombreux dans les districts urbains (neuf bureaux de vote dans les deux cantons de Roubaix, six dans ceux de Tourcoing) et dans les campagnes jugées a priori plus favorables du Hainaut et de l'Avesnois. La Flandre est moins favorisée (373). Le mécontentement des électeurs, habitués à voter dans leur commune, fut habilement exploité.

Peut-on tenter enfin de dégager quelques aspects de la controverse électorale? Après le recul esquissé par les républicains sur la question de la guerre (374), les débats perdirent de leur intérêt : les deux camps en présence firent assaut de protestations pacifiques et s'accusèrent réciproquement de vouloir la poursuite du conflit (375).

A Lille le problème des institutions fut nettement posé. Le *Propagateur* fit une profession de foi monarchiste et formula le vœu de voir se réconcilier les deux branches dynastiques de la Maison de France (376). Testelin insista sur le critère décisif du choix des électeurs qui devait être l'avenir (377) des

370. *Propagateur*, 7 février.

371. Concernant les cantons de Roubaix, Lannoy, Bailleul nord-est, A.D. M 31-1.

372. GOUAULT, *op. cit.*, p. 42.

373. A.D. M 31-1.

374. Cf. *supra*, p. 965.

375. Les républicains tentèrent de faire craindre une nouvelle intervention à Rome, rappelant la mission de Corcelles en 1849.

376. *Propagateur*, 3 février.

377. *Progrès du Nord*, 6 février.

institutions. Les monarchistes s'appuyèrent sur ces prises de position pour affaiblir ultérieurement la valeur des arguments des radicaux en faveur de la dissolution (378).

Le *Mémorial de Lille* se prononça à plusieurs reprises en faveur du mandat constituant de l'Assemblée (379) avant de le contester avec les autres journaux bonapartistes. On ne peut donc pas dire, au moins en ce qui concerne le chef-lieu du département, que l'électeur était convaincu que l'unique mission de l'Assemblée était de signer ou non la paix (380). Mais un décalage subsiste entre la région lilloise et les autres arrondissements. Les journaux conservateurs s'abstinrent de poser la question du régime et plusieurs d'entre eux affirmèrent ensuite que l'Assemblée se séparerait après avoir signé la paix (381). Les bulletins et affiches portaient des mentions prudentes telles que "candidats conservateurs" ou "candidats antirévolutionnaires" que les sous-préfets auraient voulu interdire (382). Une certaine équivoque pesa ainsi sur la future mission de l'Assemblée dans l'esprit des électeurs. De toute façon leur comportement fut avant tout dicté par la volonté de mettre fin au conflit.

Les attaques personnelles contre certains candidats témoignaient des habitudes anciennes du scrutin uninominal. Le *Progrès du Nord* tenta de discréditer Plichon en raison de sa

378. *Propagateur*, 19 février 1872, 30 mars 1873.

379. *Mémorial de Lille*, 31 janvier et 1er février.

380. Gouault affirme que ce fut le cas le plus général (*op. cit.* pp. 65-66).

381. *Echo de la Frontière*, *Journal de Roubaix*, *Messenger du Nord*. Cependant la liste des candidats suivait la mention "Elections à l'Assemblée constituante".

382. Enquête parlementaire. Dépêche du sous-préfet d'Avesnes, 6 février, et réponse de Favre au sous-préfet d'Hazebrouck; 7 février.

participation au ministère Ollivier, Vente pour sa glorification du coup d'Etat du 2 décembre lors des procès politiques; de Corcelles et de Mérode furent accusés d'avoir inspiré l'expédition romaine de 1849 et de vouloir renouveler l'expérience. Le *Mémorial* s'en prit surtout à Testelin, lui reprochant ses paroles très dures contre les mobilisés du Nord (383). Ces polémiques visaient sans doute à provoquer l'échec de quelques candidats conservateurs. Les panachages devaient en réalité être limités et le vote être une manifestation avant tout politique.

2. Les résultats

Le décompte présente quelques difficultés. Les archives de la Chambre des députés (384) permettent de combler les lacunes des dépôts du département, mais l'exploitation du vote des militaires n'est guère réalisable faute de documents (385) de synthèse; le volume des abstentions parmi ces derniers ne peut être chiffré. La confusion qui précéda le scrutin fut à l'origine d'une dispersion des voix sur quelques noms dont il faut tenir compte. Le préfet fit une erreur dans le décret de convocation en attribuant 29 sièges au département. On n'eut pas le temps d'ôter partout des bulletins les noms des deux candidats qui se retirèrent (Telliez chez les conservateurs, Parsy chez les républicains), de sorte qu'il fallut annuler lors du dépouillement les votes en faveur du dernier de la liste qui se trouva

383. *Mémorial*, 8 février.

384. A.N. C 3575.

385. Il eût été très intéressant de comparer les votes de l'armée de ligne, des mobiles et des gardes nationaux mobilisés. Nous avons dû utiliser le recensement global des votes paru dans la presse.

désavantagé (Wallon chez les conservateurs, Wyart chez les républicains). On trouve tantôt, dans la liste monarchiste, le nom de Keller (qui avait été supprimé), tantôt celui de son remplaçant Changarnier. Afin de ne pas abaisser la moyenne de chaque liste, nous avons totalisé tous les suffrages exprimés en faveur des candidats réels et des autres en les divisant par le nombre de sièges à pourvoir. Nous avons englobé dans la statistique des voix républicaines celles qui s'étaient portées (en nombre restreint) sur les noms avancés par l'*Echo du Nord*, dont la signification était incontestable. Afin de ne pas surestimer leur moyenne de la liste républicaine, les suffrages portés sur Corne candidat commun, ont été répartis sur chacune des listes selon le quotient électoral.

: Inscrits : % inscrits : % suff. expr.

Inscrits	: 320 483	:	:
Votants (civils)	: 211 126	:	65,8
Suff. exprimés idem	: 210 441	:	65,8
Suff. exprimés militaires	: 50 866	:	?
Total suffr. exprimés	: 261 807	:	81,6

Liste conservatrice

Moyenne générale	: 207 480	:	64,8	:	79,2
Moyenne (civils)	: 169 040	:	52,6	:	80,1
Moyenne (militaires)	: 38 440	:	?	:	75,4

Liste républicaine

Moyenne générale	: 54 435	:	16,8	:	20,8
Moyenne (civils)	: 41 909	:	11,2	:	19,8
Moyenne (militaires)	: 12 426	:	?	:	24,4

Le volume des abstentions, une fois pris en compte le vote des militaires, est extraordinairement faible étant donné les difficultés matérielles inhérentes au vote au chef-lieu de canton (386). La participation approche du niveau record du plébiscite de 1870. Elle a pu être assurée grâce à un véritable embrigadement des électeurs, dénoncé par les républicains après la défaite (387). Les paysans furent conduits en chariots, accompagnés de leurs maires et parfois de leurs curés jusqu'au bureau de vote. Le mode de scrutin retenu pour éloigner les ruraux s'est donc retourné contre ses auteurs. Les récents événements militaires ont eu malgré tout quelques répercussions dans le sud du département où les abstentions chez les civils dépassent souvent 40%, sans doute à cause de l'exode d'une fraction de la population lors de l'arrivée des troupes ennemies.

L'ampleur de la victoire des monarchistes est considérable. Leur moyenne par rapport aux votants approche de huit points le chiffre du plébiscite de mai 1870. Ce succès est d'autant plus éclatant que les candidats n'avaient fait aucune concession aux républicains modérés. Il place le Nord au rang des départements les plus royalistes de France, au niveau des bastions de l'ouest (388). Le vote de l'armée est un peu moins favorable, mais la différence est imputable aux régiments de ligne dont certains portèrent en tête les républicains (389).

386. Il eût été intéressant de pouvoir comparer ce taux à celui des autres départements jugé a priori élevé.

387. *Progrès du Nord*, 11 février.

388. Les pourcentages indiqués par GOUAULT, *op. cit.* ne sont pas supérieurs. Il est à remarquer que la carte établie dans l'ouvrage de Goguel, *Géographie des élections françaises sous la troisième et la quatrième République*, est trompeuse, le Nord figurant avec les départements à minorité républicaine.

389. A.N. C 3575. Notamment les fusiliers marins.

Les mobiles et mobilisés votèrent comme les civils.

La carte des suffrages républicains n° 22 fait ressortir une assez nette homogénéité en dehors de bastions bien circonscrits. Vingt-quatre cantons se situent à moins de trois points de la modeste moyenne départementale (11,2) (390). La citadelle lilloise reste fidèle à sa tradition. Les conservateurs sont en minorité dans toutes les circonscriptions sauf à Lille-ouest. Roubaix confirme les débuts de son basculement à gauche, tout comme Cambrai et les communes voisines. Mais le zèle du sous-préfet Isoard n'est peut-être pas étranger à la poussée républicaine car, dans les cantons méridionaux, on observe un tassement voire un recul, par rapport aux résultats du plébiscite (carte 23). Le phénomène est sans doute dû à la brève occupation prussienne qui attacha viscéralement les populations au rétablissement de la paix. L'évolution vers la gauche constatée en 1870 s'est trouvée stoppée par la conjoncture. L'Avesnois connut aussi une évolution contrastée. Les républicains progressaient à Avesnes, Maubeuge, le Quesnoy, Landrecies où la fuite de l'ancien maire devant l'ennemi (391) affaiblit le parti bonapartiste. Mais ils stagnaient dans les campagnes et les localités industrielles autour de Fourmies. La même remarque prévaut pour l'arrondissement de Valenciennes partout en-dessous de la moyenne, sauf à Condé; il y a même un recul dans les cantons urbains de Valenciennes où ils avaient bénéficié d'un appoint (392) monarchiste en 1870. On observe une situation semblable dans celui de

390. Celle-ci a été faite à partir du vote des civils. L'implantation républicaine est minorée d'environ 4% correspondant au vote des militaires républicains.

391. *Progrès du Nord*, 10 février.

392. Cette situation confirme l'hostilité manifestée à l'égard des républicains après le 4 septembre.

Douai où l'opposition aux décrets de Bordeaux avait été vive. On enregistre un recul notable dans le Pévèle et le Mélançois.

LISTE CONSERVATRICE

Candidats	:	total des	:	% votants
		suffrages		: civils : militaires
Corne	:	252 239	:	93,2
Thiers	:	225 115	:	84,7 : 91
Lambrecht	:	217 455	:	83,5 : 81,9
Brame	:	213 859	:	82,3 : 78,9
Boduin	:	213 778	:	81,9 : 80,5
Roger du Nord	:	212 895	:	82,1 : 77,8
Descat	:	210 305	:	80,9 : 77,8
Brabant Jules	:	207 446	:	79,4 : 77,4
Bottiau	:	207 877	:	80,3 : 75,4
Leurent	:	207 871	:	80 : 76,8
Maurice	:	206 458	:	78,7 : 79,3
Kolb Bernard	:	206 037	:	79,1 : 76,9
de la Grange	:	205 474	:	79, : 76,2
de Corcelles	:	205 439	:	79,3 : 74,6
d'Hespel	:	205 316	:	78,9 : 75,5
de Staplande	:	204 932	:	79,1 : 74,5
de Melun	:	204 900	:	79,2 : 74,3
de Marcère	:	204 585	:	78,1 : 78,1
de Brigode	:	203 258	:	78,7 : 73,1
Baucarne Leroux	:	202 549	:	78,8 : 71
de Mérode	:	202 544	:	78,3 : 73,1
Plichon	:	202 252	:	77,5 : 75,8
Pajot	:	202 036	:	77,7 : 74,8
Théry	:	198 640	:	77,3 : 69,9
Vente	:	198 719	:	77,3 : 69,9
Wallon	:	181 217	:	68 : 74,1
des Rotours	:	177 252	:	69,3 : 60,8
Changarnier	:	138 145	:	51,1 : 59,4
Telliez	:	66 458	:	31,4 :
Keller	:	59 871	:	28 :

LISTE REPUBLICAINE

Candidats	:	total des	:	% votants	
				civils	militaires
Corne	:	252 239	:	93,2	:
Testelin	:	64 438	:	23,4	: 29,3
Legrand Pierre	:	60 581	:	22,4	: 25,9
Catel Beghin	:	58 626	:	21,6	: 25,3
Lebleu	:	57 286	:	21,1	: 24,9
Chappellier	:	56 477	:	20,9	: 24
Guillemin	:	56 157	:	20,9	: 25,4
Desurmont	:	55 989	:	20,2	: 26,2
Regnard	:	54 987	:	20,4	: 23
Dutilleul	:	54 460	:	20	: 24
Giroux	:	53 265	:	19,7	: 22,6
Wattelle	:	52 486	:	19,2	: 23,3
Legrand Louis	:	52 008	:	19,7	: 20,4
Horrie	:	51 419	:	18,8	: 22,9
Van de Wynkel	:	51 325	:	19,3	: 20,5
Corenwinder	:	51 050	:	18,9	: 21,8
Trystram	:	50 654	:	19,4	: 18,9
Salomé	:	50 521	:	18,8	: 21,4
Werquin	:	49 242	:	18,4	: 20,3
Deregnancourt	:	49 036	:	17,9	: 21,8
Pottier	:	48 863	:	18,9	: 17,6
Girard	:	48 763	:	17,9	: 21,4
Soins	:	46 668	:	17,4	: 19,3
Wyart	:	46 528	:	17	: 20,8
Isoard	:	46 392	:	16,8	: 21,3
Masure	:	46 196	:	17,4	: 18,4
Dupont	:	45 572	:	17,1	: 18,5
Pilette	:	38 433	:	14,5	: 15,1
Parsy	:	31 486	:	10,8	: 17
Favre	:	17 013	:		:
Simon	:	7 876	:	1,8	: 11,6
Picard	:	7 338	:		:
Trochu	:	7 676	:		:
Dutemple	:	2 186	:		:

L'*Echo du Nord* est responsable du classement observé. Mais son initiative n'a déplacé qu'environ 2% des voix. Si l'on défalque les candidats victimes des modifications de dernière minute (393), on enregistre des écarts peu importants entre candidats ayant bénéficié des mêmes soutiens de la part des journaux (environ 2%), preuve que le vote fut avant tout politique. Une exception doit être faite pour des Rotours qui accuse un déficit de 8% sur son colistier immédiat. Plus que des décrets de Bordeaux, dont Brame et Kolb Bernard n'ont apparemment pas souffert, il fut victime des sentiments anti-bonapartistes. Des électeurs ont sans doute trouvé illogique de le placer à côté de Thiers, son rival de 1869. Plichon, élu en 22^e position, a subi le contrecoup des attaques de la presse républicaine. La notoriété plus ou moins grande des candidats a aussi influé sur leur classement.

Les écarts sont un peu plus importants chez les républicains soutenus à la fois par le *Progrès* et par l'*Echo* (5%). Les considérations personnelles ont pesé d'un plus grand poids dans l'électorat de gauche. Des variantes ont pu circuler ici et là dans les listes colportées. Ainsi dans le canton du Cateau, quinze candidats obtiennent à eux seuls 38% des suffrages des inscrits alors que la moyenne de la liste est de 27%.

Testelin et Legrand ont bénéficié de leur contribution à la défense du département, tout comme les maires des grandes cités. Le classement des sous-préfets en fonction est médiocre. Encore faut-il distinguer le cas de Trystram et de Salomé qui arrivent en tête dans leurs circonscriptions respectives mais

393. Changarnier et Wallon, à cause de sa position alphabétique.

ont pâti du fait qu'elles étaient des bastions de la droite, et celui d'Isoard qui essuya un échec retentissant. Arrivé en 12^e et 13^e positions seulement dans les deux cantons de Cambrai, il figurait en queue de liste dans le sud de l'arrondissement (25^e au Cateau et à Marcoing, 22^e à Clary, 21^e à Solesmes). Il y a là un témoignage éclatant du refus du gambettisme et de la guerre à outrance (Isoard était resté solidaire de Gambetta). Ajoutons enfin que l'équivoque persistante relative à l'éligibilité des sous-préfets en fonction pesa sur les résultats (394).

Les hommes de 48 firent meilleure figure que les autres (on en compte six dans les huit premiers), sans doute parce qu'ils étaient mieux connus).

La comparaison du vote des militaires et des civils contredit les affirmations selon lesquelles les premiers auraient dispersé leurs voix faute d'informations sur les candidats (395). Avec quelques modifications de détail, les deux classements sont symétriques. Les officiers de la garde mobile ou des mobilisés ont bénéficié de leur position. Le prestige du gouvernement de Paris est plus grand que chez les civils, les soldats de certaines unités ayant peut-être de médiocres informations sur les autres candidats.

L'analyse des élections de 1871 révèle que le Nord n'était pas républicain. Le parti, très faible à la fin de l'Empire, n'a pas su garder la plupart des nouveaux adhérents après

394. Les instructions reçues de Paris traduisent la plus grande confusion. A 8 h.40 le ministre de l'Intérieur faisait savoir que toutes les incompatibilités étaient supprimées. Préfets et sous-préfets en exercice pouvaient être élus. A 19 h. 10, son collègue des affaires étrangères déclarait que les décrets de Bordeaux étant entièrement annulés, ils étaient inéligibles.

Hendlé se plaignait de cette situation (Enquête parlementaire. Dépêche datée de 13 heures.

395. GOUAULT, *op. cit.*, p. 64.

l'effondrement du régime impérial. La poursuite de la guerre, la dictature de Gambetta ont joué contre lui. Mais il eût été vraisemblablement battu de toute manière.

Le Nord était-il monarchiste? Les vainqueurs vont s'empresser de l'affirmer et d'exploiter leur succès. Leur euphorie fut trompeuse comme le prouvèrent les élections partielles suivantes. Le sous-préfet d'Avesnes constatait que seules les campagnes l'étaient, leurs préférences allant aux Orléans, mais qu'elles se rallieraient à une République assurant l'ordre matériel et la stabilité, le souvenir des journées de juin 1848 restant vivace dans l'opinion (396). Le conservatisme des masses rurales et d'une fraction de l'électorat urbain faisait regretter à certains l'Empire et devant être une source d'amples fluctuations électorales. Les légitimistes, conscients des limites de leur audience, n'en furent que plus prompts à tenter de tirer le meilleur parti de leur succès du 8 février.

3. Les conséquences immédiates des élections

La presse légitimiste s'empressa de célébrer la victoire. "L'immense majorité de la France vient de déclarer nettement qu'elle est restée monarchiste", affirmait le *Propagateur* (397). "La France s'est prononcée contre la République, il appartient à l'Assemblée de consacrer ce vœu par une décision solennelle", se hâta de déclarer le *Messenger du Nord* dès le 9 février.

Aussi les événements de Bordeaux déçurent-ils de

396. A.N. F 1 C III Nord 16. Rapport adressé au ministre de l'Intérieur (DEULIN, *op. cit.*, p. 137).

397. *Propagateur*, 15 février.

nombreux monarchistes qui haïssaient profondément la République. Le *Propagateur* fut très réservé lors de la désignation de Thiers à la tête du pouvoir exécutif, insistant sur le caractère provisoire de ses fonctions (398) et sur les difficultés constitutionnelles qu'allait poser le problème de sa responsabilité (399). Le *Journal de Roubaix* protesta contre le titre qui lui fut décerné, lequel tendait à légaliser la République, et dénia tout mandat constituant à l'Assemblée (400). Le *Messenger du Nord*, qui s'était montré satisfait lors de la formation du gouvernement Thiers et avait approuvé la conciliation, s'irrita vivement de la note parue au *Journal Officiel* où le chef de l'Etat déclarait mettre son honneur à fonder et défendre (401) le nouveau régime républicain. Il demanda la consultation du pays sur l'avenir des institutions (402). La déception de certains milieux monarchistes les conduisit ainsi à mettre en cause le pouvoir constituant de l'Assemblée avant les radicaux. Ils craignaient par dessus tout que la République ne bénéficiât de l'état de fait et, persuadés que le vote du 8 février avait été monarchiste, voulaient renouveler l'épreuve.

Les députés du Nord rédigèrent une pétition à l'adresse des princes d'Orléans, membres de l'Assemblée, leur faisant part des "vœux des électeurs pour le rétablissement de la monarchie constitutionnelle, le rappel du comte de Chambord représentant

398. *Propagateur*, 21 février.

399. Idem, 22 février.

400. *Journal de Roubaix*, 19 février.

401. *Messenger du Nord*, 14 mars. Le *Journal de Roubaix* protesta dans les mêmes termes.

402. Idem, 16 mars. Dès le 21 février le journal avait affirmé que la seule mission de l'Assemblée était de décider de la paix ou de la poursuite de la guerre.

le principe de la légitimité avec les princes d'Orléans, ses héritiers légitimes" (403). Cette initiative s'inscrivait dans le cadre des démarches des deux fractions de la majorité pour préparer la fusion (404). Elle suscita une vive réaction du *Progrès du Nord* (405).

L'impatience des royaliste était attisée par le maintien du statu quo administratif. Après la démission de Paul Bert, le départ de Hendlé de Lille, Baron s'était vu confier l'interim de la préfecture. Or il passait pour gambettiste. Le choix du nouveau préfet ayant été différé, les députés du Nord obtinrent de Thiers la désignation du conseiller de préfecture Cleenewerk de Crayencourt, orléaniste proche par sa famille (406) des légitimistes. Le même jour, le ministre de l'Intérieur Picard confirmait Baron dans ses fonctions, au grand dam des monarchistes qui exigèrent une totale harmonie entre la députation et le futur préfet (407). Baron obtint des sous-préfets démissionnaires à Dunkerque et Hazebrouck qu'ils restent à leur poste (408), de sorte que le personnel républicain demeura provisoirement en place. Le *Propagateur* accueillit par un silence glacial le pacte de Bordeaux.

403. *Propagateur*, 26 février.

404. HANOTAUX, *Histoire de la France contemporaine. Le gouvernement de Monsieur Thiers*, Paris, pp. 146-147.

405. *Progrès du Nord*, 27 février.

406. Sa biographie nous est connue grâce au livre très intéressant de sa petite-fille, Marguerite Yourcenar, *Archives du Nord*, Paris, 1977.

407. *Propagateur*, 19 mars. Le choix de Baron avait été vivement critiqué dans le n° du 16.

408. A.D. 5 R 245. Lettre de Trystram adressée à Séquier, 25 mars. Mention maintient néanmoins sa démission à Douai. Enquête parlementaire. Dépêche de Baron au ministre de l'Intérieur, 12 févr.

Tous les conservateurs ne partageaient pas cette réserve. Thiers comptait de nombreux partisans en leur sein, surtout dans la région valenciennoise en raison de ses liens avec la Compagnie d'Anzin. Le *Courrier du Nord*, l'*Echo de la Frontière*, approuvaient ses déclarations et la composition du cabinet (409). A Douai on était flatté de la promotion de Lambrecht au ministère de l'Intérieur (410). Thiers pouvait compter aussi sur l'appui du *Mémorial de Lille*, favorable au pacte de Bordeaux sous certaines conditions (411), et hostile au mandat constituant de l'Assemblée depuis le vote de la déchéance de l'Empire (412), ainsi qu'à la décapitalisation de Paris (413). L'initiative des parlementaires ne répondait pas aux vœux de la fraction libérale de leur électorat ni de ceux qui accordaient la priorité au relèvement de la France et à son redressement économique. Ces divergences allaient apparaître lors de l'élection partielle du 2 juillet 1871 (414).

Le parti républicain manifestait un profond désarroi. Les incertitudes de la ligne politique du *Progrès du Nord* en sont l'illustration. Après une première réaction pessimiste et maladroite, où l'égoïsme des électeurs ruraux était dénoncé et l'avilissement de la France imputé au régime bonapartiste (415),

409. *Courrier du Nord*, 22 février et 12 mars; *Echo de la Frontière*, 23 février.

410. *Courrier douaisien*, 22 février.

411. *Mémorial*, 15 et 16 mars. Il protesta contre la mention "pouvoir exécutif de la République Française" qui risquait d'engager l'avenir (n° du 18 février).

412. *Idem*, 4 et 5 mars.

413. Il publia une longue lettre à Thiers sur ce sujet, 11, 12, 13 mars.

414. Cf. *infra*, pp. 1072-1073.

415. *Progrès du Nord*, 11 février. L'*Echo du Nord*, sur ce point, faisait la même analyse.

une note plus optimiste apparaît les jours suivants. La République bénéficiait d'une situation de fait, le personnel de l'Empire était éliminé et on pouvait faire confiance à l'honnêteté politique des royalistes (416). L'élection de Thiers à la tête du gouvernement fut bien accueillie, le rédacteur jugeant avec clairvoyance qu'il serait entraîné (417) à fonder la République. Ce n'était pas l'opinion de Masure qui, de retour de Bordeaux, désavoua la ligne de conduite suivie par le journal en son absence (418). Le fidèle lieutenant de Gambetta partageait son aversion à l'égard du "sinistre vieillard" dont le discours d'investiture fut jugé insignifiant (419). Il redoubla ses attaques après la signature d'une paix jugée déshonorante. "Son talent politique consiste surtout à se faire le serviteur et le complice de tous les partis rétrogrades, l'apôtre de toutes les idées surannées, à flatter les passions conservatrices par ambition personnelle... En livrant la France à l'ennemi, il va commencer par où a fini son modèle et, en détruisant la République, il finira par où l'autre a commencé" (420). Revenu à une plus froide appréciation des faits, et sous l'influence de républicains plus modérés, Masure oublia très vite ce langage. Le 12 il exprimait sa satisfaction devant la note du *Moniteur* affirmant le caractère républicain du régime. Le pacte de Bordeaux fut bien accueilli et le *Progrès* formula des vœux pour la réussite de Thiers dans une tâche de relèvement. Il lui demandait seulement de défendre le régime actuel contre les

416. *Progrès du Nord*, 14 février.

417. Idem, 21 février.

418. Idem, 22 février.

419. Idem, 22 février.

420. Idem, 26 février.

attaques des monarchistes (421) et d'accorder aux républicains les libertés nécessaires à la réalisation de leur idéal de justice, de progrès et de fraternité sociale (422).

Comment les électeurs n'auraient-ils pas été déconcertés par ces analyses contradictoires? *L'Echo du Nord* suivait une ligne plus cohérente et avait tout lieu de se réjouir de la nomination de Thiers. Ce fut sans doute le cas de la majorité des républicains du Nord à qui on avait demandé de voter pour l'adversaire de l'Empire en 1863 et 1869, et qui lui savaient gré d'avoir conclu la paix, si dure soit-elle (423). L'aile radicale du parti ne pouvait que s'en trouver affaiblie. La Commune allait accroître ses embarras.

D. LES ECHOS DE LA COMMUNE

La Commune de Paris n'eut pas de prolongement dans le département. L'ordre public fut respecté, les manifestations de sympathie demeurèrent limitées. Mais que se cachait-il derrière ce calme apparent dans l'esprit des citoyens du Nord? Y eut-il des partisans cachés? Ceux qui réprouvaient l'insurrection étaient-ils partisans de la répression ou de la conciliation? Quelle fut l'attitude des fractions du parti républicain? Nous disposons, pour répondre à ces questions, d'un faisceau très dense de renseignements fournis à l'occasion de l'enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars. Ils nous permettent de

421. *Progrès du Nord*, 16 mars.

422. *Idem*, 17 mars.

423. *L'Echo du Nord* estima que la France "devait boire le calice jusqu'à la lie" (2 mars) et prit position contre une guerre de revanche qui ouvrirait un cycle de conflits sans fin (26 févr.).

comparer les appréciations des autorités administratives, judiciaires, militaires, de nuancer certains points de vue. L'étude des élections municipales du 30 avril complète cet apport quelque peu subjectif.

Un seul groupe manifesta un appui ostensible, celui des républicains socialistes de Lille qui disposaient d'un journal depuis le 16 septembre, le *Travailleur du Nord*. Ses bailleurs de fonds étaient le constructeur de machines Farinaux, le filateur Caulier, le gérant de coopérative ouvrière Wattrelos, et surtout le négociant Patrice, ami de Varlin, chez qui ce dernier avait habité lors de son passage à Lille en mai 1870, et qui passait pour être le fondateur de la section de l'Internationale à Lille (424). Il avait inspiré la manifestation du 19 octobre (425) et, à la suite des poursuites dont il avait été l'objet, avait cessé momentanément sa publication, qui avait repris le 9 février (426). Le journal apporta un soutien total à la Commune. Son bulletin politique se terminait chaque jour par ces mots "Vive Paris, vive la Commune! Vive la République démocratique et sociale!" (427). Curieusement, les autorités ne prirent aucune mesure avant le 11 mai, date à laquelle elles entamèrent des poursuites consécutives à la reproduction d'un appel de la Commune à la province, et suspendirent sa vente sur la voie publique. Cette mansuétude, blâmée par la commission d'enquête parlementaire (428) s'expliquait, selon le procureur

424. Sur la naissance d'un courant d'extrême-gauche à Lille, cf. supra, chap. XIII, p. 768.

425. Cf. supra, p. 939.

426. Un non-lieu était intervenu le 15 décembre.

427. Sa collection est conservée dans les dossiers de la commission d'enquête (A.N. C 2883).

428. A.N. C 2885. Note de synthèse de la commission.

général, par l'absence d'audience de cette feuille qui cherchait à se rendre populaire par la persécution (429). Tel n'était point l'avis du procureur de Lille qui insista sur sa large diffusion et sur son influence électorale à Lille où elle faillit faire passer deux candidats (430). Si Morcrette avait sans doute raison, il est néanmoins étrange qu'on ait laissé passer de telles provocations. A-t-on voulu susciter des troubles au sein de la population ouvrière lilloise afin de mieux déconsidérer les républicains si puissants dans la ville, ou simplement les affaiblir en favorisant leurs divisions et les tentatives de débordement sur leur gauche?

La liste des manifestations de soutien aux insurgés est courte. Un détachement de sous-officiers du 75^e régiment de ligne dirigé sur Versailles protesta en criant "Vive la Commune, vive Paris" et dut être arrêté à Arras par l'autorité militaire après une tentative infructueuse du préfet du Nord et du sous-préfet de Douai pour ramener le calme (431). Cet incident ne doit pas nous conduire à des affirmations erronées sur l'état d'esprit de l'armée. Selon le préfet Séguier, il était bon, malgré les éléments divers qui composaient la garnison (432). Morcrette insiste sur le calme dont firent preuve les troupes lors de leur départ pour Versailles (433).

A Dunkerque, une affiche placardée le 22 avril appelait aux armes pour porter secours à Paris (434). A Valenciennes, on

429. A.N. C 2883. Rapport sur les événements.

430. Idem.

431. Idem. Rapport du procureur de Lille.

432. A.N. C 2885. Rapport du préfet.

433. A.N. C 2883.

434. Idem. Rapport du sous-préfet.

colporta une lettre d'adhésion à la Commune (435). Des émissaires parcoururent l'arrondissement et on arrêta l'un d'eux, originaire de la région et trouvé porteur de papiers (436) compromettants. La section belge de l'Internationale se serait également manifestée auprès des ouvriers mécaniciens (437) et les autorités lui imputèrent la responsabilité de la grève survenue le 13 mai aux établissements Quillac et Carion Delmotte (438) à Anzin. Elle s'inscrivait dans un vaste plan, visant à disperser les forces de l'ordre pour soulager Paris (439). Cette explication est quelque peu sujette à caution. Le préfet Séguier commettait une erreur en indiquant que le mouvement avait pris fin avec l'écrasement de la Commune (440). La conjoncture économique peut être à l'origine des mouvements sociaux. A Roubaix, une grève presque générale paralysa les fabriques du 7 au 15 mars, sans qu'on puisse relier ces événements à ceux de Paris. Les tisserands demandaient un relèvement de leurs salaires abaissés pendant la guerre en raison des difficultés. Le bureau de bienfaisance de la ville venait de supprimer les secours alloués pendant la durée des hostilités. Le préfet, craignant le

435. A.N. C 2883. Rapport du commissaire de police de Valenciennes.

436. Génard, natif de Fresnes, venu de Paris (A.N. C 2885, Rapport du colonel de gendarmerie). On signala la présence d'émissaires également à Roubaix, Fourmies, Trélon (A.N. C 2883. Rapport du procureur de Valenciennes).

437. Après un échec auprès des mineurs, les usines Cail de Denain et Anzin auraient été visées (A.N. C 2883. Rapport du sous-préfet de Valenciennes).

438. Les rapports concordent sur ce point. Ils mettent en valeur le rôle d'un avocat belge de Mons qui fut arrêté.

439. A.N. C 2885. Rapport du préfet.

440. La grève s'était arrêtée le 17 mai (A.N. C 2883. Rapport du commissaire de police de Valenciennes). Or le préfet dit dans son rapport qu'elle menaçait de prendre une extension considérable.

renouvellement des émeutes de 1867, avait déplacé des troupes et il y eut quelques bagarres. Tout était rentré dans le calme après une intervention du comité démocratique de Roubaix (441), et sans que les tisserands aient obtenu satisfaction. Les ouvriers métallurgistes du Valenciennois ont sans doute eu des revendications analogues, les influences de la section belge de l'Internationale n'étant pas à écarter pour autant. (442).

La Commune a-t-elle eu, à défaut de partisans déclarés, des "complices prudents"? (443). Les autorités rangent parmi ces derniers les organes de la presse radicale et citent plus particulièrement le *Libéral de Cambrai*, le *Libéral du Nord* publié à Roubaix, et le *Progrès du Nord*. L'état de notre documentation ne nous permet pas de vérifier leurs assertions en ce qui concerne le premier. Elles sont exagérées quant au second dont la parution fut postérieure au 4 avril et qui accorda la priorité dans ses colonnes aux événements roubaisiens (444). L'attitude du *Progrès du Nord* est plus complexe. On lui reprocha ses violentes attaques contre Thiers et l'Assemblée nationale, la diffusion de fausses nouvelles, des encouragements donnés aux militaires hésitants (445). Faut-il admettre avec le procureur général que, sans être assez révolutionnaire pour soulever les classes populaires, le triomphe de la Commune ne l'aurait pas inquiété? (446).

441. *Echo du Nord*, 10 mars.

442. On trouva chez un individu arrêté à Bruxelles un projet d'insurrection à Lille (A.N. C 2885. Rapport du préfet).

443. Expressions du procureur de Lille (A.N. C 2883).

444. Nous n'avons trouvé, dans la collection conservée aux archives municipales de Roubaix, qu'un article en faveur de la conciliation, daté du 19 mai.

445. A.N. C 2883. Rapport du procureur de Lille.

446. Idem.

Il est vrai que le journal, faisant une analyse lucide des responsabilités de l'Assemblée dans le déclenchement du drame, n'eut pas un mot de blâme et de critique contre l'insurrection du 18 mars et l'exécution des généraux Lecomte et Thomas. Il sous-estima la profondeur du mouvement révolutionnaire, comme de nombreux contemporains, en estimant que l'élection libre du conseil municipal et des officiers de la garde nationale ramènerait le calme (447). Il s'opposa vivement à la mobilisation de la province contre les révoltés de Paris (448). La proclamation de la Commune, ses décisions révolutionnaires, ne suscitèrent aucun article de regret. Il fallut attendre le décret des otages pour trouver une condamnation (449). Celle-ci s'accroissait le 17 avril, et surtout le 24 après la publication du manifeste de la Commune : "Sa faiblesse, sa sottise, ses iniquités dépassent ce qu'on peut rêver. Elle tourne au grotesque, si ce n'était pas si triste et si tragique à la fois. Elle ne comprend ni ses devoirs, ni les intérêts qu'elle s'était chargée de défendre et de faire prévaloir. Elle s'est rendue odieuse, elle est perdue". Cet article était-il inspiré par un opportunisme habile à l'approche des élections municipales, comme l'insinuait la presse conservatrice? (450). Ne trouvait-on pas là plutôt l'amertume d'un militant s'étant trompé sur le sens de la révolution parisienne?

447. *Progrès du Nord*, 22 mars. Le bulletin du 28 décrivant l'atmosphère parisienne lors des élections du conseil de la Commune, est assez étonnant. Selon son auteur, la conciliation a triomphé et tout paraît réglé.

448. Il prit vivement à parti l'*tcho du Nord* qui avait approuvé l'envoi de volontaires (n° du 26 mars).

449. *Idem*, 9 avril.

450. *Mémorial de Lille*, 26 avril.

Mais cette déception ne fit jamais dévier le *Progrès* de la politique de conciliation. Au début du mois d'avril, il inspira la motion votée par le conseil municipal de Lille demandant à l'Assemblée de faire des concessions en votant une loi municipale accordant à toutes les communes l'élection de leur maire, une loi électorale assurant aux villes une juste représentation et en affirmant le caractère définitif de la République (451). L'insertion de cette motion au *Journal Officiel de la Commune* fut exploitée par les conservateurs contre leurs adversaires et devait plus tard alimenter les polémiques (452) électorales. Le 17 avril, en même temps qu'il condamnait les fautes de la Commune, le *Progrès du Nord* affirmait la nécessité de former un troisième parti qui reconstruirait la paix sur la base d'une décentralisation la plus large possible. Il soutint les diverses initiatives de l'Union républicaine de Paris, et notamment le projet de réunir à Bordeaux un congrès des conseils municipaux de France qui imposerait sa volonté (453) aux protagonistes. On peut conclure qu'il voulait non le succès de la Commune mais la défaite de l'Assemblée dont le triomphe amènerait selon lui la ruine de la République (454). Il accrédita, lors des derniers jours de la Commune, la thèse du complot monarchiste et l'opinion selon laquelle l'Assemblée se préparait à se débarrasser de Thiers, une fois accomplie la basse besogne de

451. *Progrès du Nord*, 7 avril.

452. Le maire Catel Beghin et huit conseillers refusèrent de s'y associer parce qu'elle ne contenait aucun blâme contre l'insurrection du 18 mars et les auteurs des crimes commis.

453. *Progrès du Nord*, 9 mai. Le conseil municipal de Lille protesta contre son interdiction.

454. Idem, 2, 17, 21 et 24 avril. Cette opinion revient comme un leit-motiv.

réduire Paris (455). Le succès de la transaction aurait permis au contraire d'effacer le résultat des élections du 8 février.

A ces considérations politiques s'ajoutaient des raisons sentimentales. Géry Legrand, co-directeur du *Progrès*, était lié par de nombreuses amitiés à l'ancienne jeunesse révolutionnaire du quartier latin (456) et ses relations nous paraissent plus importantes que les rapprochements établis par le préfet Séguier entre les républicains du Nord (457) et les communards. Le prestige de Delescluze était assez réduit et ses anciens liens avec la génération de 1848 furent seulement à l'origine d'une démarche de Testelin, muni d'un sauf-conduit de Versailles, auprès de l'ex-commissaire de la République pour tenter de l'amener à cesser sa rébellion (458).

L'*Echo du Nord* et les républicains modérés firent une analyse politique complètement différente. La Commune, loin de sauver la République, ne pouvait que la perdre. L'insurrection du 18 mars fut flétrie en des termes que l'on trouve habituellement dans la presse conservatrice (459). Le journal lança un appel aux gardes nationaux afin de réduire le soulèvement (460),

455. *Progrès du Nord*, 15 mai.

456. Cf. supra, chap. XIII, 765.

457. Il commit une énorme bétise en confondant le célèbre Bergeret, l'incendiaire des Tuileries, et son homonyme, ex-collaborateur du *Progrès*, modeste employé de banque. Le préfet dut publier un rectificatif après qu'on ait eu connaissance de son rapport (*Progrès du Nord*, 22 avril et 15 juillet 1872).

458. Testelin dut être justifié plus tard par Bartélémy Saint-Hilaire, en réponse aux attaques des conservateurs (Cf. infra, pp. 1073-1074).

459. Idem, 21 mars. L'insurrection fut qualifiée de "forfaiture, de sacrilège, de crime sans nom".

460. Idem, 25 mars. Il fit cependant marche arrière sur ce point deux jours plus tard.

publia la lettre de Marcère qui s'inquiétait des attaques contre l'Assemblée tendant à justifier la conduite (461) des Parisiens. Le crime majeur de la Commune était (462) "d'avoir refermé sur la France le cercle vicieux de la révolution et de la réaction qu'un peu de patience et d'habileté pouvait rompre à jamais". On ne pouvait considérer de la même façon les "tendances rétrogrades de l'Assemblée" qui constituaient "une menace latente contre la République" et les excès de Paris "menace directe mille fois plus dangereuse" servant à la fois "les fauteurs de désordre et les desseins de la réaction" (463). L'*Echo du Nord* évolua néanmoins vers la conciliation. Il défendit la motion du conseil municipal de Lille contre les attaques de la presse conservatrice (464), justifia les tentatives de l'Union républicaine (465). La prolongation de la lutte et le sentiment qu'une issue militaire était encore lointaine déterminèrent sans doute son revirement (466), ainsi que la prise de conscience de l'audience du parti de la conciliation et de la force des sentiments humanitaires (467). Sa position devint dès lors délicate, car il fit l'éloge de Thiers et de la modération (468) de son langage, tout en approuvant le projet du congrès municipal de Bordeaux dont il regretta l'interdiction (469). S'il n'espérait plus une solution négociée avec les chefs du mouvement, il

461. *Echo du Nord*, 31 mars.

462. Idem, 2 avril.

463. Idem, 7 avril.

464. Idem, 8 avril.

465. Idem, 9 avril.

466. Idem, 10 et 11 avril.

467. Idem, 7 mai.

468. Idem, 30 avril et 2 mai.

469. Idem, 5 et 10 mai.

escomptait que celle-ci serait imposée par les Parisiens qui se débarrasseraient de leur dictature (470). Ces subtilités traduisaient peut-être les divergences d'appréciation de sa clientèle, mais il est intéressant de constater le rapprochement opéré entre les deux journaux républicains lillois dont les analyses initiales et les programmes politiques étaient si différents. Impliquait-il une tendance de l'opinion publique à se montrer favorable à la conciliation?

Au-delà des prises de position et des faits constatés, comment celle-ci a-t-elle réagi à l'annonce des événements et évolué face à la prolongation de la lutte?

Le préfet Séguier concluait son rapport en affirmant que la Commune avait eu de nombreux partisans cachés, qui craignaient avant tout de se compromettre. Le colonel de gendarmerie aboutissait au même constat, tout en précisant que la population répudiait les excès commis (471). Les responsables de l'ordre flattaient-ils ainsi les passions conservatrices de l'Assemblée, ou traduisaient-ils fidèlement la situation? L'examen des divers rapports des maires, commissaires de police, procureurs, présidents de tribunaux, permet d'apporter des précisions d'ordre sociologique, géographique et chronologique.

Il semble que les événements du 18 mars n'aient pas suscité partout une réprobation unanime. Le président du tribunal de Dunkerque fait état de la sympathie qu'inspirait la Commune à ses origines à cause de l'attachement de la population aux franchises municipales. On désapprouvait les manifestations

470. *Echo du Nord*, 25 avril.

471. A.N. C 2885.

intolérantes de la droite (472). Les ouvriers mineurs de la Compagnie d'Anzin, pourtant rebelles à la propagande de l'Internationale, ne furent pas hostiles a priori. "Il régnait une inquiétude vague dans la population ouvrière. Elle croyait voir une question de salaires derrière l'insurrection et, sous ce rapport, celle-ci excitait ses sympathies que les derniers excès commis ont fait disparaître presque entièrement" (473). A ces réactions fondées sur un malentendu s'ajoutèrent quelques adhésions plus conscientes. Hormis le chef-lieu du département où existait une extrême-gauche très minoritaire mais cohérente, on note la signature d'une adresse d'adhésion à Valenciennes (474), un accueil favorable à Douai parmi les "esprits les plus exaltés" (475), des sympathisants à Cambrai, au Cateau et dans quelques grosses communes voisines (476), l'Internationale s'étant implantée au sein d'une population ouvrière devenue frondeuse (477), tandis que la politique du préfet Isoard, qui avait rompu avec les républicains les plus avancés sur lesquels il s'était tout d'abord appuyé, avait suscité un certain désarroi (478).

A défaut d'approuver la Commune, beaucoup de citoyens demeuraient partisans de la conciliation. A Valenciennes l'idée d'une transaction avait ses adeptes parmi les anciens amis de Delescluze (479). Le Conseil municipal du Cateau vota une

472. A.N. C 2883.

473. Idem.

474. Idem. Rapport du commissaire de police.

475. Idem. Rapports du commissaire de police et du maire.

476. A Inchy, St-Souplet, Honnechy (A.N. C 2883. Rapport du sous-préfet de Cambrai).

477. Tous les rapports insistent sur cette évolution.

478. A.N. C 2883. Rapport du commissaire de police de Cambrai.

479. Idem. Rapport du sous-préfet de Valenciennes.

adresse semblable à celle de Lille. Les gardes nationaux ne mirent aucun empressement à se porter volontaires pour marcher sur Paris (480), et cet état d'esprit contraste avec la mobilisation observée en juin 1848. Ces considérations humanitaires pesaient d'un grand poids au lendemain d'une guerre qui avait endeuillé la région. Le souci de ramener au plus tôt la paix civile était partagé par beaucoup. Les dispositions constatées lors de la signature de l'armistice jouaient en faveur des insurgés.

La prolongation du conflit, la connaissance des excès commis à Paris, la prise de conscience de la dimension révolutionnaire du mouvement et de l'impossibilité d'une conciliation firent basculer ensuite l'opinion. Tous les rapports constatent cette évolution. La Commune faisait désormais la quasi-unanimité contre elle. Une des raisons essentielles de l'attitude des ouvriers fut la persistance du chômage, attribué à la nouvelle interruption des relations entre la capitale et la région. A Dunkerque, le marasme observé dans les affaires entretenait un mécontentement général (481). A Aniche, la population ouvrière était vivement hostile aux insurgés pour les mêmes raisons (482). La presse conservatrice avait là un de ses meilleurs arguments en faveur d'une rapide répression.

Les élections municipales du 30 avril permettent de faire le point sur l'attitude des citoyens après les remaniements opérés par l'administration et les récents événements de Paris (483) :

480. Il y eut en tout une quinzaine de volontaires à Lille et à Douai, 7 à Valenciennes (Journal *l'Ordre* cité par DEULIN, *op. cit.*). L'*Echo du Nord*, qui avait appelé à la mobilisation, dut faire son autocritique.

481. A.N. C 2883. Rapport du procureur.

482. Rapport du maire (A.N. C 2883).

483. A.D. M 89-4.

 Arrondissements : Anciens : Nbre total : commiss. mu- : radicaux : républic. mo- : droite
 : conseils : de communes : nicipales : total : partiel : dérés amis :
 : réélus : : élues : : lement : de l'ordre et :
 : : : du gouvernem. :

Avesnes	: 145	: 153	: 0	: 1	: 4	: 57	: 96
Cambrai	: 97	: 118	: 5	: 0	: 1	: 117	: 1
Douai	: 62	: 66	: 4	: 0	: 0	: 4	: 62
Dunkerque	: 24	: 61	: 57	: 0	: 0	: 61	: 0
Hazebrouck	: 53	: 53	: 53	: 0	: 0	: 0	: 53
Lille	: 125	: 128	: 2	: 1	: 38	: 128	: 78
Valenciennes	: 76	: 82	: 1	: 0	: 0	: 4	: 308
Département	: 582	: 660	: 122	: 2	: 43	: 308	: 270

Les disparités constatées entre les arrondissements montrent que le questionnaire n'a pas été rempli de la même façon par tous les sous-préfets. Pour le préfet (et ses collaborateurs de Dunkerque et de Cambrai), les républicains modérés, amis de l'ordre et du gouvernement, étaient ceux qui acceptaient le pacte de Bordeaux. Mais les sous-préfets d'Hazebrouck, Douai, Valenciennes, ne considérèrent que les partisans de l'établissement définitif de la République. La colonne relative aux commissions municipales élues est également trompeuse, les fonctionnaires y ayant fait figurer tantôt les seules instances nommées hors des anciens conseils, tantôt toutes les commissions prises ou non au sein de ces derniers. En dépit de ces remarques, quelques conclusions se dégagent.

La première est la grande stabilité : 88% des anciens conseils municipaux ont bénéficié de la confiance des électeurs. La parenthèse de la révolution du 4 septembre paraît close. En ces temps troublés les citoyens se sont groupés autour de leurs édiles. Les commissions municipales formées en dehors d'eux n'ont guère bénéficié de la ratification du suffrage universel. L'arrondissement de Dunkerque fait exception. Comme une poussée républicaine est peu probable dans ce bastion de la droite, il faut admettre que les légitimistes et, à un moindre degré, les libéraux très modérés, ont bénéficié du mouvement grâce au sous-préfet Trystram qui les avait introduits dans les commissions municipales au détriment des bonapartistes. Dans le Cambrésis, le renouvellement moins important mais perceptible a profité en partie aux républicains modérés. Ceux-ci sont apparemment les vainqueurs du scrutin. Pour les raisons avancées plus haut, il serait faux de prétendre que le Nord a basculé vers la

République. Il s'agit plutôt d'un succès des partisans de Thiers dont la popularité s'était accrue depuis la signature de la paix. Le nouveau sous-préfet de Dunkerque, de Songeons, commentait ainsi sa statistique : "Les 61 communes de l'arrondissement acceptent la République modérée. Seule la crainte des idées anarchiques les rendront monarchiques" (484). Il en était de même sans doute ailleurs, sauf peut-être dans l'arrondissement d'Hazebrouck où l'aversion à l'égard du régime républicain demeurerait vive, et dans l'Avesnois où les rancunes bonapartistes s'affirmaient davantage (485).

Quelle était l'importance réelle des républicains convaincus? Très faible dans le Douaisis et le Valenciennois, comme le montre la statistique, encore médiocre dans l'Avesnois où le renouvellement avait été limité, elle s'affirmait par contre dans le Cambrésis où le *Progrès du Nord* énuméra les conquêtes républicaines. Certains cantons comme ceux de Solesmes et Marcoing basculèrent à gauche (486). L'évolution de l'arrondissement, amorcée lors du plébiscite, interrompue par la guerre, se confirmait.

Par ailleurs, les républicains constituaient des minorités au sein des conseils de l'arrondissement de Lille. Comment expliquer les trente-huit succès partiels des radicaux contrastant avec la stabilité quasi-générale enregistrée?

Les républicains conquièrent de nombreuses villes, et

484. A.D. M 89-4.

485. Un doute subsiste sur l'interprétation de la statistique. Le chiffre de 57 communes acquises aux républicains convaincus nous semblant trop élevé, il est plus vraisemblable qu'il s'agit des partisans de Thiers. Il resterait 96 communes hostiles à la république provisoire.

486. Selon Isoard, sur 18 changements de majorité, 9 avaient une signification incontestablement républicaine (A.D. M 89-2).

ces gains noyés dans la statistique globale sont importants : Roubaix, Douai, Valenciennes, Cambrai, Avesnes, Maubeuge, et quelques chefs-lieux de canton leur appartenaient désormais. Ces cités vont constituer autant de points d'appui pour la diffusion de leurs idées et permettre une décentralisation de leur parti. La propagande conservatrice tendant à rendre la République responsable de la Commune a échoué.

Les radicaux furent peut-être les seules victimes des événements, sauf à Lille où le conseil sortant parvint à faire approuver sa politique de conciliation par les électeurs. Ailleurs, selon un rapport officiel, les partisans de la transaction auraient été éliminés (487). La Commune était condamnée, mais non la République. Son incidence sur le scrutin fut, malgré tout, assez limitée.

Le Nord demeura donc pendant ces événements dramatiques fidèle à sa tradition de département calme, à l'abri des bouleversements sociaux. La Commune bénéficia à ses débuts d'un petit capital de sympathie qui s'évanouit rapidement quand sa dimension révolutionnaire fut mieux perçue. Pouvait-il en être autrement dans un département qui avait voulu la paix et n'éprouvait pas ce sentiment de patriotisme blessé, à l'origine de la révolte, et où la conscience de classe n'existait qu'au sein d'une fraction réduite du monde ouvrier. Ses souffrances matérielles avaient été atténuées pendant la guerre par des libéralités et des secours divers (488), et grâce au maintien d'une activité industrielle minimale (489).

487. A.N. C 2885. Rapport du colonel de gendarmerie.

488. Cf. supra, p. 952.

489. Les rapports insistent sur les initiatives de la Compagnie d'Anzin.

Mais s'il n'était pas acquis aux idées révolutionnaires son attitude plus frondeuse, constatée en divers points du département, inquiétait les autorités. La docilité des ouvriers envers les patrons semblait désormais appartenir au passé. L'évolution industrielle récente et les progrès de la concentration, le choc des événements agissaient sur les mentalités. Sans vouloir extrapoler, la lecture attentive des rapports de la commission d'enquête sur la Commune laissent présager, à plus ou moins longue échéance, l'essor du mouvement ouvrier et la naissance du futur bastion socialiste.

C H A P I T R E X V I

LA REPUBLIQUE DE THIERS

Le gouvernement de Thiers couvre une période originale dans l'histoire de la troisième République. Les clivages politiques sont moins nets, le jeu des partis est plus complexe que pendant les années suivantes dominées par l'affrontement entre la droite et la gauche. Elle inaugure une nouvelle phase de la vie politique française revenue à un cours normal. Les équipes administratives se renouvellent, les partis s'organisent de façon plus ou moins structurée. L'opinion retrouve un univers plus stable et se prononce dans un climat plus serein pour ou contre la République. Dans quelle mesure le prestige de Thiers, élu du département, a-t-il contribué à lui rallier les hésitants? Cette interrogation sera au centre de nos préoccupations lorsque nous aurons précisé le cadre général de la vie politique et évoqué les problèmes de l'heure qui passionnèrent moins la classe politique que l'avenir des institutions.

A. LE PERSONNEL ADMINISTRATIF ET JUDICIAIRE

1. L'administration départementale

a) le Préfet et les sous-préfets

Le choix si important du nouveau préfet fut différé quelque temps. Les députés monarchistes entendaient qu'il se fît

en harmonie avec eux (1) et récusait tout fonctionnaire républicain. Thiers n'entendait pas se laisser dicter son choix et nommer un royaliste trop affirmé. La désignation du baron Séguier faite le 20 mars, et qui fut installé dans ses fonctions le 23, résulte sans doute d'un compromis (2).

Antoine-Joseph Séguier était le descendant d'une illustre famille qui compta d'éminents représentants au Parlement de Paris (3). Son grand-père (1768-1848) avait été premier président à la Cour d'appel de Paris, son père conseiller. Fidèle à la tradition familiale, il avait parcouru depuis 1856 les étapes d'une carrière judiciaire qui avait pris fin par sa retentissante démission de ses fonctions de procureur impérial de Toulouse en 1869, en réponse aux pressions administratives dont il était l'objet. Elle avait défrayé la chronique et lui avait valu les louanges de l'opposition républicaine. Conservateur de tempérament, ce qui rassurait les monarchistes, il inspirait confiance aux républicains modérés qui lui savaient gré de son libéralisme sincère, de son aversion pour les pratiques de l'Empire autoritaire et de sa rupture avec le régime défunt. La magistrature ne pouvait qu'être flattée par la promotion d'un de ses membres les plus éminents.

Quelles étaient les opinions politiques du baron Séguier en mars 1871? Par tradition familiale, il penchait sans doute

1. Cf. supra, chap. XV, p. 994.

2. Son dossier personnel (A.N. F 1 b 1 173-12) ne comporte aucune indication sur les circonstances de sa nomination. Celui du magistrat (BB 6 II 391) ne concerne que sa carrière judiciaire.

3. Son arrière-grand-père, Antoine-Louis Séguier, s'était illustré par sa lutte contre les jésuites, les philosophes et la politique de Turgot. Le célèbre chancelier de France, Pierre de Séguier, était son lointain aïeul.

vers l'orléanisme. Il suivit cependant fidèlement Thiers dans son acceptation d'une république conservatrice. La circulaire qu'il adressa aux sous-préfets après sa chute ne laisse aucun doute sur ce point et lui valut sa disgrâce (4).

Administrateur habile, Séguier évita les conflits locaux. Il fit preuve d'un grand libéralisme dans le contrôle de l'exercice des libertés publiques, respecta scrupuleusement la neutralité lors des consultations électorales. Cette attitude n'allait pas tarder à devenir suspecte aux conservateurs qui regrettaient les concessions faites à ses adversaires. Séguier dut quelque peu durcir son attitude à la fin de son administration (5). Les monarchistes n'eurent de cesse d'obtenir son départ après la chute de Thiers.

Quel allait être le sort des sous-préfets républicains? Deux d'entre eux restaient en fonction après les démissions de Mention, Trystram et Salomé (6). Les opinions trop accentuées d'Isoard, sa lourde défaite, rendaient impossible son maintien. Son déplacement, imputé à tort par l'intéressé au député Brabant, fut demandé par le préfet qui lui reprochait son manque de calme et d'impartialité. Isoard fut maintenu dans l'administration, sa compétence ayant été reconnue. On l'envoya à Toulon où il fut révoqué après le 24 mai 1873 (7). Stiévenard, dont la position était plus solide à Avesnes, fut victime de la rancune

4. Cf. infra, chap. XVII, pp. 1114-1115.

5. Idem, p. 1226.

6. Cf. supra, chap. XV, p. 980. La sous-préfecture de Valenciennes dirigée collégialement pouvait aussi être considérée comme vacante.

7. A.N. F 1 b 1 349. Il revint dans le Nord, à Hazebrouck, en 1879.

des conservateurs et de l'influence puissante du conseiller général Maillet (8).

On avait donc fait place nette dans le département. La composition du nouveau corps des sous-préfets montra cependant un souci d'équilibre des pouvoirs publics. Conservateurs et républicains se partagèrent à égalité les postes vacants.

Dans le premier camp on peut ranger de Masin, nommé à Cambrai, ancien fonctionnaire impérial comptant douze années de service, mais issu d'une famille légitimiste, promu préfet sous l'Ordre moral où la vigueur de ses sentiments républicains lui vaudra deux disgrâces en 1876 et 1878 (9). Citons aussi le baron d'Etchegoyen, successivement sous-préfet d'Avesnes et de Dunkerque, originaire d'une famille aristocratique (10) de Gironde, ancien zouave pontifical et décoré de Mentana (11); de Pistoye, nommé à Hazebrouck, puis au secrétariat général de la préfecture (12).

Les républicains bénéficièrent de la réintégration de Mention après une intervention de Corne (13). L'hostilité à Gambetta et aux décrets de Bordeaux du sous-préfet de Douai permirent de surmonter les résistances des conservateurs. Daunassans, nommé à Valenciennes, était un ancien sous-préfet

8. Aucune raison ne fut donnée à l'intéressé. L'examen de son dossier révèle que les doutes qui s'élevèrent sur sa nationalité (son père avait acquis la citoyenneté belge) furent prétexte à sa destitution (A.N. F 1 b 1 173-23).

9. A.N. F 1 b 1 167-11.

10. Il était allié par son père aux Montmorency et aux Dampierre, par sa mère aux Talleyrand.

11. A.N. F 1 b 1 159-3.

12. Idem 170-17.

13. Idem 167-18. Lettre du 24 avril.

impérial rallié au gouvernement provisoire, qui s'était heurté aux notables conservateurs lors des élections de février (14). De Songeons, journaliste au *Messenger de l'Oise* où il avait combattu l'Empire autoritaire, n'avait pas son expérience administrative lorsqu'il fut nommé à Dunkerque où ses opinions politiques furent mal acceptées. Séguier lui reprocha d'avoir favorisé les radicaux (15) et de manquer de compétence (16). De Songeons fut sacrifié en réalité à la rancune des conservateurs après l'échec de Bergerot à l'élection du 7 janvier (17).

Les remaniements ultérieurs ne modifièrent pas l'équilibre entre les deux camps. Celui des républicains compta l'éphémère sous-préfet d'Avesnes Appleton, victime dans des circonstances tragiques de l'hostilité des monarchistes (18); Laroze, muté du lot à Hazebrouck à cause de ses relations avec les radicaux (19); Gizolme, successeur de Daunassans à Valenciennes, que Séguier avait connu à Toulouse lorsqu'il était avocat (20). Les conservateurs eurent avec eux Pradelles, nommé à Avesnes en septembre 1872 (21).

L'instabilité favorisée par le renouvellement du corps

14. A.N. F 1 b 1 324. Thiers le fit nommer préfet de la Corse dès le mois d'août 1872.

15. Et plus particulièrement l'ouverture du cercle *Le Progrès* (Cf. infra, p. 1037).

16. A.N. F 1 b 1 173-19. Lettre du 3 février 1872 adressée au ministre de l'Intérieur.

17. Cf. infra, p. 1090.

18. Eloigné de la Mayenne pour son républicanisme, et victime de calomnies, il fut tué en duel par le baron Richter, député du département (A.N. F 1 b 1 155-6).

19. A.N. F 1 b 1 166-12.

20. A.N. F 1 b 1 161-13. Certes il accéda à une préfecture sous l'Ordre moral, mais le Drapeau blanc protesta contre la nomination d'un préfet "thiériste". Gizolme démissionna au lendemain du 16 mai.

21. A.N. F 1 b 1 170-24.

préfectoral fut donc assez grande. Toutes les sous-préfectures connurent deux sous-préfets à l'exception de Douai et Cambrai; celle d'Avesnes, trois. Malgré sa jeunesse (la moyenne d'âge était de 35 ans), son inexpérience (deux d'entre eux seulement avaient des services antérieurs à 1870), le personnel eut une valeur incontestable. La moitié accéda à une préfecture et les considérations politiques furent sans doute un obstacle à certaines promotions. Les notes de Séguier furent élogieuses pour la plupart d'entre eux et cette situation fut un des atouts du gouvernement. La députation monarchiste, irritée de cette politique d'équilibre entre les deux camps, mettra à profit la venue au pouvoir de la droite pour épurer le personnel républicain.

b. Les maires

La loi du 15 avril 1871 distinguait d'une part, les villes de plus de 20 000 habitants et les chefs-lieux d'arrondissement où la nomination des maires restait entre les mains du gouvernement, d'autre part les autres communes où les conseils municipaux recevaient le droit de les élire. Quelle fut l'attitude de l'administration dans le premier cas? Les anciens maires nommés par le pouvoir impérial furent-ils reconduits dans leur fonction par les conseillers qui venaient d'être réélus dans leur grande majorité? (22).

Les villes à majorité conservatrice ne posèrent pas de problème. Les maires choisis à Dunkerque, Hazebrouck, Tourcoing, étaient désignés par l'opinion publique. D'Arras avait recueilli

22. Cf. supra, chap. XV, pp. 1009-1010.

le plus grand nombre de suffrages à Dunkerque, où les républicains l'avaient nommé premier adjoint après le 4 septembre. Houvenaghel avait assumé l'interim de la mairie d'Hazebrouck d'avril à septembre 1870 et bénéficiait d'une grande influence sur la population et sur la classe ouvrière (il présidait le conseil des prudhommes) (23). Roussel Défontaine était seul à faire l'unanimité à Tourcoing (24) où il était maire depuis 1857. Les deux premiers étaient des conservateurs libéraux partisans d'un gouvernement "sage et modéré", le troisième était un homme de droite plus affirmé, davantage lié par son passé au régime précédent.

A Lille et à Douai la tâche du préfet fut, semble-t-il, encore aisée. Masson avait accepté l'installation d'une municipalité républicaine au chef-lieu du département, la choisissant dans la liste de l'*Echo du Nord*. Catel Beghin, réélu en tête de liste, ne pouvait qu'être reconduit dans ses fonctions. Séguier porta de cinq à six le nombre des adjoints, faisant entrer Pierre Legrand et Morisson afin de satisfaire l'aile plus avancée du parti. Il renouvela la confiance de l'administration à ceux qui avaient voté la motion de conciliation sur la Commune (prenant soin de signaler dans son rapport l'hostilité de Catel Beghin à cette initiative) (25). Merlin, nommé après le 4 septembre, bénéficiait de la confiance des Douaisiens et avait, lui aussi, réuni le plus de suffrages. Son hostilité à Gambetta facilitait le ralliement des conservateurs.

23. A.N. F 1 b 2 Nord 20.

24. Idem, Nord 23.

25. Idem, Nord 25.

A Valenciennes, Séguier éprouva des difficultés à constituer la municipalité. Les divisions politiques du conseil n'en furent pas la cause. La majorité appartenait à des républicains modérés et à des libéraux gouvernementaux aux convictions politiques peu tranchées, unis sur le terrain du libéralisme. Ces dissentiments trouvaient plutôt leur origine dans des querelles de coterie. Le notaire Bultot, de tendance centre-gauche, n'accepta la mairie qu'à titre provisoire (26).

Bien que la majorité des conseillers municipaux d'Avesnes aient eu des opinions plus avancées, le préfet obtint un consensus des partis sur le nom d'Herbecq, adjoint depuis 1866, maire après le 4 septembre, aimé pour sa bienfaisance (il était médecin des pauvres) (27). La fraction radicale obtenait satisfaction par la nomination de deux adjoints républicains de la veille, mais demeurés à l'écart des luttes politiques (28) quotidiennes.

Cambrai et Roubaix présentèrent les cas les plus épiques. Dans la première de ces villes la politique du sous-préfet Isoard visant à ruiner l'influence de l'ex-maire Brabant avait abouti au fractionnement des partis (29). Bertrand Milcent, nommé après le 4 septembre, avait démissionné avec la commission municipale pour protester contre les dispositions législatives qui l'écartaient de la présidence des bureaux électoraux (30)

26. A.N. F 1 b 2 Nord 33. Rapport du préfet, 12 mai. Il renouvella cette réserve en novembre mais n'en demeura pas moins maire jusqu'en 1878.

27. A.N. F 1 b 2. Nord 13.

28. Idem. Rapport du préfet, 21 mai.

29. Idem, Nord 16. Rapport du préfet, 20 juin 1871.

30. Ce fut le cas dans beaucoup d'autres communes du département.

et il avait refusé d'assumer ses fonctions même provisoirement. Elles avaient été confiées au conservateur Lallier, qui avait les préférences du nouveau sous-préfet Masin, mais ce dernier reconnaissait qu'il rencontrerait les plus grandes difficultés au sein du conseil municipal à majorité républicaine, en dépit d'un plus grand crédit que son rival (31) dans l'opinion publique. Après le scrutin, Bertrand Milcent accepta de reconstituer la municipalité, mais ne put trouver d'adjoints et se désista. Lallier, qui avait consenti à demeurer provisoirement en place, voulut se retirer; il fallut faire appel à Parsy, riche industriel et républicain modéré comme Bertrand Milcent, et accepter ses exigences concernant les adjoints (32).

A Roubaix le problème était davantage encore d'ordre politique. Les républicains, qui comptaient dans leurs rangs une majorité de radicaux (13 contre 2 républicains modérés), détenaient la majorité avec l'appui de quelques conservateurs hostiles à l'ancien maire Descat (18 sur 30). Leur leader Derégneacourt, nommé maire par Paul Bert à la veille des élections, se heurtait à la vive opposition des conservateurs (34). Le préfet essaya en vain de constituer une municipalité en dehors des deux principaux partis. Il était peu favorable au retour de Descat

31. A.D. M 89-2. Rapport du 17 mai. Le sous-préfet exagérât en disant que les idées avancées y dominaient. On comptait en effet deux radicaux, sept républicains sans épithète précise, sept autres qualifiés de modérés, cinq conservateurs et trois légitimistes.

32. A.N. F 1 b 2 Nord 16. Rapport du préfet, 28 juillet. L'administration avait fait des réserves sur l'un d'entre eux, en raison des oppositions que suscitait son caractère.

33. A.D. M 89-4.

34. On lui reprochait d'avoir accepté cette fonction alors qu'il était venu protester au nom de la commission municipale contre la révocation injuste de Descat (Cf. supra, chap. XV, p.980).

qui serait victime des manoeuvres de ses adversaires pendant ses absences à Versailles (35). A la demande de la minorité, il attendit le résultat des élections partielles dans cinq sections (36) pour constituer la municipalité au profit de Derognancourt et de ses partisans (37). La fermeté manifestée lors des troubles sociaux de mars était une garantie suffisante (38) et on pouvait espérer que la minorité conservatrice freinerait son action (39).

Si l'on esquisse un bilan de la politique préfectorale et gouvernementale on constate le respect intégral des décisions du suffrage universel qui, dans six villes sur neuf, s'était prononcé en faveur des républicains. Cette attitude ne s'est pas démentie lorsqu'il fallut se résigner à nommer un maire proche des radicaux. Si les autres étaient des modérés, on concéda à l'opinion avancée des postes d'adjoints à Lille et à Avesnes. Ce libéralisme fut-il admis dans les milieux monarchistes? L'attachement des populations aux franchises municipales le laisse supposer (40). Le ministre de l'Intérieur Lambrecht, qui approuva les propositions du préfet, était un partisan résolu de la décentralisation et avait demandé l'élection des maires sous l'Empire. Connaissant très bien les situations locales, il eut à coeur d'éviter les conflits entre les conseils et les administrations municipales.

35. A.N. F 1 b 2 Nord 30. Rapport du 18 juin.

36. Provoquées par l'élection multiple de Derognancourt, elles auraient pu changer la majorité mais confirmèrent le succès républicain dans quatre circonscriptions.

37. Un seul des quatre adjoints était conservateur.

38. A.N. F 1 b 2 Nord 30. Rapport du 28 juillet 1871.

39. Idem. Rapport du 18 juin 1871.

40. Il n'y eut pas de protestations dans la presse.

Quel fut le résultat de l'élection des maires dans les autres communes? Ces assemblées, peu différentes de celles de l'Empire, ont-elles confirmé dans leurs fonctions les hommes que le pouvoir central avait désignés? Les modifications importantes de 1870 (41) ont-elles laissé des traces? Peut-on classer les opinions politiques des maires? La statistique permet de répondre plus ou moins bien à ces interrogations (42).

(Tableau p. 1025)

41. Cf. supra, chap. XV, pp. 925-926.

42. Sources : A.N. F 1 b 2 Nord 11.

Maires	Avesnes:	Cambrai:	Douai:	Dunkerque:	Hazebrouck:	Lille:	Valencien-:	Total
:	:	:	:	:	:	:	nes	:
Nommés sous l'Empire ou antérieurement %	94	68		35	24	77	56	396
	60	57	43	58	46	61	69	60
En 1870	1	18		3	12	17	11	62
%	0,6	15		5	23	13	13	9
Nouveaux	48	23	14	17	16	31	11	156
%	30	19	24	28	30	24	13	23
Pas de renseigne- ments	12	8	8	5	-	1	3	33
Conservateurs hommes d'ordre	49		?		6	?		
Conserv.libéraux- esprit gouvernement.	28	50	?	33	10	?		
Libéraux	22			3	8	?	81	
Légitimistes	14			2	4	?		
Républ. modérés	4	4	?	1	1	?		
Républ. avancés	7	2	?		1	?	0	
Apolitiques	7	7	?	1	17	?	20	
Pas de renseigne- ments	16	53		20	5	?		

Si nous comparons ce tableau aux précédents (43), nous constatons que la proportion des maires nommés sous l'Empire s'est élevée de 50 à 60%. L'épuration a été atténuée et les ré-intégrations dépassent sans doute 10%, quelques anciens ayant résigné leurs fonctions.

Les investitures de 1870 n'ont été avalisées par les conseils qu'une fois sur quatre. Cette remise en cause des choix de l'administration, qui ne se manifestait pas seulement en cas de destitutions jugées arbitraires (celles-ci ne dépassaient pas 20%) (44), confirme l'attachement jaloux des notables aux libertés communales. Elle n'a pas toujours joué au profit des anciens, si bien que les hommes nouveaux sont assez nombreux (45). Si la jacobinisme était condamné comme en 1848, la réaction bonapartiste n'a pu se donner libre cours, ce qui va gêner ultérieurement les impérialistes dans le Nord. La transformation du mode de désignation des maires, le choc des événements ont eu finalement des conséquences plus profondes que le coup d'Etat du 2 décembre.

Des nuances régionales doivent être apportées. La survie des maires de l'Empire est plus accusée dans le sud du département où leur pourcentage se relève comparativement à la situation du début de l'année. L'arrondissement de Valenciennes constitue leur bastion, ce qui confirme les craintes des républicains pendant la guerre et l'enracinement du régime. Dans l'Avesnois la récusation des choix de 1870 est encore plus forte mais

43. Cf. supra, chap. XV, pp. 925-926.

44. Idem

45. Leur proportion dépasse 23% car les communes où nous n'avons pas de renseignements avaient le plus souvent leur mairie vacante.

les personnalités nouvelles émergent davantage malgré la stabilité observée dans les conseils. Dans le Cambrésis, le rejet des décisions administratives est moins brutal. On sut parfois apprécier les services rendus pendant la guerre (46), et le renouvellement des conseils était plus marqué.

Dans le nord du département, la proportion des maires de l'Empire est en diminution par rapport au début de l'année 1871. L'arrondissement d'Hazebrouck compte à la fois le plus de nouveaux promus et de rescapés de l'année 1870, preuve de l'habileté des choix administratifs. Cette ouverture contraste avec la permanence des conseils. Ces derniers ont-ils voulu manifester leur autonomie en désignant un maire n'ayant pas bénéficié de l'investiture officielle ou la lassitude des anciens fonctionnaires a-t-elle été plus grande qu'ailleurs?

L'arrondissement de Dunkerque connaît la même évolution, avec toutefois un moindre succès des maires de 1870. Il est possible que les conservateurs les plus intransigeants aient refusé des personnalités jugées trop libérales et qu'ils aient porté au pouvoir des légitimistes exclus des fonctions publiques sous l'Empire.

L'exploitation des renseignements d'ordre politique est plus malaisée. Seuls les sous-préfets d'Avesnes et d'Hazebrouck ont apporté des réponses précises, les autres se contentant d'épithètes telles que "modérés" ou "conservateurs" si vagues parfois qu'elles englobent les républicains de nuance centre-gauche. Quelques traits généraux apparaissent néanmoins.

46. C'était le cas à Rumilly où le maire était radical (A.N. F 1 b 2 Nord 11).

Les républicains de la veille sont quasi-inexistants, ce qui n'est pas pour nous surprendre. Mais les ralliés sont plus nombreux que ne le pensent les sous-préfets. Les adresses votées à Thiers, les pétitions ultérieures pour la dissolution de l'Assemblée en font foi. Mais les évolutions en cours étaient peu perceptibles au moment où les conseils élirent les maires et un certain nombre furent postérieures. La catégorie des libéraux est particulièrement concernée et, à un moindre degré, celle des conservateurs libéraux dont l'esprit est qualifié de gouvernemental. Or les maires classés sous ces deux rubriques l'emportent en nombre sur les purs conservateurs, hommes d'ordre dans les deux arrondissements où cette distinction est faite. Les légitimistes affirmés sont en revanche peu nombreux. L'opinion politique dominante nous apparaît centriste et conforme au tempérament politique du département qui eut souvent tendance jusque-là à rejeter les extrêmes. Le renouvellement important opéré en 1870 et 1871 a joué au profit de cette tendance, sauf dans l'arrondissement de Dunkerque. C'est un atout supplémentaire pour l'expérience que le chef de l'Etat voulait tenter.

11% des maires sont qualifiés d'apolitiques dans les arrondissements où figure cette rubrique. S'agit-il d'une prudence explicable par l'incertitude relative à l'avenir des institutions? Des convictions réelles se cachaient-elles derrière ce désengagement apparent?

Les administrations communales renouvelées dans une proportion importante apparaissent politiquement diverses et ouvertes à des évolutions ultérieures.

2. La magistrature

Le retour à un régime libéral réduisit le rôle politique de la magistrature qui retrouva une indépendance vis-à-vis des autorités administratives. La composition du personnel n'est pas sans importance. Il eut à instruire des procès politiques (affaires des marchés, des pèlerins d'Anvers (47), poursuites contre la presse...). Il fallut tout d'abord statuer sur les nominations faites par le gouvernement provisoire. Les choix ultérieurs nous permettent de préciser les tendances politiques des magistrats aux différents niveaux et d'évaluer le poids des considérations d'ordre politique. Les gouvernements de l'Ordre moral utilisèrent plus tard les services d'une partie d'entre eux.

La députation monarchiste entendait annuler la plupart des décisions du gouvernement provisoire et réintégrer les magistrats victimes de l'épuration. Aux procureurs de Valenciennes et d'Avesnes était venu s'ajouter celui de Cambrai, révoqué pendant la campagne électorale de février (48). Sa réinstallation souhaitée aussi par les républicains modérés (49) ne posa aucun problème car son successeur n'était pas désigné. Marion ne pouvant être remplacé à Avesnes, fut nommé substitut à Lille (50). Son successeur Faure Biguet fut révoqué ainsi que Bourdon, à qui les

47. Cf. infra, p. 1045.

48. Paul Bert demanda cette destitution le 2 février (enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale). Elle fut sollicitée sans doute par Isoard qui voyait en lui un ami et un agent de Pinard (A.N. BB 6 II 550. Dossier Martinet. Lettre du 25 février qui demande le maintien de la sanction.

49. Corne protesta et le *Libéral de Cambrai* reconnut lui-même que le procureur avait été victime de rancunes (A.N. BB 6 II 550).

50. A.N. BB 6 II 79. Devenu ensuite juge d'instruction il manifesta une vive opposition aux républicains.

conservateurs ne pouvaient pardonner son engagement aux côtés de Paul Bert et de Gambetta pendant la campagne électorale (51). Morcrette lui reprochait d'avoir pris la direction occulte du personnel du ressort de la Cour pendant la guerre (52). Sa destitution, blâmée par la presse républicaine, fut la cause d'un désaccord entre les députés et le préfet Séguier qui regretta la brutalité de la sanction (53).

Les nouveaux procureurs furent tous hostiles à la République. Robinet de Cléry, qui succédait à Bourdon à Lille, arrivait d'Alger où il était avocat général, précédé d'une réputation de fermeté. Il déploya un zèle infatigable dans l'instruction des procès des marchés de guerre, dressa de violents réquisitoires contre les républicains et contre l'ancien préfet, Pierre Legrand. Morcrette louait ses talents d'administrateur, mais regrettait son ardeur peu appréciée dans une région habituée à une plus grande modération dans le langage (54). Elle lui valut les violentes attaques du *Progrès du Nord* et Dufaure dut défendre le procureur de Lille (55). Son légitimisme ne faisait pas l'unanimité chez les conservateurs (56).

Mascout, nommé à Avesnes, était un conservateur "sans

51. Cf. supra, chap. XV, pp. 978-979.

52. A.N. BB 6 II 57. Lettre du 20 mars. Cette accusation est vraisemblable car l'administration se méfiait de Morcrette, maintenu à contre-cœur. Les nominations et révocations passèrent par ses mains.

53. Bourdon aurait appris sa révocation par le *Journal Officiel*. Elle aurait ému la population lilloise, ce que contesta l'ancien procureur Vente (A.N. BB 6 II 57. Lettres des 3, 13 et 24 avril).

54. A.N. BB 6 II 370. Dossier personnel, notes datées de 1872.

55. Il fit paraître une lettre de soutien dans le *Journal de Paris* (*Progrès du Nord*, 2 et 5 août 1872).

56. Robinet de Cléry devint procureur général à l'avènement des gouvernements de l'Ordre moral.

nuances politiques tranchées", mais (57) résolument antirépublicain. Boucly, qui succéda à Martinet à Cambrai en 1872, avait des "opinions conservatrices très marquées" et rendit d'appréciables services au gouvernement de Broglie (58). Raymond de la Gorce était clérical et bénéficia successivement des faveurs du gouvernement républicain, puis de celui de Thiers (59). Ainsi, avant même leur arrivée au pouvoir, les monarchistes pouvaient compter sur des chefs de parquet dévoués à leurs intérêts. Dès lors que les nominations de 1870 étaient remises en cause, il ne pouvait guère en être autrement. Les magistrats promus avaient commencé leur carrière sous l'Empire et lui avaient donné des marques de dévouement. S'ils avaient abandonné le régime précédent, leurs opinions conservatrices n'en persistaient pas moins. Francoville à Valenciennes apparaissait comme le plus libéral d'entre eux (60).

Peut-on aboutir aux mêmes conclusions en ce qui concerne la Cour d'appel et ses chefs? Morcrette demeura à Douai jusqu'en février 1873. Son hostilité aux républicains fut d'abord appréciée des monarchistes. Mais il s'aliéna les légitimistes lors du procès Masure dans l'affaire des pèlerins d'Anvers en soutenant mollement l'accusation contre le rédacteur du *Progrès* qui avait appelé à la manifestation contre les légitimistes. Ils

57. A.N. BB 6 II 284. Le procureur général Desjardins le fit nommer substitut dans son Parquet en 1873. Mascout démissionna en 1880 lors des décrets sur les congrégations.

58. A.N. BB 6 II 54. Il fut mis en disponibilité en 1878 après une élection partielle où il fut accusé d'avoir desservi le candidat républicain.

59. Il avait été nommé par le premier à Avesnes, puis à St-Omer (Cf. supra, chap. XV, p. 923). Il fut ensuite promu à Douai, après que son père ait pris sa retraite de conseiller (A.N. BB 6 II 233).

60. Cf. supra, chap. XV, p. 923.

l'accusèrent d'être prisonnier des républicains à qui il devait son maintien (61). Le gouvernement le nomma Premier président à Bastia et choisit pour lui succéder Arthur Desjardins, frère du député de l'Oise, l'un des leaders du centre droit. Il devenait le plus jeune procureur général de France (62). Les conservateurs de nuance orléaniste pouvaient être satisfaits de sa nomination et de celle du Premier président Salmon, ancien député monarchiste sous la seconde République, qui avait fait carrière ensuite à la Cour d'appel de Metz (63).

Les notices présentant les candidatures sont muettes sur les opinions politiques. Des renseignements de cet ordre figurent parfois dans les dossiers personnels des conseillers. Sur les huit nommés à cette époque un seul, indifférent en matière politique, se rallia facilement à la République (64); un autre devint ensuite président de chambre, ce qui laisse supposer (65) son ralliement. Les autres étaient des conservateurs plus ou moins prononcés, appartenant à de vieilles familles de magistrats : les Dubrulle, Leroy, Behaghel... On note un meilleur équilibre entre la magistrature assise et les parquets et une ouverture plus grande sur l'extérieur favorisée par les circonstances (66).

L'évolution politique des anciens magistrats est

61. Article du *Petit Journal* reproduit par le *Progrès du Nord* du 29 décembre 1872. La presse légitimiste du Nord s'était montrée critique à son endroit.

62. *Gazette des tribunaux* reproduite dans le *Progrès du Nord* du 17 février 1873. Son dossier personnel n'a pu être retrouvé.

63. A.N. BB 6 II 385. Il était entré dans la magistrature en 1830.

64. A.N. BB 6 II 488. Dossier Destiker.

65. Il s'agit de Lemaire, ancien président du tribunal de Douai.

66. Daunay et Poulmaire venaient de la Cour de Metz, Behaghel du tribunal de Bourges, mais il appartenait à une famille du pays.

irde l'opinion publique. Certains se rallièrent tout de suite à la République, tels Doré (67), de Caudavaire que le gouvernement provisoire porta à la présidence d'une chambre (68); ou un peu plus tard comme Hardouin (69). D'autres restèrent hostiles jusqu'à la fin de leur carrière (Hibon, Duhem, Hazard) (70). La Cour resta fidèle à ses traditions d'indépendance et se montra plus libérale que le tribunal de Lille dans l'affaire des marchés de guerre (71). L'acquiescement de Masure, prononcé certes par un jury, reflétait ces dispositions.

En dépit de ces nuances la magistrature demeurait hostile aux républicains et justifiait leur méfiance. L'épuration pourtant timide de 1870 avait été annulée. Les gouvernements de l'Ordre moral vont trouver le terrain préparé lorsqu'ils s'efforceront de réprimer les activités de leurs adversaires.

B. L'ORGANISATION DES FORCES POLITIQUES

Les partis mirent à profit le libéralisme des pouvoirs publics pour s'organiser en vue des batailles décisives, s'implanter là où ils étaient inexistants.

1. Les républicains

L'organisation du parti républicain au plan départemental

67. A.N. BB 6 II 527.

68. A.N. C 3072. Dépêche de Testelin.

69. A.N. BB 6 II 203.

70. A.N. BB 6 II 522-493-204.

71. Elle acquitta Baron sans les considérants sévères du tribunal de Lille et les principaux inculpés du procès, Meunier, Sterlin.

nécessitait en premier lieu la diffusion d'une presse dans tous les arrondissements. En 1870 elle n'existait qu'à Lille et à Cambrai. Le ralliement de l'*Impartial du Nord* à Valenciennes, de l'*Observateur d'Avesnes*, permirent de couvrir le sud-est du département. A Dunkerque la constitution d'une société d'actionnaires permit le lancement du *Phare* en septembre 1871. Si les radicaux et les modérés étaient unis dans l'entreprise, les premiers ne tardèrent pas à l'emporter en nombre et en dynamisme, selon les prévisions du préfet (72). La virulence du journal l'exposa plus tard à la répression. Il contribua pour une part très importante à l'enracinement du parti à Dunkerque et sur la côte. A Douai, après un essai infructueux (73), on assista à la naissance d'un organe républicain, l'*Ami du Peuple*, en mai 1872. A la différence du précédent, il fut créé par le seul imprimeur Crépin (qui fut peut-être aidé financièrement). A Roubaix, le *Libéral du Nord*, fondé en mars 1871 par une société d'actionnaires, cessa sa publication le 15 septembre 1872 pour des raisons inconnues.

Tous les arrondissements, à l'exception de celui d'Hazebrouck, étaient désormais pourvus. Mais la presse lilloise continuait d'être largement diffusée : 265 numéros du *Progrès du Nord*, 242 de l'*Echo* étaient distribués par la poste dans les divers arrondissements (74), ce qui renforçait l'emprise des militants du chef-lieu.

72. A.N. F 18 485 G. Rapport du 29 septembre 1871.

73. Pendant la guerre de 1870 s'était fondé le *Libéral du Nord* qui, comme son confrère de Roubaix, l'*Idée républicaine*, ne survécut pas au rétablissement du cautionnement.

74. A.N. F 18-527. Statistique du premier trimestre 1873.

L'audience de la presse républicaine fut favorisée par l'extension de la vente dans les kiosques, gares et lieux publics divers. Nous ne connaissons malheureusement pas le chiffre du tirage des journaux ni celui de leurs abonnés. Une partie de leur clientèle fixe était servie directement par des agents appointés. Lorsque le gouvernement prit ultérieurement des mesures interdisant la vente sur la voie publique (75), le nombre des abonnés du *Progrès du Nord* et du *Phare* s'éleva considérablement. Le premier faisait paraître une édition à cinq centimes diffusée par une cinquantaine de personnes (76).

La part grandissante de la presse parisienne mérite d'être soulignée. Elle représentait, au début de l'année 1873, 35% du trafic postal (77). Son influence réelle était moindre, compte tenu des feuilles locales acheminées par d'autres moyens ou vendues sur la voie publique (78). Le *Temps* n'était précédé que par le *Progrès du Nord*, le *Siècle* venait en quatrième position, derrière l'*Echo du Nord* (79). L'opinion du préfet Séguier, selon laquelle les feuilles de Paris étaient peu recherchées à cause de l'abondance de la presse locale (80), mérite d'être quelque peu nuancée à moins qu'elle ne s'appuie sur des chiffres réels de tirage que nous ignorons.

Les organes modérés tendaient à dominer. Les thèses

75. Cf. infra, chap. XVII, p. 1226.

76. *Progrès du Nord*, 17-18 août 1873.

77. A.N. F 18 527.

78. Les journaux parisiens l'étaient aussi. Le gouvernement prit plus tard des mesures contre le *Siècle*.

79. A.N. F 18 527. On comptait aussi quatre journaux parisiens ayant entre 100 et 200 abonnés (*Le National* - *La République française* - *L'Evénement* - *Le XIXe siècle*).

80. A.N. F 18 309. Rapport du 18 mars 1872.

radicales n'étaient reprises que par le *Progrès du Nord* et le *Phare de Dunkerque*. La politique du centre gauche était approuvée par quatre feuilles parmi lesquelles le *Libéral de Cambrai* dont la rédaction avait évolué depuis le départ d'Isoard. Mais la frontière n'était pas nette entre ces journaux et ceux qui suivaient plutôt la gauche républicaine comme l'*Ami du Peuple* et l'*Impartial du Nord*.

Le parti républicain disposait désormais d'un réseau de journaux lui permettant d'atteindre tous les points du département, à l'exception de celui d'Hazebrouck. En 1873 leurs abonnés étaient encore moins nombreux que ceux des feuilles conservatrices et ne représentaient que 28% de l'ensemble (30 en tenant compte des feuilles parisiennes) (81). Leur infériorité était moins grande si l'on considère la vente au numéro plus fréquente dans la presse de gauche. Elle était néanmoins un handicap dans les campagnes électorales.

Les républicains agirent aussi par le biais des cercles et des associations locales. L'enquête administrative faite en 1872 (82) donna apparemment tout apaisement au gouvernement quant aux activités politiques clandestines des multiples sociétés du département. Sur un effectif global de 426, moins d'une dizaine étaient suspectées. Mais il faut se méfier des documents lacunaires transmis par quelques fonctionnaires républicains. Ainsi dans les arrondissements de Douai, Valenciennes et Avesnes, les renseignements sont excellents. Nous manquons aussi

81. A.N. F 18 527.

82. Les archives départementales ne donnent guère de précisions sur la vie et sur les caractères de ces sociétés.
A.D. M 216-4.

de données complètes sur celui de Lille. Les sous-préfets conservateurs de Dunkerque et Cambrai furent plus précis.

Les républicains ont fondé après la guerre quelques sociétés d'instruction où les conférences servaient plus ou moins de paravent à la diffusion de leurs idées. Tel était le cas du *Cercle du Progrès* à Dunkerque, créé par l'hydrographe Terquem, vétérane des luttes républicaines sous l'Empire. Il réussit à attirer un public assez vaste d'ouvriers et de petits commerçants et son influence électorale s'avéra redoutable (83). La disgrâce du sous-préfet Songeons en fut la conséquence (84).

A Roubaix Jonker, militant de la première internationale, lança le *Cercle des Travailleurs*. Ses fréquentes interventions dans le domaine politique suscitèrent plusieurs avertissements des autorités (85). Il contribua à former la conscience politique des ouvriers roubaisiens (86). Moreau animait la société d'enseignement mutuel, qui était une filiale de la *Ligue de l'Enseignement* et joua un rôle analogue qui s'étendait jusqu'à la petite bourgeoisie.

On peut encore classer dans cette rubrique la section locale d'Orchies qui contribua au succès de la pétition scolaire et de la campagne (87) en faveur de la dissolution de l'Assemblée, la société *La Concorde* de Gravelines, dont les activités

83. A.D. M 216-4. Réponses à l'enquête administrative, novembre 1872.

84. Cf. supra, p. 1018.

85. A.D. M 216-4. Une conférence anticléricale donnée par Moreau altéra notamment leur attention en mars 1873 (A.D. M 222-1981).

86. SALOME, *L'attitude politique des ouvriers de Roubaix au début de la troisième République*, DES, Lille, 1962.

87. Cf. infra, p. 1068.

s'inspiraient de celles du *Progrès*, et qui comptait parmi ses animateurs le directeur du *Phare de Dunkerque* (88).

La loge *Thémis*, qui avait survécu pendant le second Empire, aurait réuni selon le sous-préfet de Cambrai les hommes du parti avancé et serait le seul cercle politique (89) à Cambrai. Cette affirmation est un peu sujette à caution. Parmi ses cinquante-cinq membres figuraient, certes, des personnalités du parti libéral et républicain modéré : Parsy, Dutemple, Petyt, mais aussi des notables conservateurs (90), tels Lallier et Wallerand.

D'autres associations servaient de lieu de rencontre, sans qu'on puisse leur reprocher des activités politiques : la *Fanfare Catésienne* où dominait l'élément avancé mais qui ne manifestait aucune opposition au gouvernement (91); le *Cercle civil et industriel de Cambrai* où toutes les opinions étaient représentées, mais où les idées libérales avaient (92) la prépondérance. Il est vraisemblable qu'il en était de même parmi d'autres sociétés de l'Avesnois, du Valenciennois et du Douaisis, sur lesquelles les sous-préfets républicains ne voulurent pas attirer l'attention de l'autorité supérieure. Le rôle de ces cercles et associations, quoique réduit et difficile à évaluer, ne doit pas être sous-estimé dans une région où la sociabilité était si développée.

88. A.D. M 216-4.

89. Idem.

90. A.N. Fonds Franc-Maçonnerie F M-2 687. L'état-major républicain paraît, par contre, absent de la loge *La Vertu*, constituée à Dunkerque en 1871 (F M-2 704).

91. A.D. M 216-4.

92. Idem. Il fut dissous lors de la crise du 16 mai.

L'organisation électorale ne fut en revanche pas perfectionnée. Les comités locaux existant dans les diverses villes du département n'étaient pas reliés entre eux et se contentaient de publier des communiqués de soutien. La procédure de désignation des candidats demeurait empirique. En juin 1871, Faïdherbe fut désigné ainsi que Testelin sans véritable concertation préalable; il est vrai que ces deux personnalités étaient indiscutées. En décembre, on réunit une assemblée électorale à Lille, moins de quinze jours avant le scrutin et après le refus de plusieurs notabilités pressenties (93); un vote détermina finalement le choix de Deregnancourt et de Soins. L'*Echo du Nord* fit, après l'élection, la critique des méthodes employées et de la part trop grande faite à la camaraderie politique (94). Pour mieux structurer l'action électorale des républicains et la dégager de l'emprise du *Progrès du Nord*, il parvint à créer au printemps 1872, à l'issue d'une réunion de cent treize membres, un comité central des conservateurs républicains sous la présidence d'honneur des deux députés du centre gauche, Corne et de Marcère. Composé de dix-sept membres, il assurait aux arrondissements une représentation équilibrée (95) et demeurait lié aux comités locaux. On assiste au premier essai d'une organisation électorale cohérente qui imposa en 1874 son candidat (96). Cette initiative fut peu appréciée de la presse radicale, méfiante à l'égard des républicains du lendemain (97), et qui craignait de se voir

93. Cf. *infra*, p. 1081.

94. *Echo du Nord*, 10 janvier 1872.

95. Il était présidé par Edouard Desbonnet, conseiller municipal de Lille, un libéral de la génération de 1848.

96. Cf. *infra*, chap. XVII, p. 1163.

97. *Phare de Dunkerque*, 6 mai 1872; *Progrès du Nord*, 3 et 8 mai.

dépossédée de son influence dans la désignation des candidats. La nécessité de faire un front commun lors de la campagne électorale de mai-juin 1872 imposa silence aux divergences. Les républicains conservateurs avaient cependant donné l'exemple. Des comités cantonaux furent mis en place entre 1872 et 1874. Le 12 novembre 1874, à l'issue d'un scrutin victorieux, la *République Française* louait la bonne organisation du parti (98). Le dynamisme des militants, stimulés par les succès locaux et nationaux, leur permit d'étendre au département, de façon certes inégale, les moyens de propagande réservés jusque-là exclusivement au chef-lieu.

2. Les monarchistes

Les progrès de leurs adversaires leur imposèrent des efforts analogues, ainsi que la volonté de mettre à profit une conjoncture politique favorable pour réaliser leur idéal politique et en convaincre l'opinion. Les légitimistes se montrèrent les plus actifs mais il peut être intéressant d'évoquer les tentatives de reconstitution du parti bonapartiste. Le centre droit et les orléanistes demeurèrent peu structurés en dépit d'une audience comparable, voire supérieure, à leurs rivaux.

Le légitimisme sous le second Empire avait été discret. Ses fondements étaient plus religieux que politiques, ce qui avait facilité les ralliements dès le début du régime. Les manifestations d'opposition trouvaient leur source dans la défense

98. Reproduction dans le *Progrès du Nord*, 12 novembre 1874.

de l'ultramontanisme. Les débuts de la République virent se développer un légitimisme de combat plus intransigeant sur le plan politique.

La presse en fut le principal outil. Le *Propagateur du Nord et du Pas-de-Calais* était l'organe du parti ultramontain plutôt que des légitimistes. Il s'était rallié à l'Empire dont la chute l'avait rendu à ses convictions monarchistes. Mais sa prudence et sa tiédeur paraissaient suspectes (il ne commenta pas le manifeste du comte de Chambord en juillet 1871). Le parti lui opposa la *Vraie France* fondée à Lille en août 1871, qui appartint à une société en commandite dont le gérant était l'ancien propriétaire de la *Gazette des Flandres* et le principal actionnaire le banquier Scalbert (99). Son style fut différent de celui de ses confrères. Le rédacteur en chef était un parisien habitué à des écarts de langage et à l'outrance. La violence des polémiques contre l'ancienne administration républicaine suscita des oppositions au sein des actionnaires et le journal changea de gérant et de rédacteur (100) pendant l'année 1872. Il n'en prit pas moins un net avantage sur le *Propagateur* (101).

A Douai une opération plus poussée aboutit à la prise de contrôle du *Courrier douaisien*. Cet organe faisait preuve d'un libéralisme suspect. En août 1871, on lança contre lui le

99. A.D. 1 T 222-20. Déclarations du 26 août et du 18 octobre. GADILLE, *La pensée et l'action politique des évêques français au début de la troisième République*, p. 145.

100. Idem. La collection du journal étant absente des bibliothèques, nous avons dû nous référer aux citations des autres journaux.

101. La *Vraie France* comptait 1016 abonnés par la voie postale contre 501 au *Propagateur* (A.N. F 18 526. Situation pendant le second trimestre 1872).

Journal du Nord qui, quotidien, parvint à l'emporter indiscutablement sur son rival (102). Celui-ci accentuait son évolution vers la République au risque de désorienter sa clientèle et il fut contraint de fusionner en mai 1873.

A Hazebrouck les cléricaux hostiles à l'Empire avaient fondé l'*Echo de la Flandre* afin de mettre fin au monopole de l'*Indicateur*, demeuré fidèle au gouvernement. Il défendit ensuite les thèses du légitimisme pur et dur. Avec l'*Emancipateur de Cambrai*, celui-ci pouvait donc compter sur quatre organes.

Dans la tendance modérée figuraient, outre le *Propagateur*, le *Journal de Roubaix*, dont le propriétaire Reboux avait un passé légitimiste, le *Messenger du Nord* rallié au comte de Chambord par haine de la République, l'*Indicateur d'Hazebrouck*. On peut y ajouter la *Bailleuloise*, devenu journal politique en octobre 1870 et le *Journal de Bergues*, créé en mai 1873. Lors de la campagne monarchique de 1873, le parti put compter sur le concours de dix feuilles sur vingt-sept, concentrées surtout dans la partie septentrionale du département (les arrondissements de Valenciennes et d'Avesnes en étaient dépourvus). Leurs abonnés représentaient un pourcentage encore plus important (39). Il y avait un décalage incontestable entre l'audience des légitimistes et leurs moyens de propagande.

Sur le plan des associations, ce dernier tira profit de la confusion entre l'idéal politique et religieux de ses militants. Les années 1870 voient naître et se développer les comités et les cercles catholiques qui vont coiffer les oeuvres existantes. Celui de Lille prit naissance dès 1871. En 1873 il

102. 253 abonnés contre 59 pendant le 4^e trimestre 1872.

comptait 250 membres répartis entre diverses paroisses et regroupait en son sein trois cercles d'ouvriers, une section de la société d'éducation et d'enseignement, un comité de contentieux pour la défense des intérêts religieux, la société Saint-Charles Borromée chargée de la diffusion des livres, un orphelinat de garçons (103). Douze autres comités virent le jour entre 1871 et 1873 dans les chefs-lieux d'arrondissement à Roubaix et Tourcoing et dans quelques bourgs (Wormhoudt, Aniche, Saint-Amand et Hasnon) (104). En octobre 1873 se tint la première assemblée générale des comités catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, au cours de laquelle fut prise la décision de se réunir chaque année, de convoquer tous les trimestres les présidents et les délégués des comités, d'en fonder de nouveaux dans les chefs-lieux de canton. Les catholiques du Nord et du Pas-de-Calais étaient désormais remarquablement organisés; les anciennes structures de la conférence St-Vincent de Paul, qui inquiétant tant l'administration impériale, apparaissent rudimentaires en comparaison. La plupart de ces associations n'avaient pas d'existence légale (105).

Leur histoire concerne la vie religieuse plutôt que la politique. Peut-on cependant affirmer avec Mgr Baunard qu'elle était absente des programmes malgré les convictions monarchistes de la plupart des congressistes? (106). Ce serait négliger les interférences entre les deux domaines. Parmi les oeuvres de foi

103. Mgr BAUNARD, *op. cit.*, p. 166.

104. JOVENAUX, *Les congrès catholiques du Nord et du Pas-de-Calais*, DES, Lille.

105. L'enquête faite en 1876 sur les cercles catholiques de France mentionne deux cercles de jeunes gens à Lille et à Condé et cinq cercles catholiques d'ouvriers autorisés par le préfet en 1866.

106. Mgr BAUNARD, *op. cit.*, p. 170.

et de prière qui constituaient l'une des grandes sections des programmes annuels des congrès figuraient celle des pèlerinages qui donnèrent lieu aux manifestations ultramontaines de cette époque (107) et le Denier de St-Pierre dont les implications politiques étaient encore plus directes (108). Le pétitionnement en faveur de la restauration du pouvoir temporel fut colporté par les membres de ces comités (109). La seconde section "enseignement et propagande" était encore plus proche des questions d'actualité avec le combat pour la liberté de l'enseignement supérieur (110), l'organisation de la presse catholique. Les animateurs des comités étaient les leaders du parti légitimiste : le député Théry qui présida les séances du premier congrès, le comte de Caulaincourt à la tête de nombreuses oeuvres depuis 1840 et qui assuma la présidence des comités catholiques jusqu'en 1895, le vicomte de Melun, le comte Nicolay, futur professeur aux Facultés catholiques. Quant au principal fondateur de toutes les oeuvres nouvelles, l'industriel Philibert Vrau préoccupé avant tout par la défense et le rayonnement de l'Eglise, il ne répugnait pas à descendre dans l'arène politique et combattit Masure en 1876. Les militants avaient ainsi l'occasion de se rencontrer et de coordonner leur action.

107. Elle fut dénoncée par le *Progrès du Nord* le 22 septembre 1873. Le congrès de 1873 émit le vœu d'un pèlerinage national et régional annuel. Il fut à l'origine des fêtes du couronnement de N.-D. de la Treille en 1874.

108. Une adresse au pape prisonnier fut rédigée au congrès de 1874, ainsi qu'une protestation de soumission au Syllabus (Mgr BAUNARD, *op. cit.*).

109. La pétition déposée le 26 août 1871 ne recueillit qu'un nombre limité de signatures (632) (A.N. C 4217). D'autres suivirent en 1872.

110. La question de la création de l'Université catholique fut mise à l'étude dès 1873.

Le parti légitimiste apparaît ainsi comme le mieux organisé face aux républicains. Le poids du bassin lillois y est encore plus prédominant. Il y avait renforcé sa pénétration en portant l'un des siens à la présidence de la Chambre de commerce, Henri Bernard, surnommé le grand électeur (11). Son dynamisme le conduisit à surestimer ses forces. En février 1872 il prit l'initiative d'envoyer à Anvers une importante députation venue porter ses hommages au comte de Chambord. Son retour à Lille donna lieu à une imposante contre-manifestation républicaine et à des échauffourées dont furent victimes plusieurs pèlerins. Masure, qui en était responsable (112) fut poursuivi pour excitation à la haine et au mépris des citoyens, mais acquitté par le jury de Douai au grand scandale des légitimistes. Ceux-ci avaient pu mesurer en cette occasion l'hostilité très vive qu'ils rencontraient non seulement dans le peuple, mais aussi dans une grande partie de la bourgeoisie libérale.

Les bonapartistes, dispersés après les élections de février, ne semblaient plus être un danger pour leurs adversaires. Le parti se reconstitua néanmoins en 1872. Quelle fut la part du Nord dans ce réveil?

Le préfet constatait l'absence de feuilles locales ouvertement bonapartistes en mars 1872. Le *Mémorial de Lille* conservait seul quelques souvenirs "du temps où il était le journal officiel de l'Empire", mais il était "très réservé lui-même à cet égard" (113). Effectivement, ce journal ne tenta pas de

111. GADILLE, *op. cit.*, p. 145.

112. "Républicains, veillez au retour parmi nous de ces nouveaux émigrés", avait-il écrit dans le *Progrès*, le 25 février.

113. A.N. F 18 309. Lettre du 18 mars 1872.

défendre le régime déchu. Son rédacteur Esparbié lui gardait toutes ses sympathies, mais il n'en était pas de même des principaux actionnaires du journal. Ces derniers désapprouvaient les attaques assez vives portées contre Thiers dès 1871 (114). Cédant à leur pression, le rédacteur en chef ménagea le chef de l'Etat en juin 1872 lors de l'offensive de la droite, mettant en avant l'intérêt national et la réussite de l'emprunt (115). Le désaccord rebondit en 1873. A l'occasion de la mort de Napoléon III, Esparbié avait manifesté ouvertement (116) ses sentiments. Il fut contraint de démissionner en mai, intenta un procès qui aboutit à la dissolution de la société du *Mémorial* et parvint ensuite à acquérir le journal grâce aux bailleurs de fonds Saint-Paul et Sencier (117). Le parti disposa d'un second journal, le *Nouvelliste d'Avesnes*. Cette feuille, qui avait eu jadis les faveurs du sous-préfet, paraissait s'être détachée du régime déchu en 1871 (118). Or en 1872, après avoir reproduit des correspondances bonapartistes, elle fit une profession de foi sans équivoque le 31 juillet. Le conseiller général Maillet en avait sans doute pris le contrôle dans l'intervalle. Il commandita en effet le nouveau propriétaire Cormont, après la mort de son prédécesseur et, en 1875, il devenait officiellement propriétaire du journal (119). Une telle opération ne put être

114. A.N. F 18 4856. Lettre du préfet, 6 novembre 1871.

115. Numéros des 24 juin, 14 et 16 juillet 1872.

116. "La France perd une espérance, un refuge", déclara-t-il le 10 janvier 1873.

117. A.N. F 18 4856. Lettre du préfet, 13 novembre 1873.

118. Le 6 septembre, le journal affirmait que l'Empire était tombé sous le poids du mépris et de l'indignation publics.

119. A.D. 1 T 222-1. Lettre du préfet, 3 décembre 1873.

rééditée ailleurs. La presse bonapartiste demeura le parent pauvre avec deux organes sur vingt-neuf comptant moins de 1300 abonnés (120). La clientèle des journaux parisiens ne vint pas compenser ce déficit (les feuilles bonapartistes représentaient 11% du total (121)).

Le parti souffrait aussi de l'absence d'élus. Aucun des députés ne vint rejoindre le groupe de l'Appel au peuple (Brame ne le fit qu'en 1874). C'est pourquoi ses dirigeants songeaient à combler cette lacune. Dès 1872 l'ancien préfet Verbigier de Saint-Paul envisageait de se présenter à la prochaine vacance, comptant sur le soutien de Brame et de Plichon (122). Les impérialistes gardaient cependant quelques atouts. On peut noter l'intérêt que portaient au département ses anciens administrateurs (123), surtout Saint-Paul et Sencier Mouzard, mais aussi des sous-préfets et des secrétaires généraux de préfecture qui avaient accédé ensuite à la carrière préfectorale. Le *Journal du Nord* dénonça la présence à Lille de Bergognié, Lefebvre, Dureau, Jessaint et Saint-Paul (124).

Les bonapartistes bénéficiaient également de la stabilité du personnel politique. L'importance des anciens maires dans le sud-est du département a été soulignée (125). La majorité

120. A.N. F 18 527. Journaux distribués par la poste, 4e trimestre 1873. Cf. ROTHNEY, *Bonapartisme after Sedan*, New-York, 1968, pp. 84-85.

121. Idem.

122. Archives de la préfecture de police de Paris, Ba/1263, dossier Saint-Paul, notes datées du 12 avril 1872 pp. 302-305.

123. WRIGHT et LE CLERE, *Les préfets du second Empire*, ainsi que ROTHNEY, *op. cit.*, ont bien mis en lumière le rôle des anciens préfets dans la reconstitution du parti.

124. Article reproduit dans le *Progrès*, 2 mars 1872.

125. Cf. supra, p. 1026.

des conseillers généraux était demeurée en fonction. Une fraction d'entre eux restait fidèle à la cause napoléonienne ou susceptible de la rejoindre. Elle avait à sa tête un banquier très influent d'Avesnes, Maillet, qui fut longtemps vice-président. Il pouvait compter sur l'appui d'une dizaine de conseillers parmi lesquels Renard, beau-frère de Levert à Condé, Hamoir à Valenciennes-est, Rouez Zénon à Solre-le-Château, des Rotours à Orchies, Brame à Cysoing.

Le régime impérial gardait des sympathies dans les masses. Aucun scrutin ne permet de les mesurer. Cette absence est un indice de la domination des royalistes au sein des forces conservatrices. Le préfet constatait que les mineurs étaient des "partisans irréfléchis et passionnés de Napoléon III" (126). On en comptait aussi dans le Cambrésis, comme le montra l'élection d'Amigues en 1877. Une propagande discrète persistait. Ainsi, dans le canton de Solesmes, la population était persuadée du prochain retour de l'Empereur. Un militaire, qui avait appartenu à la Garde impériale, avait invité ses parents à lire exclusivement la presse bonapartiste (127). Les impérialistes, moins organisés que les légitimistes, disposaient d'un soutien populaire plus large. Le temps pouvait jouer au profit d'un parti désorganisé dans l'immédiat, ce qui justifiait les craintes des républicains.

Le centre droit orléaniste représentait une tendance plus fluide de l'opinion conservatrice. Ses organes de publicité au nombre de cinq, étaient moins répandus que ceux des

126. A.N. F 7 12469. Rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 11 janvier 1873.

127. *Echo de la Frontière*, 25 janvier 1872.

légitimistes de qualité inégale et d'audience moyenne (128). Leur suprématie n'était visible qu'à Valenciennes avec l'*Echo de la Frontière* et le *Courrier du Nord* où ils profitaient de l'absence d'un journal légitimiste (129). Quelle que soit leur histoire ces feuilles avaient en commun un certain esprit gouvernemental qui les conduisit à se rallier à tous les gouvernements successifs assurant l'ordre et la sécurité des citoyens, les fit rester fidèles à Thiers tant qu'il fut au pouvoir, puis se rallier à Mac Mahon et enfin à une constitution républicaine. Cet opportunisme nuisait peut-être à leur rayonnement mais traduisait, semble-t-il, assez bien l'évolution de la bourgeoisie conservatrice détachée du cléricalisme. Il avait pour conséquence une passivité qui laissait le champ libre aux partis rivaux.

Les élus eurent une attitude différente et firent bloc avec leurs collègues de la droite contre le chef de l'Etat. Mais leur influence locale était limitée. Aucun leader ne s'imposait. Plichon et Brame étaient en partie discrédités par leur participation aux derniers cabinets de l'Empire; de Mérode et Wallon étaient trop étrangers au département; Boduin et Bottiaux manquaient d'envergure; Descat était absorbé par les problèmes roubaisiens. L'évolution de l'opinion (130) montre que les positions prises par la presse du centre droit reflétaient mieux les sentiments des électeurs que les votes des députés plongés dans le climat versaillais. Ce décalage affaiblissait le centre droit dans le département. Son influence locale reposait en fait sur

128. Le nombre moyen d'abonnés était de 318 lors du 2e trimestre 1872 (A.N. F 18 526).

129. A Douai et Dunkerque, le tirage de l'*Indépendant* et de l'*Autorité* était supérieur à celui de leur concurrent légitimiste.

130. Cf. infra, p. 1100.

ses élus dans les conseils et organismes locaux. Il avait la présidence du Conseil général en la personne de Danel, conseiller de Douai-ouest et y formait le groupe le plus important. Il contrôlait de nombreuses municipalités dirigées par ceux qu'on appelait "conservateurs libéraux" (131), les chambres de commerce dont le personnel fut renouvelé en 1872 et le nombre accru par la transformation des chambres consultatives de Roubaix, Tourcoing, Douai, puis Cambrai. Il demeurait un parti de notables mal encadrés, que l'influence de Thiers dans le département tendait à éroder.

Les monarchistes parvinrent à s'entendre pour les élections partielles. Le nombre de sièges renouvelables en juillet 1871 et en janvier 1872 - deux - facilitait l'accord entre légistes et orléanistes. La procédure de désignation varia cependant. Dupont et Nédonchel furent investis après la tenue d'une réunion à laquelle participaient les conseillers généraux anciens ou actuels, les membres des conseils d'arrondissement et des conseils municipaux les plus importants (132). Cette solution fut critiquée après la lourde défaite de ces candidats. Pour l'élection suivante, il fallut recourir à l'arbitrage des directeurs de journaux lillois (133). Les monarchistes éprouvaient le besoin de renforcer leur cohésion après le résultat incertain du 7 janvier et avant le nouveau scrutin du 9 juin, provoqué par l'invalidation de Deregnancourt. Ils formèrent des comités d'arrondissement composés du conseiller général et

131. Cf. supra, p.1028 . Dunkerque et Hazebrouck avaient des municipalités de centre droit.

132. Cf. infra, p.1072 . D'après le vote il y eut plus de 250 participants.

133. L'aveu du *Mémorial de Lille*, 4 janvier, fut relevé par le *Progrès* le 6 janvier.

d'arrondissement, des maires des chefs-lieux de canton ou, le cas échéant, des anciens (134). Ces derniers rechercheraient les adhérents dont l'influence serait utile lors des élections et la contribution financière indispensable. Eux seuls seraient mandatés pour désigner les candidats. Un fichier des électeurs serait dressé par communes afin de contrôler (135) les abstentionnistes. Ces projets aboutirent-ils? Il ne le semble pas, compte tenu du silence de nos sources d'information. Il n'y eut d'ailleurs pas d'échéance électorale avant 1874.

Les structures politiques demeuraient assez lâches dans les deux camps divisés par des rivalités. On assiste cependant à un début d'organisation qui demandait à être poursuivi sous un régime constitutionnel normal qui garantirait le développement des libertés publiques.

C. LES PROBLEMES POLITIQUES CONTEMPORAINS

L'avenir des institutions reste le principal sujet de préoccupation, qu'il s'agisse des thèmes des campagnes électorales ou des articles de presse. Mais les citoyens ont peut-être prêté autant d'attention, si ce n'est davantage, aux solutions apportées aux grands problèmes de l'heure qui tendaient à assurer le relèvement de la France : le choix de nouveaux impôts, la réforme du service militaire. Un troisième concernait une tâche moins urgente mais devenue un sujet d'actualité en raison des projets du ministre de l'Instruction publique : l'avenir de

134. Publication d'une circulaire autographiée du parti monarchiste dans le *Progrès du Nord*, n° du 15 avril 1872. Le centre droit obtenait la présidence des comités dans quatre arrondissements sur sept.

135. Idem.

l'enseignement primaire. La vie quotidienne était affectée par les deux premiers; ils eurent des conséquences sur la politique générale et celle-ci influença en retour certaines prises de position.

La connaissance des réactions de l'opinion publique devient de plus en plus malaisée. Les rapports périodiques des préfets et sous-préfets ont disparu pendant les premières années de la troisième République. Les magistrats ne sont plus sollicités. Restent les pétitions, la presse, les votes des élus.

1. La question fiscale et douanière

Les charges de la guerre, de la reconstruction et de l'indemnisation imposèrent des recettes nouvelles. L'Assemblée nationale dut voter 700 millions d'impôts nouveaux (136), soit un accroissement de la pression fiscale (137) d'environ un tiers. La politique fiscale de Thiers suscita de vives réactions, qu'il s'agisse des masses populaires atteintes par le relèvement des droits sur des produits de consommation courante, ou des industriels hostiles à l'impôt sur les matières premières.

Les budgets ouvriers furent affectés par la surtaxe sur la bière et l'impôt sur la chicorée institué par la loi du 4 septembre 1871. Testelin dénonça l'injustice d'une contribution frappant spécifiquement les deux départements du nord de la

136. HANOTAUX, *Histoire de la France contemporaine. La présidence de Mac-Mahon*, p. 327.

137. L. GIRARD, *La politique intérieure de la troisième République*, Paris, CDU, p. 32.

France (138). Les pétitions se multiplièrent avant le vote (139); les fabricants, craignant la fraude et la baisse de la consommation, n'étaient pas moins hostiles (140). La presse démocratique exploita ce mécontentement et demanda des impôts sur les objets de luxe et sur les revenus (141). La rancœur des contribuables a pu favoriser le radicalisme dans certains centres urbains.

L'impôt sur les matières premières domina cependant l'actualité, du moins en ce qui concerne le textile. Le projet du gouvernement ne suscita pas d'emblée une opposition générale. Certains manufacturiers, et parmi eux Motte Bossut, président de la Chambre syndicale de Roubaix, y virent le moyen de faire table rase de la législation impériale. Leurs délégués reçus à Versailles se prononcèrent pour des droits élevés, assortis d'un drawback et de tarifs compensateurs (142) pour les objets fabriqués. Mais les négociants et les industriels travaillant pour l'exportation n'entendaient pas que celle-ci fût entravée et désavouèrent leurs délégués (143). Très vite, une opposition de principe se dégagait. Les investissements importants, consentis pour moderniser les fabriques et les adapter à la concurrence internationale, avaient converti un grand nombre de fabricants sinon au libre-échange, du moins à une libéralisation du

138. *Progrès du Nord*, 5 septembre 1871.

139. On en dénombre 26 signées par 4500 habitants (A.N. C 4215 et 4216) et émanant de 24 communes situées principalement dans le Valenciennais.

140. *Progrès du Nord*, 28 juillet. Ils demandèrent l'année suivante la révision du mode d'imposition.

141. *Idem*, 19 et 31 juillet 1871; *Libéral du Nord*, 16 juillet et 1er septembre.

142. *Journal de Roubaix*, 21 mai 1871.

143. Lors d'une réunion commune de la Chambre syndicale, créée en 1869, et de la Chambre consultative des arts et manufactures (*Journal de Roubaix*, 26 mai 1871).

commerce (144). Au moment où la production reprenait son essor, ils craignaient un nouveau marasme dû à une réduction brutale de la consommation et des exportations. Les ouvriers firent valoir que leurs budgets seraient affectés en priorité car le mode d'imposition (droits calculés sur le poids de la matière première) renchérisait avant tout les étoffes communes (145).

Les industriels étaient par ailleurs sceptiques sur la possibilité de fixer des tarifs compensateurs, étant donné la complexité et la diversité des transformations opérées aux divers stades de la fabrication (146).

Si la majorité repoussait des droits élevés, l'unanimité se faisait cependant contre des tarifs modérés de 2 à 3% sans compensation. Les fabricants faisaient valoir à juste titre que l'industrie était déjà frappée par les nouveaux impôts (sur les quittances, sur la circulation des marchandises par chemin de fer, sur les tarifs postaux qui avaient été relevés). Le coût sur les prix de revient était estimé à 3 ou 4%. Leur cumul avec les droits sur les matières premières ne leur permettrait plus de faire face à la concurrence étrangère (147). Et l'émotion fut grande quand on sut que la commission budgétaire s'orientait vers cette solution (148). Les délégués des diverses chambres du bassin lillois se mirent d'accord pour n'accepter au pis-aller

144. Compte rendu de la séance annuelle de la Chambre syndicale, *Journal de Roubaix*, 23 juin. Lors des réunions avec les industriels d'autres régions, Brame insista sur l'évolution des mentalités à Roubaix (*Progrès*, 21 janvier 1872).

145. A.N. C 4215. Pétition n° 1469.

146. Correspondance de la Chambre de commerce de Lille, lettre du 7 août 1871.

147. LEURIDAN, *op. cit.* Délibérations de la Chambre de Roubaix, 15 juillet et 30 août.

148. La Chambre syndicale de Roubaix envoya une motion de protestation (*Journal de Roubaix*, 9 septembre 1871).

que des droits réduits assortis de tarifs compensateurs sur les objets fabriqués (149). Comme en 1869 Roubaix se mobilisa lorsque la discussion vint à l'ordre du jour de l'Assemblée. Lors d'un meeting de protestation on décida l'envoi de délégués à Versailles et on émit le vœu d'une révision des patentes, ou de tout autre impôt que celui sur les matières premières (150). Les contacts établis permirent de réaliser un front commun avec les libre-échangistes et protectionnistes, auquel le président de la Chambre consultative était favorable (151). La presse unanime, à l'exception du *Propagateur* (152) fit campagne contre le projet. Mais à la tribune, Leurent prit soin de distinguer les deux oppositions en affirmant que l'essor de Roubaix sous l'Empire était dû, non pas aux traités de commerce des années 1860 mais à la suppression des droits sur les matières premières en 1856 (153). Le vote de la motion d'ajournement (154) par l'Assemblée fut donc accueilli avec satisfaction malgré la brève crise politique qu'il engendra. Mais les industriels ne surent pas utiliser ce répit pour proposer des ressources équivalentes. Ils étaient opposés à l'impôt sur les transactions commerciales proposé par des collègues d'autres régions; on le jugeait onéreux

149. LEURIDAN, *op. cit.*. Délibérations du 24 novembre 1871.

150. Compte rendu dans le *Journal de Roubaix*, 17 janvier 1872.

151. Compte rendu de la réunion avec les délégués des autres régions industrielles (*Progrès du Nord*, 21 janvier 1872). Mais Motte Bossut, président de la Chambre syndicale, était hostile à cette tactique et s'abstint de venir à Versailles, ce qui provoqua des remous (*Journal de Roubaix*, 26 janvier 1872).

152. L'impôt avait pour lui le mérite de ruiner la législation commerciale de l'Empire (*Propagateur*, 19 janvier).

153. *Propagateur*, 19 janvier. Le comité industriel de Roubaix protesta contre l'interprétation donnée par certains députés à l'opposition locale (Idem, 11 février).

154. Elle fut votée par 367 voix contre 297; pour le Nord par 21 contre 5. Idem. Cf. infra, p. 1057.

et paralysant s'il portait sur chaque opération, inquisitorial et injuste s'il était établi sur le chiffre d'affaires, qui n'était pas toujours proportionnel aux bénéfices (155). La Chambre de commerce de Lille le repoussa catégoriquement (156); celle de Roubaix accepta comme un pis-aller, et non sans hésitation, la taxe sur le chiffre d'affaires après avoir proposé un droit fixe de 10 centimes sur chaque encaissement (157). Les manufacturiers ne voulaient pas entendre parler d'un impôt sur le revenu, seul substitut efficace défendu par la presse républicaine. Ils entendaient faire porter les sacrifices sur l'agriculture (158). La gauche, désireuse de rallier les ruraux, y était fermement opposée ainsi que les notables des régions agricoles (159). La bourgeoisie industrielle ne repoussait peut-être pas certaines suggestions parues dans la presse : suppression de l'amortissement (160), étalement des versements de l'indemnité de guerre (161), augmentation exclusive des contributions indirectes (162). Ces divergences et ces hésitations se reflètent dans le vote des élus.

155. LEURIDAN, *op. cit.* Délibérations de la Chambre consultative de Roubaix, 31 janvier 1872.

156. Correspondance. Lettre du 29 janvier 1872.

157. LEURIDAN, *op. cit.* Délibérations du 14 février. Le comité industriel, récemment créé par le préfet, y restait opposé.

158. La Chambre de commerce de Lille demanda le relèvement des contributions directes et s'opposa à tout impôt pesant exclusivement sur l'industrie (délibérations du 29 janvier 1872).

159. La *Gazette de Cambrai* se rallia pour cette raison à l'impôt sur le revenu (28 juin 1872). Cf. infra, vote des députés.

160. *Mémorial de Lille*, 15 et 17 janvier 1872.

161. *Messager du Nord*, 2 juillet 1872.

162. *Mémorial de Lille*, 26-27 décembre 1871. Elles étaient justes, disait-il, car elles frappaient les contribuables dans la mesure de leurs moyens, leur consommation dépendant de leurs revenus!

Députés	: Impôt sur les	: impôt sur	: relèvement	: impôt sur
	: mat. premières:	le chiffr.:	des contrib:	les mat. pre-
	: 1-72	: d'affaires:	directes	: mières
	:	:	: autres que	: 7-72
	:	:	: la fonc. et:	
	:	:	: les patent.:	

Baucarne-L.	:	C	:	C	:	C	:	A
Brabant	:	C	:	C	:	P	:	C
Brame	:	C	:	P	:	A	:	A
de Brigode	:	C	:	P	:	A	:	C
Bottiaux	:	C	:	P	:	P	:	C
Boduin	:	C	:	P	:	C	:	C
de Corcelles	:	Abs.	:	C	:	C	:	C
Corne	:	Abs.	:	C	:	P	:	P
Deregnancourt	:	C	:	P	:	P	:	C
Descat	:	C	:	P	:	P	:	C
Dupont	:	C	:	P	:	C	:	A
d'Hespel	:	P	:	P	:	C	:	Abs.
Kolb Bernard	:	C	:	C	:	C	:	Abs.
de la Grange	:	P	:	P	:	C	:	P
Leurent	:	C	:	P	:	P	:	C
de Marcère	:	C	:	C	:	P	:	P
Maurice	:	C	:	C	:	P	:	C
de Melun	:	C	:	C	:	C	:	C
de Mérode	:	C	:	P	:	C	:	C
Pajot	:	C	:	P	:	C	:	C
Plichon	:	P	:	C	:	A	:	P
comte Roger	:	P	:	A	:	C	:	Abs.
des Rotours	:	C	:	C	:	A	:	C
de Staplande	:	P	:	P	:	C	:	P
Testelin	:	C	:	C	:	P	:	P
Théry	:	C	:	P	:	C	:	C
Vente	:	C	:	P	:	A	:	C
Wallon	:	C	:	C	:	C	:	P

Total :								
Pour	:	5	:	15	:	9	:	7
Contre	:	21	:	12	:	14	:	15
Abs.	:	2	:	1	:	5	:	3

Le vote des députés du département se distingue de celui de l'ensemble de la représentation nationale lors des scrutins sur l'imposition du chiffre d'affaires et des matières premières. Dans ces deux circonstances ils ont voté contre le chef du gouvernement, au risque de provoquer une crise. Quelle fut la part des pressions de leurs électeurs et de leur opposition grandissante au chef de l'Etat? Le premier facteur n'est pas à négliger. Alors que la gauche se rallia à Thiers afin d'écarter sa démission, Deregnancourt vota comme ses collègues de la droite. Seuls les élus du centre gauche et Testelin suivirent le gouvernement. Une attitude systématiquement hostile n'était, malgré tout, pas absente chez certains. Quatre députés n'approuvèrent aucune des solutions proposées, à l'exception de l'impôt sur les valeurs mobilières. Si douze autres espéraient éviter les droits sur les matières premières en faisant passer la taxe sur le chiffre d'affaires, les industriels Brabant et Kolb Bernard maintinrent leur opposition. La comparaison des votes révèle un clivage entre les grands propriétaires fonciers de la moitié nord du département (de Staplande, Plichon, Roger, de la Grange, d'Hespel) favorables à l'impôt sur les matières premières, et éventuellement à celui sur le chiffre d'affaires, mais résolument hostiles au relèvement des contributions directes, et les députés manufacturiers qui en firent une solution de remplacement ou d'attente (163).

Le vote final du 26 juillet 1872 (164) ne souleva pas de tempête malgré la persistance d'une opposition de principe.

163. C'était aussi la position du *Propagateur* en juin, numéro du 11 juillet.

164. Le *Journal de Roubaix* maintint une campagne assez vive. Le *Propagateur* rejoignit l'opposition générale.

L'amendement Pouyer Quertier et Leurent, stipulant que les nouveaux droits ne seraient applicables qu'après l'établissement de tarifs compensateurs négociés avec les puissances étrangères, avait apaisé les esprits. La dénonciation préalable des traités de commerce avec la Grande-Bretagne et la Belgique apportait satisfaction à ceux qui n'avaient pas pardonné le coup d'Etat douanier de 1860 et l'espoir d'une révision des tarifs conclus à cette époque. La création de nouvelles chambres de commerce à Roubaix, Tourcoing, Douai, renforçait le prestige des notables locaux. La déception se manifesta quand on connut les exigences anglaises en matière de compensation (165). L'industrie cotonnière s'estimait menacée (166). Henri Bernard se plaignit qu'on n'eût pas consulté les organismes professionnels (167). Les industriels s'inquiétaient d'autant plus que la pénurie de charbon renchérisait son coût (168). La question demeurait en suspens et devait trouver sa solution sous la présidence de Mac-Mahon par l'abrogation de la loi sur les matières premières et le retour au traité de 1860.

Quelles furent les incidences politiques de cette nouvelle querelle? Elle a desservi les républicains pris entre leur fidélité à Thiers et la défense des intérêts de (169) leurs électeurs. L'opposition politique de la droite a pu s'abriter plus

165. En échange de l'abandon de la clause de la nation la plus favorisée pour les houilles et d'une révision des tarifs ad valorem, la Grande-Bretagne demanda un abaissement des droits compensateurs (A.N. C 3143, enquête sur le traité de commerce).

166. *Propagateur*, 14 décembre 1872.

167. La Chambre de commerce de Lille demanda une enquête préalable à la ratification (lettre du 7 février 1873).

168. Correspondance de la Chambre de commerce de Lille, lettre du 1er mars 1873.

169. La presse conservatrice leur reprocha d'avoir sacrifié leurs convictions à leur intérêt politique (*Propagateur*, 13 juillet 1872; *Mémorial de Lille*, 24 juillet 1872).

aisément sous la bannière du protectionnisme. Mais le débat n'eut jamais la virulence atteinte lors des dernières années de l'Empire car la conjoncture économique restait satisfaisante et la décision entre les mains des parlementaires dont l'autorité était respectée.

2. La réforme du service militaire

La loi du 27 juillet 1872 modifia profondément les habitudes de vie des Français en instaurant l'obligation du service militaire. Il demeurerait certes inégal dans sa durée avec le système des bons et des mauvais numéros. Mais la suppression du remplacement obligeait toutes les classes sociales à apporter leur contribution à la défense de la patrie.

Les réactions de l'opinion publique sont difficiles à connaître pour les raisons déjà invoquées (170). La place accordée par les journaux à cette question demeura modeste. Ils se contentèrent le plus souvent d'informer leurs lecteurs de l'état des travaux de la commission parlementaire chargée de l'examen du projet. Il n'y eut pas de débat de fond dans leurs colonnes consacrées avant tout à la politique générale. Les prises de position, qui demeurèrent discrètes jusqu'au bout, se situent lors de la discussion et du vote de la loi.

Un tel silence traduit-il un désintérêt du public? Ce serait étonnant après le traumatisme de la défaite. Implique-t-il un consensus général en faveur de la réforme? Vraisemblablement quant à son principe, mais le débat demeurerait ouvert entre

170. Cf. supra, p 152.

les conceptions de Thiers et celles de l'Assemblée, entre les partisans d'une armée de métier et ceux d'un service égal et court. Or la presse du Nord en fut absente ou presque. Seuls les journaux républicains prirent position sans équivoque en faveur d'un service égal pour tous, mais ils évitèrent de s'engager activement. Les feuilles conservatrices se tinrent dans une prudente réserve et publièrent des articles ambigus et parfois contradictoires.

En décembre 1871, le *Propagateur* critiqua les conceptions de Thiers en faveur de la loi de 1832 et se déclara pour un service universel en cas de guerre (171). Mais il s'abstint par la suite de commenter les débats, si ce n'est pour regretter la manie des Français d'imiter leurs voisins, ce qui était un désaveu implicite du système prussien (172). Plus franc l'*Emancipateur* défendit le service de cinq ans (173). Trois journaux conservateurs approuvèrent sa réduction à trois ou quatre années : le *Journal de Roubaix* qui regretta le renvoi dans les foyers d'une fraction du contingent au bout de six mois (174), la *Gazette de Cambrai* qui s'engagea plus nettement sur cette question et s'opposa au maintien du remplacement (175), le *Mémorial de Lille* qui opéra une volte-face et qui, après avoir défendu les idées de Thiers en 1871 (176), approuva le service de quatre ans et l'interdiction du remplacement (177). L'*Echo de la Frontière*

171. *Propagateur*, 10 décembre 1871.

172. Idem, 12 juin 1872.

173. *Emancipateur*, 16 juin 1872.

174. *Journal de Roubaix*, 3 juillet 1872.

175. *Gazette de Cambrai*, 7 et 10 avril; 12, 14 et 16 juin.

176. *Mémorial de Lille*, 9 décembre 1871.

177. Idem, 11, 13 et 16 juin. Il s'en prit à l'occasion aux idées surannées de Thiers.

se contenta de donner son assentiment (178) au discours de Trochu. Son confrère le *Courrier du Nord*, ainsi que le *Messager du Nord* évitèrent toute prise de position. Les journalistes paraissent avoir craint les réactions de leurs lecteurs.

L'examen du vote des élus du Nord permet une approche plus précise des tendances de l'opinion publique. Il se démarque souvent de l'attitude moyenne des députés français. Nous avons retenu les scrutins publics les plus significatifs.

(Tableau p. 1063)

178. *Echo de la Frontière*, 30 mai 1872.

L'opposition est manifeste entre l'attitude des députés du département et celle de l'Assemblée. La réduction du temps de service à trois ans, puis à quatre ans fut repoussée par une majorité plus nette (82 et 78% contre 64 et 62%); l'article 42 (libération anticipée d'une fraction du contingent) recueillit une adhésion massive (82%) alors qu'il ne passa à la Chambre qu'avec une minorité de faveur (46%). Et surtout l'amendement autorisant les substitutions entre parents jusqu'au quatrième degré, refusé par 53% des députés français, fut approuvé par 71% des élus du Nord.

On ne saurait expliquer uniquement ce contraste par l'orientation politique presque exclusivement conservatrice. Les députés républicains ont voté contre le service de trois ans, puis quatre. Sans doute l'ont-ils fait afin de ne pas ouvrir une crise politique, tout comme lors du vote sur la taxation des matières premières (179). Mais lors du scrutin sur l'article 42 dont l'enjeu politique était moins évident, ils s'abstinrent ou votèrent pour, à l'exception de Corne. N'ont-ils pas eu le souci de ménager une partie de leur clientèle électorale?

Baucarne-Leroux et des Rotours furent les seuls à voter le service de trois ans, mais ils entendaient en même temps maintenir le remplacement après la première année. Aucun élu n'a donc voté pour le service obligatoire et égal pour tous. L'immense majorité s'est au contraire efforcée de réintroduire subrepticement le remplacement en autorisant les substitutions entre parents éloignés. Dans les familles nombreuses du Nord,

179. Cf. supra, p.1058. On peut noter cependant que la gauche à l'Assemblée se contenta de s'abstenir.

cet amendement aurait eu une portée très étendue tant au sein des dynasties bourgeoises que dans les communautés rurales (180).

L'examen des journaux et des votes à la Chambre nous amène à la conclusion qu'une grande partie de la bourgeoisie locale répugnait encore au service militaire universel. Elle ne s'opposait plus comme en 1868 à l'instruction des réserves et à leur mobilisation en cas de conflit. L'expérience de 1870 lui avait fait mesurer les dangers d'envoyer au feu des recrues non préparées (181). Mais elle restait hostile à la coupure qu'entraînait la caserne dans la vie professionnelle, en dépit des facilités accordées par la loi (dispenses, sursis d'incorporation, engagements volontaires). Peut-être craignait-elle encore les prélèvements de main-d'oeuvre, bien qu'une évolution se soit dessinée sur ce point avant la guerre (182). Son attitude contrastait avec celle des notables ruraux de l'Assemblée, ralliés au service militaire obligatoire et universel, qui s'opposèrent à Thiers. En dépit de leur vive hostilité à l'égard du chef de l'Etat, les députés du Nord votèrent pour lui comme un seul homme.

L'opinion des masses populaires est plus difficile à apprécier. L'expérience de la guerre et des inégalités vivement ressenties (183) leur fit accepter sans doute l'égalité de la durée du service et la suppression des bons numéros. Les professions de foi républicaine étaient sans équivoque. L'évolution du *Mémorial* s'explique peut-être par la prise de conscience de ces

180. Le *Progrès du Nord* mit en lumière ce calcul en passant en revue le vote des députés (n° du 6 novembre 1872).

181. La *Gazette de Cambrai* avait développé cet argument dans son numéro du 3 juillet.

182. Cf. supra, chap. XII, p. 716.

183. Cf. supra, chap. XV, pp. 933-934.

sentiments. Encore faudrait-il apporter quelques nuances régionales que l'absence de rapports officiels ne nous permet pas d'établir. Dans le bassin lillois, on demeurait choqué par l'exemption dont bénéficiaient les Belges établis depuis plusieurs générations en France. Lors de la troisième lecture du projet, des Rotours appuyé par Testelin reprit l'amendement qu'il avait déjà déposé en 1868 (184). Le gouvernement l'accepta dans son principe. Il est aussi vraisemblable que la conscription restait mal acceptée dans les Flandres. L'abstention de ses deux députés Plichon et de Staplande sur l'amendement Belcastel en faveur du remplacement est significative.

La réforme de 1872 a donc été plutôt subie que souhaitée par une large fraction de la population. Passer de l'armée de métier à l'armée nationale supposait une révolution dans les mentalités qui était encore à faire dans le contexte économique, social et culturel des années 1870.

3. L'avenir de l'enseignement primaire

La défaite provoqua de nouvelles controverses sur la question scolaire. Tandis que les républicains imputaient en partie le désastre à l'ignorance du peuple et faisaient l'éloge de la Prusse, les catholiques tiraient argument de la Commune pour dénoncer les dangers de la déchristianisation. En décembre, le ministre de l'Instruction publique, Jules Simon, déposait un projet en faveur de l'obligation de l'enseignement, mais excluait

184. Cf. supra, chap. XII, p. . La question, qui posait le problème du code civil, demeura en suspens.

la gratuité et la laïcité. Il fut enterré par une majorité de députés hostiles. Afin de soutenir cette initiative la ligue de l'Enseignement lança une pétition en faveur de la gratuité et de l'obligation, auxquelles s'ajouta la laïcité après la campagne du *Siècle*. Elle devait recueillir 1.267.000 signatures. La Société d'Education et d'Enseignement riposta en demandant le maintien de l'enseignement religieux. Plusieurs conseils généraux se prononcèrent et la question scolaire se trouva portée au premier plan de l'actualité (185).

Qu'en fut-il dans le Nord? La presse locale accorda une place restreinte à ces controverses. En 1871, le *Progrès du Nord* fit paraître une série d'articles; puis, il resta relativement discret. Il en est de même de ses confrères qui se contentèrent de prendre position lors du dépôt du projet Simon et du contre-projet Ernoul et d'annoncer le lancement des pétitions. Mais ils ne soutinrent pas les promoteurs de cette campagne.

Les deux pétitions rivales circulèrent cependant d'un bout à l'autre du département (186). Elles touchèrent globalement une fraction importante du corps électoral (24%), mais de façon inégale : 6,7% pour celle de la Ligue de l'enseignement, 18% en ce qui concerne les pétitions catholiques. Pour l'ensemble de la France, le rapport de forces est inversé et les pourcentages calculés sur le chiffre de la population sont respectivement de 3,5 et de 1,2% (187).

185. PROST, *L'enseignement en France (1800-1967)*, Paris, 1968, p. 184.

186. Cf. *Revue du Nord*, tome 60, n° 213, avril-juin 1963 : "Prélude à la bataille scolaire : les pétitions de 1872 concernant l'enseignement primaire dans le département du Nord", B. MENAGER. Sources : A.N. C 61 258.

187. Cf. B. MENAGER, *op. cit.*, pp. 138-139.

Les républicains ont marqué des points uniquement dans un nombre limité de cantons essentiellement urbains. Leur hiérarchie ne correspond pas aux données de la géographie électorale. Roubaix dépasse nettement Lille; Orchies et Marchiennes, Maubeuge et Le Cateau apparaissent comme les bourgs où le besoin d'instruction était le plus ressenti. Les chefs-lieux d'arrondissement se situent en retrait, sans doute parce qu'elle y était déjà plus répandue. L'indifférence du Valenciennois est manifeste, tout comme celle des cantons flamands où le problème linguistique a joué.

La répartition géographique des pétitions catholiques est plus homogène, mais ne reflète pas non plus les données de la sociologie religieuse. Que dire de leur triomphe à Lille : 48% du corps électoral, du succès rencontré dans l'Avesnois en partie déchristianisé : 19,5%, et de leur audience limitée dans plusieurs cantons flamands (6% dans l'arrondissement de Dunkerque)? Sauf dans le Douaisis et le Cambrésis elles dépassèrent partout la pétition de la Ligue de l'enseignement.

Son écho limité (prévu peut-être par les dirigeants du parti ce qui explique le silence des journaux), tient sans doute à l'absence de cette association dans le département (ce qui était encore le cas en 1879; il n'existait que des sections isolées à Orchies et à Roubaix). Ils ne pouvaient s'appuyer que sur les périodiques locaux qui diffusèrent les modèles de pétition et sur les sociétés de soutien à l'enseignement dont le dynamisme à Roubaix, Dunkerque (188) et dans d'autres localités explique les succès très circonscrits. L'organisation des

188. Cf. supra, p.1037.

catholiques était supérieure grâce à la multiplication des comités (189) relayés par les maires et les conseillers municipaux qui signèrent en grand nombre, et par les curés qui purent toucher les paroissiens isolés.

L'enjeu fut, par ailleurs, différent. La Société d'éducation et d'enseignement mit l'accent sur la laïcité (190). Le *Propagateur* ne s'était pas déclaré hostile au principe de l'obligation (191). Il était plus facile de recueillir des adhésions contre une expérience aussi révolutionnaire au lendemain de la Commune. On a pu confondre la laïcisation de l'enseignement et celle du personnel dans les communes où l'on demeurait attaché au maintien des Frères et des religieuses. Leur popularité demeurait grande, y compris dans les centres urbains importants; Lille en avait fait l'expérience après la laïcisation des écoles communales (192). Au contraire, l'obligation scolaire dans un département industriel où le travail des enfants apportait aux familles un supplément de salaire recherché, n'était pas populaire en elle-même. Les signataires appartenaient surtout à la petite et moyenne bourgeoisie à Cambrai (50%) et à Valenciennes (41%). Roubaix fut la seule ville où cette aspiration rencontra un écho dans les masses (47% des adhésions émanaient du monde ouvrier) (193). Les adversaires des républicains ont pu en revanche mobiliser l'ensemble des catégories sociales en

189. Cf. supra, p.1043.

190. Cf. B. MENAGER, *op. cit.*, p. 135.

191. *Propagateur*, 19 décembre 1871.

192. Cf. supra, chap. XII, p.688.

193. Les professions sont malheureusement rarement mentionnées, ce qui interdit toute conclusion générale.

dépit d'une certaine sous-représentation des ouvriers de la grande industrie (194).

Dans ce climat feutré le prélude à la bataille scolaire a donc tourné au profit des milieux cléricaux. Ces derniers n'ont pas voulu exploiter leur succès en attirant l'attention de leurs adversaires sur l'efficacité de leurs moyens. Ceux-ci, conscients que ce terrain ne leur était pas favorable, portèrent tous leurs efforts sur la propagande en faveur de l'idée républicaine.

La question du régime polarisant les énergies reléguait au second plan les questions aussi vitales que l'organisation du système fiscal, militaire et scolaire de la France. Pour les républicains, l'avenir des institutions conditionnait la solution de ces problèmes qui devrait s'inspirer des principes démocratiques. Les royalistes redoutaient avant tout le radicalisme que le triomphe de la République risquait de porter au pouvoir. Le maintien des privilèges et des inégalités ne pouvait être assuré que par la restauration de la monarchie. C'est sur l'avenir du régime qu'eut lieu l'affrontement sans merci entre la droite et la gauche.

D. L'AVENIR DES INSTITUTIONS ET L'EVOLUTION DE L'OPINION

Les mois de la présidence de Thiers sont d'une importance capitale dans l'évolution de l'opinion publique. Les élections partielles ont montré son glissement vers la République dans maints départements et le rôle décisif du chef de l'Etat

194. Cf. B. MENAGER, *op. cit.*, p. 142.

dans cette évolution. Le Nord, qui fut un des nombreux départements à l'élire en février 1871, offre un remarquable champ d'observation grâce aux trois consultations successives du 2 juillet 1871, du 7 janvier et du 9 juin 1872. Elles suppléent aux lacunes des archives publiques. L'examen des adresses et des pétitions, complété par la revue des journaux locaux, permet aussi de suivre l'état de l'esprit public pendant la crise finale qui aboutit à la chute du président de la République.

1. L'élection ambiguë de Faiderbe et de Testelin :

2 juillet 1871

L'option de Thiers et de Changarnier pour un autre département fit participer le Nord à la vaste consultation nationale du 2 juillet. Dès le 16 juin, le *Progrès du Nord* informait ses lecteurs que le général Faiderbe avait accepté la candidature après une démarche des notabilités républicaines. Il appelait à une réunion des comités d'arrondissement pour désigner le second candidat qui fut Testelin (195).

Le choix de l'ancien commandant de l'armée du Nord et de l'ex-commissaire de la Défense était habile. Les deux hommes étaient populaires et connus dans tout le département. On savait gré au premier de l'avoir protégé de l'invasion, au second d'avoir maintenu l'ordre et la sécurité des citoyens, et d'avoir donné une impulsion indispensable à l'armement de la région. Plusieurs journaux avaient regretté son exclusion (196) au mois de

195. *Progrès du Nord*, 18 juin.

196. Cf. supra, chap. XV, p. 966.

février 1871. Les monarchistes ne songeaient pas encore à exploiter contre lui l'affaire des marchés de guerre (197).

Ceux-ci portèrent leur choix sur le marquis de Nédonchel et sur Dupont. Le premier était un grand propriétaire légitimiste du canton du Quesnoy, peu connu au dehors (il était maire d'une petite commune rurale). Son colistier, avocat au barreau de Douai, membre fondateur de la Société d'agriculture de Douai et administrateur des mines de Courrières, était un notable plus influent, de nuance centre droit. L'assemblée qui protesta à cette désignation (198) paraît avoir obéi à un calcul : accroître les suffrages monarchistes dans le sud du département, moins bien disposé que la partie septentrionale (199). Mais elle prenait le risque d'en perdre là où les électeurs potentiels étaient a priori bien disposés. Le *Journal de Roubaix* et le *Messenger du Nord*, mécontents des décisions prises (200), s'abstinrent de faire campagne. La déclaration liminaire de Nédonchel en faveur de la monarchie héréditaire, représentative et décentralisée, fit mauvaise impression et obligea son auteur à protester de son dévouement au président et à assurer le public qu'il saurait faire preuve de patience pour régler la question du gouvernement définitif (201). Mais il était trop tard. Toute la presse du centre droit fit défection et reporta son choix sur Faiderbe (202).

197. Cf. supra, p. 946.

198. Cf. supra, p.1050. Le général Lhéritier, originaire de Douai, et qui commandait une division à Paris, ne fut écarté qu'à une voix de majorité. La sur-représentation de l'arrondissement de Douai fut mise en avant par ses adversaires.

199. *Progrès du Nord*, 27 juin.

200. Le premier demanda le retour au scrutin d'arrondissement, *Journal de Roubaix*, 28 juin.

201. Profession de foi publiée dans le *Propagateur*, 26 juin.

202. Le *Courrier du Nord*, l'*Echo de la Frontière* et l'*Indépendant de Douai*.

La *Gazette de Cambrai* et l'*Autorité* allèrent même jusqu'à se rallier aux deux candidats républicains (203). La presse monarchiste allait à la bataille en ordre dispersé.

Les polémiques ne portèrent pas sur les derniers événements de la guerre (204) mais plutôt sur la Commune. Le *Mémorial de Lille* accusa Faidherbe d'avoir refusé de prêter son concours à la répression et d'être coupable de haute trahison (205). Les dissentiments survenus entre le général et le gouvernement, le fait que, convoqué à Versailles, il n'avait pas dépassé St-Denis et ne s'était pas rendu auprès de Thiers, sa mise en disponibilité en avril auraient pu justifier ce procès dans l'opinion publique. Faidherbe était hostile à l'emploi de l'armée pour réprimer les troubles intérieurs. Il ne semble pas que cette campagne ait porté.

Testelin se vit aussi reprocher d'avoir voulu jouer un rôle de médiateur en se rendant près de Delescluze (206). Il s'agissait de démontrer qu'il n'avait pas toujours soutenu Thiers. Barthélémy Saint-Hilaire lui adressa une lettre justifiant sa conduite, qui fut répandue à profusion à la veille du scrutin. Elle suscita l'acrimonie des conservateurs qui parlèrent de candidature officielle et s'emparèrent de l'incident pour contester une élection acquise cependant à une large

203. Article de l'*Autorité* publié dans le *Progrès* du 26 juin et la *Gazette de Cambrai* du 30 juin.

204. Le *Propagateur* se contenta d'une furtive allusion aux semelles en carton des mobilisés, au choix du général Robin (19 juin).

205. *Mémorial de Lille*, 26 juin.

206. Idem.

majorité (207). Ces attaques n'ont pas eu plus de portée que les précédentes. Testelin s'était rangé nettement derrière le gouvernement et avait même polémique avec le *Progrès* au début de la Commune (208).

Le retour de Gambetta sur la scène politique alimenta la propagande monarchiste : "Voter Faidherbe et Testelin, c'est voter Gambetta", affirmait le *Propagateur* (209), qui souligna les liens d'amitié ou d'admiration qui unissaient les deux hommes au leader républicain (210) et rappela les mauvais souvenirs de la campagne de février (211).

Faidherbe et Testelin firent preuve de la plus grande prudence. Ils s'abstinrent de publier des circulaires. Leur comité électoral justifia cette lacune par leur notoriété et donna à leur candidature la signification suivante : "Maintien de la République entre les mains de Monsieur Thiers, consolidation de la paix, évacuation du territoire" (212). C'était l'application stricte du pacte de Bordeaux, la confusion entre la profession de foi républicaine et la fidélité au chef de l'Etat, le sort ultérieur du régime étant passé sous silence. Le *Progrès du Nord* venait de déclarer : "Sans rien sacrifier de nos principes,

207. *Progrès du Nord*, 17 juillet. Compte rendu du débat parlementaire. L'enquête administrative établit que les républicains n'utilisèrent pas d'affiche blanche et que cet incident souleva plus de passion à la Chambre que dans l'opinion où l'élection de Testelin était considérée comme acquise avant même les derniers jours de la campagne (A.D. M 71-4).

208. Idem, 25 mars.

209. Idem, 2 juillet.

210. Idem, 29 juin.

211. Idem, 1er juillet.

212. Idem, 23 juin.

sachons nous résigner à ne les voir appliquer que progressivement et successivement" (213).

On présenta Testelin comme un républicain qui avait toujours été conservateur. En décembre 1851, il se serait opposé à la résistance armée; en 1869 il prenait l'initiative de la candidature Thiers (214). Et pour clore la campagne, le *Progrès du Nord* fit une condamnation sans appel de la Commune (215). Cette prudence, alliée à une activité militante intense (216), allait porter ses fruits. La victoire fut éclatante.

(Tableau p. 1076)

213. *Progrès du Nord*, 22 juin.

214. Idem, 29 juin.

215. Idem, 1er juillet.

216. Idem. Les républicains ouvrirent une souscription pour couvrir les frais de la campagne : impression de 4.000 affiches et de 600.000 bulletins de vote.

Avesnes	44,5	45	80,9	42,4	76,3	11,3	20,4	10,8	19,5
Cambrai	37	53,8	85,2	50,3	79,7	9,9	15,7	8,1	12,8
Douai	42,3	46,7	80,8	37,9	65,6	18,3	31,6	10,6	18,4
Dunkerque	44,7	28,9	52,3	27,6	50	27,3	49,3	26,1	47,1
Hazebrouck	26,3	35,3	47,9	32,6	44,2	39,1	53,1	37,2	50,4
Lille	30,8	49,1	70,9	46,1	66,6	21,3	30,7	20,1	29,1
Valenciennes	45	43,7	79,4	39,3	71,5	14,5	26,4	11,1	20,3
Total	35,9	46,5	72,5	42,3	65,9	19,2	29,9	16,9	26,4

On ne saurait imaginer un renversement de situation plus brutal. Les républicains progressaient de 27,6% et de 48,4% par rapport aux inscrits et aux suffrages exprimés, devançant partout leurs adversaires sauf dans l'arrondissement d'Hazebrouck où ils étaient presque à égalité. Le taux important des abstentions les a gênés plus que leurs rivaux, la mobilisation des électeurs paraissant plus forte dans les cantons flamands, traditionnel bastion monarchiste quelque peu rétréci et limité au Houtland et aux communes rurales autour de Tourcoing et de La Bassée (217). Le Cambrésis devenait la principale zone de force de la gauche. Si l'origine méridionale des candidats royalistes leur a coûté des voix au nord, elle ne les a que faiblement servis au sud du département, le Douaisis et l'Avesnois se situant à un niveau très légèrement supérieur. On a peu recouru au panachage. Testelin n'accuse que 6,5% de retard sur Faidherbe et Dupont n'a profité que partiellement de ce déchet. 2 à 3% d'électeurs ont voté uniquement pour le général. L'écart se creuse dans le Douaisis, fief du candidat orléaniste où l'*Indépendant* avait préconisé cette tactique. L'influence de la presse valenciennoise a été plus faible. L'assertion du *Mémorial* selon laquelle les mobilisés avaient fait voter Faidherbe, Testelin "passant par dessus le marché" (218), est en partie fondée.

Le *Progrès du Nord* se réjouissait de voir disparaître l'antagonisme des villes et des campagnes. L'examen comparé du vote des communes rurales et urbaines (219) montre que le fossé est en grande partie comblé.

217. Cf. carte n° 24.

218. *Mémorial*, 4 juillet.

219. *Progrès du Nord*, 5 juillet.

Arrondissements :	Communes rurales	:	Communes urbaines
	: de moins de 500 électeurs :		
	: majorité con- : % de l'en- :		: majorité con- : % de l'en-
	: servatrice	: semble	: servatrice : semble

Avesnes	:	15	:	11	:	0	:	-
Cambrai	:	6	:	7	:	0	:	-
Douai	:	5	:	10	:	4	:	23
Dunkerque	:	31	:	66	:	7	:	50
Lille	:	26	:	30	:	10	:	22
Hazebrouck	:	24	:	61	:	7	:	50
Valenciennes	:	15	:	28	:	2	:	4

Total	:	122	:	24%	:	30	:	17%
-------	---	-----	---	-----	---	----	---	-----

Les républicains l'ont emporté dans les 3/4 des communes rurales. La différence n'est que sept points entre les deux catégories. Elle s'inverse dans le Douaisis, se réduit dans les Flandres. Dans le sud, l'implantation urbaine des conservateurs fait totalement défaut et le maintien relatif de leur audience dans les campagnes du Hainaut fait de l'arrondissement de Valenciennes celui où le contraste est le plus accusé.

La signification de la victoire républicaine demeurerait ambiguë. Il y a incontestablement un échec des partisans de la restauration monarchique immédiate. Le *Journal de Roubaix*, qui voulait sortir du provisoire, le reconnaissait (220). Mais deux éléments d'incertitude empêchent toute conclusion abrupte. Quelle était la part des suffrages personnels accordés à Faiderbe et à

220. *Journal de Roubaix*, 8 juillet.

Testelin sans considération politique? Pour le *Propagateur*, les républicains "avaient déplacé la question" (221). A qui les électeurs ont-ils donné leur adhésion? A Thiers ou au parti républicain? Se contentaient-ils du pacte de Bordeaux ou se ralliaient-ils à des institutions définitives? Les deux types de comportement se rejoignaient en cette occasion sans qu'il soit possible d'évaluer leur part réciproque.

L'élection du 2 juillet eut des conséquences importantes sur la vie politique locale. Elle donna aux républicains une confiance qui leur faisait jusque-là défaut et qui fut amplifiée par le résultat national de la consultation. Mais leur aile gauche exagéra la portée du scrutin. Jugeant à tort que le département avait basculé à gauche, elle imposa lors du scrutin suivant des candidats trop avancés (222). Elle eut trop tendance à compter sur le renom de Faiderbe pour forcer les fiefs conservateurs lors des élections départementales (223). Mais le nouveau rapport des forces détermina aussi des ralliements. Le plus important fut celui de Charles-Seydoux, neveu de l'ex-député officiel du second Empire, qui bénéficia du soutien du *Progrès du Nord* lors des élections départementales d'octobre (224), tout comme Macarez à Solesmes, Massiet du Biest et Joets de Meterdorf dans l'arrondissement d'Hazebrouck.

Un certain désarroi se manifesta dans les rangs monarchistes. Le *Propagateur* s'abstint de commenter le manifeste du comte de Chambord. Après avoir mesuré sa popularité, la plupart

221. *Propagateur*, 5 juillet.

222. Cf. infra, p. 1082.

223. Cf. infra, p. 1081.

224. *Progrès du Nord*, 25 septembre 1871.

des journaux évitèrent d'attaquer le chef de l'Etat. Des tiraillements entre légitimistes et orléanistes suivirent leur commun échec et il fallut, pour l'élection suivante, faire appel à l'arbitrage des journaux lillois (225). Conscients enfin de la précarité de leurs positions, les conservateurs durcirent leurs attaques contre leurs adversaires. L'exploitation du scandale des marchés de guerre fut la conséquence directe de leur insuccès de juillet.

2. L'élection douteuse de Dupont et de Deregnancourt :

7 janvier 1872

La démission de Faidherbe, le décès de Lambrecht ouvrirent deux vacances dans la députation du Nord qui participa donc aux élections partielles qui se déroulèrent le 7 janvier dans plusieurs départements français.

La conjoncture était moins bonne pour les républicains. L'opinion publique fut sans doute déconcertée par le retrait de Faidherbe qu'il justifia par son refus d'accepter le pouvoir constituant de l'Assemblée lors de la discussion de la loi Rivet. Les milieux radicaux étaient seuls sensibles à cette argumentation. Le *Propagateur* affirma sans être contredit que la nouvelle avait été accueillie avec la plus parfaite indifférence à Lille (226). Selon le *Bien public*, Gambetta et Testelin auraient tout mis en oeuvre (227) pour faire revenir le général sur sa décision.

225. Cf. supra, p. 1050.

226. *Propagateur*, 29 août 1871.

227. Reproduction dans le *Progrès du Nord*, 28 août.

Les élections départementales du 8 octobre 1871 s'étaient soldées par un échec républicain, malgré quelques succès locaux à Hazebrouck, Avesnes, Bavai, Trélon, Valenciennes et Roubaix, qui permirent au parti d'étendre son influence hors du chef-lieu (228). Avec le ralliement de personnalités libérales, il disposait d'une minorité de 17 voix sur 61 qui se compta lors de la session de printemps 1872 sur une adresse de félicitations à Thiers, laquelle exprimait en outre le souhait de voir la République se consolider. Mais les républicains n'étaient pas parvenus à déloger les puissants notables liés au régime précédent : Brame, des Rotours, Maillet, Danel, Hamoir, Stiévenard Béthune, et les candidatures multiples du général faidherbe dans les cantons de Cysoing, Douai, Cambrai-est, Landrecies et Lille-centre se soldèrent par de retentissants échecs sauf dans cette dernière circonscription, et elles suscitèrent un malaise chez les libéraux méfiants à l'égard de cette campagne plébiscitaire. Elle provoqua le déclenchement de l'affaire des marchés de guerre, Brame ayant été furieux de se voir défier dans son canton (229). Les premières inculpations suivirent. Les républicains étaient sur la défensive et se montrèrent peu empressés à briguer la candidature. Pressentis tour à tour, Merlin, Deregnancourt, Giroux et Seydoux se refusèrent. Le second revint sur sa décision après avoir été désigné par une assemblée à Lille. Après le refus de Pierre Legrand et de Rémusat, qui venaient en seconde et troisième positions dans l'ordre de préférences, Soins fut investi

228. Guillemin, Trystram, Louis Legrand, Deregnancourt firent à cette occasion leur entrée au Conseil général.

229. Cf. supra, chap. XV, p. 946.

pour l'autre siège vacant (230). L'*Echo du Nord* critiqua la procédure employée, le choix trop tardif et le rôle excessif de la camaraderie politique qui aboutissaient à des engagements préalables de soutien à tel ou tel candidat. Selon lui, le parti républicain agissait trop en "parti persécuté et non en parti d'état gouvernemental" et devait moins "satisfaire les préférences d'une coterie et mieux prendre en compte le sentiment général" (231). Ces réflexions eurent lieu après le scrutin; l'*Echo* respecta la discipline pendant la campagne et y participa moins activement que son confrère. Ces critiques ne prenaient pas en compte les refus des personnalités modérées (232). Elles posent le problème de l'orientation politique des deux candidats, qui apparut à l'opinion comme fortement teintée de radicalisme. Deregnancourt, maire de Roubaix, avait reçu ses fonctions une première fois des mains de Paul Bert le 7 février, alors qu'il était venu avec une délégation protester contre la révocation injuste de Descat (233). Bien que ses collègues aient compris à l'époque les raisons impérieuses dictant son acceptation (l'organisation matérielle du scrutin), il n'en fallait pas plus pour le taxer de déloyauté et le présenter comme l'auxiliaire du gambettisme dans le Nord et le complice de la mesure arbitraire (234) d'un fonctionnaire factieux. Son élection multiple au conseil municipal de Roubaix, sa seconde nomination par Séguier en juillet, ne purent effacer

230. *Progrès du Nord*, 26 et 27 décembre.

231. *Echo du Nord*, 10 janvier 1872.

232. Selon le *Mémorial de Lille*, Testelin s'efforça de convaincre Rémusat (n° du 1er janvier). L'*Echo* a sans doute vu ses candidats écartés.

233. Cf. supra, chap. XV, p. 980.

234. *Journal de Roubaix*, 28 décembre 1871.

cette tâche originelle (235). Soins n'était qu'un modeste conseiller municipal de Lille, mais il était l'un des trois auteurs de l'adresse en faveur de la conciliation lors de la Commune et, à ce titre, suspect de complaisance coupable. La propagande monarchiste put donc, plus facilement qu'en juin, dénoncer les alliés de Gambetta et des communards. Ces deux candidats avaient, en outre, l'inconvénient d'être issus du bassin lillois. Il eût été plus efficace de présenter un militant originaire d'un autre arrondissement où sa notoriété aurait compensé une plus faible implantation du parti. Leur atout principal était leur profession: industriels tous deux (236); ils pouvaient gagner des voix parmi les fabricants, peu représentés à la Chambre à la veille du débat sur l'imposition des matières premières.

Heureusement pour les républicains, leurs adversaires eurent à surmonter des difficultés analogues et choisirent encore plus tardivement leurs candidats (237). Dupont se représentait, malgré son échec de juillet. Les conservateurs douaisiens voulaient absolument que Lambrecht soit remplacé par une personnalité de l'arrondissement. La difficulté était de désigner un légitimiste moins tranché que Nédonchel. On le trouva en la personne de Bergerot, châtelain d'Esquelbecq en Flandre, conseiller général de Wormhoudt. Il avait coopéré avec l'administration

235. L'épithète "radical" a été reprise par HANOTAUX, *Le gouvernement de Thiers*, p. 468. GOUAULT le range avec plus de raison dans la gauche. Deregnancourt adhéra en réalité à la fois au groupe de l'Union républicaine et de la Gauche républicaine, et il se situe à la frontière des deux.

236. Deregnancourt était un "self made man" qui avait exploité le brevet d'invention de son associé. L'*Echo du Nord* présentait les deux hommes comme des "candidats d'affaires" (n° du 30 décembre 1871).

237. Le 30 décembre. La veille, le *Journal de Roubaix* avait jugé "affligeante" l'apathie des conservateurs.

impériale, ce qui le rendait acceptable aux bonapartistes (238), mais suspect aux éléments les plus intransigeants du parti. Le bastion monarchiste avait cette fois son candidat et la complémentarité entre ce dernier et son colistier était meilleure qu'en juin. Mais sa notoriété restait réduite. Les monarchistes avaient déjà envoyé à la Chambre les notables les plus représentatifs, à l'exception des bonapartistes qui se réservaient pour l'avenir.

La campagne fut courte mais très rude. La *Vraie France* n'hésita pas à attaquer Soins dans sa vie privée (239). Des fonctionnaires s'engagèrent de part et d'autre. Le *Progrès du Nord* dénonça le zèle des gardes-champêtres distribuant les bulletins de vote, notamment dans les communes flamandes (240), l'intervention de plusieurs magistrats (241) et de maires (242) qui auraient fait pression sur les électeurs. La Compagnie d'Anzin fut accusée d'avoir enrégimenté son personnel (243) et d'avoir utilisé des bulletins transparents afin de contrôler (244) le vote. Les conservateurs ripostèrent par des griefs analogues, notamment à l'égard du maire de Cambrai et obtinrent ainsi

238. Il avait en vain poussé Maillet et Fiévet à se présenter.

239. L'intéressé porta plainte en diffamation (*Progrès du Nord*, 6 janvier 1872).

240. Idem, 18 janvier.

241. Les juges de paix Bieswal et Bogaert, les juges Quenson, Lespagnol et Desmazières du tribunal d'Hazebrouck. Idem.

242. A Boeschepe, Haverskerque, Neuf-Berquin (*Progrès du Nord*, 18 janvier), ainsi qu'à Masny et à Flines (Idem, 25 février).

243. Masure adressa une lettre ouverte à Casimir Périer, publiée dans le *Progrès du Nord*, le 11 janvier. Cf. numéros des 13 et 15 janvier.

244. Compte rendu des débats de validation dans le *Progrès*, 26 février.

l'invalidation de Deregnancourt (245) et la révocation du percepteur Jacob à Hazebrouck (246). La lutte fut surtout vive dans les arrondissements d'Hazebrouck et de Valenciennes, où les conservateurs entendaient rétablir une suprématie jusque-là contestée.

Toute leur campagne porta sur la personnalité de leurs adversaires. Dupont ne se donna pas la peine de rédiger une nouvelle circulaire et se contenta d'affirmer qu'il y aurait continuité entre Lambrecht et lui (247). Celle de Bergerot fut des plus vagues, excepté la promesse de soutenir Thiers (248). Les républicains refusèrent d'entrer dans le jeu de leurs adversaires et posèrent la question des futures institutions, se proclamant les défenseurs de Thiers et de l'ordre "par, et dans la République" (249) qu'il convenait d'affermir. Face à leurs adversaires qui défendaient le provisoire, ils n'hésitèrent pas cette fois à se prononcer sur l'avenir du régime. Ils furent moins précis sur les autres questions d'actualité, se contentant de critiquer l'impôt sur les matières premières ou toute autre taxe discriminatoire pouvant peser sur la production nationale. Ils demandaient le développement de l'instruction (250). Le souci de rassurer les intérêts était encore plus net qu'en juin en raison des attaques de leurs adversaires. Quelques comités locaux furent plus explicites. Celui de Merville prit position pour le

245. Cf. infra, pp. 1090-1091. Parsy avait adressé un appel aux électeurs.

246. *Progrès du Nord*, 13 février. Il s'agissait d'un israélite mutilé de la guerre de Crimée, vigoureusement pris à parti par la *Vraie France*.

247. *Propagateur*, 2 janvier 1872.

248. Idem, 3 janvier.

249. *Progrès du Nord*, 29 décembre 1871.

250. Idem.

service militaire obligatoire et personnel, et la suppression de tout impôt pesant sur les classes laborieuses (251). Par ailleurs les républicains exploitèrent la vive hostilité de la *Vraie France* envers le chef de l'Etat et dénoncèrent la fausse union des conservateurs (252).

Les chiffres traduisent l'étroitesse du résultat.

(Tableau p. 1087)

251. *Progrès du Nord*, 5 janvier 1872.

252. *Vraie France*, 2 janvier 1872.

Procès-verbaux des communes (253)

Suffrages et % calculés par rapport
aux inscrites

Diff. par rapport
à l'élect. de 1871

Arrondissements: Abstent.: Dupont : Bergerot : Deregancourt: Soins : Conserv.: Républ.

Avesnes	: 56,1	: 8 203:	19,2:	8 195:	19,2:	10 333:	24,2:	10 282:	24,1:	+ 8,1	: -19,7
Cambrai	: 49,9	: 6 243:	12,2:	6 270:	12,2:	18 765:	36,8:	18 664:	36,6:	+ 3,2	: -16,2
Douai	: 52,6	: 7 399:	23,5:	7 266:	23,2:	7 192:	23 :	6 854:	21,9:	+ 9	: -19,4
Dunkerque	: 49,2	: 10 276:	34,9:	10 657:	35,2:	4 499:	15,4:	4 461:	15,2:	+ 8,4	: -13
Hazebrouck	: 37,1	: 12 855:	44,6:	12 889:	44,8:	5 093:	17,7:	5 056:	17,5:	+ 6,6	: -17,4
Lille	: 43,4	: 26 491:	28,5:	26 410:	28,4:	25 340:	27,3:	25 234:	27,2:	+ 6,8	: -19,4
Valenciennes	: 54,7	: 10 184:	23,3:	10 108:	23,1:	9 439:	21,6:	9 451:	21,6:	+ 10,5	: -20,2
Total	: 48,6	: 81 651:	25,5:	81 785:	25,6:	80 661:	25,2:	80 002:	25 :	+ 8,8	: -21,5
	: (+12,7)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:

- 1087 -

Procès-verbaux de l'armée

:	633:	304	:	1 414:	1 043
82 284	82 089	82 075	81 045		

Résultats officiels après recensement des votes à la préfecture

82 330	81 668	82 123	82 361
élu		élu	

253. Sources : A.D. M 31-5.

Une première constatation se dégage du tableau : près d'un électeur sur deux s'est abstenu, la participation ayant diminué d'environ 13% depuis juillet 1871. Cet éloignement des urnes est surtout sensible dans la moitié sud du département et sur sa façade maritime (254). Il atteint un niveau record dans l'Avesnois et le Valenciennois, et plus particulièrement dans quelques cantons industriels (Trélon, Saint-Amand, Condé). Il traduit une lassitude devant la répétition des consultations, mais aussi l'existence d'un véritable marais autrefois bonapartiste, refusant de se rallier aux candidats monarchistes, peu enclin à faire confiance à des républicains présentés comme des radicaux, dont la notoriété ne s'étendait pas jusqu'au sud du département. La thèse des conservateurs, selon laquelle les abstentionnistes étaient des électeurs potentiels (255) ne résiste pas à un examen sérieux. S'agit-il de propagande ou d'un manque étonnant de lucidité? Comme en juillet 1871, les cantons flamands les plus orientés à droite ont voté massivement. Mais des républicains conservateurs seraient parvenus sans doute à emporter l'adhésion d'une fraction supplémentaire du corps électoral et auraient remporté la victoire.

Les deux camps en présence se partagent à égalité les suffrages exprimés. Jamais résultat ne fut plus indécis. Les monarchistes se crurent vainqueurs après un premier décompte. Mais la commission du recensement des votes modifia certaines décisions relatives à des bulletins contestés à cause des déformations dans l'orthographe des noms. Elle attribua ainsi

254. Cf. carte n° 25.

255. *Mémorial de Lille*, 9 janvier 1872.

46 suffrages à Deregnancourt et en ôta environ 400 à Bergerot. Furieux, les légitimistes dénoncèrent sa partialité, ce qui suscita une vive réaction du *Progrès du Nord*. Cet incident fut l'un des éléments du dossier lors de la validation de l'élection mais ne fut pas retenu pour justifier son annulation (257).

Le vote de l'armée fut décisif. Sans l'avance prise sur son rival, Deregnancourt eût été battu. Le fait fut souligné de part et d'autre (258) et suffit à expliquer la volonté des monarchistes d'obtenir l'invalidation du maire de Roubaix. Au moment où ils s'apprêtaient à supprimer l'exercice du droit de vote dans l'armée, ils ne pouvaient admettre un tel arbitrage.

L'arrondissement de Cambrai a, par ailleurs, rétabli un désavantage assez net. Déjà, en tête des suffrages républicains en 1871, il creuse l'écart sur celui de Lille. Les monarchistes n'y progressent pas et la réduction de la différence entre les deux tendances est due presque uniquement au gonflement des abstentions.

Les glissements de voix les plus importants se situent dans l'arrondissement de Valenciennes où l'action de la Compagnie d'Anzin fut dénoncée (259), mais où le vote flottant était plus répandu qu'ailleurs, surtout chez les mineurs. Ce comportement se retrouve un peu atténué dans le Douaisis ainsi que dans l'Avesnois où la gauche garde néanmoins la majorité. Dans le

256. *Progrès du Nord*, numéro du 14 janvier qui reproduit l'article de la *Vraie France*.

257. Le bureau de l'Assemblée établit que Deregnancourt aurait obtenu la majorité même en lui ôtant 188 bulletins douteux (compte rendu du débat de validation dans le *Progrès du Nord* du 26 février).

258. *Progrès du Nord*, 11 janvier; *Propagateur*, 13 janvier.

259. Cf. supra, p. 1084.

nord du département les républicains ont mieux résisté à la contre-offensive monarchiste dont les gains demeurent inférieurs à la moyenne départementale. Il s'ensuit une plus grande homogénéité du parti visible sur la carte (260).

Ainsi, malgré leur demi victoire, les républicains n'avaient pas lieu d'être trop mécontents. La question politique étant nettement posée, ils avaient fait jeu égal avec leurs adversaires malgré l'apparence radicale de leurs candidats, et le *Progrès du Nord* n'avait pas tort de souligner les progrès de l'idée républicaine dans le département (261). Les monarchistes réagirent en demandant, par l'intermédiaire de Melun, la suppression des élections partielles, sauf lorsque la représentation des circonscriptions serait amputée de plus du quart de ses membres (262). Leurs adversaires ne pouvaient pas encore leur dénier toute représentativité. Mais l'autorité très grande que leur avait conférée l'élection de février était atteinte. L'invalidation de Deregnancourt allait achever sa ruine.

3. La réélection de Deregnancourt et le triomphe de la République, 9 juin 1872

Le 23 février 1872 l'Assemblée nationale invalida à une courte majorité (331 voix contre 304) l'élection de Deregnancourt malgré l'avis du bureau chargé de l'examen du dossier.

260. Cf. carte n° 26. L'éloignement du sous-préfet de Dunkerque fut aussi la conséquence de l'échec de Bergerot. Cf. supra, p.

261. *Progrès du Nord*, 9 janvier.

262. La proposition de loi fut également signée par Kolb Bernard, Wallon, Descat, Vente (*Propagateur*, 25 janvier). Le *Progrès* dénonça cette atteinte aux droits du suffrage universel (n° du 28 janvier). On sait qu'elle n'eut pas de suite.

Elle fonda sa décision sur l'intervention du maire de Cambrai, qui appela ses concitoyens à voter pour les candidats républicains (263). Cet acte provoqua de vifs remous car des griefs analogues avaient été invoqués (264) contre l'élection de Dupont. L'Assemblée donnait l'impression de faire deux poids, deux mesures et d'obéir à ses passions politiques. Deux journaux conservateurs, la *Gazette de Cambrai* et le *Courrier du Nord*, qui avaient soutenu les candidats monarchistes, s'associèrent aux critiques de la presse républicaine (265). Deregnancourt, à qui on ne pouvait imputer aucun acte répréhensible, bénéficiait des marques de sympathie allant généralement à un député invalidé sans raisons sérieuses. Il était, d'autre part, mieux connu grâce à son rapide passage à la Chambre.

D'autres éléments contribuèrent à améliorer la conjoncture pour les républicains. Le pèlerinage d'Anvers, les incidents auxquels il avait donné lieu (266) n'avaient pas grandi l'image de marque du parti légitimiste dont le représentant demeurait seul en lice. L'acquittement de Masure avait au contraire rehaussé le prestige de leurs principaux adversaires (267).

Les modérés, qui s'étaient tenus sur la réserve en janvier, s'engagèrent cette fois résolument dans la lutte. Ils venaient de s'organiser de façon autonome (268) et leur première assemblée décida de combattre Bergerot tout en prenant soin de

263. L'intéressé se justifia en précisant qu'il s'était engagé en son nom personnel; mais la mention de ses fonctions avait suivi son nom.

264. Cf. supra, p. 1084.

265. *Gazette de Cambrai*, *Courrier du Nord*, 28 février.

266. Cf. supra, p. 1045.

267. Il eut lieu à quinze jours du scrutin.

268. Cf. supra, p. 1034.

laisser à ses membres une entière liberté d'action (269). Les conseillers généraux Macarez, Dutemple, Seydoux, appelèrent à voter pour le député invalidé (270). L'*Echo du Nord* invoqua à bon droit le renforcement du centre gauche parmi les causes du succès (271). Cette mobilisation des républicains conservateurs s'explique par l'engagement de l'ensemble des responsables du parti de désigner à la prochaine vacance l'un des leurs (272).

L'évolution de la conjoncture nationale eut aussi des conséquences locales. La mésentente entre Thiers et la majorité devenait manifeste et l'engagement de Bergerot de ne pas faire d'opposition au chef de l'Etat sonnait faux. La nouvelle campagne électorale se caractérisa par une vigilance accrue des autorités pour faire respecter la neutralité des fonctionnaires. Le préfet invita les gardes-champêtres à s'abstenir de distribuer les professions de foi et d'apposer les affiches des candidats (273). La députation du Nord s'était émue à tort d'un possible soutien du gouvernement au député invalidé et obtint l'assurance de la parfaite neutralité de l'administration (274). La Compagnie d'Anzin ne sortit pas de sa réserve.

Les monarchistes reprirent leurs attaques contre Derengancourt présenté comme un "Gambetta local" (275), en s'appuyant sur sa place à la Chambre et sur ses votes jugés hostiles

269. *Echo du Nord*, 30 mai.

270. *Progrès du Nord*, 3 juin.

271. *Echo du Nord*, 13 juin.

272. Le *Progrès du Nord* révéla l'accord lors de la campagne électorale de 1874 (n° du 31 octobre).

273. A.D. M 31-6. Circulaire du 1er juin.

274. Note parue dans le *Propagateur*, 3 juin.

275. *Mémorial de Lille*, 5 juin.

au gouvernement (276) : refus de la loi Tréveneuc sur la permanence des conseils généraux en cas de dissolution illégale de l'Assemblée, de la surtaxe du pavillon (loi sur la marine marchande), de l'autorisation donnée au gouvernement de dénoncer les traités de commerce (277). Sa gestion de maire et de conseiller général fut critiquée (278).

Les républicains développèrent leur programme, à la différence de leurs adversaires : instruction obligatoire, service militaire égal et universel, décentralisation, impôts frappant les revenus et non les conditions de la production industrielle (279). Les engagements eurent, sans doute, une certaine résonance car le *Propagateur* en reprit à son compte (280). Mais, à la différence de la précédente campagne, ils n'hésitèrent pas à multiplier les attaques personnelles contre le candidat monarchiste. Le *Phare de Dunkerque* retraça les étapes de sa carrière politique et dénonça son arrivisme et son manque de franchise politique (281), critiqua son action au sein du Conseil général (282). Les conservateurs ne pardonnèrent pas au journal

276. Le *Propagateur* en releva neuf sur douze scrutins. Ce thème revint comme un leit-motiv dans la presse conservatrice.

277. Ce dernier grief fut repris par les fabricants de Roubaix à la veille du scrutin (*Journal de Roubaix*, 4 juin).

278. Relèvement des octrois (*Journal de Roubaix*, 25 mai). Proposition d'associer les communes aux frais d'indemnisation des propriétaires de bétail victimes du typhus.

279. Circulaire parue dans le *Progrès*, 22 mai.

280. Il admit le service obligatoire ainsi que l'instruction, sous certaines conditions, et se déclara en faveur d'une meilleure justice fiscale (*Propagateur*, 26 mai).

281. Bergerot avait été jadis un modeste vérificateur de douanes et devait sa fortune à son mariage avec la fille d'un grand propriétaire d'Esquelbecq (*Phare de Dunkerque*, 28 avril).

282. *Progrès*, 6 juin.

républicain le rôle qu'il joua pendant cette campagne (283). Par ailleurs, tandis qu'on lançait l'*Ami du Peuple* à Douai (284) le *Courrier douaisien* et l'*Indépendant* faisaient défection dans le camp monarchiste (285). L'évolution de l'opinion publique fut si nette que l'*Echo du Nord* déclara assurée la réélection de Deregnancourt dès le 1er juin. Ses adversaires en étaient réduits à présenter Bergerot comme l'homme nécessaire si la République devait être fondée (286). Le dynamisme et l'espoir avaient changé de camp. Les résultats devaient confirmer ces pronostics.

(Tableau p. 1095)

283. Plichon et de Staplande tentèrent de contrer son influence en adressant un appel à leurs électeurs à la veille du scrutin.

284. Cf. supra, p. 1034.

285. Mais l'*Echo de la Frontière* s'engagea au contraire plus activement qu'en janvier.

286. Appel du comité conservateur de Cambrai (*Propagateur*, 7 juin).

Arondissements : Abstent. : Diff.élec- : Bergerot : % : Diff.élect. : Deregnancourt : % : Diff.élect.
: : tion 7-1 : : du 7-1 : : du 7-1

Avesnes	: 42,6	: - 13,5	: 8.799	: 21,6	: + 2,4	: 14.638	: 35,3	: + 11,1
Cambrai	: 38,4	: - 11,5	: 7.168	: 14,1	: + 1,9	: 24.021	: 47,4	: + 10,6
Douai	: 41,5	: - 11,6	: 5.670	: 18,2	: - 5	: 12.285	: 39,5	: + 16,5
Dunkerque	: 35,3	: - 13,9	: 11.185	: 39	: + 3,8	: 7.256	: 25,3	: + 9,9
Hazebrouck	: 21,2	: - 15,9	: 14.692	: 51,9	: + 7,1	: 7.352	: 26	: + 8,3
Lille	: 24,4	: - 19	: 29.887	: 31,5	: + 3,1	: 41.053	: 43,4	: + 16,1
Valenciennes	: 44,6	: - 10,1	: 7.735	: 17,7	: - 5,4	: 16.129	: 37	: + 15,4

Total	: 34	: - 14,6	: 85.316	: 26,8	: + 1,2	: 122.734	: 38,5	: + 13,3
-------	------	----------	----------	--------	---------	-----------	--------	----------

Votes militaires	:	: 1.422	:	:	: 3.854	:
------------------	---	---------	---	---	---------	---

Résultat global	:	: 86.738	:	:	: 126.588	:
-----------------	---	----------	---	---	-----------	---

Le contraste est net entre les votes du 7 janvier et du 9 juin. Deregnancourt était élu cette fois avec une confortable avance et obtenait plus de 58% des suffrages exprimés. Cette évolution est due essentiellement au dégel des abstentionnistes de janvier dont il apparaît clairement qu'ils constituaient avant tout la réserve de la gauche. La longueur accrue de la campagne, l'engagement des républicains modérés en sont la cause. Les monarchistes n'ont pas été exclus du mouvement. Bergerot progresse dans 28 cantons, mais ses gains ne sont supérieurs à ceux de son rival que dans 8 d'entre eux, tous situés en Flandre, excepté Avesnes-nord (287). Partout ailleurs, la gauche a profité principalement du recul de l'abstention, surtout dans l'arrondissement de Lille où Deregnancourt enregistre sa plus forte avance. Dans le sud-est, la persistance d'un taux relativement élevé confirme l'existence d'une frange d'électeurs hostiles aux deux camps en présence.

Dans le Douaisis et le Valenciennois, Bergerot perd 5% des voix, qui sont allées à son concurrent. L'origine extérieure du candidat monarchiste, qui ne bénéficiait plus de la présence de Dupont à ses côtés, la réserve de la Compagnie d'Anzin contrastant avec les pressions exercées en janvier, ont suffi à inverser le résultat (288).

Le retentissement de l'élection du Nord fut important dans la vie nationale. Les députés du département avaient prévenu leurs amis politiques que leurs collègues de la Chambre attachaient une grande importance au vote. "Si le Nord va au

287. Cf. carte n° 27.

288. Deregnancourt y dépasse le pourcentage obtenu par Testelin en 1871.

gambettisme comme le Midi, la France est perdue" (289). La défaite, aggravée par un insuccès semblable dans l'Yonne et la Somme, détermina la mise en demeure au chef de l'Etat de rompre avec la gauche (entrevue du 20 juin) et précipita la rupture. L'autorité des vingt-quatre élus monarchistes était compromise. Ils n'avaient la majorité que dans les deux arrondissements septentrionaux.

Peut-on dire que le Nord est à cette date définitivement rallié à la République? Les chiffres le laissent supposer. Il subsiste certes des abstentionnistes dont une partie reste hostile aux républicains; mais, en prenant pour base un taux incompressible de 20%, Deregnancourt avec près de 40% des suffrages pouvait considérer qu'il aurait gardé la majorité dans l'hypothèse peu probable où les abstentionnistes se seraient déterminés contre lui. Cette majorité, il la devait surtout aux électeurs des villes, mais les campagnes des quatre arrondissements méridionaux venaient de basculer à gauche. Deregnancourt l'emportait dans 215 communes de moins de 500 électeurs, Bergerot dans 101. Seul l'Avesnois restait partagé (71 et 65). Ce résultat influença le comportement d'une frange non négligeable de conservateurs qui suivirent le chef de l'Etat dans son acceptation des institutions républicaines. La bourgeoisie d'affaires du sud du département eut désormais un comportement distinct des milieux cléricaux de la Flandre et du bassin lillois, viscéralement hostile à la République.

289. *Journal de Roubaix*, 8 juin.

4. La crise finale et la chute de Thiers : novembre 1872-
24 mai 1873

Le message de Thiers invitant l'Assemblée à fonder la République conservatrice ouvrit une période de crise politique qui, après des phases d'accalmie et de regain de tension, aboutit à la mise en minorité et à la démission du chef de l'Etat. Il fut accueilli à gauche (290) avec une satisfaction sans mélange. L'opinion adhéra dans une large mesure au langage du chef de l'Etat. L'examen des adresses votées par les conseils municipaux fournit des indications utiles sur l'attitude des notables :

Arrondissements :

Avesnes	: 16 dont Bavai, Berlaimont, Maubeuge, Jeumont, Hautmont, Trélon, Fourmies.
Cambrai	: 24 dont Cambrai, Le Cateau, Caudry, Clary, Solesmes, et 14 communes de ce canton.
Douai	: 3 dont Douai et Somain.
Valenciennes	: 13 dont Valenciennes, Denain, Anzin, Condé Bouchain.
Lille	: 3 dont Lille, Roubaix.
Dunkerque	: 1 (Bourbourg).
Total	: 60.

290. Le *Progrès du Nord* du 16 novembre n'attachait pas grande importance à l'épithète "conservatrice", comptant sur la force des choses pour assurer le progrès de la démocratie.

Cette statistique approximative (291) confirme le cli-vage apparu en juin entre le nord et le sud du département. Les adhésions (10% du nombre total des communes) se localisent dans les trois arrondissements du sud-est où elles représentent 16%. Elles eussent été plus nombreuses sans les entraves apportées par les autorités locales moins tolérantes que le ministre de l'Intérieur, Casimir Périer, qui fut mis en minorité sur cette question. Les obstacles ne venaient pas toujours des fonctionnaires monarchistes. Mention parvint à annihiler le mouvement dans le Douaisis et se plaignit de la décision du gouvernement (292). Afin de tourner les interdictions, plusieurs conseils se réunirent hors session. Les adresses votées dépassent en nombre celui des nouveaux conseils municipaux dans l'Avesnois et le Valenciennois (+ 8 et + 9), ce qui témoigne du ralliement à la République des notables sans passé républicain, surtout dans les cantons les plus industriels (Trélon, Maubeuge, Valenciennes). Des organismes professionnels se joignirent au mouvement (Chambre de commerce de Douai, Chambre consultative d'Armentières). Lors de l'élection des membres de la Chambre de Dunkerque, plusieurs républicains, dont Trystram, furent élus et les partisans de Plichon essuyèrent un échec (293). L'initiative de Thiers a donc accéléré un processus perceptible en juin.

Le camp monarchiste réagit de façon diverse. L'extrême droite légitimiste et les bonapartistes déjà en lutte contre

291. Elle ne résulte pas d'un document de synthèse mais d'un recollement dont les sources sont la correspondance administrative (A.D. M 144-1) et la presse.

292. A.D. M 144-1. Lettre du 29 novembre. Il refusa au conseil de Somain l'autorisation de se réunir.

293. *Progrès du Nord*, 23 décembre.

Thiers redoublèrent leurs attaques. L'attitude du centre droit et de la droite catholique fut plus nuancée. Les journaux conservateurs, mais demeurés fidèles au chef de l'Etat, s'enfermèrent dans un silence désapprobateur. La *Gazette de Cambrai* fut le seul journal à se ranger derrière Thiers et à s'en prendre à la conduite de ses adversaires (294). La peur du vide, la crainte de perturbations dans les affaires, dictaient le comportement des milieux d'affaires orléanistes dont les inquiétudes étaient aggravées par le ralentissement observé dans l'activité textile du bassin lillois, lors du troisième trimestre (295) de 1872. Selon l'*Echo du Nord*, plusieurs industriels auraient informé les députés qu'ils leur retireraient leur confiance en cas de vote hostile à Thiers. Ils n'étaient, disaient-ils, pas plus républicains qu'eux, mais ne voulaient pas d'un départ du président qui engendrerait l'anarchie (296). Quatre élus de la droite lui restèrent fidèles lors du vote du 29 novembre (297): Roger du Nord, son ami personnel, qui rejoignit ensuite le centre gauche; Descat, Boduin et Wallon qui avaient en commun, outre leur appartenance au groupe du centre droit, la représentation des régions industrielles (Roubaix et Valenciennes). Le second justifia son vote par la crainte du péril en cas de vacance du pouvoir, mais affirma que ses sympathies restaient acquises

294. La *Gazette de Cambrai* du 1er décembre. Le *Courrier du Nord* critiqua l'intransigeance des deux camps responsables, selon lui, de la perturbation observée dans le commerce et l'industrie (n° du 29 novembre).

295. A.N. F 12 4523 A. A la stagnation des ventes s'ajoutait la crise de la houille (cherté excessive), les inquiétudes relatives au traité de commerce nouvellement passé avec la Grande-Bretagne.

296. *Echo du Nord*, 2 décembre 1872.

297. Sur l'ordre du jour Dufaure prévoyait l'élection d'une commission constitutionnelle de trente membres (le gouvernement obtint 372 voix contre 335).

à la majorité (298). Les ménagements observés n'impliquaient donc aucun ralliement aux thèses du chef de l'Etat. Les députés monarchistes firent bloc contre lui le 24 mai 1873, lorsque la succession parut assurée.

Pour des raisons différentes, la droite catholique modérée suivit la même tactique. Le *Propagateur* réagit au message en affirmant la nécessité de maintenir le pacte de Bordeaux. Démolir sans reconstruire serait dangereux. Il fallait éviter toute proclamation prématurée de la République ou de la monarchie, achever la libération du territoire et obtenir une bonne loi électorale (299). Un nouveau collaborateur du journal prêcha l'union conservatrice des légitimistes et du centre gauche (300). Henri Lefebvre jugeait avec lucidité que l'obstacle à la restauration monarchique était la division des royalistes, et non le maintien de Thiers à la tête de l'Etat. Il fallait donc ajourner le débat sur la forme définitive du gouvernement tant "qu'on ne serait pas en mesure d'aboutir à une solution" (301). Le souci de temporiser n'allait pas jusqu'à approuver des projets constitutionnels qui "sacrifiaient le pouvoir de l'Assemblée à celui de la République" (302). Après avoir pris position contre Thiers lors du débat du 29 novembre, il demanda le renvoi du cabinet lorsque ses adversaires eurent la majorité au sein de la

298. Note parue dans le *Propagateur*, 7 décembre.

299. Idem, 18 décembre.

300. Il s'agissait d'un employé parisien en retraite nommé de Berne, qui avait participé à la rédaction du *Courrier de Lyon* où H. Lefebvre avait fait sa connaissance. Il a écrit *Les souvenirs d'un octogénaire parisien tour à tour citoyen de Lyon et de Lille*, Paris, 1888.

301. *Propagateur*, 23 novembre.

302. Idem.

commission des Trente. Mais il se rapprocha du gouvernement lorsque ce dernier eut condamné la campagne en faveur de la dissolution et réaffirmé le droit constituant de l'Assemblée (303). Ce mouvement s'accrut lorsqu'un compromis se dessina entre Thiers et la commission. Sans renoncer à ses exigences concernant la responsabilité ministérielle et la loi électorale (304), il approuva l'accord, y compris l'article 5 qui donnait satisfaction à Thiers (305). Cette modération n'était pas du goût de la *Vraie France* et des légitimistes intransigeants qui dénonçaient la capitulation de l'Assemblée. Le banquier Scalbert dut s'entremettre pour faire cesser la polémique (306) entre les deux journaux. Les députés de la droite catholique se divisèrent. Kolb Bernard, de Staplande et de la Grange repoussèrent avec Théry la loi des Trente, tandis que Plichon s'abstenait (307). Le *Propagateur* devait rester fidèle le plus longtemps possible à sa politique de conciliation. Le 23 mai, tout en souhaitant le succès de l'interpellation, il espérait que le gouvernement "reviendrait sur le terrain où l'accord s'était fait entre lui

303. *Propagateur*, 22 décembre.

304. H. Lefebvre insista sur les exigences de la droite en matière de domicile (6 février). Son collaborateur de Berne alla plus loin en demandant, dans une série d'articles, le suffrage à plusieurs degrés, un âge minimum de 25 ans, le vote plural pour les chefs de famille ou d'entreprise, l'exclusion de plusieurs catégories de citoyens coupables d'athéisme ou de répandre des doctrines révolutionnaires (numéros des 11, 18, 25 décembre).

305. Il recevait le droit d'initiative pour proposer à l'Assemblée trois projets de loi sur l'organisation des pouvoirs législatif et exécutif, la création et l'organisation d'une seconde chambre, la loi électorale. Le *Propagateur* y vit une occasion pour le gouvernement de se dégager de son alliance avec Gambetta (n° du 22 février). Il était rassuré depuis l'accord réalisé sur le principe de la réunion de la seconde chambre après la dissolution de l'Assemblée (n° du 16 janvier).

306. De Berne, *op. cit.*, p. 225.

307. Bottiau et Brame s'abstinrent aussi sur l'article 5.

et les conservateurs par la loi des Trente". Pour la première fois, le parti catholique lillois s'était divisé. Les séquelles de cette mésentente devaient se faire sentir ultérieurement, malgré le rapprochement momentané lors de la campagne monarchique de l'automne 1873.

L'hiver 1872-1873 fut marqué à gauche par la campagne de dissolution lancée par le *Progrès du Nord* lorsque le gouvernement fut en minorité au sein de la commission des Trente (308). L'*Echo du Nord* avait manifesté l'intention de s'y associer (309), mais se retira du mouvement lorsque le gouvernement eut condamné cette agitation. Elle fut dans le Nord l'oeuvre exclusive des radicaux.

L'examen des pétitions conservées aux Archives Nationales (310) permet de mesurer l'ampleur du mouvement et sa localisation géographique, avec toutefois une petite marge d'incertitude compte tenu de l'absence de l'une d'entre elles.

(Tableau p. 1104)

308. *Progrès du Nord*, 8 décembre.

309. *Echo du Nord*, 4 décembre. Il avait pris position en faveur d'un renouvellement total ou partiel de l'Assemblée.

310. Huit pétitions furent déposées (Série C) :

Le 10 janvier	n° 4898	C 4234	signée par	1218 électeurs
11 -	n° 4910	C 4235	- -	7547 -
14 -	n° 4973	C 4236	- -	3972 -
25 -	n° 5080	C 4240	- -	193 -
14 février	n° 5243	C 4242	- -	3738 -
3 mars	n° 5375	C 4244	- -	140 -
27 -	n° 5451	C 4248	- -	242 -
30 -	n° 5603	?	- -	2206 -

Cette pétition, qui figure sur le registre des inscriptions n'a malheureusement pas été retrouvée dans les cartons.

Villes	:Nbres de signatures :	% du corps
:	:	: électoral

<u>Ville d'Avesnes</u>	:	25 (?)	:	3,2
Canton Avesnes-sud	:	371	:	9,7
- Landrecies	:	408	:	28,5
- Maubeuge	:	95	:	1,3
- Quesnoy-est	:	88	:	2
- Quesnoy-ouest	:	217	:	7
- Trélon	:	519	:	24,7
Total arrondissement Avesnes	:	1723	:	4,1

<u>Ville de Cambrai</u>	:	384	:	8
Canton Cambrai-ouest	:	82	:	2,5
- Carnières	:	255	:	3,5
- Clary	:	150	:	1,7
<u>Ville du Cateau</u>	:	83	:	3
Canton de Marcoing	:	468	:	6,6
- Solesmes	:	360	:	1,7
Total arrondissement Cambrai	:	1782	:	3,5

<u>Ville de Douai</u>	:	417	:	7,3
Canton de Douai-nord	:	40	:	1,1
- Douai-ouest	:	196	:	6,3
- Douai-sud	:	52	:	1,4
<u>Ville d'Orchies</u>	:	368	:	37,5
Canton d'Orchies	:	102	:	2,3
<u>Ville de Marchiennes</u>	:	101	:	12
Canton de Marchiennes	:	142	:	2,8
Total arrondissement Douai	:	1418	:	4,5

Villes , :Nbre de signatures : % corps élect.

<u>Ville de Gravelines</u>	:	323	:	12,4
<u>Ville de Dunkerque</u>	:	237	:	9,2
<u>Ville de Bourbourg</u>	:	31	:	4,8
<u>Total arrond. Dunkerque</u>	:	591	:	2

<u>Ville de Cassel</u>	:	42	:	4,2
<u>Commune de Steenwerck</u>	:	58	:	4,7
<u>Total arrond. Hazebrouck</u>	:	100	:	0,3

<u>Ville de Lille</u>	:	6 831	:	30,5
Cantons de Lille	:	210	:	4,1
<u>Ville de Roubaix</u>	:	1 889	:	36,4
Cantons Roubaix	:	216	:	9,1
<u>Ville de Tourcoing</u>	:	328	:	4,7
Cantons Tourcoing nord et sud:	:	160	:	2,5
<u>Ville d'Armentières</u>	:	215	:	6,9
Canton de Cysoing (dont commune Templeuve) 52%	:	714	:	33,3
<u>Ville de Seclin</u>	:	152	:	12,2
<u>Ville d'Haubourdin</u>	:	47	:	4,7
<u>Total arrondissement Lille</u>	:	10 762	:	11,3

<u>Ville de Valenciennes</u>	:	377	:	7,8
Canton Valenciennes-est	:	104	:	2,5
- Valenciennes-nord	:	106	:	2,1
- Bouchain	:	63	:	1,4

TOTAL GENERAL	:	17 026	:	
signataires appartenant à 16 communes non connues	:	2 216	:	
TOTAL	:	19 232	:	6

Le bilan global demeure modeste et interdit au *Progrès* toute exploitation politique (311). Encore a-t-il été grossi par des adhésions recueillies à l'automne 1871 et non transmises à l'Assemblée (312). Cet insuccès relatif a été favorisé par les entraves dues aux autorités : interdiction de colportage dans les cabarets et les cercles (313), refus de légalisation des signatures par certains maires (314). Mais les militants se sont heurtés le plus souvent à la passivité ou l'hostilité des habitants peu favorables à une agitation jugée nuisible aux intérêts publics, surtout lorsque le gouvernement prit position. Ainsi à Denain cité républicaine, l'échec fut complet en raison de l'attitude de la "classe amie de l'ordre", y compris ceux qui soutenaient Thiers (315). Il en est de même vraisemblablement au Cateau (316), à Maubeuge, où dominaient les républicains modérés.

La répartition géographique des adhésions ne reflète^{1/2} donc qu'imparfaitement la géographie électorale. Les gros

311. Il avait annoncé prématurément son succès le 14 décembre, en faisant part d'un prochain envoi de 12.000 signatures.

312. La première campagne avait été lancée après le vote de la loi Rivet et du pouvoir constituant par l'Assemblée. A Lille, la pétition avait recueilli 1.912 signatures, et il est possible que les mêmes personnes aient été à nouveau sollicitées. Elle circula aussi dans quelques communes de l'arrondissement et dans la région dunkerquoise et servit de tremplin à l'action engagée en décembre 1872 (A.N. C 4235).

313. A.D. M 143-2. Circulaire du 9 décembre.

314. Notamment à Cysoing et Capelle-en-Pévèle. Les doutes sur l'authenticité des signatures servaient parfois de prétexte. Le préfet se demandait si le maire de Capelle connaissait vraiment le degré d'instruction de ses administrés (A.D. M 143-2. Lettre du 19 décembre). Par ailleurs, les maires de La Madeleine et de Marquette prétendirent que la préfecture leur avait interdit de légaliser les signatures (A.N. C 4235).

315. A.D. M 143-2. Rapport du commissaire de police de Denain.

316. Un doute subsiste à cause de l'ignorance relative à la répartition de la dernière pétition.

bataillons viennent de Lille et Roubaix qui fournissent à eux seuls près de la moitié du total. La forte implantation des militants, la multiplicité des relais (317), un degré de politisation assez élevé des masses ont concouru à ce résultat. Les chefs-lieux d'arrondissement se situent à un même niveau, peu supérieur à la moyenne (8%) (318), tandis que quelques bourgs atteignent des taux exceptionnels (Templeuve, Masnières, Orchies) ou relativement élevés (Landrecies, Marchiennes, Gravelines). Il s'agit de localités où d'ardentes minorités républicaines avaient subsisté sous l'Empire et où la remise en cause éventuelle de la République soulevait les passions. Le programme radical y était en partie accepté, comme le prouve le succès similaire de la pétition de la Ligue de l'enseignement (319). L'idée de dissolution n'a guère trouvé d'audience dans les campagnes, excepté la lisière sud du département où l'influence de l'Aisne se faisait sentir.

Le maire de Roubaix insista sur le caractère prolétarien des adhésions en affirmant qu'il y avait tout au plus quatre ou cinq industriels, quatre rentiers, cinq à six détaillants et quarante contremaîtres (320). Les données ne peuvent être vérifiées faute de la mention des professions sur les feuillets. Elles confirment les données connues sur le radicalisme

317. On colporta la pétition au Cercle des travailleurs de Roubaix malgré l'interdiction (A.D. M 143-2. Rapport du commissaire de police, 12 décembre).

318. Sauf Avesnes, sous-estimé pour les raisons indiquées plus haut (ainsi que l'arrondissement).

319. Cf. supra, p. 1068.

320. Note communiquée au *Journal de Roubaix*, 9 février. Au dos de la pétition n° 4973, signée par 757 habitants, il précisa que moins de 12 signataires avaient 50 francs de fortune (A.N. C 4236).

roubaisien (321). La situation de Lille et de quelques autres communes est à cet égard différente (322).

Ville de Lille

Ouvriers de la métallurgie	192	:	
- du textile	117	:	
divers	38	:	
Manoeuvres	14	:	classes populaires
Artisans	100	:	
Journaliers	17	:	59%
Contremaîtres	20	:	
Détaillants	87	:	
Voyageurs de commerce	8	:	
Marchands	14	:	petite bourgeoisie
Employés	109	:	26%
Fonctionnaires	9	:	
Entrepreneurs-petits patrons	20	:	
Rentiers	34	:	moyenne bourgeoisie
Négociants	31	:	
Professions libérales	14	:	12%
Industriels-Cadres	2	:	
Divers	10	:	

321. Cf. SALOME, *Attitude politique des ouvriers roubaisiens au début de la troisième République*, Lille, DES.

322. Le modèle présenté en 1871 comportait la mention des professions.

Professions	Armentières	Templeuve	Gravelines	Marly	Rieux-en-C.
Cultivateurs	2	104	5	9	21
Journaliers	1	34	8	17	
Artisans	33	52% : 33 : 87%	115 : 53%	32 : 67%	12 : 76%
Ouvriers	61	29		2	18
Marins	-	-	23	-	-
Contremaîtres	14	1	1	1	-
Détailants	12	15	30	7	8
Marchands	4	7	3	3	1
Fonctionn.	0	27% : 0 : 11%	8 : 18%	-	13% : -
Employés	42	1	11	2	2
Entrepreneurs					
Petits patr.	15	1	37	10	2
Négociants	16	21% : 1 : 1%	7 : 25%	2 : 20%	- : 8%
Rentiers	3	0	18	3	3
Professions libérales	6	0	2	-	-
Industriels-					
Cadres	-	3	6	3	-
Divers		1% : 1	8 : 4%		

Si l'élément populaire est encore majoritaire à Lille, il y domine moins qu'à Roubaix. Les ouvriers de la métallurgie sont plus politisés que ceux du textile. C'est en leur sein que l'Internationale avait recruté des adhérents. A Armentières la situation est semblable, avec une audience supérieure dans les milieux de la moyenne bourgeoisie. Templeuve représente le cas limite d'un accueil presque exclusivement populaire, les cultivateurs constituant la masse principale des signataires. A Rieux-en-Cambrésis, l'équilibre est mieux conservé entre agriculteurs d'une part, tisserands à domicile et artisans d'autre part. La participation de la moyenne bourgeoisie, généralement faible, s'élève à Marly, grâce à la présence des petits patrons, et surtout à Gravelines avec toutes les professions liées à l'activité maritime, maîtres de cabotages, voiliers, mareyeurs. La haute bourgeoisie figure exceptionnellement au tableau grâce à l'adhésion de quelques armateurs. En général, la petite bourgeoisie locale fournit l'appoint indispensable.

L'échec relatif de la pétition détermina le *Progrès du Nord* à rompre avec Thiers. Le 18 janvier 1873 il l'attaqua violemment après avoir pris connaissance des concessions faites devant la commission des Trente et de l'accord sur le principe d'une seconde Chambre après la dissolution de l'Assemblée. Le chef de l'Etat justifiait selon lui "les méfiances des hommes qui savent qu'on ne pouvait attendre lui qu'une chose : la conservation du mot République". Sa conversion était plus apparente que réelle et les républicains avaient eu tort de s'en remettre à un homme pour fonder le régime. Il multiplia dès lors les articles critiques et appela la gauche à repousser le projet des

Trente, "chinoiserie au service de quelques ambitieux" (323). Mais les députés républicains du Nord ne le suivirent pas dans cette voie. S'ils ne votèrent pas le préambule relatif au pouvoir constituant de l'Assemblée et s'ils s'abstinrent sur l'article 5 (324), ils apportèrent leurs suffrages aux autres dispositions et à l'ensemble du projet. Ils justifiaient leur attitude dans une lettre adressée à leurs électeurs, que le *Progrès* publia sans commentaire et où ils les assuraient de leur fidélité et de leur dévouement au chef de l'Etat (325). Le journal radical ne se départit pas de son hostilité jusqu'à la chute de Thiers (326) et avoua ensuite qu'il n'avait pas cru à l'efficacité de la nouvelle offensive de la droite (327).

La crise politique des derniers mois de la présidence a donc été marquée, non par un affrontement brutal entre la droite et la gauche, mais par des clivages et des divisions dans les deux camps et, dans une certaine mesure, par une conjonction des centres qui préfigure l'accord de 1875. L'opinion publique paraît avoir désavoué les extrémistes de droite et de gauche et confirmé les tendances centristes du département qui s'étaient déjà révélées en maintes circonstances. Le message de Thiers n'a pas modifié en profondeur les tendances de l'opinion publique mais a plutôt accéléré un glissement nettement perceptible depuis le printemps 1872.

323. *Progrès du Nord*, 28 février.

324. Cf. supra, p. 1102.

325. *Progrès du Nord*, 7 mars.

326. Idem, 20 et 23 mai. Il critiqua l'ultime remaniement ministériel et les projets constitutionnels de Dufaure.

327. Idem, 26 mai.

Très minoritaires au lendemain du 4 septembre, écrasés aux élections de février, les républicains du Nord étaient parvenus en deux ans à conquérir le département. En 1873, ils dominaient dans la plupart des centres importants de la population, avaient rallié à eux la grande majorité des paysans du Cambrésis et du Douaisis et disputaient le terrain aux bonapartistes dans les campagnes de l'Avesnois et du Hainaut. La bourgeoisie les avait rejoints au sud du département et cette évolution se trouvait confirmée à l'automne 1873 (328). Mais cette conquête était encore fragile. Le Conseil général restait dominé par les notables, hostiles. Et surtout, l'influence de Thiers avait été déterminante. Le parti républicain était, comme le notait avec finesse l'*Echo du Nord*, un parti de gouvernement (329). Saurait-il garder ses électeurs, notamment les ruraux, lorsque l'Etat lui échapperait et qu'il deviendrait un parti d'opposition? Après le 24 mai, il lui restait à faire la preuve de sa solidité afin d'ébranler la fraction la moins hostile de ses adversaires.

328. Cf. infra, chap. XVII, pp. 1150-1151.

329. Cf. supra, p. 1082.

C H A P I T R E X V I I

L'ORDRE MORAL (1873-1877)

La chute de Thiers livra le pouvoir aux adversaires de la République. Ces derniers purent appliquer la politique qu'ils préconisaient et qui se résumait, pour les contemporains et pour les historiens, par le célèbre passage du message de Mac-Mahon sur le rétablissement de l'ordre moral. Elle fut poursuivie jusqu'aux élections de février 1876 qui virent le succès des républicains, et reprise pendant la crise ouverte le 16 mai 1877. Comment, dans le Nord, cette politique a-t-elle été mise en pratique dans les différents champs d'application : épuration administrative, répression de la presse et des associations, police des cabarets, défense de la religion et des intérêts du clergé? Quelles ont été les réactions de l'opinion publique à ces diverses mesures et aux grands événements politiques du moment : la campagne monarchique de l'automne 1873, le vote du septennat et les querelles relatives à son interprétation, l'établissement des lois constitutionnelles? Ces interrogations précéderont l'étude des deux grandes consultations nationales de 1876 et de 1877 qui vont clore la période de fondation du nouveau régime.

A. LA POLITIQUE DE L'ORDRE MORAL DANS LE NORD

1. L'épuration administrative

a. L'administration préfectorale

Au début de la présidence de Mac-Mahon le Nord avait un préfet "thiériste", et la moitié de ses sous-préfets étaient républicains (1). La députation monarchiste ne pouvait s'accommoder d'une telle situation. La position du préfet Séguier devint très vite délicate en raison de la publicité donnée à la circulaire adressée aux sous-préfets le 26 mai qu'on peut ainsi résumer : rester fidèles à la ligne de conduite recommandée depuis deux ans, maintenir une administration "conciliante et sans esprit de parti", ne pas oublier les services rendus au pays par Thiers et la confiance qu'il leur avait témoignée en leur conférant des responsabilités (2). Bien que Séguier ait repris le terme d'ordre moral, les royalistes y virent un désaveu de la volonté exprimée par l'Assemblée de modifier la politique intérieure. Le député Théry critiqua à cette occasion ses résultats dans le Nord (3). La réponse du préfet à la demande d'éclaircissement du gouvernement fut embarrassée et ne put satisfaire celui-ci malgré les assurances données d'appliquer strictement la politique définie par le ministère (4). Les conservateurs

1. Cf. supra, chap. XVI, p. 1016.

2. A.N. F 1 b 1 173-12. Dossier personnel du préfet Séguier.

3. Idem. Lettre du 2 juin.

4. La publication aurait été faite, selon le sous-préfet, à la demande de quelques sous-préfets qui y puiseraient une nouvelle force pour administrer le département dans un sens conservateur. Quant aux phrases consacrées à Thiers elles visaient à sauvegarder la dignité des fonctionnaires (A.N. F 1 b 1 173-12. Lettre du 8 juin).

rendirent public le différend (5). Séguier offrit alors sa démission en priant le ministre de décider de la date de son départ (6), mais elle fut tenue secrète (7). L'hostilité des monarchistes se donna libre cours pendant la session du Conseil général et une vive altercation aurait opposé le préfet aux grands notables du département (8), ce qui accrédita à nouveau les rumeurs de son départ prochain (9). Il fut finalement annoncé le 22 décembre et accueilli sans regrets par les radicaux, victimes des premières mesures répressives (10) que le préfet avait cru devoir prendre pour donner quelques satisfactions aux royalistes du Nord (11). Les républicains modérés lui gardèrent reconnaissance de son esprit de conciliation (12). Le changement de préfet ne souleva pas de remous. Le baron Le Guay, qui prit la succession, était un grand propriétaire normand, notable influent de l'Orne, catholique, et d'opinions très conservatrices (13), qui était entré dans la carrière préfectorale en 1871. Placé à la tête de l'administration du Maine-et-Loire il

5. Le *Progrès du Nord* reproduisit des informations données par Paris-Journal (n° du 25 juillet).

6. A.N. F 1 b 1 173-12. Lettre du 31 juillet.

7. Des démentis parurent dans la presse parisienne à la fin du mois de juillet.

8. Le *Progrès du Nord* y fit allusion le 6 septembre, ainsi que la *Gazette d'Auvergne* qui fit état de propos violents tenus par quelques conseillers généraux.

9. *Courrier du Nord*, 3 septembre.

10. Cf. infra, pp. 1226 et 1228.

11. Le *Progrès du Nord* regretta en cette occasion qu'il ait attendu décembre pour refuser d'être l'instrument d'une politique de combat et qu'il ait été infidèle à sa renommée de libéralisme et d'indépendance (n° du 22 décembre 1873).

12. L'éloge fait par la municipalité de Lille de son administration "éclairée et libérale" n'était pas seulement un propos de circonstance (*Echo du Nord*, 24 décembre).

13. A.N. F 1 b 1 166-29. Dossier personnel. Il avait été conseiller général de l'Orne, président du Comice agricole d'Alençon.

avait suivi à Paris le député Beulé, devenu ministre de l'Intérieur, qui l'avait appelé auprès de lui en qualité de secrétaire général. La chute du ministre et la nomination de Baragnon au sous-secrétariat d'État à l'Intérieur venaient de mettre fin à ses fonctions. Si le *Propagateur* estimait que satisfaction avait été donnée aux intérêts religieux et conservateurs (14), l'*Echo du Nord* pensait en revanche ou affectait de croire qu'il serait le continuateur de la politique de Séguier et faisait l'éloge de son caractère conciliant (15). Le Guay avait su garder des rapports excellents avec les fonctionnaires et les administrations, exceptés les radicaux de la municipalité d'Angers. N'ayant rien d'un préfet à poigne, il devait justifier en partie ces espérances et fit preuve de tact et de clairvoyance politique dans l'épuration des municipalités (16). S'il accentua les mesures de rigueur inaugurées par son prédécesseur, s'il porta un intérêt particulier aux intérêts moraux et religieux, il eut le souci d'éviter la multiplication (17) des conflits locaux.

Le départ de Séguier permit l'épuration complète du corps des sous-préfets. Il n'avait pu sauver Laroze (18) à Hazebrouck. Mention, maintenu à Douai grâce à l'intervention du Premier président Salmon, se heurta à Le Guay qui lui reprochait ses relations avec les républicains avancés et se plaignait de

14. *Propagateur*, 25 décembre 1873.

15. *Echo du Nord*, 24 décembre.

16. Cf. infra, pp. 1120-1122.

17. Le *Progrès du Nord* ne l'attaqua personnellement que lors de la campagne électorale de l'automne 1874.

18. A.N. F 1 b 1 166-12. Lettre du préfet adressée au Ministre de l'Intérieur (28 mai). Laroze fut révoqué le 30 juillet 1873.

voir entraver son administration (19). Il fut mis en disponibilité le 20 mars 1874. Les légitimistes se virent encore accorder quelques postes. Assénat, sous-préfet de Valenciennes, était le beau-frère de Baragnon, l'un des leaders les plus ardents de la droite (20); de Waru, qui remplaça Mention, avait pour beau-père le député du Pas-de-Calais, Fouler de Relingue(21). Mais les bonapartistes furent les principaux bénéficiaires du mouvement. A Cambrai le baron de Nervo, en fonction du 29 mai 1873 au 11 novembre 1874, avait été un sous-préfet à poigne de l'Empire, ce qui lui valut une disgrâce à l'avènement du ministère Ollivier (22). A Avesnes, on réintégra au secrétariat de la sous-préfecture Postiaux, homme lige du conseiller Maillet, grand électeur sous l'Empire. Séguier et le sous-préfet Brincourt s'étaient opposés avec force à la rentrée dans l'administration d'un homme au passé aussi compromettant (23). Plus modérés, Périn et Monestier, nommés à Dunkerque et à Hazebrouck, appartenaient aussi à l'ancienne administration impériale (24).

Excepté Assénat, les nouveaux sous-préfets réussirent, semble-t-il, dans leur circonscription, surtout de Waru, dynamique et très mondain. Soucieux de ménager les susceptibilités

19. A.N. F 1 b 1 167-18. Lettre de Salmon, 5 juin 1873, et de Le Guay, 22 mars 1874. Le différend porta sur l'épuration des municipalités.

20. A.N. F 1 b 1 155-8.

21. A.N. F 1 b 1 177-1.

22. A.N. F 1 b 1 168-2.

23. A.N. F 1 b 1 168-15. Dossier Brincourt. Ce dernier fut éloigné à Grasse.

Le *Progrès du Nord* protesta avec force contre cette réintégration.

24. A.N. F 1 b 1 170-9 et 367. Le premier, révoqué en 1870, était resté exclu de l'administration sous Thiers; le second, réintégré en 1871, était plutôt conservateur sans nuance partisane.

locales, ils ont répugné à s'engager trop ouvertement dans une politique de combat, tout en donnant à la cause conservatrice les gages que la conjoncture exigeait.

b. Les municipalités

La loi des maires, votée le 20 janvier 1874, conférait au pouvoir central leur nomination dans toutes les communes et revenait sur les dispositions décentralisatrices adoptées en avril 1871. Elle allait permettre l'élimination des radicaux, voire de républicains plus ou moins modérés. Quel fut son champ d'application dans le Nord, si attaché aux franchises municipales? (25). Une statistique officielle fait apparaître le nombre des révocations de maires et d'adjoints dans les deux catégories de communes distinguées par la loi (nomination par le Président de la République dans les chefs-lieux de canton et d'arrondissement, par le préfet dans les autres (26). Il faut y ajouter les démissions spontanées enregistrées lors du vote de la loi. Plusieurs maires ne voulaient tenir leur autorité que du suffrage universel. Le bilan des élections municipales permet de mesurer l'ampleur exacte du renouvellement (27).

(Tableau p. 1119)

25. Les députés monarchistes du Nord, par volonté de réaction, la votèrent avec une totale discipline.

26. Sources : A.D. M 89-9.

27. A.D. M 89-9.

Chefs-lieux	:Avesnes:	Cambrai:	Douai:	Dunker-	:Haze-	:Lille:	Valen	:Total
:	:	:	:que	:brouck:	:ciennes:	:	:	:
Maires révoqués	: 1 :	0 :	2 :	0 :	0 :	1 :	1 :	5
Adjoints	: 4 :	1 :	3 :	0 :	0 :	6 :	3 :	17
Municipalités remaniées	: 2 :	1 :	2 :	0 :	0 :	2 :	3 :	10
<u>Autres communes :</u>								
Maires révoqués	: 7 :	16 :	1 :	1 :	2 :	11 :	6 :	44
Adjoints	: 11 :	19 :	0 :	2 :	2 :	13 :	5 :	52
Municipalités remaniées	: 10 :	31 :	1 :	3 :	4 :	16 :	12 :	77
<u>Ensemble</u>								
Maires révoqués	: 8 :	16 :	3 :	1 :	2 :	12 :	7 :	49
%	: 5 :	13 :	4 :	1 :	3 :	9 :	8 :	7
Adjoints rév.	: 15 :	20 :	3 :	2 :	2 :	19 :	8 :	69
Municipalités	: 12 :	32 :	3 :	3 :	4 :	18 :	15 :	87
%	: 7 :	27 :	4 :	4 :	7 :	13 :	18 :	13
Maires choisis	: :	:	:	:	:	:	:	:
jors du Conseil	: :	:	:	:	:	:	:	:
municipal	: 2 :	4 :	0 :	0 :	0 :	1 :	2 :	9
Adjoints	: 1 :	2 :	0 :	0 :	0 :	3 :	2 :	8
Démissions de	: :	:	:	:	:	:	:	:
maires	: 0 :	1 :	0 :	0 :	0 :	12 :	4 :	17
Nombre total de :	:	:	:	:	:	:	:	:
maires renouvel.:	8 :	17 :	3 :	1 :	2 :	24 :	11 :	66
%	: 5 :	- :	4 :	1 :	3 :	18 :	13 :	10

L'épuration est restée dans des limites raisonnables :

7% de maires ont été contraints d'abandonner leur fonction, 10% les ont quittées compte tenu des démissions enregistrées dans

les arrondissements de Lille et Valenciennes; 13% des municipalités ont été remaniées. Les inégalités constatées entre les arrondissements ne s'expliquent pas toutes par la géographie politique du département. Il est normal que la Flandre n'ait pas été concernée. Le Douaisis ne fut épargné que grâce au sous-préfet Mention qui paya de sa disgrâce sa défense des maires républicains (28). L'Avesnois échappa en partie à la répression malgré son évolution à gauche, à la différence du Valenciennois où la stabilité du personnel politique (29) était pourtant plus grande. On s'explique mieux la vigueur déployée dans le Cambrésis où les maires nommés en 1870 étaient plus nombreux (30). Dans l'arrondissement de Lille on a frappé les communes suburbaines du bassin lillois.

Les mutations imposées sont plus fréquentes dans les chefs-lieux où les radicaux et les républicains, nettement orientés à gauche, étaient plus solidement implantés. Les maires éliminés sont cependant en nombre restreint. Derègnancourt et Merlin sont les principales victimes avec leurs collègues du Quesnoy, de Marchiennes et de Bouchain. Selon le préfet, les autres appartenaient "aux diverses nuances du parti conservateur" et avaient affirmé "de la manière la plus catégorique leur concours au gouvernement du maréchal de Mac-Mahon" (31). Les républicains étaient de nuance centre gauche, tels Catel Béghin à Lille, Bul-tot à Valenciennes, Parsy à Cambrai, Herbecq à Avesnes. Le préfet préféra se débarrasser de leurs adjoints jugés coupables de

28. Cf. supra, pp. 1116-1117.

29. Cf. supra, chap. XV, p.1009 et chap. XVI, pp.1026-1027.

30. Idem.

31. A.N. F 1 b 2 Nord 11. Rapport du 13 février 1874.

compromission avec les radicaux : Mallet à Cambrai, Beauvois à Valenciennes, Renotte et Aubry à Avesnes. A Lille les cinq adjoints qui avaient adhéré à l'adresse votée par le conseil municipal lors de la Commune furent éliminés. Dans la plupart des cas les maires, préférant pratiquer la politique du moindre mal, acceptèrent les sacrifices imposés. Quelques-uns ne furent peut-être pas fâchés des mesures prises et parmi eux Catel Béghin qui, selon le préfet, ne manifesta pas la moindre hésitation et se rangeait depuis quelque temps dans les rangs du parti conservateur dont il était "une sérieuse recrue" (32). Seul Parsy se solidarisa quelque temps avec son adjoint et fut momentanément considéré comme démissionnaire (33).

On peut noter enfin que le préfet n'a recouru qu'exceptionnellement à la possibilité de choisir les membres des municipalités hors des conseils. Dans les villes il a préféré laisser incomplet le nombre des adjoints (Lille n'en compta plus que deux au lieu de six, Valenciennes et Cambrai un seul). Il ne s'y résolut que lorsque les instances délibératives ne lui offrirent pas un personnel de rechange donnant garantie aux conservateurs, ce qui était peu fréquent. Selon l'intéressé cette procédure avait été approuvée par "les honnêtes gens" (34).

Cette relative modération des autorités peut s'expliquer par la modeste implantation des radicaux dont l'échec de la

32. A.N. F 1 b 2 Nord 11. Catel Bethin était combattu sourdement depuis quelque temps par les radicaux (VERLY (Durand), *Tablettes d'un bourgeois de Lille*).

33. *Progrès du Nord*, 24 et 27 février. Selon le préfet, Parsy avait accepté mais aurait demandé à être temporairement déchargé de la mairie afin de ne pas paraître se désolidariser de son adjoint (A.N. F 1 b 2 Nord 11. Lettre du 13 février).

34. Idem. Rapport du 26 février.

pétition en faveur de la dissolution avait été le signe visible (35). En concluant son travail le préfet ne disait-il pas qu'il avait remplacé les municipalités "entachées de radicalisme" (36) dans les quarante-quatre chefs-lieux d'arrondissement? Mais on note ailleurs l'élimination de personnalités modérées appartenant au centre gauche (37). Le Guay a donc pris en considération d'autres éléments : informé de l'attachement des populations aux franchises municipales, il a craint de provoquer de trop vives réactions locales et d'accroître l'impopularité du gouvernement.

Les difficultés rencontrées ici et là justifiaient ces appréhensions. A Genech (38), Roncq (39), Saint-Saulve (40), les conseillers municipaux refusèrent d'assister à l'installation de la nouvelle municipalité afin que le quorum ne fût pas atteint, et les autorités durent suspendre les conseils dans les deux premiers cas, le dissoudre et installer une commission municipale dans le troisième. Au Quesnoy, on enregistra onze démissions et il fallut recourir à cette solution. L'ampleur des protestations fit renoncer le nouveau maire; son adjoint, plus résolu, dut prendre en main la situation (41). A Saint-André, le préfet fit pression sur la personnalité désignée pour qu'elle revienne

35. Il est difficile d'en apprécier la portée exacte, faute de comparaison avec d'autres départements.

36. A.N. F 1 b 2 Nord 11. Rapport du 13 février.

37. HANOTAUX, *Histoire de la France contemporaine. La présidence du maréchal Mac-Mahon. L'échec de la monarchie*, p. 439.

38. A.N. F 1 b 2 Nord 22.

39. Idem. Nord 29.

40. Idem. Nord 31.

41. Idem. Nord 29.

sur son refus initial (42). Le conseil municipal de Douai vota une motion de regret qui fut annulée par le préfet.

La difficulté de trouver des remplaçants dans une conjoncture aussi incertaine a conduit à différer (43) certains choix ou à maintenir le statu quo (44).

Le préfet a peut-être fait un calcul politique et voulu favoriser les divisions au sein du parti républicain. L'*Echo du Nord* loua sa pondération et fut pris à partie par le *Progrès du Nord*, qui dénonça la "désertion d'un poste de combat au moment du péril" (45). Une polémique assez vive s'ensuivit. Ces mesures sélectives ont, sans doute, provoqué maintes dissensions locales.

Si les griefs d'ordre moral et religieux furent plusieurs fois invoqués (46), les mobiles politiques paraissent plus déterminants dans le choix des victimes. Wyart fut écarté de la mairie de Sains, car on craignait son influence dans le canton d'Avesnes-sud dont Maillet était conseiller général. Baucarne-Leroux intrigua pour reprendre celle de Croix. Les maires de Lambersart et Saint-André furent évincés malgré leurs sentiments modérés afin de faciliter la réélection, qui s'annonçait difficile, d'Henri Bernard au Conseil général.

42. *Progrès du Nord*, 1er et 16 mars 1874. Le résultat des élections municipales de novembre confirme ces réactions hostiles en dépit de quelques succès locaux (Cf. infra, p. 1178).

43. A Bouchain, on fit appel au maire de Lieu-Saint-Amand quand il fut inscrit sur la liste électorale (A.N. F 1 b 2 Nord 15).

44. A Curgies où la population aurait manifesté sa joie (*Progrès du Nord*, 23 avril 1874).

45. *Progrès du Nord*, 16 février 1874.

46. Notamment à Marchiennes contre le maire Maton, de nuance centre gauche, mais à qui on reprochait ses pratiques d'usurier et la conduite de sa femme (A.N. F 1 b 2 Nord 26). On retrouve des préoccupations d'ordre moral à Genech, Odomez, St-Souplet (A.N. F 1 b 2 Nord 15 et 31).

En dépit d'injustices commises ici et là, l'administration parvint à appliquer une politique impopulaire en évitant de trop vifs remous et en divisant ses adversaires.

c. La magistrature

L'épuration antérieure des parquets (47) facilitait la tâche des gouvernements. Les députés royalistes voulurent effacer les dernières traces des mutations faites en 1870 et tenir compte davantage des considérations politiques dans les nominations afin de mener à bien la politique répressive contre les radicaux. La promotion de Vente au sous-secrétariat d'Etat à la Justice dans le second cabinet de Broglie ne pouvait qu'encourager ces dispositions.

Le substitut de Lille Calary fut éloigné au Mans et préféra démissionner. Son concours était jugé insuffisant en matière répressive (48). On le remplaça par le fils du conseiller Tournier, qui passait pour clérical et se signala par ses excès de zèle à Valenciennes pendant la crise du 16 mai (49).

Maurice, fils du député du Nord et substitut du procureur général, fut nommé conseiller à la Cour en 1874. On comptait sur sa présence pour apporter plus de fermeté à la Chambre correctionnelle présidée par Bottin (50), rallié à la République. C'est la première mention de cette nature constatée depuis 1871.

Ces considérations ne furent sans doute pas absentes

47. Cf. *supra*, chap. XVI, pp. 1029-1033.

48. A.N. BB 6 II 70.

49. A.N. BB 6 II 412.
Cf. *infra*, p. 1203.

50. A.N. BB 6 II 289.

du mouvement des juges de paix. Mais à défaut de dossier souvent vides ou incomplets (ont-ils été expurgés?), on doit se contenter d'indices. En plusieurs circonstances, l'avis des autorités judiciaires n'est pas retenu. A Cysoing, on nomme le protégé de des Rotours, précepteur de ses enfants, professeur dans un établissement breton, de préférence à un ancien greffier (51). Le préfet fait écarter la candidature du juge de paix du Cateau pour le poste de Cambrai au profit d'un magistrat (52) des Charentes. Même anomalie à Armentières où le candidat des deux chefs de la Cour en fonction dans le Pas-de-Calais est écarté en dernière minute au profit d'une personnalité inconnue (53). Les recommandations politiques paraissent prendre le pas sur les règles normales de la procédure judiciaire. D'une façon plus générale on assiste à une reprise en main, souvent furtive, du personnel des justices de paix (54).

Malgré quelques exceptions (55) et la venue en janvier 1875 d'un procureur général moins ardent que Desjardins (56), les conservateurs avaient tout lieu d'être satisfaits. La magistrature demeurait fermée aux influences républicaines.

51. A.N. BB 8 1261.

52. A.N. BB 8 1286.

53. A.N. BB 8 1261.

54. Plusieurs nouveaux juges de paix ont des opinions conservatrices affirmées, tels Delame, clerc de Théry, nommé à Landrecies, Bray à Marchiennes (A.N. BB 8 1261 et 1286).

55. Les deux procureurs successifs d'Avesnes gardèrent une réserve politique qui dissimulait des opinions libérales (A.N. BB 6 II 194 et 205, dossiers de Gronnier et de Hedde).

56. Jorant dont Corne prit la défense en 1876 (A.N. BB 6 II 220).

2. La répression politique et administrative

a. La presse

Le maintien de l'état de siège dans le département permit aux conservateurs de faire appel à l'autorité militaire pour supprimer des journaux ou leur refuser l'autorisation préalable. L'interdiction de vente sur la voie publique fut l'arme favorite de l'administration contre une presse républicaine dont les progrès étaient jugés inquiétants (57). Séguier en usa d'abord contre le *Phare de Dunkerque*, puis le *Progrès du Nord* (58). Ce dernier dut supprimer une édition populaire à cinq centimes et lancer une campagne d'abonnements à un mois qui porta (59) ses fruits. Afin de grever les budgets et d'obliger les gérants à recourir à la poste, le préfet appliqua la loi de 1849 sur le colportage à la distribution des numéros par des agents appointés, en exigeant une autorisation officielle pour chacun d'entre eux (60). Le *Progrès* se pourvut en cassation et obtint l'annulation du décret (61). Le *Libéral de Cambrai*, atteint par une mesure analogue en mai 1874, vit lui aussi s'accroître le nombre de ses abonnés.

Ces sanctions furent insuffisantes pour venir à bout de la résistance de ces organes d'opposition. A l'égard du *Phare*

57. Cf. supra, pp. 1034-1026.

58. Décisions annoncées le 24 juillet, puis le 15 août 1873.

59. Les abonnés du *Phare* s'élevèrent de 116 à 512, ceux du *Progrès* de 503 à 1396 pendant l'année (A.N. F 18 527).

60. Cette obligation fut signifiée au *Phare* au début du mois d'août, au *Progrès* à la fin de novembre.

61. *Progrès du Nord*, 7 février 1874.

de *Dunkerque*, on eut donc recours à l'interdiction pure et simple le 31 décembre 1873. On n'osa pas aller aussi loin vis-à-vis du *Progrès du Nord*. Mais, à deux reprises, l'administration engagea des procès pour diffamation et fausses nouvelles après la publication d'articles mettant en cause des ecclésiastiques. Ils aboutirent à deux condamnations (62), l'une à 300 francs d'amende, l'autre à 2.000 francs et 1.000 francs de dommages et intérêts. Comptant sur l'appui des magistrats, l'autorité n'hésitait plus à poursuivre les intéressés chaque fois que la procédure lui paraissait susceptible d'être menée à bonne fin.

En novembre 1874, l'*Ami du Peuple* fut aussi supprimé, sans avoir été l'objet de mesures dissuasives préalables. Le prétexte invoqué fut la publication d'un article de nature "à soulever les plus détestables passions et provoquer la guerre civile". Il avait été écrit pendant la campagne électorale de l'automne 1874. Il s'agissait en réalité d'une vengeance des conservateurs furieux de l'insuccès de leur candidat Fiévet à Douai et de la défaite de Maurice aux élections départementales d'octobre (63).

L'autorité militaire était intervenue une troisième fois pour s'opposer à la création d'un journal républicain à Roubaix, l'*Impartial* (64).

La presse républicaine a donc payé un tribut assez lourd à l'Ordre moral. Elle était éliminée de deux arrondissements et

62. *Progrès du Nord*, 9 janvier et 10 juin 1874.

Dans la seconde affaire l'*Echo du Nord*, qui avait reproduit l'article, fut aussi sanctionné.

63. Cf. infra, p. 1162.

Le *Progrès du Nord* fit remarquer ironiquement que l'arrêté était postérieur de trois semaines à l'article visé (n° du 1er décembre 1874).

64. A.N. F 18 485 F. Il était destiné à remplacer le *Libéral*, qui avait cessé sa publication à la fin de l'année 1872.

contrainte de revenir à l'auto-censure. La campagne de 1874 fut donc plus difficile que les précédentes. Mais les adversaires semblent avoir agi sans plan d'ensemble et sous l'effet du ressentiment. Les situations locales sont restées variables. Les organes de la gauche demeuraient malgré tout un sérieux obstacle à la veille des élections législatives (65).

b. Cercles et associations

Le faible nombre de sociétés donnant matière à la critique (66) n'appelait pas une répression vigoureuse des autorités. Deux des principales associations furent dissoutes : le *Cercle du Progrès de Dunkerque* dès le mois de juillet 1873 (67), le *Cercle de l'enseignement mutuel des travailleurs de Roubaix* un an plus tard. L'existence du premier n'avait jamais été admise par les conservateurs. L'autorité hésita davantage à sévir à Roubaix malgré la multiplication des réunions politiques (68). Craignait-elle davantage une activité clandestine? A Lille, le *Cercle des travailleurs* ne fut pas inquiété avant la crise du 16 mai, sans doute pour cette raison. L'administration refusa de se faire l'instrument des rancunes cléricales. L'*Emancipateur* demanda en vain, dès l'avènement de l'Ordre moral, la dissolution de la loge Thémis (69). Les sections (peu nombreuses) de la

65. La levée de l'état de siège permit la réparation du *Phare de Dunkerque* et de l'*Ami du peuple* au début de la campagne électorale de 1876.

66. Cf. supra, pp. 1036-1038.

67. *Progrès du Nord*, 16 juillet.

68. Les rapports des commissaires de police font état de discussions politiques fréquentes concernant l'actualité (A.D. M 222-1982. Rapports des 4 mai et 2 juin 1874).

69. *Emancipateur*, 20 juillet 1873.

Ligue de l'enseignement furent surveillées, mais leur existence ne fut pas remise en cause. Les rares associations où des républicains étaient présents étaient un faible contrepoids à la multiplication des comités catholiques, cercles d'ouvriers, sociétés charitables contrôlées par le clergé.

La répression fut donc avant tout locale et visait les centres où l'implantation récente des républicains faisait espérer à ses adversaires la possibilité de les éliminer.

c. Surveillance et contrôle des cabarets

Les cabarets, considérés comme des foyers de subversion morale et des lieux de démoralisation (70) de la classe ouvrière, n'échappèrent pas à la vigilance des gouvernements de l'Ordre moral. L'Empire autoritaire avait montré la voie, et l'application du décret Besson du 18 octobre 1852 avait abouti à une substantielle réduction de leur nombre dans le Nord (71). Vallon n'avait pas poursuivi cette politique afin, disait-il, d'affirmer devant l'opinion le principe de la liberté industrielle et de faire cesser le trafic des licences rendu possible par la difficulté de fonder de nouveaux établissements (les sollicitateurs devant le plus souvent passer par l'intermédiaire des brasseurs propriétaires de débits existants). Le décret préfectoral du 28 décembre 1860 stipulait que l'instruction des demandes ne devrait prendre en compte que des critères de salubrité, de moralité, d'ordre public et d'emplacement. Il demandait en revanche

70. L'enquête sur la situation de la classe ouvrière fit état de nombreuses plaintes à ce sujet (A.N. C 3019).

71. Cf. supra, chap. IV, p. 165.

un redoublement de sévérité dans le contrôle de la tenue des établissements existants (72). Mais les maires firent preuve d'une trop grande complaisance et le nombre des débits s'éleva à nouveau rapidement. En 1865 il dépassait déjà celui de 1851 (18.503); en 1869 il était de 22.816, soit une progression de 58% en neuf ans!

Une circulaire ministérielle en date du 6 mars 1872 avait invité les préfets à freiner cette extension et à tenir une statistique des condamnations subies par les tenanciers (73). Le Conseil général du Nord demanda une politique plus répressive lors de sa session d'août 1872 (74). Les mobiles étaient plus politiques que moraux. Les notables s'inquiétaient des succès de la propagande radicale au lendemain de l'élection de Deregnancourt. En 1867, le quatrième bureau s'était opposé au contingentement du nombre des cabarets (75). Ainsi pressé, Séguier multiplia les fermetures administratives qui s'élevèrent, pour la seule année 1873, à 155, soit plus qu'en 1852! (76). Mais le nombre total avait encore augmenté, atteignant 23.320 unités, soit un cabaret pour 71 habitants (77). Aussi Le Guay revint-il à la politique de 1852 et, dans une circulaire datée du 2 février, annonça que les nouvelles demandes ne seraient plus accordées qu'exceptionnellement. Il invitait par ailleurs les maires et les sous-préfets à fermer les établissements dont les tenanciers

72. A.D. M 193-3.

73. A.D. M 193-9.

74. Idem. Le Conseil d'arrondissement de Douai émit un voeu analogue.

75. Idem.

76. Idem.

77. Idem.

avaient subi des condamnations (78). Le syndicat des brasseurs protesta contre l'atteinte portée à la liberté du commerce et la mise en cause de la responsabilité des propriétaires de débits (79). L'opposition républicaine dénonça les mesures unilatérales et les manoeuvres politiques de l'administration. Le 20 octobre 1874, Trystram demanda au Conseil général qu'il émette un voeu en faveur de l'abrogation du décret du 29 décembre 1851 sur la police des cabarets. La gauche s'opposait à l'enlèvement des bulletins et des affiches des candidats, affirmant que cette pratique avait été tolérée sous l'Empire (80). Lors des élections municipales de novembre, le *Progrès du Nord* évoqua la répression à Roubaix. Les cabaretiers auraient été "terrorisés" au point de ne plus oser accueillir de groupes de consommateurs, toute réunion, même autour d'une table, de plus de dix personnes étant suspectée. Une latitude entière aurait été laissée, en revanche, à ceux qui mettaient leurs locaux au service du parti conservateur (81).

L'importance des fermetures administratives décrétées en 1874 et 1875 (156 dont la plupart datent sans doute de la première de ces années) justifiaient apparemment ces craintes (82). La nouvelle politique préfectorale aboutit pour la première fois depuis 1858 à une baisse du nombre des cabarets (-429 en 1874).

78. Ces nouvelles dispositions furent annoncées dans la presse (*Propagateur*, 13 février 1874).

79. A.D. M 139-9. Lettre du 5 mars 1874.

80. A.D. M 193-12. Les incidents se renouvelèrent dans le Cambrésis où le sous-préfet de Nervo prit une attitude énergique lors de l'élection partielle du 9 novembre. Il devait agir de même à la préfecture de l'Ardèche lors de la crise du 16 mai (MAYEUR, *Les débuts de la troisième République*, éditions du Seuil, Paris, 1973, p. 39).

81. *Progrès du Nord*, 28 novembre.

82. A.D. M 193-12.

Mais l'année suivante on assiste de nouveau à une légère hausse (+ 236) (83). Le tournant fut moins brutal que celui du début de l'Empire, les mesures plus sélectives. Un coup d'arrêt momentané avait été donné à l'expansion des cabarets. Il fut éphémère et, dès 1876, la croissance reprenait (+ 632), que la crise du 16 mai ne vint pas même interrompre (84). Il fut davantage dicté par des considérations politiques que par des soucis de moralité et s'intégra dans un ensemble de mesures répressives visant les moyens d'action de la propagande républicaine.

3. La défense des intérêts religieux. Les problèmes scolaires et universitaires

La volonté de défendre l'Ordre moral impliquait une attitude favorable à l'égard du clergé et de ses revendications. Si les manifestations ultramontaines suscitèrent quelque méfiance à Paris, les milieux cléricaux du Nord eurent à se louer de l'attitude des autorités locales dont le concours ne leur fit, semble-t-il, jamais défaut.

La protection du bras séculier fut l'une de ces manifestations. La répression des journalistes accusés d'avoir publié des articles diffamatoires a déjà été évoquée (85). La volonté de sanctionner les auteurs d'attaques contre le clergé eut l'occasion de s'affirmer lors des incidents de l'été 1873 provoqués par les grands pèlerinages diocésains. Le retour des pèlerins de Cambrai après les fêtes du jubilé de N.-D. de la Grâce, qui

83. A.D. M 193-12.

84. En 1877 un nouveau record fut atteint avec 24.742 cabarets.

85. Cf. supra, p. 1127.

réunirent des foules importantes, donna lieu à des scènes de désordre à Douai, Valenciennes, et surtout à Saint-Amand où des cris hostiles au clergé furent proférés, où le doyen fut, selon le *Propagateur*, brutalisé et le curé de Maulde souffleté (86); il fallut faire appel à la gendarmerie. A Valenciennes la manifestation fut surtout politique, les pèlerins étant accueillis au cri de "Vive la République" (87). Le procureur général Desjardins annonça à Mgr Régnier son intention de poursuivre non seulement les auteurs de voies de fait, mais aussi, au nom de la défense de la religion, les individus qui avaient insulté les prêtres, et il demanda au prélat de porter plainte. Pendant l'instruction de l'affaire son zèle alla plus loin. Les clercs hésitant à dénoncer leurs agresseurs, il demanda à l'archevêque de Cambrai de les inciter à le faire dans l'intérêt public (88). A l'occasion d'incidents divers qui se répétèrent cet été-là à Hellemmes et à Armentières, Desjardins consulta encore le chef du diocèse et obtint son accord pour mener (89) la répression. Jamais l'entente n'avait été aussi étroite entre les autorités civiles et religieuses. Mgr Régnier en fit état dans sa lettre aux diocésains.

Dans le monde scolaire le clergé obtint des satisfactions pour les secteurs primaire et supérieur.

La conquête des écoles communales s'accéléra grâce à la circulaire de Jules Simon du 28 octobre 1871. Elle autorisait les conseils municipaux à se prononcer sur le choix du personnel

86. *Propagateur*, 22 août.

87. *Mémorial de Lille*, 27 août 1873.

88. DESTOMBES, *op. cit.*, pp. 330-331.

89. *Idem.*

hors des cas de vacances traditionnels. On espérait ainsi obtenir quelques laïcisations. L'effet fut inverse car le clergé profita de la conjoncture favorable pour faire poser par les maires la question du remplacement des laïcs par des congréganistes en mettant en avant des raisons d'économie (90). En quatre ans quinze écoles furent congréganisées dont dix pendant les années 1874 et 1875, une seule de ces mesures concernant une école de garçons. Il n'y eut, en revanche, aucune laïcisation (91). Les autorités administratives sanctionnèrent chaque fois le vote des conseils, ce qui rompait avec la politique des années 1860 (92).

L'influence congréganiste atteignit son apogée dans l'enseignement communal féminin avec 280 établissements, soit un pourcentage de 52, en progrès de deux points sur 1869 (93). Les écoles laïques de filles progressaient légèrement en nombre absolu grâce à des créations qui vinrent compenser les départs. Les supérieures manquaient d'ailleurs de personnel pour faire face à toutes les demandes (94).

L'inspecteur d'académie précisa plus tard que d'autres entreprises avortèrent, non sans susciter de multiples agitations locales (95).

90. A.N. F 17 9195. Rapport de l'inspecteur d'académie sur les effets de la circulaire du 28 octobre 1871.

91. Idem. De 1876 à 1878 il y en eut 5, ce qui équilibra les substitutions en sens contraire.

92. Cf. *supra*, chap. XII, p. 686.

93. Idem, p. 681.

94. Rapport de l'abbé Dehaene devant les comités catholiques du Nord, 1873 (Bulletin de la réunion annuelle des comités catholiques). Le Nord occupait le second rang en France pour le nombre de religieuses directrices d'écoles communales.

95. A.N. F 17 9195. Rapport de l'inspecteur d'académie.
Cf. B. MENAGER, *op. cit.*

L'évolution fut moins nette dans les écoles de garçons où l'on enregistra pourtant une légère progression du nombre des établissements dirigés par les Frères (8,1% en 1869, 10,3 en 1875), grâce surtout à la diminution des écoles mixtes laïques par l'effet de la loi de 1867 (créations d'écoles de filles dans les communes de moins de 500 habitants).

Le clergé n'était pas pour autant satisfait. Il réclama, lors de la première assemblée des comités catholiques, un contrôle accru de l'enseignement d'état par l'intermédiaire du conseil départemental d'instruction publique, cela afin de changer l'état d'esprit des instituteurs qui justifiait les méfiances (96). Cet organisme devait être composé en majorité de représentants des autorités administratives, judiciaires, religieuses et des élus locaux, au détriment des fonctionnaires de l'Université. Il s'agissait de mettre en cause la loi de 1833 très contestée par les cléricaux (97).

Les autorités religieuses n'avaient pourtant pas eu à se plaindre des inspecteurs primaires, souvent bien disposés à leur égard, tels Choquet à Cambrai (98), Grimon à Lille (99), ou timorés comme Maury à Hazebrouck (100). Le zèle de Mordacq pour répandre le français dans l'arrondissement de Dunkerque fut moins apprécié, bien que ce fonctionnaire ait été suspecté ultérieurement de cléricanisme (101). La position du clergé

96. Rapport de l'abbé Dehaene (Bulletin de la réunion annuelle des comités catholiques).

97. Idem. Rapport Champeaux (1874).

98. A.N. F 17 9270. Rapport de l'inspecteur général.

99. A.N. F 17 20883-2. Les députés royalistes recommandèrent sa promotion à Paris en 1876.

100. A.N. F 17 20226.

101. A.N. F 17 21357. Notes datées de 1872, 1876 et 1880.

était avant tout de principe. Ne pouvant plus guère espérer progresser beaucoup dans la direction des écoles, il voulait s'assurer de la docilité des instituteurs.

La loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, la création de l'Université catholique de Lille furent des signes plus visibles de l'influence cléricale.

Dès la première assemblée des comités catholiques, alors qu'était connu le rapport favorable de la commission de l'Assemblée nationale présidée par Laboulaye, la création d'une université catholique régionale fut envisagée. Deux commissions furent formées : l'une, présidée par l'abbé Dehaene, se préoccupa d'agir sur l'opinion afin de hâter la discussion du projet de loi; l'autre, dirigée par l'abbé Mortier, était chargée d'organiser des cours publics de hautes études, solution d'attente déjà expérimentée dans d'autres villes mais qui nécessitait l'agrément du gouvernement. Le 14 novembre 1873, une réunion d'une quarantaine de notabilités catholiques du Nord et du Pas-de-Calais aboutit à un projet d'organisation préparé par Philibert Vrau. A la tête de l'université siégerait un conseil supérieur présidé par Mgr Monnier, coadjuteur depuis l'an passé de Mgr Régnier, qui désignerait deux vice-présidents parmi les vicaires généraux. Le chanoine Hautcoeur, professeur au séminaire, fut placé à la tête de la commission des études. Le 15 décembre cette dernière décidait de créer cinq facultés dont une de théologie. Le 19 janvier 1874, elle fixait leur siège à Lille après une compétition entre Douai et le chef-lieu. Le 24 février, un local provisoire était trouvé grâce à Vrau qui conclut un accord avec la congrégation des Dames du Sacré-Coeur qui venait de racheter l'ancien hôtel de la Préfecture et laissait aux organisateurs de

l'université la jouissance de l'immeuble pendant cinq ans, moyennant le paiement des intérêts. La commission de propagande, qui se confondait avec le bureau central du comité catholique de Lille, s'efforçait d'agir pendant ce temps sur les députés afin d'obtenir une amélioration du projet, et notamment la collation totale des grades, y compris le baccalauréat et le transfert de l'année de philosophie à l'université (102). Le ministère ayant donné son autorisation, des cours libres de droit s'ouvrirent le 23 novembre 1874, auxquels furent annexés quelques enseignements de sciences et de lettres.

Le bilan de ces travaux fut fait lors du second congrès des comités catholiques en novembre 1874. Il décida l'ouverture de la Faculté libre de droit et de la première année de médecine pour la rentrée 1875 et, afin d'assurer l'entreprise, on prépara le lancement d'une souscription.

Les républicains, préoccupés par les problèmes politiques immédiats, ne paraissent pas avoir prêté attention à ces préparatifs entourés, il est vrai, d'une certaine discrétion. Il faut attendre le 4 décembre 1874 pour voir le *Progrès du Nord* protester contre l'autorisation gouvernementale donnée aux cours libres et contre la liberté à sens unique dont profitaient les ultramontains. La bataille s'engagea quelques jours plus tard, à l'occasion du vote de l'Assemblée nationale sur la transformation en faculté de l'école de médecine préparatoire de Lille. Le Conseil

102. Les organisateurs espéraient assurer aussi le recrutement de la future université, les collègues libres ayant un effectif de 140 élèves (BAUNARD, *Philibert Vrau et les oeuvres de Lille*, Lille, p.146.

La délégation aurait reçu un bon accueil de la plupart des députés monarchistes.

général du Nord la demandait depuis 1866. La députation avait déposé une proposition de loi en ce sens le 28 juillet 1872, lorsque le ministère avait mis à l'étude la création de nouvelles facultés. Le 12 juillet 1872, le conseil municipal de Lille acceptait de prendre tous les frais à sa charge, mais le Conseil supérieur de l'Instruction publique, estimant ses offres trop imprécises, avait placé Lille en troisième position, derrière Lyon et Bordeaux. Le préfet Le Guay appuya ces démarches, faisant valoir que le nombre de médecins par habitants avait diminué dans le Nord et que cette insuffisance se faisait sentir surtout lors des épidémies (103). La cause paraissait donc gagnée, lorsqu'un premier vote supprima l'école préparatoire, après une intervention de Testelin (104). Mais Kolb Bernard parvint à alerter ses amis de l'Assemblée, et celle-ci repoussa le lendemain par 308 voix contre 301 la création d'une faculté de médecine, après l'intervention du député Randot qui fit valoir qu'elle apporterait une concurrence préjudiciable à la nouvelle faculté libre. Le ministre de l'Instruction publique proposa une école de plein exercice, qui garderait les élèves pendant quatre ans (105). La réaction du *Progrès du Nord* à ce qu'il considérait comme une déclaration de guerre fut très vive. Il dénonça dès lors avec force le péril ultramontain en exploitant les propos du père

103. A.D. 1 I 21-1. Lettre du préfet au ministre de l'Instruction publique, 13 mars 1874.

104. *Progrès du Nord*, 10 décembre 1874.

105. Compte rendu du débat dans le *Propagateur* du 10 décembre. Quatre députés du Nord votèrent contre (Kolb Bernard, de la Grange, Théry et de Staplande) et trois autres s'abstinrent (de Melun, Pajot et Plichon). Stigmatisant leur attitude, le *Progrès* n'eut pas de peine à démontrer qu'elle fut responsable du vote final de l'Assemblée (n° du 11 décembre).

Marquigny (106). Les amendements déposés par les catholiques intransigeants, après une nouvelle réunion des comités catholiques justifiaient ces inquiétudes : possibilité pour les diocèses de créer des universités et d'acquérir la personnalité civile, extension du bénéfice de la loi aux associations, formation d'une université par la réunion de trois facultés seulement. Les catholiques lillois étaient à la pointe du combat. En mai 1875, de Caulaincourt et Vrau se rendirent à Rome et furent reçus par le pape qui s'étonna qu'ils n'aient pas été mandatés par Mgr Régnier. Ils protestèrent de leur dévouement et de leur fidélité à l'enseignement du Syllabus (107).

L'ajournement de la discussion apaisa momentanément les esprits. Ils s'enflammèrent à nouveau lors de la seconde délibération qui aboutit à la solution du jury mixte pour la collation des grades (108). La réaction de l'*Echo du Nord* est significative. Il attaqua Wallon avec violence, stigmatisant sa "désertion". Pour lui, l'Université française avait cessé d'exister et la date du 15 juin 1875 serait un jour de deuil (109). Ce journal reprit ses diatribes après le vote définitif de la loi. Il dénonça la déclaration de guerre à l'université, dont les libéraux sauraient se souvenir. La vieille génération de 1830, contrainte de sortir de sa retraite, mènerait le même combat que

106. *Progrès du Nord*, 12 décembre. Le 8 avril, lors de l'assemblée générale des comités catholiques de France, il avait prononcé un réquisitoire contre le projet de loi, critiquant le principe de la liberté pour tous d'enseigner (GADILLE, *op. cit.* p. 342).

107. BAUNARD, *op. cit.*, p. 148.

108. On sait que l'amendement sur la personnalité civile des diocèses voté en seconde lecture fut repoussé lors de la troisième délibération.

109. *Echo du Nord*, 17 juin.

110. *Idem*, 14 juillet.

celui des dernières années de la Restauration (110). Le vote de la loi rejeta vers la gauche l'organe des républicains modérés qui avait soutenu jusque-là tous les efforts de conjonction des centres et s'était montré plus que prudent dans sa critique des actes du gouvernement de l'Ordre moral. La vigueur de l'offensive ultramontaine déterminait les députés du centre gauche à prendre une attitude opposée à celle de la majorité de leur groupe et de son président Laboulaye. Lors du vote final, Corne, de Marcère et Roger du Nord votèrent contre; Parsy s'abstint; tous votèrent l'amendement Ferry sur le maintien de la collation des grades entre les mains de l'Etat et s'opposèrent aux jurys mixtes. En revanche, la droite vota à l'unanimité tous les amendements proposés par les comités catholiques. La question religieuse déterminait une bipolarisation totale et ruinait les efforts pour dégager une majorité centriste.

Pendant l'été et l'automne 1875, le climat demeura lourd. Le conseil municipal de Lille refusa de voter les crédits nécessaires pour la transformation de l'école de médecine de Lille en établissement de plein exercice, créé officiellement par décret du 14 juillet. Il estimait que les sacrifices demandés étaient trop importants pour un résultat aléatoire (111). Les organisateurs de l'université catholique redoublaient d'activité. Le 2 août, un accord se fit sur la constitution d'une société civile chargée de recueillir les fonds (112). La campagne de souscriptions animée par le clergé permit de réunir plus de six millions

110. *Echo du Nord*, 14 juillet.

111. Compte rendu de la délibération dans le *Progrès du Nord*, 16 août 1875.

112. Elle fut officiellement formée le 18 novembre et eut pour président Paul Bernard aux côtés duquel on trouve toutes les notabilités du parti catholique et légitimiste (A.D. 1 T 126).

et demi de francs et 8.000 participants (113). Des négociations étaient ouvertes avec la direction de l'hôpital Sainte-Eugénie pour l'intégration de l'établissement à la future faculté de médecine. Des démarches furent entreprises auprès des professeurs de l'université, jugés favorables, pour les amener à abandonner leurs fonctions (114), ce qui provoqua des démentis de la part de certains intéressés (115). Le caractère ultramontain de la nouvelle université s'affirmait. Pie IX reçut Mgr Monnier en octobre et manifesta son intérêt pour l'entreprise. Il insista sur l'urgence de la création d'une faculté de théologie. Selon le cardinal Antonelli, on craignait à Rome des universités trop libérales. On espérait la fondation, dans le Nord, d'une université modèle soumise aux enseignements pontificaux (116). La *Semaine religieuse de Cambrai* n'hésitait pas à affirmer publiquement cette attitude, ce qui suscitait des réactions dans la presse locale et parisienne.

Inquiet de cette montée de l'ultramontanisme et des dissensions locales, le ministre de l'Instruction publique Wallon prit quelques mesures en faveur des facultés d'Etat : création d'une seconde chaire de droit romain et d'une chaire de droit criminel à la Faculté de Douai (117), et surtout acceptation de la transformation en faculté de médecine de l'école préparatoire de Lille, décision annoncée le 19 octobre (118), qui fut

113. Rapport de Paul Bernard devant le conseil d'administration en 1878 (BAUNARD, *op. cit.*, p. 149).

114. Idem.

115. *Progrès du Nord*, 27 et 29 octobre 1875.

116. DESTOMBES, *op. cit.*, tome II, p. 393.

117. *Progrès du Nord*, 7 octobre 1875.

118. A.D. 1 T 21-1. Le décret officiel parut le 12 novembre.

entérinée après l'avis favorable du Conseil supérieur et le vote par le conseil municipal de Lille des crédits nécessaires. Les démarches de Testelin avaient abouti et le ministre désirait sortir de l'impasse créée par le refus des conseillers lillois de se contenter d'une solution intermédiaire. Cette décision provoqua la mauvaise humeur du *Propagateur* qui dénonça le gaspillage des deniers municipaux et les embarras financiers de la ville de Lille (119). Mais elle contribua à apaiser la tension. L'ouverture de la faculté libre de droit se fit sans incident le 25 novembre. Le problème de la collation des grades allait être un des thèmes dominants de la vie politique locale en 1876.

La politique de l'Ordre moral eut donc ses conséquences les plus visibles dans le domaine religieux. Ses effets ne sont pas négligeables ailleurs, compte tenu des pressions de la majorité royaliste et de la situation héritée de la guerre (état de siège). Les influences et les succès des cléricaux ont laissé davantage de traces dans la mémoire collective et provoqué des divisions plus durables dans l'esprit public.

B. L'EVOLUTION DE L'OPINION PUBLIQUE DU 24 MAI 1873 AU VOTE DES LOIS CONSTITUTIONNELLES

L'opinion publique paraît s'être ralliée progressivement à la République sous la présidence de Thiers. L'arrivée de la droite au pouvoir, la tentative de restauration monarchique permettent de tester la solidité de certaines convictions récentes. L'éclatement de la majorité conservatrice, après le vote du

119. *Propagateur*, 21 et 22 octobre. Le journal prôna une concertation entre la faculté libre et l'école de l'Etat.

septennat, donne aux partis politiques une plus grande liberté d'action et il convient de préciser les attitudes locales des divers groupes. L'élection législative partielle du 8 novembre intercalée entre les élections départementales et municipales est l'occasion de faire le point sur l'état des esprits à la veille des lois constitutionnelles.

1. La campagne monarchique de 1873

La chute de Thiers surprit le public. Les républicains, que leurs journaux n'avaient pas préparés à cette éventualité (120) manifestèrent un certain désarroi (121). Les organes conservateurs demeurés fidèles au chef de l'Etat (122) exprimèrent leurs regrets mais se rallièrent à son successeur en rappelant la loyauté du maréchal et l'assurance que rien ne serait changé dans les institutions. La *Gazette de Cambrai* adopta une position plus proche du centre gauche en affirmant sa volonté de continuer le combat pour une république conservatrice et de juger le nouveau gouvernement à l'oeuvre (123). L'*Echo de la Frontière* adhérait davantage à ce dernier et appelait à la conciliation des partis sur "le terrain de la conservation sociale" tout en demandant l'ajournement de la solution constitutionnelle après la libération du territoire (124).

120. Cf. supra, chap. XVI, p. 1111.

121. A.D. M 144-2. Rapport du commissaire de police de Somain. Il manque des rapports permettant de généraliser cette attitude, mais elle fut vraisemblablement partagée par d'autres groupes.

122. Le *Courrier du Nord*, l'*Echo de la Frontière* et la *Gazette de Cambrai*.

123. *Gazette de Cambrai*, 27 et 28 mai.

124. *Echo de la Frontière*, 27 mai.

La personnalité du nouveau président de la République favorisa la transition. Mac-Mahon jouissait d'une popularité incontestable qui explique sans doute le calme avec lequel les masses populaires accueillirent la démission de Thiers. Dans le Nord, elle avait été accrue par sa présence à Lille où il avait, le 3 octobre 1859, encore auréolé du prestige de la victoire de Magenta, pris le commandement de la deuxième région militaire de l'Empire. Sa visite en septembre 1874 fut l'occasion de démonstrations de sympathie.

Les milieux d'affaires furent satisfaits de l'abrogation de la loi sur les matières premières et de l'abandon du nouveau traité de commerce conclu avec la Grande-Bretagne, jugé plus néfaste que le précédent (125). L'industriel Leurent exagérerait certes en affirmant à l'Assemblée que le vote du 24 mai avait imprimé aux affaires un mouvement de reprise (126). Selon l'*Echo du Nord*, la bonne tenue de l'industrie lainière n'était pas un indice suffisant; dans celle du lin les transactions restaient nulles et la réanimation des affaires cotonnières, très récente, avait des causes avant tout techniques (127). Les rapports trimestriels sur la situation économique font au contraire état, lors du second trimestre 1873, d'un ralentissement sensible dans tous les secteurs de l'industrie textile (128). Il avait des causes étrangères à la politique : cherté du charbon, début de la crise cyclique internationale, mais les difficultés

125. Cf. supra, chap. XVI, p. 1059.

126. Débat provoqué par l'interpellation de Dufaure sur l'ajournement de la discussion des lois constitutionnelles (séance du 2 juillet).

127. *Echo du Nord*, 4 juillet 1873.

128. A.N. F 12 4523 A.

françaises avaient accentué le malaise. Il est cependant possible qu'un mouvement de reprise se soit dessiné, trop tardif pour apparaître dans un bilan trimestriel et que le démarrage de la campagne monarchiste en août soit venu l'interrompre. De nombreux fabricants, monarchistes ou républicains, souhaitaient une trêve politique qui paraissait s'esquisser. Elle pouvait être un atout entre les mains du nouveau gouvernement.

L'administration prit d'ailleurs des mesures énergiques pour réprimer toute campagne d'agitation en faveur de Thiers. Séguier invita les présidents de cercles à s'opposer aux infractions au règlement et aux motions politiques sous peine de fermeture. Les débitants de boissons reçurent le même avertissement. Les maires furent avisés que les délibérations des conseils municipaux en séance seraient cassées (129). Dans ces conditions, les initiatives furent rares. Louis Legrand lança à Valenciennes une pétition qui réunit 700 signatures et circula dans les environs, à Condé, Quarouble et Fresnes. Des adresses de remerciement furent signées aussi à Lille, Douai, Cassel, mais les dispositions prises freinèrent le mouvement (130). A Cambrai, sur l'initiative du président du tribunal de Commerce, ami de Thiers, les conseillers municipaux signèrent individuellement une motion à laquelle le maire Parsy resta étranger sous la pression du sous-préfet (131). La seule démonstration d'importance fut la manifestation organisée à Valenciennes lors de la venue de Thiers pour la réunion du conseil d'administration de la Compagnie d'Anzin.

129. A.D. M 144-2. Circulaire du 7 juin 1873.

130. Idem. Rapport du préfet, 10 juin 1873.

131. Idem. Rapport du sous-préfet de Cambrai, 16 juin.

Une foule importante dans laquelle avaient pris place les notabilités du commerce et de l'administration locale, acclama l'ancien président de la République. Louis Legrand fustigea les députés de la ville, Boduin et Wallon, accusés d'avoir "trahi la pensée de l'arrondissement" (132). Il semble que le "thiérisme" ait eu surtout des racines dans l'arrondissement de Valenciennes.

Réduits à la défensive, les républicains interpellèrent quelques députés sur leur attitude à l'égard des projets d'amputation du suffrage universel. Brame répondit en termes violents et outranciers qui donnèrent matière à la critique (133). Boduin et Wallon gardèrent le silence (134).

En dépit de ces escarmouches, un apaisement était sur le point de s'opérer. Le *Progrès du Nord* se félicitait du ton plus mesuré du message de Mac-Mahon à la clôture de la session parlementaire (135). Le démarrage de la campagne monarchique vint le remettre en cause.

La presse locale, à l'exception des organes légitimistes, minimisa l'importance de la rencontre de Frohsdorf. Les organes orléanistes s'enfermèrent dans un silence hostile. Le *Mémorial de Lille*, dirigé provisoirement par des actionnaires proches du centre droit depuis l'éviction d'Esparbié (136), s'exprima brutalement en affirmant qu'en additionnant deux zéros il était difficile de trouver autre chose que zéro (137). Selon la rédaction,

132. Compte rendu de la manifestation dans le *Progrès du Nord* du 20 juillet. Une autre, moins importante, à la gare de Douai lors de son départ.

133. Idem, 9 juin.

134. Idem, 7 juillet.

135. Idem, 31 juillet.

136. Cf. supra, chap. XVI, p. 1046.

137. *Mémorial de Lille*, 8 août. Il suscita une réaction très vive du *Propagateur*.

il fallait ajourner "toute solution devant établir une constitution définitive jusqu'à ce qu'un apaisement se soit fait dans les esprits comme dans les partis", l'erreur de Thiers était de ne pas l'avoir compris (138). Une importante fraction de la bourgeoisie conservatrice lilloise était donc hostile à une tentative de restauration dont les chances demeuraient problématiques et qui ne pourrait que susciter une agitation inquiétante dans le pays (139).

Les légitimistes ne trouvèrent pas d'alliés dans le département. La famille orléaniste y était animée d'un libéralisme sincère qui s'était manifesté avec force sous la Monarchie de Juillet au profit de l'opposition dynastique. Ses sentiments patriotiques l'attachaient au drapeau tricolore. Sa méfiance à l'égard du comte de Chambord avait été renforcée par ses derniers manifestes. Les républicains modérés mirent à profit ces dispositions pour tenter de multiplier les défections parmi les députés du centre droit (140).

Malgré le scepticisme de la presse, la nervosité des esprits se manifesta dès la seconde quinzaine d'août. Le retour des pèlerins de Cambrai donna lieu à des incidents autant politiques que religieux (141). A Hellemmes, lors d'un festival de musique, la bannière blanche de la société d'Annepes fut prise à partie par des manifestants et la police dut protéger ses

138. *Mémorial de Lille*, 6 août.

139. Le 15 août, le *Mémorial* parla d'une "faute énorme, peut-être irréparable, commise quelque part au nom d'intérêts mal compris".

140. Cf. *infra*, pp. 1148-1149.

141. Cf. *supra*, p. 1133.

membres et les escorter à leur retour (142). Il y eut encore des bagarres à Seclin après le pèlerinage de Tournai en l'honneur de St-Piat (143) et quelques incidents à Dunkerque à la rentrée de celui de Notre-Dame des Dunes (144). Le *Propagateur* protesta contre "les odieuses calomnies" sur le retour de l'ancien régime et de ses abus (145), preuve que les républicains étaient entrés immédiatement en campagne et avaient pris au sérieux la menace de restauration. A partir de la fin du mois de septembre, leurs journaux parurent s'alarmer davantage. Le rédacteur de l'*Echo du Nord*, après avoir fait appel à la fraction libérale du centre droit, promit d'appuyer aux prochaines élections tous les députés qui se prononceraient contre le rétablissement (146) de la monarchie. Selon le préfet cette déclaration, qu'il jugeait peu sérieuse, n'aurait pas fait grande impression (147). Le *Progrès du Nord* prit soin de réserver sa liberté d'action (148). Dix-sept conseillers de Roubaix adoptèrent cette tactique. Elle ne fut pas sans effet car, dès le 5 octobre, l'*Echo* déclarait que trois députés du centre droit s'étaient formellement engagés à refuser la monarchie. Comme ils gardèrent l'anonymat, les légitimistes mirent en doute la véracité de cette information, mais l'invitation à l'union, adressée aux vingt-deux députés qui

142. Le *Propagateur* contesta la version des faits donnée par l'*Echo*, selon laquelle cette société avait brodé l'étendard offert au comte de Chambord (n° du 26 août). Ce bruit suffit à expliquer l'incident. Il y eut 25 condamnations.

143. *Progrès du Nord*, 11 septembre.

144. *Idem*, 15 septembre.

145. *Propagateur*, 1er septembre.

146. *Echo du Nord*, 26 et 29 septembre.

147. A.D. M 154-9.

148. *Progrès du Nord*, 11 octobre.

avaient renversé Thiers traduisait une certaine inquiétude (149). Il s'agit sans doute de Descat, Brame et des Rotours qui, lors du débat sur le septennat, votèrent l'amendement en faveur de l'appel au peuple. Le premier n'apporta aucun démenti à un article du *Progrès du Nord* annonçant qu'un grand industriel de l'arrondissement de Lille, membre du centre droit, avait fait part à ses ouvriers de son refus de voter la monarchie (150). Brame aurait tenu à Paris des propos hostiles au comte de Chambord (151). La presse républicaine se disait assurée d'autres défections, sans doute parmi la fraction du centre droit liée au régime précédent (152) ou parmi les orléanistes les plus libéraux. Mais Boduin et Wallon, priés de préciser leur position, ne répondirent pas (153). Ce silence, inspiré par le souci de ne pas rompre l'union de la majorité, ne doit pas préjuger de ce qu'eût été leur attitude si l'Assemblée avait dû se prononcer. Le *Progrès du Nord* avait raison de se méfier davantage de Werner de Mérode, malgré un éloge solennel du régime parlementaire prononcé lors du comice agricole de Trélon (154). Une fraction du centre droit, très cléricale et violemment hostile à la République, était prête à faire cause commune avec les légitimistes, notamment Plichon, Lagrange, Bottiaux et de Mérode.

Le conseil municipal de Lille préféra adresser une mise

149. *Propagateur*, 7 octobre.

150. *Progrès du Nord*, 26 octobre.

151. L'information donnée par l'*Evénement* et reproduite par l'*Echo du Nord* le 28 septembre, fut démentie par le *Figaro*.

152. Mais Brabant mis en avant apporta un démenti (*Mémorial de Lille*, 10 et 11 octobre). Il s'abstint, comme Vente, sur l'amendement de l'appel au peuple.

153. Articles de l'*Impartial* reproduits dans le *Progrès du Nord* des 7 et 17 octobre.

154. Cf. infra, p. 1151.

en demeure aux élus locaux, leur demandant s'ils étaient prêts à disposer des destinées de la France sans l'assentiment de ses citoyens (155). Elle permit aux quatre députés républicains de prendre date devant leurs électeurs (156).

La campagne républicaine porta au sud du département. Selon le sous-préfet de Douai, républicain il est vrai, le pays craignait une nouvelle révolution, l'arrêt des affaires, et s'irritait de l'imprudence des "personnalités bruyantes" (157). La propagande bonapartiste en faveur de l'appel au peuple était active, surtout chez les mineurs, favorables en grand nombre à la restauration impériale (158) en souvenir de leur aisance passée (159). Le parti disposait d'une tribune influente depuis l'acquisition du *Mémorial* par Esparbié (160). Ce dernier prit immédiatement position pour une entente entre républicains et bonapartistes sur la base de la défense du suffrage universel et du droit national (161). La peur d'un retour à l'ancien régime a peut-être favorisé un regain de l'influence bonapartiste. Mais les républicains marquèrent des points, comme le montre l'élection de Giroud au Conseil général pour le canton de Douai-ouest, en remplacement du président Danel décédé (162). Des gains semblables furent enregistrés dans le Valenciennois : après l'élection de Bultot, maire de Valenciennes, pour le canton sud (24

155. Adresse reproduite dans le *Progrès du Nord*, 18 octobre.

156. Roger du Nord, membre du centre gauche, ne répondit pas.

157. A.D. M 154-9. Rapport du 21 octobre.

158. Idem. Rapport du 23 octobre.

159. Idem. Rapport du commissaire de police de Somain.

160. Cf. supra, chap. XVI, p. 1046.

161. *Mémorial*, 16 octobre.

162. Election le 4 janvier 1874.

juin 1873), on note celle de Caullet dans la circonscription de Bouchain sans qu'il ait eu de compétiteurs (10 novembre), et la désignation de l'industriel Sirot comme conseiller d'arrondissement de Saint-Amand rive droite (20 octobre). Sept républicains avaient été élus à la Chambre de commerce de Valenciennes en juin. La bourgeoisie d'affaires confirmait son évolution vers la République; il en était de même dans l'Avesnois. Lors du comice agricole de Trélon le discours de Maillet fut l'objet de manifestations hostiles, tandis que Clavon, conseiller général du canton, était acclamé (163). Cinquante-deux filateurs de laine de la région d'Avesnes adressèrent une motion aux députés du Nord en faveur de la République (164).

Si le sud était hostile à la restauration monarchique, les sentiments profonds de la population des arrondissements septentrionaux nous demeurent inconnus, faute de rapports officiels. La réserve observée chez les placides Flamands contraste avec la mobilisation des esprits perçue ailleurs. Impliquait-elle une adhésion profonde au retour de la dynastie légitime? Les pétitions colportées en novembre 1873 (165) se localisent dans un périmètre étroit, centré sur le canton de Tourcoing-nord et intégrant des communes voisines situées sur la bordure flamande; il groupe 44% des signatures obtenues. Il s'agit, il est

163. Le *Progrès du Nord* insista sur cet événement jugé significatif (n° du 5 octobre). Il y eut plusieurs manifestations, telle l'adresse des électeurs de Landrecies (Idem, 5 novembre).

164. L'*Observateur d'Avesnes* mit l'accent sur l'importance économique des établissements représentés (150 millions de chiffre d'affaires).

165. Six sur huit ont été retrouvées (A.N. C 4211, 4259 et 4260). L'une des deux manquantes concerne sans doute les villes de Lille et Roubaix, absentes du décompte. Le nombre total de signatures est resté modeste (1347), ainsi que celui des communes touchées (28).

vrai, du légitimisme le plus intransigeant, les modérés s'étant ralliés à cette date au septennat. Les paysans flamands demeureraient passifs et des oppositions persistaient au sein des villes où dominaient souvent des conservateurs modérés.

La campagne monarchique n'a pas ému les populations comme dans certains départements français (166). Elle a permis aux républicains de consolider leur influence au sud du département et aux bonapartistes de se démarquer des conservateurs. La prudence des députés, qui évitèrent toute déclaration publique, mérite d'être signalée. Elle témoigne d'un souci de réserver l'avenir, de maintenir l'union de la majorité, et peut-être d'un certain scepticisme. Selon l'*Indépendance belge*, les conversations tenues lors de la session du Conseil général auraient traduit cet état d'esprit (167). Les légitimistes étaient conscients des difficultés d'une entreprise qui ne se bornait pas à atteindre la majorité à l'Assemblée. S'adressant à son ami Chesnelong la veille de la publication de la célèbre lettre du comte de Chambord, Kolb Bernard insistait sur la nécessité d'établir une "dictature honnête" en cas de rétablissement de la monarchie, c'est-à-dire "un deux décembre non pas au profit d'un homme mais de la société". Ce coup d'Etat ne devait pas être fait par le roi mais par l'Assemblée, qui devrait prendre dans l'arsenal législatif actuel les mesures de répression nécessaires. Il fallait supprimer les élections partielles, tirer le meilleur parti de l'état de siège contre la presse, renouveler radicalement l'administration sous la direction d'un ministre de l'Intérieur à

166. Dans le centre, on vit des paysans parquer leurs bestiaux, vendre leurs récoltes, par crainte de la dîme et des réquisitions.

167. *Echo du Nord*, 29 septembre.

poigne. Kolb Bernard fit au passage l'éloge de la législation de 1852, "la plus intelligente et la plus efficace que je connaisse". Mais l'Assemblée saurait-elle "armer le pouvoir d'une manière suffisante? (168). Cette lettre révèle les dispositions anti-libérales d'un légitimiste soucieux "de répudier l'esprit sathanique de la Révolution, ce que n'a fait aucun gouvernement depuis le XIXe siècle" (169), et la perception très nette qu'un tel programme ne rallierait pas la majorité de l'Assemblée. Or il importait avant tout que la personne du roi ne fût pas compromise par cette politique.

Partisans et adversaires de la restauration, informés de l'état réel de l'opinion, ont sans doute moins cru à l'entreprise que les milieux versaillais.

2. Les controverses sur le septennat (novembre 1873-juillet 1874)

Le vote par l'Assemblée de la prorogation des pouvoirs de Mac-Mahon pour une période de sept ans fut la source d'interminables controverses politiques et de querelles d'interprétation. S'agissait-il d'une loi constitutionnelle ou d'une mesure législative révisable? Le septennat était-il d'essence monarchique ou républicaine? Fallait-il ou non le consolider par d'autres lois constitutionnelles? Les partis se divisèrent sur ces questions et la coalition du 24 mai vola en éclats.

168. A.D. des Basses-Pyrénées, Fonds Chesnelong C 1780. Lettre datée du 29 octobre.

169. A.D. des Basses-Pyrénées, fonds Chesnelong, lettre datée du 23 octobre 1871.

Tous les légitimistes du Nord votèrent la loi, les uns "la mort dans l'âme", comme Kolb Bernard (170), les autres, nombreux, obéirent à des considérations religieuses. Le *Propagateur* résumait cet état d'esprit en déclarant au lendemain du vote : "Nous ne verrons pas nos écoles sans Dieu, des tribunaux livrés au hasard des élections, la mort publiquement profanée" (171). Le caractère avant tout catholique du légitimisme du Nord s'exprimait avec une totale franchise (172).

Les élus du département se refusèrent à entrer dans la querelle relative à la durée intangible du septennat. Pajot et Théry, membres de l'extrême droite, votèrent pour le gouvernement lors de l'interpellation du 19 mars 1874 (173). L'agitation fut le fait exclusif des journalistes. Le *Messenger du Nord*, qui venait de changer de propriétaire (174), attaqua avec violence le septennat et le gouvernement de Broglie. Celui-ci intenta des poursuites judiciaires motivées par plusieurs articles de sa correspondance parisienne (175). Le *Messenger du Nord* fut acquitté par le jury ce qui renforça la faction intransigeante.

170. A.D. des Basses-Pyrénées, fonds Chesnelong. Lettre à Chesnelong, 4 novembre 1873. Si le député du Nord était lucide sur les chances d'un passage progressif à la République, il se faisait des illusions sur l'attitude des orléanistes lillois prêts, selon lui, à accepter le drapeau blanc.

171. *Propagateur*, 21 novembre.

172. La *Vraie France*, l'*Emancipateur* et le *Courrier douaisien* se déclarèrent cependant hostiles au septennat.

173. A la suite d'une circulaire de Broglie invitant les préfets à s'opposer à toute mise en cause des pouvoirs constitutionnels de Mac-Mahon, la gauche interpella le gouvernement sur l'interprétation du septennat afin de diviser la majorité.

174. Les circonstances ne sont pas connues. D'Anglebert fut évincé par les nouveaux dirigeants (A.N. F 18 485 F). Selon le *Progrès du Nord*, Bergerot aurait été un des actionnaires les plus importants du nouveau conseil d'administration (n° du 24 avril 1874).

175. *Messenger*, 8, 26, 31 mars et 9 avril 1874.

Le *Propagateur* admit, à titre de compromis, le principe du rétablissement de la monarchie voté par l'Assemblée dans les limites de la loi du 20 novembre (176).

Les légitimistes locaux se divisèrent plutôt sur la question de l'organisation du septennat. Pour Kolb Bernard, ce dernier était d'essence monarchique, Mac-Mahon le lieutenant d'un monarque non encore désigné. Il fallait éviter toute discussion de lois constitutionnelles qui risquaient d'être la préface de la République (177). Il s'opposa donc aux projets du gouvernement de Broglie sur la Chambre Haute et vota contre lui, ainsi que Pajot et Théry, lors du vote de confiance sur l'ordre du jour de l'Assemblée qui aboutit à la défaite du ministère devant la coalition des républicains, des bonapartistes et de l'extrême droite légitimiste (16 mai 1874). Les mesures ultérieures du cabinet Cisse y contre la presse légitimiste (178) élargirent la brèche. De Staplande et Lagrange rejoignirent leurs collègues dans l'opposition.

Le parti légitimiste du Nord était donc divisé en trois tendances : les uns refusaient le septennat, d'autres l'acceptaient à condition de sauvegarder son caractère monarchique et d'éviter toute loi constitutionnelle, les plus modérés autour du *Propagateur* s'étaient ralliés à un régime personnel, doté

176. *Propagateur*, 10 juillet 1874. Le vote interviendrait lors de la discussion des lois organisant le septennat. Cette position est peu claire. Doit-on entendre qu'on décidait le retour de la monarchie pour 1880, sans se mettre d'accord sur le choix du souverain et sur la question du drapeau?

177. Kolb Bernard fit paraître dans le *Correspondant* plusieurs articles réunis ensuite dans une brochure intitulée *Le Septennat*, Paris, 1874.

178. Le journal *l'Union* fut suspendu pour avoir reproduit un nouveau manifeste du comte de Chambord.

d'une organisation provisoire. Les bonapartistes locaux furent au début de bons alliés contre l'extrême droite. Mais ils étaient hostiles au vote de lois constitutionnelles. Le seul point positif des projets de la commission parlementaire était le droit de dissolution accordé au chef de l'Etat (179).

Le centre gauche développa pendant ce temps la thèse du septennat républicain. Mac-Mahon était le premier président de la République investi de ses fonctions pour une durée déterminée. L'*Echo du Nord* se déclara prêt à le soutenir s'il mettait fin aux menées factieuses (180). Le régime ne pouvait, sans se trahir, favoriser les partis monarchiques (181). Dès lors la République serait défendue par ses adversaires dans son principe, le parti républicain servant "d'armée de réserve" (182). Ce serait une république "tory", mais le pays modifierait ultérieurement les mesures réactionnaires (183). Cette argumentation supposait résolu le problème de l'avenir des institutions au-delà de la présidence de Mac-Mahon. Elle reflétait le point de vue des milieux d'affaires lillois appartenant à la clientèle de l'*Echo*. Bien qu'ils se soient ralliés depuis longtemps à la République conservatrice de Thiers, le vote du septennat fut accueilli favorablement. Ils espéraient trouver la fin ces incertitudes paralysant les transactions commerciales depuis (184) six mois. La prolongation du marasme les déçut cependant et leur fit souhaiter l'établissement d'un régime définitif. En réponse au

179. *Mémorial de Lille*, 18 juillet 1874.

180. *Echo du Nord*, 21 novembre 1873.

181. Idem, 20 février 1874.

182. Idem, 22 novembre 1874.

183. Idem, 23 novembre 1874.

184. Idem, 21 novembre 1873.

député Leurent, qui justifiait la prorogation de l'Assemblée après le rejet de la proposition Périer de fonder définitivement la République, Verly précisait que les négociants ne faisaient d'opérations qu'au jour le jour, ce qui empêchait les industriels d'avoir des avances de fonds et les obligeait à vendre à tout prix (185). Le commerce local aurait reçu des offres conditionnelles en cas d'adoption de la proposition Périer (186). Suivant l'opinion de ses lecteurs l'*Echo du Nord*, satisfait d'une trêve politique à l'automne 1873, militait à nouveau pour la fondation de la République, se rapprochant ainsi du *Progrès du Nord* à l'aube de la campagne électorale de l'automne 1874. Cette évolution est perceptible dans d'autres organes de presse sans antécédents républicains. L'*Echo de la Frontière* se rallia à la proposition Périer (187). Le *Journal de Dunkerque* créé en décembre 1873 et dont le rédacteur en chef n'était autre que (188) d'Anglebert, défendait lui aussi la thèse du septennat républicain (189) et impersonnel (190). Les diverses bourgeoisies locales d'opinion conservatrice manifestaient leur volonté de sortir du provisoire tout en gardant leurs préventions à l'égard du personnel républicain (191).

Les controverses sur le septennat ont favorisé un reclassement des partis. Une extrême droite très minoritaire s'est

186. *Echo du Nord*, 25 juillet 1874.

187. *Echo de la frontière*, 28 juillet 1874.

188. Selon le sous-préfet de Dunkerque, le bailleur de fonds était le comte Roger du Nord (A.D. 1 T 222).

189. *Journal de Dunkerque*, 5 janvier 1874.

190. Idem, 12 septembre 1874.

L'*Indépendant* à Douai adopta la même position.

191. Lors de l'élection du 8 novembre ces journaux combattirent tous la candidature Parsy.

dégagée, bénéficiant parfois du soutien d'une partie de la droite modérée de la tendance Kolb Bernard. Les catholiques se sont divisés. Le centre droit, malgré l'appui officiel, paraît s'être lentement désagrégé au profit du centre gauche. Dès lors, les partisans inconditionnels du gouvernement, ceux qui soutenaient ses projets constitutionnels étaient singulièrement clairsemés dans le département. La crainte du radicalisme demeurait cependant le dénominateur commun des conservateurs de diverses nuances. Elle allait se manifester à l'automne, lors de l'élection législative partielle, malgré le caractère modéré de la candidature républicaine.

3. Les consultations électorales de l'automne 1874

A trois reprises le corps électoral eut l'occasion de s'exprimer lors de l'automne 1874 : le renouvellement des conseils généraux du 4 octobre, celui des conseils municipaux du 22 novembre encadrent, en effet, l'élection législative partielle du 8 novembre provoquée par le décès du comte de Brigode. Ces consultations, les premières depuis le printemps 1872, permettent de faire le point sur l'attitude de l'opinion publique après dix-huit mois de gouvernement de l'Ordre moral dans une conjoncture politique modifiée par les récents événements. Elles suivirent de peu la visite du président de la République à Lille, qui fut un bon révélateur des dispositions de la population locale, des intentions des partis politiques et du chef de l'Etat lui-même.

a. La visite de Mac-Mahon à Lille

La venue du chef de l'Etat fut annoncée quelques jours avant la date officielle retenue (les 11 et 12 septembre), et ce court délai permit tout juste aux services officiels de prendre les mesures nécessaires.

Les républicains, conscients de la popularité du maréchal, mirent tout en oeuvre pour contribuer au succès de la visite, mais en faire en même temps une manifestation républicaine. Le conseil municipal vota sans difficulté les crédits demandés et invita les citoyens à pavoiser. Tout au long du parcours officiel, dans la soirée du 11 et le lendemain lors des visites diverses dans les usines et les hôpitaux la foule, évaluée à 200 000 personnes (192) mêla les cris de "Vive Mac Mahon" et de "Vive la République" (193). Catel Béghin fit un discours des plus prudents, très "septennaliste" et n'osa émettre le voeu que soient votées les institutions définitives (194). Très sensible aux démonstrations de sympathie dont il était entouré, et à la modération de ses interlocuteurs, le maréchal répondit par une phrase dont l'importance n'échappa pas aux contemporains et aux historiens. Il entendait "appeler à lui les hommes modérés de tous les partis". Cette ouverture, faite au centre gauche, ne

192. Selon l'*Evénement* (*Progrès du Nord*, 24 septembre).

193. Cette version des faits relatée par la presse républicaine fut, bien sûr, contestée par les conservateurs. Le *Propagateur* du 13 septembre et le *Journal de Paris* se plurent à opposer deux groupes de manifestants en niant la spontanéité et l'importance des professions de foi républicaines. Mais cette assertion contredit la tactique transparente du parti.

194. Le *Progrès* lui reprocha cette réserve jugée excessive et affirma que le conseil municipal n'aurait pas voté les crédits s'il en avait connu les termes (n° du 14 septembre).

fut sans doute pas appréciée des notables conservateurs. Plichon invita le président à ne pas laisser amoindrir ses pouvoirs et à réprimer avec fermeté les "agents de désordre" (195). On remarqua aussi la prudence du cardinal Régnier, qui développa la doctrine paulinienne traditionnelle d'obéissance au pouvoir établi et se contenta de rappeler que toute société devait prendre appui sur Dieu (196). Déjà en janvier, lors de la réception de la barrette de cardinal, il s'était engagé à ne jamais sortir de "ses attributions religieuses" et de "garder à l'égard de tous des sentiments de concorde et de paix" (197). Mgr Régnier, dont la lucidité lui avait évité toute compromission lors de la campagne monarchiste de 1873, entendait prendre ses distances avec le parti légitimiste auquel, pas plus qu'en 1852, il n'était inféodé, et l'élection du 9 novembre fut l'occasion d'affirmer cette attitude. L'*Echo du Nord* nota en revanche la bouderie de la coterie légitimiste et ultramontaine qui s'abstint de décorer ses maisons après avoir déployé le drapeau pontifical lors des fêtes du jubilé de Notre-Dame de la Treille en juin 1874 (198). Ainsi la visite présidentielle faisait apparaître le reclassement des partis depuis le début du septennat, mais elle marquait aussi le début de la bataille entre partisans et adversaires d'un régime personnel ou impersonnel, bataille que les élections suivantes allaient prolonger.

195. *Progrès*, 14 septembre. Contre l'avis de nombreux industriels il soutint que le nom seul du maréchal suffirait à ramener la confiance et la reprise des affaires.

196. La presse républicaine de Paris souligna cette modération. Cf. la revue des journaux du *Progrès du Nord*, 14 septembre.

197. DESTOMBES, *op. cit.* L'*Echo du Nord* fit l'éloge de ce discours qu'il jugeait gallican (n° du 11 janvier 1874).

198. *Echo du Nord*, 15 septembre.

b. Les élections départementales du 4 octobre

Après la déception de 1871 (199), les républicains espéraient prendre leur revanche au vu des résultats partiels qui avaient accru leur représentation (200). Le hasard des séries sortantes leur était favorable puisque les conservateurs mettaient en jeu 21 sièges contre 9 à leurs adversaires, tandis que, dans l'autre série non soumise au renouvellement, les chiffres étaient respectivement de 19 et 12. Or le résultat fut une nouvelle déception, la composition du Conseil général demeura inchangée, chaque camp gagnant et perdant deux sièges. En réalité, si l'on se rapporte aux étiquettes politiques de 1871, la gauche ne cédait qu'un seul canton, celui de Trélon, à cause du retrait du conseiller sortant, maire du chef-lieu (encore le résultat fut-il serré et contesté). A Marchiennes, le conseiller Bottin était un républicain de fraîche date, qui n'avait pas été élu comme tel en 1871. Dans ce canton conservateur, sa récente conversion lui coûta son siège au profit de celui qui l'avait occupé pendant tout l'Empire, le baron de Bouteville, très bien implanté.

On peut en dire autant des gains républicains. L'élimination d'Henri Bernard, figure de proue du légitimisme lillois, est certes importante à Lille-ouest; mais il n'avait dû son siège, acquis lors d'une consultation partielle, qu'à la présentation d'un radical dans le canton de Lille le plus orienté à droite. Notons toutefois que le nouvel élu, Soins, était plus

199. Cf. supra, chap. XVI, p.1081.

200. Cantons de Valenciennes-sud et de Bouchain, et de Douai-ouest (Cf. supra, p. 1150-1151).

à gauche que Saint-Léger, vainqueur en 1871 et qui avait, de surcroît, bénéficié du soutien des journaux conservateurs.

La défaite de Maurice à Douai-nord fut plus durement ressentie par la droite. Il était un des notables les plus influents du Conseil général, et la victoire de son concurrent Merlin, ex-maire de Douai, apparut comme une revanche de l'épuration administrative du printemps.

La stabilité des sièges masquait, en réalité, un progrès des républicains qui obtenaient sur plusieurs points d'importantes minorités notamment à Cambrai-ouest, où les campagnes vinrent annuler l'avance du chef-lieu, à Merville, bastion monarchiste, à Tourcoing-nord où, malgré une candidature tardive, leur candidat entamait la forte position du maire de la ville. Leur score (40% des suffrages exprimés) était encourageant, compte tenu d'un nombre moindre de candidats que leurs adversaires (18 contre 24 pour 30 sièges) et de la date tardive de l'entrée en campagne de plusieurs d'entre eux. Quelques-uns se dévouèrent en pure perte, tel Corenwinder, conseiller municipal de Lille, qui porta la contestation dans le canton de Quesnoy-sur-Deule. Les républicains, préoccupés avant tout par l'élection législative, ont pâti d'une mobilisation insuffisante, surtout au sud du département où le réveil de la propagande bonapartiste nuisit à leurs intérêts. Ils ont souffert de l'épuration administrative de mars, qui ôta à quelques concurrents éventuels la base de départ que constituait la mairie de leur ville. Maillet fut ainsi plus facilement réélu qu'en 1871. Ils compensèrent leurs insuccès par des gains plus fréquents dans les conseils d'arrondissement, moins recherchés par les conservateurs, au grand regret du préfet qui déplorait leur

indiscipline (201). Ils obtenaient 15 élus sur 37, et progressaient de 6 sièges acquis surtout dans la région lilloise (Armentières, Cysoing, Roubaix (202). Ils pourront servir ultérieurement de tremplin pour la conquête du Conseil général.

Le scrutin du 4 octobre confirmait la résistance des notables à la poussée républicaine et la discordance entre les consultations nationales et locales. Les conservateurs puisèrent dans les résultats un regain de courage pour la prochaine élection législative (203).

c. L'élection législative partielle du 8 novembre

Avant même l'ouverture de la campagne précédente et la convocation du collège électoral, les républicains avaient déjà fixé leur choix sur la personne de Parsy, maire de Cambrai, dont la candidature fut annoncée dès le 30 août. Jamais élection ne fut si bien préparée.

En 1872, le centre gauche avait obtenu en échange de son soutien à Deregnancourt la promesse que le prochain siège lui serait réservé (204). Peut-être le nom de Parsy fut-il déjà prononcé à l'époque? (205). On se mit aisément d'accord sur le choix d'un arrondissement extérieur à Lille. On hésita d'abord entre Douai et Cambrai, mais la seconde ville s'imposa en raison de sa contribution décisive à la victoire de 1872. Seydoux ayant

201. A.D. M 59-11.

202. Idem.

203. "Rien n'est perdu pour nos amis du Nord", déclara le *Propagateur* (n° du 6 octobre).

204. Cf. supra, chap. XVI, p.1092.

205. Idem.

décliné la candidature, celle de Parsy fit l'unanimité (206).

L'organe du centre gauche se réjouissait d'avoir à défendre un candidat "inattaquable" (207). Ancien négociant, il disposait d'une fortune considérable, placée en partie dans l'administration des charbonnages, qui devait lui servir de rempart contre les accusations de radicalisme. Sa gestion de la mairie de Cambrai avait été habile et appréciée. L'administration ne voulut pas que sa position locale fût un atout supplémentaire et exigea sa démission pour avoir accepté le soutien d'un comité hostile au gouvernement (208). Parsy apparut à beaucoup comme une nouvelle victime de l'arbitraire gouvernemental. L'union du parti républicain en fut davantage renforcée.

En face les choses furent plus compliquées. Le 13 septembre, le *Propagateur* annonça la candidature de Fiévet, maire de Masny, conseiller général de Douai-sud. Il s'agissait aussi d'un "bon" candidat; grand propriétaire foncier et fabricant de sucre, il dirigeait une entreprise modèle, ce qui lui avait valu un grand prix en 1867. Sa famille avait de puissantes relations. Un de ses frères, colonel d'artillerie, était mort pendant le siège de Strasbourg; l'autre, conseiller à la Cour de Douai, venait de décéder. Politiquement, il se situait au centre droit mais était apprécié des bonapartistes car il avait collaboré loyalement avec l'administration locale, tout en gardant son indépendance (209).

206. Compte rendu de la réunion privée tenue chez Testelin dans l'*Echo du Nord* du 29 août.

207. N° du 29 août.

208. A.N. F 1 b 2 Nord 16. Lettre de démission datée du 9 septembre. Les conservateurs assouvissaient une rancune solide due à l'appui décisif apporté par le maire de Cambrai à Derégan-court en 1872.

209. Il soutint Lambrecht en 1857, 1863 et 1869.

Il s'agissait du meilleur choix pour une entente orléano-bonapartiste.

Sa candidature subit cependant deux handicaps. Elle émana du préfet et non des organisations locales, ce qui lui donnait un caractère officiel plus ou moins déguisé (210). Elle se heurta d'autre part aux préventions des légitimistes et aux convoitises des bonapartistes. Les conservateurs perdirent un temps précieux en négociations sans refaire complètement leur unité. L'extrême droite légitimiste pria Fiévet de préciser ses positions et, devant son refus, annonça son intention (211) de s'abstenir. Le comité lillois se mit en quête d'un candidat et offrit son soutien à Mgr Freppel. Le cardinal Régnier s'opposa à cette initiative (212) et pesa de tout son poids en faveur de Fiévet. Dans une lettre publiée par l'*Emancipateur*, Kolb Bernard se ralliait à lui en raison de la fermeté de ses principes religieux et conservateurs. Au-delà des divergences légitimes, il fallait tendre "vers ce qui unit" (213). Cette intervention rallia à Fiévet les journaux qui avaient pris une position attentiste et détacha de la fraction intransigeante l'*Emancipateur* et le *Courrier douaisien*. Le premier justifia son ralliement en invoquant la consultation des évêques de 1863 : "Nous sommes catholiques avant d'être légitimistes, et légitimistes parce que catholiques. Tel est le résumé de notre programme" (214). Cette

210. L'*Impartial du Nord* affirma qu'elle avait été arrachée par le ministère de l'Intérieur, de l'aveu même de l'intéressé (article reproduit dans le *Progrès du Nord* du 19 septembre).

211. *Vraie France*, 9 octobre. L'*Emancipateur*, le *Courrier douaisien*, l'*Echo de la Flandre*, se rangèrent à ses côtés.

212. GADILLE, *op. cit.*, p. 316.

213. *Propagateur*, 19 octobre.

214. Reproduction de l'article dans le *Propagateur*, 24 octobre.

profession de foi isolait au sein du parti les "politiques". La *Vraie France* ne fut soutenue que par l'*Echo de la Flandre* et, de Paris, par l'*Univers* et l'*Union* (215). Les défections devaient dès lors être marginalisées.

De leur côté, les bonapartistes voulaient se mettre sur les rangs encouragés par leur succès dans le Pas-de-Calais (216). Le 15 septembre, le *Mémorial* annonça la candidature de Saint-Paul. L'ancien préfet du Nord songeait à se présenter depuis 1872, escomptant tirer profit des services rendus lors de son administration (217). Cette nouvelle provoqua une vive réaction du *Propagateur* qui rappela la lutte engagée contre Lambrecht en 1869 (218). Saint-Paul avait laissé de solides inimitiés dans le pays. Il n'était pas resté suffisamment de temps dans le département pour disposer d'une clientèle comparable à celle des autres préfets impériaux qui tentaient avec succès le sort des urnes dans d'autres circonscriptions. Son autoritarisme ne correspondait pas à la nature profonde des gens du Nord.

Informé de la situation il chercha à monnayer son désistement (219), et obtint de Fiévet l'approbation au principe de l'appel au peuple à l'expiration des pouvoirs du maréchal. Le *Mémorial* eut même la primeur de sa profession de foi (220) et suscita la mauvaise humeur du *Propagateur* qui s'abstint de tout commentaire. Ainsi le parti conservateur parvint non sans peine

215. La disparition du *Messenger du Nord* en octobre 1874 affaiblit de surcroît cette tendance.

216. Election de Levert en 1872, de Sens et Hamille en 1874.

217. Cf. supra, chap. XVI, p. 1047. Le *Pays* avait d'abord annoncé la candidature d'Hamoir (*Propagateur*, 28 mai).

218. *Propagateur*, 16 septembre.

219. Le *Mémorial* dut démentir son retrait le 24 septembre.

220. Idem, 20 octobre. Il publia le même jour la lettre de désistement de Saint-Paul.

à refaire son unité à l'exception d'une frange située à l'extrême droite. Mais les divisions manifestées retardèrent son entrée en campagne et offrirent des armes à ses adversaires.

La campagne électorale se ressentit de ces préliminaires. L'adversaire principal des républicains fut cette fois le *Mémorial de Lille* qui polémiqua avec le *Progrès du Nord* sur le thème de l'appel au peuple et de la souveraineté nationale, sur le régime bonapartiste et ses excès. Le *Propagateur* se montra plus réservé, sauf les tout derniers jours (222).

La principale arme des républicains fut l'équivoque persistante de la candidature Fiévet. Se refusant à être "homme de parti", il fit imprimer des affiches avec la simple mention "candidat", hésitant à employer le terme ésotérique de "septennaliste", ou la mention "conservateur" jugée compromettante. Ce laconisme suscita les quolibets du *Progrès du Nord* (223) qui se félicita par ailleurs, de l'aveu du *Mémorial*, qu'en 1880 chacun choisirait librement son gouvernement, prouvé que l'entente de la droite n'était qu'un cartel antirépublicain (224). Au candidat "muet", on opposait celui qui loyalement exposait ses convictions (225) et voulait faire sortir la France d'un provisoire néfaste à la reprise des affaires (226).

Les conservateurs ne purent cette fois rien trouver dans le passé politique de leur adversaire; mais ils dénoncèrent l'allié des radicaux. Le *Propagateur* fit remarquer qu'il

222. Ce fait fut relevé par le *Progrès du Nord*, 7 novembre.

223. Idem, 1er novembre.

224. Idem, 30 octobre.

225. Idem, 7 novembre.

226. Ce thème fut surtout développé par l'*Echo du Nord* qui y revint à la veille du scrutin (n° du 7 novembre).

était la caution donnée aux modérés en échange de la présentation des radicaux dans l'Oise et la Drôme (227). Cet argument fut suffisant pour entraîner des journaux conservateurs centristes qui s'étaient ralliés au septennat impersonnel, la *Gazette de Cambrai*, l'*Echo de la Frontière*, le *Journal de Dunkerque* (228). Fiévet bénéficia ainsi dans la presse locale d'un net avantage dont ses partisans se prévalurent (16 journaux contre 8) (229). Il pouvait aussi compter sur les maires autorisés par le préfet à s'engager dans la campagne (230), sur une administration qui multiplia les entraves à la propagande républicaine, qu'il s'agisse de la police des cabarets (231) ou de réunions publiques (232).

L'assurance des républicains parut diminuer dans les derniers jours de la campagne. Un des signes de cette évolution est la reprise des attaques personnelles. On exhiba l'adresse votée par le conseil municipal de Masny après la déclaration de guerre de juillet 1870 (233). On ressortit des propos assez durs tenus par Fiévet à l'égard des ouvriers lors de l'enquête

227. *Propagateur*, 26 octobre.

228. Cf. *supra*, p. 1157.

229. *Propagateur*, 4 novembre.

230. Cette déclaration fut faite lors d'un débat de validation d'une élection cantonale contestée.

231. Cf. *supra*, p. 1131.

232. Les républicains qui en tinrent trente se plaignirent de ces entraves (*Progrès du Nord*, 4 novembre). Effectivement, le sous-préfet de Dunkerque, qui avait refusé un récépissé de déclaration, aurait reçu une sommation du ministère de l'Intérieur (*République française*, 5 novembre). Le sous-préfet de Cambrai, qui déniait aux républicains le droit de louer des salles d'hôtel, fut désavoué par le préfet (A.D. M 31-7).

233. *Progrès du Nord* et *Echo du Nord*, 2 novembre et jours suivants. Elle félicitait l'Empereur et déclarait se ranger derrière lui.

agricole de 1866 (234); on fit intervenir Thiers à la veille du scrutin (235). Les résultats devaient tout à la fois justifier l'optimisme initial et les inquiétudes apparues lorsque se rapprocha l'échéance.

RESULTATS (% par rapport aux inscrits)

Arrondisse- ments	: Abstent.	: Différ.	: Fiévet	: Différ.	: Parsy	: Différ.
	:	:	:	:	:	:
Avesnes	: 33	: - 9,6	: 28,3	: + 6,7	: 38,3	: + 3
Cambrai	: 28,9	: - 9,5	: 23,3	: + 9,2	: 47,1	: - 0,3
Douai	: 28,5	: -13	: 37,4	: +19,2	: 32,5	: - 7
Dunkerque	: 36,4	: + 1,1	: 39,6	: + 0,6	: 23,2	: - 2,1
Hazebrouck	: 21,8	: + 0,6	: 57,8	: + 7,9	: 19,6	: - 6,4
Lille	: 29,1	: + 5,3	: 29,8	: - 1,7	: 39,8	: - 3,9
Valenciennes	: 35,1	: - 9,5	: 24,3	: + 6,7	: 40,2	: + 3,2
TOTAL	: 30,4	: - 3,6	: 31,8	: + 5	: 36,9	: - 1,6

Parsy fut élu avec 54% des suffrages exprimés, perdant la moitié de l'avance acquise par Deregnancourt en juin 1872. Ce recul est surtout dû à la participation accrue dont profita presque exclusivement son adversaire, mais aussi à des transferts de voix. Le nord et le sud du département ne se comportèrent pas de la même façon. Les abstentions progressent dans

234. *Progrès du Nord*, 3 novembre.

235. La presse publia le 6 novembre une lettre de l'ancien chef de l'Etat, adressée à Corne et à de Marcère, où il déclarait qu'électeur du Nord, il voterait pour Parsy "partisan résolu de la République conservatrice, seule force du gouvernement qui reste possible".

les trois arrondissements septentrionaux, faiblement en Flandre, plus fortement dans celui de Lille où la hausse enregistrée est la résultante d'évolutions divergentes. Elles reculent au contraire nettement dans les quatre circonscriptions méridionales, de façon identique dans trois d'entre elles, le Douaisis se situant à un niveau record à cause de la présence de Fiévet. Ces deux mouvements contraires sont la résultante de l'abstention de l'extrême droite au nord, du regain de l'influence bonapartiste au sud. La comparaison des voix obtenues par les conservateurs en 1872 et 1874 (236) éclaire ces deux incidences. Dans neuf cantons, Fiévet obtient des résultats inférieurs à ceux de Bergerot en 1872. Ils se localisent au nord de Lille dans la zone où les pétitions monarchistes avaient circulé (237) un an plus tôt, principalement dans les cantons de Lille-ouest et Tourcoing-nord, et Armentières. Dans les Flandres, la hausse des abstentions, constatée dans tous les cantons sauf à Hazebrouck-nord, a été presque toujours compensée par des transferts de voix en faveur du candidat conservateur; dans les cantons de Bergues et Wormhoudt, où la participation recule de 3,3 et 5,8%, les républicains perdent 8%. Les consignes d'abstention données par les journaux légitimistes intransigeants ne sont pas responsables à elles seules de cette moindre fréquentation des urnes. La substitution d'un candidat douaisien à un notable flamand explique essentiellement le phénomène. Il apparaît donc au total que l'influence électorale de l'extrême droite était des plus limitées et que l'attitude observée par ses représentants n'a en

236. Cf. carte n° 29.

237. Cf. supra, p. 1151.

en rien changé le résultat final, à la différence de l'élection récente du Maine-et-Loire, où l'abstention légitimiste fut responsable de l'élection d'un républicain. L'origine plus méridionale du candidat républicain a, elle aussi, entraîné des abstentions dans les rangs républicains, surtout à Lille et Roubaix où Parsy perd 8 et 9 points sur Deregnancourt, et où les abstentions augmentent de 13 et 8% (238).

Au sud du bassin lillois la participation progresse partout au profit de Fiévet, sauf dans le canton de Landrecies. Grâce à sa position locale, il parvient à inverser le résultat de l'arrondissement de Douai où les républicains essuient des pertes sérieuses, sauf au chef-lieu et dans le canton d'Arleux. Dans l'arrondissement de Cambrai, Parsy ne fait pas mieux que Deregnancourt en 1872; les gains enregistrés dans sa ville sont annulés par l'effondrement des positions républicaines dans le canton de Marcoing (- 24%) et un recul sensible à Cambrai-ouest. On note partout ailleurs une légère érosion des suffrages qui, jointe à la hausse de la participation, donne à Fiévet une progression régulière sauf à Solesmes. Les arrondissements d'Avesnes et de Valenciennes sont les seuls où les deux candidats progressent conjointement. L'excellente tenue des républicains confirme l'évolution perçue dès juin 1872 et accentuée lors de la campagne monarchique de 1873 (239). Les gains des conservateurs sont imputables à la remontée de la participation, spectaculaire dans

238. Le *Progrès du Nord* mit en cause l'insuffisance du nombre des bureaux de vote à Lille; il en résultait une affluence en fin de soirée et des abstentions involontaires. Des voix ont pu manquer dans l'électorat ouvrier et la fortune de Parsy, sur laquelle on ne cessait d'insister, a peut-être été un sujet d'irritation.

239. Cf. *supra*, pp. 1150-1151.

l'extrême sud-est autour d'Avesnes, Trélon et Solre-le-Château.

Les républicains imputèrent à l'action de l'administration la réduction de leur avance. Il est certain qu'ils ont pâti de la perte de moyens de propagande (comme la suppression du *Phare de Dunkerque*), de la surveillance des cabarets, surtout dans le Cambrésis, de l'épuration administrative plus sensible également dans le Cambrésis. La pression officielle a déterminé un certain nombre d'abstentionnistes de 1872 à se rendre aux urnes. Mais cette explication demeure superficielle. On n'était pas revenu du jour au lendemain aux pratiques de l'Empire et le comportement des électeurs a varié d'un arrondissement à l'autre. Force est bien de constater l'importance de l'engagement bonapartiste. En l'absence d'un candidat de ce parti, la carte de la comparaison des résultats de juin 1872 et novembre 1874 est un peu, en filigranne, celle de l'influence des impérialistes dans le Nord. Nous manquons de renseignements sur le réveil de leur propagande depuis la célébration de la majorité du Prince impérial. Le Cambrésis, ancien bastion bonapartiste, l'Avesnois et le Valenciennois n'y ont pas échappé. Le journal le *Hainaut français*, publié à Avesnes et dont Maillet était propriétaire (240) fut largement diffusé pendant la campagne (241). Les maires rendus à la liberté d'action, appartenant en grand nombre au personnel impérial dans le sud-est, ont été de bons agents électoraux. Le "marais", ni monarchiste, ni républicain, qui s'était réfugié dans l'abstention en 1872, a donc été en grande partie résorbé. Les républicains ont conquis quelques hésitants, mais la plus grande partie des électeurs, rassurés par l'échec de la

240. Cf. supra, chap. XVI, p. 1046.

241. *Progrès du Nord*, 4 novembre.

tentative de restauration monarchique et séduits par la formule de l'appel au peuple inscrite dans la circulaire Fiévet, est allée au candidat conservateur.

Les républicains ont enfin souffert de ne plus être au gouvernement. Parsy fut présenté comme un adversaire de Mac-Mahon malgré ses dénégations. En 1872, les rôles étaient inversés. Le patronage de Thiers continuait à être recherché, mais n'avait plus la même efficacité dans les régions conservatrices où l'on votait pour le gouvernement en place. La crainte du radicalisme jouait dans le même sens. Le *Progrès du Nord* se félicitait que le spectre rouge ait perdu de son effet dissuasif (242). Les inquiétudes excitées par les journaux conservateurs étaient pourtant plus grandes qu'au lendemain de l'écrasement de la Commune, après tant de succès radicaux aux élections partielles. Elles ont influé partout sur le comportement des électeurs ruraux, mais plus encore dans les cantons très conservateurs. Les républicains essuyèrent des pertes sévères en Flandre et la répartition de leurs suffrages est plus contrastée qu'en 1872 (243).

Malgré ces mécomptes, le parti pouvait s'estimer satisfait du résultat final obtenu dans une conjoncture plus difficile et face à une coalition où la défection d'une frange peu représentative à l'extrême droite était nettement compensée par l'adjonction de suffrages bonapartistes demeurés à l'écart lors des précédents scrutins.

L'élection du 8 novembre est la plus significative de toutes les élections partielles. On peut vraiment affirmer qu'à cette date le Nord était devenu républicain et souhaitait sortir

242. *Progrès du Nord*, 10 novembre.

243. Cf. cartes n° 26 et n° 28.

du provisoire, les abstentions n'étant imputables que pour une très faible part à l'extrême droite légitimiste. Ce constat influença peut-être Henri Wallon - mais non ses collègues du centre droit - et plusieurs journalistes locaux. Les républicains, conscients d'être la majorité, n'en défendirent qu'avec plus d'acharnement le scrutin de liste.

d. Les élections municipales des 22 et 29 novembre

Le renouvellement des conseils municipaux est un nouveau test intéressant des dispositions de l'opinion publique après le vote de la loi des maires et l'épuration administrative. Il s'opère dans un cadre législatif remanié par la loi du 11 juillet, qui modifiait la composition du corps électoral et permettait le découpage en sections des communes urbaines, celui-ci étant effectué par le Conseil général. Ces dispositions cherchaient à nuire aux républicains en ôtant de leur clientèle les nouveaux électeurs des villes (244), en les obligeant à fractionner les luttes dans les cités et à y faire une place plus ou moins grande aux minorités conservatrices.

Les incidences de la loi furent limitées en ce qui concerne le corps électoral qui fut réduit de 2% (245). A Lille la réduction ne dépassa pas 4% et le *Progrès du Nord* (246) put

244. Seuls les électeurs nés dans la commune étaient inscrits d'office. Les autres devaient justifier de deux ans de résidence ou de l'inscription sur le rôle des contributions, ou encore sur les listes de recensement militaire.

245. Il comptait 316.291 électeurs (A.D. M 89-9) contre 322.897 inscrits lors de l'élection législative du 8 novembre (A.D. M 31-7).

246. *Progrès du Nord*, 3 septembre 1874. A Fourmies, la liste électorale se trouva accrue (Idem, 28 août).

ironiser sur l'effet manqué. Les républicains s'élevèrent contre la plupart des sectionnements, notamment à Maubeuge (247), Roubaix (248) et Valenciennes (249). La conjoncture n'était donc pas des plus propices pour la gauche, accaparée de surcroît par l'élection partielle et qui avait moins d'équipes en place que les conservateurs. Ces éléments allaient peser sur les résultats. Les statistiques détaillées conservées aux archives permettent de faire le point sur le sort des maires renouvelés ou non au printemps et sur leur influence au sein des conseils. Elles sont plus incertaines sur les tendances politiques (250).

(Tableau p. 1176)

247. Article de l'*Observateur d'Avesnes* reproduit dans le *Progrès du Nord* du 17 novembre.

248. Idem, 17 novembre.

249. Idem, 22 novembre (A.D. M 89-8).

250. Sources : (A.D. M 89-9).

Situation des maires actuels et anciens

Arrondissements: Maires en fonction: Maires nommés après: Maires éliminés
: avant la loi du : la loi du 20-1-74 : Présentés : élus : battus
: 20-1-74 : au sein du: hors du: : :
: : : Cons.mu- : : :
: : : Cons.mun. : nicip. : :
: élu: échec: non pré-: élu: échec : élu: échec: : :
: : : : : : : :
: : : : : : : :
: : : : : : : :

Avesnes	: 140:	3	:	1	:	6:	1	:	1:	:	"	:	9	:	2	:	7
Cambrai	: 92:	6	:	2	:	8:	2	:	6:	:	1:	:	17	:	14	:	3
Douai	: 63:	1	:	"	:	1:	1	:	"	:	"	:	2	:	2	:	"
Dunkerque	: 54:	3	:	"	:	1:	"	:	"	:	"	:	1	:	1	:	"
Hazebrouck	: 49:	1	:	"	:	2:	"	:	"	:	"	:	1	:	1	:	"
Lille	: 100:	3	:	1	:	16:	2	:	6:	:	"	:	14	:	9	:	5
Valenciennes	: 61:	3	:	1	:	6:	"	:	5:	:	"	:	5	:	5	:	"

Total : 559: 19 : 5 : 40: 6 : 18: 1 : 49 : 34 : 15

Orientation des listes et des
conseillers

Arrondissements:	listes municipales:			listes d'opposition:			Conseillers		
	: en :	: en :	: en :	: favorable :	: favorable :	: favorable :	: à :	: à :	: neutres :
	: majorité :	: majorité :	: majorité :	: la :	: la :	: la :	: majorité :	: majorité :	: majorité :
Avesnes	: 136 :	: 6 :	: 2 :	: 7 :	: 1 810 :	: 122 :	: 6 :	: 12 :	
Cambrai	: 62 :	: 42 :	: " :	: 13 :	: 1 682 :	: 155 :	: 8 :	: 135 :	
Douai	: 36 :	: 16 :	: 1 :	: 9 :	: 668 :	: 255 :	: 27 :	: " :	
Dunkerque	: 53 :	: 6 :	: " :	: 1 :	: 817 :	: 22 :	: 2,5 :	: " :	
Lille	: 61 :	: 54 :	: 2 :	: 8 :	: 1 614 :	: 385 :	: 19 :	: 48 :	
Hazebrouck	: 47 :	: 4 :	: 1 :	: " :	: 776 :	: 8 :	: 1 :	: " :	
Valenciennes	: 53 :	: 20 :	: 3 :	: 3 :	: 1 069 :	: 114 :	: 9 :	: 33 :	
TOTAL	: 448 :	: 148 :	: 9 :	: 41 :	: 8 281 :	: 1 061 :	: 11 :	: 96 :	

Sources : A.D. M 89-9

Ces tableaux laissent subsister quelques points d'interrogation. Ils font, certes, apparaître le succès de la plupart des maires anciens ou nouvellement promus, celui des listes qu'ils patronnaient et l'échec relatif de l'opposition, majoritaire seulement dans 7,5% des communes et dont le personnel représente 11% de l'effectif total, les arrondissements de Lille et de Douai se situant nettement au-dessus de la moyenne (251). La révolution des mairies restait à faire dans les communes rurales. Les manifestations de rejet après l'épuration administrative du printemps sont assez limitées. Les maires choisis hors du conseil municipal ont réussi à se faire élire. Mais il faut s'interroger sur la portée réelle de leur succès. S'agit-il d'une manifestation personnelle, ou a-t-elle été étendue à la liste entière patronnée par la nouvelle municipalité? La statistique ne fait pas la relation entre les deux données. Elle confirme, par contre, le succès de la grande majorité des maires éliminés dans le Cambrésis et dans l'arrondissement de Lille, tandis que l'Avesnois ratifiait pleinement les choix de l'administration. Dans le Valenciennois le succès personnel de quelques maires évincés ne paraît pas s'être étendu à la liste d'opposition (252).

Les succès les plus marquants des républicains concernent encore les villes où l'enjeu fut véritablement politique. A Douai, Merlin prit sa revanche et le maire en fonction,

251. Les républicains étaient plus nombreux car, au sein des majorités, figuraient souvent des membres du centre gauche.

252. Le sous-préfet nota les échecs républicains à Sain-Saulve, où le conseil municipal avait été dissous; à Bouchain, où il n'y eut que cinq opposants élus en protestation contre l'éviction du maire.

Vasse, fut battu (253). A Cambrai, Parsy triompha avec l'appui des radicaux; à Valenciennes, on note un net glissement à gauche du conseil où entraient des radicaux et dont furent exclus tous les conservateurs (254). Dans l'Avesnois, ceux-ci eurent le dessous dans tous les centres industriels. Le sous-préfet expliquait cet échec par la crise industrielle imputée par les républicains à l'incertitude politique (255). Les seuls points marqués par l'administration concernent Dunkerque, où la liste républicaine essuya un sévère échec, et Roubaix où les monarchistes disposèrent d'une voix de majorité, les six sièges vacants par suite de l'élection multiple de Deregnancourt n'ayant pas été pourvus ultérieurement.

Les élections municipales de novembre ont permis aux républicains de résister à la contre-offensive de leurs adversaires dans les villes, à gagner même de nouvelles cités (256), à y prendre leur revanche contre les mesures d'exclusion dont ils avaient été victimes. La stabilité demeurait, par contre, de règle dans les campagnes où l'épuration relativement limitée ne paraît pas avoir provoqué de sérieux remous. Le scrutin confirmait la distorsion entre les résultats locaux et nationaux et constituait un handicap pour la gauche à une année de la future élection sénatoriale.

253. Le sous-préfet reconnut que les électeurs avaient voulu protester contre la mesure frappant la municipalité précédente. Les conservateurs, contre son avis, auraient voulu une liste d'union (A.D. M 89-10).

254. Le sous-préfet menaça le maire Bultot qui avait laissé faire l'aile gauche du parti.

255. A.D. M 89-10. Rapport du préfet.

256. Landrecies, fief bonapartiste, tomba entre leurs mains, ainsi que Gravelines.

C. LES ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1876

1. La préparation du scrutin

L'union de la majorité monarchiste avait été remarquable pendant la législature. Cette cohésion eut encore l'occasion de s'affirmer lors du vote des lois constitutionnelles. Wallon ne fit aucune recrue parmi ses collègues du centre droit du département, qui votèrent tous contre son célèbre amendement (257). Quelques-uns se détachèrent ensuite. Descat, d'Hespel, Dupont et de Mérode votèrent les lois constitutionnelles du 24 et du 25 février après avoir approuvé les dispositions transactionnelles de Wallon (258). Seule l'attitude d'Hespel suscita des dissensions locales car on lui reprochait d'avoir trahi la cause légitimiste. Le ralliement du centre droit fut donc plus tardif et plus limité qu'à l'Assemblée. La cohésion de la majorité, peu entamée, se ressouda rapidement à l'occasion du vote de la loi sur l'enseignement supérieur (259) et du retour au scrutin d'arrondissement combattu par tous les députés républicains qui craignaient l'emprise des notables, déjà si visible aux élections locales. Le découpage, qui respectait la cohérence géographique (260) ne fut pas contesté. Testelin s'efforça en vain d'accroître la représentation de l'arrondissement de Lille en proposant d'abaisser

257. L'abstention de Leurent, dénoncée par le *Mémorial* eut des causes accidentelles (Indisposé, le député de Tourcoing avait donné une procuration dont on fit un usage trop tardif). *Propagateur*, 5 février.

258. Descat et de Mérode n'approuvèrent pas le compromis sur le Sénat mais se rallièrent à l'ensemble du texte.

259. Cf. *supra*, p. 1140.

260. Cf. *Atlas électoral Nord-Pas-de-Calais*, tome I, cartes pp. 45 et 47.

à 75.000 le chiffre pris en compte pour la création de nouvelles circonscriptions (261).

Le cap difficile de la désignation des sénateurs inamovibles fut franchi sans trop de dommages. La presse, sauf la *Vraie France*, fut unanime à condamner l'alliance de l'extrême-droite et des républicains. Elle permit l'élection de Pajot et de Théry. On ne dénonça pas cette désignation qui écartait le risque d'une division lors des futures élections. Kolb Bernard fut élu par l'ensemble des droites (comme Henri Wallon, au dernier tour). Testelin, qui participa à la négociation du pacte, en recueillit les fruits ainsi que deux de ses collègues du centre gauche (262). Au total, sept députés du Nord devinrent sénateurs inamovibles, soit 25% de sa représentation, compensation sensible à la réduction de cette dernière dans la future assemblée.

La cohésion des monarchistes fut plus ébranlée par les élections sénatoriales du 30 janvier 1876. Le comité de l'Union conservatrice (263) désigna, après un accord sur la procédure, de Staplande, Maurice, Maillet, Brame et d'Hespel. Le choix des trois premiers ne fut pas contesté, mais la minorité des délégués de l'arrondissement de Lille protesta contre l'exclusion des légitimistes, de Melun et Baucarne Leroux, qui formèrent

261. Contrairement à ses dires, l'arrondissement ne fut pas désavantagé, grâce à la population belge non électrice (quotient électoral : 16.475 contre 19.162 dans les autres arrondissements).

262. HANOTAUX, *op. cit.*, p. 459. Corne et Roger du Nord furent élus au second tour.

263. Il groupait les députés, les conseillers généraux et d'arrondissement et se mit d'accord sur la pré-sélection de dix candidats, la répartition géographique et la consultation des délégués municipaux.

avec de Staplande une liste dissidente. La présence d'Hespel soulevait les colères de la droite, y compris le *Propagateur* qui s'était prononcé contre lui (264) en raison de son attitude en février 1875, et qui fit cause commune avec la *Vraie France* sans suivre son confrère dans ses outrances habituelles (265). Ce que voyant, le *Mémorial* reprit sa liberté d'action et proposa de nouvelles candidatures bonapartistes (266). Les conservateurs abordaient donc le scrutin assez divisés, alors que leurs adversaires s'étaient unis autour d'une liste habilement composée pour recueillir des suffrages dans les rangs conservateurs (267) et avaient marqué des points lors de la désignation des délégués municipaux (268). Au premier tour Maurice, Maillet et Brame passèrent de justesse; de Staplande et d'Hespel étaient en ballottage, ce dernier devancé par Catel Béghin et à égalité avec Séguier. L'union se refit au second tour et le succès conservateur se trouva confirmé, mais avec une avance réduite (35 voix), imputable à la composition du Conseil général et des conseils d'arrondissement. A la surprise générale les délégués municipaux se portèrent en légère majorité sur les deux candidats républicains (Catel Béghin et Faidherbe), ce qui traduisait une nette

264. *Propagateur*, 15 janvier 1876.

265. Le journal d'extrême droite engagea une vive campagne contre les opportunistes avides de places et n'épargna pas le préfet, accusé d'avoir préparé la liste (n° du 21 janvier).

266. Celles d'Hamoir et de Lefebvre, ancien préfet impérial et ex-secrétaire de la préfecture de police.

267. On y trouvait aux côtés de Faidherbe, de Catel Béghin, de Lebleu et Fournier (directeur de l'Algérie dans le gouvernement de Thiers), Séguier que le *Progrès* accepta de soutenir, malgré ses griefs (n° du 24 janvier).

268. Les informations données par la presse locale, selon lesquelles les républicains avaient obtenu une nette majorité dans les arrondissements d'Avesnes, Valenciennes, Cambrai, Douai et Dunkerque, étaient trop optimistes mais le scrutin confirma une poussée républicaine.

évolution depuis les dernières élections municipales (269).

Les conservateurs avaient donc sauvé in extremis leur unité et abordaient les élections dans de meilleures conditions que dans le Pas-de-Calais où monarchistes et républicains se liguèrent contre les bonapartistes. L'élection au Sénat de neuf députés sortants simplifiait les investitures d'autant que cinq autres ne se représentèrent pas (270). La difficulté fut de trouver des candidats dans les onze circonscriptions vacantes aux côtés des sept sortants. Le découragement empêchait les notables de se mettre en avant. Dans cinq d'entre elles les républicains eurent le champ libre (271), dans trois autres on recourut à des personnalités étrangères (272) à la région, handicap sérieux dans un département si méfiant à l'égard des candidatures parachutées. Les nouveaux venus étaient peu nombreux : Georges Brame, fils du sénateur; Renard, beau-frère de Levert, puissant notable du Hainaut ayant d'importants intérêts dans la verrerie, les industries minières et métallurgiques; Joos, qui se présentait comme constitutionnel. Les conservateurs allaient pâtir de l'insuffisance de leur renouvellement plus que de leurs divisions (274).

269. Cf. *supra*, pp. 1178-1179.

270. Baucarne-Leroux, Dupont, Boduin, de Mérode (qui fut plus tard réélu dans le Doubs) et Vente.

271. A Lille I et II, Douai I et II, Cambrai II (Cf. *infra*, pp. 1187-1190).

272. Dupuy de Lôme, ex-député officiel à Dunkerque, Lefebvre-Pontalis, député sortant de Seine-et-Oise, rapporteur de la loi sur le scrutin d'arrondissement, spécialisé dans les problèmes constitutionnels (à Avesnes), et le baron Mitchell, dignitaire du parti bonapartiste à Valenciennes.

273. Atlas électoral, *op. cit.*, p. 31.

274. Seul Mitchell ne bénéficia pas de l'appui des monarchistes.

A gauche, l'entente se fit partout (275) sauf à Hazebrouck, mais il y eut des frictions à Lille où l'*Echo du Nord* soutint Duthilleul contre Masure. Le choix de Gambetta ne fit qu'ajourner la difficulté (276). Il marquait la volonté des républicains de lever l'exclusive de 1871 (277) et d'effacer les divisions de cette époque. Le centre gauche et la gauche modérée se partagèrent les circonscriptions équitablement (278). Les radicaux furent absents de la compétition (279) et l'*Echo du Nord* prit soin de décourager toute tentative en annonçant à l'avance les candidatures (280). Absents trois fois (281), les républicains commirent deux erreurs. Parsy abandonna la circonscription de Cambrai où il était solidement implanté pour celle du Cateau, où on le connaissait moins, tandis qu'on faisait appel à une personnalité du Douaisis, Charles Desmoutiers: A Valenciennes II, Girard s'effaça derrière Thiers qui se récusa après avoir accepté la candidature, perdant ainsi un temps précieux (282).

Il y eut donc neuf duels, une élection triangulaire et huit candidatures isolées. Le scrutin d'arrondissement aboutissait à la fragmentation de la vie politique locale. Les pétitions les plus acharnées concernèrent les sortants. A Roubaix,

275. Un républicain se présenta contre Massiet du Biest, jugé trop conservateur.

276. Gambetta, décidé à opter pour une autre circonscription, promit son soutien à Masure. Le désaccord éclata lors de l'élection partielle qui suivit.

277. Cf. supra, chap. XV, pp. 967-968.

278. Cf. infra, tableau pp. 1187-1190.

279. Deregnancourt et Trystram en étaient proches, et Masure élu en avril partageait leurs opinions.

280. *Echo du Nord*, 25 décembre.

281. A Lille IV, Hazebrouck II et Dunkerque II (Cf. tableau, p. 1187-88-90). Joos eut l'appui de l'*Echo du Nord* et non du *Progrès*.

282. L'annonce de la candidature Thiers fut faite le 1er janvier, celle de son retrait le 5 février.

s'opposaient les deux maires rivaux, Deregnancourt et Descat; dans l'Avesnois les deux conseillers à la Cour, de Marcère et Bottiaux.

2. La campagne et les résultats

Ecourtée par la proximité de l'élection sénatoriale, la campagne fut terne en raison du caractère vague et équivoque des professions de foi. Les conservateurs tentèrent de faire oublier leur violente hostilité à la République. Bottiaux refusa l'étiquette monarchiste et se proclama "constitutionnel" (283). Descat tenta de tirer profit de son vote du 25 février et fit sonner bien haut son républicanisme récent (284). Rares furent ceux qui avouèrent leur fidélité à leurs convictions tel le baron de Lagrange (285) ou se prononcèrent sans équivoque sur le principe de la révision constitutionnelle en 1880 (286). De leur côté les républicains multipliaient les déclarations rassurantes sur la défense de l'ordre, de la propriété, de la famille et de la religion. Dans ces conditions les polémiques peu intéressantes portèrent sur le passé des candidats, leurs votes dans les précédentes assemblées, qu'on tentait de mettre en contradiction avec les déclarations du moment. La candidature d'anciens sous-préfets et préfets donna matière à des querelles rétrospectives.

Sur deux points la campagne de 1876 annonça cependant celle de 1877. La défense religieuse fut mise en avant dans la

283. *Propagateur*, 21 février.

284. *Idem*, 11 février.

285. *Idem*, 14 février.

286. Les bonapartistes défendirent l'appel au peuple (Brame, des Rotours), Dupuy de Lôme la révision en 1880.

presse conservatrice. Le *Propagateur* soumit les candidats républicains à des questions précises concernant le maintien de la loi sur l'enseignement supérieur, dont Gambetta avait promis l'abrogation dans le grand discours qu'il prononça à Lille le 6 février (287), où il définit par ailleurs sa conception du libéralisme et de l'anticléricalisme en termes modérés (288).

Les monarchistes tentèrent d'accréditer dans l'opinion leur supériorité dans la défense des intérêts économiques en raison de la sur-représentation du barreau chez leurs adversaires (sept avocats sur 15). On leur opposait la compétence de Leurent, artisan disait-on de l'échec de l'impôt sur les matières premières (289); Renard se présentait, non comme un homme de parti, mais un candidat d'affaires (290). On évoqua la proximité de l'échéance des traités de commerce (291). Le niveau satisfaisant de l'activité dans le textile, en nette reprise depuis (292) un an, réduisit l'efficacité de cette argumentation.

L'administration se montra discrète et échappa presque entièrement aux critiques des républicains. Seul le sous-préfet d'Avesnes, les maires du bassin de la Sambre et de Dunkerque furent mis en cause (294). Le Guay récemment élu sénateur ne s'est pas senti mobilisé par l'élection considérée comme perdue.

287. Le commissaire de police l'interrompt lorsqu'il s'en prit violemment à la loi de 1875.

288. HANOTAUX, *op. cit.*, pp. 521-522. Cet aspect passa inaperçu à cause de l'engagement énoncé.

289. *Propagateur*, 10 février. La Chambre de commerce de Tourcoing intervient pour la première fois dans une élection.

290. *Idem*, 11 février.

291. *Idem*.

292. A.N. F 12 4523 A.

293. Mais le marasme dans la métallurgie a peut-être servi Renard dans le Valenciennois.

294. *Progrès du Nord*, 19 février.

TABEAU DES RESULTATS

CG = centre gauche
GR = gauche républicaine
EG = extrême-gauche

D = droite
CD = centre droit
B = bonapartiste

				Républicains		Conservateurs	
Circonscriptions :				Abstentions : %	sufrages : % inscrits	sufrages : % inscrits	
Lille I (Lille- centre, nord-est et ouest)				35,3	9.127	56,9	-
Lille II (Lille- sud-est et sud- ouest)				36,2	Gambetta (EG) 9.108	55,2	
Lille III (Rou- baix est et ouest)				15,7	Deregnan- court (GR-EG) 4.854	42,7	40,8
Lille IV (Armen- tières, Haubour- din, La Bassée, Quesnoy-sur-D.					-	-	67,9

TABEAU DES RESULTATS (suite)

		Républicains		Conservateurs	
Circonscriptions :	Abstentions :	sufrages : %	% inscrits :	sufrages : %	% inscrits :
Lille V (Cysoing, Lannoy, Pont-à-M. Seclin)		18,5	: Desmazières : : (GR) : : 6.294 : : 29	: Brame G. : : (B) : : 11.168 : : 51,5	
Lille VI (Tourcoing nord et sud)		17,8	: Desurmont : : (CG) : : 4.656 : : 36,5	: Leurent : : (D) : : 5.775 : : 45	
Avesnes I (Avesnes nord-sud Lannoy, Solre-le-Château, Trélon)		18,1	: Guillemin : : (GR) : : 8.484 : : 42,8	: Lefebvre- : Pontalis : : (CD) : : 7.633 : : 38,5	
Avesnes II (Bavai, Berlaimont, Maubeuge, Quesnoy-s-D. est et ouest)		16,3	: de Marcère : : (CG) : : 10.202 : : 49	: Bottiaux : : (CD) : : 7.169 : : 34,4	
Cambrai I (Cambrai est-ouest Carnières)		41,8	: Desmoutiers : : (CG) : : 11.359 : : 31,9	: Brabant : : (CD) : : 9.331 : : 26,2	

TABLEAU DES RESULTATS (suite)

Circonscriptions :	Républicains		Conservateurs	
	Abstentions : %	Différence : %	Différence : %	Différence : %
Cambrai II (Clary, Le Cateau, Marcoing, Solesmes)	35,8	13.279	53,4	-
Douai I (Douai nord-ouest et sud)	37,3	7.853	52,4	-
Douai II (Arleux, Marchiennes, Orchies)	32,7	8.338	55,5	-
Dunkerque I (Dunkerque est-ouest Gravelines)	27,7	5.874	43,2	28,9
Dunkerque II (Bergues, Bourbourg, Hondschoote, Wormhoudt)	28	-	-	69,7

Les républicains l'emportaient nettement en voix et en sièges (12 sur 18). Le scrutin d'arrondissement ne leur a pas nu. Par comparaison avec la précédente consultation, ils restaient stables (+ 0,5 et + 0,7% par rapport aux inscrits et aux suffrages exprimés) bénéficiant de l'absence de concurrence dans cinq circonscriptions contre trois seulement à leurs adversaires. Ces situations ont gonflé le nombre des abstentions, qui se limitent à 20% là où il y a eu lutte.

Cette stabilité globale dissimule des mouvements contraires. La percée de la gauche en Flandre est remarquable. Les facteurs personnels ont contribué à ce succès : forte position locale de Massiet du Biest rallié à la République conservatrice, impopularité de Dupuy de Lome à Dunkerque. Le vote confirmait que cette région n'était pas imperméable à l'idée républicaine, surtout la côte et les cantons où l'on parlait français. Dans l'Avesnois, les républicains justifiaient leurs progrès antérieurs et gagnaient 7%, malgré le retour au scrutin d'arrondissement grâce à l'influence locale de Marcère et à l'origine extérieure de la candidature Lefebvre Pontalis. Dans le Valenciennois, ils furent victimes du découpage des circonscriptions car, avec 55% des suffrages dans l'arrondissement, un des deux sièges leur échappait de justesse. Dans le Cambrésis, la permutation de Parsy provoqua un taux anormalement élevé d'abstentions dans les deux circonscriptions. La renaissance du bonapartisme dans la région y a peut-être contribué. Il y avait là un indice inquiétant pour la gauche. Enfin, dans le bassin lillois le contraste s'atténuait entre cantons urbains et ruraux. Les républicains, non contestés à Lille, y perdaient des voix mais se renforçaient à Tourcoing, autour de cette ville et dans les campagnes du sud-est.

La droite, qui ne dominait plus que dans une partie de la Flandre et dans les cantons bonapartistes (295) au sud de Lille, pouvait croire son avenir compromis. Mais la victoire républicaine du 20 février était fragile. Elle avait été obtenue grâce à la contribution décisive du centre gauche, à des professions de foi nettement conservatrices. La consolidation du succès passait par celle de ce groupe à la Chambre, par une trêve politique et par l'apaisement des querelles de parti. Or, les résultats nationaux de la consultation n'allaient pas dans ce sens et éveillèrent des inquiétudes. Dans son rapport sur l'effet produit par la déclaration ministérielle de Dufaure, le préfet insista sur la lassitude de l'opinion après six ans d'incertitudes et de conflits : "Essentiellement conservateurs les habitants du Nord veulent, sur les bases du programme gouvernemental, voir fonder un ordre de choses qui leur permette et leur assure une tranquillité durable, qui donne aux transactions commerciales, aux entreprises industrielles un avenir que jusqu'à ce point les agitations politiques ne leur avaient pas permis d'entrevoir. Le sentiment qui domine dans la masse des esprits est une profonde lassitude, un désintéressement presque général des questions politiques qui ne sauraient aboutir qu'à de nouveaux désordres, qu'à de nouvelles aventures. On veut vivre tranquille, on veut travailler et ne pas voir une nouvelle révolution ramener peut-être la guerre étrangère" (296). Cet état d'esprit ne s'accommodait pas de la turbulence républicaine et des

295. Atlas électoral, *op. cit.*, carte p. 35.

296. A.N. F 1 b 1 166-22. Dossier Le Guay. Rapport du 17 mars 1876.

impatiences de la gauche dont les progrès inquiétaient les modérés (297). Il avait favorisé cette dernière jusqu'à l'établissement du régime républicain; il pouvait la desservir au cas où la vie politique nationale prendrait un tour trop agité du fait de l'extrême-gauche.

D. LA CRISE DU 16 MAI 1877

1. La situation locale à la veille de la crise

Si les événements nationaux furent déterminants, les luttes de 1877 se ressentirent des situations locales héritées de la période intermédiaire entre les deux consultations.

a. L'épuration administrative

Elle fut l'objet au plan national de nombreuses polémiques, les demi-mesures du gouvernement républicain ne satisfaisant ni les conservateurs, ni l'aile avancée des républicains.

La droite avait demandé le maintien de Le Guay, malgré son élection au Sénat (298). La nomination de Lizot la rassura. Préfet de Seine-Inférieure depuis 1871, ce fonctionnaire d'opinions conservatrices avait habilement servi les gouvernements de l'Ordre moral. Son éloignement était une concession aux républicains du département et fut accueilli de mauvaise grâce (299).

297. A.N. F 1 b 1 166-22.

298. Voeu des députés Bottiaux, Vente, Dupont, Lagrange, des conseillers généraux de la majorité, des conseils municipaux de Dunkerque et Hazebrouck (A.N. F 1 b 1 166-29).

299. A.N. F 1 b 1 166-34. Il n'accepta son nouveau poste qu'après une entrevue au ministère.

par l'intéressé. Il tenta de freiner l'épuration administrative dans le Nord, accueillit avec joie le 16 mai qui lui permit de revenir à Rouen (300). Les républicains du Nord s'abstinrent de toute critique, espérant se concilier à terme le nouveau préfet. Ils obtinrent une compensation importante avec la nomination de Marcère au secrétariat d'Etat à l'Intérieur puis, après la mort de Ricard, à la tête du ministère. Le député du Nord connaissait la situation locale; aussi prit-il dès son installation des mesures concernant quatre sous-préfectures : de Waru fut muté de Douai à Sedan, malgré les démarches des conservateurs (301); Assénat fut mis en disponibilité à la demande de Louis Legrand, qui lui reprochait d'avoir fermé les yeux sur les agissements des bonapartistes dans le Valenciennois (302); Vayssié, qui avait combattu la candidature de Marcère, fut envoyé à Pontivy et, afin de favoriser les progrès républicains dans la région d'Hazebrouck, on éloigna de Chemillier à Saint-Flour.

Les nouveaux sous-préfets furent des républicains conservateurs. Berniquet, nommé à Hazebrouck, était un ancien protégé de Rémusat et avait survécu sous l'Ordre moral (303), tout comme Castelain, fils d'un adjoint au maire de Lille, qui avait cependant été victime des rancunes bonapartistes (304) à Montreuil. Blondin, sous-préfet de Péronne pendant la guerre appartenait à la promotion sacrifiée en 1871 et obtenait réparation.

300. A.N. F 1 b 1 166-34.

301. Une lettre demandant son maintien fut signée par 43 maires sur 57 et des conseillers généraux et d'arrondissement (A.N. F 1 b 1 177-1).

302. A.N. F 1 b 1 155-8.

303. A.N. F 1 b 1 440.

304. A.N. F 1 b 1 179-9. Il avait été muté en Charente avant de revenir à Valenciennes.

Ses heurts ultérieurs avec les radicaux attestent la modération de ses opinions (305). Par l'intermédiaire des députés ces fonctionnaires purent aviser le ministre de l'Intérieur des problèmes locaux et court-circuiter le préfet. La presse conservatrice s'abstint de commentaires hostiles.

Les maires qui n'étaient pas conseillers municipaux furent invités à démissionner et s'exécutèrent de bonne grâce, sauf dans quelques communes où leur résistance fut attisée par les partis hostiles (306). Dans les villes importantes, on évita les représailles. L'administration réintégra quelques adjoints éliminés en 1874. A Roubaix, Marcère mit en cause la gestion de la municipalité que Lizot défendit. Celle-ci finit par démissionner et les républicains revinrent à la mairie après avoir reconquis la majorité au sein du conseil municipal, grâce aux élections partielles (307). Rouez Zénon fut remplacé à Solre-le-Château. On lui reprocha de favoriser les bonapartistes et leur journal, le *Hainaut français* (308). L'épuration fut donc limitée; les républicains se montraient soucieux d'éviter la multiplication des querelles locales. Cette modération était aussi la conséquence de la faible amplitude du mouvement de 1874 (309). Lors des élections du 8 octobre, décidées en application de la loi du 14 août qui rendait aux conseils municipaux le droit

305. A.N. F 1 b 1 307. Il fut nommé à Avesnes.

306. A Genech, Lambersart, Villers-Guislain. (A.N. F 1 b 2 Nord 22 et 34). Ils étaient peu nombreux à se trouver dans cette situation (le préfet proposa la nomination de 11 maires et de 23 adjoints. A.N. F 1 b 2 Nord 31).

307. A.N. F 1 b 2 Nord 30. Famechon remplaça Deregnancourt démissionné peu auparavant.

308. A.N. F 1 b 2 Nord 31.

309. Cf. supra, pp. 1120-1122.

d'élire leur maire, les chefs-lieux de canton exceptés, les choix de 1874 furent ratifiés et les électeurs obéirent à des considérations étrangères à la politique (310). Les états de situation pour les arrondissements d'Avesnes et Cambrai, seuls conservés, attestent cependant un renouvellement important : 26 et 16% (311). L'absence de tout commentaire dans la presse tend à confirmer l'opinion du préfet.

L'épuration n'a pas été un sujet de querelle dans le Nord; il en va différemment du problème religieux.

b. Le problème religieux

Les querelles religieuses et la montée de l'anticléricalisme à la Chambre, les manifestations ultramontaines dans le pays sont directement à l'origine du 16 mai. Si Mgr Régnier garda sur ce dernier point une prudence incontestable, la création de l'Université catholique de Lille continua de susciter des controverses passionnées.

Les républicains espéraient que le retour à l'Etat de la collation des grades affaiblirait l'entreprise. Ses défenseurs se mobilisèrent contre le projet et multiplièrent les pétitions (312). Son rejet par le Sénat, loin de ramener la paix comme le souhait le *Propagateur* (313) ne fit qu'exacerber le conflit qui se cristallisa sur la fondation de la Faculté libre

310. A.N. M 89-11. Rapport du 2 décembre 1876.

311. Idem. Rapport des sous-préfets d'Avesnes et de Cambrai, 18 et 12 octobre).

312. Six furent déposées à la Chambre, dont une signée par 1272 habitants (A.N. C 4392). La plupart n'ont pu être retrouvées.

313. *Propagateur*, 23 juillet 1876.

de médecine, seule initiative de ce genre en France à cette date. Le conseil municipal de Lille s'avisa que le traité conclu entre l'administration des hospices et l'Institut catholique, en vertu duquel l'Hôpital Sainte-Eugénie était cédé à ce dernier moyennant une somme de 140.000 francs, n'avait été approuvé que par le préfet. Il y fit opposition (314). Il espérait ainsi mettre un obstacle infranchissable à la fondation, car la Faculté était tenue de disposer d'un certain nombre de lits d'hôpitaux et la création d'un nouvel établissement était difficilement envisageable faute de ressources. Les polémiques reprirent donc pendant tout l'été. Le ministère proposa un compromis : l'utilisation de l'hôpital Saint-Sauveur par la Faculté libre, et de l'hôpital Sainte-Eugénie par celle de l'Etat. Il fut rejeté par le conseil municipal comme plus défavorable encore à ce dernier, après une vive réaction du *Progrès du Nord* (315). De Marcère, soumis à de vives pressions, annula le 2 novembre le traité conclu. L'Institut catholique se pourvut immédiatement devant le Conseil d'Etat. La séance solennelle d'inauguration n'en eut pas moins lieu le 19 janvier 1877; elle devait être l'objet d'une double polémique. Le *Progrès du Nord* dénonça au ministre des Cultes l'utilisation par Mgr Régnier d'un lieu de culte comme salle de réunion, en violation de la loi de 1868 et du concordat de 1802 (316). La bulle d'institution canonique rédigée par la Congrégation romaine de l'Enseignement, dont le style alimentait la verve anti-

314. Le vote (11 juillet 1876) fut acquis à la quasi unanimité. Seul le maire Catel Béghin et son adjoint votèrent contre (ils faisaient partie de la Commission des hospices).

315. *Progrès du Nord*, 14 octobre 1876. Délibération le même jour.

316. Idem, 19 janvier 1877. Après la messe du matin, la séance académique avec les discours d'inauguration avait eu lieu dans l'église Saint-Maurice de Lille.

cléricale, fut présentée comme une capitulation de l'Etat devant les doctrines ultramontaines. Alerté par ses amis du Nord, Gambetta en fit un large usage dans son célèbre discours du 4 mai, lors de l'interpellation sur la question romaine. Le *Propagateur* déplaça le débat en dénonçant l'irréligion du *Progrès* (317).

Sur ces entrefaites, le Conseil d'Etat annula l'arrêté de Marcère pour abus de pouvoir (318). Les radicaux, profondément irrités, demandèrent l'épuration de la Commission des hospices (319). Lors d'une séance houleuse Géry Legrand et une minorité de conseillers blâmèrent le maire responsable de la situation (320). Le changement ultérieur de la municipalité (321) est la conséquence de ces événements. En vain les conseillers lillois demandèrent le regroupement des Facultés de l'Etat, comme ultime parade à la concurrence (322). La décision du Conseil d'Etat amena le *Progrès du Nord* à rompre avec le cabinet Simon qu'il avait soutenu jusque-là (323). Le 13 mai, il soulignait l'insuffisance de l'épuration.

La création de l'Université catholique a donc été un

317. Ce dernier n'avait-il pas déclaré les jours précédents que toute religion révélée n'était que "supercherie" et la science religieuse une abdication de l'esprit humain? (*Progrès*, 11 janvier).

318. L'arrêt fit droit à la thèse des avocats de l'Institut catholique selon laquelle la convention du 23 octobre 1875 faisait partie de celles qui, en vertu de la loi du 7 avril 1850, n'étaient soumises qu'à la seule ratification préfectorale.

319. *Progrès du Nord*, 5 mars 1877.

320. Une motion de blâme recueillit cinq voix (séance du 7 mars 1877).

321. En 1878, Géry Legrand succédait à Catel Béghin.

322. Les élus douaisiens firent obstacle au projet (*Propagateur*, 2 mai 1877).

323. Il ne pardonnait pas à ce dernier l'attitude du commissaire du gouvernement qui avait fait droit à la requête de l'Institut catholique.

ferment de discordes multiples et l'occasion d'un redoublement d'attaques anticléricales et antireligieuses (324). Le mandement de carême du cardinal Régnier fut l'objet d'interminables critiques de la part de l'*Echo du Nord* et du *Progrès*. Les querelles locales influaient sur le vote des élus. Masure avait été seul à repousser globalement le budget des cultes. Six de ses collègues adhèrent à la proposition de supprimer les aumôniers militaires dans les services hospitaliers de l'armée (325). Les trois gauches votèrent unanimement le retour à l'Etat de la collation des grades. Tous ces votes seront dénoncés lors de la campagne électorale de 1877 et compromettront la réélection des républicains dans les régions cléricales.

c. La situation économique

Après le marasme des années 1873 et 1874 une reprise s'était dessinée dans le textile en 1875 et lors du premier semestre 1876. Mais ensuite, une nouvelle détérioration se produisit. La métallurgie continuait d'éprouver des difficultés (326). Les incertitudes politiques qu'on avait cru dissipées pesaient à nouveau sur les transactions. Mais il semble que la proximité de l'échéance des traités de commerce ait préoccupé les milieux d'affaires. La Chambre de commerce de Lille fit part le 26

324. Le *Progrès du Nord* fut condamné à 1.000 francs d'amende pour diffamation envers l'Institut catholique et le professeur Vareilles-Sammière, accusés d'avoir créé leur association dans le but de spolier les familles (n° du 17 octobre 1876).

325. Mention, Bertrand Milcent, Louis Legrand du centre gauche, Pierre Legrand, Merlin, Trystram de la gauche républicaine (*Propagateur*, 12 janvier 1877).

326. A.N. F 12 4523 A.

avril 1876 de l'inquiétude des centres manufacturiers devant le remaniement général des tarifs douaniers soumis au Conseil supérieur du Commerce (327). Elle s'alarma ensuite de l'état des négociations engagées avec l'Angleterre craignant de nouvelles concessions (on se méfiait des options libre-échangistes de la gauche parisienne et des républicains du Midi). Le 9 juin 1877 elle demandait le maintien du statu quo préférable aux nouveaux droits qui faisaient la part trop belle aux importations (328) britanniques.

La campagne sucrière 1875-1876 fut très mauvaise en raison de la distorsion des prix de vente et de revient. Au printemps les pétitions se multiplièrent pour demander un dégrèvement et une législation plus rationnelle (329).

Les problèmes économiques relégués au second plan dans la presse locale vont ressurgir après le 16 mai. Les conservateurs s'en feront une arme contre leurs adversaires, accusés d'être de mauvais gestionnaires et de sacrifier les intérêts de leur circonscription aux querelles politiques. Comme sous le second Empire, le libre-échangisme de la gauche devenait nuisible à ses élus du Nord. La crise de 1877 s'ouvrait donc dans une conjoncture difficile pour le parti républicain qui, s'il avait pu surmonter les querelles de personnes, risquait de voir se dresser contre lui la double opposition cléricale et protectionniste qui fut fatale à l'Empire autoritaire.

327. Correspondance de la Chambre de commerce de Lille.

328. Idem.

329. Neuf pétitions signées dans 156 communes par 5.384 habitants furent déposées à la Chambre (A.N. C 4299).

2. La campagne électorale

La lutte politique qui s'ouvrit dès l'annonce de la dissolution de la Chambre est marquée dans le Nord par quelques traits originaux.

L'engagement de l'administration fut moins intense que dans d'autres départements (ainsi le Pas-de-Calais). Welche, successeur de Lizot, n'avait rien d'un préfet à poigne (330). Le *Progrès du Nord* reconnut que, tout en se rendant coupable d'abus, il avait évité "les excentricités tapageuses" (331). Les quatre sous-préfets républicains furent mis en disponibilité, mais leurs remplaçants ne se signalèrent pas par des excès de zèle. Le successeur (républicain) de Le Godinec à Douai affirma qu'il avait apporté "une modération relative dans l'exécution des ordres reçus" (332). Aucun n'avait un passé bonapartiste (333) affirmé. Il en fut différemment à Dunkerque d'où le sous-préfet conservateur Périn fut éloigné à la demande de Plichon, pour "manque de combativité" (334). On fit appel à un ancien sous-préfet impérial, Loubens, qui n'hésita pas à exercer une pression administrative.

L'enquête parlementaire sur le 16 mai (335) montra les limites de l'épuration. On remplaça deux juges de paix, douze

330. A.N. F 1 b 1 177-2. Les radicaux du Rhône craignaient qu'il ne jette la division parmi eux, grâce à son aménité.

331. *Progrès du Nord*, 26 novembre 1877.

332. A.D. M 37-6. Lettre du 12 février 1878.

333. Habert, nommé à Avesnes, était un opposant libéral sous l'Empire, rallié ensuite aux conservateurs. Le Godinec avait des attaches légitimistes; Blanche, nommé à Valenciennes, était un conservateur modéré (A.N. F 1 b 1 162-1, 166-12, 156-22).

334. A.N. F 1 b 1 177-2. Lettre du 24 juin 1877.

335. Sources : A.D. M 37-6; A.N. F 7 12.683 - C 3267.

maires et quatorze adjoints (336). On laissa en place les commissaires de police dont la conduite avait été suspectée (337), ainsi que les fonctionnaires des douanes (338). Le seul abus véritable fut le déplacement de l'ingénieur en chef du port de Dunkerque. Le maire de la ville en avait fait la condition de son acceptation de la candidature (339).

Dans d'autres domaines, la répression fut plus sévère : quatre cercles dissous (340), 63 cabarets fermés, dont sept pour raisons politiques (341). La presse fut victimes de mesures unilatérales d'interdiction de vente sur la voie publique (342) et de l'application de la loi sur le colportage (343). Les pouvoirs publics intentèrent plusieurs procès politiques (344). Le *Courrier du Nord* fut saisi quatre fois pour avoir reproduit la circulaire de Girard rapprochant le décret du gouvernement italien

336. La plupart à la fin de la campagne électorale pour refus d'apposition des affiches blanches des candidats officiels et du bulletin des communes.

337. Notamment au Quesnoy, Roubaix et Avesnes. A Dunkerque, deux commissaires furent mutés, mais on fit droit au refus de l'un d'eux d'aller au Creusot.

338. A Avesnes et Feignies.

339. A.D. M 37-6. Dépêche du 14 septembre. Sa lecture à la Chambre emporta la décision en faveur de l'invalidation.

340. Outre la suppression du *Cercle du Progrès* de Dunkerque, reconstitué dans l'intervalle, on note celle du *Cercle des Travailleurs* de Lille et celle du *Cercle civil et industriel* de Maubeuge.

341. Des contraventions diverses ont sans doute frappé les débiteurs républicains.

342. Le *Progrès du Nord* intenta un procès contre le préfet pour violation de la loi du 29 décembre 1875.

343. 96 autorisations nouvelles accordées aux agents de la propagande conservatrice, 32 refusées et quatre retirées aux républicains.

344. Surtout pour offenses au président de la République (*Progrès du Nord* après la reproduction du discours de Gambetta, *Petit Roubaisien*) ou pour fausses nouvelles (*Courrier du Nord*, *Observateur d'Avesnes*).

sur les fortifications romaines et la crise du 16 mai (345). Le candidat avait dénoncé les dangers d'une guerre franco-italienne faite pour rétablir le pouvoir temporel du Pape.

La relative modération des pouvoirs publics s'expliquait-elle par la crainte de froisser inutilement les populations qui avaient été hostiles aux pratiques de la candidature officielle? Les républicains axèrent leur campagne sur ce thème, plus encore que sur celui de la défense des institutions. Les fonctionnaires s'abritaient derrière les instructions antérieures (346). Les dossiers d'invalidation ne font peser aucune charge sur ces derniers. Les compagnies minières furent par contre mises en cause. Celle d'Anzin se serait nettement engagée après la mort (347) de Thiers; celles de Fresnes et de Thivencelles, débitrices envers l'Etat, auraient eu la main forcée (348).

Les thèmes économiques prirent une place importante dans les débats. Chaque camp rejeta sur l'autre la responsabilité des dossiers en souffrance : chemins de fer du Nord, aménagement du port de Dunkerque, négociation des traités de commerce, question fiscale et plus particulièrement celle de l'impôt sur les sucres et la chicorée. Screpel se vit reprocher son absence lors de la réunion des délégués des villes industrielles (349), Louis

345. Le ministère de la Justice était d'accord pour des poursuites initiales mais n'approuva pas la répétition des saisies faites par le procureur sur recommandation du préfet et du ministre de l'Intérieur contre l'avis du procureur général.

346. A.D. M 37-6. Lettre du sous-préfet de Dunkerque, qui sollicitait des recommandations plus formelles du ministère de la Marine et de l'Instruction publique.

347. Le baron de Lagrange le nia formellement. Une dépêche du sous-préfet de Valenciennes demandait au gouvernement d'agir sur la Compagnie (débat d'invalidation paru au *Journal Officiel*).

348. Idem. Le doute demeure car il n'y eut pas de transferts de voix importants depuis 1876.

349. *Propagateur*, 9 octobre.

Legrand son inefficacité à défendre les intérêts (350) de Valenciennes. Les candidats conservateurs se posaient comme des hommes indépendants, capables de faire triompher les revendications locales (351). Ces préoccupations attestent les prédispositions du public à traiter de problèmes concrets et à ne pas se contenter de discussions abstraites sur la politique et ses désaccords de doctrine.

C'est pourquoi sans doute les monarchistes n'insistèrent pas sur la défense religieuse. Certes le *Propagateur* reprocha aux républicains du centre gauche d'avoir trahi (352) leurs promesses, mais ses candidats voulurent éviter d'être accusés de servir l'ultramontanisme au point de compromettre la politique extérieure de la France. La droite légitimiste n'était présente qu'à Lille et Tourcoing. Dans ces conditions les attaques républicaines perdirent de leur efficacité.

La droite sut éviter les erreurs de 1876 et choisit des notables bien implantés dans le pays : A Dunkerque le maire de la ville depuis 1870, à Roubaix le riche industriel Catteau récemment élu conseiller général et qui succéda à Descat un peu usé, à Valenciennes un grand propriétaire fabricant de sucre (Mariage), à Cambrai le conseiller général de Carnières Telliez-Béthune, qui appartenait à une famille très influente et qui succédait à Brabant. Le renouvellement échoua par contre dans l'Avesnois où Lefebvre Pontalis et Bottiaux tentaient à nouveau le sort des urnes. Les monarchistes ne trouvèrent personne à opposer à Mention. L'union fut totale; le *Propagateur* se

350. *Propagateur*, 4 octobre.

351. Circulaire d'Arras, maire de Dunkerque.

352. *Propagateur*, 7 octobre.

rallia aux candidatures bonapartistes au nom (353) de la défense sociale.

Il en fut de même à gauche. L'*Echo du Nord*, qui avait combattu Masure en avril 1876, le soutint sans défaillance. Massiet du Biest se retira à Hazebrouck, obligeant les républicains à faire appel à un homme moins connu (354). Ils renouvelèrent leurs candidats dans l'arrondissement de Lille en choisissant des propriétaires fonciers.

La venue de Gambetta à Lille fut le grand moment de la campagne. Il y prononça sa célèbre mise en demeure au chef de l'Etat (se soumettre ou se démettre). Elle galvanisa les énergies républicaines. Les candidats républicains, entrés plus tôt en campagne que leurs adversaires, gardaient confiance (355). Le résultat devait les décevoir.

3. Les résultats

(tableau p. 1206)

353. *Propagateur*, 11 octobre. Seul le nom d'Amigues fut omis dans ses colonnes.

354. De Swarte était le secrétaire de Martel au ministère de la Justice.

355. Le *Progrès du Nord* se disait assuré de conserver tous les sièges menacés et envisageait deux gains.

Républicains				Conservateurs			
Circonscriptions:	abstentions :	sufrages :	% :	diff.76 :	sufrages :	% :	diff. 76
:	% :	diff.76 :	:	:	:	:	:
Lille I	:15,3 :	- 20 :	<u>P. Legrand</u> :	58,7 :	+ 1,8 :	H. Bernard :	25,1 :
	:	:	:	:	:	(D) :	:
	:	:	8.798 :	:	:	3.847 :	:
Lille II	:17,9 :	- 18,3 :	<u>Masure(EG)</u> :	63,8 :	+ 8,6 :	Lefebvre(D) :	17,3 :
	:	:	9.835 :	:	:	2.665 :	:
Lille III	:11,2 :	- 4,5 :	<u>Screpel(CG)</u> :	44,8 :	+ 2,1 :	Catteau (B) :	43,2 :
	:	:	5.252 :	:	:	5.070 :	:
Lille IV	:14,2 :	- 9,7 :	<u>Potier (GR)</u> :	20,7 :	- :	des Rotours :	64,6 :
	:	:	:	:	:	(B) :	:
	:	:	4.391 :	:	:	13.642 :	:
Lille V	:13,8 :	- 4,7 :	<u>Coget</u> :	33,1 :	+ 4,1 :	Brame G (B) :	51 :
	:	:	7.335 :	:	:	11.294 :	:
Lille VI	:13,8 :	- 4 :	<u>Cazier</u> :	28,4 :	- 8,4 :	Debuchy(CD) :	56,5 :
	:	:	3.840 :	:	:	7.641 :	:
Avesnes I	:13,5 :	- 4,6 :	<u>Guillemin</u> :	44,7 :	+ 1,9 :	Lefebvre-P. :	42,3 :
	:	:	9.279 :	:	:	8.791 :	:
Avesnes II	:18,6 :	- 2,3 :	<u>de Marcère</u> :	41,6 :	- 7,4 :	Bottiaux :	39 :
	:	:	9.526 :	:	:	8.945 :	:
Cambrai I	:17,9 :	- 23,4 :	<u>Desmoutiers</u> :	36,3 :	+ 4,4 :	Telliez (B) :	45 :
	:	:	9.464 :	:	:	11.742 :	:
Cambrai II	:13,7 :	- 22,1 :	<u>Bertrand-M.</u> :	41,1 :	- 12,3 :	Amigues (B) :	43,9 :
	:	:	(CG) :	:	:	:	:
	:	:	9.873 :	:	:	10.534 :	:
Douai I	:17,4 :	- 19,9 :	<u>Merlin</u> :	43,3 :	- 9,1 :	Maurice (D) :	36,7 :
	:	:	6.671 :	:	:	5.660 :	:
Douai II	:28,5 :	- 4,2 :	<u>Mention</u> :	53,4 :	+ 2,1 :	- :	- :
	:	:	8.103 :	:	:	:	:

Conservateurs

Républicains

Circonscriptions: abstentions : suffrages : % :diff.76 : suffrages : % :siff. 76
: % :diff.76 : : : : : : :

Dunkerque I	:24,7 :	- 3 :	Trystram	:34 :	- 9,2 :	d'Arras(CD)	:41 :	+ 12,1
	:	:	: 4.905 :	:	:	: <u>5.911</u> :	:	:
Dunkerque II	:22,8 :	- 5,2 :	- :	- :	- :	Joos	:73,2 :	+ 3,5
	:	:	:	:	:	: <u>10.558</u> :	:	:
Hazebrouck I	:11,8 :	- 3 :	Swarte (CG)	:24,4 :	-25,6 :	Lagrange	:62 :	+27,2
	:	:	: 3.635 :	:	:	: 9.229 :	:	:
Hazebrouck II	:18,7 :	- 7,8 :	- :	- :	- :	Plichon	:75,8 :	+16,8
	:	:	: - :	:	:	: <u>9.502</u> :	:	:
Valenciennes I	:15,8 :	- 5,8 :	L. Legrand	:49,9 :	+ 1 :	Mariage(CD)	:33,9 :	+ 5,5
	:	:	: <u>9.476</u> :	:	:	: 6.444 :	:	:
Valenciennes II	:17,3 :	- 7,9 :	Girard	:39,8 :	+ 4,5 :	Renard	:42,1 :	+ 5,8

Départements :17 : -10,3 : :37,1 : - 0,3 : :43,9 : +13,

% suffr. expr. : : : :47,1 : - 7,6 : :52,9 : + 7,6

Quatre sièges perdus, 7% de suffrages en moins par rapport aux votants, le bilan était lourd pour la gauche qui concentrait dans le département plus de 7% de ses échecs nationaux. Si la France avait évolué de la même façon dans son ensemble le 16 mai eût été un triomphe pour ses auteurs.

Ce renversement est dû, en partie, à la participation plus forte, conséquence des luttes plus fréquentes (15 duels contre 12 en 1876) et à l'activité de l'administration. Les républicains se maintiennent globalement, progressent dans neuf circonscriptions; leurs nouveaux électeurs ont sauvé les sièges de Roubaix et d'Avesnes. Mais la plupart des nouveaux venus ont voté à droite et une partie de la clientèle de la gauche a fait défection dans plusieurs circonscriptions. C'est le cas à Avesnes II, où de Marcère sauve difficilement son siège après avoir concentré sur lui la rancune des conservateurs (356). C'est aussi le cas à Douai, où la marge reste substantielle. Dans le Hainaut, les républicains ont fait bonne figure progressant dans les deux circonscriptions. La défaite est venue des deux ailes du département. En Flandre, la question religieuse a profité aux monarchistes; la retraite de Massiet du Biest a transformé en désastre un échec prévisible. Trystram en a aussi pâti dans les communes rurales. Il avait, en outre, affaire à plus forte partie qu'en 1876. Le maire l'avait toujours battu aux élections locales. Il bénéficia de surcroît d'un appui de l'administration plus net qu'ailleurs. Les retards des travaux du port l'ont desservi (357).

356. Ceux-ci l'accusèrent de malversations financières à propos de la gestion de la société "La Foncière".

357. D'Arras mit en cause l'ingénieur Plocq qui était l'ami de Trystram (débat d'invalidation paru au *Journal Officiel*).

Dans le Cambrésis, l'adversaire fut le bonapartisme re-naissant qui présenta deux visages. Dans la première circonscription il y avait un notable conservateur bien enraciné dans le pays et qui sut opportunément rappeler la prospérité impériale (358). Desmoutiers était moins bien implanté. Dans la seconde, le siège fut enlevé contre toute attente par un journaliste étranger à la région, que la gauche ne prit pas au sérieux. Amigues fit une campagne ardente, mettant à profit la crise du textile pour exciter les ouvriers contre les patrons, prêchant un bonapartisme populaire. Il fit circuler une lettre apocryphe du prince impérial, où ce dernier manifestait la volonté de se démarquer de la politique de son père qui avait "trop ménagé le bourgeois aux dépens de l'ouvrier" et prenait position pour une réforme fiscale le relèvement des salaires féminins, l'amnistie totale (359). Amigues aurait bénéficié malgré tout du soutien du clergé et surtout des fonctionnaires bonapartistes qui s'engagèrent, comme aux plus beaux jours de l'Empire. Cette campagne illustre le malaise social d'une région où les ouvriers attendaient de la République une amélioration de leur condition, et où la présentation d'une candidature radicale eût été plus efficace que celle d'un riche industriel, extérieur de surcroît à la circonscription et moins connu que son prédécesseur Parsy. Elle confirmait le caractère populaire du bonapartisme cambrésien qui se manifesta encore en 1879.

358. Circulaire de Telliez-Béthune parue dans le *Propagateur* du 12 octobre.

359. Amigues prétendit qu'il n'était pour rien dans ce faux diffusé, disait-il, pour lui nuire. Mais il ne le dénonça pas avant l'élection. Il motiva l'invalidation.

Les causes de la défaite de 1877 sont donc complexes. L'intervention de l'administration, le prestige de Mac-Mahon monopolisé par les candidats officiels ont influé partout sur les comportements. Mais les problèmes économiques ont joué un rôle important, comme ce sera le cas en 1885. La crainte du radicalisme exprimée en 1876 (360), peut-être déjà en 1874, a servi la droite (361). La conquête républicaine demeurait fragile au sein des masses dont les convictions étaient plus récentes que dans de nombreux départements français. Les républicains avaient été quasi inexistants jusqu'en 1848; au lendemain du 2 décembre et sous l'Empire, ils ne résistèrent efficacement qu'à Lille. Le temps seul pouvait consolider leur remarquable progression des années 1872-1876.

La défaite de 1877 apparaît comme un accident à court terme. La gauche se vengea en invalidant l'élection d'Amigues, d'Arras et de Renard, malgré une avance en voix suffisamment nette. En 1878 les républicains prenaient leur revanche. En 1879 ils l'emportaient aux élections sénatoriales grâce aux conquêtes municipales de 1878 (362). En 1881, ce fut le tour du Conseil général. Le processus semble irréversible. Pourtant, à plus long terme, les élections de 1877 sont à rapprocher de celles de 1885 où l'insatisfaction économique, l'opposition des catholiques provoquèrent un revers semblable. L'attachement aux nouvelles institutions ne passait pas avant la défense des intérêts et celle d'un catholicisme qu'on estimait menacé. Il faudra

360. Cf. supra, p. 1193.

361. Cf. supra, p. 1173.

362. 295 communes étaient républicaines, 288 hostiles et 64 douteuses (A.D. M 72-5).

attendre la fin du siècle, la montée du socialisme pour que les gauches soient majoritaires dans un département dont la vocation était jusqu'alors centriste.

CHAPITRE XVIII

GEOGRAPHIE DE L'OPINION

L'analyse des évolutions politiques et des divers scrutins a révélé de grands contrastes régionaux. Qu'y a-t-il de commun entre la Flandre bocagère, terre de chrétienté, où la propriété est concentrée en grande partie entre les mains de la bourgeoisie rurale, et l'Avesnois, pays de petits propriétaires malthusiens et anticléricaux? Le découpage du département opéré dans le sens nord-ouest-sud-est a accru la diversité des terroirs; ses frontières sont artificielles. Il convient donc de préciser les caractéristiques des régions et de définir si possible leurs tempéraments politiques.

A. LA FLANDRE. UNE CHRETIENNE RURALE

De la mer du Nord à la plaine de la Lys et à l'agglomération lilloise s'étend la grande plaine flamande, le pays plat parsemé de buttes, balayé par les vents humides, au sol imperméable et aux rivières lentes. Les traits de la géographie physique et humaine distinguent la Flandre maritime et intérieure. La première, formée à une époque récente d'alluvions marines, est plus fertile et moins peuplée. Les exploitations grandes et moyennes y dominent. Les habitants, assez cossus, sont calmes et froids, fiers de tempérament, et ont manifesté au cours de

l'histoire une attitude frondeuse à l'égard du pouvoir central. Au sud de Bergues et d'Hondschoote commence le Houtland, le pays des bois, dont le sol argileux et naturellement médiocre a été gagné à la culture intensive par le labeur acharné des paysans. Ces derniers se pressent dans des parcelles exiguës. Leur caractère est plus vif. Ils sont apparemment plus soumis, mais aussi plus dissimulés (1).

Ces distinctions ne sont pas sans effet sur les comportements politiques. L'unité de la région nous paraît malgré tout déterminante, qu'il s'agisse des activités économiques, de l'habitat, du régime agraire, de la langue, de la vie religieuse. Certaines différences, la densité de population par exemple, tendent à s'atténuer par suite des migrations vers le nord.

Six communes dépassent 5.000 habitants sur un total de 114. Les cités flamandes sont souvent des bourgs endormis. Bergues est un marché agricole encore actif, mais dont le rôle décline dans la seconde moitié du XIXe siècle. Cassel voit sa population fléchir. Seules les villes de la vallée de la Lys, au contact de la région lilloise, atteignent une certaine dimension grâce à l'activité textile. Le tissage du lin est actif à Merville, La Gorgue, Estaires et Bailleul. Hazebrouck est touchée tardivement par l'industrialisation, après l'ouverture de la ligne d'Arras qui fait de la gare un carrefour ferroviaire. La côte et les ports de Gravelines et Dunkerque font aussi exception. Au total, la Flandre demeure une région rurale où l'industrie se dissémine dans les campagnes grâce au tissage des toiles à domicile et à la fabrication de la dentelle.

1. BLANCHARD, *Et la Flandre*, Paris, 1906.

L'habitat reste dispersé. En 1866, l'arrondissement d'Hazebrouck présente cette anomalie d'avoir une population urbaine au sens classique (située dans les communes dépassant 2.000 habitants) de 62% alors que les villes y sont rares; elle est due à l'étendue considérable du territoire de certains villages qui englobent de nombreux écarts. La population agglomérée ne dépasse pas 36% en 1851 (2). La difficulté des communications en automne nécessite la présence de maisons au milieu des champs. La construction du réseau vicinal modifie progressivement ces conditions et on assiste à un début de concentration.

Le régime agraire est une autre particularité. Les anciens ordres privilégiés n'avaient pas de propriétés foncières étendues; le clergé faisait exception dans des zones localisées, région lilloise, plaine maritime. Le système féodal et seigneurial y fut progressivement abandonné. La bourgeoisie, propriétaire d'un tiers des terres au nord de la Lys, avait tiré parti de la situation, comme la paysannerie dont la part atteignait 40% dans la plaine de la Lys, 50% dans le Houtland. Sous la Révolution les transferts, moins importants qu'ailleurs, se firent au profit des bourgeois qui acquirent les deux tiers des terres confisquées (3). Il n'existait donc pas dans les mentalités la trace d'un ressentiment durable contre l'Ancien régime, et l'absence d'une classe numériquement nombreuse de possesseurs de biens nationaux a privé la gauche d'un ressort puissant.

Le fermage dominait au XIXe siècle. En 1846, 15% des exploitants étaient propriétaires (4). En 1862, selon la

2. A.D. M 473-23.

3. G. LEFEBVRE, *Les paysans du Nord sous la Révolution*, Paris, 1924, pp. 22, 26, 502 et 503.

4. BLANCHARD, *op. cit.*

statistique décennale, ils ne dépassaient pas 9,5% dans l'arrondissement de Dunkerque; les fermiers représentaient 48,3%. Un grand nombre de cultivateurs disposaient de lopins de terre insuffisants pour nourrir leur famille et complétaient leurs ressources en louant des parcelles voisines (27,6%), ou en travaillant comme journaliers (14,4%) (5). Les "parcellaires" étaient encore plus nombreux dans l'arrondissement d'Hazebrouck, surtout dans la plaine de la Lys où la petite propriété était plus répandue qu'ailleurs et où 79% des exploitants n'avaient à leur disposition que 11% du sol cultivable (6).

Ces structures renforçaient la puissance des grands propriétaires. La forte densité rurale permettait une pression efficace sur les fermiers. Bien que les notables aient eu le désavantage d'être des citadins ne partageant pas le genre de vie de leur clientèle, leur influence s'exerçait cependant par de multiples relais. Les fonctionnaires de tous ordres, nommés sur leur recommandation d'autant plus facilement que le pays était peu recherché, étaient d'excellents agents électoraux. A partir de la Monarchie de Juillet, l'arrondissement d'Hazebrouck fut dominé par ce qu'on appelait "la grande famille", formée de quatre dynasties: les Cleenewerck, les Vandewalle, les Bieswal et les de Coussemacker, toutes unies par des alliances. Plichon fut leur porte-parole. Elle régnait sans partage dans les cantons d'Hazebrouck et de Steenvoorde. Les Béhaghel, présents à Bailleul et à Cassel représentaient (7) le clan

5. Statistique décennale agricole de 1862 (A.D. M 648-1).

6. MAYEUR, *Un prêtre démocrate, l'abbé Lemire*, Paris, 1868, p. 89. Les minutes de l'enquête n'ont pas été conservées pour l'arrondissement d'Hazebrouck.

7. A.N. BB 8 999. Rapport de Camescasse, 7 août 1861.

légitimiste adverse. Ainsi l'Empire eut des difficultés à recruter une clientèle dévouée.

Le maintien du dialecte flamand est un autre trait distinctif. La frontière linguistique fixée sur la Lys et l'Aa depuis le Moyen Age englobait la quasi-totalité des deux arrondissements. Au XIXe siècle elle recula vers l'est dans la région de Bergues et Dunkerque et, au sud, dans la plaine de la Lys. Le Houtland résistait mieux à la pénétration du français. Cette situation était une source d'embarras pour les autorités, obligées de recruter des fonctionnaires connaissant l'idiome du pays, ce qui accentuait l'emprise des notables. Le clergé s'efforça de le préserver afin d'élever une digue contre les idées libérales. Malgré les pressions officielles et l'existence d'un catéchisme franco-flamand, ce dernier continuait d'être enseigné en flamand dans de nombreuses paroisses. 57 d'entre elles se trouvaient dans ce cas en 1890. Contrairement aux idées reçues le dualisme linguistique fut moins responsable du retard culturel que la révolution industrielle : 50,7% et 49,8% de la population était alphabétisée en 1866, soit un peu plus que l'ensemble du département (48,9% (8)). Les incidences politiques sont plus visibles. Le bastion monarchiste le plus résistant coïncide avec la carte du flamand. La droite irréductible était tentée par un comportement agrarien et anticulturel, les progrès du français étant liés à ceux des transports, de l'industrie, et à la généralisation de l'enseignement primaire.

La Flandre, enfin, est la partie la plus chrétienne et la plus pratiquante du diocèse de Cambrai. Rapports officiels,

8. A.D. M 473-23. Recensement de 1866 (Cf. carte 33).

sources ecclésiastiques concordent. Les missionnaires s'émerveillent de la ponctualité des fidèles dont l'assistance aux exercices de la mission est générale. Tout le monde ou presque fait ses pâques. La messe dominicale, seule occasion de rencontre en pays d'habitat dispersé, réunit tous les paroissiens. Les vocations sacerdotales triplent dans l'arrondissement d'Hazebrouck de 1848 à 1913. Les oeuvres de bienfaisance et de protection sont florissantes. La pratique, qui atteint son plus haut niveau dans le Houtland, diminue vers la côte. Les missionnaires se plaignent de la froideur de plusieurs paroisses (9). L'influence de l'agglomération dunkerquoise, l'absentéisme des marins sont des éléments négatifs. A l'autre extrémité, on note un fléchissement identique dans la plaine de la Lys gagnée par le français et l'industrialisation. Les principaux bourgs, Mer-ville, La Gorgue, Estaires, abritent des minorités anticléricales non négligeables.

La population n'est pas seulement religieuse mais clérical. Le clergé intervient dans la vie communale, surtout dans le domaine scolaire. Son action lors des élections est dénoncée régulièrement par la presse républicaine. En 1863, sa contribution à la réélection de Plichon fut décisive. Il fut le principal obstacle au ralliement à la République.

Les diverses données permettent de dégager trois types de comportement politique :

La côte se détache du bloc conservateur sous l'influence de deux ports : Gravelines et Dunkerque. La cité de Jean Bart

9. Notamment à Spycker, Cappellebrouck, Wulverdinghe. Archives des pères rédemptoristes, chronique de la maison de Dunkerque.

abritait une bourgeoisie d'armateurs, de négociants et d'industriels orléanistes, moins cléricale et moins protectionniste qu'à l'intérieur. Elle demeure fidèle au candidat officiel en 1863. Mais irritée de la lenteur des travaux portuaires prévus au programme de 1860, elle rejoignit ensuite Plichon et le Tiers parti. Au début de la troisième République elle fut progressivement éclipsée par la montée des nouvelles couches sociales nées de la croissance du trafic maritime : entrepreneurs divers, patrons d'entreprises de réparation navale, filateurs de lin et de jute, voiliers, maîtres de cabotage, courtiers... Fils de leurs oeuvres, ils adhéraient à la république de Gambetta et leur clientèle, composée d'ouvriers, d'artisans et de petits commerçants, s'accroissait parallèlement. Trystram fut leur porte-parole. Son élection fut suivie par la conquête de la mairie en 1878. La rapide urbanisation (10) n'a pas été sans conséquences sur la sociologie électorale.

Sans avoir connu une telle mutation Gravelines passa du bonapartisme ardent à la République. Les professions liées à l'activité maritime manifestaient des aspirations démocratiques. Les communes rurales peuplées de marins, de maraîchers et de journaliers demeurèrent instables jusqu'en 1881 et finirent par basculer à gauche; la partie flamande à l'est évolua plus lentement.

La partie sud de la plaine maritime, le Houtland, constitue la citadelle du conservatisme. Les notables dominaient sans difficulté les fermiers aisés (11), méfiants à l'égard des

10. Cf. carte 31.

11. Cf. carte 32.

idées nouvelles, les encadraient grâce à des institutions comme celle des wateringues (12). Les légitimistes dominaient dans les cantons de Bergues, Hondschoote, Wormhoudt. Le ralliement du clergé à l'Empire entraîna celui des propriétaires fonciers. Le parti retrouva, après 1870, sa clientèle traditionnelle.

La plaine de la Lys, la lisière méridionale du Houtland, avec le canton de Steenvoorde, peuvent être rangés parmi les régions qualifiées de "démocraties cléricales" (13). La présence d'une plèbe rurale de journaliers et de modestes fermiers, l'industrialisation diffuse, la pénétration du français, sont venus amoindrir l'influence des notables. Dès 1872, les républicains l'emportent dans cinq communes des cantons d'Hazebrouck; en 1876 grâce à la présence d'un compétiteur bien implanté, ils triomphent dans la première circonscription de l'arrondissement. Mais les convictions religieuses et l'influence du clergé demeurent intactes et, en 1877, la gauche est victime de l'anticléricalisme de ses leaders. En 1881, elle prend sa revanche grâce à un républicain modéré avant de céder à nouveau le terrain au plus fort de la querelle scolaire. En 1893, la victoire de l'abbé Lemire marque l'alliance du peuple et du clergé contre la domination des notables (14).

Ainsi, dès le début de la troisième République, les comportements futurs de la région se trouvaient fixés : au nord, une bande côtière acquise à une gauche radicale, devenue socialiste sous la quatrième République; au centre, le bastion de la

12. Associations visant à assurer le drainage des terres, dont l'existence remonte au Moyen-Age.

13. SIEGFRIED, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris, 1913.

BARRAL, *Les agrariens français de Mèline à Pisani*.

14. MAYEUR, *op. cit.*, p. 135.

droite classique; au sud, un terroir favorable à l'essor de la démocratie chrétienne.

B. LE BASSIN LILLOIS : UN EMPIRE INDUSTRIEL A LA FOIS HOMOGENE
ET DIVERS

Les trois grandes cités, Lille, Roubaix, Tourcoing, forment avec Armentières, les agglomérations industrielles de la vallée de la Lys et les campagnes du Ferrain un milieu humain caractéristique. La prédominance de l'industrie textile, la densité des industriels - on a pu parler de "fourmillière patronale" (15) - la concentration ouvrière dans de grandes entreprises où le machinisme triomphe des métiers à bras, la présence d'une importante colonie belge, font l'unité de cette zone. Les agglomérations conservent leur personnalité, ne formant pas encore une conurbation que les alliances familiales au sein du patronat cimenteront par la suite.

La métropole lilloise se distingue par son importance numérique, son passé et la structure de sa population. Elle atteint 158.117 habitants en 1872, soit une croissance de 93% sous l'Empire, imputable partiellement à l'annexion des communes suburbaines en 1858. Si l'on considère ses limites définitives, l'augmentation est encore de 43%, soit beaucoup plus que sous la Monarchie de Juillet (+ 11%). L'émigration des campagnes environnantes et des belges en est responsable, plus encore que l'accroissement naturel. Lille est une ville ancienne, fière de

15. LAMBERT DANSETTE, "Origine et évolution sociale d'une bourgeoisie. Le patronat textile du bassin lillois", *Revue du Nord*, 1955, pp. 199-216.

son passé, de ses traditions, abritant au XVIII^e siècle une classe laborieuse déjà turbulente, où la vie associative atteint son apogée. Les classes moyennes y occupent une place importante. Pierre Legrand les a immortalisées dans son *Bourgeois de Lille*, paru en 1833. Si elles diminuent en pourcentage dans le nombre des successions (32,4% en 1856, 23,3% en 1872), leur aisance s'est accrue; artisans et commerçants ont bénéficié de la prospérité impériale (16), mais soucieuses de s'emparer du pouvoir politique, elles constituent les assises les plus solides du parti républicain. Le contrôle du conseil municipal fut leur première victoire en 1870. Peu après, la chute de l'Empire libérait la ville de la tutelle électorale des cantons ruraux voisins.

Les masses populaires étaient les arbitres du jeu politique. L'expansion industrielle augmenta leur poids au sein de la population (59,4% des successions en 1856, 67,5% en 1872). Nous n'avons rien à ajouter à tout ce qui a été dit sur les conditions concrètes d'existence (17) et la paupérisation relative du prolétariat lillois (18). Rappelons pour mémoire les conditions de logement particulièrement lamentables, l'occasion ratée que fut l'agrandissement de Lille, les effets des crises cycliques sur les budgets annulant l'amélioration timide du pouvoir d'achat pendant les années de prospérité, la durée abusive de la journée de travail et l'inobservance des lois de 1841 et de 1848. En 1876 on comptait encore 29.724 indigents secourus

16. CODACCIONI, *De l'inégalité sociale dans une grande ville industrielle. Le drame de Lille de 1850 à 1914*, Lille, 1974, pp. 64, 110, 127 et 130.

17. PIERRARD, *La vie ouvrière à Lille sous le second Empire*, Paris, 1965.

18. CODACCIONI, *op. cit.*. La part des milieux populaires dans les successions passa de 0,40 à 0,23% du total; le pourcentage de ceux qui laissaient quelques biens s'abaisse de 9 à 5,6%.

par le bureau de bienfaisance de la ville, soit 15% de la population. Les ouvriers de la grande industrie textile constituaient un sous-prolétariat rebelle à la propagande socialiste. La première Internationale, le mouvement coopératif échouèrent. Mais après une période soumission, coupée de quelques grèves et d'émotions violentes (19), ils furent gagnés au jacobinisme de Bianchi et des démocrates socialistes de 1848. Le choc des événements eut des répercussions durables sur les mentalités. Les convictions républicaines s'avérèrent solides et, après 1870, ils continuaient à placer tous leurs espoirs de promotion dans la République. La déception éprouvée les conduira ultérieurement au socialisme.

Les ouvriers de la métallurgie de Fives formaient, au contraire, une élite aux salaires plus élevés, où la conscience de classe avait fait de grands progrès comme le montra la grève de 1866. En 1873, ils sont à la tête de la pétition pour la dissolution de l'Assemblée.

Les classes dirigeantes, industriels, grands négociants, professions libérales, cadres supérieurs, hauts fonctionnaires et propriétaires, représentent une élite restreinte (9% des successions en 1872) qui accapare les richesses (90% de leur valeur) et au sein desquelles les éléments actifs s'affirment au détriment des rentiers. Les fortunes se concentrent. Lambert Dansette (20) a fixé les traits du patronat textile lillois : l'ancienneté de son implantation due à l'antériorité de la

19. LASSERE, *La situation des ouvriers de l'industrie textile de la région lilloise sous la Monarchie de Juillet*, Neufchatel, 1952.

20. Familles du patronat textile de Lille-Armentières (1789-1914). Origines et évolution d'une bourgeoisie, op. cit. Lille, 1954.

mécanisation de la filature du coton, puis du lin, la diversité de ses origines. Aux vieilles familles locales que l'on retrouve généralement dans le patriciat linier sont venues s'ajouter des dynasties rapidement intégrées (l'immigration représente 50% de la bourgeoisie textile) et issues de milieux sociaux divers. Le légitimisme local recrutait ses adhérents au sein de la première catégorie et parmi les grands propriétaires. Dans sa majorité le patronat adhéra au régime de juillet dont il garda une certaine nostalgie tout en se ralliant aux régimes assurant l'ordre et la prospérité. Bénéficiaire de fortunes consolidées, il fit preuve d'une philanthropie supérieure à celle de ses voisins de Roubaix. Les oeuvres charitables se multiplièrent, ce qui pourrait expliquer une certaine passivité ouvrière. Le protectionnisme ne prit pas des allures de croisade comme à Roubaix et il dut tenir compte de la diversité des intérêts du monde des affaires. La présidence de la Chambre de commerce échut successivement à Kolb Bernard, à Kuhlmann et à Henri Bernard qui n'appartenaient pas au secteur du textile. Enfin, le cléricalisme ne fut pas une attitude originelle. Mais sous l'influence des collèges ecclésiastiques, des grands leaders du parti catholique, Kolb Bernard et Vrau, une évolution sensible s'amorça. Lors de la création de l'Université catholique, la cité lilloise était au diapason des autres grands centres du bassin.

Roubaix est au contraire une ville neuve (8.000 habitants en 1801), à croissance rapide, dont les effectifs doublent sous l'Empire, conséquence de la mécanisation du peignage, puis du tissage de la laine qui concentrent intra muros les tisseurs jadis travailleurs à domicile dans les campagnes

environnantes. La rapidité de l'urbanisation posa des problèmes dont les autorités ne prirent conscience qu'après l'émeute de 1867 : insuffisance des forces de police, sous-équipement administratif. Le dédoublement du canton, la création d'un tribunal de commerce, puis l'établissement de la Chambre de commerce, répondirent avec retard aux impératifs de l'évolution démographique. Elle eut comme conséquence l'absence d'un véritable tissu urbain. Les commerçants ne représentent que 10% de la population (25 à Lille). Le patronat et la main-d'oeuvre sont presque face à face, ce qui durcit les conflits sociaux.

Les fabricants roubaisiens appartiennent à la seconde génération du monde industriel. Leur ascension sociale date de la Monarchie de Juillet. Mais contrairement aux idées reçues à l'époque, ce ne sont pas des aventuriers, des "self made men" américains. La moitié des grandes familles sont d'origine locale, souvent de souche rurale comme les Prouvost, les Wibaux, les Bayart, les Delattre, ou issues des maîtres de corporations bénéficiant de franchises plus étendues qu'à Lille. Les manufacturiers roubaisiens dont les fortunes sont plus récentes se montrent plus durs dans leurs rapports sociaux avec les ouvriers, farouchement attachés au libéralisme économique et social au point de dénoncer la moindre ingérence de l'état dans les conflits sociaux et de répondre insolemment à des questions jugées indiscrètes (21). Les rapports officiels dénoncent leur âpreté au gain. Ils sont aussi plus cléricaux, peut-être à cause de leurs origines locales et rurales.

21. Lors de l'enquête de 1873 sur la condition ouvrière en France (déposition Darras-Lemaire), A.N. C 3019.

Ils eurent en face d'eux une classe ouvrière d'abord amorphe, d'origine rurale et sans traditions, où les Belges devinrent aussi nombreux que les Français de 1860 à 1870 (22). Les émeutes de 1848 furent celles de la faim et la propagande républicaine n'eut aucun succès. Le ralliement à l'Empire fut général. Une mutation décisive intervint après 1867; l'émeute de cette année-là marqua les esprits. En refusant l'introduction du travail sur deux métiers, les ouvriers avaient pour la première fois fait reculer les patrons. Dès lors, les grèves se multiplièrent, l'Internationale parvint à s'implanter. Une minorité se détachait de l'Empire dès le plébiscite de 1870 et, en 1871, les républicains gagnaient les élections municipales et législatives. Evolution irréversible que la contre-offensive conservatrice sera impuissante à enrayer. Le mouvement se fit, dès lors, au profit du radicalisme.

Tourcoing présente de nombreuses similitudes avec sa voisine : croissance démographique aussi rapide, évolution identique vers le travail de la laine après l'essor cotonnier du début du siècle, ascension synchronisée du patronat, recruté lui aussi dans le milieu local, et plus particulièrement chez les marchands, peigneurs du XVIIIe siècle. Mais la population reste inférieure (Tourcoing atteint 40.000 habitants en 1875, Roubaix 80.000). Le négoce international des laines l'emporte par son chiffre d'affaires sur l'industrie spécialisée dans les productions de luxe (tapis, tissus d'ameublement). L'influence de la Belgique y est plus grande au sein de la bourgeoisie (mais les Belges ne dépassent pas 29% de la population de 1860 à 1870).

22. LENTACKER, *La frontière franco-belge*, Lille, 1973.

Le patronat, très clérical, garde des sympathies légitimistes. La vie municipale y est plus intense et dominée par des luttes entre coterie rivales. Tourcoing fit longtemps figure de ville contre-révolutionnaire. On manifesta contre la République en 1870. La propagande légitimiste rayonnait sur les centres voisins et la campagne du Ferrain où l'on note le succès des pétitions royalistes de 1873. Mais les républicains commencèrent à progresser à partir de 1874. Le temps n'était pas loin où ils s'empareraient à leur tour de la mairie. Avec un décalage chronologique, sur un rythme plus lent et dans un climat social plus serein, Tourcoing suivait le même itinéraire que Roubaix.

Armentières, située au carrefour de la voie Lille-Dunkerque et de la vallée de la Lys, complète le quadrilatère textile. Son patronat appartient à la troisième génération, celle qui fut promue sous le second Empire. Les anciens filateurs de coton n'y prirent pas racine. La mécanisation de la filature du lin n'intervint qu'après 1845, celle du tissage dans les années 1860. Jusque-là il n'y eut que des collecteurs ou des distributeurs de filés dans les campagnes. La famine du coton pendant la guerre de Sécession accéléra l'expansion. Plus encore que leurs collègues lillois, les fabricants armentièresois sont originaires d'autres régions. La date récente de leur implantation, leur moindre enracinement local ne les ont pas liés aux régimes monarchiques passés. Ils soutiennent sans réserve le régime impérial et une partie d'entre eux rejoindra la république opportuniste. Les ouvriers de souche rurale, d'abord réfractaires à la propagande républicaine, feront progressivement de même.

Les milieux humains sont donc longtemps demeurés divers par leurs origines, leurs mentalités. L'origine rurale d'une fraction importante du monde ouvrier a retardé son évolution vers la gauche. Mais le processus de cristallisation de la classe laborieuse paraît nettement engagé au moment où la cohésion du bloc patronal s'affermir et où des solidarités familiales s'établissent entre la métropole lilloise et les autres grands centres industriels du bassin.

C. LES PAYS DE TRANSITION : PEVELE, MELANTOIS, BASSIN MINIER

Entre les vallées de la Sensée et de l'Escaut au sud, celle de la Lys et le bassin lillois au nord, se situe une zone de transition qui sépare la Picardie de la Flandre. Au sud de Lille la craie fait son apparition dans le Mélantois et le plateau du Carembaut et avec elle l'openfield et l'habitat groupé. Mais elle laisse rapidement la place aux sables et à l'argile flamande dans le Pévèle, puis dans la vallée de la Scarpe où le sol, moins riche qu'au nord, est couvert de prairies, d'étendues boisées et de marais partiellement gagnés à la culture. Le bassin minier, qui décrit un arc de cercle depuis Condé-sur-Escaut jusqu'à Douai en s'incurvant vers Denain, introduit une coupure supplémentaire, isolant au sud les campagnes de l'Ostrevent occidental. Administrativement, ces pays correspondent au sud de l'arrondissement de Lille, au Douaisis et à la majeure partie du Valenciennois (le sud du canton de Bouchain et celui de Valenciennes-sud faisant partie du Cambrésis et du Hainaut).

Les paysages sont donc variés. Le Pévèle et le Mélantois faisaient partie de la Flandre wallonne, la vallée de la

Scarpe et l'Ostrevent étaient rattachés à d'autres juridictions.

Par leurs structures agraires, ces pays rappellent la Flandre avec toutefois des variantes locales. Les propriétaires-exploitants indépendants sont peu nombreux, excepté dans le pays de St-Amand où ils atteignent le taux exceptionnel de 34% (23). Il s'abaisse à 14 dans les cantons de Seclin et Cysoing, et même à 3% dans deux de Pont-à-Marcq et d'Orchies, et 1% autour de Douai. La plupart des propriétaires doivent s'engager comme journaliers pour vivre, ou encore louer une parcelle de terre. Ces tenanciers mixtes forment l'immense majorité de la paysannerie (plus de 90% dans les cantons de Pont-à-Marcq, Orchies, Arleux, Douai-ouest et sud; au moins 70% ailleurs). Le morcellement des exploitations est en effet très poussé. Celles de moins de cinq hectares représentent 93% dans le canton de Cysoing, 75% dans ceux de Pont-à-Marcq, Arleux et St-Amand. Le fermage demeure le mode de faire-valoir dominant, qu'il s'agisse de grosses fermes dont les tenanciers disparaissent dans la masse des exploitants (Pont-à-Marcq, Douai-sud), ou de domaines plus modestes (Douai-nord, Cysoing, Seclin) (24).

Cette situation est un héritage du passé. Dans le Pévèle et le Mélantois, l'appropriation paysanne est ancienne, mais la bourgeoisie a tiré la meilleure part des biens nationaux (66%), au demeurant peu importants. Les anciens ordres privilégiés avaient par contre d'importantes terres dans la vallée de la Scarpe et l'Ostrevent (58 et 62%), le clergé dans les marais de

23. FRUIT, *La croissance économique du pays de Saint-Amand*, p. 146. Cette situation est sans doute la conséquence de l'acquisition des biens de l'ancienne abbaye.

24. A.D. M 648-1. Statistique décennale de 1862. Les renseignements font défaut pour l'arrondissement de Valenciennes.

la Scarpe occidentale et autour de Saint-Amand, la noblesse dans les forêts orientales. Mais l'Etat a conservé la majeure partie des terres confisquées, le reste allant dans des proportions voisines à la bourgeoisie et à la paysannerie. Le surpeuplement rural, une moindre fertilité qu'en Flandre, exigent des ressources annexes chez les petits exploitants. L'emprise des notables est encore facilitée par les institutions communautaires comme le syndicat de dessèchement de la vallée de la Scarpe. Son président Morel-Butruille, intendant du prince d'Arenberg, disposait d'une influence considérable sur 8.663 propriétaires. Le morcellement est aussi la conséquence d'un pourcentage moins important des terres cultivables et, dans le pays noir, de l'implantation des industries. La puissance foncière des familles bourgeoises se trouve émiettée; elles résident en ville sans disposer dans les villages de moyens d'influence aussi poussés qu'en Flandre. Le pouvoir des notables demeure donc inégal selon les terroirs.

La concentration industrielle du pays minier, dont l'attraction s'exerce dans les zones demeurées rurales, est en effet le trait distinctif de cette région. Le gisement de charbon exploité depuis le XVIIIe siècle a atteint sa configuration définitive après la fièvre de prospection des années 1834-1839. La croissance de la production, stimulée par l'expansion générale de l'économie et la concurrence du Pas-de-Calais, n'en est pas moins vigoureuse; elle triple sous l'Empire, atteignant 1.200.000 tonnes en 1873.

Le bassin minier, c'est d'abord une puissance, celle de la Compagnie d'Anzin maîtresse de la moitié des terres concédées dont la production représente 63% du total. Elle vient d'acquérir

de nouvelles concessions à Denain et Qdomez. Grâce au rachat de celle d'Hasnon, elle peut participer au Conseil d'administration de la Compagnie de Vicoigne et conclure avec elle un accord commercial, tout comme avec celle de Douchy en 1844 (25). Elle fait ainsi la loi sur les marchés et pratique des prix jugés trop élevés par les industriels locaux.

Les participations extérieures accroissent l'importance sociale de la Compagnie. Les investissements de la famille Périer, de Thiers, en font une forteresse orléaniste. Chaque année la réunion des associés régisseurs est une manifestation locale de la plus haute importance, à laquelle les autorités prêtent attention.

La Compagnie d'Anzin fut en effet tentée d'utiliser sa puissance économique et sociale à d'autres fins. Sa politique paternaliste, en avance sur l'époque, lui donnait de considérables moyens d'action sur son personnel : location d'habitations à loyer modéré, possibilité d'accession à la propriété par des prêts dépassant 80% de la valeur des biens, avantages divers concernant le chauffage, l'assistance médicale, l'instruction gratuite, les caisses de retraite. La compagnie créa en 1865 une coopérative de consommation au capital de 2.300 francs, qui comptait 1.600 associés en 1870 (26). Ces réalisations étaient rappelées à chaque contestation sur les salaires. Elles permettaient de s'assurer de la docilité du personnel, y compris en matière électorale.

25. GILLET, *Le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, de 1815 à 1914. Etude économique et sociale*, Lille, 1971.

26. A.N. C 3019. Enquête sur la situation des ouvriers et les conditions du travail en France.

Les autorités locales se trouvèrent donc devant un puissant lobby. Le directeur de la compagnie était naturellement conseiller général du Nord. Lorsqu'un sous-préfet comme Marlière prit position contre elle, il n'hésita pas à intervenir à Paris. La nouvelle politique commerciale la détermina à s'assurer de l'élection d'une personnalité dévouée à ses intérêts. L'échec de Thiers en 1863 fut vengé par Boduin en 1869. Au début de la troisième République son intervention dans les campagnes électorales fut encore dénoncée en 1872 et 1877.

La prospérité de l'industrie houillère provoqua un afflux de main-d'oeuvre. Celle-ci doubla, dépassant le chiffre de 20.000 en 1873. Malgré l'ancienneté de l'exploitation, les mineurs de souche rurale furent donc aussi nombreux que les autres, ce qui put favoriser un vote conservateur dans un premier temps. La hausse des salaires, très substantielle (27), fut exploitée par la propagande bonapartiste, malgré le taux nettement supérieur des profits. Elle n'empêcha pas des grèves, parfois dures, mais ces dernières demeurèrent professionnelles.

La métallurgie vint se greffer sur l'industrie minière le long de la Scarpe et de l'Escaut, se concentrant surtout dans le Valenciennois où étaient apparus les premiers hauts fourneaux. En 1849 les établissements de Denain et Anzin créés en 1834 fusionnaient sous l'égide des Talabot. Forges, fonderies et laminiers s'installèrent à Trith-saint-Léger, Condé-sur-Escaut, Saint-Amand... L'arrondissement comptait en 1870 douze hauts

27. Le salaire moyen d'un mineur est passé de 1 franc 98 à 3 francs 64 de 1851 à 1873. Pendant ce temps, la différence entre le produit brut et la masse salariale s'élevait de 6077 francs à 39.391 francs (GILLET, *op. cit.*, pp. 667, 669; 671).

fourneaux occupant 2.430 ouvriers. Sa spécialité fut la métallurgie différenciée. Les ateliers Cail s'installèrent à Denain à la même époque. Les chaînes de Saint-Amand, les diverses clouteries, boulonneries, fabriques de limes, chaudronneries, virent leur production monter en flèche. La prospérité de la métallurgie fut extraordinaire au début de l'Empire : production de fonte multipliée par 3,5, celle des rails par 2,5 (28). Elle se répercuta sur les salaires qui doublèrent en vingt ans, atteignant cinq à sept francs pour les ouvriers qualifiés. Ces derniers ne paraissent pas avoir été aussi combatifs que leurs camarades de Lille, malgré des sautes d'humeur parfois imprévisibles.

La verrerie constitue le troisième secteur d'activité, mieux réparti entre les deux arrondissements. Elle se concentra dans le Douaisis, à Aniche, et dans la banlieue douaisienne à Dorignies et Frais-Marais; dans le Valenciennois à Fresnes et Condé-sur-Escaut où l'industriel Renard, inventeur d'un procédé de fabrication du verre, lui avait donné une grande impulsion. En 1869 les trente-et-un établissements de la région faisaient travailler 3.600 ouvriers (29), très jaloux de leurs traditions corporatives.

Ces industries, auxquelles il faut ajouter le textile, diverses productions, l'activité de la batellerie, n'ont pas déterminé un afflux de population proportionnel à la croissance de l'embauche dans les mines. Elle passe de 201.335 à 304.611 unités, soit un gain de 50%. La poussée démographique

29. FRUIT, *op. cit.*, p. 196.

30. A.N. F 12 4523 A.

enregistrée dans la région lilloise est plus importante. Sa progression est, en réalité, inégalement répartie. Le canton de Bouchain connaît une expansion record (30), la commune de Denain ayant vu sa population sextupler.

Sur le plan religieux enfin, la région fait la transition entre la chrétienté flamande et les terroirs anticléricaux du sud. La pratique religieuse reste majoritaire; cependant on compte seulement 50% de pascalisants à Templeuve en 1877, et 60% à Sainghin-en-Mélantois. Les paroisses rurales la maintiennent mieux : 85% à Péronne-en-Mélantois en 1883 et à Mouchin en 1894; 70% à Bersée en 1891. Mais les missionnaires s'inquiètent de la tiédeur religieuse. A Mons-en-Pévèle "l'esprit est lourd et paresseux"; à Bourghelles "la population a encore la foi mais elle est lourde, les résultats sont un peu décevants" (1879). A Wandignies-Hamage on la juge "peu intelligente, religieuse mais routinière". Dans le bassin minier, le détachement est plus marqué. On se plaint à Lewarde de "l'indifférence et de la grossièreté" des paroissiens, malgré une majorité de pascalisants. A Waziers, Sin-le-Noble, les désertions se généralisent (31). Le processus de déchristianisation paraît entamé malgré les succès éphémères des missionnaires dont les descentes dans les fosses remportent encore un certain succès (32).

Comment ces diverses données ont-elles commandé les comportements politiques dans ces différents terroirs?

En 1851, la domination des notables est menacée par la

30. Cf. carte 31.

31. Archives des Pères rédemptoristes, maison de Lille.

32. HILAIRE, "Les missions intérieures face à la déchristianisation pendant la seconde moitié du XIX^e siècle dans la région du Nord", *Revue du Nord*, n° 180.

poussée des démocrates-socialistes qui rayonnent à partir de Lille dans le Pévèle et le Mélantois. Le Valenciennois est devenu leur second bastion. La crise agricole frappe durement les zones surpeuplées et le marasme de l'industrie houillère et métallurgique entretient un sourd malaise. Le passage de Delescluze a laissé des traces. Le Douaisis est moins contaminé mais le chef-lieu est aussi un centre actif de la propagande républicaine.

Or l'Empire parvint à rallier aisément les populations. Les progrès les plus spectaculaires s'observent d'abord dans le Valenciennois et une partie du Douaisis. Les campagnes du Pévèle et du Mélantois suivirent ultérieurement le mouvement général. Les notables ralliés dominent aisément leur circonscription: le baron de Bouteville (Marchiennes), Guilbert d'Estevez (Orchies), le baron des Rotours (Pont-à-Marcq), Brame (Cysoing), Danel vice-président au Conseil général (Douai-ouest), le marquis d'Avoust (Arleux)... A la différence des Flamands, ils se montrent à la fois dociles, dévoués et influents. On peut donc parler d'une conquête bonapartiste. La prospérité économique en est le moteur principal. Elle a permis l'élévation du revenu agricole moyen d'une région dont les techniques de production n'atteignaient pas le niveau de la Flandre. Elle a fait sentir ses effets dans la mine et la métallurgie plus que dans le textile. Les fonctionnaires nommés dans les arrondissements importants étaient des hommes de valeur, dont l'influence locale se montra supérieure à celle de leurs collègues affectés dans des circonscriptions jugées plus modestes.

Des nuances locales peuvent être apportées en fonction

du rythme et de la persistance des évolutions observées.

Le Pévèle et le Mélantois, ralliés progressivement, demeurent fidèles jusqu'au bout et reportent leurs suffrages au début de la troisième République sur les candidats conservateurs, qu'ils soient monarchistes ou bonapartistes. Le glissement à droite est incontestable. Outre les progrès agricoles évoqués plus haut, l'évolution démographique y a contribué. La population stagne ou décline (33). Les campagnes sont débarrassées d'un excédent de main-d'oeuvre que les conditions de vie précaires rendaient accessibles à la propagande des démocrates. Ces derniers sont cantonnés dans les bourgs et dans quelques villages, au gré des influences locales.

Le bassin minier valenciennois et la zone limitrophe ont basculé plus rapidement vers l'Empire dont ils demeurèrent longtemps un ferme soutien, infligeant à Thiers une défaite malgré l'importance de ses moyens d'action. Mais l'érosion se fait sentir lors des dernières années avec la défaite d'Havrincourt et un recul au plébiscite de 1870. Electeurs urbains et ruraux adoptent dès lors un comportement différent. Les paysans restent conservateurs, les ouvriers concentrés dans de grandes entreprises ne sont pas insensibles à la propagande républicaine à un moment où la métallurgie connaît des difficultés. Les classes cultivées vont passer de l'Empire libéral à la République conservatrice de Thiers en 1872. Leur comportement s'inspire en réalité d'un certain apolitisme perçu par le sous-préfet Levert en 1857 et qui accorde la priorité à la défense des intérêts économiques. Lors de la désignation des candidats officiels, on voit s'affronter

33. Cf. carte 31.

les lobby industriels : fabricants de sucre, maîtres de forges, compagnies minières, au point que l'administration doit recourir à une personnalité étrangère au monde des affaires, Lemaire, ou à l'arrondissement, d'Havrincourt. A Valenciennes la bourgeoisie des professions économiques est prépondérante, la vie municipale est dominée par des rivalités entre coteries plutôt que par des affrontements politiques. La présence de la Chambre de commerce, le développement de l'activité industrielle dans la ville renforcent cette prépondérance.

Tout autre est la situation de Douai dont le comportement influe sur la partie occidentale du bassin minier. La ville reste un marché régional plutôt qu'une ville usinière. Sa croissance démographique est lente (20.000 habitants en 1850, 24.000 en 1866). L'industrialisation de l'arrondissement affecte plutôt sa banlieue. La Chambre consultative des arts et manufactures lutte contre la tutelle de la Chambre de commerce de Lille. Dans ces conditions, la bourgeoisie rentière, propriétaire de grands domaines fonciers dans les environs, occupe une place prépondérante. Elle descend pour une large part des magistrats du Parlement des Flandres et joue dans la cité un rôle important aux côtés des professions libérales dont le prestige est rehaussé par la présence de la Cour et des familles de riches négociants ou d'industriels venus s'établir au début du siècle (34).

Taine a très bien décrit cette bourgeoisie cultivée (35): "Douai est une vieille ville catholique, parlementaire, lettrée, l'Athènes du Nord dit-on... Beaucoup de magistrature riche, qui

34. VAHE, *La bourgeoisie douaisienne sous le second Empire*, DES, Lille, 1959.

35. TAINÉ, *Carnets de voyage*, Paris.

a de la morgue et vit chez soi confortablement, reçoit à dîner savamment. Dix à douze personnes donnent des bals d'hiver. La basse économie ne règne pas. Plusieurs ont voiture, des terres, un luxe bien entendu. Ils suivent les cours. M. A. (?) a 200 à 300 auditeurs l'hiver et 100 l'été".

Cette bourgeoisie formait la clientèle des partis légitimiste et orléaniste demeurés actifs. Le gouvernement dut s'appuyer sur la classe des commerçants, des entrepreneurs et des industriels nouvellement établis. Douai demeura malgré tout un foyer d'idées libérales grâce à un milieu de magistrats, d'avocats, d'universitaires. Les luttes politiques y demeurèrent très vives.

Dans les communes rurales ou industrielles de la région, on retrouve à un certain degré ces dispositions. Les maires sont peu dociles dans le canton de Douai-sud, la candidature officielle est discutée. L'Empire libéral fut bien accueilli, mais sa chute laissa moins de regrets qu'ailleurs. Après quelques mois d'incertitude où l'on vit les électeurs se porter successivement sur les candidats orléanistes ou républicains, ces derniers triomphèrent en se réclamant du programme de Thiers. Les aspirations libérales persistantes sous l'Empire avaient été la cause de leur succès.

Trois types de comportement s'observent donc dans la région : conservatisme du Pévèle et du Mélandois, apolitisme du Valenciennois, libéralisme du Douaisis. La montée du mouvement ouvrier dans la zone industrielle allait ultérieurement introduire une bipolarisation plus brutale.

D. LE CAMBRESIS : UN RICHE TERROIR AUX OPINIONS FLUCTUANTES

Au sud de la Sensée et de l'Escaut le sable et l'argile de la Flandre laissent définitivement place à la craie picarde, sans contraste physique apparent. On passe sans transition du bassin minier, du paysage industriel aux campagnes à blé.

Le Cambrésis est avant tout une région rurale dominée par les activités agricoles, où l'industrie est venue s'installer dans des villages à forte densité, en utilisant les produits du sol. La fertilité y est grande grâce à la présence d'une couche de limon qui atteint son épaisseur maximale dans les environs de Cambrai et au sud de Valenciennes (de 5 à 25 m.) (36). A l'est, au contact de l'Avesnois, apparaît la craie marneuse moins perméable et un paysage mixte qui annonce le Hainaut et la Thiérache. Circonscription administrative sans frontières naturelles, le Cambrésis couvre en réalité l'extrémité méridionale de l'arrondissement de Valenciennes et mord à l'est sur les cantons du Quesnoy dans l'arrondissement d'Avesnes.

La culture du blé et de la betterave à sucre (37) dominent, mais les progrès de l'agriculture conduisent à une diversification des productions. L'avoine et l'orge, les fourrages artificiels, les oléagineux, prennent progressivement de l'extension dans le troisième quart du XIXe siècle, grâce à des assolements de plus en plus perfectionnés. Il est à noter qu'en

36. DEMANGEON, *La plaine picarde*, Paris, 1905, p. 75.

37. Le blé occupait 33% des terres cultivées, la betterave à sucre 25% vers 1875.

POLVENT, *L'homme et la terre dans le Cambrésis*, Lille, TER, 1973.

1851, la culture y était moins intensive que dans d'autres arrondissements (38).

De tout temps la richesse du sol a suscité les convoitises. Les ordres privilégiés possédaient, avant la Révolution, la plus grande partie des terres (56%), le clergé étant de loin le plus favorisé (40%), surtout au sud-est de Cambrai et à la limite méridionale du département, la noblesse reprenant l'avantage aux confins du Valenciennois. Pendant la Révolution on assista à une ruée violente des paysans qui se groupèrent en associations pour résister aux citadins lors de la vente des biens nationaux. Leur résolution fut efficace car ils se rendirent maîtres des deux tiers des terres redistribuées dont l'importance était considérable (44% du sol cultivable). Il s'est ainsi constitué une solide catégorie d'acquéreurs de biens nationaux, méfiants à l'égard de toute tentative de restauration de l'ancien régime. La petite et moyenne propriétés tiennent une plus grande place qu'au nord du département, malgré la forte densité rurale. En 1855, 19% d'entre elles comprenaient de 10 à 50 hectares (39). Le nombre des cotes foncières augmente de 25 à 51% dans le courant du XIX^e siècle. Certes, l'augmentation est due surtout aux petites parcelles inférieures à un demi-hectare, mais le mouvement profite aussi à celles qui se situent entre 1 et 10 hectares, et même au-dessus. On assiste dans l'ensemble à une consolidation de la propriété paysanne et à une légère érosion de la grande exploitation. Le morcellement s'observe surtout près des

38. Les rendements en blé à l'ha. (37 q) étaient inférieurs à ceux du Valenciennois et de l'Avesnois en 1851 (A.D. M 649-1. Statistique agricole).

39. A.D. M 526-15. POLVENT, *op. cit.*.

villes où la bourgeoisie afferme ses biens, surtout aux environs de Cambrai, tandis que subsistent à la lisière méridionale quelques traces des grands domaines de jadis. Fermage et faire-valoir coexistent et alternent selon les villages (40).

La présence d'une industrie rurale a permis l'existence de ressources d'appoint pour les plus petits propriétaires. Ces derniers adjoignent le travail dans les sucreries à l'automne et le tissage à domicile pendant l'hiver à l'exploitation de leur parcelle le reste de l'année, tandis qu'un grand nombre de journaliers sans terre, les "camberlots", émigrent à la belle saison en Ile-de-France et reviennent après la moisson faire la campagne betteravière.

La fabrication des baptistes et des linon, autrefois dispersée dans de multiples villages, s'est concentrée dans le canton de Carnières autour d'Avesnes-les-Aubert. A l'est la laine domine autour de Solesmes, et surtout du Cateau, dont la production de tissus mérinos alimente le travail de 6.000 tisseurs. Enfin Caudry s'est spécialisée dans la confection des tulles. Le potentiel de la main-d'oeuvre était tel que, dans la région, jusqu'en 1860 on travaillait pour la place de Roubaix.

La crise des dernières années de l'Empire fut durement ressentie. L'industrie du tulle fut frappée à mort par le traité de commerce franco-anglais. Le nombre des fabricants tomba de 140 à 63. Et 90% des métiers à bras furent abandonnés. L'exportation des tissus de laine vers les Etats-Unis se trouva entravée par le relèvement des barrières douanières. La maison Seydoux

40. Les statistiques de l'arrondissement de Cambrai n'ayant pas été conservées dans l'enquête décennale de 1862, il est impossible de préciser le nombre respectif des fermiers, des propriétaires et des journaliers.

mécanisa ses tissages. Les baptistes et les linons souffraient de la surproduction de l'industrie linière. Un chômage important se développa, compromettant l'équilibre de l'économie régionale. La misère des tisserands eut des retombées politiques inévitables.

La coexistence de l'activité agricole et industrielle avait maintenu une densité rurale élevée : 200 en moyenne vers 1860, pouvant atteindre localement des taux records. Grâce à une forte natalité, la croissance se poursuivait dans tous les cantons atteignant un taux élevé dans ceux de Carnières et de Clary où l'industrie rurale était particulièrement répandue (41). Sa présence, jointe aux conditions naturelles (recherche de points d'eau en zone perméable) a concentré l'habitat au maximum. Les villages de deux à trois milliers d'habitants ne sont pas rares; Avesnes-les-Aubert dépasse même le chiffre de quatre mille. Cette situation était génératrice d'une forte sociabilité, qui atteint son apogée vers 1875 (42).

La pratique religieuse est encore majoritaire dans le troisième quart du siècle. Les missionnaires sont généralement satisfaits des résultats de leur intervention, mais constatent la négligence des fidèles quant à l'assistance à la messe (la communion pascalle est mieux respectée). Le travail dominical est responsable de cet absentéisme (Viesly), quand ce n'est pas le respect humain chez les hommes (Cagnoncles). Dans quelques paroisses (Abancourt, Raillencourt), le détachement gagne du terrain (43). Dans les bourgs comme Solesmes, les missions échouent

41. Cf. carte 31.

42. POLVENT, *op. cit.*.

43. Archives des Pères rédemptoristes, maison de Lille.

complètement. L'observance des devoirs religieux apparaît donc fragile. Elle est minée ici et là par l'anticléricalisme des habitants, héritée peut-être de l'ancien régime ou du zèle peu éclairé de certains clercs qui interviennent dans la vie municipale. Le Cambrésis est le lieu de prédilection des conflits entre les autorités civiles et religieuses, et la bataille pour la direction des écoles primaires y est rude. Il compte enfin une minorité protestante concentrée sur la lisière méridionale des cantons du Cateau et de Clary (2.295 fidèles sur un total départemental de 3.967). Le prosélytisme des réformés (plus visible à Maubeuge et près de Valenciennes) suscite de vives réactions du clergé local que l'administration doit tempérer.

Le Cambrésis apparaît ainsi comme une terre de contrastes. Sa richesse agricole est grande, mais il abrite une plèbe assez misérable de tisserands à domicile, dont l'importance dans la population fait baisser le produit des contributions directes par habitant (44). Les grandes exploitations coexistent avec les petites et les moyennes, le fermage avec l'exploitation directe; un clergé clérical est affronté à une population qui garde des habitudes religieuses mais manifeste un certain anticléricalisme.

Les diverses données de l'histoire, de la géographie physique et humaine éclairent le comportement politique de la région. On y craint la réaction et le légitimisme n'a guère de racines, hormis une petite coterie au chef-lieu qui gravite autour de l'archevêché. Mais la peur des "partageux" existe aussi chez tous les propriétaires, petits ou moyens. L'orléanisme, puis le bonapartisme, connurent donc successivement la faveur des citoyens.

44. Cf. carte 32.

Les sympathies napoléoniennes s'exprimèrent avec force, surtout chez les tisserands à domicile, dès le 10 décembre 1848. Le régime impérial continua de bénéficier du soutien massif de l'opinion pendant la plus grande partie du règne. La concentration de l'habitat, l'autorité des maires contribuèrent à l'encadrement de la population. Sensible à la conjoncture, à la hausse des prix et des profits agricoles dans une économie tournée vers les échanges, elle appréciait les bienfaits de l'Empire. L'opposition vint de certains industriels dont l'ascension sociale était récente, grâce à leur dynamisme et leur esprit d'innovation. Bertrand Milcent en était un des représentants éminents, primé à l'Exposition de 1867. Leur libéralisme se nourrissait d'un vif anticléricalisme surtout visible à Cambrai, seule ville où l'autorité laissa subsister une loge du Grand Orient. Au Cateau, l'administration éprouva des difficultés à constituer une municipalité parmi la bourgeoisie, alors que les classes populaires étaient ralliées. Des hommes politiques eurent la tentation d'exploiter ce bonapartisme populaire : Boitelle faillit réussir en 1863, Amigues triompha en 1877 grâce à une campagne des plus démagogiques. Mais on constate par ailleurs un bonapartisme plus "sage", s'appuyant sur les notables et dont Seydoux, Pinard, Telliez-Béthune tirèrent profit.

La situation se dégrada à la fin de l'Empire sous l'influence de la crise de l'industrie textile. Seydoux fut difficilement réélu et le plébiscite de 1870 se traduisit par une importante hémorragie de suffrages. Le Cambrésis manifestait le second caractère de son comportement politique : l'instabilité. Les débuts de la troisième République confirmaient cette tendance. Après le désastre de février dans une région exposée en

première ligne à l'invasion ennemie, les républicains prirent une éclatante revanche dès le mois de juillet. Le Cambrésis devint leur principal bastion, responsable du succès de Derengancourt en janvier 1872. La crainte de la monarchie traditionnelle favorisait la gauche. Après l'échec de la tentative de restauration, elle se trouva exposée à la remontée du bonapartisme, perceptible en 1874, éclatante en 1877. Il persista l'année suivante dans un contexte moins favorable et s'exprima encore après la mort du prince impérial. Les années suivantes devaient confirmer l'instabilité de l'arrondissement : victoire républicaine en 1881, revanche conservatrice en 1885, poussée boulangiste et retour à la république opportuniste que le socialisme naissant vint ultérieurement contester.

Ainsi le Cambrésis, dont l'économie agricole était soumise aux aléas du marché, réagit-il vivement à la conjoncture. Lors de la crise des subsistances des années 1853-1855, l'émotion populaire avait été plus vive qu'ailleurs. Le faible niveau d'instruction a-t-il favorisé ces mouvements d'opinion? Le taux d'alphabétisation y atteint le point le plus bas du département (42%) (45). En dépit de ces fluctuations, le Cambrésis demeura longtemps fidèle au juste milieu et s'apparenta aux pays "bleus" des régions de l'ouest et du sud-ouest.

E. L'AVESNOIS : UN PAYS D'ELEVAGE ISOLE ET MALTHUSIEN

A l'est du Quesnoy, de Solesmes et du Cateau, le paysage change progressivement. Les prairies et les paturages tendent

45. A.D. M 473-23.

à supplanter les champs, les haies vives, les pommiers font leur apparition, l'habitat se disperse, l'eau ruisselle à flanc de coteau. On entre dans l'Avesnois, très distinct des autres terroirs. Il couvre l'ancien Hainaut occidental et, au sud, la bordure septentrionale de la Thiérache. Les pays du sud-est appartiennent à l'extrémité du massif ardennais. Les vallées s'encaissent dans les schistes primaires, les plateaux couverts de forêts et de fagnes offrent des sols médiocres pour la culture. La Thiérache, qui couvre les cantons d'Avesnes et de Landrecies, présente un sol humide, formé de craie marneuse où la prairie est reine. Au nord, les plateaux de la Sambre sont plus propices à la culture grâce à des formations argilo-sableuses. L'ensemble de la région possède cependant des traits communs qui l'individualisent nettement.

En premier lieu vient l'isolement, conséquence du relief, du bocage, des forêts. La circulation y est difficile et le pays a tendance à vivre replié sur lui-même. L'habitat se disperse en raison de l'humidité du sol. L'arrondissement est de loin celui qui compte le plus de communes (152), et de cantons (10), ce qui n'est pas sans compliquer la tâche de l'administration. Douze d'entre elles seulement dépassent 2.000 habitants; 56 en ont moins de 500. L'autorité se dilue dans cette poussière de cellules, mais la propagande des partis éprouve les mêmes difficultés à pénétrer en profondeur.

L'orientation de l'économie agricole distingue aussi l'Avesnois des autres parties du département. Il est le seul à s'orienter nettement vers l'élevage. Sa vocation herbagère est ancienne et fut favorisée au XVIII^e siècle par l'édit de clôture de 1771. En 1851, prairies et paturages occupaient 56% des

terres cultivables (46). Cette orientation se confirma sous l'Empire grâce au progrès des transports et de la consommation urbaine. En 1876 l'herbe atteignait 65% des surfaces (48 en incluant les bois et forêts).

Ce type d'économie requérant moins de bras favorisa la moyenne propriété. Les exploitations comprises entre 20 et 50 hectares représentent 35% du total, pourcentage supérieur à celui des autres arrondissements. La petite propriété commence à 5 hectares, les grands domaines favorisés par les étendues boisées sont aussi un peu plus nombreux qu'ailleurs (47).

Les tenures paysannes étaient importantes avant la Révolution. Les privilégiés n'exerçaient pas la même domination que dans le Cambrésis. Les biens ecclésiastiques étaient répartis par îlots dans les essarts autour des grandes abbayes, comme à Maroilles, à Saint-Hubert, à Saint-Pierre d'Haumont. Les nobles ne l'emportaient que dans la forêt de Mormal et dans les zones boisées du sud-est, où ils amputaient la part des paysans généralement prépondérante à l'est de la Sambre. Ces derniers se rendirent maîtres de deux tiers des biens nationaux, dont le volume ne fut pas important en raison du maintien de la propriété d'Etat sur les forêts.

Cette consolidation de la propriété paysanne aurait eu moins d'effet sur la répartition des exploitations au XIXe siècle sans une croissance démographique modérée. La densité de population ne dépasse pas 103 en 1848. Elle tombe à 60 en Thiérache, à 50 dans les fagnes vers 1880. L'augmentation concerne les cantons

46. BOURGE et DAREL, *Les élections dans l'arrondissement d'Avesnes de 1875 à 1914*, TER, Lille, 1973.

47. Idem.

industrialisées de Maubeuge et de Trélon. Elle est lente ailleurs et même nulle autour de Bavai (48). Cette situation est la conséquence d'un taux de natalité plus faible (25/‰ contre 31,5 pour l'ensemble du département en 1876) (49). Les tendances malthusiennes de la région sont décelables dès le XVIII^e siècle dans les villes autour d'Avesnes (50). Elles sont liées à l'extension de l'élevage qui nécessite une moindre main-d'oeuvre familiale et à un souci de promotion sociale que le choc de la Révolution devait encore accroître.

Le malthusianisme, source de pratique anti-conceptionnelles, n'est pas sans avoir eu d'effets sur le niveau de la pratique religieuse. L'Avesnois est, vers 1850, la seule partie du diocèse déchristianisée. Sous la Révolution, le district d'Avesnes compte le plus de prêtres constitutionnels (40% contre 15 en moyenne dans le département). Il subit plus qu'ailleurs l'ébranlement des événements, et l'habitude d'y envoyer les mauvais prêtres ne contribue pas à la remontée des taux de pratique. Sous le second Empire, on compte encore de solides noyaux de fidèles, ici et là. Les missions sont bien accueillies mais la participation aux sacrements reste faible. Le malthusianisme des populations est souvent mis en cause par les missionnaires. A La Longueville, on jette la pierre aux familles de plus de deux enfants.. L'hostilité des notables est parfois dénoncée, comme à Villers-Pol. Mais les griefs les plus répétés concernent la liberté des mœurs et les bals du dimanche. Le clergé se heurte à une

48. Cf. carte 31.

49. A.D. M 475-85.

50. DEFROMONT, *L'Avesnois au XVIII^e siècle*, thèse de troisième cycle, Lille, 1972.

population individualiste et frondeuse. Au XVIIIe siècle les autorités se plaignent de son insouciance, de son irrespect pour le bien d'autrui et la morale établie, des violences commises ici et là. La communauté villageoise se dissout dans un excès d'individualisme (51).

Cet état d'esprit s'accompagne d'un goût de l'instruction. Le pourcentage de la population alphabétisée (57%) dépasse de loin la moyenne départementale (49%) et les cantons de l'arrondissement se classent en tête quant aux conscrits sachant lire et écrire (52).

L'Avesnois moyen est donc un paysan petit propriétaire, éleveur, vivant dans un certain isolement et dans un milieu familial restreint, ayant rompu depuis longtemps avec des habitudes régulières, pourvu d'une instruction élémentaire. La population industrielle n'en existe pas moins, plus autonome à l'égard de l'agriculture que dans le Cambrésis, et dispersée sur plusieurs points du territoire. Deux foyers principaux se détachent : au nord le bassin de la Sambre est devenu le premier producteur de fonte et d'acier du département, la vallée d'Aulnoye à Jeumont est une véritable nébuleuse industrielle attirant la main-d'oeuvre de part et d'autre de la frontière. A l'extrémité sud-est, la filature et le tissage de la laine prospèrent dans la région de Fourmies, à tel point qu'on ne songe pas à remettre en cause les traités de commerce. Enfin une industrie de type artisanal est disséminée à l'est dans les zones boisées. On travaille le marbre à Coulsore et Bousignies, le bois à Felleries, l'argile à Sars-Poteries. Les nombreux artisans de la

51. DEFROMONT, *op. cit.*.

52. Cf. carte 33.

région ont gardé un genre de vie proche de la paysannerie.

Les structures sociales, les mentalités, tendent à classer la région parmi les démocraties rurales républicaines. Effectivement, la révolution de 1848 eut une grande résonance, les démocrates-socialistes parvinrent à s'implanter au grand effroi des notables qui accueillirent avec joie le coup d'Etat, appelant de leurs vœux une répression et une épuration sévère. Mais le parti républicain ne parvint pas à se maintenir, sauf à Avesnes dont le barreau était turbulent et la bourgeoisie frondeuse. En fait la République faisait peur à de nombreux exploitants vivant dans une modeste aisance. Ces dispositions, l'essor agricole et industriel, facilitèrent l'enracinement du régime. La vie politique demeura assoupie et l'administration sut s'appuyer sur des notables influents et dévoués. Le plébiscite de 1870 confirma la solidité du régime, surtout en Thiérache et dans les forêts de l'est. Les républicains souffraient de la difficulté des communications et de la méfiance instinctive des paysans. La révolution de 1870 ne modifia pas leurs dispositions. Hostiles aux légitimistes - le marquis de Nédonchel en fit l'expérience en 1871 -, ils se réfugièrent dans l'abstention lors des scrutins partiels. Sous l'influence de Thiers, ils évoluèrent ensuite lentement vers la gauche, les zones céréalières de l'ouest précédant les régions d'élevage et de forêt (53). La tentative de restauration monarchique accéléra le processus dont la bourgeoisie manufacturière prenait la tête. Mais, si l'évolution fut plus lente que dans le Cambrésis, elle fut irréversible. L'Avesnois resta fidèle à la République dans les jours difficiles.

53. BOURGE et DAREL, *op. cit.*.

Les électeurs, plus méfiants mais plus constants dans leurs opinions, ont opéré un choix décisif. Le radicalisme devait ensuite s'épanouir sur un terrain propice.

Nous sommes ainsi parvenu aux antipodes de la Flandre. Le Nord apparaît comme une mosaïque de terroirs divers par leur géographie physique, humaine et par leur histoire. Mais, au delà des particularismes domine une opposition fondamentale entre le nord et le sud du département. La propriété bourgeoise et le mode de faire-valoir indirect, la puissance des notables, l'intensité de la vie religieuse, orientent le vote à droite dans le premier cas. Le bonapartisme ne peut qu'y être libéral et parlementaire. Au sud, l'appropriation paysanne, le souvenir de l'ancien régime, l'anticléricalisme déterminent un autre comportement. L'Empire, défenseur des intérêts matériels, garantie contre le désordre et la réaction, y eut sa chance. La République en fut l'héritier légitime.

L'essor de l'industrie devait modifier par la suite les données de la sociologie électorale. L'origine rurale de la main-d'oeuvre des nouvelles manufactures explique la stabilité politique. Le processus devait ultérieurement repousser vers le nord le bloc conservateur. Ainsi, les données de l'histoire ont-elles longtemps forgé les mentalités et déterminé des comportements dont l'évolution à long terme ne peut être appréhendée que dans le cadre de la longue durée.

CONCLUSION GENERALE

Au terme d'une analyse chronologique qui s'est voulue aussi précise que possible, nous pouvons dégager quelques traits de la vie politique du département du Nord, qu'il s'agisse de son intensité, de son rythme, de son style et de ses diverses composantes. Nous pouvons aussi résumer les caractères fondamentaux du comportement politique des citoyens du Nord.

Une vie politique à la fois soutenue et policée

L'absence d'une dépolitisation totale contraste avec la situation observée en maints départements. Même sous l'Empire autoritaire, la vie politique ne disparaît pas complètement. Le réveil est plus précoce qu'ailleurs au début des années 60 et l'ardeur des luttes atteint son paroxysme dans les premières années de la troisième République. Cette situation est-elle la conséquence d'un civisme plus grand des habitants de la région, civisme qui serait le résultat du legs de l'Histoire et de la position géographique du département ? On est moins enclin à se décharger de ses responsabilités sur un pouvoir central considéré avec quelque méfiance dans des terres ayant rejoint la communauté nationale à une date relativement récente, et par ailleurs les influences extérieures sont plus sensibles grâce à la perméabilité de la frontière. L'importance des enjeux économiques et sociaux a sans doute aussi contribué à ranimer et à passionner les débats. Les mouvements d'opinion ont plus d'ampleur qu'en moyenne dans le reste du pays. Ce sont, dès la mi-décembre 1851, le ralliement à Louis-Napoléon,

considéré jadis avec méfiance, en 1860 les défections dans la bourgeoisie; en 1871 le vote pour la paix; en 1877 le recul républicain. Mais des décalages purent aussi être observés qui témoignent de la précocité des réactions locales : fronde de 1863 avec la victoire anticipée du Tiers Parti local, relatif rétablissement du régime en 1868 et 1869 malgré la multiplication des "points noirs" et qui annonce le triomphe national du plébiscite de 1870.

L'intensité de la vie politique ne débouche cependant pas sur des désordres. Le Nord est une région à la fois politisée et policée, en avance sur son époque et qui annonce les débats démocratiques de la troisième République. Les populations respectent l'ordre public. Celui-ci n'est troublé qu'au plus mauvais moment de la crise des subsistances et en 1869 à Lille l'annonce de la réélection de des Rotours. Il en est de même pendant la guerre, hormis la brève échauffourée du 19 octobre 1870. Les républicains se montrent légalistes dès 1849 et s'inclinent devant le verdict du suffrage universel. L'activisme brouillon des démocrates au début de l'Empire demeure marginal et nuit d'ailleurs à la cause républicaine. Ce légalisme explique leur opposition profonde à la Commune de Paris. La crainte de provocations les fait même renoncer à l'exercice du droit de réunion après 1868. L'absence de ce mode d'expression de l'opinion atteste le goût des citoyens pour la tranquillité et ce n'est pas sans hésitation que les industriels se décidèrent à organiser des meetings de protestation contre les traités de commerce.

L'association n'est d'ailleurs pas le trait dominant de la vie politique malgré l'importance de la sociabilité nordique. Les sociétés secrètes des années 50 ont peu d'adhérents.

Les multiples cercles locaux ne donnent pas matière à des griefs de la part des autorités et ne se livrent pas à des activités politiques. L'écrit a, par contre, une grande importance. La presse demeure vivante et pluraliste. On va chercher les journaux en Belgique si besoin est. Les républicains consacrent une grande partie de leur militantisme à l'introduction clandestine des brochures et des libelles prohibés. Le succès de la "Lanterne" a dépassé le stade de l'engouement passager. Le besoin d'informations d'une grande partie des citoyens est tel que l'administration n'ose baillonner complètement la presse locale et que les groupes politiques consentent de grands sacrifices pour assurer la survie de leurs organes d'expression. Leur importance favorise le particularisme local au détriment du bonapartisme centralisateur et du jacobinisme.

Force et limites du bonapartisme

Le Nord offre un tableau contrasté de l'impact du bonapartisme sur les citoyens. Incontestablement, il a emporté l'adhésion de nombreux électeurs. Les résultats des plébiscites de 1851 et 1870 montrent un succès du "oui" supérieur à la moyenne nationale. Les oppositions antidynastiques sont restées faibles qu'il s'agisse des légitimistes rebelles ne disposant pas d'une clientèle suffisante en raison de l'absence d'une aristocratie foncière importante ou des républicains dont l'implantation est trop fragile et trop récente pour survivre au coup d'Etat du 2 décembre sauf à Lille. La popularité du chef de l'Etat est réelle et elle entame même les rangs des électeurs démocrates. Lille fait un triomphe au couple impérial en 1867 au plus fort de la crise économique des dernières années.

Et pourtant le bonapartisme populaire a survécu moins qu'ailleurs à l'effondrement de 1870. Aucun ancien dignitaire n'ose affronter le verdict des urnes avant 1876 alors que dans le Pas-de-Calais voisin, le parti enregistre plusieurs succès. La persistance de sentiments bonapartistes se localise dans le sud du département et plus particulièrement dans le Cambrésis. Avant même l'heure fatale, l'administration impériale avait rencontré maintes difficultés. La candidature officielle ne s'imposa pas vraiment et les revers électoraux furent fréquents. Les maires ont été des fonctionnaires peu dociles. La presse gouvernementale n'a pas pris l'avantage sur les journaux indépendants. L'impression de l'historien est donc celle d'un succès inachevé, d'une semi-conquête fragile et peu durable et non d'une rupture dans les mentalités semblable à celle que l'on enregistre en Aquitaine, en Normandie et dans les départements du Centre.

Cette ambivalence résulte de la conjonction d'atouts et de handicaps. Le régime a bénéficié de sa sollicitude pour les intérêts économiques. Les classes possédantes ne pouvaient qu'être reconnaissantes de la prospérité impériale. Elles se rallièrent sans difficultés à un régime fort, assurant la stabilité politique et la paix sociale indispensables à la bonne tenue des affaires. L'extrême sensibilité des places commerciales à la conjoncture politique que traduit la lecture des rapports administratifs et de la presse rassemblait autour du gouvernement ceux qui auraient pu se laisser gagner à une attitude frondeuse. La contestation des dernières années eut des limites car la bourgeoisie s'inquiétait de la dégradation du climat social et politique.

Mais le bonapartisme est aussi un phénomène populaire. C'est vrai de la paysannerie méridionale dont les ascendants avaient mené jadis la lutte contre les anciens ordres privilégiés et manifesté périodiquement des sentiments d'hostilité à l'égard des notables. C'est encore vrai des milieux artisanaux et ouvriers qui ne sont pas demeurés insensibles à l'élévation de leur niveau de vie. Le Valenciennois a ainsi basculé vers l'Empire avec ses mineurs souhaitant échapper à la tutelle pesante des compagnies orléanistes, et ses ouvriers des forges dont les salaires s'élèvent nettement. Dans le Cambrésis les tisserands à domicile, à la charnière du monde rural et de l'industrie urbaine, sont les plus ardents bonapartistes. Les manufactures textiles n'échappent pas au mouvement à Roubaix, Tourcoing et Armentières. Désarmés face à un patronat tout puissant, les ouvriers se tournent instinctivement vers le chef de l'Etat dont ils attendent la justice. L'orléanisme de nombreux fabricants, les sympathies républicaines d'une petite minorité nourrissent par réaction ce bonapartisme populaire, fortifié de surcroît par une administration compétente et plus soucieuse que par le passé des intérêts de ses administrés, par les initiatives sociales du régime, certes timides, mais dont l'impact a peut-être été sous-estimé, et enfin par le souvenir de la terrible crise économique de 1848 éloignant les ouvriers de la République. Lille fait exception par la vigueur de la tradition démocratique et par l'entente qui y règne entre le peuple et la moyenne bourgeoisie libérale. Elles dressent un solide obstacle à l'éclosion du bonapartisme populaire.

L'Empire a cependant rencontré des obstacles qui ont gêné son enracinement profond. Les élites sociales ont combattu le gouvernement dès lors qu'il menaçait leurs intérêts.

La politique commerciale et religieuse des années 60 a retenu le plus souvent l'attention des historiens qui y voient le point de départ de la désaffection d'une fraction importante de la bourgeoisie. Nous aurions mauvaise grâce à réfuter cette opinion dans une région où le protectionnisme était un dogme et où la question douanière demeure un brandon de discorde jusqu'en 1870 et au delà.

Le cléricalisme du patronat textile eut les mêmes conséquences : le rallier à un régime parlementaire. Mais il faudrait ajouter au contentieux la loi de 1864 sur le droit de grève qui porta une atteinte plus directe aux intérêts et exaspéra les fabricants, la politique étrangère, source de dépenses contraires aux promesses de Bordeaux : "L'Empire, c'est la paix", et dont les initiatives troublaient les transactions commerciales. Les guerres et les expéditions lointaines renaient une main-d'oeuvre nécessaire aux travaux des champs et de l'usine. Les notables se plaignaient enfin de la politique des travaux publics jugée nuisible aux intérêts régionaux et se crurent sacrifiés au profit de régions plus pauvres ou de la capitale désireuse d'emprunts et de crédits.

Le département du Nord constitue donc le lieu privilégié de l'affrontement du gouvernement et de la bourgeoisie industrielle et commerciale.

Mais expliquer les mécomptes par des oppositions d'intérêt nous semble insuffisant. L'appui des masses aurait pu permettre de les neutraliser. Certes les ouvriers finirent par être enrôlés dans la croisade protectionniste et les paysans flamands subissaient l'influence du clergé et des notables cléricaux. Mais la politique étrangère flattait le patriotisme d'une région frontrière et fut bien acceptée jusqu'à Sadowa. En réalité les

difficultés sont apparues avant 1860, qu'il s'agisse des insuccès électoraux, des embarras de la presse gouvernementale, des conflits municipaux. Les libéraux sont parvenus à mobiliser de nombreux citoyens contre les principales pratiques de l'Empire autoritaire.

C'est ainsi que la candidature officielle a été peu appréciée, et encore moins lorsqu'elle s'accompagnait de pressions administratives. L'étiquette fut repoussée par de Mérode en 1852, par Plichon en 1857. Richebé était battu dès 1852 et le crédit de la famille Boitelle ne put venir à bout de la résistance des cambrésiens en 1863. L'acceptation initiale du candidat officiel n'impliquait pas une allégeance indéfinie : Descat, Choque, de Clebsattel, d'Havrincourt furent tour à tour abandonnés par leurs électeurs. Le changement d'attitude du gouvernement envers les élus auparavant patronnés n'était pas compris. Plichon apparut comme une victime de l'arbitraire ministériel. Le remodelage des circonscriptions souleva la même hostilité.

La centralisation administrative ne fut pas mieux goûtée. La défense des libertés communales plusieurs fois soulignée dans cette étude était héritée du passé. On se souvenait des antiques franchises, des temps où les populations se seraient entourées de leur beffroi. La monarchie constitutionnelle avait déjà rencontré des difficultés. L'Empire les aggrava par ses initiatives : transfert de compétences à la préfecture, nominations de maires hors des conseils municipaux.

Enfin la répression policière et la législation d'exception heurtaient le libéralisme profond des habitants. La magistrature soucieuse de son indépendance freina les poursuites engagées sous l'Empire autoritaire. La loi de Sécurité générale, rejetée par trois députés du Nord, fut incomprise.

Ces résistances sont le legs d'une situation historique bien définie. L'annexion tardive du territoire, les ménaagements observés après la conquête française ont favorisé l'attachement aux libertés provinciales qui s'exprima avec force lors de la Révolution. Le pouvoir exercé par le gouvernement central et son représentant local était ressenti inconsciemment comme celui du conquérant. En dénonçant dans le remaniement des circonscriptions une atteinte "aux forces locales collectives", Plichon exprimait les sentiments profonds des électeurs.

La position géographique du département a aussi gêné le bonapartisme autoritaire. La Belgique proche offrait l'exemple d'une monarchie constitutionnelle et libérale qui s'affermissait et où la presse était libre. Les libéraux appréciaient sa politique religieuse, les catholiques s'inspiraient des moyens d'action de leurs coréligionnaires. La frontière a, d'autre part, miné les institutions en livrant passage, du début à la fin du régime, à un flot de libelles et de brochures séditieuses dont "La Lanterne" fut le bouquet d'artifice final. La Belgique a aussi servi d'antidote à la censure de l'information sur le territoire français.

Si ces divers facteurs sont venus contrecarrer les chances ^{du} bonapartisme, l'évolution constitutionnelle réservait malgré tout l'avenir. L'Empire libéral et parlementaire canalisait les aspirations à l'ordre et à la liberté, les nécessités d'un pouvoir fort et les prérogatives parlementaires. Il paraissait convenir au tempérament du Nord et satisfaire tout à la fois la bourgeoisie libérale et le peuple. Ainsi s'explique le triomphe du "oui" au plébiscite de 1870. La guerre et la défaite sont venues interrompre une expérience dont les chances étaient intactes dans la région.

Le Nord n'a donc pas connu le régime politique conforme à ses aspirations et à ses moeurs. Peut-on aller plus loin et tenter de définir son tempérament politique ?

Le Nord département centriste ?

L'opinion publique ne paraît pas être portée vers les extrêmes. Tout autant que les excès du bonapartisme autoritaire, elle récusait le légitimisme intransigeant. Le ralliement des partisans de la monarchie traditionnelle ne fut pas imputable uniquement à des mobiles religieux mais à un pragmatisme assez éloigné de la fidélité romantique au comte de Chambord. Ils désapprouvèrent en secret ses exigences en matière de drapeau. L'extrême droite fut peu nombreuse à l'Assemblée nationale et la petite coterie lilloise faisait exception dans la région.

Le radicalisme n'eut guère plus de succès. Les républicains, conscients des réactions de l'opinion, firent appel à des candidats modérés qui préféraient l'épithète "libéral" à celle de démocrate. Le recul assez spectaculaire de 1868 dans l'une des circonscriptions de Lille, imputable partiellement à la position de Géry Legrand, confirme la justesse de cette tactique. Le débat plébiscitaire de 1870 porta davantage sur les problèmes constitutionnels que sur le dilemme "Empire ou République". Comme les monarchistes, les républicains ont cru à la solidité de la dynastie et leurs convictions s'en sont trouvées ébranlées.

Le divorce du gambettisme et de l'esprit local ne pouvait qu'être total. Il alla en s'accroissant pendant la guerre et conduisit au désastre électoral de la Gauche en février 1871. La République conservatrice de Thiers la sauva. Elle répondait

si bien aux aspirations centristes de l'opinion que le parti républicain s'y rallia. Les radicaux lillois durent ménager le chef de l'Etat. Lorsqu'ils s'en séparèrent au début de l'année 1873, ils ne marquèrent pas de points et la campagne pour la dissolution recueillit peu d'adhésions. La revanche de 1876 s'explique par la présentation de candidats modérés, la crainte de l'aventure et des divisions en cas de succès conservateurs. L'agitation politique précédant le 16 mai fut par contre nuisible aux républicains.

Cette faveur du centrisme n'était pas nouvelle. Le parti du juste milieu triompha sous la Monarchie de Juillet. La crise économique et sociale de 1848 favorisa momentanément les extrêmes mais la conjoncture restait exceptionnelle. Le succès des modérés fut confirmé au début de la République opportuniste. Il fut remis en cause plus tard par la montée du socialisme et par la résistance de la Droite catholique à la politique de laïcisation. Les nouvelles données du jeu politique avaient modifié les comportements profonds des citoyens dont il subsista malgré tout des traces au XXe siècle.

Des comportements politiques dominés par les liens de dépendance et par la question religieuse

En matière de sociologie électorale, notre recherche confirme dans ses grandes lignes les analyses d'André Siegfried. Les pays de grande propriété bourgeoise où se pressent souvent une masse de tenanciers subissent l'influence des notables; une partie d'entre eux résident en ville, mais ils contrôlent l'administration locale et viennent sur leurs terres quelques mois dans l'année. C'est le cas en Flandre où la pression des

propriétaires fonciers sur les fermiers est fréquemment dénoncée. Elle joue contre l'Empire autoritaire, puis contre les républicains. La petite et la moyenne propriété paysanne, plus fréquente dans le Cambrésis et l'Avesnois, facilite le vote en faveur des candidats officiels, puis des républicains. Le régime agraire antérieur à 1789, les luttes pour la possession du sol sous la Révolution ont façonné durablement les mentalités. Les liens de dépendance se retrouvent dans certains foyers industriels. Si les ouvriers du textile échappent aux influences patronales, surtout à Lille, les mineurs et notamment ceux qui dépendent de la puissante compagnie d'Anzin subissent des pressions ostensibles le jour du vote.

L'importance du facteur religieux se vérifie encore plus. Le diocèse de Cambrai était demeuré dans sa majorité fidèle aux pratiques du culte; la foi, nourrie par une piété ultramontaine, restait vivace au sein des masses. Le clergé y était influent sauf dans les grandes agglomérations et dans les campagnes du sud-est. Il était secondé par des laïcs riches et actifs, doués du sens de l'organisation, pénétrés d'un idéal de chrétienté pouvant se résumer dans la devise des congrès eucharistiques : "instaurare omnes in Christo". Les intérêts confessionnels en jeu eurent dès lors la priorité sur les considérations de pure politique. Un observateur étranger à la région notait à ce sujet la différence de comportement des catholiques lillois et lyonnais (1). Ils déterminèrent la conduite de Mgr Régnier au début de l'Empire, comme sous l'Ordre moral pendant lequel fut abandonné le combat pour la restauration monarchique, attitude approuvée par ses prêtres et ses fidèles. La

1. DE BERNE, Souvenirs d'un octogénaire parisien tour à tour citoyen de Lyon et de Lille, Paris, 1888, p. 273.

défense religieuse fut le ciment de l'union conservatrice et de l'extraordinaire cohésion de la majorité au début de la troisième République.

Elle explique aussi les exigences du parti catholique sous l'Empire autoritaire, l'ampleur de la déception provoquée par le tournant de 1860 dans la politique religieuse du régime, la profondeur et la persistance du ressentiment sous-estimé par l'administration et qui se révéla avec force aux élections de 1863. Le primat du religieux empêcha cependant l'Union libérale. Les républicains ne bénéficièrent pas de l'appui des catholiques sauf, en 1869, Corne dont l'adversaire était protestant. La rancœur des cléricaux ne les rejeta pas dans une opposition anti-dynastique mais les conduisit à lutter pour le rétablissement d'un régime libéral et parlementaire. Pure tactique chez la plupart car, face aux progrès des républicains et des radicaux après 1871, ils défendirent les mesures de réaction toujours afin de sauvegarder les intérêts religieux.

L'anticléricanisme du camp adverse eut des effets aussi déterminants. Il fit obstacle au ralliement à l'Empire de la génération libérale de 1830, des vieux voltairiens de la clientèle de l'Echo du Nord dont le passé républicain était récent. Il est symptomatique de voir le maire de Lille, Bonte Pollet, démissionner pour protester non contre le coup d'Etat du 2 décembre, mais contre l'autorisation de sortie de la procession de la Fête-Dieu. En 1859 l'impact de la guerre d'Italie sur les républicains hostiles fut réel. En 1860 les élections municipales se firent à Lille sur la question religieuse, exemple assez rare en France d'après Maurain, alors que l'agrandissement de la ville et ses conséquences offraient un vaste champ de discussion. Le réveil de la vie politique fut avant

tout celui de l'anticléricisme qui déferla avec violence dans plusieurs journaux. Il cimenta l'union des démocrates les plus ardents et des libéraux les plus conservateurs. L'entente ébranlée après le désastre de 1871 se renoua toujours et la création de l'Université catholique rejeta à gauche l'Echo du Nord, tenté un moment par la conjonction des centres.

Au début de la troisième République, le problème religieux demeurait le principal clivage des forces politiques. La bourgeoisie industrielle du sud du département s'était ralliée à la République conservatrice parce qu'elle n'était pas cléricale. Celle du bassin lillois lui était irréductiblement hostile car elle ne pouvait, selon elle, qu'amener à plus ou moins long terme le triomphe du programme anticléricale des radicaux. Sa mise en oeuvre fut l'obstacle principal au ralliement et la source d'un intégrisme catholique dont les traces n'ont pas encore complètement disparu aujourd'hui.

L'apogée des notables

Dans le Nord l'influence sociale des notables reste, à l'époque, prépondérante. Elle est une gêne pour le bonapartisme autoritaire dans la mesure où leur puissance favorise leur indépendance à l'égard du pouvoir. Les républicains les trouvèrent aussi sur leur chemin, surtout lors des élections locales. Ces notables étaient-ils semblables aux personnalités qui dominaient la vie politique d'autres régions, comme dans l'Ouest ou le Sud-Ouest ?

La richesse est un dénominateur commun. Les fortunes considérables amassées dans le département donnent aux notables du Nord un certain avantage. L'union intime des revenus de la terre et de l'industrie accroît leur solidité. La bourgeoisie

lilloise investissait une part notable de ses biens dans la propriété foncière (27% à la fin du second Empire) (2) ou dans les charbonnages. Les grands propriétaires plaçaient leurs revenus dans les firmes industrielles, tels Lambrecht associé régisseur de la Compagnie d'Anzin, le baron de Lagrange qui en devint président. Cette symbiose de l'agriculture et de l'industrie se manifestait aussi au stade de la production. Les fabricants de sucre possédaient des terres à betteraves et se posaient, comme Fiévet, en défenseurs des deux secteurs d'activité. Ainsi les notables bénéficièrent-ils d'une clientèle accrue et leur influence en fut renforcée.

La solidité des dynasties familiales accentue cette puissance. Ce trait n'est sans doute pas spécifique du Nord, mais il est plus accusé, ne serait-ce qu'à cause de la multiplication des liens de consanguinité entre les grandes familles de Flandre et du bassin lillois. Le sens de la famille incite les électeurs à faire confiance aux descendants des parlementaires. Eugène des Rotours fut désigné comme candidat officiel le jour des obsèques de son père. Son fils Raoul lui succéda deux ans après sa mort en 1897, puis son petit-fils Guillaume dans l'entre-deux-guerres. En 1876 Georges Brame prit tout naturellement la place de son père, élu sénateur. Les Plichon se maintinrent à Bailleul de 1857 à 1940. La Gauche mit aussi à son profit cette allégeance de l'électorat, qu'il s'agisse des Legrand ou, plus tard, des Guillemin, Potié, Sirot, Mallez; Pinard à son arrivée à Douai fut frappé par la solidité des traditions familiales liées à l'enracinement dans le terroir.

2. Histoire des Pays-Bas Français, p. 425.

"Les campagnes où l'industrie est unie à l'agriculture, où l'usine fonctionne avec les produits de la ferme ont conservé deux choses : les traditions de famille et celles de la vie municipale. Là, les hommes influents n'étaient jamais des étrangers ou des nouveaux venus. C'était des sédentaires vivant de père en fils dans leur manse rural qui n'était point un château mais une ferme confortable. Monsieur Vallon tenait à y choisir des maires parmi eux, nous aimions à y trouver des juges de paix" (3).

Le dynamisme et la compétence des élus a enfin contribué à leur crédit. Non pas qu'ils soient enclins à se mettre en avant. Aucun d'entre eux n'a laissé de Souvenirs. Ce genre est l'apanage des érudits locaux. Ils n'aiment pas la tribune parlementaire. La presse libérale raillait cruellement Kolb Bernard qui lisait ses discours, des Rotours dont la voix de fausset se perdait dans le brouhaha des conversations particulières. Seul Brame, incisif et mordant, savait se faire entendre. La place des élus du Nord à la tribune fut disproportionnée à cause de l'absence d'autres orateurs indépendants jusqu'en 1863.

Les élus ont manifesté autrement leur zèle et leur dynamisme. On les trouve assidus aux séances des commissions parlementaires, chargés de nombreux rapports, surtout dans les questions économiques. Leur compétence, appréciée de leurs collègues, était le fruit non seulement de l'expérience des affaires mais aussi d'une solide culture générale. Jules Brame et son fils furent maîtres des requêtes au Conseil d'Etat; Lambrecht, de Lagrange et d'Havrincourt étaient des polytechniciens; le député de Douai, major de sa promotion, exerça quelque temps les fonctions d'ingénieur des travaux publics. Les études

scientifiques de Kolb Bernard lui permirent de devenir sous-inspecteur des Manufactures royales de tabac avant d'entrer, par son mariage, dans la gestion d'une grande entreprise sucrière de la région lilloise. Jules Leurent fut médecin avant de diriger une filature de coton à Tourcoing. L'ingénieur Léon Renard était l'inventeur d'un procédé de préservation du verre qui fut à l'origine de sa position sociale prééminente dans les charbonnages et dans le canton de Condé-sur-Escaut.

L'incompétence fut sanctionnée par le corps électoral. Stievenard Béthune fut abandonné car on lui reprocha de ne pas avoir été à la hauteur de ses ambitions.

Une grande partie de l'emploi du temps des députés était ainsi occupée par des tâches obscures et ingrates mais souvent efficaces. La mésaventure de Leurent nous paraît significative. Attaqué par les bonapartistes en raison de son abstention lors du vote de l'amendement Wallon, il se justifia en invoquant un malaise qui l'avait obligé à quitter la salle, laissant à un de ses collègues une procuration qui ne fut pas utilisée. C'était la conséquence d'une journée très chargée : séance dans la matinée au Conseil supérieur du Commerce, puis audience du Président de la République sur la question des chemins de fer locaux. Bel exemple de la conscience professionnelle et du dynamisme des élus qui se montrèrent le plus souvent des intermédiaires discrets mais efficaces. Si le Nord eut moins de ministres que le Midi (Brame et Plichon firent exception en 1870), il est faux de dire que ses intérêts ont été sacrifiés.

La conscience de l'importance du mandat électif a sans doute retenu plusieurs manufacturiers sollicités de descendre dans l'arène politique. Un siège de conseiller général était souvent le sommet de l'ambition. Seydoux et Kolb Bernard

avaient pu confier la gestion de leurs entreprises aux membres de leur famille; Kuhlmann refusa la députation malgré les invites réitérés de l'administration. Ces réticences, en limitant la marge de manoeuvre de cette dernière, gênèrent le gouvernement qui ne put pas toujours proposer au choix des électeurs les candidats les plus sûrs. Après 1880, les industriels hésitèrent moins à se présenter à la députation afin de faire face à la montée du socialisme et aussi peut-être parce qu'ils jugeaient leur action plus efficace sous un régime parlementaire.

A mi-chemin entre les départements rétifs ou soumis, peu portés aux extrêmes dans une période où le cycle révolution-réaction n'était pas achevé, plus divisé par la question religieuse que par les antagonismes économiques et sociaux malgré l'essor industriel, dominé par des notables puissants mais discrets, le Nord occupe une place à part dans l'histoire intérieure du second Empire et des débuts de la troisième République. Il offre un certain contraste entre la rapidité des transformations économiques et sociales et une certaine stabilité politique. La conjoncture paraît davantage déterminer des comportements que les modifications d'ordre structurel. Ces dernières ne sont pas négligeables à Dunkerque, Roubaix et dans les campagnes du sud de Lille. L'histoire des années postérieures à 1880 montre un décalage chronologique entre l'évolution économique, sociale et politique. En ce sens, les années 1850-1880 furent l'âge d'or de la bourgeoisie industrielle dont le pouvoir économique s'était accru sans que son autorité sociale fut contestée par un mouvement ouvrier encore balbutiant, bourgeoisie qui restait maîtresse du jeu politique. Les seules atteintes à ce pouvoir étaient venues de Paris grâce à l'affaiblissement du Parlement. Vers 1880 les notables se trouvaient à la croisée

des chemins. Pour les uns, l'établissement de la république parlementaire se conciliait très bien avec la défense de leurs intérêts. Le retour au protectionnisme de 1892, la politique conservatrice sur le plan social leur donnera raison. Mais d'autres pressentaient plus ou moins confusément la montée du mouvement ouvrier et souhaitaient élever une digue par la constitution d'un pouvoir central mieux armé que celui de la République, pour résister aux forces hostiles et maintenir leur suprématie. La paysannerie esquissait lentement son ralliement aux nouvelles institutions. Le monde ouvrier enfin en attendait l'amélioration d'une situation souvent misérable. La République naissante, plus peut-être qu'ailleurs, était l'objet d'inquiétudes, d'espairs, de paris politiques dont l'enjeu était à la dimension des intérêts locaux.

B I B L I O G R A P H I E

I. LES SOURCES

A) SOURCES MANUSCRITES

1) ARCHIVES NATIONALES

F 1 a Administration générale.

- 11 et 12. Analyse de lettres. Correspondance diverse (1853-1854).
- 603. Réponse des conseils généraux au questionnaire préparé par la commission parlementaire de la décentralisation (1871-1873).

F 1 b 1 Dossiers personnels sur le personnel préfectoral.

Préfets du Nord

- 156-21 : Dossier Besson (1850-1857)
- 173-3 : - Vallon (1857-1865)
- 167-33 : - Mouzard-Sencier (1866-1868)
- 173-5 : - Verbigier de St-Paul (1868-1869)
- 167-11 : - Masson (1870)
- 166-22 : - Pierre Legrand (1870)
- Paul Bert (1871)
- 347 : - Hendle (1871)
- 173-12 : - Seguiet (1871-1873)
- 166-22 : - Le Guay (1873-1875)
- 166-34 : - Lizot (1876-1877)
- 167-2 : - Welche (1877)

Sous-préfets

Période du Second Empire

- 157-7 : Dossier Barrot (Cambrai, 1860-1863)
- 156-8 : - Bauchart (Dunkerque, 1869-1870)
- 156-26 : - Blanquart de Bailleul (Dunkerque, 1868-1869)
- 156-34 : - Bordez (Avesnes, 1858-1862)
- 156-42 : - Boyer Ernest (Valenciennes, 1864-1866)
- 156-42 : - Boyer de Ste-Suzanne (Cambrai, 1863-1865)
- 158-12 : - Delmas (Douai, 1869-1870)
- 160-12 : - Fournier (Avesnes, 1855-1856)
- 161-4 : - Garnier (Douai, 1856-1859)
- 161-5 : - Gasc (Avesnes, 1849-1855)
- 161-8 : - Genin (Douai, 1859-1863)
- 161-9 : - Gérard (Dunkerque, 1854-1861)
- 162-6 : - Hogendorp (Cambrai, 1865-1870)

- 164-4 : Dossier Jessaint (Dunkerque, 1863-1868)
- 166-12 : - Larreguy de Civrieux (Douai, 1867-1869)
- 166-19 : - Leclercq (Hazebrouck, 1852-1858)
- 166-24 : - Lemasson (Valenciennes, 1857-1858)
- 166-31 : - Levainville (Valenciennes, 1858-1860)
- 166-32 : - Levert (Valenciennes, 1856-1857)
- 166-36 : - Lowazy de Loinville (Valenciennes, 1853-1856)
- 167-1 : - Magnien (Douai, 1863-1865)
- 167-3 : - Mahler (Valenciennes, 1864-1866)
- 167-8 : - Marlière (Valenciennes, 1860-1864)
- 167-12 : - De Matharel (Douai, 1853-1856)
- 167-26 : - Monnecove (Hazebrouck, 1858-1860)
- 170-1 : - Paillard (Dunkerque, 1851-1854)
- 170-7 : - Pechin (Valenciennes, 1867-1870)
- 170-11 : - Petiet (Dunkerque, 1861-1863)
- 172-5 : - Renard (Hazebrouck, 1866-1870)
- 172-9 : - Richebé (Avesnes, 1863-1870)
- 173-6 : - Saint-Priest (Douai, 1865-1867)
- 173-16 : - Siffaut de Montcourt (Hazebrouck, 1860-1866)
- 174-7 : - Thuillier (Douai, 1848-1852)
- 176-16 : - De Vaux (Douai, 1852-1853)
- 176-12 : - Villemain (Cambrai, 1849-1860)

Période de la Troisième République

- 155-6 : Dossier Appleton (Avesnes, 1872-1873)
- 155-8 : - Assenat (Valenciennes, 1874-1876)
- 440 : - Berniquet (Hazebrouck, 1876-1877)
- 307 : - Blondin (Avesnes, 1876-1877)
- 156-26 : - Blanché (Valenciennes, 1877)
- 156-45 : - Brincourt (Avesnes, 1873)
- 157-9 : - Castelain (Valenciennes, 1876-1877)
- 157-21 : - De Chemillier (Hazebrouck, 1874-1876)
- 324 : - Daunassans (Valenciennes, 1871-1872)
- 159-3 : - D'Etohegoyen (Avesnes, 1871-1872 ; Dunkerque, 1872-1874)
- 161-12 : - Gizolme (Valenciennes, 1872-1873)
- 162-1 : - Habert (Avesnes, 1877)
- 349 : - Isoard (Cambrai, 1870-1871)
- 166-12 : - Laroze (Hazebrouck, 1873)
- 166-22 : - Legrand (Valenciennes, 1870)
- 166-22 : - Le Gonidec (Douai, 1877)
- 167-11 : - De Masin (Cambrai, 1871-1873)
- 167-18 : - Mention (Douai, 1870-1874)
- 167-26 : - Monestier (Hazebrouck, 1873-1874 ; Cambrai, 1874-1878)

- 168-2 : Dossier De Nervo (Cambrai, 1873-1874)
- 170-9 : - Perin (Dunkerque, 1874-1877)
- 170-17 : - De Pistoye (Hazebrouck, 1871-1872)
- 170-24 : - Pradelles (Avesnes, 1872-1873)
- 173-19 : - De Songeons (Dunkerque, 1871-1872)
- 173-21 : - Stievenard (Avesnes, 1870-1871)
- 177-1 : - Dewaru

F 1 b 1 - 230 - 16 Liste des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement

- 258 . Dissolution des conseils municipaux.

F 1 b 2 Nord

- 10 : Administration Communale. Généralités (1832-1855)
- 11 : Idem (1871-1884)
- 12 à 35 : Dossiers par communes (A à Z)

F 1 c 1

- 4 : Elections départementales et municipales. Dissolutions. Révocations (1863-1864)
- 199 : Rapports et correspondances des préfets sur l'esprit public (é-paves) - an II-1881.
Situation de l'Empire (1861-1870)

F 1 c III Nord

- 6 : Elections (1831-1877)
- 8 : Rapports des préfets (an IX-1870)
- 14 : Correspondance et divers (an VIII- 1855)
- 15 : idem (1855-1862)
- 16 : idem (1862-1870)

F 1 c IV

- 8 : Election et composition des conseils généraux.
Analyse des délibérations (1839-1870)

F 1 c V Nord

- 6 : Conseils généraux. Série départementale (1834-1852)

F 1 d III . Légions d'Honneur. Dossiers individuels.

- 17 Nord 1 : Objets généraux (1807-1866)
- " " 2 : De A à DER
- " " 3 : De DES à LA
- " " 4 : De LE à Q
- " " 5 : De R à Z

F 3 - 1

- 5 : Police municipale et rurale (1844-1860)

F 7

- 3481-3487 : Police et revue des journaux français et étrangers (1851-1856)
- 4106 : Rapports de gendarmerie (1856-1859)
- 12.243 : Résumé des rapports des préfets
- 12.429 : Agissements bonapartistes (1871-1893)
- 12.477 et 12.478 : Liste des comités catholiques et des cercles catholiques d'ouvriers
- 12.677 : Dépêches reçues au ministère de l'Intérieur (septembre 1870 mars 1871)
- 12.683 : Dépêches relatives au 16 mai 1877

F 12

- 4476 C : Situation industrielle et commerciale (1846-1856)
- 4476 D : " " " " (1856-1863)
- 4476 E : " " " " (1864-1865)
- 4476 F : " " " " (1865-1866)
- 4477 B : " " " " (1866)
- 4478 A : " " " " (1867)
- 4478 B : " " " " (1868)
- 5423 A : " " " " (1869-1882)
- 4651 : Grèves et coalitions (1853-1865)
- 4652 : " " " " (1866-1870)
- 4653 : " " " " (1870-1876)
- 4654 : " " " " (1877-1878)

F 14 . Dossiers personnels des ingénieurs des Ponts et Chaussées.

- 2255 - 1 : Dossier Lamarle, ingénieur en chef (1848-1852)
- 2191 - 2 : Dossier Charie (idem, 1852-1856)
- 2251 - 1 : - Kolb (Idem, 1856-1866)
- 2169 - 1 : - Bertin (ingénieur ordinaire, arrondissement de Douai, 1849-1869)
- 2228 - 1 : Dossier De la Fremoire (ingénieur ordinaire, arrondissement de Lille, 1849-1853)
- 11.461 : Dossier Bellom (idem, arrondissement de Cambrai, 1851-1854)
- 2215 - 2 : - Drouets (idem, arrondissement d'Avesnes, 1856-1870)
- 2261 - 1 : - Lemasson (idem, arrondissement de Dunkerque, 1851-1852)
- 2278 - 1 : Dossier Masquelier (idem; arrondissement de Valenciennes, 1849-1866)
- 2323 - 1 : Dossier Siben (idem, arrondissement d'Avesne, 1851-1853)
- 2715 - 2 : - Boudousquie (ingénieur en chef des mines, 1847-1863)

F 17

- 2482 : Rapports mensuels des recteurs sur les établissements libres et publics de l'enseignement secondaire (1850-1854)
- 2649-2650 : Rapports confidentiels des recteurs (1858-1866)
- 2682 : Affaires diverses et notamment politiques traitées par le cabinet du ministre . Elections (1861-1869)
- 4334 : Rapports mensuels des recteurs (1859-1863)
- 6834 : Rapports de l'Inspecteur d'Académie sur la situation de l'enseignement secondaire public et libre (1875-1876)
- 6845 : Rapports sur la situation de l'enseignement secondaire en 1864
- 6955 : Affaires concernant le personnel des lycées et collèges. Académie de Douai
- 8755 : Cours secondaires de jeunes filles. Académie de Douai (1867-1869)
- 9172 : Laïcisation d'écoles. Options des conseils municipaux
- 9195 : Idem. Options des conseils avant 1886
- 9196 : Idem. Statistiques sur les substitutions (1873-1878)
- 9270 : Inspection Générale. Nord (1847-1903)
- 9281 : Rapports des recteurs sur la situation de l'enseignement primaire (1850-1854)
- 9330 : Inspection des écoles primaires du Nord (1855-1856). Réponses au questionnaire sur la situation de l'enseignement primaire
- 9373 : Correspondance avec le préfet sur la situation de l'enseignement primaire
- 9374 : Rapports généraux sur la situation de l'enseignement primaire (1866)
- 9375 : Rapports trimestriels des préfets et sous-préfets sur la situation de l'enseignement primaire (1865-1868)
- 9376 : Rapports divers sur la situation de l'enseignement primaire (1868-1880)
- 10.319 : Personnel. Affaires diverses.
- 10.335 : Personnel. Affaires diverses (1857-1864)
- 10.776 : Concours Rouland. Mémoires sur les besoins de l'instruction primaire

Dossiers personnels

- 20.320 : Dossier Camaret, recteur à Douai (1850-1852)
- 20.769 : - François, " " (1852-1854)
- 20.906 : - Guillemin " " (1856-1865)
- 20.746 : - Fleury " " (1865-1878)

- 21.834 : Dossier Vasse inspecteur d'Académie à Lille (1856-1863)
à Douai (1863-1868)
- 20.848 : - Gisclard " " " à Lille (1855-1856)
à Douai (1861-1863)
- 21.610 : - Petitbon, proviseur du lycée de Lille (1850-1862)
- 20.150 : - Bernot, inspecteur primaire à Lille (1850-1854)
à Hazebrouck (1854-1857)
- 20.219 : - Bonvoisin, " " à Dunkerque (1855-1867)
- 20.250-2 : - Bourgeois, " " à Douai (1849-1860)
- 20.415 : - Chevalier, " " à Avesnes (1850-1877)
- 20.422 : - Choquet, " " à Cambrai (1864-1872)
- 20.516 : - Dantec, " " à Cambrai (1851-1856)
- 20.748 : - Flament, " " à Dunkerque (1850-1855)
à Valenciennes (1855-56)
- 20.883-2 : - Grimon, " " à Lille (1857-1876)
- 20.955 : - Hilaire, " " à Cambrai (1850-1858)
- directeur de l'Ecole Normale de Douai
(1858-1886)
- 20.226 : - Maury, inspecteur primaire à Hazebrouck (1865-1889)
- 21.357 : - Mordacq, " " à Dunkerque (1867-1884)
- 21.810 : - Tricottet, " " à Valenciennes (1856-1866)

F 18 . Dossiers du personnel de la presse.

- 272 : Dossier Dayez
- 280 : - Lardin
- Lefebvre Henri
- 287 : - Reboux
- 292 : - Vanderest
Venzac
- 297 : Presse départementale. Rapport des inspecteurs de presse
(1860-1864)
- 298 : Statistique des journaux distribués par la poste (1869-
1870)
- 303 : Annonces judiciaires
- 307 : Subventions à la presse départementale. Etat à la veille
des élections.
- 485 A : Dossiers des journaux du Nord. Généralités.
- " B : idem, Lettres A et B
- " C : idem, " C et D
- " D : idem, " E et F
- " E : idem, " G à I
- " F : idem, " J à L
- " G : idem, " M à Q
- " H : idem, " R à W

- 526 à 531 : Journaux distribués par la poste (1872-1876)
- 2012 : Dossiers des imprimeurs . Lille
- 2304 : Statistique des libraires et des imprimeurs par départements (Nièvre à Nord) 1851-1879

F 19

- 1322 : Notes politiques sur les prélats au début de la Troisième République
- 1931 : Rapports entre la France et Rome sous le Second Empire. Guerre d'Italie et question romaine
- 1937 : Idem. Convention franco-italienne. Invasion de Garibaldi
- 2511 : Dossier personnel de Mgr Regnier
- 2796 : " " des vicaires généraux Vallée et Bernard
- 2825 : " " des chanoines
- 2916 : " de nominations des curés
- 5589 : Police du culte. Affaires générales. Attitude du clergé. Affaires judiciaires (an IX - 1904)
- 5605 : Attitude politique du clergé. Notes de gendarmerie (1856-1858)
- 5606 : Rapports sur le clergé par départements. Attitude lors des élections de 1869
- 5607 : Voyage de l'Empereur dans le Nord. Affaires diverses
- 5798-5799 : Police du culte. Diocèse de Cambrai
- 6253 : Congrégations. Enquête de 1856 et 1854
- 6254 : Congrégations du Nord. Divers (1856-1864)
- 6288 : Jésuites. Agissements. Affaires diverses

F 20 . Dossiers des receveurs des Finances

- 2573 : Dossier Guilhem. Receveur Général du Nord (1850-1858)
- 2536 : - Cabaret. Receveur particulier d'Avesnes (1850-1862)
- 2574 : - Guilmot. Receveur à Douai (1849-1859)
- 2578 : - Lafaurie. Receveur à Valenciennes (1848-1857)
- 2582 : - Ledochowski, Receveur à Valenciennes (1857-1867)
- 2591 : - Monnayeux, Receveur à Avesnes (1862-1863)
- 2591 : - Demontaignac, Receveur à Dunkerque (1857-1869)
- 2596 : - Peterink, Receveur à Dunkerque (1841-1857)
- 2601 : - De querangal, Receveur à Hazebrouck (1853-1857)

Les dossiers des autres receveurs ainsi que ceux des percepteurs n'ont pas été conservés.

BB 6 I . Mouvement du personnel. Cour de Douai. Tribunaux de première instance

- 317 et 321 : Année 1852
- 323 et 327 : " 1853
- 329 et 331 : " 1854
- 334 et 337 : " 1855

- 339 et 342 : Année 1856
- 344 et 347 : " 1857
- 349 et 351 : " 1858
- 353 et 354B: " 1859
- 356 et 357B: " 1860
- 367 et 376 : " 1861
- 378 et 379B: " 1862
- 381 et 383 : " 1863
- 384 et 385B: " 1864
- 386 et 387B: " 1865
- 389 et 391 : " 1866
- 392 et 394 : " 1867
- 396 et 398 : " 1868
- 400 et 402 : " 1869
- 413 et 414 : " 1870
- 417 et 419 : " 1871
- 422 et 424 : " 1872
- 427 et 429 : " 1873
- 432 et 434 : " 1874
- 437 et 439 : " 1875
- 442 et 444 : " 1876
- 447 et 449 : " 1877

BB 6 II. Dossiers individuels des magistrats

- 71 : Dossier Camescasse, Procureur général (1856-1861)
- 296 : - Meynard de Franc, idem (1854-1856)
- 340 : - Pinard, " (1861-1866)
- 307 : - Morcrette, " (1866-1873)
- 220 : - Jorant, " (1875-1878)
- 259 : - Leserurier, Premier Président (1852-1855)
- 310 : - De Moulon, " " (1855-1863)
- 325 : - Paul, " " (1865-1871)
- 385 : - Salmon, " " (1871-1874)
- 26 : - Behaghel, Conseiller à la Cour
- 29 : - Benoist, idem
- 38 : - Bigand, idem
- 40 : - Binet, idem
- 53 : - Bottin, idem
- Bottiaux, idem
- 69 : - Cahier, idem
- 104 : - Couture, idem
- 101 : - Cotteau, idem
- 103 : - Courtin, idem

- 108 : Dossier Danel, Conseiller à la Cour
 - Daman, idem
- 480 : - Daunoy, idem
- 113 : - De Caudavaine, idem
- 120 : - De Meyer, Avocat Général, Président de Chambre
- 124 : - Desmoutiers, Conseiller à la Cour
- 123 : - Deshayes de Marcere, idem
- 126 : - Deusy, idem
- 488 : - Destiker, idem
- 132 : - Drouart de Lesey, idem
- 135 : - Dubrulle, idem
- 145 : - Durand d'Elicourt, idem
- 127 : - Devynk, idem
- 143 : - Dupont, idem
- 109 : - Danniaux, idem
- 141 : - Dumon, Premier Président (1863-1865)
- 493 : - Duhem, Conseiller à la Cour
- 164 : - Francoville, idem
- 176 : - Gauthier, idem
- 158 : - Fiévet, idem
- 153 : - Farez, idem
- 194 : - Grimberty, idem
- 203 : - Hardouin, idem
- 204 : - Hazard, idem
- 522 : - Hibon, idem
 - Honore, idem
- 527 : - Jorel, idem
- 233 : - De la Gorce Marie-Joseph, idem
- 232 : - Lagarde, idem
- 234 : - Lalande, idem
- 246 : - Le Bihan, idem
- 256 : - Lenglet Lucien et Guillaume, idem
- 250 : - Lefrançois, Conseiller à la Cour d'Appel
- 258 : - Le Roy de Faloy, idem
- 279 : - Marihlat, idem
- 289 : - Maurice, idem
- 285 : - Mastryk, idem
- 299 : - Minart, idem
- 324 : - Parmentier, idem
- 349 : - Prestat, idem
- 333 : - Petit, idem
- 339 : - Pillot, idem

- 576 : Dossier Poulmaire, Conseiller à la Cour d'Appel
- 376 : - Rossignol, idem
- 397 : - Souquet, idem
- 400 : - Tailliar, idem
- 1269 : - Vandelet, idem
- 421 : - Van der Wallen, idem
- 433 : - De Warengnien Charles, idem
- 1 : - Armand, Procureur impérial
- 440 : - Auger, Procureur de la République
- 54 : - Boucly, idem
- 57 : - Bourdon, idem
- 67 : - Bultot, Substitut, puis juge à Valenciennes
- 464 : - Carpentier, Substitut du Procureur Général, puis Avocat
Général (1852-1866)
- 88 : - Chevalier, Procureur impérial
- 97 : - Connely, idem
- 118 : - Delhommel, idem
- 121 : - Depoutre, Procureur
- 129 : - Doé de Mandreville, Procureur impérial
- 166 : - Froissart, Procureur (1870-1877)
- 171 : - Gardin, idem
- 194 : - Gronnier, Procureur de la République
- 205 : - Hedde, idem
- 209 : - Honore, Procureur impérial
- D'Houdain, Procureur de la République
- 233 : - De la Gorce Raymond, idem
- 256 : - Le Bihan Paul, Procureur impérial
- 279 : - Marion, idem
- 284 : - Mascaut, Procureur de la République
- 550 : - Martinet, Procureur
- 349 : - Preux, Avocat Général
- 342 : - Pley, Procureur Impérial
- 321 : - Pagard, idem
- 370 : - Robinet de Clery, Procureur de la République
- 389 : - Sauvage, Procureur impérial
- 433 : - De Warengnien Jules, Procureur impérial
- 412 : - Tournier, Procureur de la République
- 429 : - Villedieu, Procureur impérial
- 423 : - Vente, idem
- 104 : - De Coussemaker Charles et Adolphe, juges

BB 8 . Juges de paix. Dossiers de nomination.

- 881 : Année 1852
- 896 : " 1853
- 910 : " 1854
- 923 : " 1855
- 934 : " 1856
- 946 : " 1857
- 956 : " 1858
- 970 : " 1859
- 983 : " 1860
- 999 et 1000 : Année 1861
- 1019 et 1020 : " 1862
- 1037 et 1038 : " 1863
- 1055 : " 1864
- 1072 : " 1865
- 1092 : " 1866
- 1113 : " 1867
- 1136 : " 1868
- 1159 : " 1869
- 1187 : " 1870
- 1213 : " 1871
- 1236 : " 1872
- 1261 : " 1873
- 1286 : " 1874
- 1306 : " 1875
- 1326 : " 1876
- 1348 : " 1877

BB 18

- 1500 : Poursuites contre le Messager du Nord et le Démocrate du Nord
- 1504 : Grève des mineurs de l'Escarpelle. Retrait du brevet d'imprimeur au sieur Dupont
- 1514 : Poursuites contre l'Emancipateur de Cambrai
- 1519 : Poursuites contre l'Echo du Nord
- 1526 : Poursuites contre la Liberté et l'Autorité
- 1536 : Coalition illicite des brasseurs de Lille
- 1543 : Elections au Conseil Général et aux conseils d'arrondissements (1855). Elections municipales (1855). Rapports des Procureurs Impériaux.
- 1546 : Grèves dans le ressort de Douai
- 1556 : Poursuites contre la Vérité

- 1557 : Propagation de la fausse nouvelle de la mort de l'Empereur par le curé de Genech (1857)
- 1559 : Agitation suscitée par la modification des tarifs douaniers (1860-1870)
- 1562 : Tableau des poursuites engagées contre les prêtres du ressort (1857-1858)
- 1567 : Elections législatives de 1857. Rapport des Procureurs généraux et correspondance
- 1570 : Grève des mineurs à Aniche (1857) et Hénin-Liétard
- 1581 : Elections au Conseil Général (1858). Rapport des Procureurs Généraux.
- 1584 : Grèves dans le ressort de Douai (1858-1864)
- 1585 : Poursuites contre le Mémorial (1857)
- 1586 : Rapport des Procureurs Généraux sur l'effet produit par la circulaire du Ministre de l'Intérieur sur les Hospices (1858). Saisie d'écrits séditieux à Valenciennes.
- 1591 : Saisie d'un écrit distribué au Cateau intitulé : "Victoire sur la propagande protestante"
- 1583 : Coalition d'ouvriers sur le chemin de fer de Valenciennes. Paroles imprudentes du curé de Mecquignies
- 1597 : Paroles imprudentes du curé de Grand Fayt sur la guerre d'Italie
- 1602 : Poursuites contre les Rédemptoristes de Douai et de Boulogne
- 1604 : Paroles imprudentes du curé d'Hazebrouck
- 1605 : Poursuites contre l'Echo de la Frontière
- 1607 : Elections municipales (1860). Rapport des Procureurs Généraux
- 1609 : Grèves dans le ressort de Douai
- 1617 : Poursuites contre le Propagateur du Nord et du P. de C. Demande d'amnistie des condamnés Deron-Vandamme et Jacquin
- 1626 : Propos séditieux tenus par un boulanger de Mouvaux
- 1627 : Paroles répréhensibles du curé de Préseaux
- 1629 : Participation des Dames du Bon Jésus à la conversion d'une jeune anglaise protestante
- 1632 : Elections au Conseil Général. Rapport des Procureurs Impériaux (1861)
- 1633 : Cris séditieux d'un tisserand à Bergues (1861)
- 1635 : Tentative de culte protestant à Escarmain et à Cappelle
- 1636 : Fête de l'Empereur en 1860 et 1861. Rapports des Procureurs Généraux
- 1637 : Omission du Te Deum par le curé d'Anzin (1861)
- 1638 : Saisie de brochures séditieuses à Feignies sur le sieur Augé graveur à Pont-sur-Sambre (1861-1863)

- 1644 : Polémiques entre le Mémorial et le Propagateur au sujet de la congrégation des Dames de la Ste-Union
- 1645 : Poursuites contre l'Emancipateur (1862)
- 1646 : Grèves des mineurs de Lourohes, Anzin et Vicoigne et des tisseurs de Roubaix
- 1647 : Lecture aux élèves de St-Joseph de la brochure de Mgr Ségur (1862). Placard séditieux à Linselles. Mots répréhensibles dans le catéchisme du diocèse de Cambrai
- 1672 : Grève des verriers à Aniche (1863)
- 1692 : Elections au Conseil Général (1864). Rapport des Procureurs Généraux
- 1693 : Poursuites contre le Courrier Douaisien (avril-juin 1864)
- 1694 : Grève des mineurs d'Anzin (1864)
- 1704 : Poursuites contre le Journal Populaire de Lille (1864)
- 1711 : Paroles seditieuses du curé de St-Martin (1865)
- 1714 : Arrestation d'un porteur d'écrits seditieux à Valenciennes
- 1717 : Elections municipales de 1865. Rapport des Procureurs Généraux
- 1731 : Grèves dans le ressort de Douai en 1866 (mineurs d'Anzin et de Denain)
- 1740 : Poursuites contre l'Echo Populaire de Lille (1866)
- 1746 : Grèves dans le ressort de Douai (1867). Mineurs; Tisserands
- 1747 : Rapport sur l'impression produite par le discours de l'Empereur (1867). Saisie de brochures à Roubaix
- 1748 : Poursuites contre le Journal de Roubaix (1867-1870) et contre le Progrès du Nord
- 1754 : Elections du Conseil Général (1867 et 1870). Elections municipales de 1870. Rapport des Procureurs Généraux
- 1755 : Article sur Berezewek dans l'Industriel de Cambrai
- 1757 : Placard seditieux à Roubaix (1867). Rapport sur les journaux hostiles au gouvernement
- 1758 : Listes de souscription en faveur du Propagateur
- 1759 : Impression produite par le discours de l'Empereur à l'Ouverture des Chambres (1865). Saisie à Tourcoing de brochures politiques (1868)
- 1760 : Poursuites contre le Progrès du Nord (décembre 1867)
- 1764 : Saisie de brochures politiques à Baisieux (fév. 1868). Saisie du Messenger (mars 1868)
- 1766 : Grèves dans le ressort de Douai (Roubaix-Wattrelos-Dunkerque-Le Cateau ; mars-août 1868)
- 1770 : Préparation de la loi sur la presse. Insultes à Lille contre les militaires du 59^e décorés de la Croix de Mentana
- 1771 A: Poursuites contre le Progrès du Nord (1868-69)

- 1776 : Rapport sur la fête de l'Empereur (1868)
- 1780 : Souscription Baudin. Documents généraux. Poursuites diverses
- 1782 : Idem. Poursuites contre plusieurs journaux, dont le Progrès du Nord
- 1783 : Procès contre l'Internationale (1868-1869)
- 1785 : Elections législatives de 1869. Dossier général
- 1788. : Idem. Troubles dans le ressort de Douai
- 1794 : Inscriptions séditieuses sur les murs de Lille. Introduction frauduleuse de journaux belges (1868-69)
- 1795 : Réunions politiques et électorales. Préparation des élections de 1868 (Dossier Douai)

BB 22

- 156 : Grâces accordées le 2 février 1853 (Nord)
- 176 : Grâces accordées le 12 août 1854 (Nord)

BB 27

- 104 : Fichier des commissions mixtes. Grâces (De l'Indre à l'Oise)

BB 30

- 377 : Rapport du Procureur Général de Douai (1849-1868)
- 389 : Rapport des procureurs généraux. Série chronologique (1868-1869)
- 390 : Idem (1869-1870)
- 396 : Rapport des procureurs généraux sur les inculpés de décembre 1851
- 397 : Outrages au Président de la République dans le Nord (janvier 1852). Société secrète à Valenciennes (L'Economique)
- 400 : Commission mixte du Nord. Correspondance et décisions
- 403 : Ciroulaire du 14 février relative à l'envoi d'un état numérique des inculpés par département. Statistiques fournies par les procureurs généraux
- 404 : Affaires politiques diverses. Elections municipales et départementales de 1852. Introduction de journaux et d'écrits venant de Belgique. Classement et dépôt des procès-verbaux des commissions mixtes avec dossiers
- 405 : Introduction de libelles séditieux dans le ressort de la Cour de Douai (1853-1858). Affaires collectives (1852-1860)
- 406 : Saisie d'écrits séditieux (1852). Comptes rendus des cérémonies de la proclamation de l'Empire
- 407 : Complot de l'Hippodrome et de l'Opéra-Comique. Fête du 15 août. Comptes rendus
- 408 : Arrestation à Orchies d'un commis voyageur et saisie de brochures politiques. Conflit entre le Préfet du Nord et le Procureur Général relatif à la saisie d'une brochure à la poste.

- 409 : Poursuites contre les sociétés secrètes dans divers ressorts. Condamnation de Finiel pour société secrète à Orchies (1854). Menées de démagogues en Belgique. Complot de Pérenchies du 11 septembre 1854 (1854-1856). Négociations avec la Belgique pour l'extradition des coupables.
- 410 : Découverte à Lille de la société secrète "Les Poignards". Poursuites contre Dewarlez. Placards séditieux à Lille. Emeute au Cateau provoquée par le prix du pain.
- 411 : Offenses envers l'Empereur (1855-1860)
- 413 : Fête du 15 août (1855)
- 414 : Circulaires des 25 septembre et 19 octobre 1855 relatives à l'envoi de la liste des hommes dangereux et hostiles au gouvernement pouvant profiter de la cherté des subsistances. Généralités
- 415 : Réponse du Procureur Général de Douai
- 416 : Plaintes contre une société secrète à Anzin se rattachant à "La Marianne" (fév.-juin 1856). Placards séditieux à Anzin se rattachant à un complot contre l'Empereur (oct. 1855). Brochure injurieuse pour le maire de Valenciennes de Diwuy Naissance du Prince Impérial ; effet produit. Paix avec la Russie : idem
- 417 : Retour à Douai des troupes de Crimée
- 418 : Fêtes du 15 août (1856 et 1857)
- 420 : Arrestation à Roubaix d'un tisserand pour propos séditieux et société secrète. Propos séditieux à Estaires
- 421 : Fête du 15 août (1858)
- 422 : Guerre d'Italie. Etat d'esprit à la déclaration de guerre et pendant les opérations. Cris séditieux à Lille. Fête du 15 août (1859)
- 423 : Question romaine. Cris séditieux à Tourcoing, Roubaix, Lille et Le Cateau (1860). Rapport du Procureur Général sur la réunion de la Savoie à la France. Notes sur les événements de décembre 1851 et sur la commission mixte du Nord
- 424 : Statistique par département des individus inculpés en décembre 1851. Registre
- 426 : Elections de 1857-1859-1860-1861-1862. Rapports des procureurs généraux. Elections au Conseil Général (1865-1867). Rapports. Elections législatives de 1863
- 429 : Elections (1863-1868). Elections partielles de 1864-1868
- 433 : Agitation et délits provoqués par la crise des subsistances

- 434 et 435 : Fausses nouvelles classées par la Cour d'Appel (1853-1860)
- 436 : Affaires religieuses. Culte protestant. Affaire du Cateau.
Réunion à Maubeuge
- 440 : Attentat d'Orsini. Réponse à la circulaire gouvernementale.
Correspondance. Mesures contre les voyageurs venant de
Belgique
- 448 : Amnistie du 16 août 1859. Dossier général. Classement par
Cour d'Appel (1859-1864)
- 449 : Adresses votées par les Cours et les Tribunaux après la
paix de Villafranca
- 450 : Agitation suscitée par la question romaine. Dossier général
et correspondance classée par Cour d'Appel (agitation dans
le ressort de Douai)
- 455 : Plébiscite du 8 mai 1870. Pièces diverses. Adresses. Procès
de presse
- 462 : Condamnés de 1852. Demande de grâce (1852-1856). Dossier
général
- 473 : Dossier du Nord (1852-1856)
- 954 : Marchés de guerre (1870-1871). Poursuites
- 963 : Relevés des condamnés pour délit politique classés par
Cour d'Appel (1862-1870)
- 1122 : Correspondance relative au colportage lors des élections
(1874-1879)

Série C. Archives de la Chambre des Députés

- 1149 à 1161 : Enquête sur les traités de commerce (1876)
 - . 1155 : Réponse des métallurgistes et des industriels du coton
 - . 1156 : Diverses industries textiles
- 2883 et 2885 : Enquête sur la commune de Paris
- 3027 : Marchés de guerre. Procès-verbaux des sous commissions
- 3028 : Idem. Rapport de la commission
- 3072 : Idem. Pièces justificatives. Dossier du Nord
- 3019 : Enquête sur la situation de la classe ouvrière (1872-1873)
- 3143 : Enquête sur les traités de commerce (1872-1873)
- 3267 : Enquête sur les élections de 1877. Pièces diverses concer-
nant le Nord
- 3775 : Procès-verbaux des élections du 8 février 1871
- 4158 : Pétitions organisées par la Ligue de l'Enseignement en fa-
veur de la gratuité et de l'obligation de l'enseignement
- 4215 : Pétitions relatives à impôt sur la chicorée et sur les ma-
tières premières
- 4216 : Idem

- 4217 : Pétitions relatives à la question romaine
- 4222 : Idem
- 4224 : Pétitions en faveur de la dissolution de l'Assemblée
- 4234 : Idem
- 4235 : Idem
- 4236 : Idem
- 4242 : Idem
- 4248 : Idem
- 4259 : Pétitions pour le rétablissement de la monarchie
- 4260 : Idem
- 4271 : Idem
- 4299 : Pétitions des fabricants de sucre. Pétitions pour le maintien de la loi sur l'enseignement supérieur

2) ARCHIVES DU MINISTERE DE LA GUERRE

G 8. Correspondance générale

- 1 à 7 : Année 1852-1853
- 10 à 16 : " 1854
- 19 à 25 : " 1855
- 28 à 35 : " 1856
- 38 à 43 : " 1857
- 46 à 51 : " 1858

3) ARCHIVES DE LA PREFECTURE DE POLICE DE PARIS

- Ba 979 : Dossier Brame
- 1068 : - Faidherbe
- 1133 : - Kolb Bernard
- 1150 : - Legrand Pierre
- 1128 : - Lizot
- 1177 : - Masure
- 1263 : - Verbigier de Saint Paul
- 1278 : - Testelin
- 1621 : Enquêtes sur la presse départementale

4) ARCHIVES DU ROYAUME DE BELGIQUE

Fonds des Etrangers

- 243 : Réfugiés politiques français (1835-1868)
- 250 : Correspondance avec le ministère des Affaires Etrangères sur le sort des réfugiés politiques
- 430 : Correspondance avec le Procureur Général de Bruxelles (1839-1914)

- 431 : Correspondance avec le Procureur de Gand (1839-1914)

Dossiers personnels des étrangers

- 122.030 : Dossier Antoine Ernest
- Delesalle Benjamin
 - Vandame
 - Laurent Jean-Baptiste
 - Meurs

5) ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Série M

- 2 : Serments
 - . 1 : Instructions et correspondance
 - . 12 à 16: Serments (1852)
 - . 17 à 19: Idem (1853)
- 6 - 1 à 19: Dossiers des fonctionnaires (sous-préfets, conseillers de préfecture)
- 9 : Fonctionnaires. Nomination. Révocations. Mutations. Opinions politiques
 - . 12 : Notes sur les fonctionnaires (1849-1859)
 - . 13 : Idem (1866)
 - . 14 : Enquête sur les fonctionnaires en 1877
- 20 : Plébiscistes
 - . 4 : Plébisciste du 20 décembre 1851
 - . 5-6-7 : " du 21 novembre 1852
 - . 8-9-10 : " du 8 mai 1870
- . 11 : Instructions . Correspondance générale. Résultats
- . 12 : Comparaison des chiffres des plébiscites
- . 12 : Rapports de police. Correspondance du préfet et au ministre
- 30 : Elections. Régime de la loi du 2 février 1852
 - . 1 : Instructions. Statistiques. Renseignements collectifs (1852-1859)
 - . 2 : Instructions. Elections du 2 février 1852
 - . 3 : Affiches
 - . 4 : Recensement des votes
 - . 5 : Scrutin de ballottage dans la première circonscription de Lille
 - . 6 : Correspondance ministérielle sur les élus
 - . 7 : Elections partielles de septembre 1853
 - . 8 : Elections du 21 juin 1857. Instructions. Procès-verbaux
 - . 9 : Election partielle du 21 octobre 1859
 - . 10 : Elections du 31 mai 1863. Rapport du Préfet et des sous-préfets sur les candidatures individuelles

- . 11 : Liste des imprimés soumis à l'autorité avant les élections
- . 12 à 20 : Procès-verbaux des résultats par commune
- . 21 : Recensement général des votes
- . 22 : Election partielle du 6 mai 1864
- . 23 : Election partielle de 1866
- . 24 : Election partielle de février 1868
- . 25 : Elections de 1869. Instructions. Correspondance politique
- . 26 : Tableau des candidats. Rapports sur leurs opinions politiques. Préparation des élections
- . 27 : Dossiers individuels des élus
- . 28 : Résultats. Recensement des votes
- . 29 : Troubles à Lille après l'élection des Rotours
- 31 : Elections législatives à l'Assemblée Nationale
- . 1 : Instruction et préparation des élections. Correspondance (1870)
- . 2 : Election du 8 février 1871. Texte de la loi. Instructions. Préparation des élections. Résultats
- . 3 : Vote des militaires dans les départements extérieurs. Résultats
- . 4 : Election partielle du 2 juillet 1871
- . 5 : - - du 7 janvier 1872
- . 6 : - - du 9 juin 1872.
- . 7 : - - du 8 novembre 1874
- 35 - 2 : Elections du 8 février 1871 au 19 août 1888. Résultats
- 37
- . 1 : Elections législatives du 20 février 1876. Instructions Préparations. Correspondance. Notices sur les élus. Résultats
- . 2 : Election partielle de mars 1876 (Hazebrouck 1ère)
- . 3 : Election partielle de 1876 (Lille 2)
- . 4 : Election partielle de 1876 (Lille 3)
- . 5 : Election partielle d'octobre 1876 (Cambrai 2)
- . 6 : Elections générales du 14 octobre 1877. Enquête parlementaire . Résultats
- 55 : Elections départementales Second Empire
- . 126 à 137 : Elections au Conseil Général et aux conseils d'arrondissements (1852). Instructions. Correspondance. Collectif. Procès-verbaux des votes. Dossiers individuels.
- . 140 à 145 : Elections partielles (1853-1855)

- . 146 à 153 : Elections générales de juin 1855
- . 154 à 162 : Elections partielles (1855-1860)
- . 163 à 172 : Elections générales de juin 1858
- . 173 à 186 : Elections partielles de 1858 à 1861
- . 187 à 195 : Elections générales du 17 juin 1861
- . 196 à 198 : Elections partielles de 1861 à 1864
- . 199 à 209 : Elections générales de juin 1864
- . 210 à 219 : Elections partielles de 1864 à 1867
- . 220 à 225 : Elections générales d'août 1867
- . 226 à 229 : Elections partielles de 1867 à 1870

Elections départementales Troisième République

- 56

- . 1 : Régime de la loi du 10 août 1871. Généralités.

- 57

- . 1 : Collectif. Opinion politique des conseillers (1880)
- . 2 : Tableau des membres du bureau (1801-1881)

- 58

- . 1 et 2 : Nécrologie et notices individuelles

- 59

- . : Dossiers par année

- . 1 et 2 : Elections d'octobre 1871

- . (Les dossiers 3 à 5 ont disparu)

- . 6 - 7 : Elections partielles (1872-1873)

- . 8 : Avis de décès de Danel

- . 9 à 12 : Elections générales du 4 octobre 1874

- . 13 - 14 : Elections partielles du 18 juillet 1873

- . 15 à 18 : Elections générales du 4 octobre 1877

- 71

- . : Municipalités Second Empire

- . 1 : Généralités. Nomination et révocation des conseillers municipaux (1852-1860)

- . 2 : Organisation des conseils. Attributions

- . 3 : Collectif (Années 1851-1855)

- . 4 : - (- 1860-1865)

- . 4 bis : Plaintes contre la gestion

- . 5 : Dossiers par localités

- 72

- . : Municipalités. Période de la Troisième République

- . 1 : Généralités. Loi municipale. Instructions relatives aux maires et à leurs attributions

- . 2 : Collectif (Années 1871-1874)

- . 5 : Dossiers par localités (1871-1882)

- 85

- . : Elections communales Second Empire

- . 1 : Généralités

- . 2 : Sectionnements électoraux

- . 3 : Elections de septembre 1852. Instruction. Correspondance. Résultats
- . 4 : Election partielle Hem, 8 janvier 1854
- . 5 : - - Fives, mars 1854
- . 6 : - - Annappes, septembre 1854
- . 7 : - - La Chapelle d'Armentières, oct. 1854
- . 8 : - - Erquinghem Lys
- . 9 à 12 : Elections de juillet 1855
- . 13 à 15 : - d'août 1860
- . 17 : Election partielle d'Hazebrouck, juillet 1865
- . 18 : - - Armentières, novembre 1865
- . 19 et 20 : - du 6 juillet 1870
- 86 : Elections communales Troisième République. Généralités
- . 1 : Renouvellement des maires et des adjoints. Circulaire ministérielle
- 89 : Dossiers par années
- . 1 à 5 : Elections du 30 avril 1871
- . 6 : Election complémentaire de 1871
- . 7 à 10 : Elections du 22 novembre 1874
- . 12 : - du 8 octobre 1876
- . 15 - 16 : - de 1878
- 121
- . 1 à 51 : Légion d'honneur . Dossiers individuels
- 139 : Police politique. Seconde République
- . 4 : Rapports des Sous-préfets sur la situation générale (1849-1851)
- . 5 : Correspondance sur l'esprit public (1848-1851)
- . 6 : Municipalités. Révocations et organisation (mai-nov. 1851)
- . 7 : Surveillance des fonctionnaires
- . 8 : Révision de la loi municipale. Rapport du Préfet. Voeux
- . 9 : Révision de la Constitution. Pétitions. Instructions et correspondance (mai-août 1851)
- . 14 : Police politique. Correspondance et rapports
- . 16 : Troubles à Anzin. (septembre-décembre 1851)
- . 21 : Sociétés. Instructions et correspondance (1849-1851)
- . 22 : Sociétés secrètes. Idem
- . 24 : Suspects. Dossiers individuels
- 140 : Police politique. Période du 2 décembre 1851 au 2 décembre 1852
- . 1 : Coup d'état. Dépêches du Ministère de l'Intérieur au Préfet

- . 2 : Rapport du Préfet avec les chefs de service.
- . 3 : Correspondance du Préfet avec les chefs de service
- . 4 : Esprit public. Rapports
- . 5 : Correspondance politique concernant le département
- . 6 : Arrestations (4 déc. 1851 - 17 janvier 1852)
- . 7 : Révocation des maires et des fonctionnaires
- . 8 : Mesures de sûreté. Réponse des municipalités de la circulaire préfectorale
- . 10 : Adhésion et adresses des municipalités
- . 11 : - des conseils d'arrondissement
- . 12 : Esprit public. Dossiers par localités
- . 13 : Suspects. Dossiers individuels. Surveillance de la frontière belge
- . 14 : Surveillance des cabarets
- . 15 : Sociétés et loges de Lille. Rapports (décembre 1851 - juillet 1852)
- . 16 : Presse. Visas préalable. Suspension de l'Echo du Nord
- . 19 et 20 : Destruction des arbres de la Liberté
- . 21 : Insurgés du Nord. Dépenses pour les prisons. Etat nominatif
- . 22 : Expulsés et internés politiques. Etat nominatif. Instructions et correspondance
- . 23 : Expulsés politiques. Correspondance
- . 24 : Internés politiques dans le département du Nord. Etat collectif et correspondance
- . 25 à 31 : Condamnés politiques. Internés et expulsés. Dossiers individuels.
- . 32 : Indemnités pour les victimes du coup d'Etat
- . 33 : Idem. Etat collectif
- . 34 : Notices sur les demandeurs
- . 35 : Correspondance. Dossiers individuels
- . 36 : Délivrance des titres et des pensions
- . 37 : Dépêches télégraphiques à l'occasion de la fête du 10 mai 1852
- . 38 : Attentat de Marseille. Adresses
- . 39 : Message du Président de la République
- . 40 : Décret du 22 janvier sur les biens de la famille d'Orléans
- . 41 : Circulaire ministérielle sur l'organisation du plébiscite
- . 42 : Pétitionnement pour le rétablissement de l'Empire
- . 43 : Proclamation du comte de Chambord
- . 44 : Correspondance du cabinet du Préfet
- . 45 : Surveillance
- . 46 : Dossiers individuels des suspects

- . 47 : Dossiers individuels des suspects
 - . 48 : Surveillance des commis voyageurs
 - . 50 : Sociétés et clubs
 - . 51 : Réorganisation des municipalités
 - . 52 : Surveillance des fonctionnaires
 - . 53 : Candidatures (1851-1852)
 - 141 : Police politique. Période du Second Empire
 - . 8 : Mariage de l'Empereur. Adresses des municipalités
 - . 9 : Attentats contre l'Empereur (1852-1853)
 - . 10 : Attentat de Pérenchies
 - . 11 : Attentats (1855)
 - . 12 : Idem (1858)
 - . 13 : Idem (1867)
 - . 15 : Application du décret de novembre 1852. Libération des détenus
 - . 16 : Guerre de Crimée (correspondance officielle)
 - . 17 : Guerre d'Italie. Correspondance et brochures
 - . 18 : Chrétiens de Syrie. Pétitions
 - . 19 : Cession de la Vénétie à la France (1866)
 - . 20 : Affaire d'Auteuil (1870)
 - . 21 : Conflit franco-prussien. Adresses (1870)
 - . 22 : Dépêches sur les opérations de guerre (1870)
 - . 23 : Evènements politiques divers
 - . 24 : Voyage de l'Empereur à Lille 1853. Correspondance et programme
 - . 25 à 29 : Idem. Rapports divers
 - . 30 : Idem. Notices sur les hommes politiques présentés à l'Empereur
 - . 32 : Voyage de l'Empereur dans le Nord (1867)
 - . 33 : Monument Napoléon Ier à la Bourse de Lille
 - . 34 : Secours divers
 - . 35 à 41 : Voyage de l'Empereur (1867). Délégations
 - . 42 : Idem. Etat des industriels
 - . 43 : Voyage du Prince Jérôme (1852-1855)
 - . 45 : Circulaires confidentielles du Ministre aux Préfets (1852-1869)
 - . 47 : Rapports périodiques du Préfet et des Sous-Préfets
- Année 1852
- . 48 : Idem. - 1853
 - . 49 : Idem - 1854
 - . 50 : - - 1855
 - . 51 : - - 1856

- . 52 : Idem Année 1857
- . 53 : - - 1858
- . 54 : - - 1859
- . 55 : - - 1866
- . 56 : - - 1868
- . 57 : - - 1869
- . 58 : Tournées annuelles des Sous-Préfets
- . 59 : Correspondance classée par années, 1852-1853
- . 60 : - - - - 1854-1858
- . 61 : - - - - 1859-1865
- . 62 : - - - - 1866-1870
- . 63 : Dossiers par localités (1852-1860)
- . 64 : Surveillance des fonctionnaires (1853-1857)
- . 65 : Associations. Déclarations concernant les réunions publiques
- . 66 : Loges
- . 67 : Sociétés secrètes
- . 68 : Congrès d'étudiants à Liège et à Bruxelles
- . 69 : Troubles à Anzin-Armentières-Roubaix-Thiant-Villers Guislain (1855-1869)
- . 70 : Placards séditieux. Procès-verbaux d'enquête. Rapports
- . 72 : Parti légitimiste et orléaniste (1853-1866)
- . 73 : Surveillance des suspects politiques (1853-1870)
Détenus politiques et condamnations pour affiliation à des sociétés secrètes (1858-1859). Visites domiciliaires à Lille (1869)
- . 74 à 90 : Dossiers individuels des suspects classés alphabétiquement
- . 91 : Fêtes du 15 août (1852-1854)
- . 93 : Idem (1856-1859)
- . 94 : Idem (1860-1863)
- . 95 : Idem (1864-1870)
- . 96 : Attitude de l'Archevêque de Cambrai et du clergé
- . 97 : Célébration des fêtes du 15 août dans diverses communes
Correspondance et incidents (1852-1857)
- . 98 : Baptême du Prince Impérial
- . 99 : Te Deum après la victoire de Solferino
- . 100 : Idem - - de Magenta
- . 101 : Annexion de la Savoie
- . 102 : Service funèbre en l'honneur du prince Jérôme
- . 103 : - - - - de Napoléon Ier
- . 104 : Police de sûreté. Correspondance et rapport. Instructions (1855-1861)

- 143 : Police politique. Période de la Troisième République
- . 1 : Proclamation de la République (4 septembre 1870)
- . 2 : Dissolution de l'Assemblée Nationale. Pétitions. Instructions (1872-1873)
- 144
- . 1 : Adresses à Thiers votées par les conseils municipaux (nov.-déc. 1872)
- . 2 : Démission de Thiers. Pétitions et adresses (juin 1873)
- 145
- . 1 : Voyage de Mac Mahon à Lille. Circulaire préfectorale (septembre 1874)
- 150
- . 1 : Correspondance du cabinet du Préfet (1871-1878)
- 151 : Rapports des commissaires
- . 1 : 1871-1872
- . 2 : 1874
- . 3 : 1878
- 153 : Dossiers par années
- . 1 : Journal l'Ordre de Vermorel (1871)
- . 2 : Loi sur l'Internationale (1872)
- . 3 : Manifestation bonapartiste à Quévy (1878)
- . 9 : Propagande du parti réactionnaire. Circulaire ministérielle et rapports (1873-1885)
- 154 : Partis politiques
- . 2 : Insurgés de la Commune. Dossiers individuels
- . 3 : Surveillance des condamnés (1871-1880)
- 157 : Suspects
- . 1 à 23 : Dossiers individuels
- 158 : Réunions publiques
- . 3 : Déclarations et autorisations (170-1879)
- 161 : Fêtes diverses
- . 1 : Anniversaire du 4 septembre 1870 (1871)

Police de la sûreté

- 174 : Police des voyageurs
- . 1 : Mouvements. Instructions
- . 2 : Rapports de police et correspondance (1848-1861)
- . 3 : Ouvriers belges. Surveillance et instructions (1848-1869)
- 176 : Police des étrangers
- . 1 : Etat nominatif. Correspondance (1851-1905)
- . 2 : Recensement. Exécution de l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1851

- . 3 : Dossiers par commune (A à Lille)
- . 4 : - - - (Lille à W)
- 177 : Expulsions et extraditions
- . 1 : Pouvoirs exceptionnels du Préfet (décrets du 12 décembre 1851 et 22 janvier 1852)

Police administrative

- 181 : Commissaires de police
- . 9 : Instructions (1852)
- . 17 : Suppression de commissaires de police cantonaux
- 182 : Commisariats de police
- . 1 : Création. Personnel. Dossiers par localités (1861-1871)
- 183 : Personnel
- . 18 : Mutations. Révocations (1851)
- . 19 : Renseignements fournis par les juges de paix
- . 20 : Rapports annuels. Résumés. Statistique. Tableau (1854-58)
- . 21 : Idem. Feuilles de tournée
- . 22 : Commissariat central de Lille. Demande de promotion (1857)
- . 23 : Commissariats de police. Instructions préfectorales
- . 24 : Notices individuelles
- . 25 : Feuilles de tournée (1859)
- . 27 : Notices individuelles. Demandes d'avancement (1866-1868)
- 184 : Dossiers par années
- . 34 : Année 1852
- . 35 - 36 : - 1853
- . 37 à 39 : - 1854
- . 40 : - 1855
- . 41 à 43 : - 1856
- . 44 à 46 : - 1857
- . 47 : - 1858
- . 48 : - 1859
- . 49 : - 1860
- . 50 : - 1861
- . 51 à 54 : Année 1862
- . 55 : - 1863
- . 56 : - 1864
- . 57 : - 1865
- . 58 : - 1866
- . 59 : - 1867
- . 60 à 62 : - 1868
- . 63 - 64 : - 1869
- . 65 à 68 : - 1870
- 192 : Colportage
- . 6 : Circulaire ministérielle et correspondance (1834-1881)
- 193 : Débits de boissons
- . 3 : Débits. Application du décret du 29 déc. 1851. Contraventions (1850-1864)
- . 4 : Police de Cambrai
- . 8 : Exécution de la décision du 12 avril 1861
- . 9 : Exécution du décret du 29 décembre 1851. Correspondance (1853-1875)

- . 10 : Instructions préfectorales et correspondance (1859)
- . 11 : Instructions. Exécution de la circulaire du 22 décembre 1860. Correspondance (1860-1879)
- . 12 : Relevés numériques. Renseignements. Statistiques sur les refus d'ouverture et les fermetures de débits
- 194 : Gardes champêtres
- . 4 : Rapport du Conseil Général
- . 9 : Circulaires (1873)
- 207 : Police municipale
- . 4 à 7 : Arrêtés. Réglements municipaux. Dossiers par communes

Police de Lille

- . 24 : Personnel. Plaintes. Renseignements
- . 27 : Notes sur les agents (1859-1861)
- . 38 : Nominations. Dénonciations. Révocations (1867-1871)
- 216 - 4 : Cercles et associations. Enquête sur les associations et sociétés particulières du Nord (1872-1874)
- 222 : Sociétés
- . 1 à 2010: Sondages
- . 371 à 1826 : Sociétés lilloises
- 371 : Société St-Vincent de Paul
- 372 : - St-François-Xavier
- 373 : - St-François Régis
- 375 : - St-Vincent de Paul et St-Joseph (1854)
- 513 : Cercle de l'Union (1822-1853)
- 520 : - des Vrais Amis (1852)
- 521 : - de l'Union (Wazemmes) (1853)
- 522 : - de l'Union lilloise (1852)
- 523 : - Ste-Anne (1854)
- 524 : Le Gaveau Lillois (1854)
- 525 : Cercle de Wazemmes (1857-1871)
- 526 : - religieux (1858)
- 527 : Conférences de St-Vincent de Paul (1861-1862)
- 528 : Cercle St-Joseph (1861)
- 530 : - lillois (1864-1891)
- 531 : - social de St-Luc (1865)
- 532 : - de Lille (1866)
- 533 : - St-Augustin (1868)
- 534 : - de Moulins-Lille (1868-1869)
- 535 : - de Fives (1868-1870)
- 536 : - de Wazemmes (1869)
- 537 : - catholique de Lille (1869-1875)

544	: Cercle catholique ouvrier Notre-Dame de la Treille
549	: - des Travailleurs de Lille
609	: Société de St-Vincent de Paul (1859)
610	: - St-Joseph de Fives (1854)
773	: - d'éducation et d'enseignement (1869)
1281	: Association musicale de Lille (1852-1857)
1282	: Société l'Amitié (1853)
1284	: - la Philharmonique (1856)
1285	: - des Amateurs réunis (1856)
1286	: - Ste-Cécile (1858-1860)
1288	: - littéraire et musicale de Wazemmes (1859)
1982	: Cercle des Travailleurs de Roubaix

Sociétés de Secours Mutuel

- <u>225 A</u>	
. 1	: Instructions ministérielles et correspondance (1844-1865)
. 2	: Idem (1866-1907)
- <u>225 B</u>	
. 1	: Répertoire et tableaux généraux (1852-1856)
. 2	: Répertoire incomplet (1854-1884)
- <u>225 K</u>	: <u>Statistique des secours</u>
. 1	: Etat statistique (1850-1852)
. 3	: Enquête de 1861 sur les sociétés de secours mutuels et les oeuvres charitables

Population

- <u>473</u>	
. 18	: Recensement de 1851. Etat par arrondissements et com- munes
. 23	: Recensement de 1866. Age. Profession
- <u>475</u>	: <u>Mouvement de population</u>
. 85	: Département. Etat général, divers arrondissements (1851)
. 89 à 135	: Idem. (1853-1870)

Agriculture

- <u>526</u>	
. 13	: Renseignements sur le mode de location des terres
- <u>544</u>	: <u>Chambre de Commerce. Elections</u>
. 55	: Années 1872-1873
. 103	: Lille (
. 143	: Tourcoing (1872-1877)
. 163	: Valenciennes (1833-1859)

- 547 : Situation industrielle et commerciale
- . 5 : Situation . Rapports (1843-1859)
- . 9 : Situation politique et industrielle (1856-1866)
Rapports. Correspondance.
- . 10 : Situation industrielle et commerciale (1857-1858)
- . 11 : Situation dans l'arrondissement de Lille (1858-1859)
- . 12 : Situation industrielle et commerciale. Correspondance
(1858)
- . 13 : Idem (1861-1863)
- . 14 : - (1862)
- . 15 : - (1863)
- . 16 : - (1863-1866)
- . 17 : - (1864)
- . 18 : - (1865)
- . 19 : - (1866)
- . 20 : - (1866-1872)
- . 21 : - (1867)

Industrie

- 572 : Situation. Enquête et rapports
- . 2 : Enquête parlementaire (1869)
- . 4 : Correspondance sur la situation et enquête
- 581 : Spécialités
Sucre et Alcools
- . 15 : Distillerie. Alcool-sucre. Instructions et décrets. Circu-
laires ministérielles (1852-1897)
- . 16 : Tableau des distilleries autorisées (1854)
- . 18 : Hausse du blé sur les marchés par suite de la distillerie
des grains (1854)
- . 19 : Décret du 26 octobre 1854
- . 23 : Levée de la prohibition sur la sortie des grains et la dé-
fense de les distiller (1856-1857)
- . 25 : Renseignements sur la distillation (1855)
- . 33 : Alcools. Crise de 1857. Décret du 16 décembre 1854 sur
l'importation des alcools étrangers
- . 75 : Décret du 22 mars 1852 sur les sucres
- . 77 : Pétition des distillateurs de Lille et de Valenciennes
(1855-1856)
- . 78 : Industrie sucrière et distillerie. Renseignements. Statis-
tique (1857-1858)
- . 79 : Amélioration de l'industrie sucrière (1858)
- . 80 : Demande de la remise des droits sur les manquants (1858)

- . 81 : Dégrevement. Observations soumises à l'Empereur par le comité des sucreries et distilleries (1858)
- . 82 : Rapport de la Chambre consultative. Délibérations du Conseil Général. Brochures et correspondance (1864-1871)
Houille
- . 96 : Baisse du charbon. Brochure et correspondance. Prix du charbon
- . 104 : Mines d'Anzin. Prix moyen du charbon
- . 105 : - - Inventaires. Ompérations. Voyage de Thiers à Valenciennes
Métallurgie
- . 122 : Délibérations du Conseil Général. Correspondance (1858-67)
Textile
- . 138 : Tissage. Filature. Tarif (1854)
- . 139 : Tissage et bobinage. Loi du 17 mars 1850. Rapport annuel du Préfet (1860-1870)
- . 164 : Filature du coton. Projet de loi relatif aux prohibitions douanières. Rapport sur la situation (1856)
- . 171 : Tarif dans le département. Impression produite par la décision impériale de maintien des douanes (1853)
- . 172 : Demande d'abaissement des droits. Pétition des fabricants de tulle de Calais
- . 183 : Tarif des laines peignées (1856)
- . 201 : Pétitions des filateurs de lin et de coton (1861-1862)
- . 205 : Situation de l'industrie linière. Voeux du comité linier de Lille (1864-1891)
- . 207 : Industrie linière et cotonnière. Renseignements. Brochure de la Chambre de Commerce de Lille (1869)

Rapports patrons et ouvriers

- 603 - 3 : Rapport du Préfet. Renseignements par arrondissements (1850-1892)
- 604 : Livret
 - . 3 : Loi de 1854 et application. Instruction
 - . 4 : Délivrance des livrets (1853-1871)
 - . 7 : Livret ouvrier. Conseil des prudhommes. Enquête (1868-1869)
- 605 : Amélioration du sort des ouvriers
 - . 2 : Mesures diverses (1848-1870)
 - . 3 : Ouvriers nécessiteux
 - . 4 : Enquête parlementaire sur les conditions de travail (1871-1872)
- 606 : Salaires
 - . 5 : Augmentation dans les filatures (1853)

- . 6 : Conflit à Roubaix-Tourcoing (escompte) 1855-1859
- . 7 : Correspondance générale (1857-1876)
- 607 : Journée de travail
- . 2 : Instructions. Correspondance ministérielle (1849-1881)
- . 5 : Contraventions à la loi de 1848 (1848-1871)
- . 6 : Exécution de la loi du 9 septembre 1848
- 611 : Travail des enfants
- . 4 : Exécution de la loi de 1841. Demandes de modification (1840-1854)
- . 14 : Application. Instructions. Correspondance (1853-1854). Application de la loi de 1874
- . 15 : Délibérations du Conseil Général et des conseils d'arrondissements (1854-1859)
- 616 : Chômage
- . 4 : Chômage dans certains établissements. Rapports (1858)
- . 5 : Idem, (1862-1863)
- . 8 : Chômage. Baisses de salaires. Diminution des heures de travail (1865-1869)
- . 9 : Licenciements. Rapports de police (1876)

Grèves

- 617 : Généralités
- . 1 : Instructions (1841-1905)
- . 3 : Meeting ouvrier à Lille (1869)
- 619 : Questionnaires et rapports de police
- . 1 : Grèves à Roubaix. Rapport et correspondance (1867-1868)
- 620 : Grèves. Dossiers par années
- . 17 : 1852-1853
- . 18 : 1853-1856
- . 19 : Wazemmes 1854
- . 20 : 1857
- . 21 : 1858
- . 22 : 1859
- . 23 : 1860
- . 24 : 1861
- . 25 : 1862-1864
- 621 : Grèves diverses
- . 1 : Sucreries (1862-1876)
- . 2 : Clouteries. Chaudronneries (1862-1892)
- . 3 : Marbreries
- 625 : Grèves textile
- . 41 : Tisseurs (1862)
- . 42 : - (1866)

- . 43 : Idem (1868)
- . 44 : - (1871)
- . 45 : - (1872)
- . 46 : - (1876)
- . 47 : - (1877)
- . 96 : Fileurs (1865-1899)
- . 105 : Trieurs (1866-1891)
- 626 : Grèves_Mines
 - . 4 : Anzin (1862)
 - . 5 : Correspondance. Grèves des mineurs (1862-1880)
 - . 6 : Denain (1866)
 - . 7 : - (1872)
- 627 : Grèves_Métallurgie
 - . 1 : Rapports. Correspondance (1863-1880)
 - . 10 : Ouvriers mouleurs (1866)
 - . 13 : Mécaniciens (1869-1906)
 - . 14 : Puddleurs (1869-1883)
- 628 : Verriers
 - . 1 : Rapport. Correspondance (1861-1862)
 - . 2 : - - (1868-1879)
- 629 : Grèves_Bâtiment
 - . 4 : Maçons et manoeuvres (1867-1911)
 - . 7 : Peintres (1872-1906)
 - . 8 : Charpentiers-menuisiers (1863-1909)
- 630 : Grèves_en_Belgique
 - . 5 : Borinage (1862)
 - . 6 : Rapport. Correspondance (1868-1869)

Statistiques

- 648 : Statistique_décennale_agricole
 - . 1 : Arrondissements Douai-Dunkerque-Lille (1862)
 - . 2 : Correspondance et imprimés (1882)
- 649 : Statistique_quinquennale_agricole
 - . 1 : Statistique de 1852. Résumés généraux
 - . 2 : Idem. Arrondissements Avesnes, Cambrai, Douai, Dunkerque
 - . 3 : Idem. - Hazebrouck, Lille et Valenciennes
- 650 : Statistique_agricole_annuelle
 - . 8 - 9 : 1851
 - . 10 : 1853
 - . 11 : 1854
 - . 12 : 1855
 - . 13 : 1856
 - . 14 : 1857
 - . 15 : 1858

- . 16 : 1859
- . 17 : 1860
- . 18 : 1864
- . 19 : 1865
- . 20 : 1874
- . 21 : 1876
- 653 : Statistique industrielle
 - . 24 : Etat trimestriel par arrondissement (1856)
 - . 25 : Idem. 1857
 - . 26 : - 1858
 - . 27 : - 1859
 - . 28 : - 1860
 - . 29 : - 1861
 - . 30 : - 1862
 - . 31 : - 1864
 - . 32 : - 1865
 - . 33 : - 1864
 - . 34 : - 1868
 - . 35 : - 1869
 - . 36 : - 1870-1872
- 654 : Salaires
 - . 1 : Salaires industriels. Tableau (1842-1885). Dossiers par arrondissements

Série N

- 1 N 3-5 : Rapport sur l'organisation des conseils généraux (1848-1853)
- 1 N 22 : Convocation pour les sessions. Décret et correspondance (1836-1856)
- 1 N 26. 69 à 86 : Procès-verbaux manuscrits (1855-1873) des délibérations
- 1 N 94 à 118 : Délibérations du Conseil Général (collection imprimée)
Années 1852-1875
- 1 N 120-121 : Idem. Années 1876-1877

Série R

- 1 R 426 : Recrutement (1867)
- 427 : Application de la loi du premier février 1868
- 4 R : Garde nationale mobile
 - 323 : Recrutement des classes 1864-1868. Renseignements statistiques. Rapport des sous-préfets
 - 328 : Recrutement. Correspondance classée par arrondissement (1870)
 - 336 : Officiers. Propositions. Nominations (1830). Guerre de 1870

- 8 R 29 : Documents concernant Bazaine, Bourbaki
- 34 : Appel des hommes de 25 à 35 ans (août-septembre 1870)
- 35 : Appel des hommes mariés et veufs avec enfants (de 21 à 40 ans)
- 68 : Prorogation des effets de commerce
- 107 : Comité de défense nationale. Instructions. Généralités
- 108 : Nomination de Testelin commissaire de la Défense. Nomination et démission de Pierre Legrand
- 114 : Correspondance du préfet (juillet 1870)
- 115 : - - - (août 1870)
- 116 : - - - (septembre 1870)
- 117 : - - - (octobre 1870)
- 118 : - - - (novembre 1870)
- 119 : - - - (décembre 1870)
- 120 : - - - (janvier 1871)
- 121 : - - - (février 1871)
- 122 : - - - (mars 1871)
- 123 : - - - (avril 1871)
- 8 R 162 : Garde nationale mobilisée. Organisation. Décrets
- 166 : Correspondance avec les communes
- 215 : Réfractaires. Généralités
- 218-219: Etats nominatifs
- 406-407: Emprunt du Conseil Général
- 594 : Garde nationale mobile. Circulaires ministérielles
- 597 : Instructions préfectorales et correspondance diverse
- 605 : Engagements volontaires
- 608 : Exemptions
- 609 : Soutiens de famille. Instructions
- 648 : Requisitions. Dégats. Exactions
- 649 : Voyage de Gambetta à Lille
- 650 : Aide aux populations
- 654 : Montant global des pertes
- R 125 : Garde nationale sédentaire
- 1 : Circulaire ministérielle et correspondance (1870)
- 3 - 4 : Organisation. Loi du 12 août 1870
- 5 : Idem. Garde Nationale de Lille. Nominations. Correspondance (1870-1871)
- 6 : Recrutement. Incorporation. Mobilisation

Série T : Instruction Publique

- 1 T 1 : Notes sur le personnel du département (1853)

- 1 T 4
 - . 1 : Recteur. Nomination (1849-1957)
 - 1 T 8 : Inspecteur d'Académie. Nomination. Renseignements (1854-56)
 - 1 T 30
 - . 7 : Demande d'ouverture de pensionnats secondaires et renseignements
 - . 11 : Etat des élèves de 6 à 13 ans des lycées et collèges
 - . 14 : Cours d'ouverture de jeunes filles à Lille (1869)
 - 1 T 32 : Lycée de Lille
 - . 4 : Instructions au Rectorat
 - . 6 : Personnel. Nominations. Renseignements (1854-1856)
 - . 7 : Idem (1857-1862)
 - . 8 : Idem (1863-1908)
 - 1 T 41 : Collèges communaux
 - . 2 : Etats de situation (1817-1866)
 - . 4 : Correspondance (1863-1866)
 - 1 T 42 1 : Collège d'Armentières (1853-1891)
 - 1 T 43 1 : - Avesnes
 - 1 T 44 1 : - Bailleul
 - 1 T 46 2 : - Cambrai
 - 1 T 47 : - Cassel
 - 1 T 48 1 : - Condé
 - 1 T 50 1 : - Dunkerque
 - 1 T 51 1 : - Estaires
 - 1 T 52 1 : - Hazebrouck
 - 1 T 52 2 : - - . Affaire Dehaene
 - 1 T 55 : - du Quesnoy
 - 1 T 57 1 : - de Maubeuge
 - 1 T 59 1 : - Saint-Amand
 - 1 T 60 1 : - Tourcoing
 - 1 T 61 1 : - Valenciennes
- Enseignement primaire
- 1 T 63 2 : Circulaires et instructions (1836-1869)
 - 1 T 67
 - . 4 : Rapports adressés au Conseil Général
 - . 6 : Délibérations du Conseil d'arrondissement de Lille (1853)
 - . 7 : Enquête politique dans l'arrondissement de Lille
 - . 10 : Travail des enfants dans les manufactures
 - . 15 : Instruction religieuse. Elèves des écoles de Lambersart.
Délibérations du conseil municipal
 - . 16 : Influence de la loi de 1850. Renseignements

- . 21 : Création d'écoles communales de filles dans les communes dépassant 500 habitants
- . 23 : Concours entre les écoles publiques et congrégations de Lille
- . 36 : Pétitions dans les écoles. Interdictions (1863-1864)
- . 77 : Correspondance (1824-1881)
- . 78 : Ecoles privées. Demandes d'autorisation
- 1 T 84 : Personnel
 - . 3 : Correspondance
 - . 4 : Loi de 1850. Exécution
- 1 T 85
 - . 34 : Mutations (1867)
 - . 36 : Création d'emplois d'instituteurs. Délibérations des conseils municipaux (1867)
- 1 T 88 : Personnel. Collectif
 - . 5 : 1850-1858
 - . 6 : 1859-1860
- 1 T 89 : Personnel. Dossiers par communes (1 à 87)
- 1 T 90 : Personnel congréganiste. Généralités
 - . 2 : Instituteurs non brevetés. Laïcisation des écoles de Lille (1868)
 - . 3 : Correspondance (1836-1886)
 - . 4 : Collectif (1861-1870)
- 1 T 96
 - . 1 : Rapport sur l'enseignement primaire (1852-1854)
- 1 T 97 : Conseil départemental
 - . 1 : Personnel (1854-1866). Rapport sur la situation de l'enseignement (1857-1868)
 - . 2 : Procès-verbaux des séances. Dossiers par année. (1855-1875)
- 1 T 103 : Correspondance (1853-1895)
- 1 T 104
 - . 1 et 2 : Inspection primaire. Personnel. dossiers individuels
- 1 T 123 : Enseignement primaire libre. Généralités
 - . 2 A : Inspection des écoles de filles (1854)
 - . 9 : Ecoles libres. Renseignements collectifs (1852-1865)
 - . 10 : Correspondance (1846-1901)
- 1 T 126 : Université catholique. Statuts
- 1 T 211 : Faculté de médecine. Création

PRESSE

- 1 T 216 : Généralités
 - . 4 : Timbre des journaux. Nombre et produit des feuilles frappées. Relevés trimestriels (1853-1860)
- 1 T 217 :
 - . 6 : Etat nominatif des journaux publiés dans le département (1868-1870)
- 1 T 218 : Police de la presse
 - . 5 : Circulaires (1853-1870)
 - . 6 : - (1871-1907)
 - . 17 : Correspondance (1851-1859)
 - . 18 : Affaire de Genech (1859)
 - . 19 : Affaire des mines de Bruay (1859)
 - . 20 : Correspondance (1862-1869)
 - . 22 : - (1870-1885)
- 1 T 219
 - . 7 : Saisies (1817-1856)
 - . 8 : - (1857-1858)
 - . 9 : - (1859)
 - . 10 : - (1860)
 - . 11 : - (1861-1865)
- 1 T 220 : Communiqués officiels
 - . 1 : Revue des journaux (1860)
- 1 T 221 : Déclaration des journaux du Nord
 - . 4 : Registre (1848-1858)
 - . 5 : - (1858-1873)
- I 1 222 : Dossiers des journaux par localités
 - . 1 : Avesnes-Bailleul
 - . 2 à 4 : Cambrai
 - . 5 à 7 : Douai
 - . 8 à 10 : Dunkerque
 - . 11 : Hazebrouck - Le Cateau
 - . 12 à 20 : Lille
 - . 24 : Maubeuge
 - . 25 : Roubaix
 - . 26 : Saint-Amand - Tourcoing
 - . 27 à 29 : Valenciennes
- 1 T 223 : Imprimerie. Librairie. Généralités
 - . 4 : Enquête sur la librairie et l'imprimerie (1869)
- 1 T 224 :
 - . 2 à 10 : Dossiers individuels des imprimeurs et libraires

- 1 T 222 - 5 : Imprimerie et librairie étrangères. Correspondance
- 1 T 231 - 5 à 13 : Idem. Surveillance (1850-1868)

Série U

- 1 U 6 : Cour d'Appel
- . 1 : Personnel. Dossiers individuels
- . 4 : Minute d'un rapport sur la Cour de Douai
- 1 U 9 : Tribunaux. Distinctions honorifiques
- 1 U 10 : Tribunal d'Avesnes
- . 1 : Personnel. Dossiers individuels
- 1 U 16 - 4 : Tribunal de Lille. Personnel. Dossiers individuels
- 1 U 18 - 1 : - - Valenciennes. Idem
- 1 U 20 : Juges de Paix
- . 4 : Personnel. Collectif (an IX-1879)
- . 5 : Correspondance (an IX-1880)
- 1 U 21 : Personnel. Dossiers par localités (1 à 5)
- 1 U 39 : Conseil des Prudhommes
- . 2 : Exécution de la loi du 1er juin 1853 (1861-1870)
- . 6 : Délibérations du Conseil Général. Correspondance (1825-94)

Série V. Cultes

- 1 V 5 : Dossier de Mgr Régnier
- 1 V 13 : Dossiers des vicaires généraux
- 1 V 49 à 63 : Dossiers personnels du clergé classés par paroisses. Police du culte
- 2 V 55 : Correspondance du Préfet (1854-1861). Etat d'esprit du clergé. Allocution du Pape (1861). Question romaine
- 2 V 62 : Prières publiques. Te Deum. Domine Salvum Fac Imperatorem (an IX-1883)
- 2 V 63 : Processions
- 2 V 70 : Presse religieuse. Colportage
- 2 V 76 : Catéchisme. Usage du flamand
- 2 V 78 : Quêtes. Instructions et correspondance
- 2 V 81 à 104 : Police du Culte. Affaires classées par localités
- 2 V 111 : Mandements de Mgr Régnier (1850-1854)
- 2 V 112 : Idem (1855-1860)
- 2 V 113 : Idem (1861-1869)
- 2 V 114 : Idem (1870-1873)
- 2 V 115 : Idem (1873-1880)
- 2 V 121-122 : Visites pastorales. Clergé régulier
- 6 V 52 : Frères des Ecoles chrétiennes. Lille (1825-1907), Cambrai
Autres

(Les dossiers des congrégations masculines ont disparu pendant la guerre)

Congrégations féminines

- 6 V 83 - 84 : Bernadines (Douai-Lille)
- 6 V 94 - 96 : Carmélites
- 6 V 182 : Dames de la Ste-Union Douai. Statuts et titre. Transfert à Sin-le-Noble. Correspondance (1845-1887)

Protestants

- V 59 - 7 : Rapport sur l'église réformée de Lille. Brochures (1863)
- V 62 - 1 à 3: Dossiers personnels des pasteurs
- V 65 : Police du culte
 - . 1 : Réunions (1820-1879)
 - . 2 : Conférences (1847-1904)
 - . 3 : Troubles (1825-1886)

Série Z : Archives des sous-préfectures

- Z 4 : Sous-préfecture de Dunkerque
 - . 240 : Correspondance du sous-préfet de Dunkerque (10 septembre - 16 novembre 1870)
 - . 241 : Idem (8 septembre - 2 décembre 1870)
 - . 242 : Idem (3 janvier - 4 avril 1871)
 - . 243 : Idem (16 novembre 1870 - 2 janvier 1871)
 - . 244 : Idem (2 décembre 1870 - 16 mars 1871)
 - . 245 : Idem (17 mars - 28 juin 1871)
 - . 257 : Idem (1851-1854)
 - . 258 : Idem (1855-1856)
 - . 259 : Idem (1857)
 - . 260 : Idem (1858)
 - . 261 : Idem (1859-1860)
 - . 262 : Idem (1861-1871)
 - . 263 : Idem (1872-1879)

Police politique

- . 299 : Renseignements (1845-1859)
- . 300 : Idem (1860-1861)
- . 301 : Idem (1862)
- . 302 : Idem (1863-1864)
- . 303 : Idem (1865-1866)
- . 304 : Idem (1867-1868)
- . 305 : Idem (1869-1870)
- Z 5 : Archives de la sous-préfecture d'HAzebrouck
 - . 24 : Elections (1852-1857)

- . 27 : Elections départementales (1858-1871)
- . 29 : Elections législatives (1849-1872)
- . 45 : Réfugiés politiques. Sociétés secrètes
- . 47 : Affaire de police
- . 50 : Journaux et écrits séditieux (1850-1872)
- . 57 : Rapports de polices (1854-1855)
- . 58 : Elections municipales (1865-1872)
- . 65 : Rapports de police (1859-1860)
- . 70 : Presse (1849-1857)
- . 92-93 : Rapports des commissaires de police
- . 100 : Rapports de police (1853-1864)
- . 117 : Elections municipales (1860)
- . 123 : Gendarmerie. Rapports (1853-1858)
- . 127 : Gendarmerie.
- . 131 : Gendarmerie. Rapports (1849-1850)
- . 136 : Idem (1849-1854)
- . 138 : Presse (1846-1873)
- . 145 : Plébiscite de 1870
- . 146 : Rapports de police (1855-1867)
- . 148 : Idem (1850-1862)
- . 150 : Idem (1855-1858)
- . 156 : Municipalités. Canton de Bailleul (1850-1871)
- . 157 : Idem Cassel
- . 158 : Idem Hazebrouck
- . 159 : Idem Merville
- . 160 : Idem Steenvorde
- . 167 : Affaires de police (1848-1853)
- . 171 : Evènements divers. Voyages. Plébiscite de 1870
- . 205 : Imprimerie et presse (1850-1885)

Archives de la chambre de commerce de Lille déposées aux Archives départementales

Registres de la correspondance de la Chambre de Commerce de Lille

- . 1851-1859
- . 1859-1871
- . 1871-1880

6) ARCHIVES MUNICIPALES

Archives municipales de Douai

- J 2 : Police politique. Réunions
- . 53 : Sociétés secrètes. Franc-maçonnerie (1851-1860)
- . 58 : Sociétés diverses. Associations (1861-1875)

- . 63 : Imprimerie. Librairie. Colportage
- K 1 : Elections
- . 129 : Changement de municipalité (1857)
- . 133 : - - - (1863)
- . 135 : Elections municipales (1865)
- . 141 : - - - (1870)

Archives municipales de Lille

- Registre des délibérations du Conseil municipal (Tomes 39 à 57)

7) MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Fond du Grand Orient de France

- FM 2. 687 : Loge "Thémis" de Cambrai (1875)¹
- Réserve: - - - - (1875-1893)
- 704 : Loge "La Vertu" de Dunkerque (--- 1875)
- Réserve 66 : - - - (1876-1899)
- 705 : Loges "La Vertu et la Trinité réunies" (1859-1860)
- 226 : Loge "La Parfaite Union" de Douai (1800-1860)
- 253 - 254: Loge "Les Amis Réunis" de Lille (--- 1851)
- 255 - 256: Loge "La fidélité" de Lille
- Réserve 73 : Loge 1° "Etoile du Nord " (1875-1920)

Correspondance manuscrite de Thiers

- 20.618 : Années 1850-1861
- 20.619 : - 1862-1869

8.) ARCHIVES PRIVEES DE LA BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE LILLE

Fonds Delescluze

- Carton I
 - . 5 : Lettres de Testelin, Femy, Champion , Bigo Danel
 - . 6 : Lettres diverses
 - . 8 : - de Bianchi
 - . 17 : - de Mme Caullet née Clary
 - . 18 : - de Clavelly
 - . 24 : - de Pilette
 - . 26 : - de Vandamme
- Carton II
 - . 28 à 43 : Lettres diverses

L'ensemble de la correspondance de Delescluze concerne surtout son action dans le Nord avant le 2 décembre. Quelques unes sont intéressantes sur le climat politique du début de l'Empire.

Fond Danchin

- 1 Bis : Coup d'état du 2 décembre

- 2 et 3 : Vie politique (1870-1872)
- : Correspondance (1872)

Fond Humbert

Les cartons 1 à 27, 38, 39 et 43 concernent la vie religieuse : culte de Notre Dame de la Treille. Oeuvres diverses. Communautés religieuses. Paroisses. Ecoles. Cercles catholiques, Les cartons 28 à 35, 40, 42 concernent les associations locales de diverses nature, 54 et 68, la vie économique, 53, 55, 69 à 71 les événements politiques, le reste étant consacré à des événements divers, des chroniques, biographies. Le fonds est doublé d'un fond dit biographique où les dossiers sont classés alphabétiquement (dossiers 1 à 20)

Fond Quarré Reybourdon

- Q R I : Cartons 1 à 48 : Evènements divers de la vie politique locale
- Q R II : Biographies locales

Fond Mahieu

- A : Dossiers divers sur la vie religieuse
- B : Idem
- C : Vie économique
- D : Aggrandissement de Lille. Ecoles

9) ARCHIVES PRIVEES

Archives de la famille Bellanger

- 1 : Dossier sur Pierre Legrand aîné, notamment sa correspondance en 1857-1858
- 2 : Dossier sur Pierre Legrand fils dit Pedro
- 3 : Papiers divers. Dossiers de famille
- 4 : Album de la correspondance de Géry Legrand classée chronologiquement
- 5 : Correspondance classée alphabétiquement
- 6 : Correspondance diverse non classée. Nombreux dossiers postérieurs à 1875
- 7 : Dossier Géry Legrand. Coupures de presse

Archives des Pères Rédemptoristes

Maison de Lille et de Dunkerque

B) SOURCES IMPRIMEES

1) Journaux et périodiques

Bibliothèque Municipale de Lille

- L'Echo du Nord, quotidien (1851-1877)
- Le Progrès du Nord, idem (1867-1877)
- Le Mémorial de Lille, idem (1857-1877)
- Le Propagateur du Nord et du Pas-de-Calais, idem (1860-1877)
- L'Autorité, tri-hebdomadaire (1854-1877)
- Le Messenger Populaire du Nord de la France, quotidien (1866)
- L'Emancipateur, quotidien (édition de Lille) (1852)
- Le Messenger du Nord, tri-hebdomadaire (1868-1874)

Bibliothèque Municipale de Douai

- Le Réformiste, tri-hebdomadaire (1852-1854)
- Le Courrier Douaisien, idem (1854-1877)
- L'Indépendant, idem (1851-1877)
- L'Indicateur du Nord, idem (1851-1853)
- Le Libéral du Nord (1870-1871)
- L'Ami du Peuple (1872-1874)

Bibliothèque Municipale de Valenciennes

- Le Courrier du Nord, tri-hebdomadaire (1851-1877)
- L'Impartial du Nord, idem (1851-1877)
- L'Echo de la Frontière, idem (1851-1877)

Archives municipales de Roubaix

- Le Journal de Roubaix, hebdomadaire, puis bi-hebdomadaire, puis quotidien (1856-1877)
- L'Indicateur de Tourcoing, hebdomadaire
- Le Libéral du Nord

Archives départementales

- La Vérité, quotidien (1854-1857)
- La Gazette de Flandres et d'Artois, quotidien (1851-1854)
- Le Moniteur (1851-1869)

Bibliothèque Nationale

- La Liberté, quotidien (1851-1854) J.O. 1882
- Le Nord, idem (1853) J.O. 1871

- Le Libéral de Cambrai (1869-1883)
 - . Sondages (1871-1872)
- La Gazette de Cambrai (1852-1863-1865 à 1883), trihebdomadaire, Sondages
- L'Emancipateur, trihebdomadaire
 - . Sondages 1852
 - . 1868-1877 . Sondages
- Le Nouvelliste de l'arrondissement d'Avesnes, trihebdomadaire (1867-1870)
- L'Observateur de l'arrondissement d'Avesnes, trihebdomadaire (1867-1870)
- Le commerce de Dunkerque, trihebdomadaire (1852)
- La Dunkerquoise, trihebdomadaire (1852-1853)
- Le Journal de Dunkerque, trihebdomadaire (1852)
- Le Journal de Dunkerque et du Nord de la France (1873-1874), trihebdomadaire puis quotidien
- Le Phare de Dunkerque, quotidien (1871-1873)
- L'Indicateur de l'arrondissement d'Hazebrouck
 - . 1852-1863-1865
 - . 1867-1870 (collection incomplète)
- L'Echo de la Flandre (1870-1883), collection incomplète
- Le Journal populaire de Lille (1863-1865)
- L'Echo populaire de Lille (1865-1866)
- La Revue du Mois (1860-1863)

2) Statistique. Documents imprimés. Ouvrages de référence

- Annuaire statistique du Nord (1851 à 1877)
- Statistique de la France. Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics

- . Résultats généraux de la statistique décennale agricole (1862)
- Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics
 - . Enquête agricole de 1866. Série départementale
 - . Réponse au questionnaire de l'enquête
- Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics
 - . Enquête de 1860 sur les traités de commerce
- Statistique générale de l'Instruction primaire (1829-1877)
- Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la défense nationale
 - . Tome I à III : Dépositions
 - . Tome V : Dépêches du Nord
- Leuridan. Archives de la Chambre consultative des arts et manufactures de Roubaix, 1878
- Papiers secrets des Tuileries. Le dossier du Nord. Documents inédits Lille, 1871, 58 pages
- LEPREUX. Nos journaux. Histoire et bibliographe de la presse périodique dans le département du Nord,
 - . Tome I : A à K (1746-1889)
 - . Tome II: L à Z (1746-1889)
 Douai, 1896
- CARNOY : Dictionnaire biographique des hommes du Nord
- Comités catholiques de Lille : Assemblées générales des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais (Assemblées de 1873, 1874, 1875 et 1876), Lille

3) Documents politiques

- BRAME : Réponse aux libre-échangistes, Lille, 1857, 32 pages
- MASURE : Les titres de M. Mimerel, Lille, 1869, 48 pages
- KOLB Bernard : La question romaine, Paris, 1873
- KOLB Bernard : Le septennat, Paris, 1874
- VERLY H. : Lettres à Monsieur Bourgeois sur le prolétariat, Lille, 1866
- BRAME, KOLB Bernard, THIERS, POUYER, QUERTIER : La vérité sur le régime économique de la France, Paris, 1868, 269 pages
- LOYER : Question des droits protecteurs, Paris, 1860, 15 pages
- DERODE : République ou monarchie, Lille, 1870, 18 pages

4) Ouvrages divers. Souvenirs. Biographies

- ARNOUS : Pierre Legrand, un parlementaire français, Paris, 1907, 435 p.
- ASSOIGNON : La "vieille Flandre", Lille, 1893, 285 pages
- BAUNARD (Mgr) : Kolb Bernard, sénateur du Nord, Lille, 1890, 149 pages
- BAUNARD (Mgr) : Les deux frères : Philibert Vrau et Camille Féron Vrau. Cinquante années de l'action catholique à Lille, Paris, 1911, 2 vol.
- BAUNARD (Mgr) : Philibert Vrau et les oeuvres de Lille, Paris, 1906 390 pages

- BRUN-LAVAINNE : Mes souvenirs, Lille, 1885, 251 pages
- DE BERNE : Souvenirs d'un octogénaire parisien tour à tour citoyen de Lille et de Lyon, Paris, 1889, 659 pages
- BOUCHET : L'année terrible à Dunkerque, Mémoires de la Société Dunkerquoise, 1909
- Biographie des prêtres du diocèse de Cambrai, Lille, 1890, 3 volumes
- BOUCHET : La presse dunkerquoise de 1868 à 1898, Union Faulconnier, 1899
- CAVROIS : Souvenirs religieux de Lille et de la région de Lille, Lille, 1887-1890, 5 volumes
- CABANES : La levée des prohibitions dans le département du Nord, Lille, 1860, 72 pages
- CAMESCASSE (Madame) : Souvenirs. Douai au dix-neuvième siècle, Paris, 1921
- CHON : Impressions et souvenirs (1812-1872), Lille, 1882, 368 pages
- CHON : Notice historique sur la Compagnie de Saint-Vincent de Paul, Lille, 1883, 362 pages
- DARIMON : A travers une révolution (1847-1855), Paris, 1885
Les cinq sous l'Empire (1857-1860), Paris, 1885
L'opposition libérale sous l'Empire (1860-1863), Paris, 1886
Le Tiers parti sous l'Empire (1863-1866), Paris, 1887
Les irréconciliables sous l'Empire (1867-1869), Paris, 1888
(D'origine lilloise Darimon prête dans son journal une certaine attention aux hommes et aux événements du Nord)
- DELLOYE : Variétés cambrésiennes, 1897-1900, 2 volumes
- DESTOMBES : Vie du cardinal Régnier, archevêque de Cambrai, Lille, 1885, 2 volumes.
- DESJARDINS (Abel) : Député du Nord, ministre de l'Intérieur : Félix Lambrecht, Souvenirs recueillis par Abel Desjardins, doyen de la Faculté des Lettres de Douai, 132 pages
- DURAND (pseudonyme de Verly) : Les tablettes d'un bourgeois de Lille, Lille 1874, 348 pages
- DUTHILLOEUX : Petite biographie des maires de Douai de 1800 à nos jours, Douai, 1861, 78 pages
- ESTIGNARD : Le comte Werner de Merode, Paris, 1909
- FAIDHERBE : La campagne de l'armée du Nord, Paris, 1871, 135 pages
- GASC : L'administration de l'arrondissement d'Avesnes, Paris, 1854
- GRAR : Valenciennes. Biographie valenciennoise, Valenciennes, 1860
- LEGRAND (Pierre) : Le bourgeois de Lille, Lille, 1833, 2 volumes
- LAGRILLERE BAUCLERC : Achille Testelin, Lille, 1894, 72 pages
- LELIEPVRE (Charles) : Kolb Bernard, souvenirs intimes, Le Havre, 1893, 116p
- PESSARD : Mes petits papiers, Paris, 1888
- PINARD : Mon journal, Paris, 1892, 3 volumes

- QUARRE REYBOURDON : L'histoire locale au jour le jour, Lille, 1889, 630 p.
- REY : Le docteur Godefroy, Lille, 1889, 20 pages
- DE SEGUR : Vie l'abbé Bernard, Paris, 1863, 435 pages
- SILHOUETTES LILLOISES extraites du diable Rose, Lille, 1872, 158 pages
- TAINÉ : Carnets de voyage. Notes sur la province (1863-1865), Paris, 1897 (Description intéressante des mentalités douaisiennes), 351 pages
- VERLY : Souvenirs d'une vieille barbe, Lille, 1888, 207 pages
- VERLY : Essai de biographie lilloise contemporaine (1800-1869), Lille, 1869
- YOURCENAR (Marguerite) : Archives du Nord, Paris, 1977 (Biographie de la famille Cleenewerk de Crayencourt dont la romancière est originaire), 376 p.
- Les recueils "Miscellanae Insulentiae" de la Bibliothèque des Facultés Catholiques contiennent de nombreuses notices biographiques.
- Il en est de même de la revue "Le Nord Contemporain" en 1882 et 1883

II. TRAVAUX

A) Instruments de travail. Ouvrages de référence

1) Bibliographie

- ALBERT : Bibliographie annuelle de l'histoire de France, Paris, CNRS
- BRUNET et PLESSIS : Introduction à l'histoire contemporaine, Paris, 1972, 325 pages, Coll. "U2"
- BRIERE et CARON : Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France, Paris, 1898-1913
- CARON et STEIN : Répertoire bibliographique de l'histoire de France
- BELLART : Bibliographie de la presse française politique et d'information générale (1865-1944), 59-Nord, Paris, Bibliothèque Nationale,
- LASTEYRIE et VIVIER : Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de France, Paris, 1888-1914

2) Dictionnaires. Atlas

- BOURLOTON et COUGNY : Dictionnaire des parlementaires français (1789-1889), Paris, 1889-1891, 5 volumes
- JOLLY (Jean) : Dictionnaire des parlementaires français de la Troisième République (1889-1940), Paris, 1960
- VAPEREAU : Dictionnaire universel des contemporains.
- MAITRON (sous la direction de) : Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Paris, 1964 -->
- Atlas historique de la France contemporaine (REMOND et collaborateurs), Paris, A. Colin, 1966, 235 pages

- Atlas du Nord, Paris, 1961
- Atlas électoral de la région Nord-Pas-de-Calais, Tome 1 : Troisième République, Lille, PUL, 1976, 332 pages

B) Méthodologie

1) Sociologie électorale et politique

- BRIMO : Méthode de la géo-sociologie électorale, Paris, Pedone, 1968, 142 p.
- BARRAL : "La sociologie électorale et l'histoire", Revue historique, 1967, tome 238, pp.117-134
- GOGUEL et DUPEUX : Sociologie électorale. Esquisse d'un bilan. Guide de recherche, Paris, A. Colin, 1951, 96 pages.
- COT et MOUNIER : Pour une sociologie politique, Paris, Le Seuil, 1974, 2 volumes
- DUPEUX : Le comportement électoral, tendances actuelles et bibliographie. "La sociologie contemporaine", (Current-Sociologie), Tome III : 1954-1955, pp.281-344.
- SIEGFRIED : Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République, Paris, 1913, Nouvelle Edition 1964, 536 pages.

2) Travaux d'histoire régionale

- AGULHON : La République au village, Paris, Plon, 1970, 530 pages
- ARMENGAUD : Les populations de l'Est aquitain au début de l'époque contemporaine. Recherches sur une région moins développée (1845-1871), Paris, Mouton, 1961, 591 pages.
- BARRAL : Le département de l'Isère sous la troisième République. Histoire sociale et politique. Paris, A. Colin, 1962, 597 pages.
- BOIS : Les paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe, Paris, Flammarion, 1971, 718 pages
- CORBIN : Archaisme et modernité en Limousin, Paris, Rivière, 1972, 2 volumes, 1167 pages
- CHEVALIER (Louis) : Les fondements économiques et sociaux de l'histoire politique de la région parisienne (1848-1851), Thèse dactylographiée
- DENIS : Les royalistes de la Mayenne et le monde moderne (XIX^e-XX^e siècle), Paris, Klincksieck, 1977, 595 pages
- DUPEUX : Aspects de l'histoire sociale et politique du Loir-et-Cher (1848-1914), Paris, Mouton, 1962, 631 pages
- MARCILACY : Le diocèse d'Orléans sous l'épiscopat de Mgr Dupanloup, Paris, Plon, 1962, 593 pages
- TUDESQ : Les grands notables en France (1840-1849), Paris, PUF, 1964, 2 volumes, 1280 pages

- VIGIER : La Seconde République dans la région alpine. Etude politique et sociale, Paris, PUF, 1963, 2 volumes, 333 et 527 pages

C) Histoire générale de la période

1) synthèses

- Etudes anciennes

- LAVISSE : Histoire de la France contemporaine.

Tome VI : Le Second Empire, par SEIGNOBOS

Tome VII : Le déclin de l'Empire et l'établissement de la troisième République, Paris, 1921-1922

- DELORD (Taxile) : Histoire du Second Empire, Paris, 1875, 6 volumes
- DE LA GORCE : Histoire du Second Empire, Paris, Plon, 1894-1904, 7 volumes
- HANOTAUX : Histoire de la France contemporaine

Tome 1 : Le gouvernement de M. Thiers

Tome 2 : La présidence du maréchal de Mac Mahon. L'échec de la monarchie

Tome 3 : La présidence de Mac Mahon. La constitution de 1875
Paris, 1908

- Etudes plus récentes

- VIGIER : La Seconde République, Paris, PUF, 1967, 128 p. Coll Que sais-je ?
- GIRARD : La Seconde République, Paris, Calmann-Lévy, 1968, 318 pages, Coll "Naissance et Mort"
- AGULHON : 1848 ou l'apprentissage de la République. Nouvelle Histoire de la France contemporaine, Paris, Le Seuil, 1973, 246 pages, Coll Point
- BLANCHARD : Le Second Empire, Paris, A. Colin, 1950, Nouvelle éd. 1966
- PLESSIS (A.) : De la fête impériale au mur des fédérés (1852-1871), Nouvelle Histoire de la France contemporaine, Paris, Le Seuil, 1973, 250 pages
- DANSETTE (A.) : Le Second Empire.
 - Louis Napoléon a la conquête du pouvoir
 - Du 2 décembre au 4 septembre
 - Naissance de la France moderne

Paris, Hachette, 1972-1974

- CHASTENET (J.) : Histoire de la Troisième République. L'enfance de la troisième République (1870-1879), Paris, Hachette, 1952, 358 pages
- AZEMA et WINOC : La Troisième République. Paris, Calmann-Lévy, 1970, 381 pages, Coll. Naissance et mort
- * MAYEUR (J.M.) : Les débuts de la Troisième République, Nouvelle Histoire de la France contemporaine, Paris, Le Seuil, 1973, 252 pages

2) histoire politique

- Ouvrages sur les institutions et le personnel politiques

- GIRARD (L.) Problèmes politiques et constitutionnels du Second Empire, Paris, CDU, 1964

- GIRARD (L.) : "Les photographies politiques de Verax, un manifeste de l'Union libérale (1865)", Revue Historique, tome 189, 1963, pp.368-369.
- GIRARD (L.) : Questions politiques et constitutionnelles du Second Empire, Paris, CDU, 1965
- REMOND (R.) : La vie politique en France (Tome 2 : 1848-1879), Paris, A. Colin, 1969, 378 pages.
- PONTEIL : Les institutions de la France de 1814 à 1870, Paris, PUF, 1966
- LE CLERE et WRIGHT : Les préfets du Second Empire, Paris, A. Colin, 1973, 411 pages
- GIRARD (L.) - PROST (A.) - GOSSEZ (R.) : Les conseillers généraux en 1870. Etude statistique d'un personnel politique, Paris, 1967, 211 pages
- ZELDIN : The political system of Napoléon III, New York, 1958, 196 pages
- WRIGHT : Le Conseil d'Etat sous le Second Empire, Paris, A. Colin, 1972, 273 pages.
- PAYNE : The police State of Louis Napoleon Bonaparte (1851-1860), Washington, 1966, 340 pages
- La décentralisation. 6ème Colloque d'histoire, Aix-en-Provence, 1961, Gap, 1964

- les partis politiques

- REMOND (R.) : La droite en France de la première Restauration à la Cinquième République, Paris, Aubier, 1970, 470 pages
- WEIL : Histoire du parti républicain en France de 1814 à 1870, Paris, 1910, Nouvelle Edition 1928, 431 pages
- TCHERNOFF : Le parti républicain au coup d'Etat et sous le Second Empire, Paris, 1906, 431 pages
- ROTHNEY (John) : Bonapartism after Sedan, Ithaca Cornell University Press, 1969, 360 pages
- SORRE : "Les pères du radicalisme, expression de la doctrine radicale à la fin du Second Empire", Revue Française de Science Politique, oct-déc. 1951, pp.481-497

- la presse

- BELLANGER - GODECHOT - GUIRAL - TERROU : Histoire générale de la presse française, Tome 2, Paris, PUF, 1969
- BELLET : Presse et journalisme sous le Second Empire, Paris, A. Colin, 1967, 326 pages
- BELLANGER : Journalistes républicains en France sous le Second Empire, Paris Institut français de presse, 1954, 11 pages

- sur les élections

- GEYWITZ (Gisela) : Das Plebiszit von 1851 in Frankreich, Tübingen, 1951, 281 pages.
- GIRARD (L.) et collaborateurs : Les élections de 1869, Paris, Bibliothèque de la Révolution de 1848, 1960, 214 pages

- GOUAULT : Comment la France est devenue républicaine. Les élections générales et partielles à l'Assemblée nationale [1870-1875], Paris, A. Colin, 1954, 241 pages
- Evénements plus particuliers
- . Second Empire
- WRIGHT : 'La loi de sûreté générale de 1858', Revue d'histoire moderne et contemporaine, juillet-septembre 1969
- * WRIGHT : 'Le corps préfectoral et le coup d'Etat du 2 décembre', Revue administrative, mars-avril 1968
- ARMENGAUD : L'opinion publique française et la crise allemande, Paris, 1961
- ZELDIN : Ollivier and the liberal Empire of Napoleon III, Oxford, 1963, 248
- WRIGHT : 'Les préfets d'Emile Ollivier', Revue historique, tome 240, juillet-septembre 1968
- . Guerre de 1870 et la Commune
- GUILLEMIN (Henri) : Les origines de la Commune
 1. Cette curieuse guerre de 1870, 1956, 268 pages
 2. L'héroïque défense de Paris, 1959, 424 pages
 3. La capitulation, 1960, 415 pages
- CHANAL : La guerre de 1870, Paris, Bordas, 1972, 59 pages
- BOURGIN : Ma commune, Paris, 1939, 432 pages
- AZEMA WINOK : Les communards, Paris, Le Seuil, 1964
- ROUGERIE : Procès des communards, Paris, Juilliard, 1964, 260 pages
- La Commune de Paris, Colloque, Le Mouvement social, avril-juin 1972
- . Début de la Troisième République
- HALEVY : La fin des notables, Paris, 1937, 413 pages
- LAJUSAN : A. Thiers et la fondation de la Troisième République (1871-1877) Revue d'histoire moderne et contemporaine, novembre-décembre 1932, pp.451-483 ; janvier-février 1933, pp.36-52
- PISANI - FERRY : Le coup d'Etat manqué du 16 mai 1877, Paris, Laffont, 1965
- Biographies d'hommes politiques
- MAURAIN : Un grand bourgeois français au XIX^e siècle. Baroche ministre de Napoléon III, Paris, Alcan, 1936, 357 pages
- BLAYAU : Billault, ministre de Napoléon III d'après ses papiers personnels, Paris, Klincksieck, 1969, 424 pages
- GUIRAL : Prévost Paradol (1829-1870). Pensée et action d'un libéral sous le Second Empire, Paris, PUF, 1955, 444 pages
- SCHNERB : Rouher et le Second Empire, Paris, Colin, 1955, 353 pages
- ROHR : Victor Duruy, ministre de Napoléon III. Essai sur la politique de l'instruction publique au temps de l'Empire libéral, Paris, 1967, 214 pages

c) Histoire économique et sociale

- GIRARD (L.) : La politique des travaux publics du Second Empire, Paris, A. Colin, 1952, 416 pages
- ROHLEN (C.) : L'industrie textile au temps du Second Empire, Paris, 1956, 534 pages
- BOUVIER - GILLET - FURET : Le mouvement du profit en France au XIX^e siècle, Paris, Mouton, 1965, 465 pages
- DUPEUX : La société française (1789-1970), Paris, A. Colin, 1973 nouvelle édition, 295 pages
- SORLIN : La société française, Paris, Arthaud; 1969, 310 pages
- DUBY (sous la direction de) : Histoire de la France rurale, Tome 3 (1850-1914) Apogée et crise de la civilisation paysanne, 568 pages
- PERROT : Les ouvriers en grève, France (1871-1890), Paris, Mouton, 1974, 2 volumes, 900 pages
- La Première Internationale. Colloque du CNRS, novembre 1964
- PRIOURET : Les origines du patronat français,
- PALMADE : Capitalisme et capitaliste français au XIX^e siècle, Paris, A. Colin, 1961, 299 pages.
- BARRAL : Les agrariens français de Melin à Pisani, Paris, Colin, 1968, 386 pages
- DUVEAU : La vie ouvrière en France sous le Second Empire, Paris, Gallimard, 1946, 605 pages.
- KUHNHOLTZ-LORDAT : Napoléon III et la paysannerie, Monte-Carlo, 1962
- DUNHAM : The Anglo French treaty and the progress of the industrial Revolution in France, , 1930, 409 pages.

4) Histoire religieuse et culturelle

- CAPERAN : Histoire contemporaine de la laïcité française. Tome 1 : La crise du 16 mai et la revanche républicaine, Paris, Rivière, 1957, 295 pages
- DARMON : Le colportage de la librairie en France sous le Second Empire, Paris, 1972, 316 pages
- DUROSELLE (J.B.) : Les débuts du catholicisme social en France jusqu'en 1870, Paris, 1951, 788 pages
- DANSETTE (A.) : Histoire religieuse de la France contemporaine, Paris, Flammarion, 1965, Nouvelle édition, 892 pages
- GADILLE (G.) : La pensée et l'action politique des évêques français au début de la Troisième République, Paris, Hachette, 1967, 2 volumes, 351 et 334 pages.
- GERBOD : La condition universitaire en France au XIX^e siècle, Paris, 1965, 722 pages
- HILAIRE (Yves-Marie) : "La pratique religieuse en France de 1815 à 1878", Revue historique, mars-avril 1963, pp.57-59

- HILAIRE et FAUCON : "L'église dans le monde rural (1800-1945)", Recherches sociales, juillet-octobre 1971, pp.3-31
- LATREILLE - REMOND : Histoire du catholicisme en France. La période contemporaine, Paris, SPES, 1962, 704 pages
- MAURAIN : La politique ecclésiastique du Second Empire de 1852 à 1862, Paris, Alcan, 1936, 990 pages
- OZOUF (M.) : L'Ecole, l'Eglise et la République, Paris, Colin, 1963, 304 p.
- PONTEIL : Histoire de l'enseignement (1789-1965), Paris, Sirey, 1966, 454 p.
- PROST (A.) : L'enseignement en France (1800-1967), Paris, Colin, 1968, 524p

D) Histoire régionale

1) Le cadre géographique

- BLANCHARD : La Flandre. Etude géographique de la plaine flamande en France. Belgique, Hollande, Lille, Racust, 1906, 580 pages
- DEMANGEON (A.) : La plaine picarde. Etude géographique des plaines de la craie du Nord de la France, Paris, Colin, 1905, 496 pages

2) Synthèses

- TRENARD (L.) et collaborateurs : Histoire des Pays-Bas français, Toulouse, Privat, 1972, 580 pages.
- : Histoire des Pays-Bas français, Documents, Toulouse, Privat, 1974, 568 pages
- PIERRARD (P.) : Histoire du Nord. Flandre - Artois - Picardie, Paris, Hachette, 1978, 404 pages

3) Histoire des régions et des villes

a) travaux anciens

- LECLUSELLE : Histoire de Cambrai, des origines à nos jours suivie de tablettes cambrésiennes, Cambrai, 1874, 4 volumes
- LEMAIRE : Histoire de Dunkerque des origines à 1906, Dunkerque, 1927, 446 p.
- LHOMME : Histoire d'Ochies. Histoire politique et militaire des origines à 1914, ; 1943
- VAN DER DRIESSE : Histoire de Tourcoing, Tourcoing, 1928, 2 volumes, 265 et 201 pages

b) travaux récents

- CAMIER (M.) : Cambrai sous la monarchie de Juillet, Lille, DES, 1956
- COORNAERT : La Flandre française de langue flamande, Paris, Ed. Ouvrières, 1970, 406 pages
- FRANCHOMME : Roubaix de 1870 à nos jours, Lille, DES, 1960
- MOSSAY (J.) : Histoire de la ville d'Avesnes, Avesnes, 1969, 277 pages

- MOTTE : Roubaix à travers les âges, Lille, 1946, 114 pages
- PIERRARD : Lille et les lillois, Paris, Bloud et Gay, 1967, 325 pages
- TRENARD et collaborateurs : Histoire d'une métropole. Lille-Roubaix-Tourcoing, Toulouse, Privat, 1977, 515 pages
- TENEUL : Histoire économique de Roubaix, Roubaix, 1962, 187 pages
- TOULEMONDE : Naissance d'une métropole : Roubaix et Tourcoing au XIX^e siècle, Tourcoing, 1966, 245 pages

4) La vie politique

a) avant 1851

- BEAUJOT : "L'esprit public dans le département du Nord sous la Restauration", Revue du Nord, Tome 19, 1933, p.81
- "Le département du Nord sous la Restauration. Rapport du préfet Villeneuve Bargemont (1828)", Revue du Nord, Tome 25, 1939, p.243 ; tome 26, 1943, p.22
- DESSAL : Un révolutionnaire jacobin : Charles Delescluze, Paris, Rivière, 1951, 444 pages
- DESSAL : "Un commissaire de Ledru Rollin dans le département du Nord. Charles Delescluze", Revue du Nord, Tome 31, 1949, p.13
- GOSSEZ : Le département du Nord sous la Seconde République (1848-1852), Lille, 1904, 448 pages
- HILAIRE (Y.W.) : "Le Messager du Nord et la question ouvrière sous la Seconde République", Revue du Nord, tome 44, 1962, pp.233-257
- MACHUT (L.) : "L'importance du banquet de Lille dans la campagne de la réforme", Revue du Nord, Tome 31, 1949, p.5
- PETIT : Les élections législatives de 1849 dans le département du Nord, Lille, DES, 1969
- TRENARD : "Aspects de la presse lilloise (1845-1848)", Revue du Nord, Tome 43 1961, pp.319-349 ; Tome 44, 1962, pp.47-89

b) Second Empire et Troisième République

- AMEYE : La vie politique à Tourcoing sous la Troisième République, Lille, 1963, 253 pages
- BRUCHET : "Le coup d'Etat du 2 décembre dans le Nord", Revue du Nord, Tome 11 1925, p.81
- BOURGE et DAREL : Les élections dans l'arrondissement d'Avesnes (1875-1914) Lille, DES, 1973
- DEULIN (Cl.) : La région du Nord durant la guerre de 1870 et la Commune, Lille, DES, 1972, Edité en microfiches
- DURAND (A.) : Les bonapartistes dans le Pas-de-Calais (1871-1889), Lille, DES, 1965
- EMERIT (M.) : "Du Saint-Simonisme au catholicisme. Ignace Plichon, député du Nord", Revue du Nord, Tome 56, 1974, pp.29-42

- FORTIN : Frédéric Degeorges, Lille, Université, 1964, 227 pages
 - HERMANT (P.) : Les élections législatives dans le département du Nord en 1869, Lille, DES, 1969
 - KHUNAST : La presse lilloise et l'établissement définitif du régime républicain, Lille, DES, 1956
 - LEFEBVRE (C.) : "Socialistes belges et français de la fin de l'Empire au début de la Troisième République", Revue du Nord, tome 37, 1955, pp.191-198
 - LIBERT : Les élections législatives dans le département du Nord de 1871 à 1875, Lille, DES, 1956
 - MACHUT (L.) : "Deux aspects de la répression policière dans le Nord à l'époque du Second Empire", Revue du Nord, tome 46, 1964, pp.385-392
 - MENAGER (B.) : "L'élection de Pierre Legrand au corps législatif (1852)", Revue du Nord, tome 48, 1966, pp.215-224
 - NERE : Les élections Boulanger dans le Nord, Thèse complémentaire dactylographiée, 1959
 - PIERRARD (P.) : "Un grand bourgeois de Lille : Ch. Kolb-Bernard (1798-1888)", Revue du Nord, Tome 48, 1966, pp.381-425
 - ROUSSEAU (R.) : Les élections législatives de 1881 à 1889 dans les deux circonscriptions de Cambrai, Lille, DES, 1971
 - SALOME : Attitude politique et sociale des ouvriers de Roubaix au début de la Troisième République (1870-1875), Lille, DES, 1956
 - VANDENBUSSCHE (R.) : "Aspects de l'histoire du radicalisme dans le département du Nord (1870-1905)", Revue du Nord, 1965, tome 45, pp.223-268
- 5) Histoire économique et sociale
- a) périodes antérieures à 1851
 - CHANUT : "La crise économique à Tourcoing", Revue du Nord, 1956, tome 38, p.77
 - CODACCIONI (F.P.) : "Le textile lillois devant la crise (1846-1851)", Revue du Nord, 1956, tome 38, pp.29-63
 - DEFROMONT : l'Avesnois du XVIII^e siècle. Contribution à l'étude des sociétés rurales. Lille, Thèse 3^e cycle dactylographiée, 1972, 3 volumes
 - GILLET (M.) : "Aspects de la crise de 1846-1851 dans le bassin houiller du Nord", Revue du Nord, 1956, tome 38, pp.15-27
 - LASSERE (A.) : La situation des ouvriers de l'industrie textile dans la région lilloise sous la monarchie de juillet, Neuchâtel, 1952, 271 pages
 - LEFEBVRE (G.) : Les paysans du Nord sous la révolution française, Lille, 1924, 1020 pages
 - MACHUT (L.) : "La crise de l'industrie textile à Roubaix au milieu du siècle", Revue du Nord, 1956, tome 38, pp.65-75

- POUTHAS (Ch.) : "L'évolution démographique du département du Nord dans la première moitié du XIX^e siècle", Revue du Nord, 1954, tome 36, pp.331-338
- TUDESQ : "La bourgeoisie du Nord au milieu de la monarchie de juillet", Revue du Nord, 1959, tome 41, pp.277-285
- b) Travaux sur le Second Empire ou l'ensemble du XIX^e siècle
- BEAUJEU-GARNIER (J.) : "Le dynamisme urbain dans le Nord", Revue du Nord, 1954, tome 36, pp.277-285
- BONNIER : Roubaix sous le Second Empire. Etude des niveaux de fortune et des structures sociales en 1856 et en 1873, Lille, DES, 1977
- BOUVIER et GILLET : "Orientation bibliographique sur l'histoire économique et sociale de la région du Nord", Revue du Nord, 1967, tome 47
- CARON : Histoire de l'exploitation d'un grand réseau français. La compagnie de chemin de fer du Nord de 1846 à 1936, Paris, Mouton, 1973, 619 pages
- CODACCIONI (F.P.) : Lille (1850-1914) ou le drame de l'inégalité sociale, Lille, PUL, 1976, 444 pages
- FRUIT (R.) : La croissance économique du pays de Saint-Amand (1668-1914) Paris, Colin, 1963, 453 pages
- FOHLEN (C.) : "Esquisse d'une révolution industrielle Roubaix au XIX^e siècle", Revue du Nord, 1951, tome 33, pp.92-102
- FOLHEN (C.) : "La crise textile et les troubles sociaux dans le Nord à la fin du Second Empire", Revue du Nord, 1953, tome 35, pp.107-123
- FOLHEN (C.) : "L'industrie et le crédit dans la région lilloise", Revue du Nord, 1954, tome 34, pp.361-368
- GILLET (M.) : Les charbonnages du Nord de la France au XIX^e siècle, Paris, Mouton, 1973, 528 pages
- LAMBERT-DANSETTE : Quelques familles du patronat textile de Lille-Armentières (1789-1914), Lille, Raoust, 1954, 381 pages
- LAMBERT-DANSETTE : "Origines et évolution d'une bourgeoisie : le patronat textile du bassin lillois (1789-1914)", Revue du Nord, 1955, tome 35, pp.199-216 ; 1957, tome 37, pp.21-42 ; 1958, tome 38, pp.49-70 ; 1959, tome 39, pp.33-38
- LEGEIN et LEGEIN-PARMENTIER : La bourgeoisie à Dunkerque (1800-1886), Lille, DES, 1975
- LENTACKER (F.) : La frontière franco-belge, Lille, Serv. Thèses, 1973, 656 p
- LENTACKER (F.) : "Les ouvriers belges dans le département du Nord au milieu du XIX^e siècle", Revue du Nord, 1956, tome 36, pp.5-14
- LEGRU : Armentières en 1856. Etude sociale, Lille, DES, 1956
- PIERRARD (P.) : La vie ouvrière à Lille sous le Second Empire, Paris, Bloud et Gay, 1965, 532 pages
- POLVENT : L'homme et la terre en Cambrésis, Lille, DES, 1973

- SAVARY : Condition des mineurs et conflits sociaux dans le bassin houiller du Nord de 1852 à 1873, Lille, DES, 1956
- TRENARD (L.) : "Un industriel roubaisien au XIX^e siècle, par sa correspondance", Revue du Nord, 1968, tome 50
- VANDAMME : L'agriculture dans le département du Nord, Lille, 1938, 398 p.
- VAHE : La bourgeoisie douaisienne au temps du Second Empire, Lille, DES, 1959

6) Vie religieuse et culturelle

- BUISSET : Vie et pratique religieuse des quatre arrondissements orientaux du diocèse de Cambrai, Lille, DES, 1974
- JOVENAUX : Les congrès catholiques du Nord et du Pas-de-Calais (1873-1898), Lille, DES, 1966
- HEMERYK : "La congréganisation des écoles normales dans le département du Nord au milieu du XIX^e siècle", Revue du Nord, 1974, tome 56, pp.13-28
- HILAIRE (Y.M.) : "Les missions intérieures face à la déchristianisation pendant la seconde moitié du XIX^e siècle dans la région du Nord", Revue du Nord, 1964, tome 46
- HILAIRE (Y.M.) : "Les ouvriers de la région du Nord devant l'Eglise catholique (XIX^e-XX^e siècles)", Le Mouvement social, 1966, oct-déc., pp.181-201
- HILAIRE (Y.M.) : La vie religieuse des populations du diocèse d'Arras, Lille, PUL, 1976, 3 volumes, 1542 pages
- LEDUC : La vie religieuse dans les arrondissements de Lille-Hazebrouck-Dunkerque, Lille, DES, 1969
- LEBLOND : "La scolarisation dans le département du Nord au XIX^e siècle", Revue du Nord, 1970, tome 52, pp.387-398
- LESNE : Histoire de la fondation de l'Université catholique de Lille (1874-1877), Lille, 1927, 157 pages
- MAYEUR (J.M.) : Un prêtre démocrate : l'abbé Lemire (1853-1928), Paris, Castermann, 1968, 698 pages
- MENAGER (B.) : La laïcisation des écoles primaires dans le département du Nord (1879-1899), Lille, 1971, 321 pages
- MENAGER (B.) : "Prélude à la bataille scolaire. Les pétitions de 1872 concernant l'enseignement primaire dans le département du Nord", Revue du Nord, 1973, tome 50, pp.135-145
- PIERRARD (P.) et collaborateurs : Histoire des diocèses de France : Les diocèses de Lille et de Cambrai, Paris, Beauchesne, 1978, 352 pages
- PREUX (R.) : "Les documents de travail. Le registre des missionnaires diocésains de Cambrai au XIX^e siècle", Revue du Nord, 1967, tome 49, pp.575-582
- Revue du Nord : Numéro spécial sur la vie religieuse dans le département du Nord, janvier-mars 1971
- TRENARD (L.) : "Aux origines de la déchristianisation : le diocèse de Cambrai de 1830 à 1848", Revue du Nord, 1965, tome 47, pp.399-459

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(En raison du nombre important de personnes recensées, les prénoms ne figurent qu'en cas d'homonymies, de noms très usuels ou de personnages célèbres).

ALAVOINE militant républicain, pp. 392, 394, 396.

AMIGUES publiciste, pp. 1048, 1205, 1206, 1209, 1210, 1243.

ANDRE (général), p. 57.

ANDREWS (établissements), p. 696.

d'ANGLEBERT rédacteur et gérant du Messager du Nord, pp. 777, 1154, 1157.

ANTONELLI (cardinal), p. 1141.

Aoust (marquis d') conseiller général, pp. 162, 1234.

APPLETON sous-préfet d'Avesnes, p. 1018.

d'AREMBERT (prince), p. 1229.

ARMAND (Alfred) procureur à Valenciennes, p. 923.

ARNOUD juge de paix à Merville, p. 554.

d'ARRAS (Frédéric) maire de Dunkerque, pp. 1019, 1204, 1207, 1208, 1210, 1243.

ASSENAT sous-préfet de Valenciennes, pp. 1117, 1194

AUBRY (père) militant républicain, pp. 489, 777.

AUBRY (fils) militant républicain, pp. 570, 1120 bis.

AUMALE (duc d'), p. 506.

AURELLES DE PALADINES (général), p. 951.

AYNARD (général), pp. 200, 275.

BAGNERIS procureur à Dunkerque, p. 181.

BAIGNEL actionnaire du Mémorial de Lille, p. 268.

BALSON conseiller de préfecture, p. 140.

BARAGNON sous-secrétaire d'Etat, pp. 1116, 1117.

BAROCHE (Jules) ministre, pp. 473, 474, 507, 508, 637, 638, 640, 873.

- BARON secrétaire général de la Préfecture du Nord, pp. 763, 945, 947, 979, 994, 1053.
- BARROT (Frédéric) sous-préfet de Cambrai, pp. 566, 567, 575, 591, 595, 596, 600, 601, 603.
- BARROT (Odilon) ancien ministre, p. 575.
- BARTHELEMY SAINT HILAIRE ministre, pp. 1004, 1075.
- BASIN ouvrier républicain, p. 338.
- BAUCARNE-LEROUX député du Nord, pp. 969, 988, 1057, 1063, 1064, 1123, 1181, 1183.
- BAUCHARD sous-préfet de Dunkerque, p. 874.
- BAUWENS (Mme) militante républicaine, p. 787.
- BAXTER-DRUMONT industriel, pp. 762, 816.
- BAYART (famille), p. 1224.
- BAZAINE (maréchal), pp. 940, 948.
- de BEAUMONT procureur à Avesnes et Valenciennes, p. 181.
- BEAUVOIS adjoint au maire de Valenciennes, pp. 93, 100, 1121.
- BECKERS militant républicain, p. 787.
- BEHAGHEL (Louis de Bailleul) conseiller général, pp. 94, 229, 234.
- BEHAGHEL (Louis de Cassel) conseiller général, p. 94.
- BEHAGHEL (Pierre), pp. 551, 553.
- BEHAGHEL conseiller à la Cour de Douai, p. 1032.
- BEHAGHEL (famille), p. 1215.
- BELCASTEL député, p. 1066.
- BELLOM ingénieur des Ponts et Chaussées, p. 208.
- BELMAS (Mgr Louis) archevêque de Cambrai, pp. 361, 362, 435.
- BEREZOWSKI, p. 742.
- BERGEROT (Gaston) publiciste, pp. 735, 1004.
- BERGERET (Alphonse) conseiller général, pp. 1018, 1083, 1085, 1087, 1089 à 1097, 1154, 1170.
- BERNARD (abbé), pp. 359, 360, 363.

- BERNARD (Henri) industriel, conseiller général, pp. 94, 100, 512, 544, 613, 804, 1045, 1059, 1123, 1161, 1201, 1223.
- BERNARD (Paul) animateur d'oeuvres, p. 1140.
- BERNARD (famille), p. 329.
- BERNARD (Simon) républicain exilé, p. 345.
- BERNARD fonctionnaire municipal, p. 764.
- BERNAST ex-conseiller général, p. 93.
- de BERNE publiciste, pp. 1101, 1102.
- BERNOT (Edmond) inspecteur primaire, p. 210.
- BERNIQUET sous-préfet d'Hazebrouck, p. 1194.
- BERRYER député, pp. 501, 632.
- BERT (Paul) préfet du Nord, pp. 955, 960, 963 à 965, 977 à 981, 994, 1022, 1029, 1030, 1082.
- BERTIN (Auguste) ingénieur des Ponts et Chaussées, pp. 204, 608.
- BERTRAND-MILCENT industriel, maire de Cambrai, pp. 739, 771, 802, 1021, 1022, 1199, 1206, 1243.
- BESSON (Charles) préfet du Nord, pp. 24, 41, 57, 65, 71, 105, 124 à 127, 135 à 138, 140, 161, 172, 191, 204, 211, 229, 230, 232, 252, 259, 260, 264, 269, 274, 310, 311, 329, 340, 342, 348, 371, 375, 409, 421, 575, 706, 1129.
- BEULE ministre, p. 1116.
- BIANCHI (Alphonse) mouleur en plâtre, leader démocrate, pp. 11, 37, 40, 53, 60, 61, 81, 94, 399, 462, 486, 488, 613, 618, 742, 751, 758, 760, 764, 766, 781, 940.
- BIANCHI (Achille) journaliste, pp. 75, 761.
- BIANCHI (femme), p. 392.
- BIANCHI (mère), p. 394.
- BIESWAL juge de paix à Bailleul, pp. 186, 552, 554, 603, 1084, 1215.
- BIGAND conseiller à la Cour de Douai, pp. 176, 177.
- BIGOT ouvrier, républicain, p. 787.
- BILLON maire de Loos, p. 614.
- BILLAUT ministre, p. 415.
- BISMARCK, pp. 949, 961.

- BLANCHE sous-préfet de Valenciennes, p. 1201.
- BLANCKAERT conseiller général, p. 94.
- BLANQUART de BAILLEUL sous-préfet de Dunkerque, pp. 806, 874
- BLONDIN sous-préfet de Péronne, p. 1194.
- BLUTH (affaire), pp. 443 à 445, 451.
- BODUIN député du Nord, pp. 820 à 822, 830, 832, 834, 836, 848 à 853, 855, 858, 874, 881, 882, 889, 929, 968, 969, 972, 988, 1049, 1057, 1100, 1146, 1149, 1183, 1231.
- BOGAERT juge de paix à Hazebrouck, p. 1084.
- BOITELLE (Alexis) président de la Société des mines de Béthune, p. 598.
- BOITELLE (Edouard) député du Nord (invalidé), pp. 505, 556, 567, 568, 571, 573, 578, 587, 591, 594 à 603, 606, 615, 740, 825, 1243.
- BOITELLE (Symphorien) préfet de Police, p. 567.
- BOITELLE (frères), pp. 575, 596.
- BOITELLE (famille), pp. 597, 599, 812, 813, 1254, 1263.
- BONJOUR militant républicain, p. 49.
- BONTE Auguste conseiller municipal de Lille, pp. 710, 846.
- BONTE-DEQUOY industriel, p. 710.
- BONTE-POLLET maire de Lille, pp. 33, 125, 375, 556, 1260.
- BONVOISIN inspecteur primaire, pp. 209 à 211.
- BOSSUT-BOSSUT industriel, p. 625.
- BOTTIAUX conseiller à la Cour de Douai, député du Nord, pp. 421, 818, 969, 988, 1049, 1057, 1063, 1102, 1149, 1185, 1188, 1193, 1204, 1206.
- BOTTIN conseiller à la Cour de Douai, pp. 827, 1124, 1161.
- BOUCHEE conseiller municipal de Lille, pp. 764, 781.
- BOULAN propriétaire de l'Echo de la Frontière p. 271.
- BOULANGER conseiller d'arrondissement, pp. 592, 615.
- BOURBAKI (général), pp. 932, 936, 938 à 942, 951, 960.
- BOURGEOIS inspecteur primaire, pp. 209, 210.
- BOURGEOIS rédacteur-gérant du Nouvelliste d'Avesnes, p. 737.

- BOURGEOIS de JESSAINT (Henri) sous-préfet de Dunkerque, p. 141.
- de BOUTEVILLE conseiller général, pp. 252, 896, 1161, 1234.
- BOUTOILLE principal de collège, p. 775.
- BOUTRY industriel, pp. 785, 945.
- BOYER de SAINTE SUZANNE (Emile, baron de) sous-préfet de Cambrai, pp. 601, 602, 807.
- BRABANT député du Nord, pp. 602, 804, 880, 969, 988, 1016, 1021, 1057, 1058, 1063, 1149, 1185, 1204.
- BRAME (Georges) député du Nord, pp. 1183, 1185, 1188, 1206, 1262, 1264.
- BRAME (Jules) député du Nord, puis sénateur, pp. 94, 127, 161, 168, 230, 235, 238, 240, 241, 243, 248, 250, 251, 254, 267, 342, 346, 415, 425, 441, 464, 468, 470, 475, 482, 483, 497, 498, 500 à 502, 504, 507, 560, 585 à 588, 593, 599, 617, 653, 698, 703, 798, 803, 808, 822, 830, 832, 833, 836, 837, 848, 854, 861, 865, 870, 871, 881, 882, 890, 896, 910, 928, 936, 946, 969, 972, 979, 988, 990, 1047 à 1049, 1054, 1057, 1063, 1081, 1102, 1146, 1149, 1181, 1182, 1234, 1256, 1263 à 1265.
- BRAY juge de paix à Marchiennes, p. 1725.
- BRIGODE (comte de) député du Nord, pp. 254, 716, 897, 969, 972, 988, 1057, 1063, 1158.
- BROGLIE (Albert, duc de) pp. 1031, 1124, 1154, 1155.
- BRINCOURT sous-préfet d'Avesnes, p. 1117.
- BRUNET de l'ARGENTIERE démocrate exilé, p. 397.
- BRUNEEL inspecteur d'Académie, p. 196.
- BUFFET ministre, pp. 719, 721, 868, 877, 892.
- BULTOT maire de Valenciennes, pp. 1021, 1120 bis, 1150, 1179.
- CABARET receveur des Finances à Avesnes, p. 201.
- CALARY substitut du procureur de Lille, p. 1124.
- CAMARET recteur de l'Académie de Lille, p. 206.
- CAMESCASSE procureur général de Douai, pp. 8, 52, 57, 171, 191, 200, 232, 333, 337, 345, 367, 414, 415, 419, 427, 431, 434, 438, 440, 441, 443 à 445, 447 à 449, 459, 460, 462, 469, 477, 486 à 488, 495, 519, 544, 545, 551, 552, 554, 555.
- CAMESCASSE (Luce) belle-fille du procureur général, p. 171.
- Le CAMUS conseiller général, p. 252.

- CARION (Louis) rédacteur gérant de l'Emancipateur, p. 261.
- CARION-DELMOTTE (établissements), p. 1000.
- CARLIER préfet de police, p. 133.
- CARLIER (Louis), conseiller général, président de la Chambre de commerce de Dunkerque, pp. 252, 333, 808.
- CARNOT (Hippolyte), pp. 13, 238, 244, 245, 251, 407.
- CASTELAIN (Fernand) adjoint au maire de Lille, p. 761.
- CASTELAIN (Georges) sous-préfet de Valenciennes, p. 1194.
- CATEL BEGHIN maire de Lille, pp. 544, 618, 760, 761, 846, 907, 967, 974, 989, 1003, 1020, 1020 bis, 1121, 1159, 1182, 1197, 1198.
- CATTEAU industriel, conseiller général, pp. 809, 1204, 1206.
- CAUDAVAIN (de) conseiller à la Cour de Douai, p. 1033.
- CAULAINCOURT (comte de) animateur des oeuvres catholiques, pp. 370, 544, 1044, 1139.
- CAULIER conseiller municipal de Lille, pp. 768, 781, 842, 846, 998.
- CAULLET conseiller général, p. 1151.
- CAVAIGNAC (général), pp. 29, 81, 133, 174, 236, 239, 244, 248, 257, 407.
- CAVROY (établissements), p. 773.
- CAZIER candidat républicain, p. 1206.
- CERET-CARPENTIER (Mme) propriétaire du Courrier douaisien, pp. 260, 516.
- CHABANNES (comte de), p. 96.
- CHANGARNIER (général), pp. 31, 969, 985, 988, 1071.
- CHAPPELLIER industriel, notable républicain, pp. 71, 193, 194, 570, 573, 587, 591, 595, 598, 614, 615, 739, 814, 817, 822, 830, 831, 832, 836, 838, 974, 989.
- CHARIE ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, p. 204.
- CHARVIGNE militant républicain, p. 487.
- CHEMILLIER (de) sous-préfet d'Hazebrouck, p. 1194.
- CHEVALIER (Michel), pp. 472, 482, 507.
- CHEVALIER (Pierre) inspecteur primaire, pp. 208 à 210.

CHOMBART conseiller général, pp. 93, 148, 149.

CHON (François) professeur, pp. 459, 684.

CHOQUE député du Nord, pp. 168, 228, 232, 236, 244, 247, 249, 363, 441, 563, 568, 571, 579, 582, 587, 793, 810, 825, 826, 830, 831, 834, 836, 846 à 848, 853, 866, 867, 874, 875, 884, 888, 1254.

CHOQUET inspecteur primaire, p. 1135.

CHOTTEAU gérant de la Voix du Proscrit, p. 62.

CISSEY (général), p. 1155.

CLARETIE (Jules) écrivain, p. 765.

CLAVELLY militant républicain, pp. 8, 489.

CLAVON conseiller général, p. 1151.

CLEBSATTEL (de) député du Nord, pp. 127, 228, 232, 236, 241, 244, 248, 270, 441, 498, 501, 563, 568, 573, 577, 580, 582, 587, 608, 614, 615, 838, 1254.

CLEENEWERK de CRAYENCOURT conseiller de préfecture, pp. 140, 552, 715, 994, 1215.

COCHARD militant républicain, p. 99.

CODRON militant républicain, p. 785.

COGET agriculteur, notable républicain, pp. 702, 1206.

COLOMBIER (établissements), p. 689.

COLLET-MEYGRET directeur de la Sûreté, préfet du Nord, pp. 124, 264, 267, 382.

CORCELLES (de) ambassadeur, député du Nord, pp. 969, 973, 982, 984, 988, 1057, 1063.

CORENWINDER conseiller municipal de Lille, pp. 974, 989, 1063, 1162.

CORNAILLE-LEROY propriétaire, pp. 598, 740.

CORMONT propriétaire du Nouvelliste d'Avesnes, p. 1046.

CORNE (Hyacinthe) député, puis sénateur du Nord, pp. 8, 10, 98, 174, 740, 741, 770, 779, 811, 818, 822, 825, 830 à 832, 838, 853, 889, 921, 922, 966, 967, 969, 973, 974, 976, 988, 989, 1017, 1029, 1030, 1057, 1063, 1125, 1140, 1169, 1181, 1259.

COTTEAUX conseiller à la Cour de Douai, p. 176.

COURBOURLIS militant républicain exilé, p. 342.

- COURTIN conseiller à la Cour de Douai, p. 178.
- COUSSEMAKER (Charles de) magistrat, conseiller général, pp. 127, 182, 749, 804, 1215.
- COUTURE conseiller à la Cour de Douai, p. 176.
- CREPEAUX propriétaire gérant de l'Indicateur du Nord, pp. 256, 259.
- CREPEL-TILLOY maire de Lille, pp. 684, 845, 907.
- CREPIN propriétaire gérant de l'Industrie du Nord et du Pas-de-Calais, pp. 739, 770, 1034.
- CROMBE (abbé), p. 444.
- CRUGEOT banquier à Dunkerque, p. 775.
- DAMAN conseiller à la Cour de Douai, p. 176.
- DANEL (Léonard) imprimeur à Lille, pp. 263, 671.
- DANEL (Paul) magistrat, conseiller général, pp. 956, 1050, 1081, 1150, 1234.
- DANNIAUX conseiller à la Cour de Douai, p. 827.
- DANSETTE industriel, p. 154.
- DARIMON (Alfred) député de Paris, pp. 7, 684, 741, 742.
- DARRAS-LEMAIRE industriel, p. 1224.
- DARU ministre, pp. 868, 877.
- DASSONVILLE militant républicain, p. 487.
- DATHIS juge de paix à Bailleul, puis à Tourcoing, p. 554.
- DAUNASSANS sous-préfet de Valenciennes, p. 1017.
- DAUNAY conseiller à la Cour de Douai, p. 1032.
- DAUSSE secrétaire général de préfecture, pp. 874, 1190.
- DAVID ancien préfet du Nord, p. 804.
- DAYEZ journaliste, pp. 166, 264 à 266, 735, 736.
- DEBIEVRE conseiller municipal de Lille, pp. 762, 846.
- DEBREYNE notaire, p. 187.
- DEBRIDGE journaliste, pp. 518, 522
- DEBUCHY (Désiré) député du Nord, p. 1206.

- DEBUCHY (Jean-Baptiste) militant républicain, pp. 52, 63, 816.
- DECROIX banquier à Lille, p. 961.
- DEFEVER (établissements), p. 689.
- DEFONTAINE (Edouard) conseiller général, p. 94.
- DEFONTAINE (Jules) conseiller d'arrondissement de Lille, notaire, p. 550.
- DEGANS imprimeur, p. 735.
- DEGEORGE (Frédéric) journaliste, pp. 511, 512.
- DEHAENE (abbé), pp. 211, 454, 640, 1134 à 1136.
- DEHAU maire de Cysoing, p. 161.
- DEHAYNIN homme d'affaires parisien, candidat à la députation du Nord, pp. 820, 822, 836, 849 à 852.
- DELFOSSÉ président de la Chambre de commerce de Roubaix, p. 801.
- DELLALEAU receveur des Finances, p. 609.
- DELAIRE conseiller de préfecture, p. 141.
- DELAME juge de paix à Landrecies, p. 1125.
- DELAMARRE propriétaire de journaux parisiens, p. 263.
- DELANGLE ministre, pp. 348, 349.
- DELANNOY (abbé), p. 371.
- DELATTE (Edouard) maire de Roubaix, pp. 154, 625.
- DELATTE (établissements), pp. 475, 662, 663, 671.
- DELATTE (famille) de Roubaix, p. 1224.
- DELATTE ex-maire de Fives, p. 781.
- DELAVILLE ex-procureur, p. 51.
- DELBASSEE militante républicaine, p. 785.
- DELONNEZ militante républicaine, p. 782.
- DELCRO journaliste, pp. 269, 270, 275.
- DELEBECQUE administrateur des chemins de fer du Nord, p. 235.
- DELECROIX-STEVERLINCK (établissements), p. 689.
- DELESALLE (Emile) industriel, président du Comité des filateurs de lin, pp. 461, 550.

- DELESALLE (Benjamin) militant socialiste, pp. 783, 784.
- DELESCLUZE (Charles) ex-commissaire de la République, pp. 7 à 10, 12, 15, 24, 49, 53, 144, 148, 171, 180, 392, 399, 748, 756, 768, 772, 816, 818, 920, 979, 1004, 1007, 1234.
- DELHOMMEL ex-procureur, p. 65.
- DELHAYE militant républicain, p. 393.
- DELMAR (Léonard) conseiller municipal de Lille, pp. 742, 759, 762, 781.
- DELMAS (Albert) sous-préfet de Douai, p. 874.
- DELOBY (Florentine) militante républicaine, p. 785.
- DEQUOY conseiller municipal de Lille, pp. 671, 844, 846.
- DERBIGNY conseiller de préfecture, pp. 65, 140.
- DEREGNANCOURT (Jules) député du Nord, pp. 773, 974, 979, 989, 1022, 1023, 1039, 1050, 1057, 1058, 1063, 1081, 1082, 1085, 1089 à 1092, 1095 à 1097, 1120 bis, 1130, 1163, 1169, 1171, 1179, 1184, 1185, 1195, 1244.
- DERODE (Victor) écrivain, p. 879.
- DERON militant républicain, pp. 397, 398, 427.
- DERVAUX maire de Wargnies-le-Grand, p. 929.
- DESBONNET (Edouard) conseiller municipal de Lille, pp. 762, 1039.
- DESBONNET (Jean-Baptiste) conseiller municipal de Lille, p. 846.
- DESCAMPS-CREPÊL industriel, p. 413.
- DESCAT (Constantin) député du Nord, pp. 29, 127, 169, 228, 230, 232, 236, 248, 416, 479, 968, 969, 972, 980, 988, 1022, 243, 1049, 1057, 1063, 1082, 1090, 1100, 1149, 1180, 1185, 1187, 1204, 1254.
- DESEINE militant républicain, p. 487.
- DESFOSSÉZ militant républicain, p. 392.
- DESHODT juge à Hazebrouck, p. 564.
- DESJARDINS (Arthur) procureur général de Douai, pp. 1031, 1032, 1125, 1133.
- DESMAZIERES juge à Hazebrouck, pp. 1084, 1188.
- DESMONS conseiller d'arrondissement, p. 897.
- DESMOUTIERS (Charles) député du Nord, pp. 93, 100, 157, 967, 1184, 1188, 1206, 1209.

DESQUIENS militant républicain, pp. 396, 398.

DESROUSSEAU X (établissements), p. 663.

DESTIGNY rédacteur et gérant du Mémorial de Lille, pp. 266, 268.

DESTIKER conseiller à la Cour de Douai, p. 1032.

DESURMONT ex-député du Nord, pp. 420, 701, 742, 974, 977, 989, 1188.

DEVEAU-CARLIER notable républicain, p. 818.

DEVYNK conseiller à la Cour de Douai, p. 177.

DEWARLEZ cabaretier militant républicain, pp. 62, 396, 399, 410, 488, 782.

DHENNIN militant républicain, pp. 396, 398, 487.

DHENRY militant républicain, pp. 764, 767, 816.

DICKSON industriel, p. 270.

DILLIEZ (établissements), p. 663.

DINAUX propriétaire de l'Echo de la Frontière, p. 106.

DOUAY-MACAREZ conseiller général, pp. 614, 617.

DOUEZ de Ghissignies propriétaire, p. 840.

DORLENCOURT juge d'instruction, p. 448.

DOULERS (établissements), p. 801.

DUBOIS conseiller d'Etat, p. 252.

DUBOIS marchand de fer, militant républicain, pp. 387, 492.

DUBRULLE (Jacques), Conseiller à la Cour, p. 176.

DUBRULLE (Louis) juge d'instruction, p. 448.

DUBRULLE (famille), p. 1032.

DUFAURE ministre, pp. 1030, 1100, 1144, 1192.

DUFRESNES président du Tribunal, pp. 8, 183, 749.

DUHAMEL industriel, p. 716.

DUHEM conseiller à la Cour de Douai, p. 1033.

DUMAS ex-député du Nord, p. 30.

DUPANLOUP (Mgr), pp. 853, 867.

DUPONT (Alfred) député du Nord, pp. 1050, 1057, 1063, 1072, 1076, 1077, 1083, 1085, 1087, 1091, 1180, 1183, 1193.

- DUPONT (Edmond) conseiller à la Cour de Douai, p. 177.
- DUPONT (Emile) journaliste républicain, pp. 12, 25, 64, 761, 974, 989.
- DUPONT (Frédéric) inspecteur du Travail, pp. 310 à 313.
- DUPONT banquier à Valenciennes, p. 804.
- DUPUY de LOME ex-député officiel, candidat aux élections de 1876, pp. 1183, 1185, 1189, 1191.
- DUQUESNES conseiller municipal de Lille, p. 762.
- DURAND d'ELICOURT, conseiller à la Cour de Douai, p. 171.
- DUREAU secrétaire général de préfecture, p. 1047.
- DURIEU ex-pair de France, p. 202.
- DURUY ministre, pp. 210, 453, 637, 641, 642, 683, 684.
- DUSAUTOIR militant républicain, pp. 53, 395.
- DUTEMPLE conseiller général, pp. 818, 989, 1038, 1092.
- DUTHILLEUL (Jules) militant républicain, pp. 761, 824, 929, 974, 989, 1184.
- DUVERNOIS publiciste, p. 805.
- L'EPINE (baron de) conseiller général, pp. 94, 118, 822, 839.
- ERNOUL ministre, p. 1067.
- ESPARBIE propriétaire du Mémorial de Lille, pp. 1046, 1146, 1150.
- ESPINASSE (général), p. 348.
- ESPIVENT (général), pp. 932, 937.
- ETCHEGOYEN (baron d') sous-préfet d'Avesnes et de Dunkerque, p. 1017.
- EVERAERT avocat, p. 775.
- FAIDHERBE (général) pp. 899, 932, 941, 943, 951, 956, 957, 959, 960, 961, 964, 1032, 1071 à 1074, 1076 à 1079, 1080, 1081, 1182.
- FALLOUX (loi), pp. 356, 373, 521.
- FAMECHON maire de Roubaix, p. 1195.
- FAREZ conseiller à la Cour de Douai, p. 176.
- FARINAUX industriel, pp. 762, 768, 998.
- FARRE (général), pp. 937, 943, 957.

- FAURE-BIGUET procureur à Avesnes, p. 1029.
- FAVIER militant républicain, p. 764.
- FAVRE (Jules), pp. 441, 509, 676, 968, 979, 989.
- FEMY avocat, militant républicain, pp. 11, 53, 376, 490, 751, 782.
- FERRIER journaliste, pp. 130, 261, 262, 275, 276, 428, 496, 523, 525 à 527, 529, 570, 630.
- FERRY (Jules), p. 1140.
- FEYTAUD rédacteur et gérant du Courrier du Nord pp. 27, 496.
- FIEVET (Achille) conseiller à la Cour de Douai, p. 827.
- FIEVET (colonel) conseiller général, p. 847.
- FIEVET (Constant) fabricant de sucre, conseiller général, pp. 1084, 1127, 1164 à 1171, 1173, 1262.
- FIEVET (frères), p. 253.
- FILLY directeur des Douanes, p. 203.
- FINIEL militant républicain, p. 388.
- FLAMANT (Emile) avocat républicain, pp. 560, 569, 570, 573, 579, 580, 587, 592, 593, 701, 705, 708, 709, 763, 841.
- FLAMEN (Auguste) maire de Lille, p. 544.
- FLEURY recteur de l'Académie de Douai, pp. 210, 641, 642, 684, 805, 870.
- FORCADE de la ROQUETTE ministre, pp. 698, 811, 813, 852, 862, 872.
- FOULD (Achille) ministre, pp. 461, 473, 609.
- FOULER de RELINGUE député du Pas-de-Calais, p. 1117.
- FOUCART avocat républicain, p. 493.
- FONTAINE-DELANNOY industriel, p. 495.
- FOURICHON ministre, p. 931.
- FOURNIER (Gabriel) sous-préfet d'Avesnes, pp. 136, 137.
- FOURNIER haut fonctionnaire, p. 1182.
- FRANCOIS (Achille) recteur de l'Académie de Douai, p. 206.
- FRANCOVILLE (Charles) procureur à Valenciennes, p. 1031.
- FREMOIRE (de la) ingénieur des Ponts et Chaussées, p. 204.

FREPPEL (Mgr), p. 1165.

FREYCINET ministre, pp. 941, 942, 959.

GACHET conseiller municipal de Lille, pp. 762, 846.

GAMBETTA (Léon), pp. 520, 539, 751, 752, 766, 770, 789, 883, 914, 915, 917, 918, 930, 931, 937, 938, 941 à 943, 948, 953 à 955, 957, 960, 961, 964, 966, 967, 976 à 981, 991, 992, 996, 1017, 1020, 1030, 1074, 1080, 1082, 1102, 1184, 1186, 1187, 1198, 1202, 1205, 1218.

GANDY rédacteur et gérant de l'Echo de la Frontière, pp. 271, 515, 530, 552.

GARCIN ex-conseiller général, p. 93.

GARDIN procureur à Dunkerque, p. 181.

GARIBALDI pp. 429, 437, 523, 646, 679, 681, 682, 732.

GARNIER sous-préfet de Douai, p. 138.

GASC sous-préfet d'Avesnes, pp. 36, 54, 66, 126, 133, 134, 136, 137, 146, 421.

GAY rentier, militant républicain, p. 389.

GENARD partisan de la Commune, p. 1000.

GENIN sous-préfet de Douai, pp. 133, 575, 602.

GEORGES maire d'Avesnes, p. 539.

GERARD sous-préfet de Dunkerque, pp. 134, 137.

GERMIGNY (de) _propriétaire, animateur des oeuvres catholiques, p. 371.

GIRARD (Alfred) député du Nord, pp. 778, 974, 977, 989, 1081, 1150.

GIRARDIN (Emile de), pp. 743, 746.

GIRAUD (Mgr), p. 778.

GIROUD (Casimir) raffineur, leader républicain, pp. 405, 770, 955, 974, 989, 1081, 1150.

GIZOLME sous-préfet de Valenciennes, p. 1018.

GODARD-DESMARET industriel, député du Nord, pp. 233, 235, 244, 245, 250, 251, 441, 563, 585, 587, 588, 619, 653, 719, 721.

GODEFROY conseiller général, pp. 399, 400, 613, 760, 761, 782.

DE LA GORCE (Raymond) procureur à Avesnes, pp. 183, 603, 923, 1031.

- DE LA GORCE (Marie-Joseph) conseiller à la Cour de Douai, p. 186.
- GOSSART maire d'Avesnes, pp. 96, 151.
- GOUBE négociant, p. 945.
- GOUDAERT conseiller d'arrondissement, p. 253.
- GOURDIN ex-sous-préfet d'Hazebrouck, pp. 126, 553.
- GOUSSART conseiller d'Etat et conseiller général, pp. 912, 936.
- GRAMAIN journaliste, pp. 47, 61, 266.
- GRAMMONT ministre, p. 900.
- GRANIER de CASSAGNAC député, p. 729.
- GRENIER journaliste, pp. 45, 61.
- GREPPO pp. 526, 529, 766.
- GRETERIN directeur général des Douanes, p. 609.
- GRIMON inspecteur primaire, pp. 208, 209, 221, 1135.
- GRIMONPREZ (établissements), p. 663.
- GRONNIER substitut, p. 1125.
- GROULEZ cabaretier républicain, p. 387.
- LA GUERONNIERE (Vicomte de) ministre, pp. 268, 431, 439, 512, 735.
- GUFFROY négociant, p. 945.
- GUIBERT conseiller général, p. 252.
- GUILBERT d'ESTEVEZ conseiller général, pp. 159, 616, 1234.
- GUILHEM (Aristide) receveur général des Finances du Nord, pp. 201, 202.
- GUILLEMIN (Ernest) député du Nord, pp. 71, 177, 786, 817, 819, 822, 830, 831, 836, 840, 889, 919, 920, 924, 929, 974, 977, 989, 1080, 1188, 1206.
- GUILLEMIN recteur de l'Académie de Douai, pp. 206, 207, 210, 429, 430, 441, 449, 452, 453, 642.
- GUILMOT receveur des Finances à Douai, p. 202.
- GUIZOT pp. 234, 261.
- HABERT sous-préfet d'Avesnes, p. 1201.
- HAMILLE ministre, député du Pas-de-Calais, p. 1166.

HAMOIR (René) député du Nord, pp. 555, 563, 712, 734, 737, 818, 828, 831, 833, 836, 840, 853, 871, 875, 1048, 1081, 1166, 1182.

HARDOUIN conseiller à la Cour de Douai, p. 1033.

HAUTCOEUR (chanoine), p. 1136.

HAVRINCOURT (Alphonse de GARDEVAC, marquis d') chambellan de l'Empereur, député du Nord, pp. 484, 499, 500, 503, 566, 568, 577, 581, 582, 590, 594, 597 à 599, 609, 653, 697, 712, 719, 728, 734, 744 à 747, 754, 793, 806, 809, 819, 820, 822, 830, 831, 849 à 851, 858, 1235, 1236, 1254, 1264.

HAZARD conseiller à la Cour de Douai, pp. 182, 1033.

HEDDE procureur à Avesnes, p. 1125.

HEDDEBAUT notable républicain, pp. 550, 569, 571, 573, 579, 587, 592, 669, 701, 702, 742.

HENDLE préfet du Nord, pp. 979, 994.

HERBART armateur, sous-préfet de Dunkerque par interim, p. 929.

HERBECQ maire d'Avesnes, pp. 1021, 1120 bis.

HESPEL (comte d') député, puis sénateur du Nord, pp. 252, 804, 815, 844, 969, 972, 988, 1057, 1058, 1063, 1180 à 1182.

HEURSEL (comte d') ex-conseiller général. pp. 94, 252.

HIBON conseiller à la Cour de Douai, pp. 603, 1033.

HILAIRE inspecteur primaire, pp. 208, 209.

HINBON artisan républicain, p. 787.

HOGENDORP (baron Olivier d') sous-préfet de Cambrai, pp. 807, 813, 918.

HONNORAT BOCQUET conseiller général, pp. 527, 560, 761, 767.

HOREMANS imprimeur à Lille, p. 844.

HORRIE juge de paix, p. 188.

HORRIE industriel, pp. 974, 989.

d'HOUDAIN procureur à Cambrai, pp. 180, 596, 603.

HOUVENAGHEL maire d'Hazebrouck, p. 1020.

HOUZE de l'AULNOIS (Aimé) conseiller municipal de Lille, pp. 544, 716.

HUIDIEZ médecin républicain, p. 763.

HUMBERT (établissements) p. 689.

HURE (BARIL de la) rédacteur au Courrier Douaisien, pp. 516, 530.

JACOB parcepteur, p. 1085.

JACQUIN (Amédée et Nicolas) exilés républicains, pp. 397, 398, 487.

ISOARD (Eric) sous-préfet de Cambrai, pp. 917, 918, 920, 967, 974, 987, 989, 991, 1007, 1011, 1016, 1021, 1029, 1036.

JOETS de METERDORF conseiller général, p. 1079.

JOIGNEAUX journaliste démocrate, p. 13.

JOOS (Louis) député du Nord, pp. 144, 187, 236, 240 à 242, 244, 248, 250, 252, 563, 607, 1183, 1184, 1189, 1207.

JORANT procureur général de Douai, pp. 182, 827, 1033.

JOSEPH (Antoine) militant républicain, p. 99.

JUNKER militant ouvrier, pp. 783, 1037.

JUSTE militant républicain, p. 785.

KELLER député, pp. 985, 988.

KIEN rédacteur et gérant de l'Autorité, p. 271.

KOLB (Henri) ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, pp. 204, 243.

KOLB-BERNARD (Charles) député, puis sénateur du Nord, pp. 92, 117, 118, 129, 130, 232, 239, 359, 363, 370, 425, 430, 436, 440, 441, 450, 459, 483, 497 bis, 498 à 502, 506, 512, 549, 551, 559, 560, 564, 568, 569, 571, 583, 585 à 587, 592, 643, 653, 683, 698, 701, 703, 712, 719, 721, 759, 795, 798, 808, 816, 817, 822, 830, 831, 836, 837, 855, 865, 871, 881, 936, 955, 969, 972, 973, 979, 988, 990, 1057, 1058, 1063, 1090, 1102, 1138, 1152 à 1155, 1158, 1165, 1181, 1223, 1262 à 1264.

KUHLMANN (Charles-Frédéric) président de la Chambre de commerce de Lille, conseiller général, pp. 320, 544, 678, 693, 759, 865, 936, 1223, 1262.

LABOULAHE député, pp. 1136, 1140.

LACQUEMENT gérant du Courrier Douaisien, p. 260.

LADUREAU conseiller d'arrondissement, pp. 544, 550, 782.

LAFAURIE receveur des Finances à Valenciennes, p. 202.

LAGRANGE (baron Alexis de) député du Nord, pp. 228, 233, 244, 245, 250, 251, 441, 563, 585, 587, 588, 619, 653, 719, 721, 969, 972, 973, 988, 1057, 1058, 1063, 1102, 1138, 1149, 1155.

LAHITTE ancien député du Nord, p. 40.

LALLIER (Alphonse), maire de Cambrai, pp. 567, 595, 1022, 1038.

LALLIER juge au tribunal de Lille, p. 397.

LAMARLE ingénieur en chef des Travaux publics, p. 204.

LAMBRECHT (Félix) député du Nord, ministre, pp. 168, 236, 240, 244, 248, 250, 251, 253, 363, 482, 499, 500, 503, 517, 568, 571, 576, 577, 579, 587, 589, 606, 608, 611, 618, 653, 703, 712, 719, 721, 793, 806, 810, 819, 820, 822, 824 à 827, 830, 831, 833, 834, 836, 846 à 849, 852, 855, 872 à 874, 896, 922, 929, 936, 968, 969, 973, 988, 995, 1023, 1080, 1083, 1085, 1164, 1166, 1261, 1264.

LANGLOIS, p. 786.

LARDIN propriétaire et gérant de La Vérité, pp. 264 à 266, 513.

LA ROIERE maire d'Hondshoote, p. 33.

LAROZE sous-préfet d'Hazebrouck, pp. 1018, 1116.

LARREGUY de CIVRIEUX sous-préfet de Douai, pp. 806, 874.

LAURENT agent secret, p. 197.

LE BIHAN conseiller à la Cour de Douai, p. 176.

LEBLEU conseiller municipal de Dunkerque, pp. 614, 615, 619, 775, 974, 977, 989, 1182

LEBRET conseiller général, directeur de la Compagnie d'Anzin, pp. 25, 476, 617, 819.

LECLAIR ouvrier républicain, p. 388.

LECLERCQ-DUPIRE (établissements), p. 801.

LECLERCQ (Charles) sous-préfet d'Hazebrouck, pp. 132, 134, 137.

LECLUSE militant ouvrier, pp. 772, 773.

LECOMTE (abbé), p. 211.

LECOMTE (général), p. 1002.

LECORNEZ industriel, p. 817.

LEDOCHOWSKI receveur des Finances à Valenciennes, p. 201.

LEDRU ROLLIN, pp. 9, 11.

LEFEBVRE (Henri) rédacteur et gérant du Propagateur du Nord et du Pas-de-Calais, pp. 512, 1101, 1102, 1206.

LEFEBVRE (Julien) secrétaire général de la Préfecture du Nord, Préfet, pp. 140, 1047.

LEFEBVRE-DUCATTEAU (établissements), p. 671.

LEFEVRE-PONTALIS député, pp. 1183, 1188, 1191, 1204, 1206.

LEFORT (Edouard) libraire, homme d'oeuvres, p. 371.

LEGRAND (Pierre) député du Nord, pp. 65, 92, 94, 140, 230 à 232, 235, 236, 239, 243, 245 à 247, 251, 341, 346, 430, 550, 707, 1221.

LEGRAND (Pierre fils) préfet, puis député du Nord, pp. 701, 751, 761, 763, 846, 930, 932, 933, 936, 938, 940 ç 943, 945 à 949, 954, 955, 966, 974, 977, 982, 989, 990, 1020, 1030, 1081, 1187, 1199, 1206.

LEGRAND Gély conseiller d'arrondissement, co-directeur du Progrès du Nord, pp. 494, 701, 703 à 705, 707 à 709, 734, 735, 740, 751, 753, 755, 761, 764, 765, 769, 779, 783, 841, 890, 929, 1004, 1198, 1257.

LEGRAND (famille), p. 1262.

LEGRAND (Louis) député du Nord, pp. 778, 918, 919, 924, 928, 935, 974, 977, 989, 1080, 1145, 1146, 1190, 1194, 1199, 1204.

LE GONIDEC sous-préfet de Douai, p. 1201.

LE GUAY (baron) préfet du Nord, pp. 1115, 1116, 1122, 1130, 1138, 1186, 1192, 1193.

LELEU conseiller d'arrondissement, p. 592.

LELEUX (Alexandre) propriétaire de l'Echo du Nord, pp. 262, 275, 496, 518, 525, 526, 541, 555.

LEMAHIEU (établissements), p. 689.

LEMAIRE (Henri) rédacteur et gérant de l'Echo de la Frontière, p. 515.

LEMAIRE (Philippe) député du Nord, pp. 59, 92, 228, 231, 235, 237, 243, 248, 255, 556, 562, 565, 896, 1236.

LEMAIRE conseiller à la Cour de Douai, p. 1032.

LEMASSON (Charles) sous-préfet de Valenciennes, pp. 134, 138.

LEMASSON (Ernest) ingénieur des Travaux publics, p. 204.

LEMIRE (abbé), p. 1219.

LENGLE (Albert) ex-sous-préfet de Valenciennes, p. 566.

LENGLET (Guillaume) préfet du Pas-de-Calais, pp. 980, 982.

LEPRETRE (affaire), pp. 447, 452.

LEROY directeur des Douanes, p. 203.

LEROY (Emile) maire de Douai, p. 96.

LEROUX de BRETAGNE ex-premier président de la Cour de Douai, p. 175.

LESERURIER premier président de la Cour de Douai, p. 173.

- LESPAGNOL juge à Hazebrouck, pp. 564, 1084.
- LESTIBOUDOIS conseiller d'Etat, p. 411.
- LEVAINVILLE sous-préfet de Valenciennes, pp. 138, 367.
- LEVERT (Charles) sous-préfet de Valenciennes, pp. 133, 134, 138, 416, 1166, 1183, 1215.
- LEURENT (Jules) député du Nord, pp. 94, 617, 809, 969, 988, 1055, 1057, 1059, 1063, 1144, 1156, 1180, 1186, 1188, 1214.
- LEURENT industriel, p. 512.
- LIZOT préfet du Nord, pp. 1193, 1195.
- LOEUILLER artisan républicain, p. 399.
- LOHER chef de division à la préfecture, pp. 945, 947.
- LOISET ex-député républicain, pp. 242, 243, 245, 247, 341, 389.
- LOMONT gérant et rédacteur du Nord, p. 263.
- LOSSON rédacteur du Travailleur du Nord, p. 939.
- LOWAZY de LOINVILLE (Félix) sous-préfet de Valenciennes, pp. 136, 137.
- LOUBENS sous-préfet de Dunkerque, p. 1201.
- LOY juge à Lille, p. 183.
- LOYER (Henri) industriel, p. 409.
- LUCQ maire de Maubeuge, p. 421.
- MACAREZ conseiller général, pp. 1079, 1082.
- MAC MAHON, pp. 451, 1049, 1113, 1114, 1120 bis, 1144, 1146, 1153, 1156, 1159, 1173, 1210.
- MAGEN républicain exilé, p. 397.
- MAGNIEN (Jean) sous-préfet de Douai, pp. 517, 602.
- MAILLET conseiller général, puis sénateur du Nord, pp. 96, 298, 563, 828, 935, 1016, 1046, 1048, 1081, 1084, 1117, 1123, 1151, 1162, 1172, 1181, 1182.
- MALLET (chanoine), pp. 96, 298, 563, 828.
- MALLET adjoint au maire de Cambrai, p. 1121.
- MALO (Gaspard) entrepreneur, conseiller municipal de Dunkerque, pp. 270, 619, 775.
- MANGIN médecin républicain à Douai, p. 770.
- MANTEUFFEL, p. 950.

MARCERE (Emile DESHAYES de) député du Nord, puis ministre, pp. 827, 968, 969, 973, 988, 1005, 1039, 1057, 1063, 1140, 1169, 1185, 1188, 1191, 1194, 1195, 1197, 1198, 1208.

MARQUIGNY (Père jésuite), p. 1139.

MARCHAND sénateur du Nord, pp. 183, 188, 232, 287, 389, 563.

MARIAGE fabricant de sucre, pp. 1204, 1207.

MARION procureur à Avesnes, pp. 923, 1029.

MARIHLAT conseiller à la Cour de Douai, p. 177.

MARLIERE (Louis) sous-préfet de Valenciennes, pp. 483, 566, 575, 601, 1231.

MARSILLY directeur de la Compagnie d'Anzin, conseiller général, p. 819.

MARTEL (Louis) député du Pas-de-Calais, puis ministre, pp. 853, 1205.

MARTIN du NORD ancien ministre, pp. 202, 616.

MARTIN conseiller d'arrondissement, pp. 252, 616.

MARTINET (Auguste) procureur à Cambrai, p. 1029.

MASCAUT procureur à Avesnes, pp. 1030, 1031.

MASIN (comte de) sous-préfet de Cambrai, pp. 1017, 1022.

MASSART gérant du Progrès du Nord, pp. 735, 744, 745.

MASSIET du BIEST député du Nord, pp. 564, 1079, 1184, 1190, 1191, 1205, 1208.

MASSON (Léon) préfet du Nord, pp. 873, 879, 881, 894, 895, 906, 913 à 915, 917, 1020.

MASTRYK conseiller à la Cour de Douai, p. 178.

MASURE co-directeur du Progrès du Nord, député du Nord, pp. 268, 497, 517, 518, 520, 525, 527, 561, 570, 734, 740 à 745, 751 à 755, 764, 766, 767, 781, 789, 929, 938, 955, 967, 974, 977, 981, 989, 997, 1031, 1033, 1044, 1045, 1084, 1091, 1184, 1199, 1205, 1206.

MASUREL (Carlos) industriel, maire de Tourcoing, pp. 420, 804.

MATON maire de Marchiennes, p. 1123.

MATHAREL (comte de) sous-préfet de Douai, pp. 133, 138.

MAURY inspecteur primaire, p. 1135.

MAURAIGE maire de Maubeuge, p. 421.

MAURICE (Jules) maire de Douai, député, puis sénateur du Nord, pp. 810, 944, 970, 988, 1057, 1063, 1127, 1162, 1181, 1182, 1206.

MAURICE (Noël) conseiller à la Cour de Douai, p. 1124.

MAXIMILIEN D'AUTRICHE, p. 523.

MEGE ministre, p. 892.

MELUN (comte Anatole de) député du Nord, pp. 94, 100, 376, 436, 544, 550, 804, 973, 988, 1044, 1057, 1063, 1090, 1138, 1181.

MENCHE de LOISNE ingénieur des Ponts et Chaussées, p. 205.

MENTION maire de Condé, p. 187.

MENTION (Charles) député du Nord, pp. 770, 967, 1020, 1081, 1120 bis, 1162, 1178, 1189, 1199, 1206.

MERCIER conseiller d'arrondissement, pp. 550, 618, 701, 760.

MERLIN (Charles) maire de Douai, député du Nord, pp. 770, 967, 1020, 1081, 1120 bis, 1162, 1178, 1189, 1199, 1206.

MERODE (comte Werner de) député du Nord, pp. 92, 96, 127, 228, 232, 233, 237, 244, 802, 970 à 973, 984, 988, 1049, 1057, 1063, 1049, 1180, 1183.

MEUNIER ex-commissaire de la République, p. 570.

MEUNIER-STERLIN négociant, p. 1033.

MEUREIN (Victor) conseiller municipal de Lille, p. 846.

MEYNARD de FRANC procureur général de Douai, pp. 171 à 173, 333.

MICHELET, p. 734.

MILLET militant républicain, p. 387.

MIMEREL (Auguste) sénateur du Nord, pp. 29, 30, 86, 173, 409, 430, 563, 744, 754, 861.

MIRES banquier, p. 491.

MITCHELL journaliste, pp. 1183, 1190.

MOEURS républicain exilé, p. 488.

MONESTIER (Louis) sous-préfet d'Hazebrouck, p. 1117.

MONNIER industriel, p. 716.

MONNIER (Mgr), pp. 1136, 1141.

MONTAIGNAC (de) receveur des Finances à Dunkerque, p. 202.

MONTALEMBERT (comte de), pp. 231, 232.

MONTOZON (comte de) conseiller général, p. 252.

MORAEI conseiller général, p. 253.

MORCLETTE procureur général de Douai, pp. 632, 647, 662, 681, 724, 725, 746 à 748, 750, 752, 810, 867, 921, 922, 946, 999, 1030, 1031.

MORDACQ inspecteur primaire, p. 1135.

MOREAU (Emile) ingénieur, fondateur de sociétés ouvrières, pp. 773, 1037.

MORISSON conseiller général, pp. 493, 550, 742, 751, 763, 929, 955, 967, 1020.

MOREL-BUTRUILLÉ président du syndicat de dessèchement de la vallée de la Scarpe, p. 1229.

MORNY (duc de), p. 599.

MORTARA (affaire), p. 495.

MORTIER (abbé), p. 1136.

MOTTE (établissements), pp. 663, 672.

MOTTE-BOSSUT industriel, pp. 625, 1053, 1055.

NEDONCHEL (marquis de), pp. 548, 822, 1050, 1072, 1073, 1083, 1249.

NEGRIER (général), p. 9.

NERVO (baron de) sous-préfet de Cambrai, pp. 1117, 1131.

NICOLLE maire de Saint-Amand, pp. 169, 263.

NICOLAY (comte) animateur des oeuvres catholiques, p. 1044.

NUGUES ex-juge de paix, p. 26.

NUYTTENS négociant, p. 946.

OBEZ imprimeur et co-propriétaire du Courrier douaisien, pp. 259, 260, 1515, 1516.

OMS (d') premier président de la Cour de Douai, p. 173.

ORSINI, pp. 197, 277, 283, 344, 346, 359, 400.

OZENNE conseiller d'Etat, pp. 799, 863.

PAILLARD (Alphonse) sous-préfet de Dunkerque, pp. 138, 238.

PAJOT député, puis sénateur du Nord, pp. 544, 550, 970, 988, 1057, 1063, 1138, 1154, 1155, 1181.

PALIKAO (général comte de), pp. 908, 909.

PARENT-SHAKEN (établissements), p. 671.

PARISIS (Mgr), p. 452.

PARMENTIER conseiller à la Cour de Douai, p. 603.

PARSY député du Nord, pp. 771, 984, 1022, 1038, 1120 bis, 1121, 1140, 1145, 1157, 1163, 1164, 1169, 1171, 1173, 1184, 1189, 1191, 1209.

PATRICE négociant républicain, pp. 742, 760, 767 à 769, 816, 842, 939, 998.

PAULZE d'IWOY (général), p. 943.

PAUWELS (établissements), p. 689.

PECHIN (François) sous-préfet de Valenciennes, pp. 806, 874.

PERIER (famille), p. 1230.

PERIER (Casimir), pp. 820, 1084, 1099, 1156, 1157.

PERIN (Edouard) sous-préfet de Dunkerque, pp. 1117, 1201.

PERIN suspect, p. 391.

PERSIGNY (Fialin, duc de), pp. 30, 130, 229, 371, 417, 459, 518 à 520, 551, 553, 558, 564, 567, 568, 594, 599.

PESSARD journaliste, p. 518.

PETERYNK receveur des Finances à Dunkerque, p. 201.

PETIT (Pierre) conseiller à la Cour de Douai, pp. 177, 452.

PETIT imprimeur, p. 735.

PETIET sous-préfet de Dunkerque, pp. 576, 602.

PETITBON proviseur au lycée de Lille, p. 211.

PETIT-COURTIN maire de Cambrai, p. 602.

PETYT notable républicain de Cambrai, p. 1038.

PICARD (Ernest) député républicain, pp. 751, 766, 968, 989, 994.

PILETTE militant républicain, pp. 49, 975 à 977, 989.

PILLOT conseiller à la Cour de Douai, p. 177.

PICHAT (Laurent) écrivain, p. 765.

PHILIPPE (abbé), pp. 360, 373.

PHILIPPE (Frère), p. 687.

PHILIPPART homme d'affaires, p. 803.

PIETTE juge de paix au Quesnoy, p. 614.

PIETRI (Joachim) préfet du Nord, pp. 640, 641, 669, 740.

PILLION avocat, sous-préfet d'Avesnes par interim, p. 930.

PINARD procureur général de Douai, député du Nord, pp. 433, 438, 441, 452, 477, 489 à 491, 528, 561, 574, 577, 588, 590, 617, 618, 622, 642, 683, 700, 721, 722, 746, 752, 771, 793, 805, 806, 812 à 814, 817, 822, 824, 831, 834 à 836, 840, 853, 855, 871, 875, 879, 884, 888, 919, 921, 1029, 1243, 1263.

PISTOYE (de) sous-préfet d'Hazebrouck, p. 1017.

PLEY ex-procureur à Cambrai, p. 53.

PLICHON (Ignace) député du Nord, pp. 94, 96, 183, 228, 229, 233 à 235, 237, 243, 246, 250, 341, 346, 425, 440, 441, 464, 482, 483, 497 bis à 502, 504, 506 à 509, 549, 551 à 556, 558 à 562, 564, 566, 568 à 570, 573 à 576, 579, 580, 587 à 589, 599, 601, 602, 611, 614, 615, 617, 643, 653, 703, 709, 712, 718, 728, , 749, 775, 803, 806, 808, 822, 830 à 832, 836, 837, 848, 854, 855, 858, 861, 871, 880 à 882, 891, 892, 895, 928, 970, 972, 973, 979, 983, 988, 996, 1047, 1049, 1053, 1058, 1063, 1066, 1094, 1099, 1102, 1138, 1149, 1160, 1190, 1201, 1207, 1215, 1217, 1218, 1255, 1265.

PLICHON (Famille), p. 1262.

PLOCQ ingénieur du port de Dunkerque, p. 1208.

POLLET (banque), p. 649.

POSTIAUX secrétaire du sous-préfet d'Avesnes, p. 1117.

POTIE notable républicain, pp. 614, 975, 989, 1206.

POTIE (Famille), p. 1262.

POUILLIER (Etablissements), p. 689.

POULET propriétaire du Nouvelliste d'Avesnes, P. 737.

POULMAIRE conseiller à la Cour de Douai, p. 1032.

POURTAUT (abbé), p. 454.

POUYER-QUERTIER député, puis ministre, pp. 483, 698, 837, 870, 1059.

PRADELLES sous-préfet d'Avesnes, p. 1018.

PRESTAT procureur à Lille, pp. 178, 180.

PRIGNET imprimeur, propriétaire de l'Impartial du Nord, pp. 495, 518.

PROYART président du Tribunal de Cambrai, p. 603.

PROUDHON, p. 491.

PROUVOST (famille), p. 1264.

QUENSON juge à Hazebrouck, p. 1084.

QUETROY conseiller municipal de Lille, pp. 763, 846.

QUILLACQ maire d'Arras, pp. 611, 1000.

QUINET médecin républicain de Valenciennes, p. 492.

RABINEL propriétaire du Mémorial de Lille, p. 268.

RANDOT député, p. 1138.

RATISBONNE (abbé), p. 493.

RAVET-ANCEAU militant socialiste, pp. 939, 940.

REBOUX imprimeur, propriétaire du Journal de Roubaix, pp. 264 à 266, 268, 513, 857, 1042.

RECQUILLART (établissements), pp. 671, 801.

REGNARD avocat républicain de Valenciennes, pp. 928, 975, 989.

REGNIER (Mgr) archevêque de Cambrai, pp. 105, 236, 355 à 362, 364, 366 à 368, 382, 384, 430, 432 à 434, 436, 438 à 440, 449 à 452, 454, 521, 583, 637 à 642, 644, 646, 675, 682, 683, 1133, 1136, 1139, 1160, 1165, 1196, 1197, 1199, 1259.

REMUSAT, pp. 1081, 1082, 1194.

RENARD (Charles) sous-préfet d'Hazebrouck, pp. 612, 807.

RENARD (Léon) industriel, député du Nord, pp. 159, 611, 1048, 1183, 1186, 1190, 1207, 1210, 1232, 1264.

RENAN, p. 734.

RENAUD d'UBEXI procureur général de Douai, pp. 25, 171, 393, 394.

RENOTTE adjoint au maire d'Avesnes, p. 1121.

REYBAUD économiste, p. 421.

REYBAUD procureur général de Douai (nommé mais non installé), p. 922.

RICARD ministre, p. 1194.

RICHEBE (Auguste) maire de Lille, pp. 92, 154, 196, 228, 236, 243, 363, 411, 539, 541, 1254.

RICHEBE sous-préfet d'Avesnes, pp. 777, 807.

RIVET (loi), p. 1080.

ROBIN (général), pp. 943, 951.

ROBINET de CLERY procureur à Lille, pp. 946, 1030.

ROCHEFORT journaliste, pp. 784, 866, 867, 870.

ROGER du NORD (Edouard, Comte) député du Nord, pp. 34, 960, 971, 973, 988, 1057, 1058, 1063, 1100, 1140, 1150, 1181.

ROSSIGNOL conseiller à la Cour de Douai, pp. 93, 97, 750.

ROTOURS (Alexandre des) député du Nord, pp. 500, 503, 560, 564, 565, 571, 577, 579, 580, 585, 587, 592, 593, 616, 636, 653, 676, 679, 710, 712, 719, 721.

ROTOURS (Eugène des) député du Nord, pp. 696, 697, 700, 704, 709, 728, 798, 805, 815, 816, 818, 824, 831, 836, 837, 841, 842, 844, 845, 853, 855, 871, 873, 888. 969, 979, 988, 990, 1048, 1057, 1063, 1064, 1066, 1081, 1125, 1149, 1185, 1187, 1206, 1234, 1257, 1262, 1263.

ROTOURS (Raoul des), p. 1262.

ROTOURS (Guillaume des), p. 1262.

ROUEZ-ZENON conseiller général, pp. 1048, 1195.

ROULAND ministre, pp. 167, 217, 359, 377, 434, 439, 441, 444, 449, 452.

ROUSSEL (établissements), pp. 663, 667.

ROUSSEL-DEFONTAINE maire de Tourcoing, pp. 420, 1020.

ROUHER, pp. 529, 599, 660, 674, 681, 683, 699, 716, 795, 805, 807, 812.

SABATIN militant républicain, p. 778.

SAINT-HILAIRE propriétaire de l'Autorité, pp. 259, 270, 271.

SAINT-LEGER conseiller général, pp. 550, 811, 815, 864, 890, 896. 936, 1162.

SAINT-PAUL (VERBIGIER de) préfet du Nord, pp. 684, 749, 750, 777, 805, 806, 808, 809, 811 à 814, 816, 821, 825, 827 à 830, 849, 850, 855, 861, 862, 872, 895, 915, 922, 973, 1046, 1047, 1166.

SAINT-PRIEST sous-préfet de Douai, p. 517.

SALOME sous-préfet d'Hazebrouck, pp. 929, 975, 989, 990, 994, 1016.

SALMON premier président de la Cour de Douai, pp. 1032, 1146.

SCALBERT banquier, propriétaire de la Vraie France, pp. 1041, 1142.

SCAMPS (établissements), pp. 663, 667.

SCREPEL (Achille) député du Nord, pp. 493, 773, 1203, 1206.

SCRIVE industriel, p. 320.

SCRIVE-BERTIN journaliste, p. 517.

SEGUIER (Antoine) préfet du Nord, pp. 747, 754, 768, 994, 999, 1000, 1004, 1006, 1015, 1016, 1018 à 1021, 1030, 1035, 1082, 1114 à 1117, 1126, 1130, 1145, 1182.

SEGUR (Mgr de), p. 431.

SENCIER-MOUZARD (Léon), préfet du Nord, pp. 133, 138, 145, 602, 642, 659, 660, 669, 670, 676, 687, 700, 701, 722, 742, 753, 805, 810, 812, 819, 829, 872, 873.

SENS député du Pas-de-Calais, p. 1166.

SERGEANT de MONNECOVE sous-préfet d'Hazebrouck, p. 133.

SERVIGNE militant républicain, p. 389.

SEYDOUX (Jean-Jacques) député du Nord, pp. 27, 29, 38, 154, 228, 230, 232, 235, 244, 245, 249, 342, 366 à 368, 464, 498, 499, 501, 514, 563, 587, 588, 652, 653, 698, 712, 720, 737, 789, 818, 822, 823, 825, 829 à 831, 833, 836, 838, 839, 853, 855, 865, 866, 880, 884, 889, 896, 973, 1243, 1252.

SEYDOUX (Charles) conseiller général, pp. 1079, 1081, 1092, 1163.

SEYDOUX (famille), p. 1240.

SIBEN ingénieur des Ponts et Chaussées, p. 204.

SIFFAUT de MONCOURT sous-préfet d'Hazebrouck, pp. 575, 602.

SIMON (Jules) ministre, pp. 501, 702, 968, 976, 978, 989, 1066, 1133, 1198.

SIROT conseiller d'arrondissement de Saint-Amand, p. 1151.

SIROT-MALLEZ (famille), p. 1263.

SIX teinturier, conseiller municipal de Lille, p. 762.

SIX imprimeur, p. 844.

SOINS conseiller général, pp. 550, 762, 975, 989, 1039, 1081, 1083, 1084, 1087, 1161.

SOLAU contrebandier, pp. 488, 492.

SONGEONS (de) sous-préfet de Dunkerque, pp. 1011, 1018, 1037.

STAPLANDE (comte de) député, puis sénateur du Nord, pp. 94, 970, 972, 988, 1057, 1058, 1063, 1066, 1094, 1102, 1138, 1155, 1181, 1182.

STIEVENARD sous-préfet d'Avesnes, pp. 930, 1016, 1046, 1047.

STIEVENARD-BETHUNE député du Nord, pp. 162, 253, 499, 500, 568, 570, 576, 577, 583, 587, 592, 595, 596, 599, 600, 614, 643, 703, 712, 719, 721, 807, 812 à 814, 817, 834, 836, 1081, 1264.

STOPPELGAST maire de Bailleul, p. 552.

SWARTE (de) secrétaire de Martel au ministère de la Justice, pp. 1205, 1207.

TAILLAR conseiller à la Cour de Douai, p. 177.

TATON rédacteur du Courrier douaisien, p. 516.

TALABOT (famille), p. 1231.

TAVERNE maire d'Avesnes, p. 777.

TELLIER juge au Tribunal de Lille, p. 564.

TELLIEZ (Joachim) conseiller général, pp. 571, 592, 595, 984, 988, 1204, 1206, 1209, 1243.

TERNYNCK industriel, p. 667.

TERNAUX industriel, p. 306.

TERQUEM ingénieur des Ponts et Chaussées, pp. 775, 1037.

TESTELIN (Achille) député, puis sénateur du Nord, pp. 11, 486, 489, 701, 702, 742, 755, 759, 761, 763, 766, 806, 811, 815 à 817, 881, 914, 915, 919, 921 à 924, 927 à 934, 937 à 939, 941 à 950, 953, 955, 957, 959 à 961, 965 à 967, 975 à 977, 982, 984, 989, 990, 1001, 1004, 1033, 1039, 1052, 1057 à 1059, 1063, 1066, 1071, 1073 à 1078, 1082, 1096, 1099, 1113, 1114, 1138, 1142, 1169, 1180, 1181.

TESTELIN (Gustave) conseiller municipal de Lille, p. 618.

THERY député, puis sénateur du Nord, pp. 970, 988, 1044, 1057, 1063, 1102, 1114, 1125, 1138, 1154, 1155, 1181.

THIEFFRY (comte de), p. 107.

THIERS (Adolphe), pp. 417, 482, 483, 501, 505, 509, 565, 570, 571, 573, 576, 579 à 582, 587, 589 à 591, 601, 623, 624, 643, 683, 698, 709, 711, 745, 759, 766, 791, 808, 811, 815 à 817, 819, 820, 822, 824, 834 à 837, 841 à 845, 848, 849, 853, 871 à 873, 894, 936, 949, 964, 968, 970, 971, 973, 988, 990, 993 à 997, 1003, 1005, 1011, 1014 à 1016, 1028, 1031, 1046, 1049, 1050, 1058, 1061, 1065, 1070, 1073 à 1075, 1079, 1081, 1085, 1092, 1098, 1100 à 1102, 1106, 1110 à 1112, 1142 à 1145, 1147, 1149, 1156, 1173, 1182, 1184, 1203, 1230, 1231, 1235, 1237, 1249, 1258.

THIRIFOCC militant républicain, pp. 76, 778.

THOMAS (Narcisse) militant républicain, p. 487.

THOMAS (général), p. 1002.

- THOURET (Antony) ex-préfet du Nord, pp. 9, 82, 770.
- THOUVENEL ministre, p. 487.
- THUILLIER (Constant) sous-préfet de Douai, pp. 113, 138.
- THUILLIER (Henri) sous-préfet d'Avesnes, p. 601.
- TIERCE juge de paix, p. 614.
- TOMBE militant républicain, pp. 392, 778.
- TOURNOIS contrebandier, p. 391.
- TOURNOIS (Félix) procureur à Valenciennes, p. 1124.
- TREVENEUC (loi), p. 1093.
- TRICOTTET inspecteur primaire, p. 209.
- TROCHU, pp. 968, 989, 1062.
- TRYSTRAM (Jean-Baptiste) député du Nord, pp. 775, 929, 937, 953, 954, 967, 975, 977, 989, 990, 994, 1016, 1080, 1099, 1131, 1184, 1189, 1199, 1207, 1208, 1218.
- VACHEROT écrivain, p. 491.
- VAISSE ex-préfet du Nord, p. 173.
- La VALETTE (marquis de) ministre, pp. 626, 628, 664, 670, 741, 742, 805.
- VALIN rédacteur au Courrier douaisien, p. 517.
- VALLEE (abbé), pp. 360, 444, 583.
- VALLON (Paul) préfet du Nord, pp. 124, 127 à 130, 135, 137, 161, 165, 166, 232, 253, 268, 309 à 311, 318, 320, 337, 342, 348, 367, 371, 385, 409, 418, 421, 430, 435, 439, 449, 450, 463, 464, 473, 474, 477, 483, 486, 508 à 514, 518 à 520, 527, 541, 551 à 556, 559, 560, 565, 567, 568, 571, 575, 577, 595, 596, 599 à 601, 606, 607, 609, 613, 616, 622, 642, 669, 687, 722, 734 à 736, 829, 1129, 1263.
- VANDAL ministre, p. 609.
- VANDAMME militant républicain, pp. 396, 398, 487.
- VANDECASTEL (Mme) rédactrice au Courrier douaisien p. 516
- VANDEPER juge de paix, pp. 186, 554.
- VANDEREST imprimeur, rédacteur et gérant de l'Autorité,
pp. 259, 269 à 271, 514.
- VANDEWALLE (famille), p. 1215.
- VAN DE WYNKEL notaire, pp. 975, 989.
- VANHILSTE-PODOR militante républicaine, p. 785.

VANISCOTTE (établissements), p. 689.

VAREILLES-SOMMIERES, p. 1199.

VARLIN, pp. 760, 768, 769, 998.

VAUX (baron de) sous-préfet de Douai, pp. 126, 134 à 137, 173, 175.

VAYSSIE sous-préfet d'Avesnes, p. 1194.

VEAUCE (de) député, p. 848.

VENTE député du Nord, pp. 749, 752, 923, 970, 984, 988, 1030, 1057, 1063, 1090, 1124, 1149, 1183, 1193.

VENZAC journaliste, pp. 264, 265.

VERDIER négociant, p. 945.

VERLEY banquier, conseiller d'arrondissement, pp. 127, 544.

VERLEYE (Ernest), juge à Dunkerque, conseiller d'arrondissement, pp. 253, 254, 563, 614.

VERLY (Hyppolite) journaliste, pp. 387, 490, 905, 909, 915, 1157.

VERMOREL (Louis) journaliste, p. 765.

VERMOREL-TRIBOU épiciier républicain, p. 399.

VIEILLARD receveur de l'Enregistrement, p. 203.

VILLEMAIN sous-préfet de Cambrai, pp. 133, 134, 137.

VRAU (Philibert) industriel, animateur des oeuvres catholiques, pp. 512, 1044, 1136, 1139, 1223.

VUITRY ministre, p. 712.

WALESKI (comte) ministre, p. 359.

WALLERAND président de la Chambre des Arts et Manufactures de Cambrai, pp. 804, 880, 884, 1038.

WALLON (Henri) membre de l'Institut, député puis sénateur du Nord, pp. 970, 971, 985, 988, 1049, 1057, 1063, 1100, 1139, 1141, 1146, 1149, 1174, 1180, 1181, 1264.

WALRAND conseiller d'arrondissement, p. 570.

WARIN (Pierre) militant ouvrier, pp. 742, 759, 764, 767 à 769, 772, 862, 864, 939.

WARINGHIEN (Jules de) magistrat, pp. 52, 180, 181.

WARU (de) sous-préfet de Douai, pp. 1117, 1194.

WATELLE (Alfred) médecin républicain, pp. 975, 989.

WATERNAU industriel, p. 609.

WATTEAU médecin républicain, pp. 395, 396, 487.

WATTINE maire de Tourcoing, pp. 154, 420.

WATTRELOS gérant de coopérative ouvrière, pp. 939, 998.

WAYMEL tapissier, libre penseur, p. 781.

WELCHE (Charles) préfet du Nord, p. 1201.

WERQUIN (Emile) conseiller municipal de Lille, pp. 742, 762, 763, 929, 975, 977, 989.

WIBAUX (famille), p. 1224.

WYART (abbé), p. 437.

WYART maire de Sains, pp. 975, 985, 989, 1123.

YVERT maire de La Bassée, p. 161.

INDEX DES NOMS DE LIEUX

(Seules les localités du Nord et celles de la Belgique proches de la frontière y figurent en raison de leur multiplicité).

ABANCOURT p. 1241.

ANICHE pp. 301, 611, 1008, 1043, 1232.

ANNAPES p. 1147.

ANNEUX p. 82.

ANOR pp. 777, 786.

ANZIN (commune d') pp. 4, 26, 36, 49 à 51, 53, 56 à 58, 60, 62, 99, 153, 198, 301, 303, 305, 476, 486, 611, 656, 660, 661, 1000, 1098, 1231.

ANZIN (compagnie d') pp. 20, 23, 24, 25, 50, 80, 239, 306, 389, 462, 469, 476, 477, 558, 572, 576, 581, 585, 589 à 591, 598, 606, 607, 611, 660, 661, 699, 819, 820, 828, 848, 906, 918, 995, 1007, 1012, 1084, 1089, 1092, 1096, 1145, 1203, 1229, 1230.

ARLEUX (commune d') p. 383.

ARLEUX (canton d') pp. 66, 94, 105, 169, 247, 249, 252, 846, 888, 934, 1171, 1189, 1228, 1234.

ARMENTIERES (commune d') pp. 8, 14, 42, 45, 61, 120, 154, 237, 480, 559, 619, 693, 817, 912, 949, 1105, 1110, 1125, 1133, 1220, 1226.

ARMENTIERES (canton d') pp. 227, 559, 568, 592, 1163, 1170, 1187.

ASCQ pp. 167, 363.

ATTICHES p. 706.

AUBENCHEUL AU-BAC p. 608.

AUBERCHICOURT p. 826.

AUBY p. 439.

AULNOYE pp. 690, 692, 1248.

AVELIN p. 565.

AVESNES (commune d') pp. 36, 37, 51, 53, 54, 61, 67, 70, 71, 74, 75, 96, 100, 104, 112, 113, 133, 136, 145, 151, 181 à 183, 186, 190, 201, 208, 233, 287, 304, 338, 339, 344, 405, 406, 422, 429, 453, 479, 489, 539, 563, 601, 603, 777, 778, 807, 829, 840, 889, 923, 926, 987, 1012, 1016, 1018, 1021, 1023, 1029 à 1031, 1048, 1104, 1107, 1117, 1120 bis, 1121, 1125, 1171, 1172, 1183, 1195, 1201, 1202, 1247, 1249.

AVESNES (arrondissement d') pp. 13, 19, 31, 35, 43, 75, 109, 110, 115, 116, 126, 143, 152, 154 à 156, 160, 164, 166, 199, 205, 214, 215, 225, 228, 232, 238, 244, 250, 331, 373, 378, 403, 429, 537, 587, 738, 836, 839, 886, 913, 919, 925, 958, 969, 970, 974, 975, 992, 1009, 1017 à 1019, 1025, 1036, 1042, 1076, 1078, 1087, 1095, 1098, 1104, 1120, 1169, 1171, 1176, 1177, 1182, 1186, 1196, 1206, 1208.

AVESNES (canton nord d') pp. 75, 82, 111, 112, 146, 147, 193, 1081, 1096, 1188, 1245.

AVESNES (canton sud d') pp. 73, 146, 147, 193, 256, 613, 1104, 1123, 1188, 1245.

AVESNES LE-SEC p. 157.

AVESNES LES AUBERT pp. 691, 950, 1240, 1241.

BAILLEUL (commune de) pp. 94, 105, 190, 438, 551, 553, 558, 559, 604, 1213, 1215.

BAILLEUL (canton nord-est de) pp. 76, 98, 111, 250, 554, 558, 982, 1190.

BAILLEUL (canton sud-ouest de) pp. 98, 186, 250, 549, 551, 552, 554, 555, 558, 1190.

BAISIEUX pp. 397, 787.

BAVAI (commune de) pp. 82, 186, 253, 392, 1098, 1247.

BAVAI (canton de) pp. 15, 54, 75, 1081, 1188.

BEAUDIGNIES pp. 373, 382.

BELLIGNIES p. 394.

BERGUES (commune de) pp. 117, 185, 186, 248, 329, 370, 554, 563, 604, 1213, 1216.

BERGUES (canton de) pp. 118, 193, 236, 248, 589, 607, 1170, 1189, 1219.

BERLAIMONT (commune de) p. 1098.

BERLAIMONT (canton de) pp. 840, 1188.

BERMERIES p. 548.

BERSEE pp. 147, 1233.

BERTHEN p. 100.

BERTRY p. 457.

BEUGNIES p. 82.

BEUVRAGES p. 49.

BISSEZEELE p. 219.

BOESCHEPE pp. 958, 1084.

BOESEGHEM p. 608.

BOLLEZEELE pp. 147, 949.

BOUCHAIN (commune de) pp. 374, 379, 1098, 1120 bis, 1123.

BOUCHAIN (canton de) pp. 32, 74, 111, 193, 195, 247, 558, 571, 590, 598, 606, 812, 813, 839, 1151, 1190, 1227, 1233.

BOURBOURG (commune de) pp. 98, 925, 1098, 1105.

BOURBOURG (canton de) pp. 588, 749, 1189.

BOURGHELLES p. 1233.

BOUSSIGNIES pp. 380, 1248.

BOUVIGNIES pp. 82, 98, 117.

BRILLON pp. 380, 382.

BRUAY pp. 67, 367, 567.

BUSIGNY pp. 286, 287, 457.

CAESTRE pp. 456, 546.

CAGNONCLES p. 1241.

CAMBRAI (commune de) pp. 15, 43, 51, 52, 64, 65, 70, 74, 107, 112, 118, 133, 181, 185, 249, 252, 260, 286, 287, 301, 317, 320, 329, 344, 366, 376, 438, 448, 457, 479, 505, 514, 535, 539, 545, 557, 566, 570, 575, 594, 596, 600, 601, 603, 618, 639, 719, 771, 778, 790, 793, 807, 824, 838, 853, 880, 888, 889, 908, 911, 915, 917, 919, 926, 927, 932, 987, 1001, 1012, 1017, 1021, 1029, 1030, 1034, 1038, 1050, 1069, 1084, 1091, 1098, 1104, 1117, 1120 bis, 1121, 1125, 1132, 1135, 1145, 1147, 1163, 1164, 1179, 1184, 1204, 1238 à 1240, 1242.

CAMBRAI (arrondissement de) pp. 18, 21, 32, 38, 43, 66, 70, 73, 75, 77, 78, 103, 105, 109, 111 à 114, 116, 131, 137, 143, 152, 156, 164, 167, 189, 192, 202, 205, 214, 215, 220, 225, 226, 228, 244, 346, 378, 402 à 404, 429, 493, 537, 564, 571, 573, 575, 577, 578, 583, 585, 587, 588, 594, 598, 605 à 607, 635, 723, 813, 836, 849, 866, 881, 886, 900, 920, 925, 949, 958, 969, 974, 1009, 1011, 1025, 1037, 1038, 1076, 1078, 1087, 1089, 1095, 1098, 1104, 1120, 1168, 1169, 1171, 1176, 1177, 1182, 1196, 1206.

CAMBRAI (canton est) pp. 111, 247, 571, 991, 1081, 1188.

CAMBRAI (canton ouest) pp. 247, 608, 991, 1104, 1162, 1171, 1188.

CAMBRAI (diocèse) pp. 355, 356, 381, 431, 437, 642, 1133, 1216, 1258, 1260.

CAMPHIN en PEVELE p. 218.

- CAPELLE EN PEVELE p. 1106.
- CAPPELLEBROUCK p. 1217.
- CARNIERES (commune de) pp. 888, 1104.
- CARNIERES (canton de) pp. 79, 247, 571, 592, 595, 960, 1188, 1240, 1241.
- CASSEL (commune de) pp. 94, 105, 185, 1105, 1145, 1213, 1215.
- CASSEL (canton de) pp. 226, 559, 573, 926, 1190.
- CATILLON p. 71.
- CATTENIERES pp. 548, 608.
- CAUDRY pp. 78, 548, 1098, 1240.
- CAULLERY p. 685.
- CHEMY p. 149.
- CLAIRFAYT p. 432.
- CLARY (commune de) pp. 381, 456, 457, 615n 891, 991, 1098.
- CLARY (canton de) pp. 79, 111, 254, 557, 616, 788, 889, 956, 1104, 1189, 1241, 1242.
- COMINES pp. 42, 305, 309.
- CONDE SUR ESCAUT (commune de) pp. 8, 25, 66, 187, 370, 660, 880, 987, 1048, 1098, 1145, 1190, 1227, 1231, 1232.
- CONDE SUR ESCAUT (canton de) pp. 32, 788, 851, 852, 1088, 1264.
- COUDEKERQUE BRANCHE p. 689.
- COUSOLRE p. 1248.
- CROIX pp. 706, 1123.
- CUINCY p. 162.
- CURGIES p. 1123.
- CYSOING (commune de) pp. 8, 14, 39, 71, 161, 194, 635, 1048, 1106, 1125.
- CYSOING (canton de) pp. 14, 81, 117, 146, 148, 169, 248, 897, 1081, 1105, 1163, 1188, 1228, 1234.
- DENAIN pp. 19, 26, 46, 49, 80, 196, 303, 306, 317, 594, 660, 1000, 1098, 1106, 1227, 1230 à 1233.
- DORIGNIES p. 1232.

DOUAI (commune de) pp. 18, 34, 37, 44, 46, 48, 53, 55, 56, 64, 69, 70, 74, 75, 82, 91, 93, 94, 96, 97, 107, 112, 117, 131 à 133, 136, 138, 149, 151, 158, 171, 173, 176, 179, 190, 195, 201, 204, 206 à 210, 236, 247, 252, 253, 256, 257, 259, 286, 324, 338, 363, 368, 370, 376, 388, 429, 438, 447, 449, 451, 490, 515, 516, 563, 572, 574, 575, 589, 602, 603, 618, 638, 642, 671, 674, 706, 726, 739, 746, 749, 752, 753, 778, 783, 785, 790, 803, 806, 810, 820, 825, 829, 847, 853, 869, 870, 880, 889, 906, 915, 926, 932, 934, 940, 959, 967, 980, 987, 995, 1007, 1008, 1012, 1020, 1031, 1034, 1041, 1045, 1049, 1050, 1059, 1072, 1094, 1098, 1099, 1104, 1116, 1123, 1127, 1133, 1136 à 1138, 1141, 1145, 1162, 1178, 1194, 1201, 1208, 1227, 1228, 1236, 1263, 1264.

DOUAI (arrondissement de) pp. 13, 30, 32, 33, 35, 66, 73, 75, 77, 102 à 105, 109, 113, 115, 116, 126, 143 à 145, 152, 156, 160, 164, 167, 168, 174, 179, 189, 202, 212, 214, 215, 218, 225, 226, 228, 238, 239, 244, 260, 323, 331, 339, 349, 378, 402 à 404, 493, 494, 516, 520, 537, 563, 582, 587, 605 à 607, 610, 611, 723, 724, 727, 784, 805, 810, 825, 827, 836, 849, 866, 874, 886, 904, 925, 933, 958, 969, 970, 974, 975, 981, 999, 1009, 1010, 1017, 1019, 1025, 1036, 1076, 1078, 1087, 1095, 1098, 1104, 1120, 1150, 1169, 1171, 1176 à 1178, 1182, 1206.

DOUAI (canton nord de) pp. 589, 1081, 1104, 1162, 1189, 1228.

DOUAI (canton ouest de) pp. 74, 76, 604, 846, 847, 1050, 1081, 1104, 1150, 1167, 1189, 1228, 1234.

DOUAI (canton sud de) pp. 168, 249, 589, 604, 846, 847, 888, 1081, 1104, 1164, 1189, 1228, 1237.

DOUAI (Cour d'appel de) pp. 8, 44, 98, 126, 170, 173, 175, 178, 181, 603, 642, 744, 745, 818, 1164.

DOUAI (Académie de) pp. 348, 354.

DOUCHY pp. 571, 1230.

DOURLERS p. 548.

DUNKERQUE (commune de) pp. 15, 64, 67, 74, 75, 84, 96, 97, 99 à 101, 117, 118, 148, 171, 197, 201, 209, 247, 248, 252, 257 à 259, 263, 269 à 271, 286, 293, 294, 323, 324, 330, 338, 343, 344, 351, 369, 376, 408, 428, 429, 432, 433, 439, 441, 447, 454, 465, 480, 571, 576, 600, 602, 614, 609, 619, 638, 640, 650, 671, 672, 677, 699, 724, 726, 727, 739, 770, 775, 778, 793, 801, 803, 806 à 808, 826, 838, 880, 882, 902, 906, 911, 914, 917, 926, 934, 937, 953, 954, 957, 999, 1006, 1008, 1018 à 1020, 1034, 1036, 1049, 1068, 1099, 1105, 1117, 1148, 1179, 1183, 1186, 1191, 1193, 1201 à 1204, 1213, 1216, 1217, 1265.

DUNKERQUE (arrondissement de) pp. 8, 21, 22, 43, 73, 75, 77, 79, 107, 109, 112 à 116, 118, 138, 141, 143, 145, 148, 152, 154, 156, 157, 164, 166 à 168, 181 à 183, 214 à 216, 218, 220, 221, 225, 226, 228, 238, 244, 248, 254, 317, 331, 332, 346, 378, 402, 493, 537, 558, 559, 563, 569, 574, 582, 587, 588, 605, 607, 609, 672, 713, 738, 802, 808, 838, 867, 874, 886, 925, 929, 958, 970, 974, 975, 991, 1009 à 1011, 1017, 1025, 1027, 1028, 1036, 1068, 1076,

1078, 1087, 1090, 1095, 1098, 1105, 1120, 1135, 1157, 1168, 1169, 1176, 1177, 1182, 1207, 1215.

DUNKERQUE (canton est de) pp. 588, 1189.

DUNKERQUE (canton ouest de) pp. 15, 76, 588, 1189.

EMMERIN p. 148.

ENGLOS pp. 149, 167.

ENNEVELIN p. 935.

ENNETIERES en WEPPEs p. 147.

ERCHIN p. 382.

ESCARPELLE (fosse de l') p. 91.

ESQUELBECQ pp. 1083, 1093.

ESQUERMES pp. 369, 540.

ESTAIRES pp. 329, 453, 546, 641, 1213, 1217.

ESTREES p. 103.

ESTREUX p. 383.

FACHES pp. 80, 781.

FAUMONT p. 157.

FEIGNIES pp. 146, 491, 492, 777, 786, 1202.

FELLERIES p. 1248.

FIVES pp. 329, 369, 540, 1222.

FLAUMONT p. 147.

FLINES p. 1084.

FOURMIES pp. 17, 85, 154, 233, 250, 466, 690, 777, 840, 866, 987, 1000, 1098, 1174, 1248.

FOURNES p. 379.

FRAIS-MARAIS p. 1232.

FRELINGHIEN pp. 381, 432, 456.

FRESNES pp. 159, 301.

FRETIN pp. 546, 547.

FURNES p. 802.

GENECH pp. 117, 146, 147, 169, 1122, 1123, 1195.

GHYVELDE p. 608.

GODEWAERSVELDE p. 9.

GOEULZIN p. 103.

GONDECOURT pp. 374, 547.

GOUZEACOURT p. 11.

GRANDE SYNTHÉ pp. 148, 149, 379.

GRAVELINES (commune de) pp. 454, 838, 1037, 1104, 1107, 1110, 1179, 1213, 1217.

GRAVELINES (canton de) pp. 74, 112, 252, 588, 912, 1189, 1218.

GUSSIGNIES p. 162.

HALLENNES LEZ HAUBOURDIN p. 147.

HALLUIN pp. 391, 630, 689, 786.

HASNON pp. 1043, 1230.

HAUBOURDIN (commune d') pp. 14, 37, 65, 614, 689, 709, 1105.

HAUBOURDIN (canton d') pp. 14, 117, 118, 147, 149, 160, 227, 252, 560, 569, 706, 708, 709, 815, 844, 1187.

HAUT LIEU p. 147.

HAUTMONT pp. 690, 802, 1098.

HAVERSKERQUE p. 1084.

HAZEBROUCK (commune d') pp. 12, 51, 79, 93, 96, 107, 112, 181 à 183, 186, 211, 256, 329, 369, 447, 453, 454, 478, 554, 555, 611, 612, 618, 640, 709, 837, 915, 926, 1016 à 1020, 1042, 1081, 1084, 1085, 1116, 1117, 1193, 1194, 1205, 1213.

HAZEBROUCK (arrondissement d') pp. 20, 22, 28, 39, 43, 66, 67, 73, 75, 77, 78, 85, 100, 109, 111, 113, 114, 116, 118, 126, 131, 133, 137, 143, 144, 152, 154 à 156, 164, 167, 189, 190, 192, 205, 211, 214 à 217, 225, 226, 228, 234, 243, 249, 286, 317, 327, 339, 341, 346, 378, 402, 439, 441, 449, 450, 493, 508, 537, 539, 546, 553, 557 à 559, 564, 573 à 575, 580, 582, 587, 588, 602, 605 à 607, 609, 610, 624, 637, 638, 641, 645, 709, 808, 836, 856, 886, 887, 925, 957, 958, 969, 970, 975, 991, 1009, 1011, 1025, 1027, 1034, 1036, 1076 à 1079, 1085, 1087, 1095, 1098, 1105, 1120, 1135, 1169, 1176, 1177, 1184, 1207, 1214, 1215, 1217.

HAZEBROUCK (canton nord d') pp. 76, 98, 250, 559, 573, 1081, 1170, 1190, 1215, 1219.

HAZEBROUCK (canton sud d') pp. 76, 98, 250, 559, 573, 1081, 1190, 1215, 1219.

HELLEMMES pp. 619, 1133, 1147.

HERIN p. 660.

- HESTRUD p. 547.
- HONDSCHOOOTE (commune de) pp. 33, 184, 460, 589, 1213.
- HONDSCHOOOTE (canton d') pp. 248, 644, 1189, 1219.
- HONNECHY pp. 82, 157, 217, 1007.
- HORDAIN p. 607.
- HOUPLINES p. 328.
- INCHY pp. 366, 367, 1007.
- IWUY pp. 150, 162.
- JEUMONT pp. 286, 287, 786, 1098, 1248.
- LA BASSEE (commune de) pp. 37, 67, 93, 161, 186, 192, 219, 291, 328, 465, 802, 1077.
- LA BASSEE (canton de) pp. 14, 148, 149, 560, 569, 706, 708, 844, 1187.
- LA CHAPELLE D'ARMENTIERES pp. 148, 395.
- LA GORGUE pp. 1213, 1217.
- LALLAING pp. 66, 236, 249.
- LA LONGUEVILLE pp. 82, 1247.
- LAMBERSART pp. 396, 398, 1123, 1195.
- LA MADELEINE pp. 160, 312, 1106.
- LAMBRES p. 303.
- LANDRECIES (commune de) pp. 8, 287, 987, 1107, 1125, 1151, 1179.
- LANDRECIES (canton) pp. 75, 111, 112, 191, 254, 1081, 1104, 1171, 1188, 1245.
- LE CATEAU (commune de) pp. 16, 22, 26, 27, 38, 42, 46, 91, 154, 191, 226, 235, 249, 286, 331, 342, 366, 367, 466, 478, 557, 561, 563, 691, 779, 788, 802, 829, 839, 853, 880, 889, 932, 990, 991, 1007, 1068, 1098, 1104, 1106, 1125, 1184, 1240, 1243, 1244.
- LE CATEAU (canton de) pp. 75, 78, 82, 557, 838, 889, 960, 1189, 1242.
- LEDRINGHEM p. 935.
- LEERS p. 381.
- LE QUESNOY (commune de) pp. 9, 93, 94, 118, 185, 614, 957, 1120 bis, 1122, 1202, 1238, 1244.
- LE QUESNOY (canton est de) pp. 15, 193, 199, 250, 557, 822, 839, 987, 1072, 1104, 1188, 1238.

LE QUESNOY (canton ouest de) pp. 15, 146, 193, 250, 557, 788, 822, 827, 838 à 840, 889, 1104, 1188.

LEZENNES p. 387.

LEWARDE p. 1233.

LEZ FONTAINE p. 158.

LIESSIES pp. 373, 546.

LIEU SAINT AMAND p. 1123.

LILLE (commune de) pp. 2, 3, 6, 10 à 12, 14, 17, 18, 21, 22, 33, 37, 40, 45 à 48, 52, 53, 55, 58, 61 à 64, 68 à 71, 74, 75, 77, 80 à 82, 90, 92, 94, 98, 100, 101, 104, 107, 112, 117, 120, 121, 124, 127 à 129, 141, 154 à 158, 171, 172, 181, 183, 196, 197, 205, 207 à 211, 237, 239, 242, 245, 247, 257, 258, 263 à 265, 267, 268, 275, 280, 281, 287, 295, 309, 310, 312 à 315, 317, 320, 323 à 325, 328, 329, 332, 333, 338, 341, 342, 346, 358, 359, 363, 366, 368 à 371, 375, 376, 385 à 388, 393 à 398, 402, 404, 406, 408, 411, 413, 415, 418, 420, 422, 429, 431, 432, 437, 438, 440, 447, 448, 450, 459, 462, 465, 480, 482, 488, 493, 494, 511, 512, 521, 532, 539, 540, 544, 549, 550, 557, 558, 560, 561, 564, 565, 569, 592, 593, 601, 602, 609, 612, 613, 618, 621, 624, 632, 636, 645, 646, 650, 656, 659, 662, 670, 671, 674, 675, 676, 678, 680, 682 à 684, 687, 689, 691, 692, 696 à 702, 706, 708 à 711, 713, 715, 723 à 726, 728, 734, 740, 741, 744, 749 à 752, 756, 759, 760, 763, 766 à 769, 771, 772, 779, 780, 783, 784, 787, 789, 791, 801, 802, 808, 811, 815, 822, 824, 829, 837, 842 à 845, 850, 852, 864, 867, 869, 880, 881, 889, 904, 906, 909, 914, 923, 929, 932, 937 à 939, 942, 946, 950 à 955, 958, 960, 961, 964, 967, 971, 982, 998, 999, 1003, 1005, 1008, 1012, 1020, 1023, 1025, 1029, 1030, 1034, 1039, 1041, 1042, 1045, 1047, 1068, 1069, 1080, 1081, 1083, 1089, 1098, 1105, 1107, 1108, 1110, 1120 bis, 1121, 1123, 1128, 1135, 1136, 1138, 1140 à 1142, 1145, 1149, 1151, 1158, 1159, 1162, 1171, 1174, 1184, 1186, 1191, 1192, 1196, 1197, 1204, 1205, 1210, 1220, 1224, 1232, 1254, 1257, 1265.

LILLE (arrondissement de) pp. 8, 13, 14, 39, 45, 66, 67, 73, 75, 77 à 79, 81, 92, 95, 103, 109, 110, 113, 115, 116, 119, 127, 142, 145 à 147, 150, 152, 153, 156, 160, 164, 167, 168, 192, 212, 214 à 217, 221, 222, 225 à 228, 236, 238, 243, 248, 323, 327, 378, 401 à 406, 441, 493, 537, 538, 557, 558, 564, 585? 587, 592, 605, 606, 608, 714, 717, 836, 866, 886, 887, 925, 969, 970, 974, 975, 1009, 1011, 1036, 1076, 1078, 1087, 1095, 1096, 1098, 1105, 1120, 1120 bis, 1149, 1163, 1169, 1170, 1176 à 1178, 1180, 1181, 1205, 1206, 1227.

LILLE (canton centre de) pp. 550, 559, 560, 613, 1081, 1187.

LILLE (canton nord-est de) pp. 81, 550, 559, 560, 759, 1187.

LILLE (canton ouest de) pp. 74, 239, 550, 560, 708, 844, 896, 987, 1170, 1187.

LILLE (canton sud-est de) pp. 71, 80, 254, 708, 1187.

LILLE (canton sud-ouest de) pp. 550, 613, 759, 1187.

- LILLE (Chambre de commerce de) pp. 411, 415, 467, 478, 646, 693, 767, 865, 893, 1056, 1199.
- LILLE (Conseil d'arrondissement de) pp. 415, 417, 781.
- LINSELLES p. 432.
- LOMME pp. 456, 619, 709.
- LOOS pp. 320, 614, 709.
- LOURCHES p. 607.
- LOUVIL p. 39.
- LOUVROIL p. 182.
- MARCHIENNES (commune de) pp. 98, 881, 896, 1068, 1104, 1107, 1120 bis, 1123, 1125.
- MARCHIENNES (canton de) pp. 248, 252, 589, 847, 848, 1104, 1161, 1187, 1234.
- MARCOING (commune de) p. 614.
- MARCOING (canton de) pp. 15, 16, 71, 74, 82, 249, 592, 615, 926, 956, 991, 1037, 1104, 1172, 1189.
- MARCQ EN BARDEUL pp. 320, 328, 329, 373.
- MARDYCK pp. 147, 608.
- MARETZ p. 691.
- MARLY pp. 456, 1110.
- MAROILLES pp. 82, 100, 104, 381, 1246.
- MARQUETTE LEZ LILLE pp. 320, 1106.
- MARQUILLIES p. 709.
- MASNY pp. 1084, 1164, 1168.
- MAUBEUGE (commune de) pp. 12, 16, 54, 57, 158, 188, 197, 221, 233, 287, 303, 366, 421, 453, 455, 563, 609, 630, 690, 786, 818, 840, 934, 948, 987, 1012, 1068, 1098, 1106, 1175, 1188, 1202, 1242.
- MAUBEUGE (canton de) pp. 73, 82, 195, 1099, 1104, 1247.
- MAULDE p. 1133.
- MAUROIS p. 950.
- MAZINGHIEN p. 950.
- MENIN p. 391.
- METEREN p. 553.

MILLAM p. 935.

MONCHECOURT p. 104.

MONS EN BAROEUL pp. 432, 919.

MONS-EN PEVELE pp. 432, 1233.

MONTIGNY pp. 847, 849.

MORMAL (forêt de) p. 391.

MORTAGNE p. 958.

MOUCHIN pp. 456, 686, 1233.

MOULINS LILLE pp. 369, 540, 842, 845.

MOUSCRON pp. 38, 507.

MOUVAUX p. 644.

NEUF BERQUIN p. 1084.

NEUVILLE SAINT REMI p. 596.

ODOMEZ pp. 1123, 1230.

ORCHIES (commune d') pp. 13, 36, 37, 66, 93, 98, 100, 105, 145, 159, 197, 221, 370, 387, 388, 609, 616, 619, 880, 889, 1037, 1048, 1068, 1104, 1107, 1228, 1234.

ORCHIES (canton d') pp. 15, 74, 248, 254, 847, 848, 1104, 1189.

ORSINVAL p. 547.

OSTRICOURT pp. 103, 158, 419.

PAILLENCOURT p. 103.

PERENCHIES pp. 196, 388, 487.

PERONNE EN-MELANTOIS p. 1233.

PONT A MARCQ (commune de) pp. 71, 81, 387.

PONT A MARCQ (canton) pp. 14, 146, 148, 560, 616, 706, 708, 1188, 1228, 1234.

PONT SUR SAMBRE p. 146.

PRESEAU pp. 67, 439.

PRICHES p. 935.

QUAROUBLE p. 1145.

QUESNOY SUR DEULE (commune) p. 185.

QUESNOY SUR DEULE (canton de) pp. 14, 74, 111, 127, 239, 247, 559, 568, 592, 1162, 1187.

QUIEVRAIN pp. 313, 492.

QUIEVRECHAIN p. 506.

RACHES p. 686.

RAILLENCOURT p. 1241.

RAIMBEAUCOURT pp. 104, 686.

RAISMES pp. 49, 99, 607.

RAMILLIES p. 383.

RAUCOURT p. 547.

RECQUIGNIES pp. 456, 686.

REXPOEDE p. 98.

RIEULAY p. 686.

RIEUX EN CAMBRESIS p. 110.

RONCHIN p. 80.

RONCQ pp. 329, 373, 1122.

ROOST WARENDIN p. 980.

ROSENDAEL p. 439.

ROUBAIX (commune de) pp. 3 à 6, 12, 14, 17, 22, 23, 33, 45, 46, 62, 67, 69, 78, 84, 120, 154, 158, 185, 195, 198, 227, 230, 248, 291, 304, 306, 309, 314, 315, 317, 319, 329, 344, 354, 369, 370, 391, 411, 413, 420, 438, 441, 462, 463, 465, 467, 469 à 471, 478 à 481, 490, 493, 494, 507, 622, 624, 640, 644, 649, 650, 657, 662, 663, 665, 668, 671, 674, 678 à 680, 690, 691, 693, 696 à 699, 746, 750, 754, 771 à 773, 778, 784, 787, 790, 793, 796, 798, 800, 802, 803, 809, 837, 848, 854, 862, 863, 868, 870, 880, 889, 893, 904, 906, 912, 917, 926, 927, 951, 980, 987, 1000, 1001, 1012, 1021, 1022, 1034, 1036, 1043, 1053 à 1055, 1059, 1068, 1069, 1082, 1089, 1093, 1098, 1100, 1105, 1107, 1110, 1127, 1128, 1131, 1148, 1151, 1163, 1171, 1175, 1179, 1185, 1195, 1202, 1204, 1208, 1220, 1223, 1226, 1240, 1265.

ROUBAIX (canton de) pp. 193, 416, 982, 1081, 1105, 1187.

ROUBAIX (Chambre consultative des arts et manufactures) pp. 416, 464, 466, 472, 693, 797, 801, 1050, 1053.

SAINGHIN EN MELANTOIS p. 1233.

SAINS DU NORD p. 1123.

SAINT AMAND -commune de) pp. 8, 12, 62, 169, 252, 253, 453, 576, 590, 604, 788, 820, 851, 852, 889, 1043, 1133, 1228, 1229, 1231, 1232.

SAINT AMAND (canton rive droite de) pp. 32, 590, 1088, 1151, 1190, 1228.

SAINT AMAND (canton rive gauche de) pp. 37, 1088, 1190, 1228.

SAINT ANDRE pp. 1122, 1123.

SAINT GEORGES p. 432.

SAINT HUBERT p. 1246.

SAINT JANS CAPPEL p. 611.

SAINT MOMELIN p. 925.

SAINT PIERRE D'HAUTHMONT p. 1246.

SAINT SAULVE p. 1122.

SAINT SOUPLET pp. 381, 1007, 1123.

SAINT WAAST EN CAMBRESIS pp. 380, 691.

SAINT WAAST (fosse) p. 660.

SALESCHES p. 826.

SANCOURT p. 548.

SANTES p. 117.

SARS POTERIES pp. 37, 840, 1248.

SAULTAIN pp. 432, 555.

SAULZOIR p. 366.

SECLIN (commune de) pp. 37, 456, 569, 880, 1105, 1148.

SECLIN (canton de) pp. 14, 81, 105, 169, 416, 550, 560, 1188, 1228.

SEQUEDIN p. 148.

SEYMERIES p. 146.

SIN LE NOBLE pp. 149, 1233.

SOCX p. 382.

SOLESMES (commune de) pp. 100, 196, 380, 381, 826, 879, 991, 1098, 1171, 1240, 1241, 1244.

SOLESMES (canton de) pp. 15, 226, 557, 838, 1011, 1048, 1104, 1189.

SOLRE LE CHATEAU (commune) pp. 15, 226, 557, 838, 1011, 1048, 1104, 1189.

SOLRE LE CHATEAU (canton de) pp. 73, 112, 191, 897, 920, 1188.

SOMAIN pp. 249, 286, 803, 826, 846, 1098, 1099, 1143, 1150.

SPYCKER p. 1217.

STEENVOORDE (commune de) pp. 194, 554, 593.

STEENVOORDE (canton de) pp. 112, 193, 226, 1190, 1215, 1219.

STEENWERCK p. 1105.

TEMPLEUVE pp. 81, 1107, 1110, 1233.

THIENNES p. 608.

THIVENCELLES p. 1203.

THUMERIES p. 709.

THUN SAINT-MARTIN p. 547.

TILLOY p. 380.

TOUFFLERS p. 218.

TOURCOING (commune de) pp. 3, 6, 9, 10, 12, 23, 33, 46, 56, 67, 69, 78, 90, 94, 100, 117, 118, 120, 154, 158, 169, 197, 221, 227, 236, 248, 303, 304, 308, 309, 314, 315, 317, 325, 328, 336, 338, 342, 343, 350, 369, 370, 394, 411, 415, 416, 420, 430 à 432, 437, 438, 441, 471, 482, 490, 493, 507, 512, 641, 645, 662, 671, 674, 680, 693, 699, 714, 798, 809, 830, 837, 863, 880, 893, 917, 918, 926, 1019, 1020, 1043, 1059, 1077, 1105, 1191, 1204, 1220, 1225, 1226, 1264.

TOURCOING (canton nord de) pp. 74, 112, 192, 248, 416, 554, 1105, 1151, 1162, 1170, 1188.

TOURCOING (canton sud de) pp. 74, 112, 248, 416, 1105, 1188.

TOURCOING (Chambre consultative des arts et manufactures) pp. 472, 797, 1050.

TRELON (commune de) pp. 16, 690, 1000, 1098, 1149, 1151, 1171.

TRELON (canton de) pp. 73, 79, 250, 1031, 1088, 1099, 1104, 1161, 1188, 1247.

TRITH SAINT LEGER pp. 590, 606, 1231.

VALENCIENNES (commune de) pp. 8, 11 à 13, 22, 37, 44, 46, 52, 53, 58, 61 à 64, 66, 68, 69, 74, 75, 92 à 94, 97 à 99, 104, 107, 112, 136, 138, 139, 151, 158, 180, 187, 197, 201, 202, 204, 209, 231, 235, 256, 263, 269, 271, 274, 281, 287, 317, 324, 326, 330, 343, 369, 376, 389, 392, 420, 429, 465, 479, 489, 494, 539, 572, 573, 575, 581, 590, 591, 599, 618, 670, 671, 684, 692, 699, 724, 739, 777, 778, 788, 802, 809, 811, 819 à 821, 834, 850, 852, 853, 878, 880, 881, 889, 896, 900 à 902, 906, 908, 914, 919, 920, 923, 924, 926, 928, 930, 934, 935, 958, 959, 987, 999, 1007, 1008, 1012, 1017, 1018, 1021, 1025, 1029, 1031, 1034, 1069, 1098, 1100, 1105, 1120 bis, 1121, 1123, 1133, 1145, 1151, 1175, 1179, 1183, 1201, 1204, 1236, 1238, 1242.

VALENCIENNES (arrondissement de) pp. 9, 13, 19, 20, 22, 24, 32, 34, 35, 56, 70, 73, 75, 77, 80, 87, 106, 107, 109, 110, 113, 116, 131, 143, 152, 156, 160, 164, 202, 213 à 215, 218, 225, 226, 228, 238, 243, 304, 306, 307, 327, 331, 333, 346, 353, 378, 402, 403, 428, 476, 492, 493, 537, 539, 564 à 566, 576, 580, 581, 583, 587, 589, 605, 607, 669, 713, 715, 784, 787, 806, 812, 813, 825, 836, 849, 866, 867, 874, 886, 900, 918, 925, 958, 969, 970, 974, 975, 987, 1009, 1010, 1016, 1025, 1026, 1036, 1042, 1076, 1078, 1085, 1087, 1089, 1095, 1098, 1117, 1120, 1120 bis, 1169, 1171, 1176, 1177, 1182, 1207, 1238.

VALENCIENNES (canton nord de) pp. 32, 146, 193, 590, 851, 1099, 1105, 1190.

VALENCIENNES (canton est de) pp. 32, 100, 146, 193, 555, 849, 852, 923, 925, 1028, 1105, 1190.

VALENCIENNES (canton sud de) pp. 32, 74, 111, 146, 193, 247, 849, 1081, 1091, 1105, 1150, 1190, 1227.

VALENCIENNES (Chambre de commerce de) p. 417.

VERLINGHEM p. 239.

VICOIGNE pp. 598, 1230.

VIESLY pp. 381, 1241.

VIEUX CONDE pp. 20, 25, 476, 606, 607.

VIEUX BERQUIN p. 553.

VILLERS AU TERTRE pp. 104, 810.

VILLERS GUISLAIN p. 1195.

VILLERS POL p. 1247.

WALLERS pp. 439, 686.

WAMBRECHIES p. 239.

WANDIGNIES HAMAGE p. 1233.

WARGNIES LE GRAND p. 826.

WASQUEHAL p. 546.

WATTIGNIES EN AVESNOIS p. 157.

WATTRELOS p. 546.

WAVRIN p. 147.

WAZEMMES pp. 369, 540, 759, 782, 842, 845, 939.

WAZIERS p. 1233.

WEST CAPPEL p. 144.

WILLEMS pp. 546, 547, 686.

WORMHOUT (commune de) pp. 186, 187, 609, 686, 1043.

WORMHOUT (canton de) pp. 74, 76, 248, 253, 589, 1083, 1170, 1189, 1219.

WULVERDINGHE p. 1217.

TABLE DES TABLEAUX

VOLUME I

Chapitre II

pp. 58-59	Répartition socio-professionnelle des inculpés de la Commission mixte du Nord.
pp. 73 et 75	Résultats par arrondissement du plébiscite du 20 décembre 1851.
p. 77	Résultats du plébiscite du 20 décembre 1851 par types de communes.

Chapitre III

p. 93	Nuances politiques des candidatures au Conseil Général en 1852.
p. 109	Résultats par arrondissement du plébiscite du 19 novembre 1852.
p. 113	Résultats du plébiscite du 19 novembre 1852 par types de communes.
p. 116	Comparaison des plébiscites du 20 décembre 1851 et du 19 novembre 1852.

Chapitre IV

p. 143	Epuration des mairies en 1852.
p. 152	Origine socio-professionnelle des maires.
p. 156	Résultats électoraux des maires et de leurs listes en 1852 et 1855.
p. 164	Epuration des mairies en 1860.
p. 213	Sanctions prises contre les instituteurs de 1852 à 1854.
p. 215	Attitudes politiques des instituteurs en 1853.

Chapitre V

p. 228	Les candidats officiels en 1852 et 1857.
p. 243 et P. 244	Résultats des élections législatives de 1852 et 1857.

- p. 279 Evolution du tirage des journaux de 1852 à 1858.
- p. 282 Statistique des journaux parisiens lus à Lille.
- p. 283 Saisies des journaux belges.

Chapitre VI

- p. 288 Construction des chemins vicinaux.
- p. 300 Les grèves dans le Nord de 1853 à 1858.
- p. 311 Contrôle de l'application de la loi de 1841 sur le travail des enfants.

Chapitre VII

- pp. 334-335 Evolution des revenus agricoles de 1852 à 1856.
- p. 372 Options des conseils municipaux relatives aux directions d'écoles primaires de 1852 à 1859.
- p. 379 Nature des conflits entre les autorités municipales et ecclésiastiques.

Chapitre VIII

- pp. 402-403 Statistique des individus dangereux en 1855 et 1858.

VOLUME II

Chapitre IX

- p. 455 Options des conseils municipaux relatives aux directions d'écoles primaires de 1852 à 1859 et de 1859 à 1865.
- p. 458 Evolution de l'enseignement laïc et congréganiste dans les écoles primaires de 1850 à 1865.

Chapitre X

- pp. 497 bis à 500 Interventions des députés du Nord au Corps Législatif de 1861 à 1865.
- p. 525 Les revendications libérales de l'Echo du Nord.
- p. 530 Evolution du nombre des abonnés aux journaux du Nord de 1859 à 1865.

Chapitre XI

- p. 537 Résultats des élections municipales de 1855 et de 1860.
- p. 543 Résultats des élections municipales de Lille en 1860.
- p. 587 Résultats des élections législatives de 1863.
- p. 605 Attitude des maires aux élections de 1863 et mutations opérées par les autorités administratives.

Chapitre XII

- p. 655 Evolution des grèves de 1860 à 1867.
- p. 685 Evolution de l'enseignement laïc et congréganiste de 1866 à 1869.
- p. 708 Résultats de l'élection législative partielle de Lille en 1868.

Chapitre XIII

- p. 720 Vote des députés du Nord sur les amendements déposés par le Tiers-parti.

Chapitre XIV

- p. 536 Résultats des élections législatives de 1869.
- p. 886 Résultats du plébiscite du 8 mai 1870.

VOLUME III

Chapitre XV

- p. 925 Renouvellement des municipalités en 1870.
- p. 926 Formation des commissions municipales dans les principales villes (1870).
- p. 928 Statistique des réfractaires à la mobilisation dans la garde nationale et la garde mobile en janvier 1871.
- pp. 969-970 Tableau des candidats de la liste du Comité National.
- pp. 974-975 Tableau des candidats de la liste républicaine.

- p. 985 Résultats généraux des élections législatives du 8 février 1871.
- p. 988 et 989 Résultats détaillés des élections du 8 février 1871
- p. 1009 Résultats des élections municipales du 30 avril 1871.

Chapitre XVI

- p. 1025 Renouvellement des maires après les élections municipales du 30 avril 1871.
- p. 1057 Votes des élus sur la question fiscale.
- p. 1063 Votes des élus sur la réforme militaire.
- p. 1076 Résultats de l'élection législative partielle du 2 juillet 1871.
- p. 1078 Résultats de l'élection du 2 juillet 1871 par type de communes.
- p. 1087 Résultats de l'élection législative partielle du 7 janvier 1872.
- p. 1095 Résultats de l'élection législative partielle du 9 juin 1872.
- p. 1098 Statistique des adresses de félicitations à Thiers votées par les conseils municipaux après son message du 12 novembre 1872.
- pp. 1104-1105 Statistique des pétitions en faveur de la dissolution de l'Assemblée Nationale (hiver 1872-1873).
- pp. 1108-1109 Statistique socio-professionnelle des pétitionnaires de Lille.

Chapitre XVII

- p. 1120 Epuration des municipalités en 1874.
- p. 1169 Résultats de l'élection législative partielle du 8 novembre 1874.
- pp. 1176-1177 Résultats des élections municipales des 22 et 29 novembre 1874.
- pp. 1187-1188-1189-1190 Résultats des élections législatives du 20 février 1876.
- pp. 1206-1207-1208 Résultats des élections législatives du 14 octobre 1877.

CARTES

Nomenclature des cantons



FIG 1

**plébiscite du 20 décembre
1851: % des oui par rapport
aux inscrits**

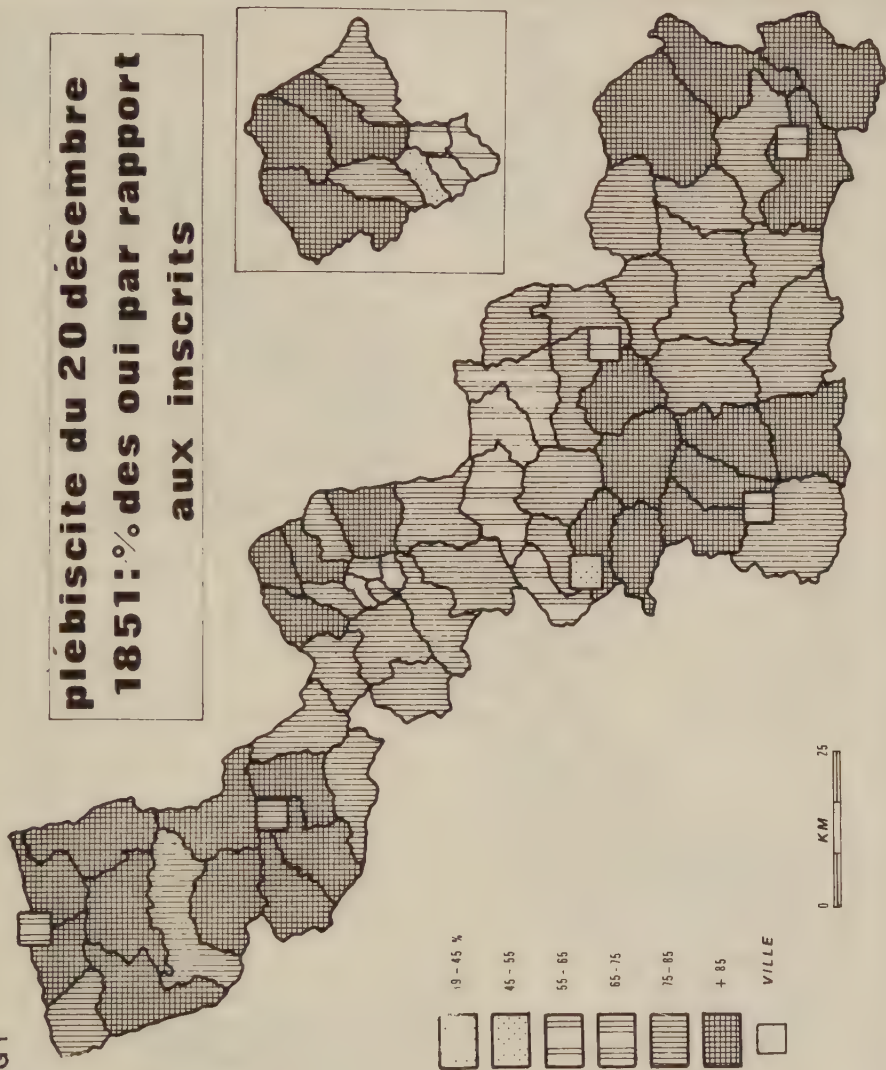


FIG 2

**plébiscite du 20 decembre
1851: % des non par rapport
aux votants**

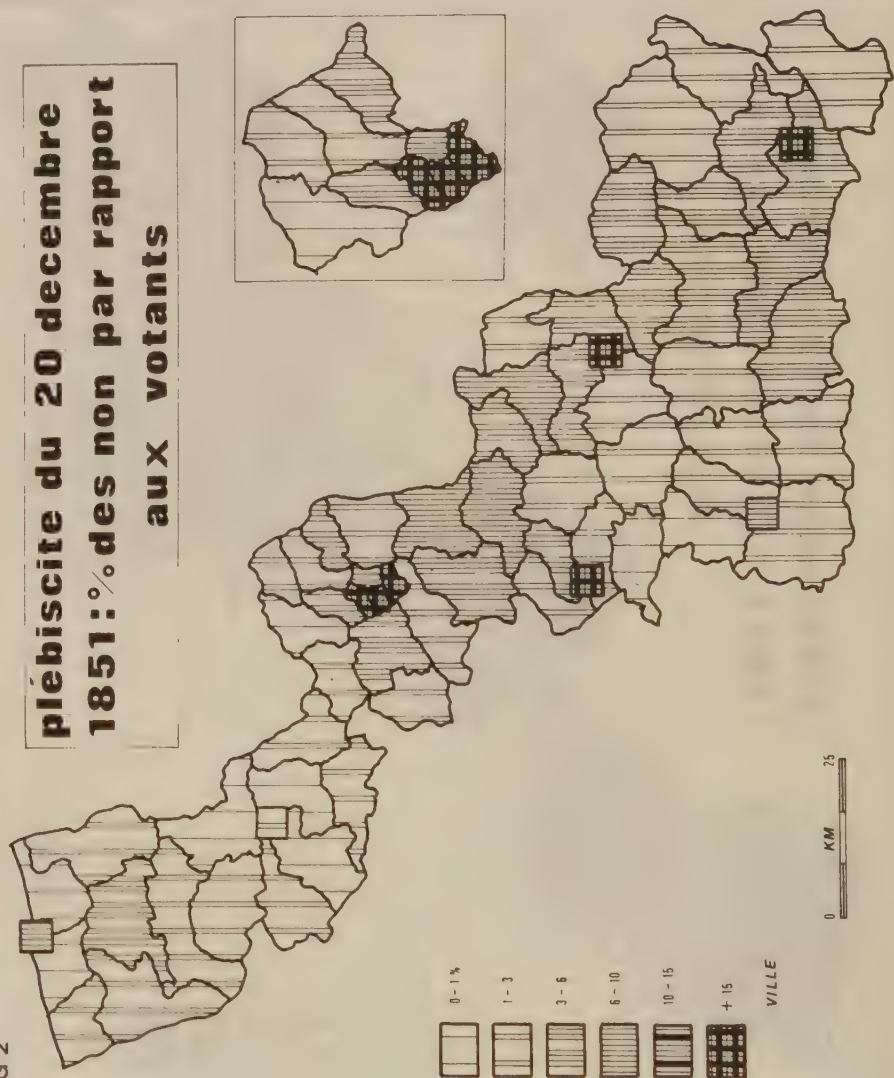


FIG 3

**plébiscite du 21 novembre
1852 : % des oui par rapport
aux inscrits**

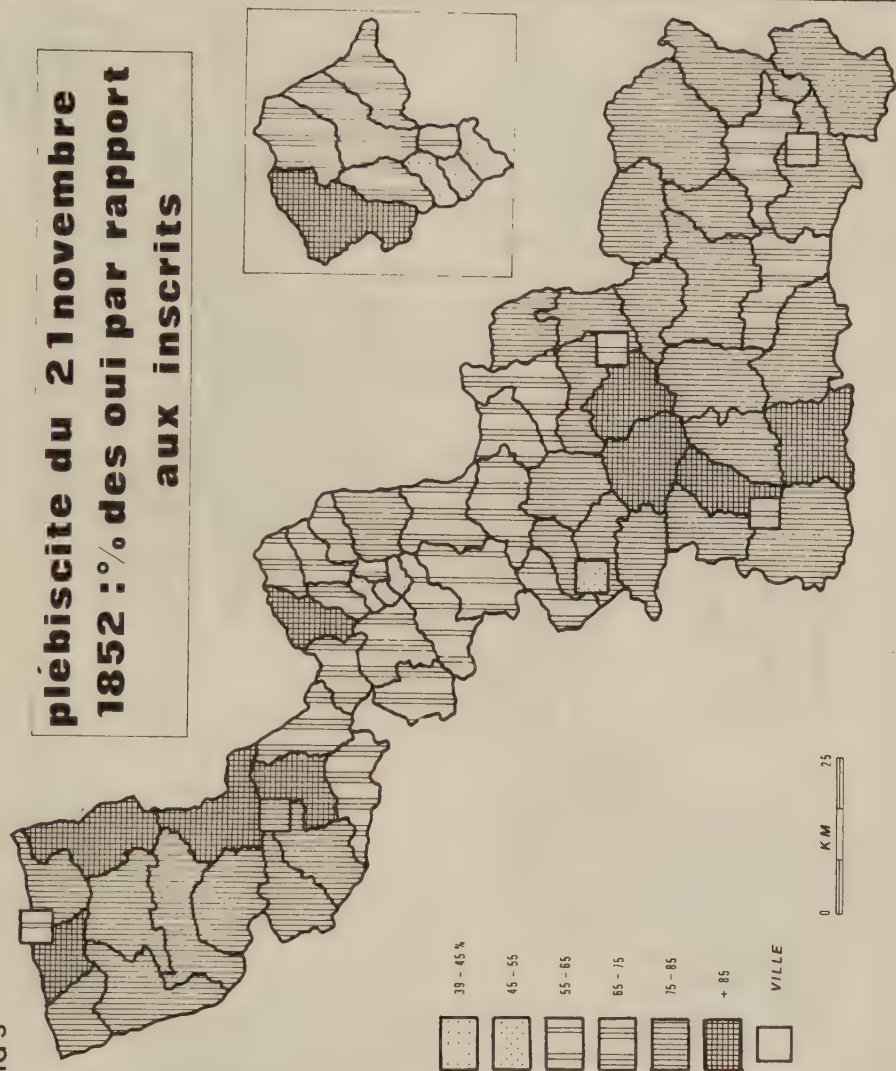


FIG 4

**comparaison des
plébiscites du 20 dec. 1851
et du 21 nov. 1852 [% des oui]**

% 1852 -- % 1851

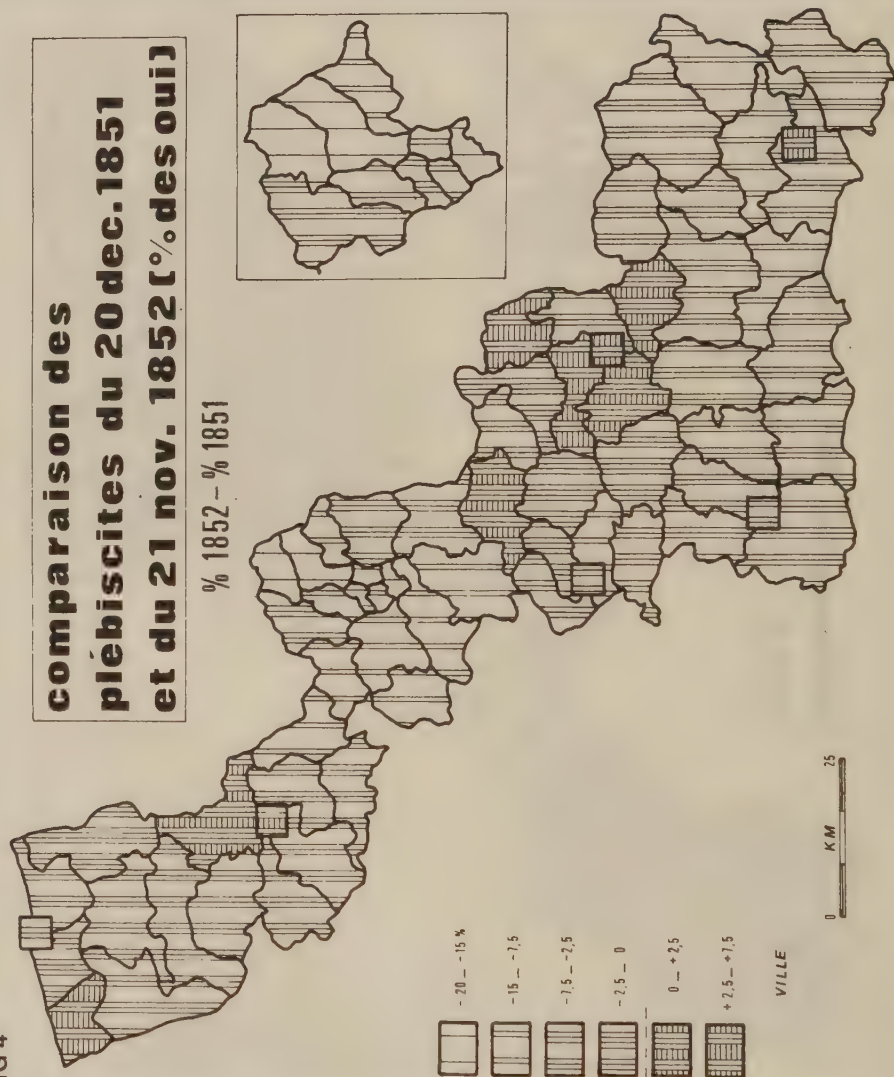


FIG 5

élections législatives de 1852
% obtenus par rapport aux
inscrits par les candidats
officiels

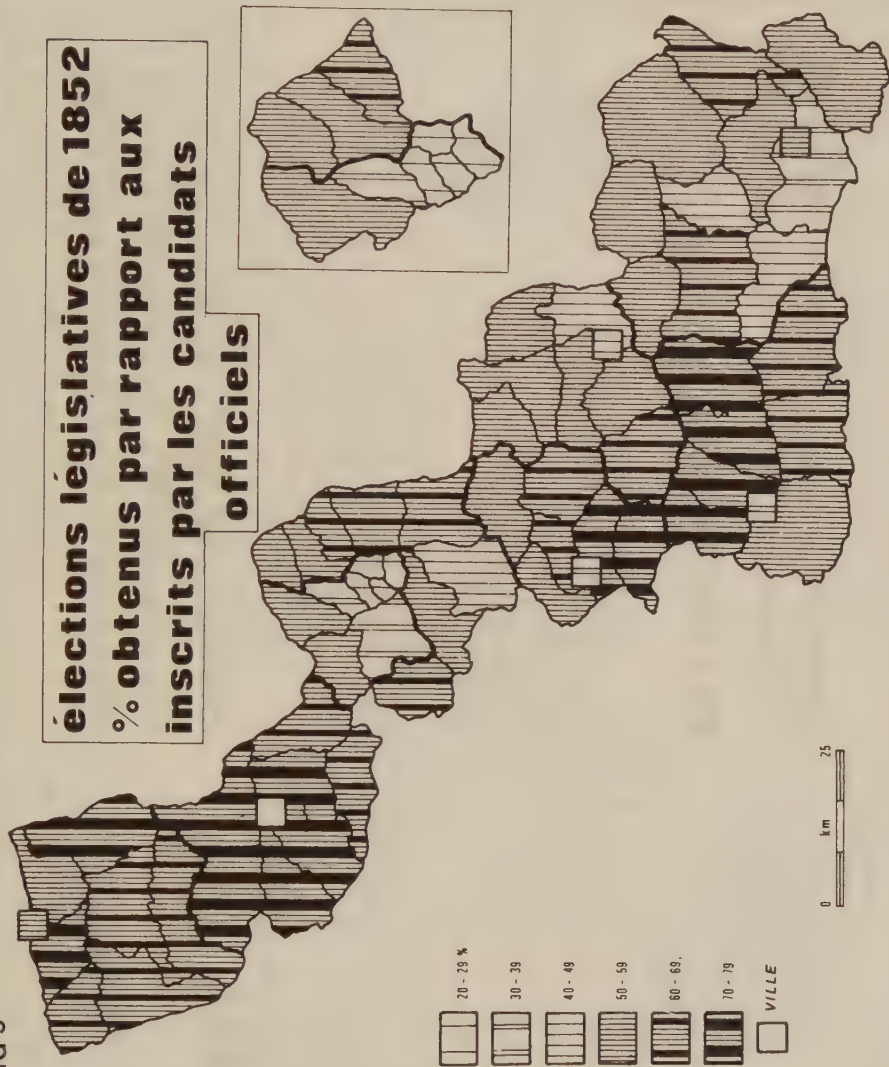


FIG 6

élections législatives de 1957
% obtenus par les candidats
de l'opposition (par rapport aux suffrages exprimés)

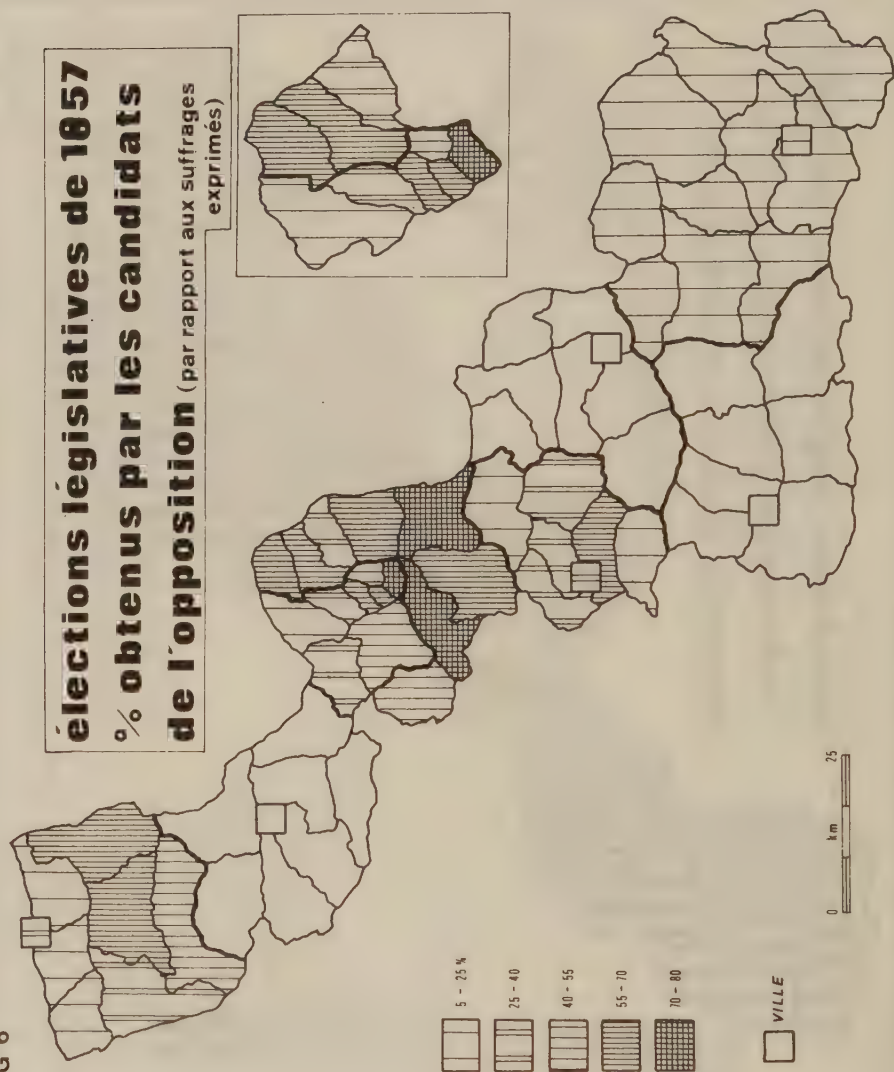


FIG 7

**évolution des pourcentages
de suffrages obtenus par les
candidats officiels de 1852 à 1857**

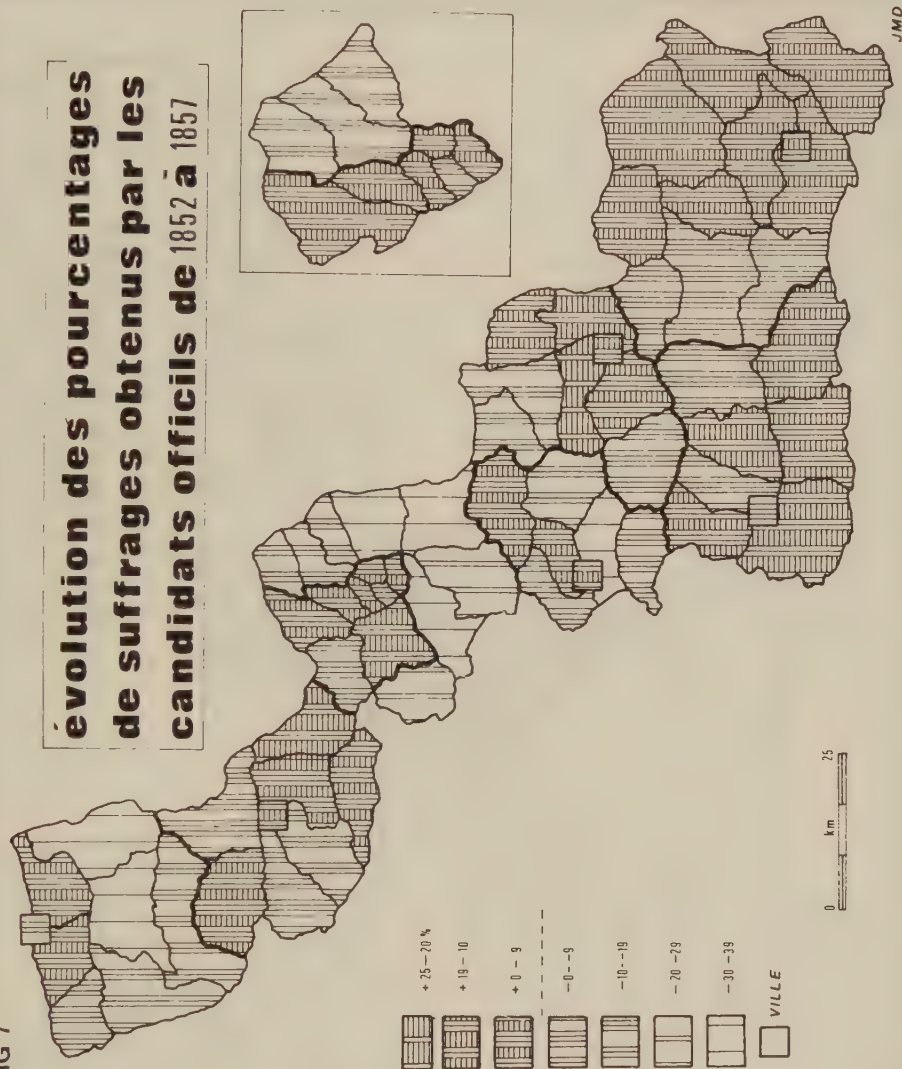


FIG 8

LES LIMITES DES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES
DANS LE NORD AVANT 1863



FIG 9

LES LIMITES DES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES DANS LE NORD A PARTIR DE 1863

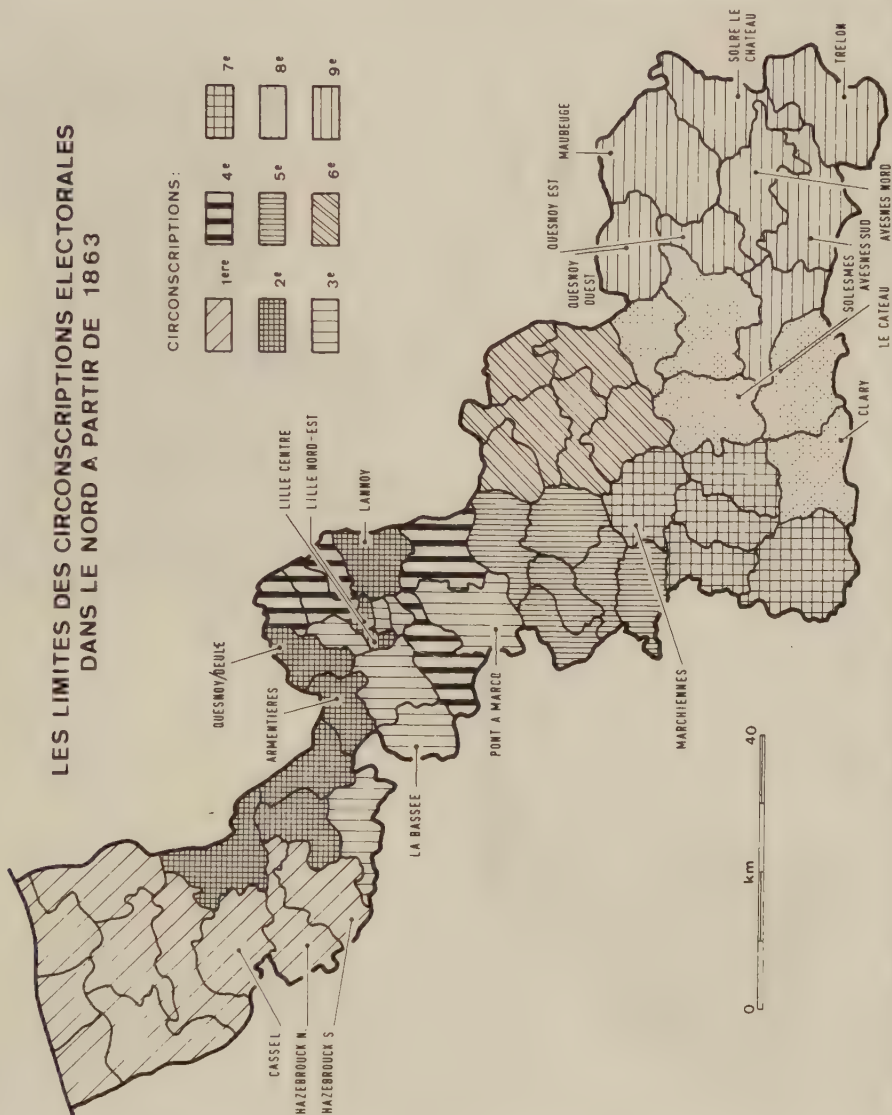


FIG 10

ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1863: % recueillis par les
candidats officiels, par rapport aux inscrits

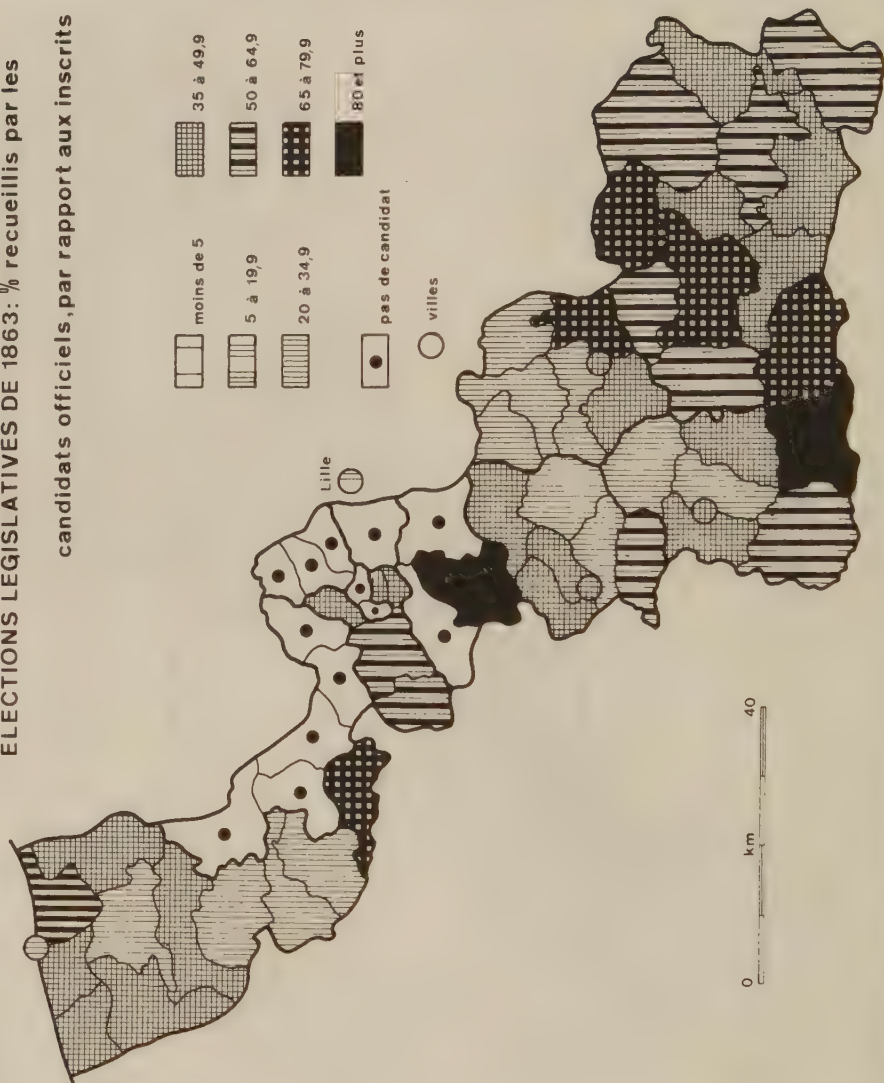


FIG 9

LES LIMITES DES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES DANS LE NORD A PARTIR DE 1863

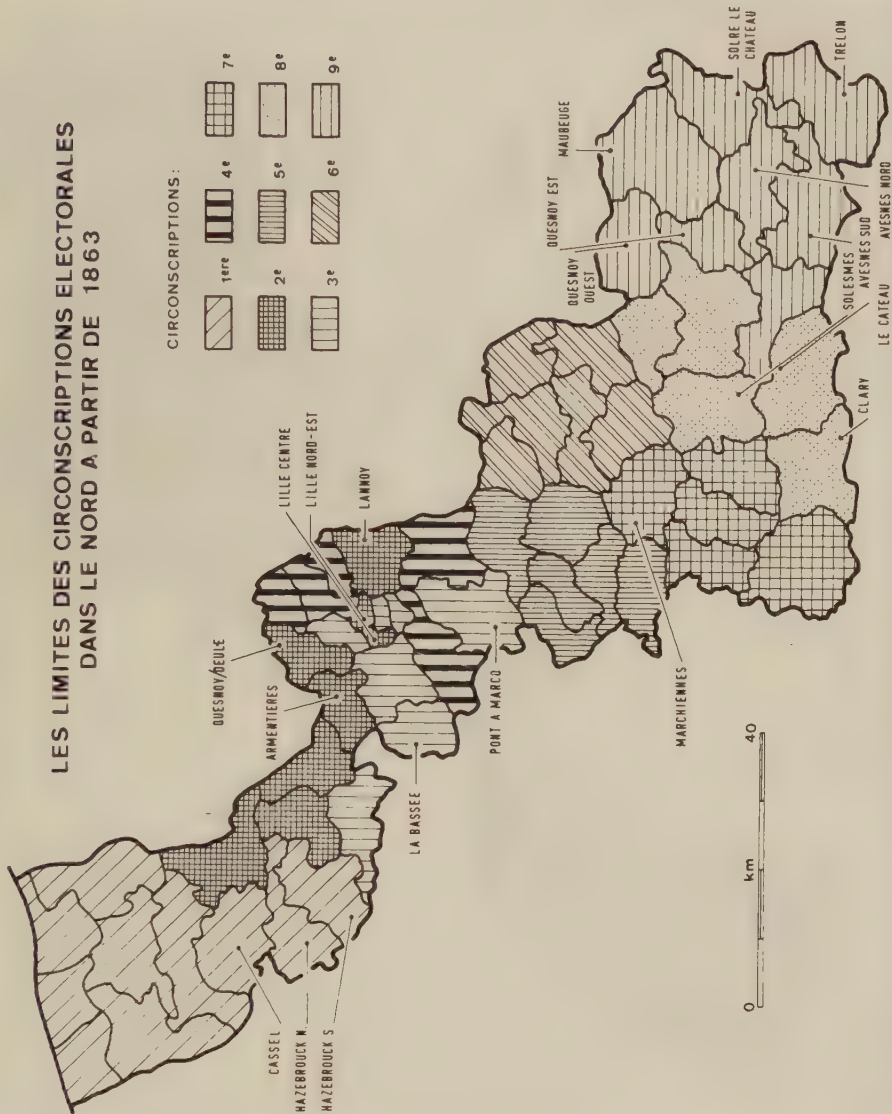


FIG 10

ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1863: % recueillis par les
candidats officiels, par rapport aux inscrits

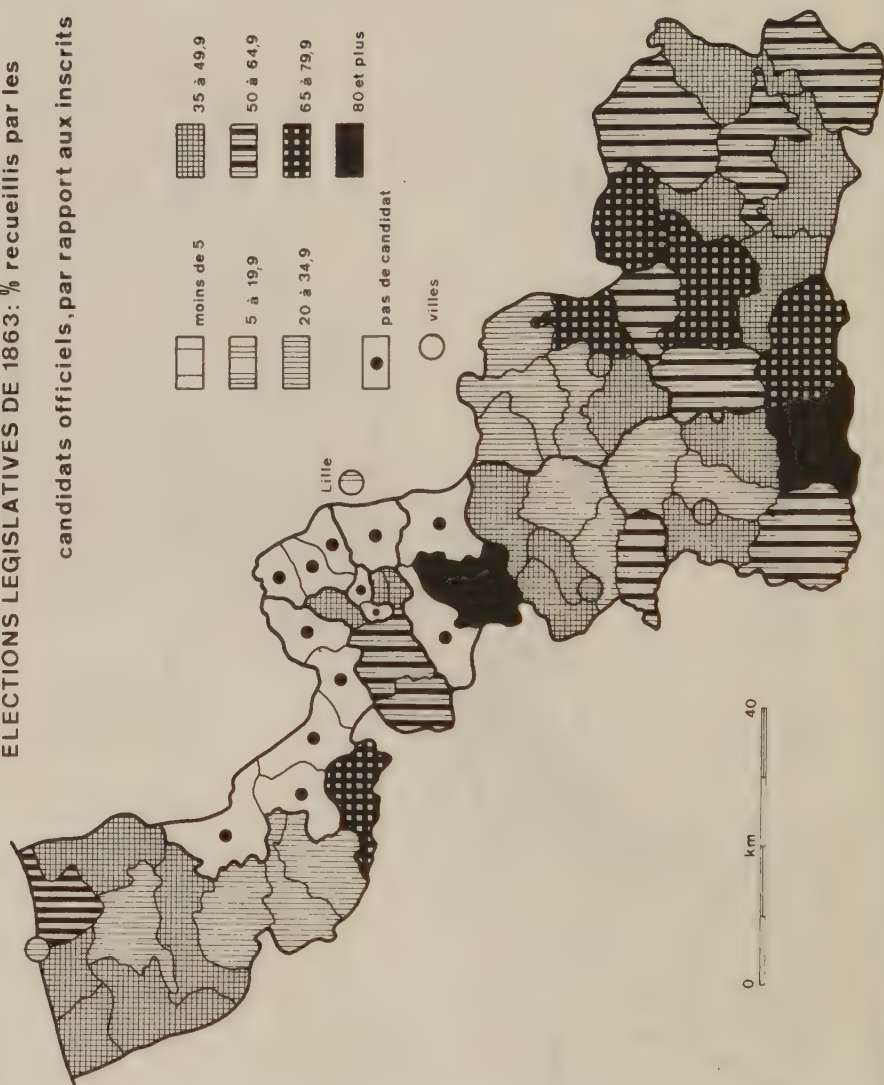


FIG 11

ELECTIONS DE 1863: %recueillis par les candidats
(LEGISLATIVES) indépendants, par rapport aux inscrits

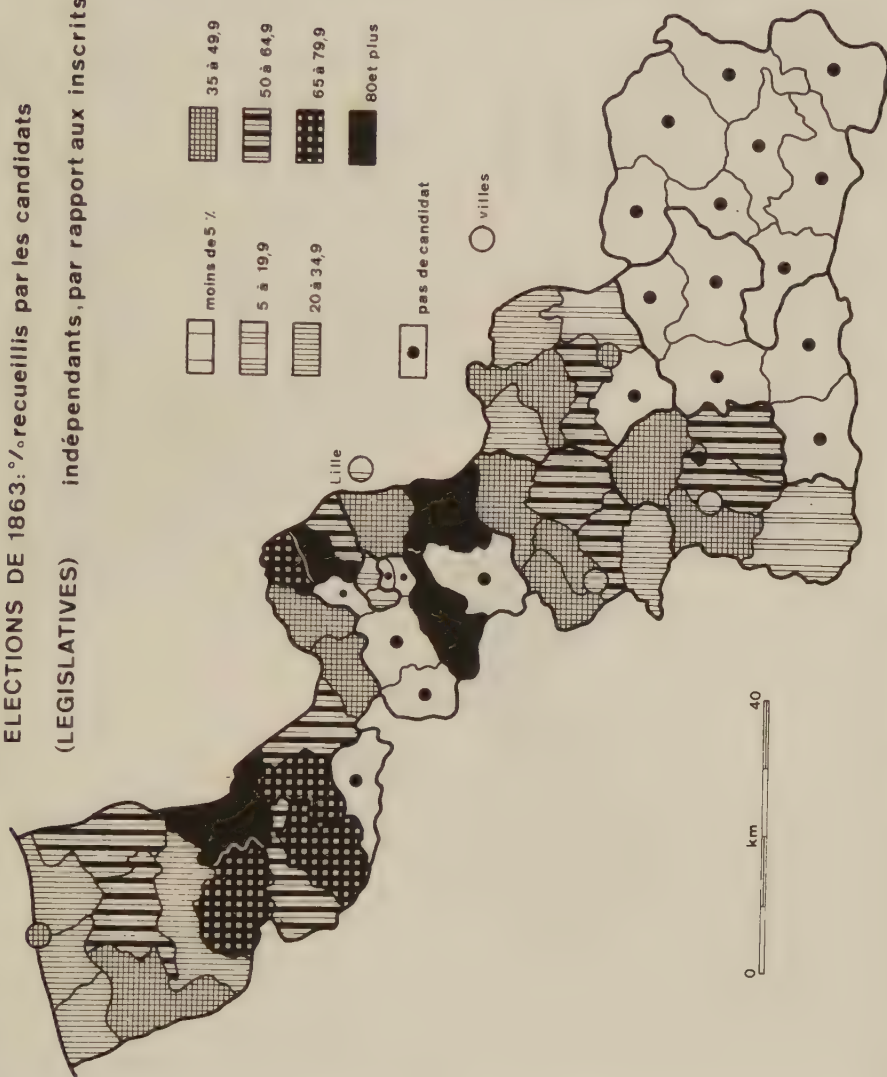


FIG 12

ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1863 : % recueillis par les candidats républicains, par rapport aux inscrits

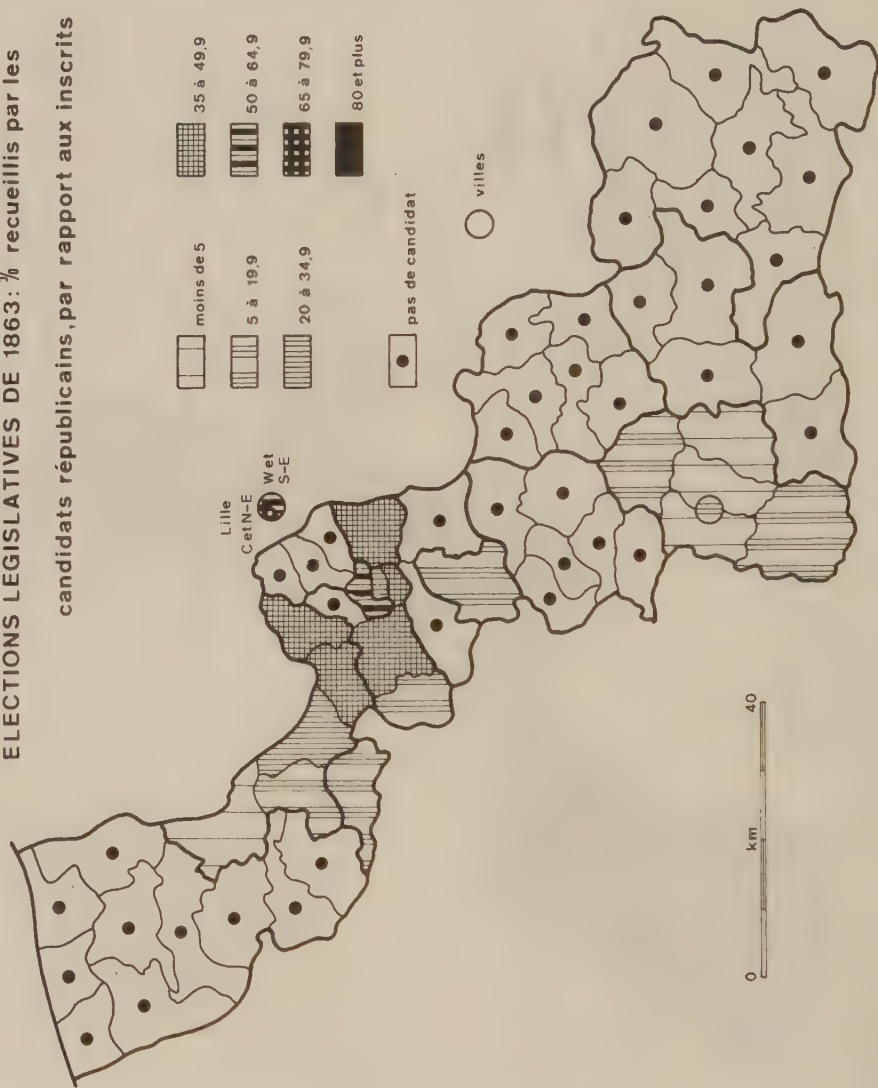


FIG 13

ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1869 (candidats officiels inscrits)



FIG 14

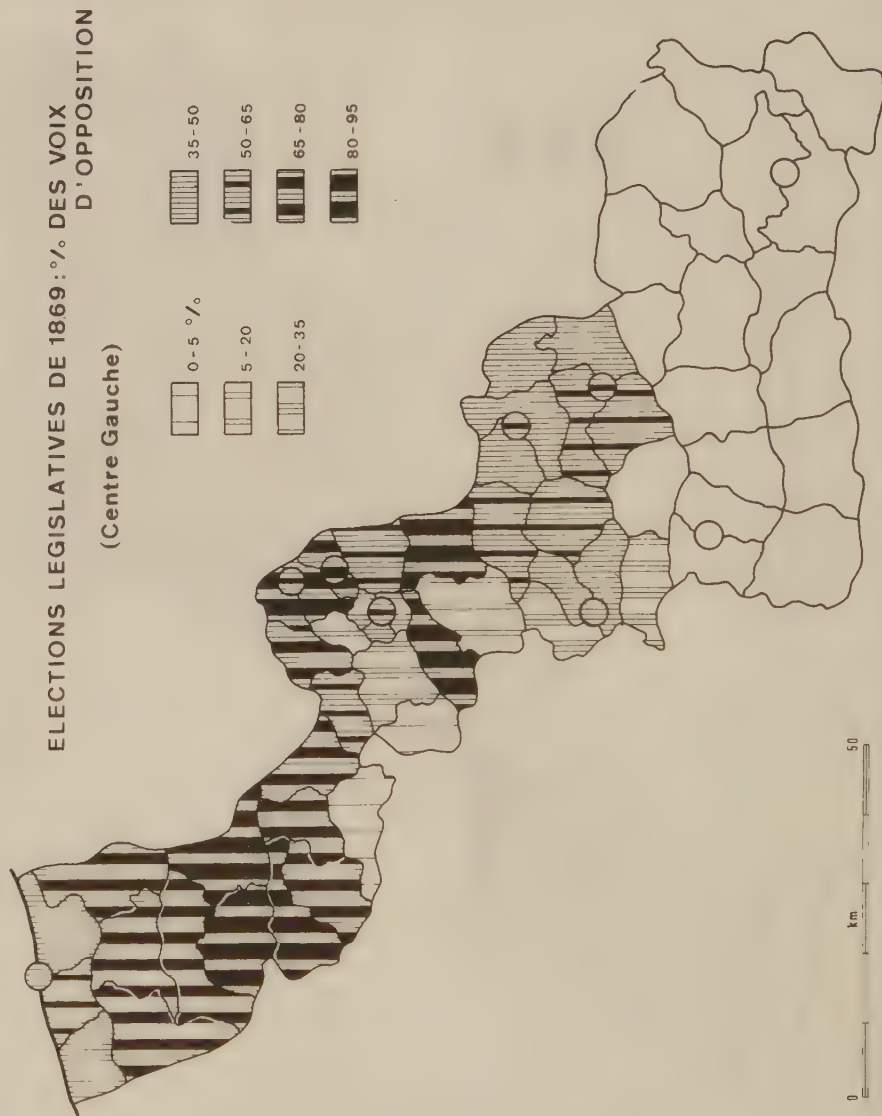


FIG 15

ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1869: % DES VOIX
D'OPPOSITION
(candidats démocrates)

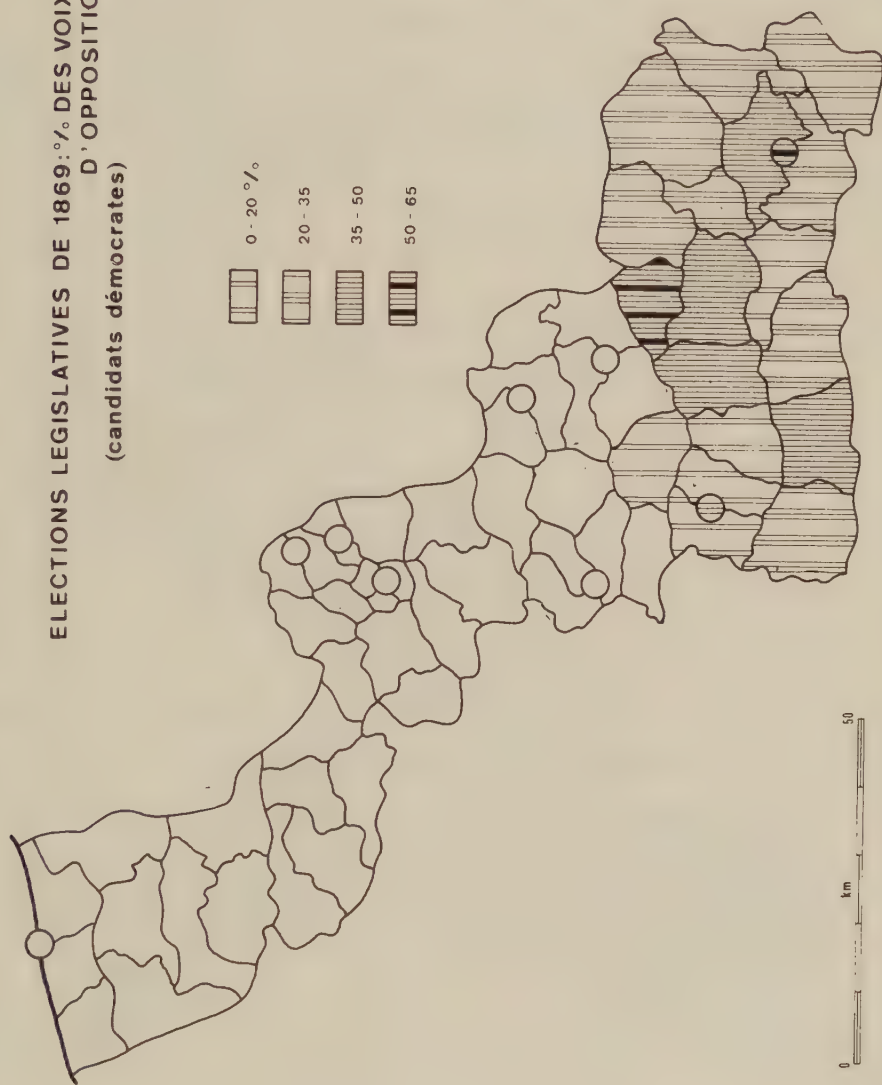


Figure 16.

1. Attitude politique gouvernementale. Concours apporté à l'administration. Très influents.
 2. Attitude politique gouvernementale. Concours apporté à l'administration mais influence moyenne.
 3. Attitude politique gouvernementale. Absence totale d'influence
 4. Bonne attitude politique, mais concours moins assuré à l'administration.
 5. Attitude politique indépendante.
 6. Attitude politique hostile libéraux et démocrates.
-

Il a été plus facile à l'administration préfectorale de s'assurer d'une majorité de conseillers généraux dociles et dévoués que d'envoyer à la Chambre des députés officiels aussi disciplinés. 20% d'entre eux seulement ne se rangent pas parmi les partisans zélés du régime. 58% apportent leur concours au gouvernement comme au préfet, et une partie notable des indépendants collaborent avec le représentant du pouvoir dans le souci de faire avancer les dossiers. On notera que les trois critères retenus sont réunis plutôt dans la partie méridionale où les conseillers généraux ont contribué à l'enracinement plus ou moins durable du bonapartisme.

FIG 16

LES CONSEILLERS GENERAUX DU NORD EN 1869

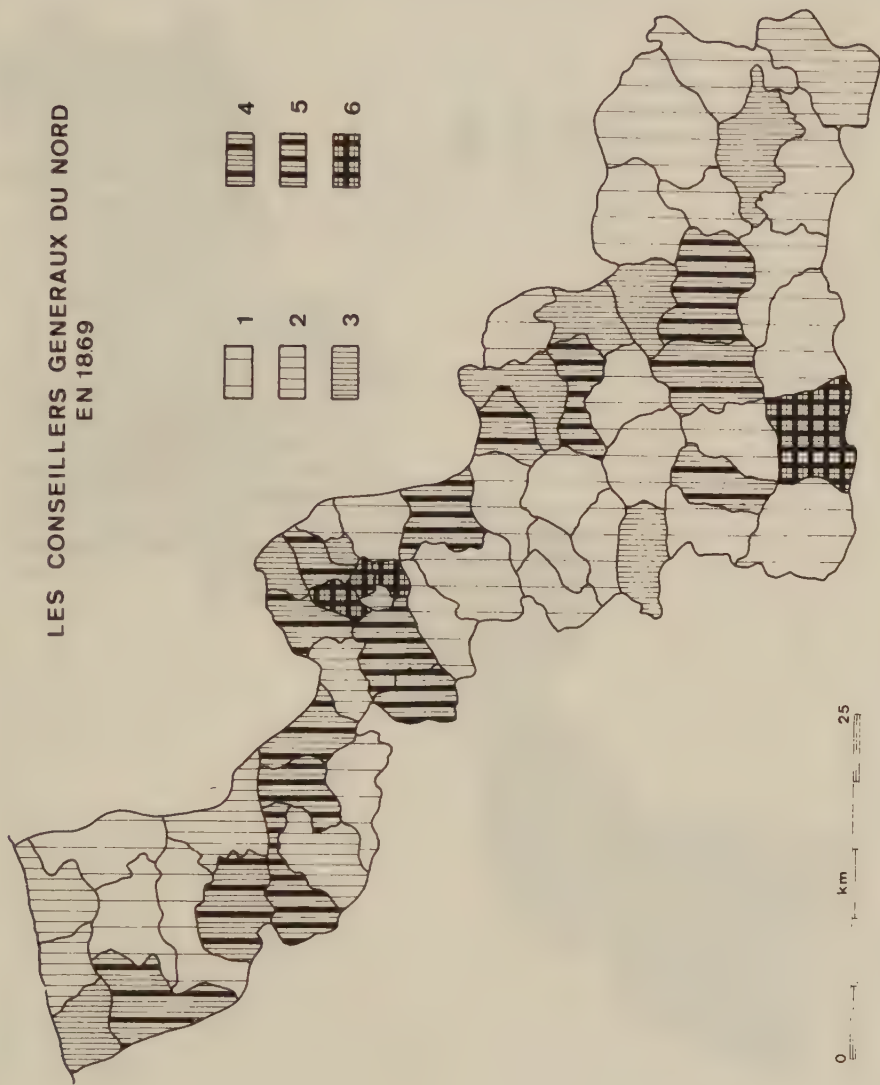


FIG 17



FIG 18

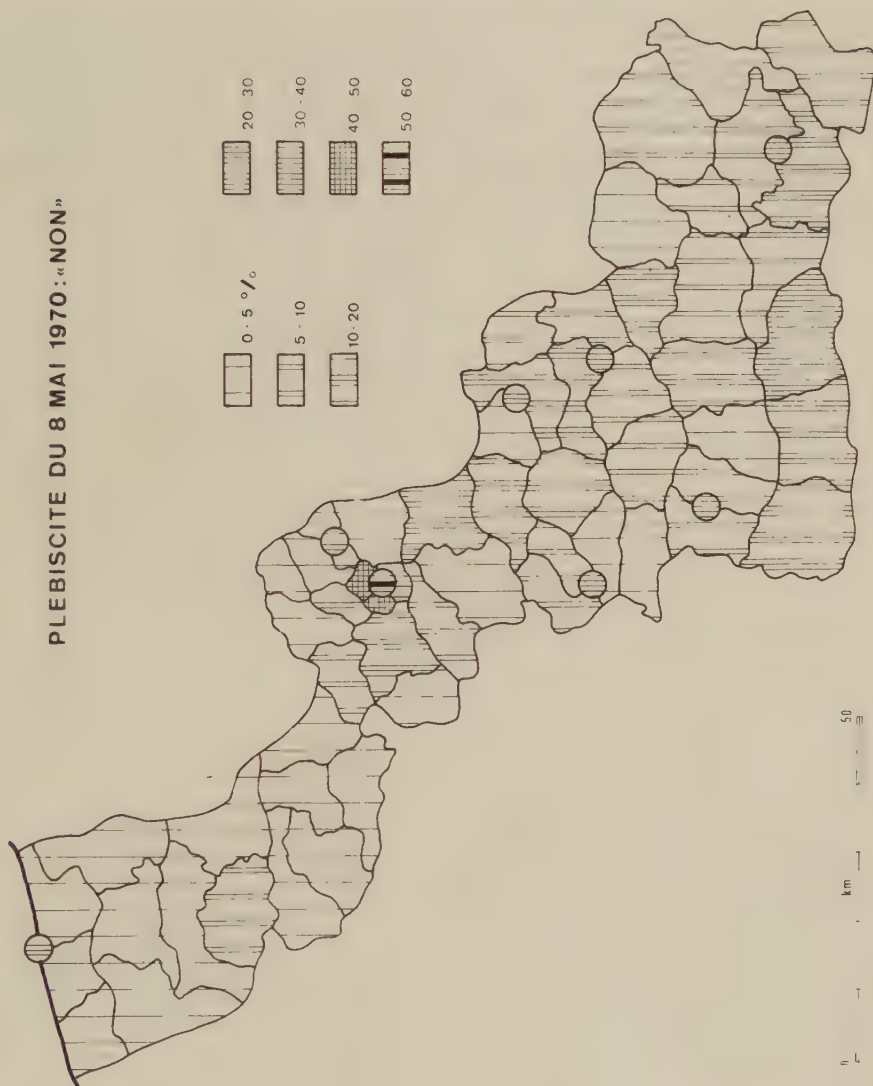


Figure 19

Le contraste éclate entre le nord et le sud du département. Le bonapartisme libéral triomphe dans la Flandre cléricale sauf sur la côte et au sud de Lille. Il recule dans le Douaisis, le Valenciennois et le Cambrésis où la chute prend des proportions alarmantes dans quelques cantons.

FIG 19

COMPARAISON DES PLEBISCITES DE 1851, 1852 et 1870

COMPARAISON DES RESULTATS DE 1870 avec ceux de :

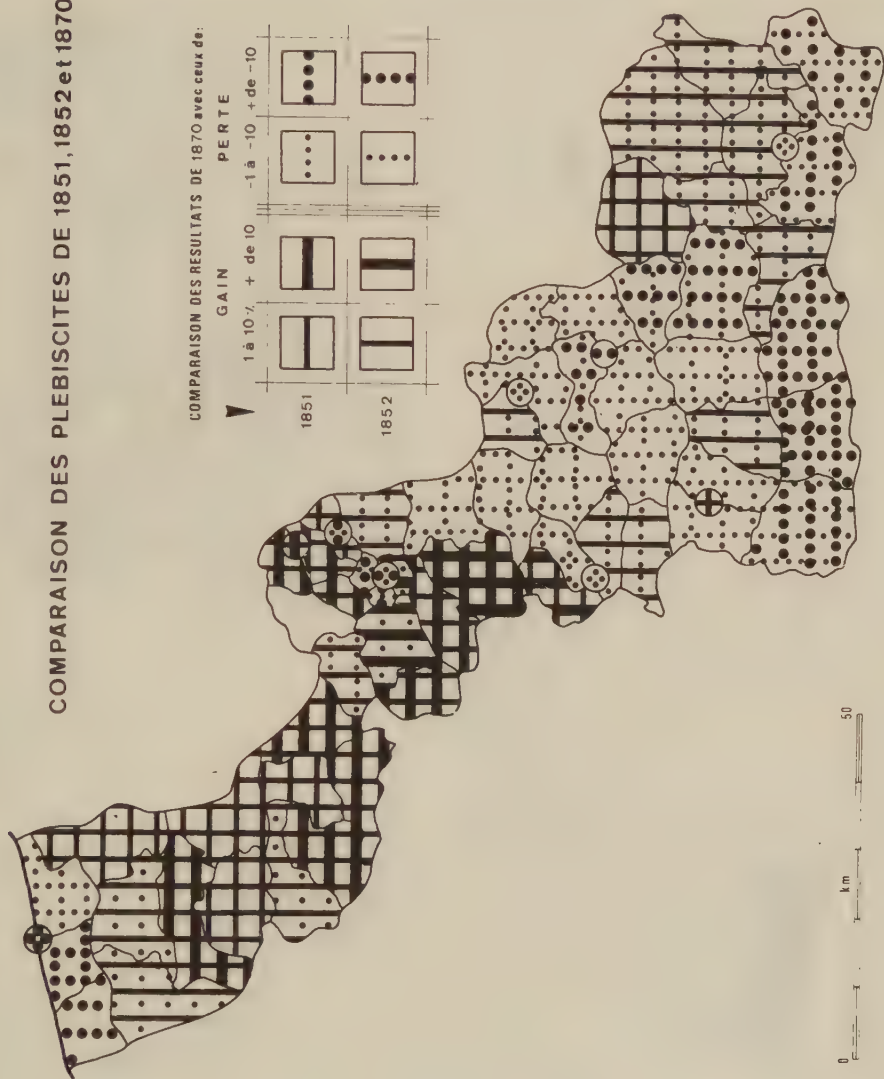
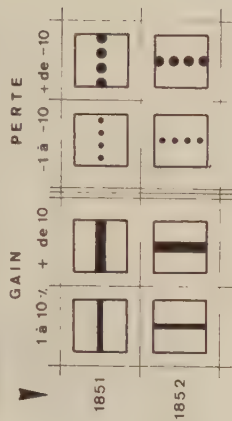


FIG 20

Elections du 8 février 1871 : % d'abstentions

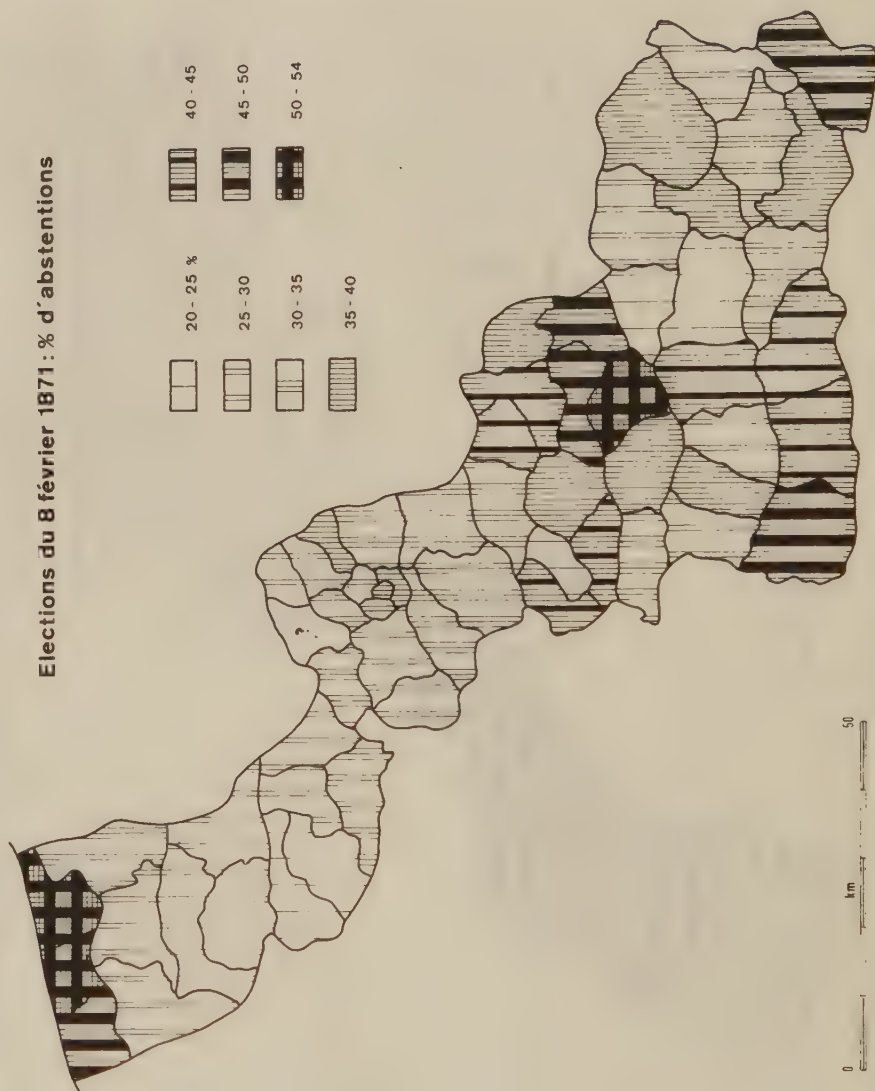


FIG 21

Elections du 8 février 1871 :

% obtenus par les candidats conservateurs

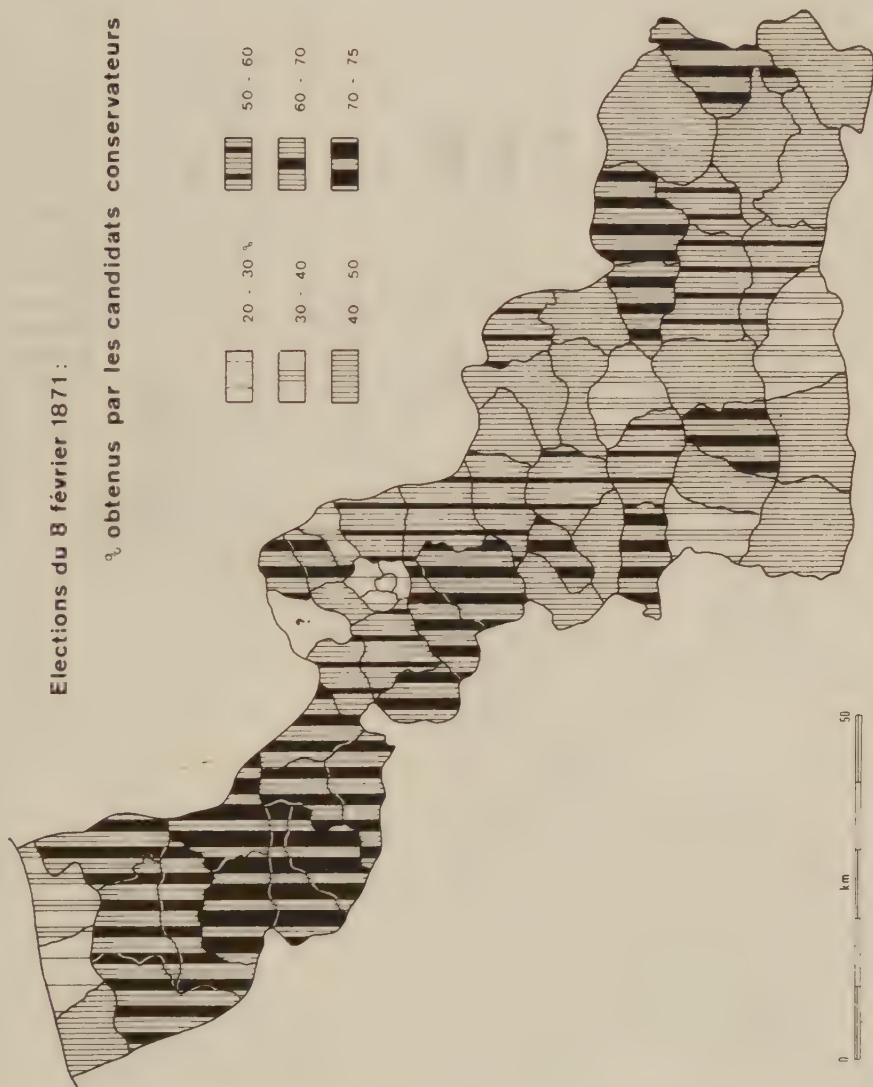


FIG 22

Elections du 8 février 1871 :
% obtenus par les candidats de la liste républicaine

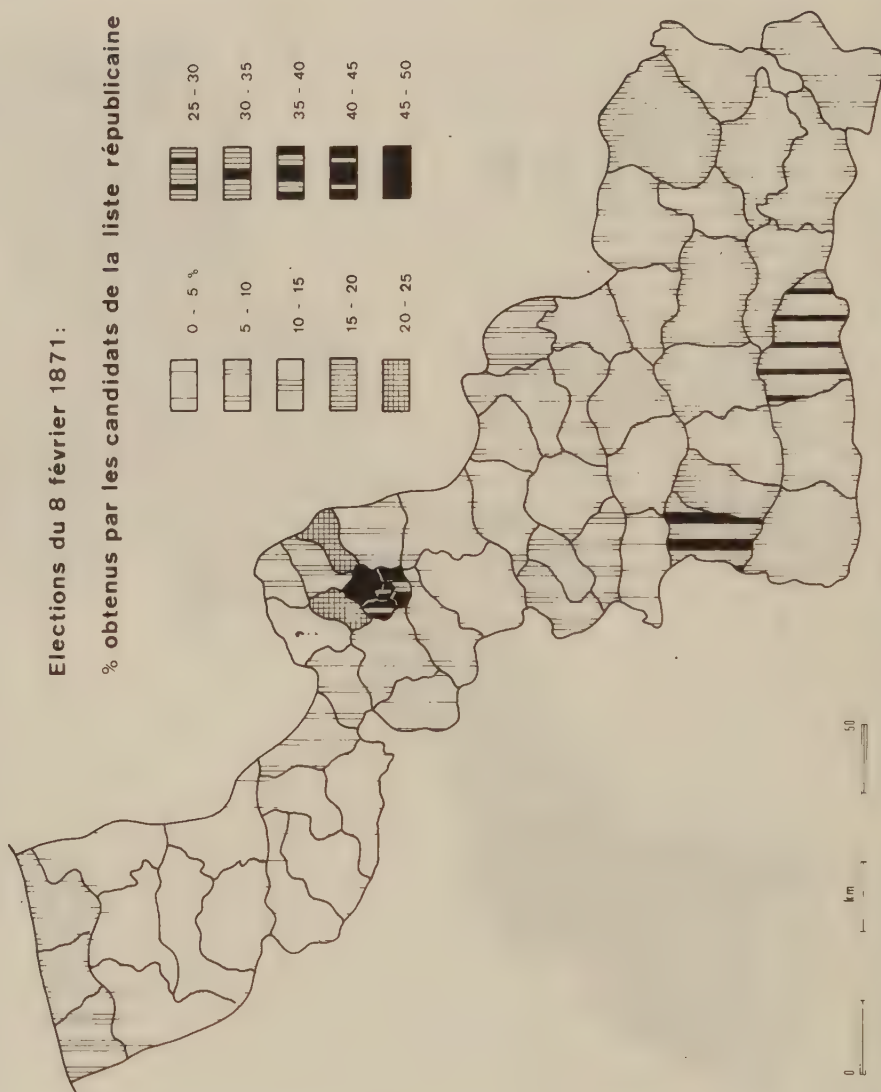


Figure 23

La faiblesse de la moyenne départementale dissimule d'importantes fluctuations locales. Les républicains progressent dans la plupart des cantons flamands où le pourcentage de leurs voix était insignifiant en 1870, dans l'Avesnois et surtout à Roubaix et Tourcoing. Ils perdent des points là où ils en avaient gagné récemment surtout dans le Cambrésis et, à un moindre degré, dans la majeure partie du Valenciennois et du Douaisis.

FIG 23

Comparaison des voix obtenues par les républicains au
plébiscite du 8 mai 1970 et aux élections du 8 février 1871

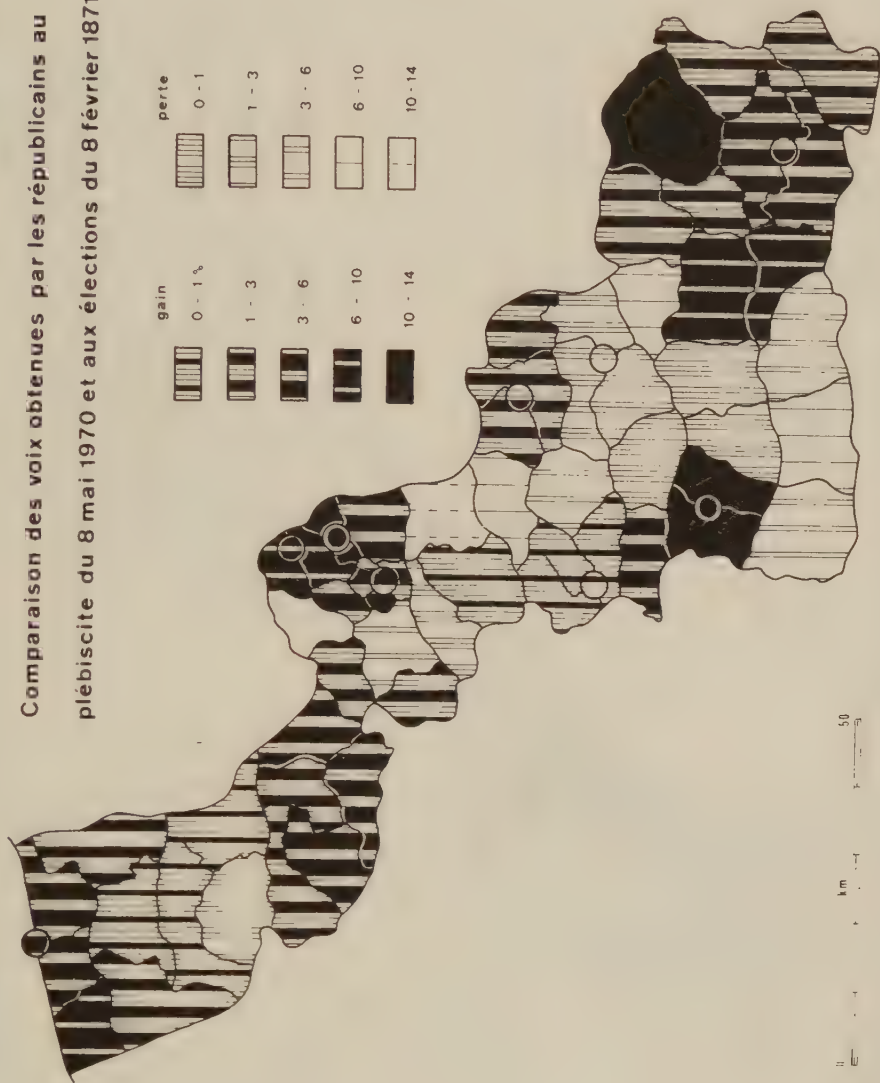


FIG 24

Elections du 2 juillet 1871:
suffrages obtenus par les candidats conservateurs

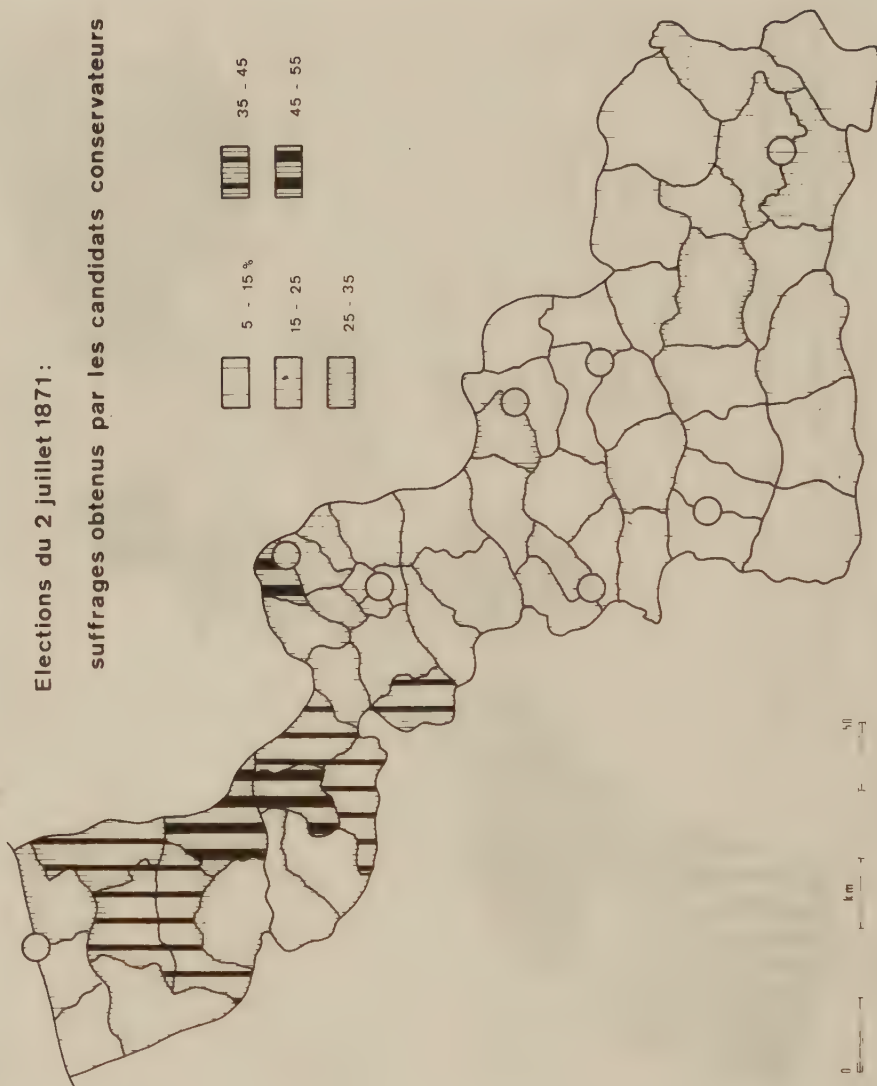


FIG 25

Elections du 7 janvier 1872 : % d'abstentions

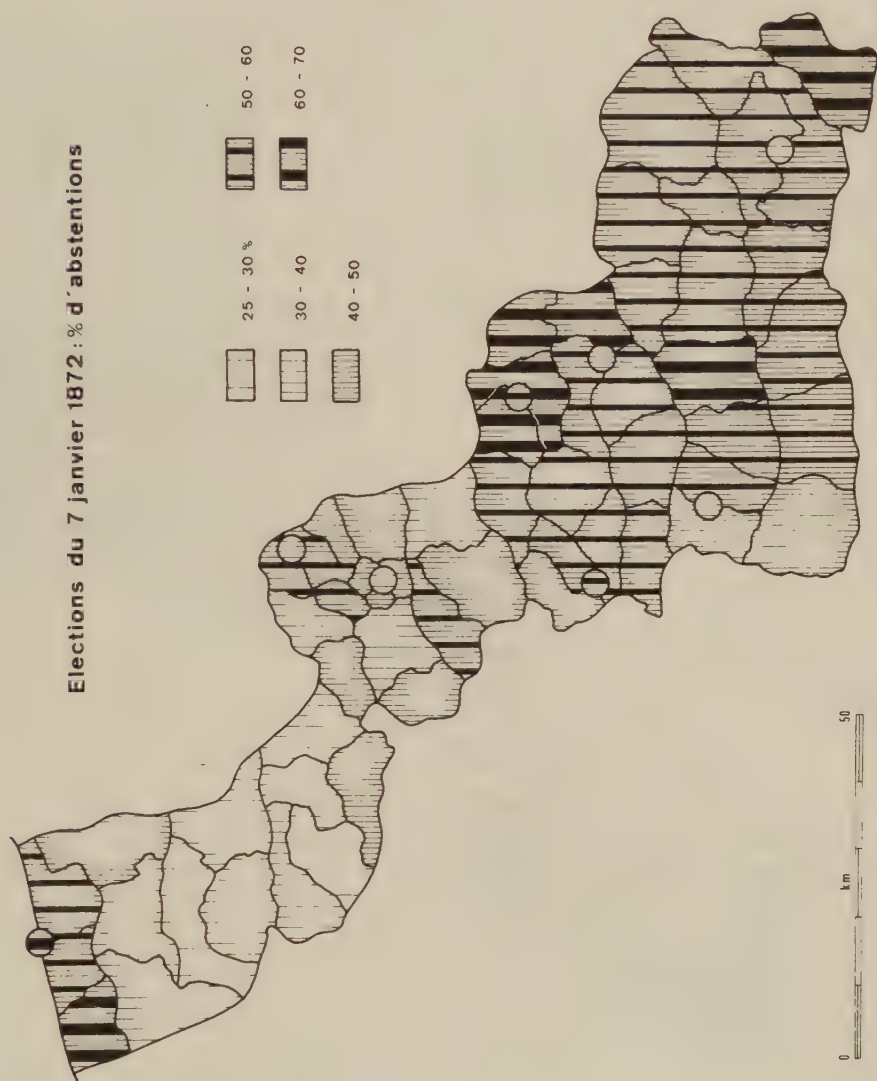


FIG 26

Elections du 7 janvier 1872: % obtenus par les
candidats républicains

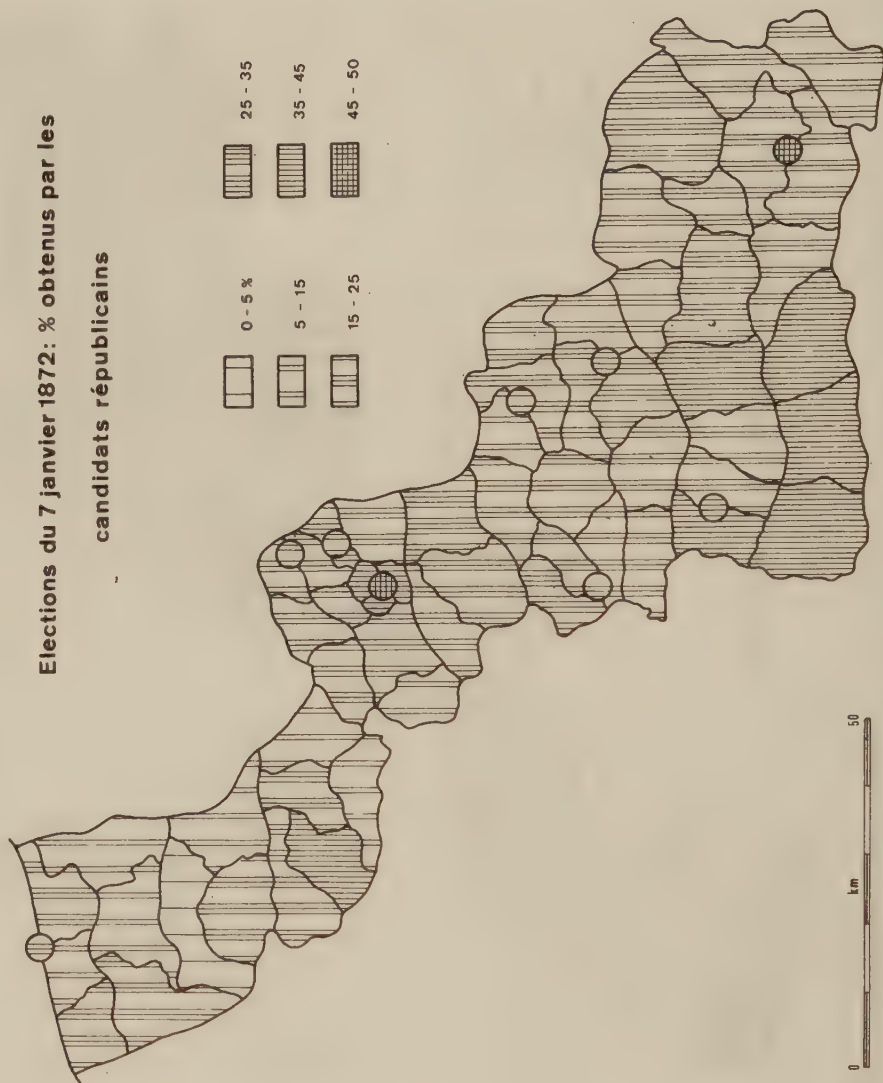


Figure 27 :

Les variations de la participation sont à l'origine de multiples fluctuations locales qui contribuent à l'aspect bigarré de la carte électorale. En Flandre, la chasse aux abstentionnistes n'a pas toujours tourné au bénéfice des conservateurs. Dans le sud où ils marquent le pas, le rapport s'inverse nettement en leur défaveur. Au centre leur électorat est entamé et l'appoint des abstentionnistes du 7 janvier donne à la victoire républicaine une allure de raz de marée.

FIG 27

Comparaison des élections législatives du 7 janvier et du 9 juin 1872

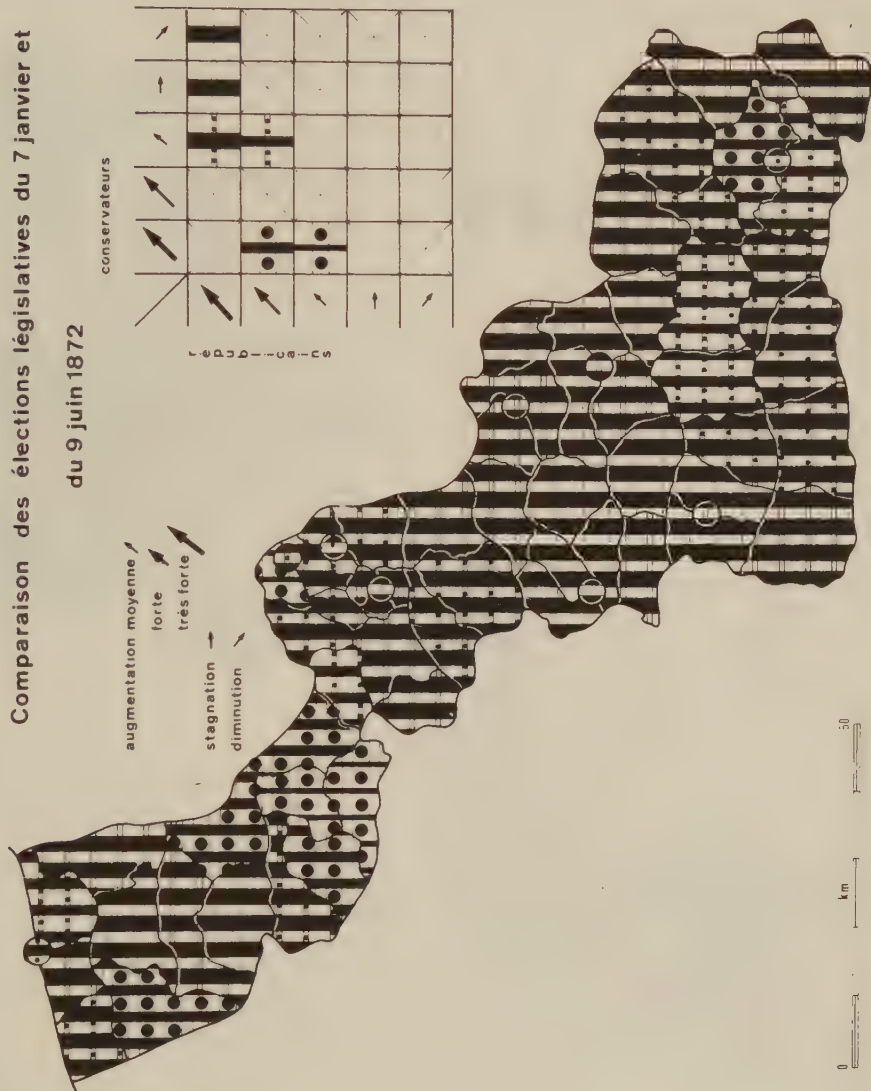


FIG 28

Elections du 8 novembre 1874: suffrages en
faveur du candidat républicain

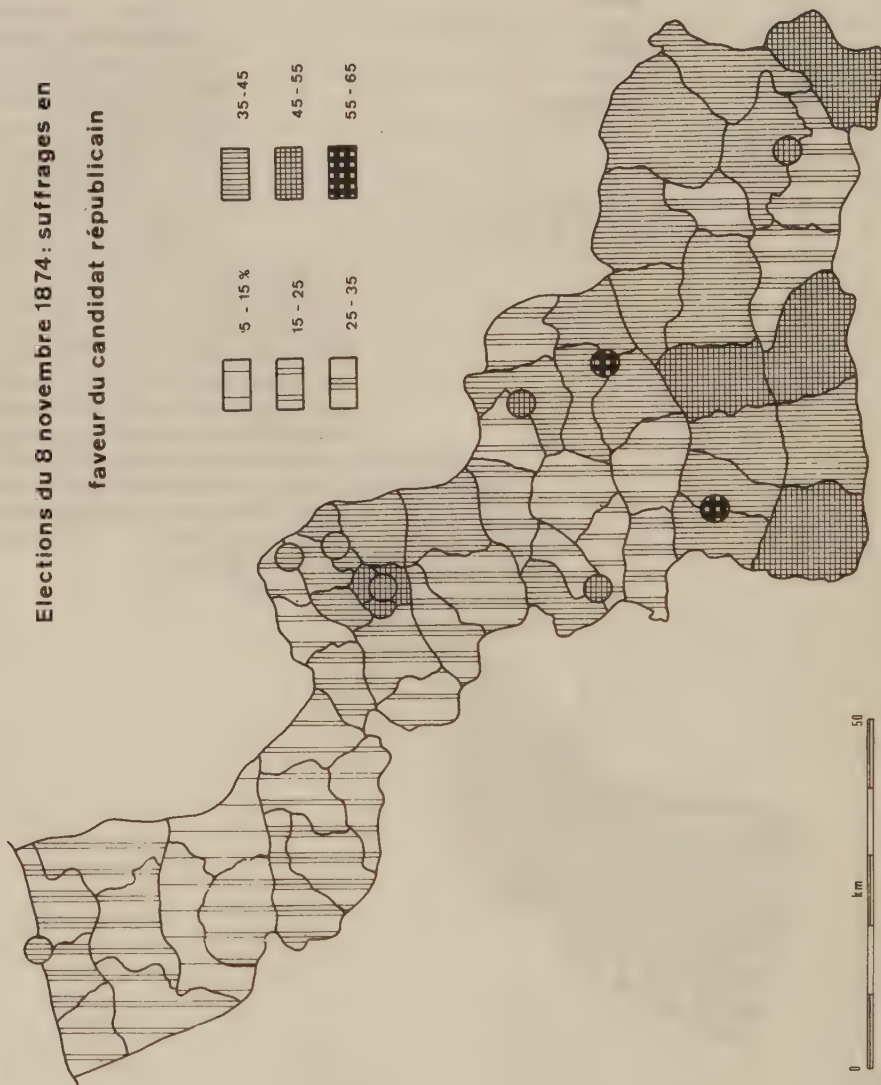


Figure 29.

Les reculs des conservateurs ne dépassent guère une zone circonscrite au nord de Lille. Les cantons flamands connaissent des évolutions divergentes en fonction de facteurs locaux. L'hostilité à la République a parfois été assez forte pour provoquer un gain notable malgré la substitution d'un candidat méridional au conseiller général de Wormhoudt. Au sud de Lille l'avance est générale et dépasse l'aire d'influence de Fiévet. Elle témoigne de la persistance d'un courant bonapartiste ou conservateur hostile à la fois à la restauration monarchique et à l'alliance des républicains modérés et des radicaux.

FIG 29

Comparaison des élections du 9 juin 1872 et du
8 novembre 1874: candidats conservateurs



Figure 30.

Légende

1. Cantons à orientation à droite constante.
 2. - - - - - presque constante
 (un seul vote à gauche).
 3. Cantons à orientation à droite incertaine (2 votes à gauche).
 4. Cantons à orientation à gauche constante.
 5. Cantons orientés à gauche depuis juillet 1871.
 6. Cantons à orientation à gauche presque constante depuis
 juillet 1871.
 7. Cantons orientés à gauche depuis juin 1872.
 8. Cantons revenus à droite en 1876 après avoir été orientés
 à gauche depuis juillet 1871.
 9. Cantons instables
-

Partis de leur bastion lillois les républicains se sont durablement implantés dans la plupart des cantons méridionaux dès juillet 1871, le Cambrésis et le bassin de la Sambre précédant le Douaisis et le Valenciennois. La gauche n'est pas à l'abri de retours offensifs des conservateurs et son hégémonie s'exerce de façon plus discontinue que celle de la droite.

FIG 30

L'évolution des cantons de 1871 à 1877



Le dynamisme démographique

Evolution de la population de 1851 à 1877

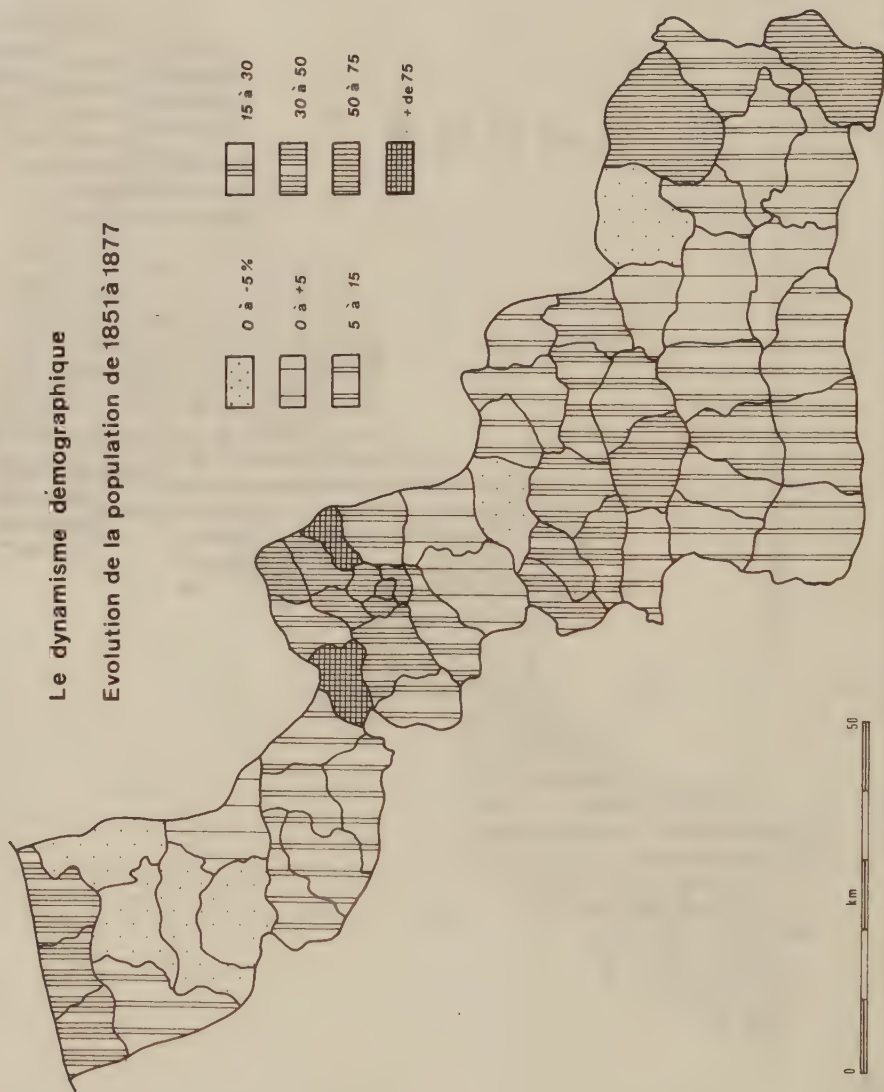
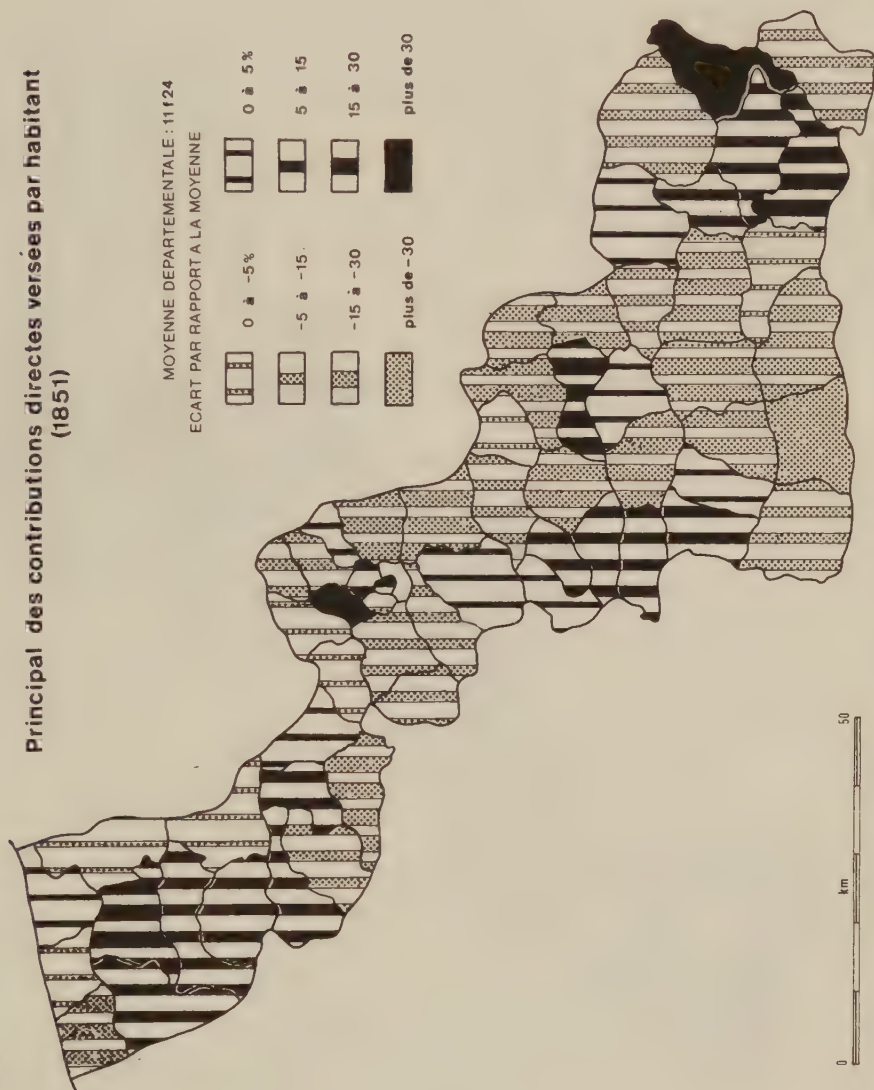
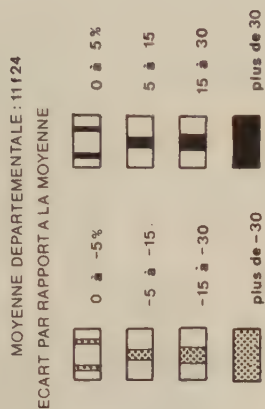


Figure 32.

Le critère retenu ne permet pas de prendre en compte la richesse mobilière et a l'inconvénient d'éboutir à l'écrasement des moyennes cantonales lorsque la densité de la population s'élève. Les écarts sont néanmoins significatifs. La richesse foncière des notables de la région lilloise apparaît et, à un moindre degré, celle des propriétaires terriens de la Flandre du Nord et des bourgeoisies valenciennoise et douaisienne. La densité rurale abaisse au contraire le revenu par habitant dans le Cambrésis. Les cantons industriels, où n'existe pas une bourgeoisie opulente, sont également en retrait.

Fig 32

Principal des contributions directes versées par habitant (1851)



Conscrits ne sachant ni lire ni écrire (1872)

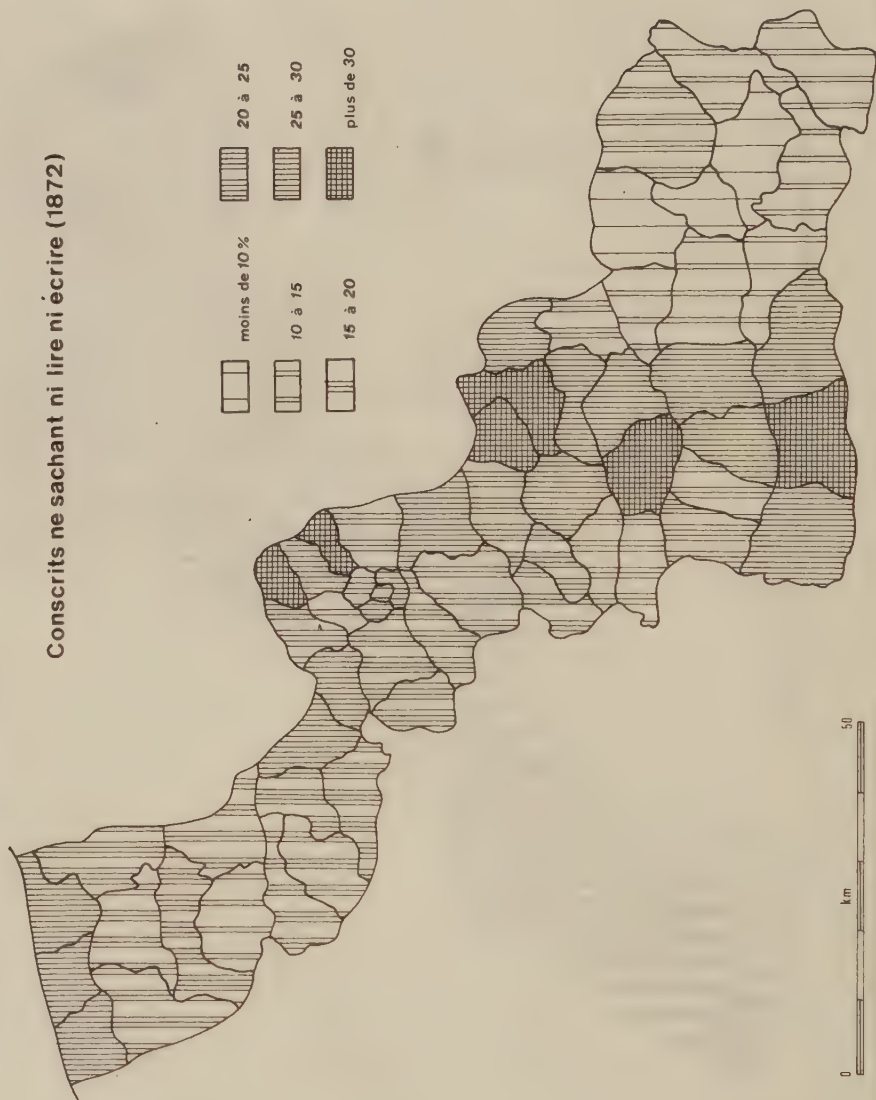


TABLE DES CARTES

Carte des cantons.

1. Plébiscite du 20 décembre 1851. Suffrages en faveur du oui.
2. Plébiscite du 20 décembre 1851. Suffrages en faveur du non.
3. Plébiscite du 21 novembre 1852. Oui (inscrits).
4. Comparaison des plébiscites du 20 décembre 1851 et du 21 novembre 1852.
5. Elections législatives de 1852. Suffrages obtenus par les candidats officiels.
6. Elections législatives de 1857. Suffrages recueillis par les candidats d'opposition.
7. Evolution des suffrages en faveur des candidats officiels de 1852 à 1857.
8. Les circonscriptions électorales avant 1863.
9. Les circonscriptions électorales après 1863.
10. Elections législatives de 1863. Suffrages obtenus par les candidats officiels.
11. Elections législatives de 1863. Suffrages obtenus par les candidats indépendants.
12. Elections législatives de 1863. Suffrages obtenus par les candidats républicains.
13. Elections législatives de 1869. Suffrages obtenus par les candidats officiels.
14. Elections législatives de 1869. Suffrages obtenus par l'opposition de centre-gauche.
15. Elections législatives de 1869. Suffrages obtenus par les candidats républicains.
16. Les conseillers généraux du Nord en 1870.
17. Le plébiscite du 8 mai 1870. Suffrages en faveur du oui.
18. Plébiscite du 8 mai 1870. Suffrages en faveur du non.

19. Comparaison des plébiscites de 1851, 1852, 1870.
20. Elections législatives du 8 février 1871. Abstentions.
21. Elections du 8 février 1871. Suffrages obtenus par la liste conservatrice.
22. Elections du 8 février 1871. Suffrages obtenus par la liste républicaine.
23. Comparaison des suffrages républicains au plébiscite de 1870 et aux élections législatives du 8 février 1871.
24. Election législative partielle du 2 juillet 1871. Suffrages obtenus par les conservateurs.
25. Election législative partielle du 7 janvier 1872. Abstentions.
26. Election législative partielle du 7 janvier 1872. Suffrages obtenus par les républicains.
27. Evolution des suffrages des conservateurs et des républicains du 7 janvier au 9 juin 1872.
28. Election partielle du 8 novembre 1874. Suffrages obtenus par la gauche.
29. Evolution des suffrages obtenus par les conservateurs du 9 juin 1872 au 8 novembre 1874.
30. Evolution des cantons entre 1871 et 1877.
31. Evolution de la population entre 1851 et 1876.
32. Produit des contributions directes par habitant en 1851.
33. Conscription sachant lire et écrire.

TABLE DES SIGNES

A.D.	Archives Départementales du Nord
A.N.	Archives Nationales
A.M.	Archives Municipales
B.N.	Bibliothèque Nationale
B.M.	Bibliothèque Municipale (suivie de la mention de la ville concernée.

T A B L E D E S M A T I E R E S

(Volume III)

LES DEBUTS DE LA TROISIEME REPUBLIQUE

Chapitre XV.- L'ANNEE TERRIBLE (JUILLET 1870-MAI 1871) p. 899

A. Le déclenchement de la guerre et son évolution jusqu'à Sedan

p. 900

1. La déclaration de guerre et l'attente des premiers combats

p. 900

2. Les revers et les derniers jours du régime impérial

p. 907

B. Le gouvernement de la défense nationale

(4 septembre 1870-30 janvier 1871)

p. 913

1. La Révolution du 4 septembre et l'établissement de la République

p. 913

2. Les problèmes de la défense nationale et la mise en place de l'armée du Nord

p. 931

3. L'évolution de l'opinion pendant la prolongation du conflit

p. 946

C. Les élections du 8 février 1871

p. 962

1. La préparation de la consultation

p. 962

a. les réactions immédiates après l'armistice

p. 963

b. la désignation des candidats

p. 965

c. La campagne électorale

p. 977

2. Les résultats

p. 984

3. Les conséquences immédiates des élections

p. 992

D. Les échos de la Commune

p. 997

CHAPITRE XVI. - LA REPUBLIQUE DE THIERS p. 1014

A. Le personnel administratif et judiciaire p. 1014

- 1. L'administration départementale p. 1014
 - a. préfets et sous-préfets p. 1014
 - b. les maires p. 1019
 - c. la magistrature p. 1029

B. L'organisation des forces politiques p. 1033

- 1. Les républicains p. 1033
- 2. Les monarchistes p. 1040

C. Les problèmes contemporains p. 1051

- 1. La question fiscale et douanière p. 1052
- 2. La réforme du service militaire p. 1060
- 3. L'avenir de l'enseignement primaire p. 1066

D. L'avenir des institutions et l'évolution de l'opinion p. 1070

- 1. L'élection ambiguë de Faidherbe et de Testelin (2 juillet 1871) p. 1071
- 2. L'élection douteuse de Dupont et Derognancourt (7 janvier 1872) p. 1080
- 3. La réélection de Derognancourt et le triomphe de la République (9 juin 1872) p. 1090
- 4. La crise finale et la chute de Thiers (novembre 1872-24 mai 1873) p. 1098

CHAPITRE XVII. - L'ORDRE MORAL p. 1113

A. La politique de l'Ordre moral dans le Nord p. 1114

- 1. L'épuration administrative p. 1114
 - a. l'administration préfectorale p. 1114

b. les municipalités	p. 1118
c. la magistrature	p. 1124
2. la répression politique et administrative	p. 1126
a. la presse	p. 1126
b. cercles et associations	p. 1128
c. surveillance et contrôle des cabarets	p. 1129
3. La défense des intérêts religieux.	
Les problèmes scolaires et universitaires	p. 1132
 B. <u>L'évolution de l'opinion publique du 24 mai 1873</u>	
<u>au vote des lois constitutionnelles</u>	p. 1142
1. La campagne monarchique de 1873	p. 1143
2. Les controverses sur le septennat	p. 1153
3. Les consultations électorales de l'automne 1874	p. 1158
a. la venue de Mac-Mahon à Lille	p. 1159
b. les élections départementales du 4 octobre	p. 1161
c. l'élection législative partielle du 8 novembre	p. 1163
d. les élections municipales des 22 et 29 novembre	p. 1174
 C. <u>Les élections législatives de 1876</u>	p. 1180
1. La préparation du scrutin	p. 1180
2. La campagne et les résultats	p. 1185
 D. <u>La crise du 16 mai 1877</u>	p. 1193
1. la situation locale à la veille de la crise	p. 1193
2 a. l'épuration administrative	p. 1193
b. le problème religieux	p. 1196
c. la situation économique	p. 1199

2. La campagne électorale	p. 1201
3. Les résultats	p. 1205
 CHÂPITRE XVIII. - GEOGRAPHIE DE L'OPINION	 p. 1212
A. <u>La Flandre : une chrétienté rurale</u>	p. 1212
B. <u>Le bassin lillois : un empire industriel</u> <u>à la fois homogène et divers</u>	p. 1220
C. <u>Les pays de transition : Pévèle, Mélantois,</u> <u>le bassin minier. Les conquêtes bonapartistes</u>	p. 1227
D. <u>Le Cambrésis : un riche terroir aux opinions</u> <u>fluctuantes</u>	p. 1238
E. <u>L'Avesnois : un pays d'élevage isolé et</u> <u>malthusien</u>	p. 1244
 CONCLUSION GENERALE	 p. 1251

TABLE DES MATIERES DU VOLUME IV (ANNEXES)

BIBLIOGRAPHIE (SOURCES ET TRAVAUX)	P I à 58
CARTES I à 33	
TABLE DES CARTES	
TABLE DES SIGNES	

E R R A T A

VOLUME I

- p. 10 ligne 7, lire "Verly" et non Verley.
- p. 22 dernière ligne, lire "L'emprise croissante du
Messager".
- p. 65 note 83, lire "cf supra, pp. 52-53".
- p. 68 ligne 9, lire "L'Indicateur de l'arrondissement
d'Hazebrouck".
- p. 126 ligne 17, lire "sous-préfet d'Hazebrouck Gourdin"
et non Gardin.
- p. 159 ligne 15, lire "et même député en 1876" (son élec-
tion sera invalidée en 1879)".
- p. 275 note 84, lire "cf supra, p. 270".
- p. 354 lignes 12 et 13, lire "La haute bourgeoisie douai-
sienne".
- p. 409 note 69, lire "cf supra, chapitre III, pp. 85-87".

VOLUME II

- p. 446 ligne 7, lire "La colère de la foule".
- p. 544 ligne 4, lire "36 sièges" et non 16.
- p. 563 ligne 12, lire "Le juge Verleye" au lieu de
le banquier Verleye.
- p. 578 ligne 1, lire "au siège de Douai" et non au
siège de Cambrai.
- p. 618 note 279, lire "cf supra, chapitre IX, p. 454".
- p. 710 ligne 12, lire "la partition de Lille" et non
la décision de Lille.
- p. 744 note 87, lire "cf infra, p. 750."
- p. 749 note 107, lire "cf infra, pp. 827-828".
- p. 763 ligne 11, lire "ascendant sur les masses".
- p. 763 ligne 12, lire "son confrère Huidiez" au lieu
de Juidiez.
- p. 766 note 178, lire "cf supra, chapitre XII, p. 702".

- p. 770 ligne 19, lire "Hyacinthe Corne, ex-procureur général" au lieu de procureur général.
- p. 775 ligne 17, lire "Crugeot" au lieu de Cûrgeot.
- p. 841 ligne 3, lire "imposant la trêve aux factions locales".

VOLUME III

- p. 936 note 181, lire "cf infra, p. 956".
- p. 959 ligne 20, lire "accrochée".
- p. 979 ligne 8, lire "secrétaire Hendlé".
- p. 992 ligne 12, lire "et devait être" au lieu de "et devant être."
- p. 1037 ligne 11, lire "Junker" au lieu de Jinker.
- p. 1060 note 184, lire "cf supra, chapitre XII, p. 636".
- p. 1063 Liste des députés, lire "Plichon" au lieu de Perchon.
- p. 1090 note 260, lire "cf supra, p. 1018".
- p. 1122 ligne 4, lire "quatre chefs-lieux d'arrondissement" au lieu de quarante-quatre.
- p. 1186 ligne 16, la note 293 fait suite au mot argumentation.
- p. 1188 Liste des circonscriptions :
- Avesnes II, lire "Quesnoy-est et ouest" au lieu de Quesnoy-sur-D. est et ouest.
- p. 1255 ligne 19, lire "avec force lors de la Révolution" au lieu de hors de la Révolution.

Code : 22030

Prix des 3 tomes : 260 F.